HISTOIRE

DE L'EUROPE

PENDANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Coulommiers. — Imp. P. BRODARD et GALLOIS.

HISTOIRE
DE L'EUROPE

PENDANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

H. DE SYBEL

Directeur des Archives royales
Membre de l'Académie des sciences de Berlin

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR MLLE MARIE DOSQUET
Inspectrice générale des Écoles maternelles

Édition revue par l'auteur

ET PRÉCÉDÉE D'UNE PRÉFACE ÉCRITE POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

TOME SIXIÈME ET DERNIER

Suivi d'une table alphabétique générale des matières

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1888

HISTOIRE
DE L'EUROPE
PENDANT LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE

LIVRE VII

GUERRE DE LA SECONDE COALITION

CHAPITRE PREMIER

STOCKACH ET MAGNANO

Au moment où le Directoire faisait passer le Rhin à ses troupes, en vue de déchaîner les horreurs de la guerre sur l'Europe entière, une perspective peu brillante semblait s'offrir à ses armes. Nous avons vu (1) quelle était la faiblesse des armements de la France à l'automne de 1798 ; depuis lors, beaucoup de belles paroles avaient été dites, beaucoup d'ordres énergiques avaient été donnés, et une impétueuse offensive avait été prescrite à tous les généraux ; mais, dans le fait, l'augmentation des forces, l'entretien des troupes, l'armement des forteresses avaient été fort négligés ; le désordre et la pénurie d'argent qui régnaient dans toutes les branches de l'administration n'avaient pas permis au ministère de la guerre de déployer l'activité nécessaire. Les états de ce ministère indi-

(1) Vol. V, p. 330.

quent comme effectif de l'armée d'Italie, dans les premiers mois de l'année 1799, dix mille huit cents hommes en Piémont, quarante-sept mille en Lombardie et en Toscane, vingt-cinq mille cinq cents à Naples, vingt-six mille Italiens et Polonais comme troupes auxiliaires, sept mille hommes en garnison à Gênes, ou en marche vers cette ville, en tout cent dix-sept mille hommes, plus, en Suisse, trente-trois mille Français, et dix-sept mille Suisses compris dans la levée; à cela il fallait encore ajouter l'armée de Mayence, forte de cinquante-trois mille hommes, et vingt-cinq mille autres en marche pour venir la renforcer, et enfin, en Hollande, une garnison de quinze mille Français et douze mille Hollandais. On comptait, après l'arrivée des renforts, former deux armées de l'armée de Mayence, une armée du Danube de quarante-six mille hommes, commandée par le général Jourdan et destinée à conquérir la Souabe et la Bavière, et une armée d'observation de quarante-deux mille hommes qui, sous le commandement du général Bernadotte, devait s'emparer des forteresses allemandes des bords du Rhin et protéger le flanc gauche de Jourdan. Mais la plupart de ces beaux chiffres n'existaient absolument que sur le papier. Lorsque vint le moment décisif, et qu'il s'agit de prendre l'offensive, Jourdan ne trouva que trente-six mille hommes sous les drapeaux (1) et Bernadotte huit mille, c'est-à-dire juste la moitié des forces indiquées plus haut; Masséna, qui commandait en Suisse sous la haute direction de Jourdan, ne comptait pas tout à fait trente mille Français, sans vivres, mal vêtus, incomplètement armés, et à peine dix mille Suisses, nouvelles recrues, qui, pour la plupart, ne servaient qu'à regret. L'armée d'Italie était mieux partagée sous le rapport du nombre; mais elle était répartie sur toute l'étendue de la Péninsule, depuis les Alpes jusqu'au détroit de Messine, de sorte que cinquante mille hommes à peine se trouvaient sur l'Adige pour faire face aux Autrichiens. On hésita longtemps à Paris sur le choix du général qui devait la commander. Son ancien chef, le général Joubert, s'était brouillé comme Brune avec les commissaires civils du Directoire, bien que d'une manière moins violente, et il avait donné sa démission, en désignant comme son successeur le plus

(1) Jourdan, *Précis des opérations*, 91.

convenable le général Moreau, qui le remplaçait pour le moment. Mais les opinions politiques de Moreau le rendaient odieux aux Directeurs, et l'on finit par choisir le général Schérer, alors ministre de la guerre, qui avait, nous le savons, commandé en Italie avec assez de succès en 1795, mais qui était âgé et d'une médiocre intelligence. Le général Milet-Mureau fut alors appelé au ministère. Assailli de plaintes par les généraux, qui exposaient l'insuffisance de leurs ressources, il répondait à tous par des promesses; mais son dernier mot était toujours qu'un républicain ne comptait pas ses ennemis, que le soldat français surmontait tout par sa vaillance et son héroïsme, que c'était en pays ennemi que l'on trouverait vivres, vêtements et munitions. Cette intrépidité du gouvernement venait, nous le savons, de la conviction désespérée que la situation serait cent fois plus mauvaise en temps de paix qu'avec une guerre même peu glorieuse; on devait bientôt reconnaître, d'ailleurs, qu'une telle ardeur guerrière l'emportait sur le champ de bataille sur les nombreux et lourds bataillons des ennemis.

Du côté de la coalition, en effet, se trouvait en abondance tout ce qui fait la force matérielle et la puissance d'un armement; une seule chose lui faisait défaut, l'élan qui entraîne irrésistiblement. Sous la direction prévoyante de l'archiduc Charles, l'Autriche s'était fortement armée : l'archiduc comptait opérer lui-même dans le sud de l'Allemagne avec un peu plus de quatre-vingt-dix mille hommes (1), et il en avait encore vingt-six mille à sa disposition, sous le général Hotze, dans le Vorarlberg et les Grisons; en Tyrol, le général Bellegarde commandait une armée indépendante de quarante-six mille hommes; quatre-vingt-six mille autres, provisoirement sous les ordres du général Kray, étaient destinés à la Vénétie; le général Mélas, choisi pour les commander, était un officier habile, mais déjà vieux, qui ne pouvait, vu son âge, se rendre qu'à petites journées sur le théâtre de la guerre. A ces forces devaient s'ajouter plus tard trente et un mille Russes, sous Rosenberg et Rehbinder, et le belliqueux Suworoff devait prendre le commandement du tout, avec des pouvoirs illimités. On avait donc sur tous les points un nombre de combattants presque double

(1) D'après les états relatifs à la campagne. Archives de la guerre, à Vienne.

à opposer aux forces françaises. Ces troupes étaient bien exercées, la cavalerie était excellente; les dispositions mêmes des hommes n'étaient pas mauvaises, bien que la profonde désorganisation et le découragement de 1797 n'eussent pu se guérir absolument en l'espace d'une année. A cela se joignait l'espoir bien fondé de voir la haine populaire éclater de tous côtés contre les Français à chaque pas que l'on ferait en Suisse et en Italie; très certainement d'aussi imposantes armées avaient rarement marché sous d'aussi favorables auspices au-devant d'une lutte difficile.

Mais il y avait en Autriche deux hommes auxquels ces circonstances encourageantes ne pouvaient inspirer de confiance, et de ces deux hommes dépendaient malheureusement toutes les décisions : c'étaient le ministre Thugut et l'archiduc Charles. Tous deux d'ailleurs se ressemblaient aussi peu que possible. Le ministre était énergique et impatient, rusé et absolu, mais rempli de méfiance à l'égard de son pays, de son armée, de ses alliés. L'archiduc était loyal et consciencieux, mais lent et circonspect, intrépide au plus haut point au moment du danger, mais porté par nature à considérer toute éventualité fâcheuse comme un danger mortel, et, par conséquent, aussi méfiant envers ses officiers et ses soldats que le ministre l'était envers lui. Lorsque, à la fin de janvier, il dut céder douze bataillons à l'armée du Tyrol, il se déclara, avec quatre-vingt mille hommes contre trente-six mille, trop faible non seulement pour attaquer les divisions de Jourdan, mais même pour se défendre avec succès. Cette déclaration accrut encore chez Thugut la conviction triste et résignée que l'on ne ferait rien de bon, et paralysa également chez lui la force de résolution entreprenante qui, dans les circonstances données, eût pu conduire immédiatement de triomphe en triomphe. Après avoir si souvent promis à l'impatient Empereur Paul une guerre offensive, générale et exterminatrice, il laissait maintenant, presque à son insu, la pensée d'une attente défensive prendre la place des projets belliqueux. Nous ne connaissons pas complètement le plan de campagne qui fut remis à l'archiduc; la plus ancienne des instructions qui existent encore fait allusion à des conventions verbales, d'après lesquelles la tâche de Charles aurait été de protéger la plus grande partie possible de l'Empire allemand, et ensuite

de s'occuper spécialement d'une entreprise contre la Suisse (1). A cela se rattacha plus tard l'ordre de ne commencer les hostilités sous aucun prétexte, afin de laisser aux Français l'odieux du premier coup de canon. Cette prudente circonspection se fit encore plus fortement sentir sur un autre point important. Bellegarde était en Tyrol avec quarante-six mille hommes, indépendant de l'archiduc Charles, comme nous l'avons vu, et chargé, disait-on, de protéger les États héréditaires de l'Autriche, précieux entre tous. Il ne devait, d'après cela, s'avancer ni vers la Suisse, afin de ne pas découvrir le Tyrol du côté de la Cisalpine, ni vers la Cisalpine, de peur d'exposer le Tyrol à une attaque de la part de la Suisse. Le seul pays non autrichien qu'il dût comprendre dans sa ligne de défense était l'Engadine. Le contraste entre les deux adversaires n'eût pu être plus grand : d'un côté la France, misérablement armée, qui pressait tous ses généraux de marcher témérairement en avant ; de l'autre l'Autriche, fortement équipée, qui ne songeait qu'à chercher les moyens de parer les coups de son adversaire.

Nous avons vu plus haut comment l'Autriche, par cent raisons, retarda l'époque de l'attaque, et comment l'archiduc Charles, en particulier, déclara qu'une campagne d'hiver était absolument impossible. Il en résulta que, sur aucun point, les généraux n'étaient prêts à commencer le combat lorsque sonna l'heure décisive. Toute l'armée était bien sur le pied de guerre depuis longtemps ; mais nulle part elle n'était en état de se battre. Une forte division de l'archiduc se trouvait encore en Bohême ; Hotze, qui était dans le Vorarlberg, tout proche de l'ennemi, avait instamment, mais en vain, demandé des renforts à l'archiduc ; les troupes de Bellegarde étaient éparpillées à travers le Tyrol, de Kufstein à Trente. La subsistance des armées, qui avait été de tout temps un des côtés faibles de l'administration impériale, était loin d'être assurée, surtout pour les corps qui occupaient le Tyrol et les Grisons. Donc, bien que la rupture diplomatique fût depuis

(1) L'Empereur à Charles, 29 janvier 1799, aux archives de la guerre à Vienne. Celles-ci renferment au grand complet, pour la campagne de 1799, la correspondance des généraux avec les officiers inférieurs, ainsi que celle du Conseil Aulique. En revanche, la correspondance de Charles avec l'Empereur et le gouvernement y manque presque complètement. J'en ai trouvé une partie considérable aux archives de l'Empire, mais je n'ai pu découvrir si le reste est aux archives du cabinet de l'Empereur ou en la possession de l'archiduc Albert.

longtemps un fait accompli, on fut, sur tous les points, surpris par l'attaque.

Ce furent naturellement les Grisons qui reçurent le premier choc. En Italie, la dispersion des forces françaises était telle qu'il fallait encore quelque temps avant que le faible général Schérer pût atteindre l'ennemi; d'ailleurs la frontière qui devait être attaquée de ce côté, la ligne de l'Adige, était tellement reculée vers l'est, qu'on jugea prudent à Paris de laisser auparavant les armées qui se trouvaient au nord des Alpes s'avancer à la hauteur de l'armée d'Italie. En Allemagne, Jourdan, nous le savons, ne passa le Rhin qu'au commencement de mars, et comme l'archiduc se tenait derrière le Lech, toute la Souabe séparait encore les deux adversaires. Dans le Vorarlberg et les Grisons, au contraire, la position de Hotze s'avançait de dix lieues plus à l'ouest que les camps de l'archiduc, de Bellegarde et de Kray; et le gouvernement français avait toujours eu à cœur de repousser les Autrichiens des Grisons. Masséna avait reçu depuis longtemps l'ordre de se mettre à l'œuvre de ce côté aussitôt que la guerre serait déclarée; il avait, en conséquence, rassemblé la plus grande partie de ses brigades dans le voisinage de cette frontière, tandis que l'archiduc, qui, toujours prudent, songeait surtout à couvrir ses propres flancs dans le cas où l'on marcherait en avant, avait enjoint à Hotze de se tenir avec sa masse principale aussi près de lui que possible, c'est-à-dire vers le nord, et de préférence à Bregenz, la position de Feldkirch étant déjà plus mauvaise. D'après cela, Hotze n'avait pu penser à envoyer des forces considérables dans les Grisons, c'est-à-dire encore plus au sud que Feldkirch; il laissa cinq bataillons dans un camp retranché près de cette dernière ville, et la vallée supérieure du Rhin resta confiée uniquement à la garde du brave général Auffenberg et de cinq autres bataillons. Auffenberg avait fait occuper par huit cents hommes la petite forteresse de Luciensteig, sur la limite du Vorarlberg et des Grisons, avait réparti deux bataillons en différents postes d'observation, et en avait placé deux, comme réserve, près de Coire. Il ignorait complètement que la guerre véritable eût déjà commencé, lorsqu'il fut surpris, le 6 mars de grand matin, par l'arrivée d'un parlementaire français porteur d'une lettre de Masséna, lequel lui ordonnait d'évacuer les Grisons dans l'espace de

deux heures, afin d'éviter les hostilités. A peine le général indigné eut-il prononcé son refus, que le feu commença. Masséna avait pris à la lettre les termes du délai, et ouvert la lutte, non deux heures après la réception de la lettre, mais deux heures après son envoi. Ses mesures étaient prises avec la circonspection mêlée d'impétuosité qui lui était propre. La brigade Oudinot passa le Rhin tout près de Feldkirch, et coupa les communications entre cette place et le plus voisin des postes d'Auffenberg, celui de Luciensteig. La division Ménard, partagée en deux détachements, traversa le fleuve au nord et au sud de la forteresse, qu'on attaqua de tous côtés et dont on s'empara dans la soirée, malgré une résistance opiniâtre. Auffenberg se trouva par là dans une situation tout à fait désespérée. Derrière lui, la division Loison s'avançait du Saint-Gothard vers Coire, par la vallée du Vorder-Rhein; la perte de Luciensteig le séparait complètement de Hotze; une tentative faite par ce général pour lui apporter du secours de Feldkirch fut déjouée par Oudinot, et occasionna des pertes considérables aux Autrichiens. Ainsi cerné de tous côtés par seize mille hommes, Auffenberg se vit forcé, le 7 mars, de déposer les armes avec toute sa troupe. Ces deux journées coûtèrent aux Autrichiens plus de cinq mille hommes, tués, blessés ou prisonniers (1). Les Grisons étaient au pouvoir de l'ennemi.

Masséna rassembla alors la plus grande partie de ses forces (dix-sept mille hommes), dans les environs de Feldkirch, pour surveiller Hotze. Il n'y eut plus sur ce point qu'un seul grand combat, livré le 23 mars : les Français firent une tentative pour s'emparer des retranchements autrichiens; mais ils furent repoussés et très maltraités par la garnison, qui, dans l'intervalle, avait reçu des renforts. Les actions ne s'en succédèrent que plus vivement, durant les semaines suivantes, dans les montagnes des Grisons. Masséna avait destiné la division Lecourbe (neuf mille hommes), qui formait son aile droite, à occuper l'Engadine. Lecourbe devait être soutenu dans cette opération par le général Dessoles, de l'armée d'Italie, lequel, venant de Bormio avec cinq mille hommes, devait pénétrer dans l'Engadine du côté du sud, par le Stilfser-Joch et le Munsterthal. A la nouvelle de la défaite d'Auffenberg,

(1) D'après leurs listes. Dans sa première frayeur, Hotze annonça à Bellegarde que son corps était affaibli d'un tiers.

une grande frayeur s'était emparée de tout le Tyrol, et Bellegarde commença enfin à réunir ses troupes dispersées. Il fit d'abord remonter l'Inn, avec quatre mille hommes, par le général Loudon, qui prit position à Ponte, dans l'Engadine; mais Lecourbe, ayant traversé les défilés de l'Abula et du Julier, l'attaqua de front, pendant qu'une troisième colonne franchissait la Scaletta et le menaçait par derrière. Loudon alors recula en toute hâte, et ne s'arrêta qu'à la frontière du Tyrol, dans le défilé de Martinsbruck. Deux bataillons envoyés en avant se trouvèrent par là coupés du reste des troupes; ils cherchèrent à se sauver au sud, par la Valteline; mais ils tombèrent aux mains de Dessolles et furent faits prisonniers. Du 14 au 17 mars, on se battit vivement devant Martinsbruck, sans qu'aucun des adversaires réussît à faire grand mal à l'autre. Pendant ce temps, Bellegarde envoya quelques détachements isolés, en tout sept mille hommes, en partie dans l'Engadine et en partie dans le Munsterthal, en vue de renforcer Loudon; mais il ne parut pas songer un seul instant à la possibilité de réunir promptement ses quarante mille hommes, et d'écraser par une attaque vigoureuse la troupe téméraire des Français. Dessoles put donc aussi passer le Stilfser-Joch sans obstacle, et se préparer à l'attaque en face même de Loudon, que s'était hâté de rejoindre les troupes du Munsterthal. Le 25 mars, une partie de ses hommes profitèrent du lit momentanément desséché d'un torrent pour tomber à Taufers sur le dos de l'ennemi; aussitôt une terreur panique se répandit parmi les Autrichiens, et la défaite fut complète. Mille hommes restèrent morts sur le terrain, quatre mille déposèrent les armes. Le même jour, Lecourbe s'emparait du passage de Martinsbruck, grâce également à un habile mouvement tournant. Sur ce point encore, la réserve autrichienne s'enfuit dès que les tirailleurs français parurent sur sa ligne de retraite; trois bataillons qui formaient les premiers rangs se constituèrent prisonniers. Ces diverses affaires causèrent un tort sensible aux Autrichiens. La vallée de l'Inn d'un côté, de l'autre celle de l'Adige, étaient ouvertes à l'ennemi; toute communication directe était coupée entre le nord et le sud du Tyrol, la confiance des troupes en elles-mêmes et en leurs chefs était profondément ébranlée. Et tout cela était dû à douze mille Français au plus, qui suppléaient à la faiblesse du nombre par une impé-

tueuse audace, tandis qu'avec des forces quatre fois plus considérables, Bellegarde, grâce à sa molle hésitation, se laissait enlever par cette poignée d'hommes douze mille soldats, tant tués que prisonniers. Si, ce même 25 mars, les choses n'avaient pas mieux marché sur les deux autres théâtres de la guerre, il en serait résulté pour l'Empire un malheur incalculable.

La nouvelle de ces honteux événements produisit, comme on peut le penser, une vive irritation à Vienne. Thugut, qui n'avait jamais été au nombre des admirateurs de l'archiduc, tourna contre lui son premier mécontentement et celui de l'Empereur, pour avoir constamment repoussé les demandes de renforts que lui adressait Hotze, et avoir permis par là à Masséna de conquérir les Grisons et de menacer le Tyrol. Le 23 février encore, on avait avec raison représenté à Charles qu'il était supérieur à l'ennemi de trente mille hommes au moins (et nous savons qu'en réalité sa force était plus considérable encore) : il n'était pas possible, s'il agissait prudemment, que l'envoi de vingt mille hommes dans le Vorarlberg, lequel eût empêché les succès de Masséna, le mît dans un sérieux embarras vis-à-vis de Jourdan. Pouvait-il alléguer la nécessité de protéger son flanc gauche du côté de la Suisse? Quelle protection eût été meilleure pour lui qu'une augmentation des forces de Hotze, laquelle eût mis ce général en état de vaincre Masséna? Ce que Charles pouvait objecter ici avec raison, et ce qu'il avait, en effet, déclaré à Hotze, c'est que l'essentiel pour le moment était de battre complètement Jourdan, qu'il devait pour cela concentrer toutes ses forces, et que, s'il réussissait sur ce point capital, peu importaient les petits succès de l'ennemi dans les Grisons. Il s'agissait de savoir maintenant s'il compenserait par des coups vigoureux portés à l'armée du Danube ce qu'on venait de perdre sur les Alpes.

A la première nouvelle du passage du Rhin par Jourdan, le 4 mars, il avait aussi fait passer le Lech à ses troupes, afin de s'avancer à la rencontre des Français entre cette rivière et le lac de Constance. Jourdan, qui désirait se rapprocher de Masséna, avait pris également la direction du sud, de sorte qu'une rencontre prochaine semblait inévitable. Des deux parts cependant, les adversaires ne se montraient pas précisément pressés. Charles, toujours prudent, fit quinze lieues en quinze jours; Jourdan, dans le sen-

timent de sa faiblesse sans doute, mit dix-neuf jours à une marche de vingt-deux lieues. Ce ne fut que dans la soirée du 19 mars que les deux armées se rencontrèrent près du marécageux ruisseau d'Ostrach, au point de jonction actuel du grand-duché de Bade, du Wurtemberg et de la principauté de Hohenzollern. L'avant-garde de Jourdan, commandée par Lefèvre, occupait les gués du ruisseau et les hauteurs qui le précèdent; plus au nord, le général Saint-Cyr, avec près de cinq mille hommes, menaçait le flanc droit de l'ennemi. La division Souham, forte de sept mille quatre cent soixante hommes, se tenait comme réserve à Pfullendorf, une bonne lieue en arrière. La division Ferino, pour le moment tout à fait séparée de Jourdan, était en marche vers le lac de Constance, et plus de quatre mille hommes étaient dispersés en petits postes d'observation sur les deux ailes de l'armée. Les Français, en mettant tout au mieux, ne pouvaient engager plus de vingt-deux mille hommes dans la bataille. A ces forces déjà si réduites, et, de plus, éparpillées au loin, l'archiduc pouvait opposer soixante-treize mille hommes. Après avoir, le 20 mars, rejeté les postes avancés de Lefèvre au delà de l'Ostrach, il envoya contre Saint-Cyr le prince de Furstenberg avec dix-neuf mille hommes, et lui-même, à la tête de cinquante mille autres, se jeta sur les positions de Lefèvre dans les villages d'Ostrach et de Zettkofen. Le ruisseau fut promptement passé; mais Lefèvre se défendit héroïquement durant plusieurs heures dans Ostrach contre ces forces écrasantes, jusqu'au moment où les Autrichiens, ayant pris Zettkofen, le menacèrent également par derrière. Jourdan alors donna l'ordre de la retraite, qui s'accomplit sans la moindre confusion, et sans être sur aucun point inquiétée par l'ennemi. Les pertes étaient d'environ deux mille hommes de chaque côté.

L'armée française reprit avec la même lenteur le chemin par lequel elle était venue; elle se réunit à la division Ferino et à une brigade détachée de Masséna, et, forte alors de trente-huit mille hommes, prit position près de Singen, Engen et Tuttlingen. Plus lents encore furent les mouvements de l'archiduc, qui avait complètement perdu l'ennemi de vue. Il passa deux jours à Pfullendorf, se demandant si Jourdan se dirigeait vers la Forêt-Noire ou vers la Suisse, gagna le 24 mars avec l'armée la position de Stockach, et résolut de faire le lendemain une grande reconnais-

sance, en vue de s'éclairer sur les plans de l'ennemi. Pendant ce temps, Jourdan, que la non-apparition de son adversaire plongeait lui-même dans l'incertitude, accueillait comme très vraisemblable la supposition suggérée par Saint-Cyr que les Autrichiens s'étaient soudainement tournés vers la Suisse, ne laissant derrière eux qu'un faible détachement, et il se décidait à chercher son salut dans une prompte attaque. Ceci donna lieu, le 25 mars, à une bataille d'un caractère tout particulier. Charles, en vue de sa reconnaissance, avait distrait de ses soixante-dix mille hommes trois forts détachements d'environ treize mille hommes chacun; il avait fait tourner les ailes de l'ennemi par ses deux colonnes de droite et de gauche, qu'il avait dirigées sur Lipptingen et Steisslingen, et lui-même, de grand matin, s'avança vers Eipeltingen avec la colonne du centre, laissant encore trente-deux mille hommes comme réserve devant la petite ville de Stockach. Jourdan, de son côté, avait aussi dirigé ses trois divisions sur chacune des trois routes : Ferino au sud, avec douze mille hommes, Souham au centre avec sept mille, Soult au nord (à la place de Lefèvre qui avait été blessé) avec dix mille; en outre, Saint-Cyr avait été envoyé vers Mœskirch avec neuf mille hommes, afin de prendre l'ennemi par derrière, grâce à un long détour. Les trois colonnes autrichiennes furent ainsi surprises en même temps par une attaque vigoureuse, qui les renversa malgré la supériorité de leurs forces. Celle du sud recula en combattant et en bon ordre: celle du centre se retira si précipitamment qu'elle éprouva peu de pertes; mais celle du nord, sous le général Merveldt, apercevant derrière elle quelques hommes de Saint-Cyr, perdit complètement la tête et s'enfuit vers Stockach dans une effroyable confusion. La moitié de l'armée autrichienne était entièrement battue, et cette fois l'archiduc put rendre grâces au ciel de s'être mis en campagne avec des forces deux fois plus considérables que celles de son adversaire. Des trois côtés il lança ses réserves vers l'ennemi victorieux, et fit par là cesser le combat au sud et au centre, dans le voisinage immédiat de Stockach. On eut plus de peine avec l'aile du nord; il fut impossible de rien obtenir des hommes de Merveldt, et bientôt les troupes du général Wallis, envoyées pour les soutenir, commencèrent elles-mêmes à chanceler d'une manière inquiétante. Dans ce moment critique, l'archiduc se mit en personne

à la tête de la dernière troupe encore intacte, six bataillons de grenadiers et douze escadrons de cuirassiers; il les réunit à huit bataillons de Wallis, et s'avança impétueusement contre les minces bataillons de Soult, qu'il repoussa de buisson en buisson et de hauteur en hauteur jusqu'à Lipptingen. Cette fois, poussé par la nécessité, il laissa le côté énergique de sa nature se manifester dans toute son étendue ; au plus fort du combat, il apprit que Saint-Cyr occupait Mœskirch, et était ainsi sur la ligne de retraite des Autrichiens. « Qu'il y reste, s'écria Charles; si je me fais jour ici, il est coupé et perdu. » Et, sans s'arrêter, il continua à marcher vers la sortie du bois et vers Lipptingen. Ici la nuit vint mettre un terme au combat. La perte fut d'environ quatre mille hommes des deux côtés, mais le résultat était décidément favorable à l'Autriche. L'impétuosité de l'attaque avait d'abord surpris et ébranlé les troupes autrichiennes, et si Saint-Cyr s'était trouvé là, au lieu d'avoir été inutilement envoyé au loin, le mal aurait pu être grand; mais son absence rendit vaine toute l'ardeur des Français. La supériorité du nombre produisit tout son effet, et elle eût pu devenir absolument funeste aux Français à la fin du combat, car Ferino et Souham étaient alors aussi éloignés de Soult que celui-ci l'était de Saint-Cyr. Une poursuite vigoureuse aurait sans doute dispersé l'armée ennemie, et peut-être même aurait-on fait prisonniers quelques-uns de ses détachements. Mais la conduite de l'archiduc fut de nouveau ce qu'elle avait été à Wurzbourg trois ans auparavant. Soit par suite de la disposition naturelle de son âme, soit en considération de l'état misérable où se trouvait la moitié de son armée après ses échecs, le sentiment de la victoire lui suffit. Il n'y eut pas de poursuite proprement dite; Charles abandonna l'ennemi à son sort, se contentant de le faire surveiller par des détachements de cavalerie. Par bonheur, les choses marchèrent aussi cette fois comme après la bataille de Wurzbourg. Jourdan en voulait profondément au Directoire pour l'avoir envoyé au combat avec des ressources si insuffisantes; il appartenait comme Bernadotte à la gauche jacobine, avec laquelle, nous le savons, le Directoire était depuis un an en rapports très tendus, et, conformément aux idées mises alors en vigueur par les haines de partis, il n'hésitait nullement à accuser le gouvernement de trahison systématique, en vue de perdre, par des échecs devant l'ennemi, des généraux qui lui

étaient odieux. Dès le lendemain de la bataille donc, il envoya un rapport au Directoire, et demanda l'autorisation de se rendre en personne à Paris pour y conférer sur la situation de son armée. Son irritation était si grande qu'il n'attendit pas même la réponse à cette lettre ; quelques jours plus tard, il remit le commandement au chef de son état-major, le général Ernouf, et partit pour Paris de sa propre autorité. Ernouf n'était, à aucun égard, à la hauteur d'une telle tâche ; de plus, les troupes, démoralisées par l'insuccès de leurs brillants efforts, se montraient de moins en moins solides ; ce fut donc dans un état qui empirait chaque jour que l'armée recula d'abord jusqu'aux défilés de la Forêt-Noire, puis repassa le Rhin après une courte halte. Le général Bernadotte suivit l'exemple de son collègue. Il abandonna l'investissement de Philippsbourg, laissa une petite garnison à Mannheim, et repassa également sur la rive gauche du Rhin. Comme Jourdan, il quitta son commandement et partit pour Paris. Le Directoire les révoqua tous deux ; nous verrons plus tard quelles furent les conséquences politiques de cette rupture entre le gouvernement et les généraux.

Cependant l'archiduc fit traverser la Forêt-Noire par la division Sztarray, qui se répandit dans le Rheinthal ; à cette division appartenaient les Szeklers, que nous avons vus à Rastadt impliqués dans l'assassinat des plénipotentiaires ; une autre s'étendait, comme colonne d'observation, tout le long de la frontière de Suisse ; le reste de l'armée s'établit dans les environs de Stockach. La première partie de la tâche imposée à l'archiduc par son gouvernement au début de la campagne était complètement, sinon brillamment accomplie. L'Empire allemand, jusqu'au Rhin, était libre d'ennemis. En Tyrol, Masséna se hâta également de rappeler dans les Grisons les postes avancés, car la retraite de Jourdan mettait non seulement ces postes, mais toute la petite armée, en danger d'être attaqués en avant par Bellegarde et Hotze, et par derrière par l'archiduc Charles, et d'être ainsi resserrés entre des forces trois fois supérieures à celles des Français.

En Italie enfin, la fortune s'était également montrée favorable aux armes autrichiennes. Le général Kray, qui y commandait pour le moment, ne possédait pas, à la vérité, toute la force d'esprit nécessaire à un grand capitaine ; mais c'était un soldat courageux, toujours prêt à payer de sa personne, et qui allait joyeusement

au-devant du danger. Malheureusement, ici encore l'organisation stratégique des troupes était bien en retard vers le milieu de mars. Lorsque la guerre éclata en Suisse, Kray donna les ordres les plus pressants; néanmoins il lui manquait encore deux divisions au moment où la lutte s'engagea sur l'Adige, de sorte qu'après avoir laissé en Vénétie toutes les garnisons nécessaires, il n'avait plus que cinquante-huit mille hommes à opposer à l'ennemi. Les instructions que le général Chasteller lui apporta le 21 mars, rédigées évidemment sous l'impression de la défaite d'Auffenberg, lui disaient d'assiéger Peschiera et de surveiller Mantoue, puis de remonter les vallées de l'Oglio et de l'Adda, jusqu'à Edolo et Chiavenne, afin de délivrer le Tyrol sans s'engager dans une guerre de montagnes; si l'on trouvait l'ennemi réuni quelque part, on devait lui livrer bataille (1). Comme on le voit, ce plan était tout défensif. Le Directoire français, au contraire, avait enjoint au général Schérer de passer résolûment l'Adige avec ses quarante-sept mille hommes, et de chasser l'ennemi de la Vénétie. Pour soutenir cette entreprise, le général Dessolles fut dirigé de la Valteline sur le haut Adige ; mais en revanche, et comme si la tâche eût été trop facile pour tant de héros républicains, la division Gauthier fut envoyée en Toscane, afin d'y établir un gouvernement républicain au lieu et place du gouvernement ducal. Schérer passa donc le Mincio le 25 mars, non sans quelques appréhensions, pour s'avancer sur l'Adige contre les positions autrichiennes. A cette nouvelle, Kray résolut de prévenir l'ennemi, et de l'attaquer le 27; mais, grâce à la lenteur autrichienne, il fut surpris le 26 par l'attaque des Français. Le centre des Autrichiens était sur la rive droite de l'Adige, dans les villages qui touchent Vérone; huit mille hommes, sous le général Elsnitz, furent envoyés vers Pastrengo, à quelques lieues à l'ouest en remontant l'Adige, afin d'intercepter la route du Brenner à sa sortie de la montagne; Kray lui-même, avec vingt-deux mille hommes, avait descendu l'Adige et marché vers Bevilaqua, pour de là tomber sur le flanc des Français qui s'avançaient contre Vérone. Schérer, au contraire, marchait vers Pastrengo avec vingt-deux mille hommes, et

(1) *Journal milit. autrich.*, 1812, 3, p. 23. Il est étonnant que dans Miliutin, soi-disant d'après Jomini, cette phrase se soit transformée et ait pris un sens tout opposé : « Où l'on trouvera l'ennemi dispersé, etc., etc. »

le général Montrichard vers Bevilaqua avec neuf mille seulement, tandis que le général Moreau, qui avait accepté avec une grande abnégation un commandement sous Schérer, occupait le centre des Autrichiens avec des forces à peu près égales aux leurs. Le résultat était donc facile à prévoir. Au centre, la lutte flotta indécise, quoique avec des pertes plus considérables pour les Autrichiens; mais, sur les ailes, Elsnitz d'un côté et Montrichard de l'autre, éprouvèrent les funestes effets de la supériorité numérique de leurs ennemis. En tout, les Autrichiens perdirent sept mille hommes et les Français quatre mille, plus une douzaine de canons de chaque côté. Les conséquences pratiques de cette journée répondirent à la disposition d'esprit des deux chefs. Chacun d'eux se montra comme étourdi et ébranlé par le coup qu'il venait de recevoir. Schérer crut devoir rassembler toutes ses forces sur le point qui s'était montré faible le 26, et il employa une semaine entière à faire passer, derrière les bataillons du centre, les troupes de l'aile droite sur l'aile gauche, et celles de l'aile gauche sur la droite. Au lieu de profiter de cette confusion pour porter un coup décisif, Kray se contenta de repousser une tentative hardie faite à Pastrengo, au delà de l'Adige, par le général Sérurier, d'appeler à lui la division Zoph, et de faire passer l'Adige à la brigade Saint-Julien, pour la diriger vers Peschiera. Par là, les craintes de Schérer se trouvèrent de nouveau reportées du côté opposé; il craignit maintenant que l'ennemi, le tournant vers le nord, ne l'éloignât du Mincio et ne le poussât dans les marais et les bas-fonds du Pô, et il résolut de porter de nouveau son aile gauche (général Moreau) à vingt mille hommes, afin qu'elle pût chasser l'ennemi du voisinage de Peschiera. Au centre, Delmas, avec six mille hommes, devait occuper le village de Magnano; à droite, Victor, avec quatorze mille, les localités de Raldone et de Pozzo, pour de là s'avancer sur Vérone. Pendant ce temps, Kray s'était également décidé à une attaque nouvelle et générale : il avait dirigé Hohenzollern, avec dix-sept mille hommes, contre l'aile gauche de l'ennemi; Kaim, avec six mille cinq cents, vers Magnano; Mercantin, avec sept mille, vers Pozzo; il avait, de plus, placé tout près de Vérone une réserve de treize mille hommes, sous le général Frœhlich, pendant que le général Schustek remontait l'Adige avec une petite colonne de

deux mille hommes, en vue d'inquiéter les derrières de l'ennemi. La bataille de Magnano, ainsi préparée, eut lieu le 5 avril. Durant toute la matinée, la lutte se soutint sur tous les points avec une violence opiniâtre, mais peu à peu les Français gagnèrent du terrain. Le malheureux Mercantin fut surtout maltraité : attaqué par Victor avec des forces deux fois supérieures, il était complètement battu peu de temps après midi, et lui-même fut mortellement blessé. Cependant Kray fit promptement avancer des troupes fraîches; il parvint à rétablir l'ordre dans la division battue, et, grâce à l'intervention vigoureuse de Frœhich et de Schustek, il mit l'ennemi en pleine déroute et le repoussa loin du champ de bataille. Delmas et Moreau, obligés eux-mêmes de mettre toutes leurs forces en action, n'étaient pas en mesure de secourir leur collègue vaincu; par suite de la défaite de Victor, au contraire, ils étaient menacés d'une attaque sur leur flanc et sur leurs derrières, et eux-mêmes se virent forcés de battre en retraite. Cette journée si vivement disputée, qui coûta quatre mille hommes à chacun des deux adversaires, se termina donc par la victoire décidée des Autrichiens : Schérer, maudissant tous les plans offensifs, ramena son armée démoralisée au delà du Mincio; mais bientôt il ne s'y crut même plus en sûreté, et, le 12 avril, il donna l'ordre d'une nouvelle retraite vers l'Oglio. De même que l'archiduc après Stockach, Kray laissa l'ennemi s'éloigner sans obstacle. Ce vaillant spadassin, qui manquait absolument de vues et de jugement (1), rendait grâces à Dieu de l'avoir si bien protégé jusque-là; mais il attendait de jour en jour l'arrivée du général Mélas, commandant en chef, et il ne voulait rien faire sans lui. Mélas arriva, en effet, le 9 avril à Vérone; néanmoins plusieurs jours s'écoulèrent encore avant qu'il se décidât à marcher, et ce ne fut que le 14 avril qu'il fit passer le Mincio à ses troupes. Le même jour, au reste, Suworoff arrivait aussi à Vérone, et prenait immédiatement la direction des affaires.

Toutes ces nouvelles, qui arrivèrent coup sur coup à Vienne, dans le courant de mars et au commencement d'avril, eussent dû y causer une grande satisfaction. Sur le Danube, deux batailles avaient suffi pour faire fondre l'armée française comme la neige

(1) Les preuves en sont plus loin, dans le huitième livre.

sous le soleil de mars; en Italie, les plaines de la Lombardie étaient ouvertes à l'armée victorieuse ; le Tyrol, en conséquence de ces succès, avait été promptement évacué par l'ennemi. Et tout cela s'était accompli avant l'arrivée des troupes russes : que ne pouvait-on pas espérer maintenant, avec leur énergique coopération et sous la conduite impétueuse de Suworoff? Cependant, la pénible impression causée par les défaites du Tyrol, dont les dernières, nous le savons, avaient eu lieu dans le même temps que la bataille de Stockach, et par les premiers combats autour de Vérone, n'était pas effacée dans l'esprit assombri de Thugut. Ce ministre était fort irrité contre Bellegarde, mais cela n'atténuait pas la sévérité de son jugement à l'égard de l'archiduc Charles, auquel lui et l'Empereur attribuaient en grande partie les désastres éprouvés dans les Grisons. « L'archiduc n'aurait pas dû autant s'avancer, dit Thugut à l'ambassadeur d'Angleterre, il aurait dû conserver la position avantageuse qu'il avait à Ulm, et rester en communication avec le Vorarlberg (1). » Mais ce n'était pas tout encore. Nous connaissons l'invincible méfiance de Thugut à l'égard de la Prusse et de la Bavière ; or à ce moment même arrivèrent les premières nouvelles de l'échec des négociations de Berlin, et l'avis que la Prusse voulait bien armer à tout hasard, mais rester neutre pour le moment. Tout ce que faisait la Prusse était odieux à Thugut : si elle était entrée dans la coalition, il en aurait redouté des menées perfides; maintenant qu'elle voulait rester à l'écart, il croyait déjà la voir pêcher en eau trouble et empiéter autour d'elle en Allemagne. Ce fut donc un grand soulagement pour lui que d'avoir enfin à sa disposition le seul remède qu'il considérât comme efficace, la surveillance active de la Russie sur l'indigne cabinet de Berlin. L'Empereur Paul envoya précisément alors le corps du général Lacy sur la frontière prussienne, et le corps de Nummsen dans l'Empire allemand, afin de soutenir Charles et de séquestrer la Bavière. C'était pour la bonne cause un puissant soutien. En face de ces quatre-vingt mille Russes, pensait Thugut, la Prusse et la Bavière y regarderont à deux fois avant d'exécuter leurs menées criminelles. Malheureusement cette joie elle-même ne devait pas longtemps rester complète.

(1) Eden à Grenville, 27 mars et 10 avril.

Nous avons déjà vu combien était pénible la situation de l'Autriche vis-à-vis de l'Angleterre en ces temps difficiles. Il s'agissait toujours du malheureux traité de 1797, que l'ambassadeur d'Autriche avait conclu à Londres pour assurer l'extinction d'anciennes dettes, et que Thugut ne voulait pas sanctionner. Thugut répétait toujours que jamais il n'accepterait des conditions aussi usuraires, tandis que Pitt persistait à répondre qu'il n'était pas question d'usure, et que, sans la ratification du traité, on ne pouvait songer à renouer l'alliance. Moins la chose était importante en elle-même, plus chacune des deux parties se plaignait de l'obstination de l'autre, et, tout en s'engageant dans une guerre commune, chacune était fortement convaincue des sentiments hostiles de son alliée. Dans cette disposition des esprits, toute occasion devenait une nouvelle source de soupçons réciproques. Thugut pensait que l'Angleterre voulait profiter du besoin d'argent de l'Autriche pour tenir la politique impériale sous sa tutelle; l'Angleterre pensait, avec plus de raison, que l'Autriche, grâce à la raideur de ses formes, n'avait dû et, ce qui était pire, n'avait pu que nuire par son intervention à la négociation de Berlin. Les affaires de Suisse fournirent encore un nouveau sujet de mécontentement. Chacun savait qu'une fermentation haineuse contre les Français bouillonnait dans mille cœurs sur le sol de la vieille confédération, et que la première approche des alliés y provoquerait vraisemblablement un puissant soulèvement contre les institutions de 1798. Thugut cependant traitait cette question avec une froideur et un mépris extrêmes, et il fit naître par là chez les ministres anglais le soupçon qu'il songeait, non à l'affranchissement, mais à l'incorporation de la Suisse. L'Angleterre ne s'en intéressa que plus vivement aux efforts des émigrés suisses, et, à la fin de mars, elle mit à la disposition du colonel Crawfurd, ainsi que de MM. de Steiger et Roverea, les ressources pécuniaires nécessaires pour former une légion suisse qui devait agir contre les Français de concert avec les Autrichiens. Mais on se trompait si l'on espérait par là réjouir la cour de Vienne. Thugut dit qu'on eût mieux fait d'employer cet argent à provoquer un mouvement populaire parmi les paysans, plutôt que de le dépenser en misérables organisations militaires. Cependant Pitt ne se laissa pas détourner de sa sollicitude pour la Suisse, car il considérait ce pays comme le point décisif de toute cette guerre.

Peut-être, comme tous les stratégistes de son temps, s'exagérait-il l'importance des positions des Alpes; mais, soit montagnes, soit plaines, ce pays était à la frontière de la France, entre l'Allemagne et l'Italie; Masséna, tant qu'il en était maître, empêchait l'action collective et directe de Charles et de Suworoff, en même temps qu'il menaçait l'armée d'Italie sur son flanc droit et l'armée d'Allemagne sur son flanc gauche. L'expérience ne devait que trop tôt faire sentir cette importance de la Suisse à la cour de Vienne, et fournir une triste confirmation aux idées de Pitt. Bref, à la fin de mars, lorsqu'il devint évident que la négociation de Berlin n'aboutirait à rien, lord Grenville proposa à l'Empereur Paul d'envoyer en Suisse le corps Nummsen, évalué à quarante-cinq mille hommes, qui devait être soldé par l'Angleterre, et qui, au cas où l'on se serait entendu avec la Prusse, aurait opéré sur le bas Rhin de concert avec les troupes prussiennes (1). Paul y consentit avec joie. Lord Grenville en donna avis à Vienne, en faisant observer que l'Angleterre, avant même qu'aucune alliance fût encore conclue, ne négligeait rien de ce qui pouvait favoriser la cause commune. Mais Thugut, dans le cas présent, ne reconnut nullement ces bonnes intentions. Cette nouvelle, au contraire, produisit à Vienne l'effet d'un foudroyant coup de tonnerre; on y vit non un accroissement de force, mais un danger mortel.

Quoi ! ce corps russe, au lieu de s'emparer de la Bavière, d'intimider tous les États de l'Empire allemand, de tenir la Prusse en échec du côté du sud, allait être mis au service des égoïstes émigrés suisses? La question vitale et décisive pour l'Autriche allait être négligée afin que l'Angleterre pût satisfaire son ambitieuse obstination? Thugut décida sur-le-champ que le soin de protéger l'Autriche contre ces envieux allemands devait l'emporter sur toute autre préoccupation. Si les Russes ne prenaient pas position en Allemagne, dit-il, il fallait que l'archiduc y conservât toutes ses forces; il ne devait pas s'engager avant l'arrivée des Russes dans la grande entreprise projetée contre la Suisse, car la lutte contre Masséna absorberait une si grande partie de son armée que le reste ne suffirait pas pour résister aux Français sur le Rhin et pour contenir en même temps les ennemis de l'Empire à l'intérieur. A ses

(1) Grenville à Eden, le 29 mars. Cobenzl rend également compte, le 29 avril, de la proposition faite à Saint-Pétersbourg par l'Angleterre.

yeux, l'abaissement de la Prusse et de la Bavière était le premier devoir de la politique autrichienne, tandis que les succès que l'on pourrait remporter en Suisse n'offraient qu'un avantage secondaire, que l'Autriche ne pouvait être tenue de poursuivre aux dépens de ses intérêts essentiels. Il était déjà assez fâcheux que l'archiduc, dans ses premières opérations, eût exposé le fidèle Tyrol pour protéger les États de l'Empire : il serait tout aussi fâcheux maintenant qu'il sacrifiât l'influence autrichienne en Allemagne à la délivrance de la Suisse. En vertu de ces considérations, l'archiduc reçut l'ordre impérieux et réitéré de s'abstenir pour le moment de toute attaque sérieuse contre la Suisse, et d'améliorer tout au plus la situation de Hotze et de Bellegarde par des mouvements simulés contre la frontière de ce pays. L'essentiel, lui dit-on, était maintenant de reprendre les Grisons et de s'emparer des petits cantons et de leurs routes vers l'Italie. Vouloir auparavant se rendre maître de toute la Suisse était poursuivre une chimère.

Cette résolution, qui réduisait à néant tous les avantages remportés jusque-là, décida pour tout un siècle du malheur de l'Autriche. De même qu'en Belgique en 1794, de même qu'au début de l'expédition d'Italie en 1796, Thugut, par son invincible méfiance à l'égard de la Prusse, enleva pour la troisième fois aux armes autrichiennes les perspectives les plus favorables. Inutile de dire que sa vieille aversion lui créait comme toujours des inquiétudes exagérées; c'était plus fort que lui; il ne pouvait en toute circonstance voir la politique de Berlin qu'à travers les verres les plus noircis. La haine de la Prusse était le mobile de tous ses actes et de toutes ses pensées. Ceux mêmes qui comprennent sa passion ne sauraient la justifier ici. Que le but fût bon ou mauvais, le moyen, en tout cas, était misérable. Si, aussitôt après la retraite d'Ernouf au delà du Rhin, l'archiduc avait passé le fleuve à Schaffouse, pendant que Hotze et Bellegarde, de leur côté, marchaient vigoureusement en avant, Masséna, entouré par des forces trois fois plus considérables que les siennes, aurait probablement été perdu sans retour (1). Et alors l'Autriche, avec une telle auréole de gloire, aurait-elle pu redouter la diminution de son influence en Allemagne ou l'inimitié active de la cour de Berlin? Il était

(1) Le jugement de l'archiduc Charles et celui de Masséna s'accordent sur ce point.

évident, au contraire, que la ligne de conduite choisie par Thugut affaiblissait à tous égards sa situation politique, inspirait à ses alliés soupçon et dépit, et ne pouvait que présenter la plus belle occasion à la Prusse, si elle était réellement hostile.

Après la bataille de Stockach, l'archiduc avait cru pendant toute une semaine que Jourdan méditait une troisième rencontre, et, dans cette pensée, il n'avait pas osé diriger le gros de ses forces vers le sud. Toutefois, il était et restait convaincu que le coup décisif devait être porté à Masséna aussi promptement que possible, et il s'empressa d'écrire à Hotze et à Bellegarde, en vue de préparer une action simultanée et écrasante. Mais alors arrivèrent les ordres de Vienne, qui le frappèrent d'autant plus rudement qu'on ne lui cachait pas que la faute des désastres essuyés dans les Grisons lui était attribuée. Il écrivit à Hotze que des motifs qui devaient rester secrets retardaient l'attaque commune, mais bientôt il tomba malade de colère et de dépit, et, le 24 avril, il annonça à l'Empereur que le mauvais état de sa santé l'avait forcé à remettre momentanément le commandement en chef au comte Wallis. L'armée était étroitement cantonnée dans le voisinage de Stockach, où elle passa tout le mois d'avril dans une complète immobilité. Pendant ce temps, le quartier général appliqua son activité à des mesures de police diplomatique en vue de fortifier l'influence autrichienne dans l'Empire, à l'expulsion des chargés d'affaires français, à la surveillance des envoyés suspects dans les cours du sud de l'Allemagne, à des négociations relatives à la position des contingents de l'Empire ou à l'envoi de recrues pour le service impérial. A cela se joignirent des mesures pour améliorer la situation des armées, car le Conseil Aulique s'appliqua ici à correspondre en tout aux désirs de l'archiduc, et son autorité si souvent calomniée ne mérita nullement, à l'époque qui nous occupe, le reproche d'avoir mis obstacle aux opérations des généraux. Le Conseil n'était saisi alors que des questions relatives à l'administration de l'armée; lorsqu'il se produisait des empiétements sur le commandement, ils étaient provoqués par des considérations, fondées ou imaginaires, de haute politique, et alors, si des motifs de cette nature étaient mis en avant, rien ne pouvait ébranler Thugut. Aussi la maladie de l'archiduc ne le troubla-t-elle pas le moins du monde; il se réjouit d'être délivré du seigneur auguste qui voulait

avoir des pensées à lui, et décida l'Empereur à lui donner un successeur dès le 19 avril, avant même que la démission officielle de Charles fût arrivée. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le futur gendre de l'Empereur de Russie, l'électeur palatin Joseph, devait prendre, sous la direction de Suworoff, le commandement en chef de l'armée d'Italie. L'Empereur avait signé sa nomination le 13 avril; toutefois, lorsqu'arriva la première nouvelle de l'indisposition de Charles, ordre fut donné à Joseph de se rendre non en Italie, mais à l'armée d'Allemagne, en compagnie du général Lauer. Ici au moins on n'avait plus d'esprit d'indépendance à redouter, mais, en revanche, on n'avait plus de capacité à attendre. Joseph n'entendait absolument rien aux choses militaires, et c'étaient les plans de Lauer, nous nous en souvenons, qui avaient amené la plus funeste de toutes les défaites de 1796, la bataille de Bassano. Cette fois, à la vérité, il n'avait pas à ordonner, mais à prévenir des batailles.

En même temps, Thugut s'efforçait incessamment, par les voies diplomatiques, de faire changer la destination du corps russe commandé par Nummsen. Il exposa à plusieurs reprises ses craintes à l'ambassadeur d'Angleterre, sir Morton Eden. La Suisse, disait-il, était si épuisée qu'il lui serait impossible de nourrir tant de troupes; les soldats russes, avec leurs mœurs étrangères et barbares, auraient beaucoup plus de peine que les soldats autrichiens à s'entendre avec les habitants; il serait plus sage d'envoyer Nummsen sur le Rhin moyen, où il pourrait, en assiégeant Mayence, rendre un immense service à la bonne cause et faire naître, chez les habitants opprimés du bas Rhin, de la Belgique et de la Hollande, l'idée d'un soulèvement armé. Il demanda aussi d'une manière incidente quel était le but final de cette guerre. Mais tout cela resta sans effet. A la dernière question, sir Morton répondit que la coalition pouvait annoncer aux Français qu'elle serait satisfaite s'ils se contentaient des anciennes frontières et cessaient d'inquiéter l'Europe. C'était demander, selon le désir de l'Empereur Paul, le rétablissement de ce qui existait dans l'Europe occidentale avant 1792, et cela ne convenait naturellement pas au ministre autrichien, qui désirait conserver la Vénétie et s'étendre en Italie. Thugut coupa donc court à l'entretien, en disant qu'il fallait avant tout connaître les idées de la Russie. Là-dessus, sir

Morton reçut de Londres l'ordre formel de ne pas répondre de son autorité privée à des questions de ce genre, mais d'en faire l'objet de rapports à son gouvernement. Pour ce qui concernait le corps de Nummsen, les Anglais restèrent inébranlables. La Souabe et le Rhin moyen, dirent-ils, étaient tout aussi épuisés que la Suisse; malgré toutes les proclamations désintéressées de l'Autriche, les Suisses se méfiaient plus des idées de conquête de cette puissance que de celles de la Russie; les Russes ne possédaient ni la grosse artillerie ni l'habileté nécessaires pour de grands sièges; en conséquence, il valait mieux, à tous égards, éviter les inconvénients d'un nouveau changement, et envoyer Nummsen en Suisse, d'où il pourrait facilement, après la défaite de Masséna, pénétrer dans la royaliste Bourgogne, qu'aucune forteresse ne protégeait. L'ambassadeur fut blâmé d'ailleurs de s'être autant avancé avec Thugut. Il devait éviter avec soin, lui dit-on, tout ce qui était de nature à inspirer à ce ministre la pensée que l'Angleterre se considérerait comme l'alliée de l'Autriche avant la conclusion d'une alliance formelle; il devait, au contraire, saisir toutes les occasions de bien établir que l'Angleterre voulait avant tout la confirmation du traité d'emprunt, et que, jusque-là, elle ne s'inquiéterait que de ses propres intérêts et non de ceux de l'Autriche.

Chez tout autre, de telles déclarations faites par une alliée auraient peut-être fait naître la pensée qu'il ne fallait compter que sur ses propres forces et agir, par conséquent, avec un redoublement de promptitude. Chez Thugut, elles produisirent l'effet contraire. « Eh bien, pensa-t-il, s'ils ne veulent pas écouter nos vœux, nous serons aussi indifférents aux leurs. Si les Russes veulent absolument entrer en Suisse, pas une goutte de sang autrichien n'y sera versé. »

Et l'armée de l'archiduc resta immobile, l'arme au pied, dans les cantonnements de Stockach.

CHAPITRE II

CASSANO ET ZURICH

En Italie, le mois d'avril s'écoula bien différemment.

A peine Suworoff y eut-il pris le commandement, qu'il lança ses troupes dans la lutte avec la même impétuosité que jadis contre les Turcs et les Polonais, lutte ardente et infatigable, qui ne devait s'arrêter qu'après l'anéantissement de l'ennemi. En septembre 1798, alors qu'éloigné du service il vivait retiré dans son village de Kantschansk, il avait jeté sur le papier quelques pensées générales sur la politique et l'art de la guerre. L'Autriche et la Russie, disait-il, devaient combattre les Français d'après les principes suivants : offensive constante, marches rapides, armes blanches; pas de système, coup d'œil sûr; pleins pouvoirs pour le général en chef; attaque en pleine campagne; pas de temps perdu en sièges; jamais de dispersion de forces en vue de défendre plusieurs points. Ces principes étaient ceux que Bonaparte venait de mettre en pratique avec les armées françaises, ceux qui distinguent l'époque moderne et qui se résument en ceci : se proposer pour tâche, non l'occupation d'un point quelconque, mais l'entier anéantissement de l'armée ennemie. Grâce à l'impétuosité qu'ils prescrivaient, le vieux soldat avait renversé naguère les Turcs et les Polonais; il s'agissait de savoir si maintenant, avec une tâche infiniment plus compliquée, il montrerait un talent de conception et d'organisation égal à sa force de volonté.

Ses adversaires, dont les forces étaient en grande partie dispersées à Naples, en Toscane, et dans les places du Piémont, avaient déjà, par suite des hésitations de Schérer, perdu tout équilibre après les coups de Bevilaqua et de Magnano (1); chaque nouvelle perte et chaque pas en arrière les plongeaient dans des incertitudes toujours plus grandes. Depuis que le général Montrichard avait été envoyé sur la rive méridionale du Pô pour y réprimer la fermentation du peuple, Schérer ne comptait plus avec lui que vingt-huit

(1) Suworoff salua Kray par ces mots : « Vous m'avez frayé le chemin de la victoire. »

mille hommes, tandis que l'armée autrichienne avait été portée de nouveau à quarante-huit mille, que le général Vukassowich, arrivant du Tyrol, menaçait le flanc gauche de l'ennemi avec sept mille hommes, et que douze mille Russes du corps de Rosenberg arrivaient en ce moment à Vérone. Suworoff imprima sur-le-champ la plus énergique activité à ces forces déjà supérieures. Quinze mille Autrichiens environ furent laissés en arrière pour bloquer Peschiera et Mantoue; Hohenzollern, avec cinq mille hommes, fut envoyé sur le Pô, qu'il devait remonter pour se diriger vers Crémone. Quant à la masse principale des alliés, elle se tourna vers le nord-ouest et la montagne, pour y traverser plus facilement les affluents du Pô, tourner les détachements ennemis placés plus au sud, et, en même temps, protéger par sa présence les frontières du Tyrol, selon le désir tout particulier de Thugut. On marcha donc rapidement, mais, à la vérité, pas toujours avec ordre. Suworoff pressait la marche de toutes les troupes qu'il rencontrait, principalement celle de ses Russes, sans beaucoup s'inquiéter de régulariser les mouvements, d'assurer les subsistances, de maintenir la discipline. Aussi arrivait-il que les colonnes, selon les temps et selon les routes prises par les divers détachements, tantôt s'éloignaient les unes des autres, tantôt se croisaient et se gênaient réciproquement, si bien que Rosenberg, par exemple, qui avait formé l'aile gauche dans le principe, se trouva peu à peu, et sans prescription particulière, à l'extrême droite. Les officiers autrichiens secouaient la tête à la vue de ce désordre et de cette confusion; leurs soldats s'irritaient de ce que Suworoff les faisait instruire dans l'art des combats à la baïonnette par des officiers russes qui ne leur apprenaient rien de nouveau, et Suworoff gémissait des façons et des délicatesses de ses amis autrichiens, qui semblaient, en campagne, craindre de se mouiller les pieds (1). Cependant, malgré toutes ces divergences et ces petits frottements, on continuait à avancer. Les Français, qui reculaient partout où paraissaient leurs adversaires, laissant de nombreuses pièces d'artillerie dans la boue, abandonnèrent sans résistance toute la ligne de l'Oglio. De grandes villes fortifiées, telles que Brescia et Bergame,

(1) D'après la déclaration formelle du *Journal milit. autrichien*, 1836, 11, 214, une lettre dans ce sens, destinée au vieux Mélas et souvent citée, a été écrite à la vérité, mais non envoyée.

où ils avaient laissé de petites garnisons, furent prises d'assaut; ce ne fut que derrière l'Adda que Schérer se décida au combat, ne voulant pas au moins abandonner sans coup férir Milan, capitale de la Cisalpine. Il rangea ses troupes tout le long de la rivière, depuis le lac de Côme jusqu'au Pô, c'est-à-dire sur une étendue de plus de quatorze lieues; Sérurier était au nord, tout contre le lac, près de Lecco et de Verderio; Grenier au centre, à Cassano, avec huit mille hommes; Victor et Laboissière, avec douze mille hommes, s'étendaient au sud, jusqu'au Pô. Dès la première heure, il fut évident que ce long et mince cordon courait grand risque d'être rompu sur un point quelconque, et que l'ennemi pourrait ensuite en écraser isolément les diverses parties. Suworoff décida sur-le-champ que tel serait l'objet de son attaque. L'Adda devait être franchie le 26 avril par l'ensemble des forces, à Cassano par Mélas, avec deux divisions autrichiennes, et un peu plus au nord, à Vaprio, par le général Ott, suivi de près par Zoph et Vukassowich. Mais une chaude mêlée s'engagea à Lecco, près du lac de Côme, entre la division du prince Bagration et quelques bataillons de Sérurier; malgré la faiblesse des Français, les choses devinrent si menaçantes pour les Russes, que Rosenberg courut au secours du prince, et que Suworoff y envoya également la brigade Vukassowich (1). Rosenberg repoussa les Français hors de Lecco, et Vukassowich s'arrêta à moitié chemin, à Brivio; mais cette affaire inutile n'en força pas moins Suworoff à remettre son coup principal au lendemain, 27 avril. Ce retard, insignifiant en lui-même, eut, par une conjoncture toute particulière, des suites plus graves que l'on n'eût pu le prévoir.

Nous savons combien peu Schérer se sentait à la hauteur de sa tâche. Après son premier échec de Magnano, il avait mieux agi, à la vérité, que Jourdan après Stockach; il n'était pas, comme celui-ci, l'adversaire politique de son gouvernement, et il n'avait pas abandonné son commandement sans autorisation; mais il avait écrit à Paris pour demander son congé, et le 26 avril précisément arriva le consentement du Directoire, qui remettait au général Moreau le poids peu agréable du commandement en chef. Moreau, maltraité de toutes manières depuis deux ans par son gouverne-

(1) Les Français avaient cinq mille hommes, Bagration trois mille, Rosenberg huit mille.

ment, et qui n'avait aucun espoir de remporter des succès dans les circonstances où l'on se trouvait alors, n'hésita pourtant pas un instant à accepter loyalement ce qu'il considérait comme un devoir. Sans perdre une minute, il se mit à l'œuvre avec énergie et intelligence, déjà récompensé d'ailleurs par la disposition morale de ses soldats, qui saluaient avec joie le départ d'un général méprisé et se promettaient de brillants succès sous la conduite éprouvée de son successeur. Il s'agissait uniquement de savoir si l'on pourrait ramener et réunir à temps sur le point décisif les forces follement dispersées. Moreau dépêcha des messagers à toutes les garnisons restées en arrière, afin de leur demander en hâte pour l'armée tous les hommes qui ne leur étaient pas indispensables; il ordonna à Victor de remonter l'Adda pour se rapprocher de la position occupée par Grenier à Cassano et à Vaprio, tandis que Sérurier, qui était à Brivio, devait la descendre pour se diriger vers le même but. Il avait remarqué avec raison que l'attention de son adversaire était dirigée sur Cassano et Vaprio, et ces mesures étaient tout à fait justifiées. Mais ici encore sa circonspection habituelle lui joua un tour déplorable. Vukassowich, nous le savons, était en face de Brivio avec sept mille hommes. A la vue de quelques préparatifs qu'il fit dans la matinée du 27 pour passer la rivière, Moreau renvoya sur-le-champ la division Sérurier à Brivio; mais à peine était-elle en marche que se produisit la première attaque de Suworoff, et Moreau, pour être prêt à toutes les éventualités, dépêcha un nouvel ordre au malheureux Sérurier, celui de s'arrêter sur le point où il se trouvait, de sorte qu'il ne prit part au combat ni à Brivio ni à Vaprio, et que Moreau n'eut à opposer au choc des armes ennemies que la division Grenier et quelques détachements de Victor, accourus hors d'haleine. C'étaient onze mille hommes à peine contre près de vingt-cinq mille. Dans de telles conditions, le résultat ne pouvait être douteux. Les troupes françaises firent leur devoir avec ardeur et abnégation, et soutinrent durant de longues heures cette lutte inégale; mais enfin les Cosaques de Denisoff percèrent leurs rangs près de Vaprio et se répandirent sur leurs flancs et leurs derrières, tandis que Mélas s'emparait de Cassano et menaçait de les cerner complètement du côté du sud. Ce fut seulement alors, vers le soir, que Moreau ordonna la retraite; elle s'effectua, sans poursuite sérieuse, en formant un

grand arc vers le sud, car la route de Milan était déjà interceptée.

Pendant ce temps, Sérurier, attendant de nouveaux ordres, se tenait immobile à Verderio, à une lieue du champ de bataille. Il entendait le bruit du combat, mais il n'osait prendre sur lui de bouger, et les Cosaques ne lui laissaient arriver aucun avis. Il resta ainsi avec un peu plus de trois mille hommes (ceux qui s'étaient battus à Lecco le 26 s'étaient retirés sur Come), jusqu'à ce que, le 28 avril, Vukassowich, qui avait traversé l'Adda et se dirigeait sur Monza, l'aperçut enfin comme il venait de le dépasser, inclina à gauche, et l'attaqua par le sud. Bien que sa situation fût absolument désespérée, il se mit vaillamment en défense; mais Rosenberg ayant fini par accourir, le général français, entouré de tous côtés par des forces cinq fois supérieures, déposa les armes. Ces deux journées coûtèrent aux Français deux mille morts et cinq mille prisonniers; à cela se joignit la désolante impression morale que Moreau lui-même était impuissant contre ces adversaires du nord. Les colonnes françaises, qui ne comptaient plus que trente mille hommes à peine, passèrent le Tessin et se réfugièrent en Piémont : la haute Italie était acquise aux alliés.

Ce fait se manifesta de la manière la plus éclatante par l'attitude du peuple italien lui-même. Partout où paraissaient les troupes des alliés, elles étaient saluées par de bruyantes acclamations, tandis que les Français se retiraient au milieu des injures et des malédictions des habitants. Bientôt on en vint des paroles aux actes. Dès la fin de mars, les habitants de la Polesina avaient pris les armes; au milieu d'avril, les vallées de Brescia et de Bergame suivirent cet exemple; après la journée de Cassano, le mouvement se communiqua à la Lombardie, au duché de Modène, à la Toscane. Partout disparaissaient les autorités républicaines; les démocrates, s'ils ne s'enfuyaient pas, étaient mis à mort; il n'était pas une petite troupe de soldats français qui ne se vît menacée à chaque pas. Tel était le résultat produit en deux années par le despotisme avide du Directoire. Suworoff s'appliqua avec zèle et adresse à entretenir et à exploiter ces sentiments. Il imposa la discipline la plus sévère à ses troupes, de sorte que les Italiens étaient aussi enchantés de la douceur des barbares du nord qu'indignés de la rudesse des démocrates français. Suworoff flatta avant tout la pas-

sion la plus vive parmi les basses classes, le sentiment religieux. Il annonçait en tous lieux le rétablissement des autels, et promettait protection aux prêtres. A son entrée triomphale à Milan, il baisa la main de l'archevêque; puis, s'étant rendu en grande pompe à la cathédrale, pour y assister à un service d'actions de grâces, il refusa le siège d'honneur préparé pour lui et s'agenouilla, comme le dernier des fidèles, au pied des marches de l'autel. Il s'acquit ainsi une faveur immense parmi le peuple. Les masses enthousiastes se pressaient pour voir leur libérateur et pour le saluer par des cris d'allégresse. « Grand Dieu! s'écriait-il, tant d'encens m'étouffe; il faut que nous poursuivions notre œuvre. » Et après trois jours laborieusenent consacrés à des mesures de toute nature relatives à la subsistance de l'armée et à l'administration du pays, il donna l'ordre de se remettre en marche vers le Piémont.

En effet, quelque grands que fussent les résultats déjà obtenus, ce n'était encore qu'un commencement de succès. On était loin de la frontière de France; le général Masséna, non vaincu, était encore en Suisse, sur le flanc nord de l'armée, et, du côté du sud, on devait s'attendre tous les jours à apprendre que Macdonald et les troupes placées sous ses ordres arrivaient de Naples, de Rome et de la Toscane, où leur situation était devenue insoutenable depuis la perte de la Lombardie.

Il s'agissait pour Suworoff de mettre obstacle à la réunion de ces troupes avec celles de Moreau, et d'empêcher que Masséna ne leur envoyât des renforts. Il adressa en conséquence à l'Empereur François un rapport détaillé, dans lequel il développait ses vues sur le plan ultérieur de la guerre. Après avoir laissé trente-cinq mille hommes devant la citadelle de Milan, devant Mantoue et devant Peschiera, ainsi que dans les garnisons situées sur ses derrières, son armée comptait encore trente-six mille hommes dans les environs de Milan; son flanc gauche était couvert près de Crémone par la brigade Hohenzollern (quatre mille cinq cents hommes); son flanc droit, à Buffalora, par Vukassowich (sept mille hommes); de plus, le colonel prince de Rohan et le colonel Strauch, détachés comme Vukassowich de l'armée du Tyrol, étaient sur le lac Côme, l'un avec deux mille hommes et l'autre avec cinq mille. Ils devaient se tourner de là vers le lac Majeur et chercher

ensuite à occuper la route du Saint-Gothard; mais tout cela ne devait être possible qu'autant que Bellegarde et Hotze auraient repris les Grisons, et c'est là ce que Suworoff réclamait de l'Empereur avec les plus grandes instances. Il comptait ensuite faire passer le Pô et le Tessin au gros de son armée, occuper Modène et le Piémont, se glisser ainsi entre Moreau et Macdonald, et les battre isolément. Ceci fait, Bellegarde devait également conduire le reste de ses troupes (dix-huit mille hommes) (1) des Grisons à Bellinzona, et pénétrer dans le haut Valais par le Saint-Gothard et la Furca, pendant qu'une colonne de l'armée d'Italie s'avancerait par le Simplon vers le bas Valais; toutes deux devaient ensuite se réunir, marcher sur Berne par Fribourg, et couper la retraite à Masséna, que l'archiduc Charles et Hotze serreraient de près l'un par devant, l'autre sur le côté. L'anéantissement de l'armée française était alors certain, et la route de la Franche-Comté était ouverte aux vainqueurs.

Tout cela était largement et hardiment conçu, sans être ni aventureux ni téméraire, à la condition toutefois que Bellegarde recevrait de l'armée d'Italie des renforts assez considérables pour pouvoir lutter seul contre Masséna durant quelque temps, au cas où Charles et Hotze n'arriveraient pas tout à fait à point nommé. Suworoff se croyait donc bien sûr de son fait, et il commença ses opérations le 1er mai, le jour même où son rapport partait pour Vienne.

Il n'envoya à l'ouest, au delà du Tessin et vers le Piémont, que la brigade Vukassowich; il savait qu'une partie considérable de l'armée française s'était retirée sur la rive droite du Pô, vers Valenza et Alexandrie, et que le général autrichien, que sa marche conduisait plus au nord, courait peu de risque de rencontrer de forts détachements ennemis. Partout, sur sa route, Vukassowich devait suspendre les autorités françaises, exciter le peuple à se soulever contre ses oppresseurs, et intercepter autant que possible les issues des vallées conduisant en Suisse. Il accomplit cette mission avec talent et promptitude, occupa Novare, couvrit au loin le pays de

(1) Sur les quarante-cinq mille qu'il avait eus au début, il en avait perdu treize mille environ dans les malheureuses journées de mars et d'avril, et il en avait envoyé treize mille autres en Italie sous Vukassowich, Strauch et Rohan.

ses troupes et prit successivement à son adversaire les points fortifiés d'Arona sur le lac Majeur et d'Ivrea dans la vallée de la Dora-Baltea. Un de ses officiers réunit quelques milliers d'hommes de la milice piémontaise, et noua de secrètes intelligences avec des habitants de Turin. Non content de cela, Suworoff fit encore un pas d'une haute importance politique, qui, à la vérité, répondait tout à fait aux tendances générales de l'Empereur Paul, mais qui était diamétralement opposé aux idées de la cour de Vienne, et que, comme général autrichien, il n'aurait jamais dû se permettre sans l'assentiment préalable de l'Empereur François. Il adressa aux troupes piémontaises une proclamation, par laquelle il leur déclarait que les armées des deux Empereurs entraient en Piémont pour y rétablir le gouvernement du roi de Sardaigne, et les invitait à se réunir à leurs libérateurs, leur promettant qu'ils ne prêteraient le serment de fidélité à nul autre qu'à leur Roi. Cet appel, s'il était écouté, pouvait fournir aux forces alliées un renfort d'environ dix mille hommes bien exercés. Mais, d'un autre côté, le manifeste déclarait solennellement qu'à la paix les cours impériales rendraient au Roi tout son ancien territoire; or Suworoff, en faisant une telle promesse sans pouvoirs et de sa propre autorité, plaçait l'Empereur François dans une situation à peu près semblable à celle que Bonaparte avait créée en 1796 au Directoire français.

Pendant ce temps, Mélas conduisait les divisions Ott, Frœhlich, et Zoph, ainsi que les Russes de Bagration, au delà du Pô, à Plaisance et à Mezzana-Corti; Ott se dirigea ensuite vers la vallée de la Trebbia, afin de donner l'alarme au cas où Macdonald s'approcherait; quant à Frœlich et à Zoph, ils remontèrent le fleuve, vers Voghera et Tortone. De son côté, Rosenberg, après avoir passé le Tessin à Pavie, remontait la rive gauche du Pô dans la direction de Dorno, de sorte que, le 7 mai, le gros de l'armée était réuni sur un étroit espace des deux côtés du fleuve, et parfaitement en état d'empêcher la jonction de Moreau et de Macdonald. En présence de ces mouvements, Moreau, qui avait d'abord conduit la division Grenier à Turin et n'avait envoyé à Alexandrie que la division Victor, jugea prudent de rassembler également ses forces dans le sud; il rappela la division Grenier du côté de Valenza, ce qui lui donnait vingt mille hommes à opposer à l'armée ennemie. Le 9 mai, il eut le chagrin de voir les Autrichiens s'emparer par

surprise de l'importante place de Tortone, ne laissant que la citadelle aux mains des Français, sur quoi Suworoff ordonna au général Rosenberg de passer le Pô à son tour et de se réunir aux Autrichiens à Tortone. Rosenberg, à la vérité, subit le 12 mai un sanglant échec à Bassignano, dans une première tentative de passage; mais il réussit mieux le 14 sur un autre point. Pendant ce temps, le général Kaim amenait au général en chef les bataillons qui avaient investi Pizzighittone, tombée le 9 mai, et Bagration occupait le 15 la ville de Novi, coupant par là à l'ennemi la route directe entre Alexandrie et Gênes. Moreau tenta le 16 de se frayer un passage les armes à la main; mais il fut repoussé par Bagration et Lusignan, et une chaude affaire s'ensuivit près de Marengo. Convaincu par là de la supériorité de l'ennemi sur ce point, Moreau, qui ne voulait à aucun prix se laisser séparer de Gênes, résolut de se retirer. Il envoya Victor et son infanterie à Savone, sur la côte ligurienne, par les difficiles passages des Apennins, et lui-même recula à l'ouest vers Asti, avec huit mille hommes à peine, les seuls qui lui restassent depuis qu'il en avait laissé trois mille comme garnison à Alexandrie. Sa situation devenait plus critique de jour en jour; les soulèvements royalistes se propageaient de tous côtés; l'important fort de Ceva, dans la montagne, fut livré aux paysans par le commandant piémontais et occupé ensuite par un audacieux corps autrichien. Moreau se voyait dans l'impossibilité de faire face aux dangers toujours croissants qui l'entouraient. Sa dernière, son unique espérance, était que l'armée de Naples arriverait à temps; mais qui pouvait en répondre? Tout était si désorganisé dans le camp français, et la supériorité des forces ennemies était si grande, qu'une de ces poursuites vigoureuses propres à Suworoff aurait vraisemblablement anéanti ou dispersé à tous les vents les débris de l'armée vaincue.

Mais cette fois Suworoff fut induit en erreur d'une manière inattendue. Il avait pensé jusque-là que le danger le plus grand était celui qui le menaçait du côté de Naples, lorsqu'il reçut tout à coup des avis absolument contraires. Il apprit que Macdonald était encore à Rome, avec dix mille hommes à peine; il n'y avait donc rien de sérieux à redouter pour le moment du côté du sud, tandis qu'il recevait des rapports inquiétants pour son flanc nord. On lui annonçait de la manière la plus certaine que Masséna avait l'ordre

de diriger la division Lecourbe des Grisons en Italie et d'envoyer quinze mille hommes de renfort en Piémont, et enfin que le général Augereau, avec une force considérable, allait également arriver de France. Tout cela le troubla et divisa son attention. Il transmit sur-le-champ ces nouvelles à l'archiduc Charles et à Bellegarde, en les priant avec instances d'occuper sérieusement Masséna et d'envoyer des troupes en Italie par les Grisons. Il obtint au moins par là que Bellegarde renforçât de trois mille hommes les colonels Strauch et Rohan; mais, réfléchissant ensuite que tous les corps français qui se dirigeaient vers le Piémont devaient passer devant Turin, il résolut de s'emparer de cette capitale au moyen d'une attaque soudaine. Laissant en arrière des détachements suffisants pour investir Alexandrie et la citadelle de Tortone, il envoya Ott du côté de Reggio, afin de surveiller Macdonald, et lui-même se dirigea rapidement vers Turin avec vingt-huit mille hommes. Le commandant Fiorella tenta de résister; mais la population se souleva; elle ouvrit le 26 ses portes aux alliés, et les Français se réfugièrent à grand'peine dans la citadelle, où sur-le-champ ils furent étroitement cernés. Bientôt arriva la bonne nouvelle que Ferrare et la citadelle de Milan avaient aussi capitulé, ce qui rendait disponibles pour le service en campagne les troupes jusque-là occupées aux sièges; enfin, on apprit encore que Hotze et Bellegarde avaient dispersé dans les Grisons, le 14 et le 15 mai, les faibles détachements français, en leur infligeant une perte de cinq mille hommes. Tout le Rheinthal était de nouveau enlevé aux républicains, et une communication sûre était rétablie entre les armées d'Allemagne et d'Italie. Il n'était plus question pour Suworoff de danger du côté du nord; tout le corps de Bellegarde pouvait donc être employé en Italie.

Tout cela était bel et bon; malheureusement, au milieu de la joie causée par la chute de Turin et la retraite de Moreau, Suworoff reçut de Vienne des dépêches qui ne pouvaient que refroidir complètement son enthousiasme. C'étaient les réponses à son plan de campagne du 1er mai et à sa proclamation du 7 aux Piémontais. Chacune de ces lettres était remplie d'éloges et de remerciements, mais, dans le fait, elle contenait absolument le contraire de ce que désirait le général. Suworoff, nous l'avons vu, pensait que le meilleur moyen pour consolider chaque succès isolé était de poursuivre sans

relâche l'ennemi battu ; l'Empereur, au contraire, l'engageait à ne marcher en avant que quand il serait parfaitement sûr de chaque point occupé. Suworoff pensait que les forteresses tomberaient d'elles-mêmes dès que les armées de secours qu'elles attendaient seraient battues et détruites : l'Empereur lui enjoignait de concentrer toutes ses forces sur le siège de Mantoue, et de ne passer le Pô que quand la chute de cette ville aurait rendu la totalité de ses troupes disponibles. Pour ce qui concernait le grand plan conçu en vue d'écraser Masséna, il était absolument rejeté. Il était impossible, écrivait l'Empereur le 13 mai, qu'une partie de l'armée d'Italie s'engageât en Suisse; le temps et les circonstances montreraient plus tard, mieux qu'au moment présent, comment on pourrait pénétrer dans la Franche-Comté; mais, en tout cas, l'archiduc ne pouvait rien entreprendre de sérieux contre la Suisse avant l'arrivée de Nummsen, car, s'il s'éloignait de l'Allemagne, il en résulterait de grands dangers pour l'Autriche. Enfin l'appel de Suworoff aux Sardes était blâmé de la manière la plus formelle, et la rétractation en était ordonnée. Tant que durait la guerre, était-il dit, le pays occupé devait, d'après le droit militaire, être administré par les vainqueurs, et ici, par conséquent, au nom de l'Empereur. On ne pouvait parler pour le moment de la restauration du gouvernement royal, si l'on ne voulait pas exposer le Roi, sans défense à Cagliari, à l'hostilité ouverte de la flotte française. Suworoff devait borner son action militaire à enrôler des volontaires piémontais pour le service impérial, et abandonner l'administration politique au commissaire civil autrichien, le comte Concini. Suworoff, qui n'exerçait très expressément son commandement que comme feld-maréchal autrichien, ne pouvait refuser ouvertement de se soumettre à des instructions si précises; mais, à dater de ce moment, c'en fut fait de toute bonne intelligence entre lui et la cour de Vienne. Sa situation devait, en effet, devenir fausse et pénible dès que les tendances politiques des deux Empereurs qu'il servait viendraient à se séparer. En ce cas, il était évident que son simple devoir de soldat serait d'éclaircir la question et, s'il ne pouvait apaiser le différend, de résigner le commandement qu'il tenait de l'Autriche. Mais à la témérité et à la rudesse du soldat se mêlaient chez lui une irritabilité nerveuse qui le rendait sensible à l'offense au point de lui faire oublier tout égard,

et une ruse insondable qui lui fournissait toujours pour la vengeance les armes les plus acérées. Donc, malgré toute la colère et tout le mépris que lui inspirait la cour de Vienne, il conserva le commandement et exécuta ouvertement les ordres de l'Empereur; mais il fit en secret tout ce qu'il lui était possible d'imaginer pour en empêcher l'effet, et il considéra dès lors comme permis et bon d'assaisonner tous les rapports qu'il adressait à Saint-Pétersbourg de sorties amères contre ses supérieurs viennois. Il s'engagea d'autant plus ardemment dans ces menées funestes que bientôt il crut reconnaître chez les Autrichiens, dans la conduite des affaires purement militaires, des traces évidentes de méfiance et de jalousie. Le vieux Mélas, qui commandait sous lui la partie autrichienne de l'armée, fut chargé de la direction exclusive de l'administration, et il lui fut même enjoint, tout en rendant compte à Suworoff de tous les incidents militaires, d'en donner en même temps avis à Vienne directement. Du reste, ici encore on peut affirmer en toute assurance que ces ordres désorganisateurs n'émanaient pas du Conseil Aulique, mais seulement du ministre dirigeant.

En effet, les instructions stratégiques que Thugut envoya le 13 mai à Suworoff au nom de l'Empereur étaient toujours inspirées par la même pensée : il voulait borner la tâche des armées allemandes à l'occupation des Grisons, et déclarait la conquête de la Suisse une vaine chimère, tandis que le seul moyen de s'assurer les Grisons eût été, au contraire, de repousser les Français de la Suisse. Il oubliait ce simple fait qu'à la guerre le nombre n'est pas tout, que la rapidité est aussi un facteur essentiel, et qu'on augmente ses forces en empêchant l'ennemi de réunir les siennes. A cela se joignaient l'aversion et la méfiance que lui inspirait cette guerre en général, et les soupçonneuses inquiétudes que lui causait à tous égards son allié russe. Les constantes protestations de guerre désintéressée dont Paul faisait étalage, au moment même où il voulait s'emparer de Corfou et de Malte, semblaient à Thugut révoltantes pour l'Autriche, à laquelle la Russie avait promis cent fois une juste indemnité et à laquelle, par le grand traité de janvier 1795, il avait garanti des acquisitions égales aux siennes propres. Thugut était donc irrité au plus haut point de l'attitude indépendante que Suworoff avait prise en Piémont; il n'avait pas la moindre compassion pour le Roi si honteusement tombé en 1796, et, s'il ne

songeait pas à conserver précisément tout le Piémont, il désirait au moins recouvrer pour l'Autriche le Novarais, perdu en 1748; il ne voulait donc à aucun prix, que cela plût ou non à l'Empereur Paul, se laisser lier les mains par la restauration prématurée de Charles-Emmanuel. Ces idées étaient aussi irrévocablement enracinées chez lui que son aversion pour l'archiduc Charles et ses plans d'attaque contre la Suisse. Quelque justifiées par les anciens traités que fussent ses exigences politiques à l'égard de la Russie, nul ne saurait nier que ses ordres n'aient entravé sur tous les points le cours des succès militaires, et comme, à la guerre, il n'est pas de triomphe politique sans succès sur le champ de bataille, cela suffit pour condamner dans Thugut non seulement le stratégiste, mais encore l'homme d'État.

Thugut ne devait pas tarder à éprouver ce qu'il en coûtait à l'Autriche d'indisposer l'Empereur Paul par la critique de la conduite de Suworoff; mais auparavant, il devait apprendre que l'entière application de son système était contraire à la nature des choses, et par conséquent impossible. L'archiduc Joseph avait d'abord déclaré humblement qu'il était prêt à accepter toute situation que lui assignerait l'Empereur, et, nécessairement, le commandement de l'armée du Rhin aussi bien qu'un autre. Mais bientôt il montra de la résistance, et Thugut apprit le 25 avril, par le général Lauer aussi bien que par l'ambassadeur russe, que Joseph craignait d'être mal accueilli par l'armée comme successeur de son frère; il découvrit ensuite que l'Empereur n'était pas encore tout à fait décidé quant à la destination de Joseph, et voulait attendre une lettre de son frère Charles. Le ministre en fut très affligé; il écrivit à son ami Colloredo qu'il se jouait là en secret une intrigue dont on ne voulait pas lui faire l'honneur de l'informer. Quant à l'archiduc Charles, il paraît avoir été mieux instruit; il annonça officiellement le 26 avril qu'il était rétabli et qu'il avait repris la direction de l'armée. L'Empereur, de son côté, fit savoir au ministre, par Colloredo, que, vu la disposition d'esprit de l'archiduc Joseph, le rappel de Charles lui semblait être la pire des mesures; qu'il songeait, en conséquence, à lui écrire qu'il pouvait rester si sa conscience le lui permettait, mais en l'avertissant qu'à la moindre faute sa révocation serait chose décidée. L'Empereur, ajoutait Colloredo, était désolé d'agir en cela contrairement aux idées de Thugut; mais il espérait

que le ministre lui donnerait une nouvelle preuve de son attachement, en rédigeant lui-même la lettre destinée à son frère. Bon gré mal gré, Thugut dut céder, en se promettant toutefois de mettre fin entre les augustes frères aux relations personnelles qui s'étaient établies à son insu d'une façon si efficace. L'Empereur adopta son projet de lettre, et écrivit le 5 mai à l'archiduc qu'il se réjouissait du rétablissement de sa santé et lui laissait son commandement, bien que son amitié eût préféré voir Charles consolider sa guérison par des soins plus prolongés. Il ne devait plus être question en aucune façon d'une entreprise en Suisse, continuait la lettre; il fallait seulement détacher Hotze pour reconquérir les Grisons, et peut-être, selon les circonstances, occuper les cinq petits cantons. François ajoutait qu'il lui était pénible d'être si peu au courant de ce qui se passait à l'armée; l'état-major y tenait un journal, disait-il; une copie devrait désormais lui en être adressée chaque jour. « Je désire, ainsi se terminait la lettre, avoir de Votre Altesse des rapports officiels sur tous les événements de la guerre; notre correspondance personnelle doit se borner aux détails de santé et autres intérêts fraternels. »

Il était impossible d'indiquer plus nettement le retrait de toute confiance et l'assujettissement à une surveillance journalière. Toutefois, le point principal n'en subsistait pas moins : l'archiduc avait conservé son commandement malgré le ministre, et il y avait beaucoup à parier que bientôt aussi il ferait prévaloir son système stratégique. Malheureusement il n'était plus possible de revenir sur le mal que trop d'hésitations avaient fait jusque-là à l'Autriche. Le moment où quelques marches rapides auraient suffi à l'archiduc pour cerner Masséna et délivrer toute la Suisse était passé sans retour. Pour la première fois depuis la déclaration de guerre, le Directoire français avait, après la rentrée de Jourdan et de Bernadotte, pris une mesure intelligente : il avait placé dans une seule main, et dans la plus habile de toutes, celle de Masséna, le commandement en chef de toutes les troupes depuis Dusseldorf jusqu'à Bâle, depuis Bâle jusqu'au Saint-Gothard; et Masséna, sans perdre un seul jour, avait aussitôt réuni toutes ses forces sur le point le plus important et en même temps le plus menacé. Il avait fait venir toute son armée en Suisse, ne laissant que quelques brigades sur le bas Rhin et en Alsace. Au commencement de mai

donc, il se trouvait en face des Autrichiens avec plus de soixante-dix mille hommes, c'est-à-dire avec des forces presque égales aux leurs, car jamais l'archiduc n'aurait été autorisé à dégarnir le Rheinthal allemand. Ce qui, quatre semaines auparavant, eût été le résultat certain d'un mouvement stratégique, n'était pas encore devenu impossible à la vérité, mais ne pouvait plus être obtenu qu'au prix de beaucoup de sang et d'efforts.

Cependant Suworoff, comme nous l'avons vu, commençait à demander avec toujours plus d'instances qu'on protégeât son flanc droit, c'est-à-dire qu'on reprît les Grisons, et à réclamer des renforts pour l'armée du Tyrol. Hotze brûlait du désir de réparer ses échecs du mois de mars, et l'archiduc y souscrivait de tout cœur. L'irrésolu Bellegarde reçut donc enfin de Vienne l'ordre de s'avancer avec énergie, et l'on vit aussitôt ce que pouvait faire une volonté forte et sérieuse. Luciensteig fut emporté, grâce à une attaque soudaine, les détachements ennemis postés dans le Rheinthal furent battus isolément, faits prisonniers ou dispersés de différents côtés. Dans l'Engadine, l'intrépide Lecourbe opposa une résistance opiniâtre à des forces bien supérieures; mais enfin lui aussi dut se décider à la retraite; il se dirigea d'abord par l'Albula vers les Grisons, puis, menacé par les troupes victorieuses de Hotze, vers Bellinzona par le Bernhardin. Ici encore son séjour ne fut pas long. Rohan et Strauch s'avançaient contre lui par le sud, tandis que Bellegarde se disposait à lui fermer, par la vallée du Vorder-Rhein, la route de Saint-Gothard, sa dernière issue. Il se décida donc promptement et gravit le Saint-Gothard, montrant à chaque pas les dents à l'ennemi qui le poursuivait; mais à la fin il fut forcé d'abandonner les défilés aux Autrichiens et de redescendre vers le lac des Quatre-Cantons. Quelques jours plus tard, il se retourna de nouveau, et, par des coups vigoureux, repoussa encore une fois les Autrichiens vers le haut de la montagne, jusqu'au Pont-du-Diable; là il reçut de Masséna, le 3 juin, l'ordre d'abandonner sa position et de se rapprocher du gros de l'armée. Masséna avait besoin de toutes ses forces, car l'archiduc s'était mis en mouvement, en dépit des défenses ministérielles, et de tous côtés les troupes impériales avaient pénétré en Suisse.

C'était de nouveau la pression russe qui déliait les mains à l'archiduc. Paul avait envoyé au quartier général, comme fondé de

pouvoirs militaires, son adjudant, le général Tolstoï. Celui-ci, arrivé à Stockach dans les derniers jours d'avril, avait aussitôt gagné la confiance de l'archiduc, et l'avait énergiquement fortifié dans la résolution de faire le plus large usage possible de la permission donnée par l'Empereur de soutenir Hotze par des démonstrations militaires. Sur ces entrefaites, Tolstoï fut informé que Masséna avait reçu l'ordre d'envoyer quinze mille hommes en Italie pour soutenir Moreau. En effet, cet ordre était parti le 6 mai de Paris pour Zurich, et Masséna s'était résigné, bien à regret, à poster provisoirement dans le bas Valais le général Xaintrailles, avec six mille hommes au moins. Il était évident, même pour l'esprit obstiné de Thugut, qu'il fallait à tout prix empêcher l'exécution de l'ordre venu de Paris, et que cela ne pouvait se faire qu'au moyen d'une puissante attaque contre Masséna. Thugut se soumit donc à ce qu'il ne pouvait éviter. Hotze reçut de l'archiduc l'ordre de s'avancer avec vingt mille hommes de Feldkirch à Saint-Gall, et d'en envoyer quatre mille autres, sous Gavasini, de Luciensteig à Wesen, le long du lac de Wallenstadt. Charles laissa au général Starray le soin de protéger la Souabe du côté de l'Alsace avec vingt-huit mille hommes, et lui-même passa le Rhin avec quarante mille hommes à Diessenhofen et à Stein. Il aurait pu être beaucoup plus fort, car en ce moment dix mille hommes auraient suffi à Starray, et Bellegarde, avec ses dix-huit mille, aurait été infiniment plus utile en Suisse qu'en Italie, où Suworoff le réclamait avec instances. Quoi qu'il en soit, l'heure des grandes décisions semblait aussi avoir sonné pour la Suisse.

Depuis plusieurs semaines, Masséna était préparé pour ce moment. Menacé à l'est et au nord, il avait choisi près de Zurich une position centrale, où il avait réuni tous ses moyens de défense. La ville de Zurich, située à l'extrémité septentrionale du lac du même nom, est traversée par la Limmat, qui porte les eaux du lac vers le nord, à l'Aar et au Rhin. A droite de ce petit cours d'eau s'étend, parallèlement au lac, une suite de hauteurs assez escarpées, au pied oriental desquelles un autre torrent étroit et rapide, la Glatt, rend difficile l'approche de l'ennemi. Au sommet de ces montagnes, qui décrivent un grand arc autour de la ville, Masséna avait établi une suite d'ouvrages de campagne, assez étendus pour procurer à la plus grande partie de l'armée un abri

sûr où elle pouvait se préparer au combat. Son intention, lorsque la grande attaque aurait eu lieu, était de reculer lentement, si le nombre l'y forçait, en combattant de tous côtés et en faisant le plus de mal possible à l'ennemi, et d'amener ainsi les Autrichiens à se briser la tête contre ses retranchements. L'ennemi avait toujours l'avantage du nombre, car Masséna n'avait pu laisser le cours du Rhin sans défense à Waldshut et à Bâle, Xaintrailles était retenu dans le Valais par un grand soulèvement des paysans, Lecourbe occupait les Quatre-Cantons, et Chabran surveillait sur la Linth le colonel Gavasini. Déduction faite de tous ces détachements, il ne restait plus que quarante mille hommes environ à opposer à Charles et à Hotze, tandis que l'archiduc en avait soixante mille. Pour ce dernier, l'important était avant tout de se réunir à Hotze. En vue d'opérer cette jonction le plus vite possible, les deux généraux étendirent au loin leurs avant-postes, l'un à l'ouest, l'autre à l'est; mais, des deux côtés, ces mouvements, bien que s'accomplissant en face de l'ennemi, conservèrent la mesure circonspecte qui était alors le propre de la tactique autrichienne. Masséna n'était pas disposé à rester spectateur inactif de telles opérations; le 25 mai, ses colonnes, commandées par Ney, Soult, Oudinot, tombèrent à Andelfingen, Rœrbas et Frauenfeld sur les avant-postes ennemis épars au loin, les battirent partout et leur firent éprouver de cruelles pertes. Mais ce premier coup avait peut-être été porté un jour trop tard; les masses principales de son adversaire, encore intactes, s'étaient déjà trop rapprochées, et Masséna, reconnaissant qu'il ne pouvait plus empêcher leur jonction, donna à ses divisions l'ordre de se retirer derrière la Glatt. Cette retraite s'accomplit dans le plus grand ordre, non sans de constantes escarmouches plus ou moins importantes, qui imposèrent toujours plus de lenteur et de prudence à l'archiduc. Le 31 mai, toute l'armée française était réunie devant Zurich, dans son camp retranché. L'archiduc fit encore repousser par le général Jellachich tous les ennemis qui pouvaient se trouver sur la rive orientale du lac; puis le 2 juin, lorsque le général, de retour de cette expédition, eut rejoint au sud la position de Hotze devant la Glatt, l'archiduc ordonna une attaque générale pour le 4 au matin. Malgré sa grande supériorité numérique, la tâche n'était pas facile. Les pentes des montagnes étaient

couvertes en partie de vignes, en partie de bois épais; des abatis d'arbres obstruaient les étroits sentiers; si une colonne se frayait un passage à travers ces obstacles, sous un feu de mitraille meurtrier, elle se trouvait, au bord du plateau, dans le rayon des batteries retranchées des Français. Les Autrichiens luttèrent ainsi tout le jour avec un indomptable courage, s'avançant partout intrépidement, franchissant les premiers abatis, renversant les troupes avancées de l'ennemi; mais, à la fin, tant de pertes et d'efforts paralysèrent leurs forces, et les réserves de Masséna les contraignirent à battre en retraite. Lorsque le soir mit fin au combat, les hommes, absolument épuisés, se couchèrent des deux côtés sur leurs armes. Par suite de la position, c'étaient les Autrichiens qui avaient éprouvé les plus grandes pertes, trois mille hommes contre douze cents; mais, en revanche, ils avaient gagné beaucoup de terrain, et l'archiduc était résolu à renverser le 6 juin tous les obstacles, coûte que coûte, après avoir laissé le 5 une journée de repos à ses troupes. Masséna, au contraire, n'avait plus confiance en sa position; il voyait la possibilité d'une victoire de l'ennemi, victoire qui serait pour lui un épouvantable désastre, si l'armée, dans le désordre de la défaite, passait la Limmat et cherchait son salut à travers la ville. Il décida donc le départ, et évacua son camp retranché dans la nuit du 5 au 6; puis, le 6 et le 7, il ramena ses troupes à quelques lieues plus à l'ouest, et prit avec son centre une position également retranchée sur la pente du Uetliberg. Son aile droite s'étendit le long de l'Albis et se mit par là en communication avec Lecourbe, qui occupait le canton d'Unterwalden et avait son quartier général à Lucerne, tandis que son aile gauche protégeait le cours inférieur de la Limmat et de l'Aar, ainsi que la rive gauche du Rhin depuis l'embouchure de l'Aar jusqu'à Bâle. Les Autrichiens, heureux de cette victoire non sanglante, étaient entrés le 6 au matin dans le camp abandonné par l'ennemi, et suivirent ensuite l'arrière-garde dans la ville, où ils prirent cent cinquante canons suisses. Pas plus qu'à Stockach, l'archiduc n'ordonna ici une poursuite énergique; sa masse principale s'établit dans les retranchements élevés par Masséna, et ses postes s'étendirent, en face de ceux des Français, le long de la Limmat et de l'Aar jusqu'au Rhin. Jellachich, avec neuf bataillons, occupa sans résistance les cantons de Glaris.

Schwytz et Uri : des deux côtés la jonction avec l'armée d'Italie était assurée.

Les conséquences de cette journée furent considérables. Un bon tiers de la Suisse était enlevé aux Français, et, malgré quelques insuccès, la supériorité des armes alliées s'était de nouveau affirmée au nord des Alpes. La population helvétique fut, durant ces combats, ce qu'avait été celle de la Cisalpine. Dès les premiers apprêts de Charles et de Hotze, les paysans se soulevèrent dans les Grisons, les petits cantons et le haut Valais. Grâce à la lenteur des Autrichiens, Soult et Xaintrailles réprimèrent alors la révolte par le fer et par le feu; mais partout où paraissaient les libérateurs, la population accourait à eux avec des cris d'allégresse, et les habitants par milliers offraient de prendre les armes pour les soutenir. Malheureusement Thugut ne voulut pas, plus qu'ailleurs, consentir ici à la formation d'un gouvernement local, et par là il refroidit à un tel point l'enthousiasme des habitants, que l'armement patriotique finit par se réduire à trois bataillons soldés par l'Angleterre. Le contre-coup de cette irritation toucha les Français d'une manière plus sensible du côté de la République helvétique. Des désertions en masse éclaircirent les rangs des bataillons suisses, déjà péniblement formés; les milices du pays se dispersèrent complètement; le Directoire helvétique, ne se sentant plus en sûreté à Lucerne, sa résidence, se réfugia à Berne sous escorte française, au milieu des railleries des masses populaires. Encore un coup énergique, et la création révolutionnaire de 1798 se serait écroulée de fond en comble : la frontière orientale de la France, privée de toute défense, aurait été alors misérablement ouverte aux vainqueurs.

Et ce résultat était d'autant plus facile à obtenir que la cause française subissait en ce moment des échecs toujours plus considérables en Italie.

CHAPITRE III

NAPLES

Malgré le joyeux enthousiasme avec lequel, au commencement de l'année, les démocrates parisiens avaient salué la fondation d'une

nouvelle République au pied du Vésuve, on reconnut bientôt combien était funeste et folle une entreprise condamnée d'ailleurs par tous les faits acquis. Nous avons vu jusqu'à quel point s'était réalisé ce mot dit par la reine Caroline au début de la guerre : « Si nous périssons, nous rendrons au moins la lutte plus facile pour les puissances. » Championnet avait amené environ vingt-huit mille hommes contre Naples; si, au lieu de cela, ces forces avaient pu prendre part au mois de mars aux coups portés sur l'Adige, Kray aurait très vraisemblablement succombé à Pastrengo et à Magnano, et toute la campagne aurait dès lors pris pour la France une tournure favorable. Mais cette portion de l'armée avait fait défaut sur le point décisif, sans produire pour cela aucun bien durable sur les lieux où elle était employée.

Bien précaire en effet fut, dès le premier jour de son existence, la situation de la jeune République parthénopéenne (1). Lorsque les Français eurent soumis la capitale par l'incendie et le carnage, le peuple, soulevé à l'appel du roi Ferdinand, était encore en armes sur cent points du pays et immolait tous les Français ou amis des Français qui tombaient entre ses mains. Un dixième au plus de la population était favorable à la République : quelques nobles, quelques prêtres, un certain nombre de bourgeois aisés, de médecins et de savants, tous gens qui n'avaient aucune idée pratique de ce que doit être un gouvernement libéral, mais qui étaient enthou-

(1) Parmi les auteurs libéraux qui dépeignent la situation intérieure de Naples à cette époque, Cuoco seul, à ma connaissance, donne des renseignements originaux dans son *Histoire de la révolution de Naples*. Ceux qui ont écrit après lui, Botta, Colletta, Orloff, Jomini, le copient et y ajoutent des faits peu avérés ou d'une fausseté notoire. L'ouvrage récemment publié par Palumbo, *Carteggio di Maria Carolina con lady Emma Hamilton*, a seul de la valeur à cet égard; les lettres qu'il renferme sont d'un grand intérêt, mais les conclusions qu'en tire l'auteur sont absolument dénuées de fondement sur les points les plus importants, car Palumbo semble ne pas avoir lu la date des lettres. Quant à la littérature bourbonienne, elle n'est nullement estimée en Allemagne. Je n'ai pu me procurer les écrits d'Arditi et de Lancellotti; le livre de Cacciatori n'est qu'une compilation sans valeur; mais très instructive est la biographie du cardinal Ruffo par Sacchinelli; c'est une exposition calme, faite sous forme de journal par un témoin oculaire, et dont les données sont pleinement confirmées par les lettres et les rapports anglais et russes.

Les archives de Naples renferment une foule de documents relatifs à cette époque; mais l'administration a déclaré que le temps lui manquait pour les rechercher. Je n'ai pu arriver à Londres à obtenir une copie des dépêches de sir W. Hamilton; c'est la seule fois depuis dix ans que pareille chose me soit arrivée dans des archives européennes.

siasmés par les théories françaises ou aigris par les persécutions politiques des dernières années. La grande masse des habitants, au contraire, ne songeait à rien de semblable. Tout en se plaignant du poids croissant des impôts et de la manière souvent arbitraire dont la justice était rendue, l'idée d'un changement possible ne lui venait même pas. Le Roi était surtout très aimé parmi les basses classes; si le gouvernement s'occupait peu du développement matériel ou intellectuel, il laissait au moins les sujets vivre à leur guise; les paysans choisissaient eux-mêmes leurs conseils municipaux, et étaient heureux de voir la pompe et la joie des fêtes religieuses se mêler, durant l'année, à leur travail. Le clergé séculier et régulier, vénéré par le peuple, s'était appliqué depuis quelques années à prêcher l'horreur des Français, ces oppresseurs impies du Roi et du Pape. Et maintenant ces républicains maudits étaient les maîtres sévères du pays. Après être arrivés au milieu de flots de sang, ils proclamèrent à la fois, le 24 janvier, la fondation de la République parthénopéenne et l'établissement d'une contribution de guerre de vingt-sept millions de francs. Il fallait bien que Championnet payât, nourrît, habillât ses troupes, qui n'avaient pas reçu leur solde depuis cinq mois; en outre, il n'avait pas plus que tout autre général français de cette époque le pouvoir de réprimer l'avidité de ses officiers et de ses commissaires, ainsi que la rude licence de ses soldats : on vit donc se renouveler ici toutes les grossières violences qui avaient déjà fait du nom français un objet d'exécration dans le midi de l'Allemagne, la Suisse et la Lombardie (1).

Quant au général, il était ambitieux, mais bien intentionné; son désir était de consolider l'œuvre républicaine et d'étendre jusqu'en Sicile le mouvement révolutionnaire et la conquête française. Il chercha donc à rétablir l'ordre à Naples autant qu'il était possible. Il annonça que la France considérait le peuple souverain de Naples comme un peuple ami, et non comme un peuple vaincu; mais ces belles paroles ne pouvaient faire que peu d'effet en présence des exactions et des rapines qui les accompagnaient. Championnet chargea vingt-cinq patriotes connus et honorables, parmi lesquels se trouvait un seul Français, très mal famé à la vérité, nommé Bassal, du soin de rédiger la nouvelle constitution, et, en atten-

(1) Voir, entre une foule d'autres témoignages, le rapport de Julien, commissaire des guerres de Championnet, dans Saint-Albin, *Championnet*, 347.

dant que celle-ci fût promulguée, il les investit provisoirement du pouvoir gouvernemental. Les fonctionnaires en exercice furent partout informés qu'ils devaient conserver leur emploi jusqu'à nouvel ordre; mais, bientôt après, Bassal proclama une nouvelle division du pays en onze départements, à l'administration desquels étaient préposées des autorités démocratiques. Malheureusement, cette division était faite dans une si complète ignorance de la géographie, elle confondait tellement les noms des villes avec ceux des montagnes, qu'au bout de quelques jours elle fut reconnue impossible. Les anciens employés, suspendus par suite de la nouvelle organisation, furent alors, pour la seconde fois, invités à reprendre leurs fonctions. Bien que leur autorité fût par là considérablement ébranlée, ce n'en étaient pas moins d'anciens serviteurs du roi, et le gouvernement provisoire jugea prudent de les faire rigoureusement surveiller. Il envoya à cet effet dans toutes les provinces des commissaires extraordinaires, qui avaient en outre la mission de répandre dans le peuple des idées démocratiques, et qui, à cet effet, ne trouvèrent rien de mieux que de prêcher aux paysans cette doctrine qu'ils étaient le peuple souverain et les fonctionnaires leurs humbles serviteurs. Cela réussit, on le comprend, en bien des endroits, où tout ordre disparut peu à peu. Les paysans s'y emparèrent des chasses royales, refusèrent tout service à leurs seigneurs, et considérèrent d'autant plus les terres comme leur propriété, que bientôt après le gouvernement suspendit tous les fidéi-commis et prépara une loi sur l'abolition des droits féodaux. Mais ce déchaînement d'anarchie n'était pas de nature à consolider le gouvernement républicain. Plus les individus se sentaient indépendants, plus ils changeaient d'opinion au moindre mécontentement, et les contrariétés ne leur manquaient pas. De même que les départements, les municipalités devaient être organisées sur le modèle de celles de France. Dans la capitale, Championnet en avait nommé les membres de son autorité privée; dans les provinces, ces membres devaient être choisis, non par les citoyens comme sous la royauté, mais par des électeurs dont le gouvernement se réservait la désignation. Cela produisit un mécontentement général, que les commissaires démocratiques considérèrent comme un indice de menées royalistes; on crut dès lors devoir redoubler à Naples de précautions et de sévérité, et

l'on confia aux commissaires eux-mêmes la nomination des conseillers municipaux. Cette liberté républicaine exaspéra les paysans.

Dans de telles circonstances, rien n'était plus important et plus pressant que l'armement militaire. A la vérité, le roi Ferdinand semblait peu dangereux pour le moment ; il n'avait sauvé que peu de troupes, qui s'étaient réfugiées en Sicile, et, à l'approche des Français, la plus grande partie de sa flotte de guerre avait été brûlée dans le port même de Naples par un subordonné de Nelson, afin qu'elle ne tombât pas aux mains de l'ennemi (1); mais on armait avec ardeur en Sicile; la flotte anglaise dominait la mer Tyrrhénienne, et la flotte russo-turque la mer Adriatique, et nul n'ignorait à Naples que la situation était des plus tendues entre l'Autriche et la République française. Il aurait donc fallu renforcer les vingt-huit mille hommes de Championnet au moyen de forces indigènes, comme Bonaparte l'avait fait avec succès en Lombardie en 1796, malgré l'esprit anti-français du peuple. Les matériaux pour cela ne manquaient pas. Les hommes de plusieurs régiments royaux s'étaient dispersés, mais d'autres étaient encore réunis en troupes plus ou moins considérables; chaque tribunal disposait d'une garde de police armée; chaque baron, suivant l'usage du pays, avait une troupe de serviteurs armés également ; une gendarmerie forte et bien disciplinée veillait à la sécurité des routes; tout cela réuni aurait à peu près doublé les forces de Championnet, et, avec une bonne organisation et un habile emploi des troupes, la discipline aurait suffi pour empêcher les défections et les trahisons. Mais le fanatisme furieux dont les masses du bas peuple avaient fait preuve sous les yeux mêmes du général français à son passage dans les Abruzzes et dans les rues de Naples, inspirait à Championnet une invincible méfiance. Au lieu d'un vaste armement indigène, il décida la formation d'une garde nationale très restreinte, en même temps que le désarmement général du peuple et le licenciement de toutes les troupes que nous venons de nommer. Des milliers d'hommes vigoureux et habitués au combat se trouvèrent ainsi tout à coup

(1) Nelson voulait citer cet homme devant un conseil de guerre, pour avoir exécuté, en dehors de toutes les conditions prévues, une mesure prescrite pour de certains cas; mais, vu l'honnêteté et le talent de l'officier, il finit par laisser tomber cette affaire. *Dispatches of Lord Nelson*, III, 231, 271.

sans emploi et sans moyens d'existence, prêts à se joindre, dans leur désespoir, à toute levée de boucliers contre leurs oppresseurs maudits.

Du côté même des Français, de graves soucis s'imposèrent au général dès les premiers jours. A son arrivée dans le royaume, le Directoire lui avait adjoint pour l'administration du pays conquis une commission civile, à la tête de laquelle se trouvait Faypoult, que nous avons déjà rencontré à Gênes et à Rome. A peine Championnet eut-il salué dans le peuple de Naples des frères et des alliés, que Faypoult publia une suite d'arrêtés par lesquels il réservait au Directoire la confirmation de la future constitution de la République parthénopéenne, déclarait nul et non avenu tout payement de la contribution de guerre qui serait fait à la caisse de la guerre et non à la commission civile, et confisquait tous les biens, palais et mobiliers royaux, ainsi que toutes les possessions des émigrés en Sicile, non au profit de la nouvelle République, mais à celui de la France. Ces actes spoliateurs causèrent une vive irritation partout, dans la ville comme dans la campagne ; les lazzaroni, que Championnet venait précisément de calmer quelque peu par le célèbre miracle de la liquéfaction du sang de saint Janvier (1), reformèrent leurs attroupements menaçants; partout on entendait ce cri sauvage : « Mort aux traîtres! mort aux Français! »

Le général, révolté lui-même de la grossière avidité du Directoire et inquiet des conséquences qu'elle pourrait entraîner, n'hésita pas longtemps. Il prononça officiellement la nullité des arrêtés, et, comme la commission protestait avec colère, il ordonna le 7 février son expulsion militaire du territoire napolitain. Là-dessus une joie mmense éclata dans la capitale; la louange de Championnet fut sur toutes les lèvres, et, le nom de Ciampione s'étant trouvé dans les vieux registres de baptême d'une paroisse (2), le général fut salué avec un redoublement d'enthousiasme, comme un compatriote nouvellement découvert. Mais, pour les provinces, cet acte d'énergie arrivait trop tard. Au moment presque où Championnet gagnait l'amour de la capitale par sa conduite à l'égard de Faypoult,

(1) Le miracle eut lieu après que le généra eut remis cent louis au prêtre, pour les pauvres de sa paroisse.

(2) Le général, en réalité, était né à Valence, dans le département de la Drôme.

quinze jours après la proclamation de la République, la contre-révolution armée commençait dans le pays, sous la bannière de la foi sainte.

Durant plusieurs semaines, la cour avait mené à Palerme une existence pleine d'inquiétudes et de chagrins. Elle avait reconnu combien peu il fallait compter sur les troupes; elle connaissait les plans d'attaque de Championnet et ses intelligences avec les mécontents siciliens; l'inflammable Nelson, qui, depuis sa liaison avec Emma Hamilton, prêchait la lutte pour le trône et l'autel avec un enthousiasme digne des vieux croisés, n'eut de repos que lorsqu'il eut obtenu une garnison anglaise pour Messine, le port le plus rapproché du continent. D'un autre côté, on apprit bientôt aussi comment la haine du peuple contre les Français et leurs partisans croissait de jour en jour dans le royaume de Naples, comment la résistance provoquée en décembre dans les Abruzzes n'avait jamais cessé (1), comment les mesures absurdes du gouvernement républicain suscitaient chaque jour à la royauté des masses nouvelles de partisans et de défenseurs. La cour avait été accompagnée en Sicile par le cardinal Ruffo, prélat d'un extérieur imposant, esprit vif et résolu, qui, en qualité de trésorier papal, s'était familiarisé avec les questions d'administration, de finances et de guerre; il s'était retiré ensuite pour se mettre, moyennant une riche dotation, au service du gouvernement napolitain, et avait été, durant plusieurs années, intendant de la Calabre, sa patrie, où ses frères possédaient de riches fiefs et exerçaient une grande influence. Les agents démocratiques avaient pénétré jusque-là; des arbres de la liberté avaient été plantés en quelques villes; quelques districts avaient reconnu le gouvernement provisoire; mais l'extrémité méridionale de la presqu'île avait été conservée au roi par un fonctionnaire énergique, et l'on avait d'ailleurs les meilleurs renseignements sur la loyauté des sentiments de la population rurale. Le roi Ferdinand jeta les yeux sur le cardinal Ruffo pour soutenir ces bonnes dispositions et les mettre en œuvre. Le 25 janvier, il lui donna plein pouvoir pour prendre au delà du détroit, comme vicaire général du royaume et *alter ego* du monarque, toutes les mesures qu'il jugerait propres à renverser la République. Un demi-

(1) Cuoco, p. 154 de la traduction française.

million de ducats et une partie de la garnison de Messine furent mis à sa disposition pour commencer. Cette aventure séduisit le vif et courageux prélat, et quoique le 8 février, en débarquant en Calabre, il n'y eût trouvé ni argent ni troupes, il s'engagea résolument dans la lutte, plein de confiance en ses compatriotes. Le succès fut brillant. Partout, à son appel, les paysans se soulevaient et accouraient aux rendez-vous donnés par lui. La plupart étaient des gens ardents, prêts à combattre, et véritablement enthousiastes et honnêtes; mais malheureusement aussi, comme le reconnaît le loyal biographe du prélat, il se trouvait parmi eux de nombreux vauriens, avides de butin ou poussés par des vengeances particulières. Le cardinal fit son possible pour établir l'ordre et la discipline; il réunit tout ce qui se joignit à lui de soldats licenciés, de forestiers et de gendarmes, et en forma une sorte de troupe de ligne destinée à appuyer et à tenir en bride ses autres bandes. Les villes de Monteleone et de Catanzaro lui ayant ouvert leurs portes, il se trouva bientôt maître d'une bonne position, et, en peu de semaines, il fit rentrer toute la Calabre sous la domination royale.

Pendant ce temps, les Français perdaient également l'Apulie, d'une manière plus surprenante encore. Quelques émigrés corses se trouvaient précisément à Tarente, lorsque, sur l'ordre du gouvernement provisoire de Naples, l'arrivée des Français et l'établissement de la République y furent annoncés. L'air de cette ville sembla dès lors malsain aux Corses; ils partirent le 8 février, à pied et avec un léger bagage, pour Brindisi, d'où ils espéraient échapper par mer aux poursuites de la police française. Arrivés le soir dans un petit village, ils eurent l'idée, pour s'assurer un meilleur gîte, de faire passer l'un d'eux pour le prince royal, venu de Palerme en vue d'étudier l'état du pays. A peine eurent-ils confié ce secret à leur vieille hôtesse, que celle-ci s'empressa de le raconter autour d'elle; la nouvelle se répandit bientôt dans le pays; le lendemain, des milliers d'hommes coururent après les voyageurs, qui étaient partis dès les premières lueurs du jour, les rejoignirent, baisèrent les habits et les pieds du faux prince, et renouvelèrent cent fois le serment de vivre et de mourir pour lui. Les Corses, n'osant plus les détromper, emmenèrent à Brindisi cette foule toujours grossissante; là, le prince déclara qu'un ordre de son auguste père le rappelait en Sicile, mais qu'il leur laissait deux de ses compagnons,

les généraux (tel était le titre qu'il leur donnait) Boccheciampe et de Cesare, comme chefs de tous les royalistes fidèles. Le soulèvement se propagea alors si rapidement, que de Cesare put prendre les villages de Martina et d'Acquaviva et soumettre toute la Terre de Bari, pendant que son compagnon gagnait à la cause royale presque toute la province de Lecce.

La République parthénopéenne n'avait pas encore accompli son premier mois d'existence lorsque ces nouvelles arrivèrent à Naples. Le pays, d'ailleurs, n'était sûr en aucun point. Au nord de la capitale, dans la Terra di Lavoro, Michel Pezza (qu'on nommait Fra Diavolo parce qu'il était rusé comme un moine et fort comme Satan) faisait une petite guerre aux courriers, aux voyageurs et aux convois militaires. Les environs de Sora étaient terrorisés par un meunier nommé Mammone, qui se vantait plus tard d'avoir tué quatre cents hommes de sa propre main, et qui faisait subir d'horribles tortures à ses prisonniers avant de les mettre à mort. Plus loin, dans les Abruzzes, un ex-prêtre du nom de Pronio attaquait les garnisons françaises d'Aquila et de Civitella, et rendait son nom redoutable au loin dans la montagne. Au sud de Naples, un certain Sciarpa, ancien soldat de la police auquel la République avait enlevé son pain, tenait les environs de Salerne en haleine; à Capaccio, l'évêque Torrusio levait l'étendard royal, mettait tous les districts voisins sous les armes, et interceptait toute communication directe entre la capitale et la Calabre. Bien qu'il répugnât à Championnet d'éparpiller ses faibles troupes plus qu'elles ne l'étaient déjà, il fallait céder aux exigences de la situation, et le général résolut d'envoyer des forces militaires dans la Calabre et dans l'Apulie. C'était évidemment le soulèvement calabrais qui avait le plus d'importance politique, par suite du voisinage immédiat de la Sicile et de la présence du gouverneur royal; mais l'Apulie était le grenier du royaume, la source d'où la capitale tirait sa nourriture; c'est donc de ce côté que fut dirigée l'expédition la plus forte. On y envoya les généraux Duhesme et Bourcier, avec six mille hommes et une petite troupe de volontaires napolitains, commandée par un patriote beau, brave et fanatique, le comte Hector Caraffa, tandis que mission fut donnée au général Olivier de conduire en Calabre un détachement de douze cents hommes de troupes indigènes commandé

par un certain Schipani, qui était un bruyant et courageux orateur populaire, mais un soldat tout à fait inexpérimenté, de se réunir aux patriotes du pays, et de jeter le cardinal à la mer. Championnet leur enjoignit de fusiller, conformément aux lois de la guerre, tout rebelle pris les armes à la main; mais cet ordre n'eut d'autre effet que de mettre le comble à la fureur et à la cruauté de ses adversaires. Les deux colonnes se mirent en marche le 21 février.

Championnet toutefois n'était pas destiné à les diriger. Il venait précisément de prendre pour l'administration départementale et municipale les mesures dont nous avons parlé plus haut; il avait nommé quelques Français ministres de la jeune Parthénope, et avait à grand'peine préparé la création d'une nouvelle marine de guerre; il dirigeait maintenant son attention sur des objets plus pacifiques, ordonnait la fondation d'une académie et d'un muséum national, lequel, à la vérité, devait envoyer ses meilleurs antiques à Paris et se contenter de leur reproduction en gypse, faisait reprendre activement les fouilles de Pompéi, décidait l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur du poète Virgile, lorsque, au milieu de ces beaux projets, il reçut le contre-coup de sa très juste, mais très illégale conduite à l'égard de Faypoult : le Directoire lui envoya l'ordre de revenir immédiatement à Paris et de remettre le commandement à Macdonald, le plus ancien de ses généraux de division. Il obéit sur-le-champ, et, afin de prévenir toute émotion, quitta la ville à pied, comme pour une promenade. Arrivé à Milan, il fut arrêté et une enquête fut ordonnée sur ses actes.

Le général Macdonald inaugura son commandement en publiant, le 4 mars, un manifeste dont chaque phrase semblait être écrite en lettres de sang; il rendait les employés municipaux et ecclésiastiques personnellement responsables du maintien de l'ordre, menaçait de mort et de confiscation toute tentative de rébellion, attachait les mêmes peines à la propagation de fausses nouvelles, et promettait de riches récompenses à tous les dénonciateurs. Le général Duhesme adopta ces principes. Il s'avançait sur trois colonnes, dont chacune était suivie par un conseil de guerre, et nombre d'hommes furent pris et exécutés. Tout en marchant lentement, il gagna l'Apulie, et, après avoir été salué à Foggia par

les nombreux républicains du lieu, il se dirigea vers San Severo, où les royaux, avec une troupe de douze mille hommes, avaient pris une forte position; grâce à la supériorité de sa discipline, il les battit et les dispersa après un sanglant combat, qui leur coûta trois mille hommes. La plus grande partie du pays se soumit alors aux vainqueurs; la domination républicaine sembla d'autant mieux assurée que la licence grossière des bandes royales avait complètement dégoûté plusieurs villes des troubles de la guerre civile; mais ce succès fut de courte durée. Macdonald se vit forcé de rappeler Duhesme et de faire revenir ses troupes dans le voisinage de la capitale, probablement pour faire face au danger qui le menaçait du côté de la Calabre, sur quoi les royalistes reprirent aussitôt le dessus dans l'Apulie et arrêtèrent de nouveau tous les transports dirigés sur Naples. Pour ne pas mourir de faim, Macdonald, dans les premiers jours de mars, envoya pour la seconde fois contre eux le général Bourcier, qui prit d'abord Andria, puis, le 2 avril, malgré une résistance désespérée, le port fortifié de Trani, dont les défenseurs furent mis à mort par milliers. La révolte apulienne semblait étouffée; Boccheciampe était tombé, de Cesare se réfugia dans le camp du cardinal Ruffo.

La cause démocratique n'en paraissait que plus compromise en Calabre. Le général Olivier, ami intime et confident de Macdonald, était resté à Naples avec celui-ci, et Schipani, abandonné à lui-même, prit dans sa folle présomption des mesures si absurdes, que, battu par les forces bien inférieures de Sciarpa, il dut revenir honteusement à Naples. Le cardinal Ruffo put donc, presque sans être inquiété, augmenter ses forces et étendre son autorité. Quarante mille paysans armés étaient accourus à son appel; aussi, malgré toute son activité, les soins de la nourriture, de l'équipement, de l'ordre à imprimer à de telles masses lui donnaient-ils fort à faire. Il avait organisé, avec environ dix-huit cents hommes, trois bataillons d'infanterie régulière; les autres bandes étaient superficiellement divisées en petites compagnies soumises à de perpétuels changements, car les paysans rentraient chez eux dès que l'armée s'éloignait de leur village, tandis que de nouveaux venus accouraient des localités les dernières atteintes. Cette situation eut d'étranges conséquences. Le 21 mars, l'avant-garde de l'armée arriva à la petite, mais très forte ville de Cotrone, dont

un certain nombre d'officiers et de soldats français décidèrent les habitants à prendre les armes pour la République; mais, ayant tenté une sortie téméraire, ils furent complètement battus et poursuivis par les royalistes, qui, le 22, prirent la ville d'assaut et s'y livrèrent durant deux jours au plus horrible pillage. Le 25, lorsque le cardinal y arriva, il trouva une seule maison intacte; toutes les autres étaient dévastées; partout régnait une lamentable solitude, que ses troupes de ligne seules vinrent animer. Les habitants étaient morts ou en fuite; quant aux paysans victorieux, ils s'étaient empressés de mettre leur riche butin en sûreté et de se retirer dans leurs villages. Pour le moment, l'armée de la Sainte-Foi n'existait plus. Ruffo adressa de nouveau à tout le pays manifestes et appels, en même temps qu'il pressait l'amiral Uschakoff, alors à Corfou, d'envoyer quelques régiments à son secours, ainsi que l'avait promis l'Empereur Paul. Peu à peu cependant il porta à sept mille hommes le chiffre de ses soi-disant troupes de ligne; au bout de quelques semaines, dix mille paysans furent de nouveau réunis en bandes irrégulières, et, vers le milieu d'avril, il quitta enfin Carigliano pour se diriger vers la province Basilicate. On vit alors se renouveler ici ce qui s'était déjà produit en Calabre : partout la population se rangea sous sa bannière, et les institutions démocratiques furent mises de côté sans coup férir; au commencement de mai, le cardinal put établir en toute sécurité son quartier général à Matera, le point le plus important de toute la province, remettre l'administration du pays sur l'ancien pied, et donner quelque instruction militaire à ses volontaires. Il n'osait pas encore exposer l'enthousiasme inexpérimenté de ses bandes à un choc avec les bataillons français, bien que Torrusio et Sciarpa le pressassent vivement de se tourner de nouveau vers la côte occidentale et de marcher sur Naples; mais le temps n'était pas loin où les derniers obstacles devaient aussi disparaître.

Les batailles de Pastrengo et de Magnano venaient d'avoir lieu dans la haute Italie; aussitôt après la dernière, le général Schérer avait invité Macdonald à prendre toutes ses mesures pour la retraite, attendu qu'il avait demandé au Directoire de le faire revenir de Naples. Macdonald, on le conçoit, obéit sans perdre un instant, et l'ordre du Directoire, en effet, suivit de près l'avis

de Schérer. Macdonald devait laisser des garnisons au fort Saint-Elme, qui dominait la capitale, ainsi que dans les places fortes de Capoue et de Gaëte, appeler à lui tout ce qui, dans la République romaine, n'était pas indispensable pour protéger Rome, Civita-Vecchia et Ancône, et accourir aussi promptement que possible dans la haute Italie, afin d'y décider de la campagne à l'avantage de la France.

Ces ordres prouvent clairement que le Directoire attendait de grands résultats de la réunion de Macdonald avec Moreau, et était résolu, en cas de succès, à conserver la haute domination sur toute l'Italie continentale. Afin de s'assurer une entière liberté d'action, il refusa alors, sous divers prétextes, de reconnaître officiellement la République parthénopéenne comme État souverain, ainsi qu'on le lui demandait instamment à Naples, et il y envoya un nouveau commissaire civil honnête et habile, nommé Abrial, avec mission de terminer promptement les travaux de la constitution et de donner enfin une base solide à cet État vassal.

Cette double action se continua durant tout le mois d'avril : action cachée de Macdonald, qui, sous prétexte d'une utile concentration et de marches destinées à exercer et à endurcir les soldats, les faisait sortir peu à peu de l'Apulie et de la capitale pour les rassembler en un camp près de Caserte, et prenait en secret toutes les mesures nécessaires en vue du départ final, et action ouverte d'Abrial, qui se lia avec Mario Pagano, le plus considérable et le plus noble des chefs patriotes du pays. C'était un homme de caractère et d'intelligence, qui avait beaucoup réfléchi sur la liberté ainsi que sur les droits et sur la dignité de l'homme, mais très peu malheureusement sur la manière de créer un État assez fort pour soutenir des luttes difficiles, qui considérait encore la constitution mort-née de 1793 comme un chef-d'œuvre démocratique et qui pensait qu'elle ne pouvait être perfectionnée que par une extension plus grande donnée à la liberté populaire. Abrial cependant, tout en acceptant quelques-unes des additions théoriques de Pagano, copia au fond la constitution française, comme c'était l'usage depuis l'établissement du Directoire. Mais ce qui fut plus important que toutes ces études politico-doctrinaires, c'est qu'Abrial s'appliqua avec un soin honorable à appeler aux postes de directeurs et de ministres des hommes capables et

honnêtes, et des Napolitains seulement, bien entendu, à l'exclusion de tout Français.

Pendant que s'accomplissait cette transformation intérieure, un nouveau souci, de la nature la plus grave, vint s'imposer à la République. Lord Nelson était toujours à Palerme, engagé dans un commerce intime avec lady Hamilton, et consulté dans toutes les questions grandes ou petites par le Roi, qui continuait à flotter entre l'espoir et la crainte. Le désir le plus ardent de son âme était toujours d'écraser les Français et leurs amis; un certain nombre d'invalides français, qui revenaient d'Égypte, ayant échoué alors sur la côte de Sicile, une populace fanatique les massacra; quelques-uns seulement furent sauvés par des officiers de marine napolitains, sur quoi Nelson loua les meurtriers et traita les libérateurs de misérables fous. Il était surtout rempli de fureur contre les Jacobins napolitains, traîtres, disait-il, à leur bon Roi et à leur aimable Reine. Cependant ses forces furent assez longtemps divisées, une partie de sa flotte étant absorbée par le blocus de la côte d'Égypte et l'autre par celui de l'île de Malte. Mais, dans le courant de mars, lorsque le soulèvement royaliste s'étendit de plus en plus en Calabre, lorsque vint avec cela la promesse de l'Empereur Paul d'envoyer douze mille Russes à Naples, il ne put rester inactif plus longtemps; il rappela quelques vaisseaux de l'escadre de blocus, et, le 30 mars, il dirigea vers le golfe de Naples Troubridge, le meilleur de ses capitaines, avec quatre vaisseaux de ligne et quelques navires légers, sous les pavillons anglais et sicilien, avec mission d'occuper les îles de Procida, Ischia et Capri, d'y exterminer les Jacobins, et d'empêcher l'arrivée de tout convoi par mer à la capitale. La République avait peu à peu armé un petit nombre de chaloupes canonnières, et en avait donné le commandement au vieil amiral Caracciolo, un habile et courageux marin, qui avait accompagné le Roi à Palerme en décembre, mais était revenu ensuite pour éviter la confiscation de ses biens, et avait fini par entrer, moitié de gré, moitié de force, au service du nouveau gouvernement. Caracciolo tenta de résister; mais il n'était pas de force à tenir tête à l'escadre ennemie, et, pour le 18 avril, toutes les îles étaient au pouvoir des Anglais. Sans perdre un instant, Troubridge se mit alors en relation avec les chefs des bandes royalistes des

provinces voisines, Fra Diavolo et Mammone au nord, Sciarpa et l'évêque Torrusio au sud. Quelques semaines auparavant, Nelson et Hamilton avaient obtenu que l'on jetât sur la côte de Calabre tous les criminels prisonniers en Sicile, en leur promettant impunité et butin s'ils faisaient vaillamment la guerre aux Jacobins maudits. Ces bandits se portèrent à de tels excès en Calabre que le cardinal Ruffo organisa contre eux une grande chasse, les fit de nouveau prisonniers, et en forma un bataillon de mille hommes, dont, avec une grande habileté, il donna le commandement au plus téméraire et au plus résolu de la bande; celui-ci, à la vérité, ne put toujours empêcher le meurtre et le vol dans les jours de calme, mais il maintint au moins avec une sévérité de fer la discipline nécessaire au combat. Lorsque le cardinal apprit l'arrivée de Troubridge à Procida, il s'empressa d'envoyer ces bandes à l'évêque Torrusio, et écrivit à Troubridge que les Anglais, après avoir déchaîné ces hommes, pouvaient bien maintenant leur donner des officiers, des canons et des artilleurs. Troubridge accéda sur-le-champ à cette demande, et accrut tellement par là les forces de Torrusio et de Sciarpa, que tout mouvement démocratique fut étouffé jusqu'à Salerne. Peu importait aux Anglais que le poignard y contribuât autant que l'épée, que le pillage et les vengeances privées y exerçassent leur œuvre sanglante. Troubrigde lui-même, sur l'ordre de Nelson, poursuivit avec rage tous les habitants des îles qui avaient accepté un emploi de la République, aidé à la plantation d'arbres de la liberté, ou manifesté seulement des sentiments hostiles à la royauté. Nelson lui envoya à cet effet un juge particulier, nommé Speciale, dont Troubridge cependant fut d'abord peu satisfait. « C'est un pauvre diable hors de lui de frayeur, écrivait-il le 13 avril, qui se plaint de ce que plus de soixante-dix familles sont incriminées, et demande un évêque qui puisse dégrader avant leur châtiment les prêtres condamnés; je lui réponds qu'il faut commencer par les pendre, et que je songerai ensuite à la dégradation. » Sous cette influence soldatesque, Speciale ne tarda pas à prendre des allures plus vives. Troubridge trouva bien que l'on procédait d'une étrange façon, vu que, dans certaines séances, les accusés n'étaient pas même présents, et Speciale lui-même lui avoua que divers jugements

n'étaient pas parfaitement réguliers. « Je remarque, écrivait Troubridge à son amiral, le 18 avril, qu'il voudrait rejeter sur nous l'odieux des exécutions; je fais tout mon possible pour échapper à ce piège, mais je ne néglige rien pour l'exciter toujours davantage. » Nelson approuvait tout, et poussait Troubridge à pendre, comme celui-ci à son tour y poussait le misérable Speciale. La haine de parti avait étouffé chez ces hommes de guerre anglais tout sentiment de pitié et d'humanité.

Et tout cela se passait pendant que le Roi Ferdinand, le 31 mars, rédigeait pour son fondé de pouvoirs auprès de la flotte russe, le chevalier Micheroux, un manifeste par lequel celui-ci promettait impunité à tous les républicains qui se soumettraient volontairement en Apulie; pendant que le cardinal Ruffo faisait, le 17 avril, la même promesse à tous les habitants du royaume; pendant que, le 29, le roi remettait à l'amiral anglais une proclamation qui prononçait une amnistie à peu près générale et, pour les exceptions même, faisait entrevoir le pardon sur la demande du commandant que l'affaire concernait (1).

Cependant le général Macdonald avait terminé ses préparatifs, et, après avoir rendu un dernier service à la République parthénopéenne en déjouant une tentative de descente des Anglais à Castellamare, non loin de la capitale, il partit le 5 mai pour se diriger vers le grand théâtre de la guerre, avec environ dix-neuf mille hommes qui lui restaient encore, déduction faite des trois garnisons laissées en arrière. Lord Nelson se réjouit à cette nouvelle; il pensa que les Jacobins, abandonnés à eux-mêmes, allaient perdre toute consistance, et que probablement le Roi leur ferait bientôt subir dans leurs corps un châtiment égal au mal que leurs amis les Français avaient fait à leur bourse. Mais, à l'étonnement général, les sentiments étaient tout différents à Naples. Quelque inquiétant que pût être l'éloignement de vingt mille défenseurs dans la situation critique où se trouvait l'État, on y éprouvait un certain soulagement à se sentir délivré d'une oppressive tutelle étrangère, dont la brutale arrogance avait excité la haine du peuple contre la République, en même temps

(1) Sacchinelli a reproduit les manifestes du 31 mars et du 17 avril. La proclamation du 29 avril est mentionnée par Nelson, *Dispatches*, III, 341, et dans l'instruction royale du 10 juin, publiée par G. Rose, *Diaries*, I, 234.

qu'elle avait suscité des obstacles à tout armement national. Après tout le passé, il n'y avait pas de commisération à espérer en cas de victoire des troupes royales; une plus longue résistance ne pouvait donc rien aggraver, tandis qu'elle pouvait encore réussir si Macdonald battait les Russes, et, s'il échouait, assurer au moins une chute honorable. Tel fut, à l'unanimité, l'avis du nouveau Corps législatif; l'ancien médecin de la Reine, Domenico Cirillo, l'exprima à son arrivée dans l'Assemblée par ces courtes paroles : « Je sais que je viens occuper un poste périlleux; mais je mets volontiers ma vie à la disposition de mon pays. » Tous ces hommes étaient victimes d'une funeste erreur, celle de vouloir fonder une démocratie là où le peuple n'était ni capable ni désireux d'exercer le pouvoir; mais on doit dire à leur honneur que, dans leur enthousiasme désintéressé, ils étaient prêts à donner leur vie pour cette erreur. Manthoné, leur ministre de la guerre, était doué d'une force, d'une activité, d'une intrépidité herculéennes; il poursuivit les armements avec ardeur, organisa la garde nationale de la capitale, menaça les récalcitrants des peines les plus sévères, et rassembla ainsi plusieurs milliers d'hommes, tant de soldats licenciés que gardes de police et cavaliers. Ses ordres et ses proclamations furent lancés de tous côtés, et le parti royal, qui avait espéré que le départ de Macdonald réduirait la République à l'impuissance, était étonné de rencontrer partout un redoublement d'énergie et d'ardeur belliqueuse.

Le cardinal Ruffo, pour sa part, n'était pas pressé de s'exposer au danger décisif d'une véritable affaire. Dans les provinces du sud, sauf l'attaque de Cotrone, le loyal enthousiasme du peuple lui avait presque épargné tout combat sérieux; mais le relâchement et l'indiscipline de ses bandes lui donnaient des peines constantes et infinies. Une partie des Calabrais lui restaient fidèlement attachés et purent, peu à peu, être passablement organisés en compagnies de chasseurs; mais, dans les autres troupes, il voyait chaque jour de nouveaux visages; ni ses efforts, ni ses sermons, ni ses manifestes ne parvenaient à y empêcher les désordres de tout genre, le pillage, l'assassinat de Jacobins vrais ou supposés. En vain il adressait sans cesse à Palerme de nouvelles demandes de troupes de ligne, on n'en avait pas à lui donner; malgré ses succès, d'ailleurs, une grande méfiance régnait contre lui à la cour. Le

cardinal avait arrêté à Monteleone le courrier de Naples, et les lettres saisies lui avaient appris que toutes les décisions des ministres, ainsi que sa propre correspondance avec la cour, étaient immédiatement connues à Naples; depuis lors, malgré de fréquentes réclamations, il s'était borné à des rapports vagues et insignifiants, qui surprenaient beaucoup les souverains. Ce qui fut plus grave encore, c'est qu'une capture analogue lui livra un peu plus tard des lettres de Naples, après la lecture desquelles il crut de son devoir de mettre le roi personnellement en garde contre le tout-puissant ministre Acton. Sa lettre, qui fut bientôt entre les mains d'Acton, n'eut d'autre conséquence que d'inspirer au ministre une haine violente contre le cardinal, lequel à son tour fut signalé comme suspect, étant membre d'une noblesse hostile à la couronne. Nelson ici joignit de tout cœur sa voix à celle du ministre. Ruffo ayant fait observer que la présence de vaisseaux anglais ne pouvait compenser l'absence de soldats de terre, Nelson vit là une offense pour le nom anglais. « Le cardinal, écrivit-il, est un prêtre gonflé d'orgueil, aux paroles duquel il ne faut pas se fier; il tremble maintenant devant une attaque de mille hommes, et cela lui fait mépriser le puissant appui de l'Angleterre. » Comme conséquence première, Ruffo n'obtint pas de renforts.

Cependant le cardinal reçut à Matera d'excellentes nouvelles d'Apulie et de la Terre de Bari; on lui annonçait le départ des Français, et on lui représentait le peuple comme prêt à se soulever en sa faveur aussitôt qu'il se présenterait. Dans les premiers jours de mai donc, il se mit en marche contre la seule ville démocratique de tout le pays, Altamura, située à une grande altitude et solidement fortifiée. Le parlementaire envoyé par lui pour sommer la ville de se rendre fut retenu et fusillé, sur quoi le combat s'engagea vivement. Il dura tout un jour; mais, les munitions de la garnison étant épuisées, celle-ci s'enfuit pendant la nuit avec une grande partie des habitants. Le lendemain, lorsque les troupes de Ruffo entrèrent dans la ville, elles trouvèrent le cadavre du parlementaire et ceux de plusieurs royalistes du lieu, assassinés comme lui; cela provoqua une telle explosion de colère et d'indignation, que le cardinal dut abandonner la ville avec tout ce qu'elle renfermait à la fureur de ses soldats. Bientôt après, ayant appris

le départ de Macdonald et sa marche vers le nord, il résolut de diriger immédiatement ses troupes contre la capitale. Il en informa le Roi, en le priant d'envoyer la flotte anglaise dans le golfe de Naples pour soutenir son attaque, et, si c'était possible, de venir en personne augmenter encore par sa présence le courage de ses loyaux partisans. Un renfort inespéré, du reste, arriva alors au cardinal d'un tout autre côté : aussitôt après la prise de Corfou, une partie de la flotte russo-turque parut dans les eaux napolitaines. Dès qu'elle fut en vue, les villes de la côte du golfe de Tarente arborèrent les couleurs royales, après quoi quelques vaisseaux se détachèrent pour s'avancer au nord jusqu'à Manfredonia, salués partout par les joyeuses acclamations des habitants du pays. Là, le chevalier Micheroux demanda à Sorokin, le commandant russe, de mettre à terre un petit détachement de troupes qui prendrait part à la lutte contre les républicains. Sorokin y consentit et mit à la disposition du cardinal cinq cent soixante hommes (1), sous les ordres du capitaine Belle, auxquels se joignirent un peu plus tard quatre-vingt-quatre Turcs commandés par Achmet Bey. Ce renfort d'infidèles donné à l'armée de la Sainte-Foi causait bien quelques scrupules au cardinal; cependant des hérétiques et des schismatiques lui prêtaient déjà un secours très utile, et Achmet disait avec une grande affabilité : « Nous buvons du vin, et nous défendons les chrétiens. » Le cardinal, d'ailleurs, ne pouvait que remercier le ciel de lui avoir envoyé ces nouveaux renforts, non seulement comme aide contre l'ennemi, mais encore, et plus peut-être, comme appui contre la licence de ses propres hommes. Le 5 juin, toutes les troupes se réunirent près d'Ariano, sur le haut de la montagne, d'où elles redescendirent le 8 pour se diriger vers l'ouest. Le 9, elles atteignirent Avellino ; mais là le cardinal fut informé qu'à défaut du Roi lui-même le prince royal allait arriver à Naples avec la flotte, et qu'il fallait l'attendre pour tenter une attaque directe contre la ville. Le 11, Ruffo établit son quartier général à Nola (2), à quelques lieues de Naples seulement. Pendant ce temps, Sciarpa et Torrusio s'avançaient de nouveau au sud jusqu'à Salerne, tandis qu'au nord le prince de Rocca Romana,

(1) Rapport de Belle, dans *Miliutin*, II, 273.
(2) *Miliutin*, II, 167, 312.

ancien démocrate passé à Ruffo, coupait à la capitale toute communication avec Gaëte et Capoue.

A Naples, chaque pas que faisait l'armée royaliste rendait la situation plus critique. Manthoné ne se dissimulait pas que sa garde nationale, généralement mal disposée, ne pouvait être transformée en solides soldats en l'espace de quelques jours, et la fermentation était entretenue dans tous les quartiers par les lazzaroni, qui ne cachaient guère leur haine contre les Jacobins. La fureur ardente des démocrates radicaux s'en augmentait d'autant; ils faisaient retentir leurs clubs de déclamations à l'instar de celles de 1793, accablaient les représentants du peuple de pétitions contre les ministres tièdes, demandaient l'arrestation et la mort de tous les valets du despotisme et de tous les suspects. Enfin, quelques conjurations royalistes ayant été découvertes, de nombreuses exécutions eurent lieu, et il ne se passa plus guère de jour sans qu'un traître royaliste fût fusillé, avec ou sans motif. C'est dans ces sombres circonstances que Manthoné voyait approcher le moment décisif. Il avait dans la ville deux mille Calabrais courageux et résolus, qui, poussés par leurs sentiments républicains, avaient quitté leur champ et leur foyer à l'approche de Ruffo, et brûlaient du désir de se venger de leurs oppresseurs, plus environ quatre mille soldats licenciés et avides de combat; mais là s'arrêtait le chiffre des défenseurs assurés, car la masse des gardes nationaux n'était nullement disposée à risquer sa vie pour une cause qui lui était antipathique. Manthoné réunit donc ce qu'il possédait et forma de ces éléments trois troupes : l'une, sous le général Federici, devait protéger contre Ruffo la route de Nola; une autre, sous Schipani, devait s'avancer contre Salerne et disperser les forces de Torrusio; la troisième enfin, sous le colonel suisse Wirtz, devait se retrancher tout près de la ville, sur les bords du Sebeto, et servir de réserve générale (1). Ces préparatifs furent terminés dans la première semaine de mai; le gouvernement, en vue d'enflammer les esprits, ordonna alors une sortie solennelle des deux premières bandes; les troupes se rangèrent en parade; des images du Roi et

(1) Ici, comme pour les autres faits de cette guerre, je me laisse guider par Sacchinelli, témoin oculaire. *Miliutin*, II, 593 et s., a déjà démontré combien sont confus et inutiles sur ce point les rapports de Colletta, de Botta et de Jomini.

des insignes de la royauté furent brûlés sur un haut bûcher; un discours enthousiaste fut prononcé en l'honneur de la liberté, et quelques royalistes enchaînés furent graciés avec une magnanimité toute républicaine; les troupes défilèrent ensuite et sortirent des portes au son de la musique et aux acclamations du peuple. Malheureusement elles n'allèrent pas loin. De même que dans les provinces du sud, les paysans de la Terra di Lavoro s'étaient levés à l'approche du cardinal; la colonne de Federici avait fait quelques lieues à peine qu'elle se vit attaquée de tous côtés, des champs de blé comme des buissons. En un instant toute la troupe se dispersa, abandonnant artillerie et équipages; les vieux soldats passèrent à l'ennemi, et Federici ne ramena à Naples qu'une douzaine de fidèles. Là-dessus, Schipani n'osa pas aller plus loin; il fit halte à Torre del Greco, où il chercha à se protéger par quelques retranchements. Pour tout observateur calme, il n'y avait plus d'espoir possible; prolonger la résistance était augmenter le désastre et l'effusion du sang. Mais, pour leur malheur, les républicains apprirent alors qu'une grande flotte franco-espagnole venait de paraître dans la Méditerranée : comptant sur son appui, ils repoussèrent avec une arrogante fierté la sommation que leur fit le cardinal d'abandonner les Français dans Saint-Elme comme Macdonald avait abandonné Naples, et de déposer les armes en retour d'une amnistie générale.

D'après les ordres du Roi reçus à Avellino, le cardinal ne devait pas tenter d'attaque directe et ouverte contre la ville avant l'arrivée de Nelson. On comprend que ces ordres, qui réservaient à un autre les fruits de la moisson si péniblement accomplie par lui, ne devaient pas lui être précisément agréables; en tout cas, il ne voulut pas attendre les événements à Nola. Les bandes de Schipani lui offraient d'ailleurs, sur la côte et loin de Naples, une séduisante occasion de combat. En se tournant de Nola vers le sud de la capitale, il se trouvait entre celle-ci et le camp de Schipani, qu'il pouvait, par conséquent, attaquer par derrière pendant que Torrusio le serrerait de près de l'autre côté. En conséquence, il dirigea le 12 juin sur Portici, qu'occupait l'arrière-garde de Schipani, un petit détachement commandé par le colonel Schiava, et lui-même le suivit le 13, avec le gros de ses troupes. Lorsqu'il atteignit la côte, dans le courant de la matinée, les hommes de

Schipani avaient déjà quitté Portici et pris la direction de Naples, tout en tenant tête aux chasseurs de Schiava. Le cardinal fit faire une courte halte à sa colonne, afin qu'elle pût déjeuner. Mais il avait été aperçu du haut du fort Saint-Elme; l'alarme avait été donnée dans la ville, et les troupes du général Wirtz avaient pris en toute hâte position dans le camp retranché au bord du Sebeto. A ce moment, des paysans armés se réunissent aux troupes de Ruffo, et racontent aux chasseurs calabrais qui forment l'avant-garde que le détachement de Schiava est fortement menacé par les Jacobins au pont Sainte-Madeleine; immédiatement un cri s'élève parmi cette foule, qui déclare qu'elle veut secourir ses frères d'armes; toutes les compagnies abandonnent successivement leur déjeuner, et bientôt la masse entière, débandée et en désordre, s'élance au combat. Le cardinal, prévenu en hâte, accourt aussitôt; mais, se reconnaissant impuissant à les arrêter, il fait marcher ses troupes de ligne, Turcs et Russes, pour soutenir les chasseurs. Il y eut bien un moment d'hésitation et de crainte, lorsque, après avoir traversé le premier village, ils se virent assaillis en rase campagne par une pluie de balles venant des chaloupes canonnières de Caracciolo et des batteries du fort Vigliana; mais ici l'ardeur intrépide des Calabrais se manifesta de nouveau; malgré le feu des chaloupes, trois de leurs compagnies se glissèrent du côté de la mer jusqu'au mur du fort, sans que personne soupçonnât le moindre danger de ce côté; les hommes montèrent sur les épaules les uns des autres, gravirent les murs, et tombèrent comme une grêle sur les défenseurs, qui, saisis d'effroi, s'enfuirent par toutes les portes (1). L'apparition soudaine de l'étendard royal sur la tour du château répandit au loin la terreur parmi les républicains. Ils quittèrent en hâte et en désordre le camp établi de l'autre côté du Sebeto, abandonnèrent le pont qu'ils avaient établi, et jetèrent par là un trouble funeste dans le camp du général Wirtz, situé entre le fleuve et la ville. Comme le

(1) Le rapport russe du capitaine Belle, qui accuse les défenseurs de lâcheté, dément complètement les récits de Botta et de Colletta, d'après lesquels les défenseurs se seraient fait sauter avec les assaillants. Pour ce qui concerne ces derniers, Belle dit très vaguement : « Le fort fut pris. » C'est à tort que Miliutin attribue ce trophée aux Russes. Ce qui a donné lieu à la fable démocratique est sans doute cette circonstance que le fort sauta la nuit suivante, par suite vraisemblablement de la négligence de la nouvelle garnison.

général s'élançait pour arrêter les fuyards, la balle d'un officier ennemi le renversa de son cheval; déjà les Russes paraissaient au milieu du pont et causaient par leur feu de mitraille d'effroyables ravages parmi ces masses confuses; c'en était fait de l'armée républicaine. La plupart des hommes cherchèrent un abri dans les divers quartiers de la ville; un certain nombre se jetèrent dans les forts de l'Œuf et dans le château neuf, où se réfugièrent également les députés et les ministres, les employés et les clubistes du gouvernement démocratique. Les vainqueurs bivouaquèrent, l'arme au bras, sur les bords du Sebeto; au milieu de la nuit, leur œuvre fut couronnée par un hardi coup de main accompli sans ordres, contre le fort del Carmine, par une compagnie de chasseurs calabrais, de concert avec le détachement turc. Pendant que le feu des chasseurs répandait de tous les côtés l'alarme parmi les défenseurs, les Turcs, le sabre au poing, gravirent soudainement la muraille et massacrèrent toute la garnison. L'accès de la ville était dès lors largement ouvert à l'armée de la Foi.

Cependant le cardinal ne se sentait pas encore arrivé au but. Dans le courant de la nuit, on lui avait apporté une dépêche de Manthoné à Schipani, interceptée par ses hommes, qui ordonnait à ce dernier, pour le 14 juin, une vigoureuse attaque contre les royalistes du sud, pendant que Manthoné lui-même occuperait le cardinal avec toutes les forces qui lui restaient, et que les garnisons françaises de Saint-Elme et de Capoue les soutiendraient tous deux par des sorties. Avec le peu de consistance des forces royalistes, un échec sur l'un des points pouvait avoir de dangereuses conséquences; Ruffo communiqua donc au plus vite ces nouvelles à Rocca Romana, qui était devant Capoue, et lui envoya comme renforts de nombreuses troupes de paysans; il donna à Torrusio l'ordre de hâter son attaque contre Schipani, et réunit à Schiava le brigadier de Sectis avec environ quinze cents hommes, pour marcher de Portici sur Schipani; lui-même resta avec le gros de ses forces sur le pont Sainte-Madeleine, pour être prêt à intervenir n'importe de quel côté. Au point du jour, Schipani se mit en marche vers Portici et repoussa les avant-postes de Schiava jusqu'au château royal de la Favorite; mais là, salué tout à la fois en tête et sur ses flancs par le feu d'artillerie de Sectis et par l'impétueuse attaque à la baïonnette de cent cinquante Russes, il

vit se renouveler ce qui était arrivé trois jours auparavant à son compagnon Federici. Les soldats de l'ancienne armée de ligne jetèrent leurs armes et revinrent à leur vieux drapeau, et les gardes nationaux de Naples se constituèrent volontairement prisonniers de guerre; seule la légion calabraise opposa une résistance bientôt surmontée d'ailleurs; très peu de ses hommes purent s'échapper, et Schipani lui-même fut fait prisonnier. La dernière armée de la République était dissoute.

On n'entendit parler durant cette journée ni des Français ni de Manthoné. Le désordre n'en fut que plus grand dans les divers quartiers de la capitale. Le 13 juin encore, les républicains avaient maintenu les classes populaires dans une soumission farouche, grâce à un régime de terreur militaire; mais dans la soirée, lorsque les gouvernants se furent réfugiés dans les citadelles avec leurs employés, lorsque les bandes démocratiques furent exterminées presque jusqu'au dernier homme, la colère longtemps contenue des lazzaroni éclata avec une fureur sauvage, et, dans la matinée du 14, une vengeance sanglante fut tirée de la journée du 22 janvier. Au peuple de la ville se joignirent des troupes de paysans armés, ainsi que la canaille indisciplinée de la milice de Ruffo, et alors commença une chasse acharnée contre les Jacobins. Quiconque portait les cheveux courts (signe distinctif des clubistes) était voué à la mort; sa demeure était pillée, sa maison détruite. Des dames de haut rang, mais d'opinions démocratiques, furent fouettées et attachées nues au pilori. Les genres de mort les plus cruels étaient inventés; innocents et coupables étaient mis à la torture; ni l'âge ni le sexe n'étaient épargnés. Le cardinal Ruffo s'arrêta en dehors de la ville avec ses troupes régulières; il n'osait faire un pas avant de connaître l'issue de la lutte avec Schipani, et d'ailleurs l'ordre royal lui interdisait l'entrée de Naples tant que Nelson ne serait pas arrivé. En ce moment encore il reçut du roi une lettre qui lui enjoignait, vu l'approche de la grande flotte ennemie, de ramener l'armée dans une position sûre du pays au cas où il ne serait pas complètement maître de la ville. Cette lettre avait juste un mois de date lorsqu'elle arriva à Ruffo; celui-ci pensa naturellement que l'alarme donnée relativement à la flotte avait été fausse, et, s'il avait pu hésiter, il aurait été décidé d'ailleurs par la sanglante anarchie qui régnait dans la malheureuse

cité. Il informa le Roi de l'état des choses, lui exposa la nécessité d'occuper la ville, et lui annonça qu'il était résolu à tout faire pour y rétablir l'ordre, malgré la faiblesse des moyens dont il disposait, et quoiqu'une grande partie de ses gens sympathisassent avec ce peuple avide de carnage.

Le 15 juin donc, après la défaite de Schipani, ses colonnes pénétrèrent dans tous les quartiers de la ville. Sur différents points, les démocrates s'étaient protégés par des barricades et des retranchements, derrière lesquels ils résistèrent encore pendant deux jours avec le courage du désespoir. Les batteries des forts les soutenaient par un feu non interrompu, auquel l'artillerie royale ne put répondre que le 16. Les lazzaroni, que les balles ne troublaient pas dans leur œuvre exterminatrice, poursuivaient leurs victimes à travers les rues comme si la mitraille eût été une pluie bienfaisante. Le cardinal ayant envoyé ordre sur ordre pour qu'on lui laissât le soin de châtier les Jacobins, on traîna hors de la ville quelques-uns de ces malheureux, dont l'innocence fut démontrée dès les premières questions; le cardinal les fit donc mettre en liberté, et, pleins de reconnaissance, ils reprirent en hâte le chemin de leurs demeures; mais à peine avaient-ils fait quelques pas, qu'ils furent massacrés, sous les yeux mêmes de Ruffo, par des paysans fanatiques. Le cardinal était hors de lui; cependant, tant que les troupes en lesquelles il pouvait avoir confiance étaient occupées contre les forts, tout moyen matériel lui manquait pour réprimer ces crimes. Il fit donc tout ce qui était en son pouvoir, établit un tribunal chargé de poursuivre régulièrement les rebelles, en vue de mettre un terme à la fureur avec laquelle les masses populaires s'étaient jusque-là fait justice elles-mêmes, et publia un édit qui menaçait de mort tous les crimes à venir. En même temps, il forma un nouveau ministère et nomma le duc de Salandra généralissime de l'armée, qui maintenant s'augmentait chaque jour, grâce au retour d'anciens soldats. Le 16, l'ennemi était repoussé de presque tous les quartiers et réduit aux deux forts. Les murs du Château neuf étaient même tellement endommagés, que le commandant Massa fit arborer le drapeau blanc et ouvrit une négociation; mais la nuit étant venue avant que rien ne fût conclu, les républicains, en dépit de la trêve, profitèrent de l'obscurité, prirent une des batteries qui les inquiétaient, et en

enclouèrent les canons; le combat recommença donc le 17 juin, et prit bientôt une tournure si défavorable que le drapeau blanc reparut vers midi; une suspension d'armes en règle fut alors prononcée, afin de traiter de la capitulation. Le cardinal était tout disposé à accorder de douces conditions; il avait des pouvoirs illimités; il connaissait les sentiments de son Roi, et il savait que celui-ci le remercierait s'il évitait de faire couler le sang. Lui-même désirait avant tout avoir les mains libres pour réprimer les violences anarchiques. A cela se joignirent les instances du chevalier Micheroux, dont le plus proche parent était retenu comme otage au Château neuf, avec plusieurs autres royalistes, et menacé de mort si la négociation n'aboutissait pas (1). Enfin la grande flotte française, bien qu'elle n'eût pas encore paru, n'était pas une vaine illusion. Forte de dix-neuf vaisseaux de ligne, elle avait quitté le port de Brest sous la conduite de l'amiral Bruix, évité l'escadre anglaise de la Manche, franchi le détroit de Gibraltar au commencement de mai, à la faveur d'un épais brouillard, et s'était ensuite réunie à Carthagène à la flotte espagnole. A cette nouvelle, Nelson avait aussitôt rappelé son ami Troubridge de Procida, ne laissant dans les eaux napolitaines qu'une frégate anglaise, commandée par le capitaine Foote. Or, Foote insistait tout aussi vivement que Micheroux pour que l'on réglât la capitulation le plus vite possible, car nul ne pouvait savoir si les vaisseaux ennemis ne seraient pas en vue dès le lendemain. D'un autre côté, les commandants français de Saint-Elme et de Capoue se montraient tout à fait indifférents au sort des démocrates napolitains; ils auraient été prêts à rendre immédiatement leurs forteresses, si Ruffo avait voulu leur compter quelques millions de francs; mais ceci dut leur être refusé, par la raison concluante que Ruffo ne possédait pas autant d'argent. On revint donc aux conditions proposées par Massa, et l'on finit par conclure le 19 juin. Le traité comportait la remise des deux châteaux (le fort de l'Œuf et le Château neuf) avec leur artillerie et leur matériel, dès que seraient arrivés les vaisseaux de transport nécessaires pour conduire à Toulon les individus des deux sexes qui s'y trouvaient; les personnes et les biens de ces derniers

(1) D'après Sacchinelli, c'est à tort qu'on a prétendu qu'un frère du cardinal se trouvait aussi parmi les otages. Les parents du cardinal avaient été arrêtés, mais s'étaient échappés avant la prise de la ville.

devaient être respectés; s'ils préféraient rester à Naples, on leur promettait qu'ils ne seraient inquiétés en aucune façon; ces dispositions devaient s'étendre à tous les prisonniers faits dans les précédents combats; les otages retenus dans les forts étaient mis en liberté, à l'exception de quatre personnes qui devaient rester à Saint-Elme jusqu'à l'arrivée des émigrants à Toulon; le traité ne devait être mis en vigueur qu'après qu'il aurait été ratifié par le commandant de Saint-Elme. La capitulation, ainsi arrêtée, fut signée le 19 par les commandants des deux châteaux, Massa et Aurora, du côté des républicains, et par le cardinal Ruffo et le chevalier Micheroux, le capitaine Foote, le capitaine Belle et Achmet Bey, au nom de leurs souverains respectifs. Le 21, le général Mejean en envoya de Saint-Elme la ratification, qui donnait force de loi au traité. Cette horrible guerre civile était donc terminée.

On procéda sur-le-champ à l'exécution de la capitulation, pendant que le cardinal, soutenu principalement en cela par les troupes russes, faisait tout ce qui dépendait de lui pour rétablir le calme et la paix dans la ville. Les châteaux furent ouverts le 23 juin aux officiers des alliés chargés de faire l'inventaire des armes et du matériel; une partie de la garnison fut embarquée sur les navires déjà présents dans le port (1); d'autres transports devaient arriver le lendemain de Procida.

Mais un événement funeste et inattendu allait se produire; pour le bien comprendre, il faut que nous jetions un regard en arrière, sur la situation de la cour à Palerme.

Quelque favorables qu'eussent été dans les derniers temps les nouvelles du continent, les inquiétudes n'avaient pas cessé un seul instant à Palerme. Nous avons déjà parlé de la malveillance d'Acton à l'égard de Ruffo, ainsi que du peu de cas que Nelson faisait de ce dernier. La prière même adressée au Roi par le cardinal de venir à Naples avec la flotte anglaise ne put modifier le jugement de ces deux hommes. L'amiral, sans doute, aurait été séduit par la pensée de replacer de sa propre main le Roi sur le trône : « Mais cela ne

(1) Rapports du consul de Prusse au ministre Haugwitz. Je mentionne cette circonstance parce que Nelson a attaché plus tard une grande importance à soutenir que, lors de son arrivée, l'exécution du traité n'avait pas encore commencé.

se peut pas, écrivait-il à Troubridge, car si les lazzaroni, comme on doit s'y attendre, se soulèvent en sa faveur dès que nous paraîtrons, il faudra absolument qu'il se mette à leur tête, et il ne s'y décidera jamais. » En effet, il ne coulait pas une goutte de sang héroïque dans les veines de ce faible prince. C'est avec un mélange de sentiments contradictoires qu'il attendait le dernier combat qui allait se livrer pour sa capitale; il craignait que ses partisans n'éclatassent avec trop de précipitation; il redoutait des deux parts d'effroyables cruautés, peut-être aussi une nouvelle défaite de son parti, et la possibilité de la destruction de cette superbe ville. Enfin arriva la nouvelle inquiétante de l'apparition de la flotte française dans la Méditerranée, sur quoi Nelson, malgré toute son ardeur pour la restauration de Ferdinand, prit la mer le 20 mai, en vue de provoquer une bataille avec son principal ennemi. Mais on apprit bientôt que Bruix s'était d'abord tourné vers Toulon et Gênes, et Nelson rentra le 29 à Palerme. Là-dessus le Roi prit enfin une résolution. Il adressa le 10 juin à l'amiral une longue lettre, dans laquelle il lui exposait ses craintes, lui annonçait son désir d'envoyer le prince royal à Naples avec toutes les troupes qui ne seraient pas nécessaires en Sicile, et le conjurait de prêter à cette entreprise l'appui de sa flotte et sa coopération personnelle. Par là seulement, disait-il, l'apparition du prince pourrait intimider assez fortement les rebelles pour prévenir le malheur indicible d'une prolongation de la guerre civile. Nelson, avec son expérience militaire, devait non seulement se tenir à côté du prince et l'aider de ses conseils, mais faire prévaloir partout son autorité et prononcer le mot décisif. Le roi joignit à cette lettre une copie des instructions qu'il donnait aux officiers de l'expédition, ainsi qu'aux commandants qui se trouvaient sur le continent. Il y était dit que les royalistes de la capitale ne devaient éclater qu'après l'arrivée de la flotte anglaise, que le cardinal Ruffo, informé du départ de Nelson, devait paraître alors, et occuper seul la ville avec ses troupes. Toutes les mesures militaires et politiques devaient être concertées entre le prince royal et Nelson, de telle sorte cependant que l'opinion de ce dernier fût toujours décisive. L'appel à la soumission devait être formulé dans le même sens que la proclamation royale du 29 avril; on pouvait donc, en négociant avec les Français de Saint-Elme, de Capoue et

de Gaëte consentir au libre départ des rebelles et de leurs chefs, si cela devait hâter la conclusion. Toutes les dépenses pouvant conduire à ce but étaient permises au prince royal. Tous les actes de grâce et de clémence étaient réservés au Roi, à l'exception de ceux qui auraient déjà été stipulés dans la capitulation (1). En un mot, un ardent désir de la paix remplissait l'âme du souverain si rudement éprouvé. Les circonstances étaient favorables; mais il ne fallait ni perdre un instant ni négliger un moyen. Déploiement de force, persuasion, corruption, amnistie, tout était permis pour arriver au but et terminer promptement l'œuvre commencée. Le Roi approuvait d'avance toute capitulation, quelque douces qu'en fussent les conditions.

La Reine Caroline n'approuvait pas cette politique. Après les conspirations de 1794 et de 1798, après les constantes et coupables liaisons des démocrates napolitains avec les ennemis du dehors, après les faits inouïs du 31 janvier, elle était d'avis qu'il fallait sévir rigoureusement, au moins contre les chefs et les principaux acteurs de la rébellion, sous peine de voir le mal se renouveler à la première occasion. Quant à Nelson, il pensait accomplir un devoir envers Dieu et envers les hommes en écrasant la vermine jacobine partout où il la rencontrait. Cependant la résolution du Roi était prise, et le prince royal, le ministre Acton et les deux Hamilton montèrent le 13 juin à bord du vaisseau-amiral anglais. Mais un retard se produisit encore. L'amiral Keith, qui commandait en chef, leur donna avis le lendemain que des mouvements menaçants avaient lieu sur la flotte française, et Nelson revint débarquer ses hôtes, afin de diriger sa flotte contre les Français. Puis, ayant reçu le 20 un contre-ordre de lord Keith, il reparut le 21 devant Palerme, embarqua en hâte les deux Hamilton, et repartit sans attendre ni les troupes, ni le prince royal, ni le ministre. On voit qu'il lui importait avant tout d'avoir pleine liberté d'action à Naples.

Le 23 juin, en pleine mer, et environ à moitié route entre Palerme et Naples, il fut informé (2) qu'une trêve avait été con-

(1) *Diaries and correspondence of George Rose*, I, 131. Rose a sans doute reçu ce précieux document de lady Hamilton. Il dément complètement ce qu'a prétendu Nelson, que Ruffo, dans la capitulation, avait outrepassé ses pouvoirs.

(2) Vraisemblablement par une chaloupe canonnière sicilienne que rencontra la flotte. *Livre de loch du vaisseau-amiral*, publié par Nicolas, III, 508.

venue devant Naples, qu'une négociation était engagée en vue d'ouvrir les forts si aucun secours ne paraissait avant trois semaines, et que, en ce cas, libre sortie était accordée aux rebelles. Nelson s'indigna hautement d'une telle infamie, et envoya sur-le-champ un fin voilier à Palerme, avec des lettres par lesquelles les Hamilton suppliaient la Reine de se prononcer promptement sur un acte si coupable. D'après l'avis qu'il avait reçu, Nelson pensait que la négociation était toujours pendante, et qu'aucun traité n'avait encore été conclu. Dans cet espoir, il écrivit une suite d' « observations », par lesquelles il exposait que l'arrivée de sa flotte changeait complètement la situation au préjudice des rebelles, que toute possibilité de résistance et tout espoir de secours disparaissaient pour eux, qu'il n'y avait lieu, par conséquent, de leur accorder ni la libre sortie ni un délai de trois semaines, et qu'il fallait, au contraire, exiger d'eux une entière soumission. Il fut encore fortifié dans sa conviction lorsque, le 23 juin, il vit de loin le drapeau de la trêve flotter sur le vaisseau de Foote aussi bien que sur les forts. Il fit immédiatement signe de l'enlever, et mit la flotte à l'ancre devant la ville, dans un formidable ordre de bataille. Mais bientôt le capitaine Foote parut sur le vaisseau-amiral, pour présenter ses devoirs à son chef et lui rendre compte des derniers événements. Nelson apprit alors que ce n'était plus une trêve qui se négociait, mais un traité formel et légal à tous égards. Toutefois, ou il ne comprit pas très bien la différence, ou elle ne fit pas sur lui la moindre impression. Il resta amical à l'égard de Foote, tout en persistant à condamner le traité. « Je ne révoque en doute ni votre zèle ni votre bonne volonté, dit-il au capitaine, mais vous vous êtes laissé tromper par un indigne coquin, par ce cardinal qui cherche à former ici un parti hostile à son roi. » Il demanda à Foote les termes exacts du traité, et le capitaine put lui remettre immédiatement la copie d'un premier projet de capitulation, dans lequel tous les articles étaient déjà littéralement indiqués, mais qui n'était signé que par les chefs des alliés et n'avait pas, par conséquent, le caractère d'une rédaction définitive (1). Nelson joignit cette pièce à ses « observations », et envoya le tout à Palerme, en se plaignant amèrement de la

(1) Publié par Palumbo, p. 76 et s. Voir les deux textes dans Nicolas, *Dispatches*, III, 486 et s.

légèreté et de la malice du cardinal. Il fit sur-le-champ dire à ce dernier, par Hamilton, qu'il désapprouvait complètement la capitulation dont Foote lui avait donné connaissance, et qu'il lui envoyait les capitaines Ball et Troubridge qui lui expliqueraient quelles étaient ses intentions à cet égard. Les deux capitaines remirent en outre au cardinal deux proclamations de Nelson, en chargeant Ruffo de les faire parvenir à leur adresse : l'une sommait les Français de Saint-Elme de se rendre dans les deux heures avec la libre sortie ; l'autre invitait les démocrates à se mettre sans délai et sans conditions à la merci du Roi. Une discussion, toujours polie mais très vive, s'engagea à cet égard entre Ruffo et les deux officiers. Le cardinal protesta résolument contre toute violation du traité, lequel avait été conclu très légalement, en vertu de pleins pouvoirs du Roi ; il refusa non moins résolument d'envoyer les proclamations, et lorsqu'enfin Troubridge lui demanda sans détours s'il voulait soutenir l'attaque de Nelson contre les forts, il déclara tout aussi nettement qu'il ne lui prêterait l'appui ni d'un homme ni d'un canon.

Le cardinal ne pouvait se résoudre à admettre qu'il y eût là autre chose qu'un malentendu, et peut-être un peu de colère de la part de Nelson, de ce qu'on n'avait pas, conformément aux ordres du roi, différé la prise de la ville jusqu'à son arrivée. Pour faire cesser toute équivoque, il se rendit en personne chez l'amiral le 25 juin ; il y fut reçu avec de grands honneurs, mais il reconnut alors que les choses étaient bien plus graves qu'il ne l'avait pensé. Lorsqu'il exposa que la force des événements l'avait forcé à se décider plus promptement que nul ne l'avait prévu, Nelson ne dit pas un seul mot, ni pour l'approuver ni pour le combattre ; mais il lut ensuite ses observations au cardinal, et appuya sur la situation nouvelle créée par la présence de sa flotte. Il ne pouvait naturellement faire par là la moindre impression sur Ruffo, car l'arrivée de la flotte, quelque grande qu'eût été son importance avant la conclusion du traité, ne pouvait avoir un effet rétroactif maintenant que le traité était conclu. Ici Hamilton vint au secours de l'amiral, en disant qu'un Roi ne traitait pas, et ne pouvait traiter, avec des sujets rebelles ; ce à quoi Ruffo répondit sèchement : « Il peut être bon de ne pas traiter ; mais, une fois qu'on l'a fait, le devoir exige qu'on reste fidèle à sa parole. » Et comme Nelson se rangeait à

l'opinion de Hamilton, Ruffo coupa court à l'entretien et déclara qu'avant de prendre une résolution définitive il devait consulter les représentants des puissances alliées (1). Lorsqu'il rentra dans la ville, il la trouva en proie à une menaçante agitation. Au mépris de sa proclamation du 15 juin, les bandes soumises à l'influence anglaise, les compagnons de Mammone et de Fra Diavolo, qui n'avaient jamais servi sous Ruffo, mais avaient reçu argent et conseils de Troubridge, s'étaient de nouveau répandus dans tous les quartiers, pillant, arrêtant, déchirant l'édit du cardinal, et traitant celui-ci lui-même de Jacobin déguisé. Par bonheur pour Ruffo, il avait pour lui le solide attachement de ses Calabrais, qui, au premier signe, tombèrent sur cette canaille, tuèrent sur place quelques-uns des plus bruyants agitateurs, et rétablirent l'ordre en peu de temps. Tout aussi formelle fut l'opinion de Micheroux, de Belle et d'Achmet, qui, le jour même, adressèrent à Nelson une protestation collective, le rendant responsable devant Dieu et devant les hommes de la violation de la capitulation, crime épouvantable contre le droit des gens (2). Ruffo, de son côté, déclara par écrit à Nelson que, s'il cherchait à entraver l'exécution du traité, lui, le cardinal, replacerait l'ennemi dans la situation où il se trouvait avant la capitulation, ferait sortir l'armée royale de la ville pour la ramener dans ses anciennes positions, et laisserait à l'amiral le soin de dompter les rebelles.

Les Anglais ne s'étaient pas attendus à tant de fermeté. Elle leur fut très désagréable, car les soldats de la flotte n'étaient pas suffisants pour vaincre l'ennemi, et l'on n'avait pas encore de réponse de Palerme; ils résolurent donc de temporiser, et d'arriver au but par des chemins détournés. Le 26 juin, Ruffo, à sa grande surprise et à sa grande joie, reçut de Hamilton l'avis (3) que Nelson promettait de ne rien entreprendre de contraire au traité. Bientôt après, une lettre de l'amiral vint assurer de nouveau (4) que Nelson ne voulait en aucun cas violer le traité conclu par le cardinal,

(1) Les deux comptes-rendus de cet entretien, celui de Nelson dans une lettre à lord Keith et celui de Ruffo dans Sacchinelli, se complètent sans se contredire.

(2) Reproduite textuellement par Sacchinelli.

(3) Reproduit par Sacchinelli.

(4) Non datée, et placée à tort par Nicolas à la date du 28. Dans les premières lignes, Nelson se réfère à la lettre de « ce matin », de Hamilton.

et désirait, au contraire, une entente énergique pour l'investissement du fort Saint-Elme, le dernier point que les Français occupassent encore. Le cardinal respira en recevant ces lignes, confirmées encore par Ball et Toubridge, verbalement d'abord, et ensuite par écrit, bien qu'ils refusassent de signer leur attestation (1). Des troupes anglaises et napolitaines prirent alors possession définitive des deux châteaux, le fort de l'Œuf et le Château neuf; l'embarquement de la garnison, suspendu depuis le 24, recommença, ainsi que celui des républicains réfugiés dans les forts, autant du moins que le permettaient les navires dont on disposait, et les émigrants pensaient mettre à la voile très prochainement. Le 27 juin, Hamilton écrivit de nouveau au cardinal qu'ils n'avaient tous qu'un désir, celui de travailler pour le Roi; que ce désir, à la vérité, s'affirmait de diverses manières suivant les caractères, mais que maintenant, grâce à Dieu, tout marchait bien, et que Nelson s'applaudissait de s'être décidé à soutenir l'excellent cardinal par tous les moyens possibles. La paix et l'entente étaient donc rétablies de tous côtés; mais combien de temps cela devait-il durer?

Dans la matinée du 28 juin, les Hamilton reçurent de Palerme la réponse si impatiemment attendue à la lettre du 23, par laquelle ils avaient annoncé qu'une négociation était pendante relativement au libre départ des rebelles. Il résulte positivement de la date aussi bien que de la teneur de la lettre de la Reine, qu'elle n'avait reçu jusque-là aucun avis de la conclusion du traité ni du détail de ses stipulations. Le cardinal, disait-elle, n'avait rendu compte des événements que jusqu'au 21, et encore d'une manière très superficielle. Elle examinait comme une question encore pendante s'il serait sage d'abord de conclure un traité, et ensuite d'y stipuler la liberté du départ, et ici elle concluait vivement et péremptoirement pour la négative. Elle avait été témoin, disait-elle, de l'horrible trahison de la dernière guerre; elle avait vu la honteuse dissolution de l'armée, la reddition sans combat de Gaëte et de Capoue, l'appui prêté aux Français contre les lazzaroni par les démocrates de Saint-Elme; elle relevait ce fait que les démocrates

(1) Fac-similé de l'attestation dans Sacchinelli. Du reste, les rusés officiers anglais furent prudents dans leur déclaration. Ils attestaient l'empressement de Nelson à permettre l'embarquement des rebelles, que l'amiral désirait en effet, comme nous le verrons bientôt, mais ils évitaient de parler du départ des Jacobins.

avaient continué à combattre, en dépit d'un pardon général et réitéré, que, le 16 encore, en pleine négociation de paix, ils avaient violé la trêve par une attaque nocturne. « Il est impossible, s'écriait-elle, que je négocie de bon cœur avec cette canaille rebelle! » Elle déclarait donc qu'il fallait exiger des révoltés une soumission absolue, et la faire suivre d'un châtiment sévère, la mort pour les instigateurs et les chefs, le bannissement pour leurs coopérateurs actifs, fussent-ils au nombre de mille. La Reine demandait ensuite l'abolition des corporations de la capitale, qui avaient été le véritable siège de la rébellion, et l'abrogation de l'ancienne juridiction aristocratique, afin d'affranchir de l'esclavage un peuple qui avait replacé son Roi sur le trône, tandis qu'une noblesse déloyale avait voulu l'en précipiter : « Sans cela, disait-elle, le Roi ne serait pas sûr de régner six mois. — Ce qu'il nous faut, concluait-elle, c'est de la fermeté, de la force, de l'énergie et de la sévérité. Dites à Nelson qu'il peut traiter Naples comme si c'était une ville rebelle de l'Irlande. »

Nelson respira lorsqu'il lut ces lignes. Il crut enfin pouvoir agir selon ses propes idées, sans crainte d'être démenti, d'autant plus qu'il possédait maintenant les moyens matériels nécessaires pour cela. Tant que les démocrates auraient été dans leurs forts, il n'aurait rien pu contre eux sans le secours de Ruffo; il n'avait donc promis sur sa parole à ce dernier de respecter le traité que pour que le cardinal continuât à embarquer les ennemis. C'était fait maintenant, les navires de transport étaient sous le feu des canons de sa flotte, et il était ici le seul maître de la mer. Dès le 28, en dépit de la capitulation légale comme en dépit de sa promesse renouvelée la veille encore, il fit enchaîner et jeter les principaux traîtres dans la quille de ses vaisseaux de ligne, s'opposa au départ des autres, et envoya des estafiers dans le pays pour arrêter l'amiral Caracciolo qui lui était particulièrement odieux. Celui-ci, lié et maltraité, fut amené dans la matinée du 29 juin sur le vaisseau-amiral de Nelson; un tribunal de guerre fut immédiatement formé, et la sentence de mort qu'il prononça fut exécutée le jour même dans l'après-midi, sur l'ordre de Nelson, sans égard pour la parole du Roi qui s'était réservé le 10 juin le droit de faire grâce aux coupables. De légers navires partaient maintenant presque chaque jour pour Palerme, pour y rendre compte de ce qui se passait, et, en même temps, pour presser le Roi de paraître aussi promptement

que possible dans sa capitale. Le capitaine Foote notamment se rendit en Sicile à cet effet, et mit sa frégate à la disposition du Roi.

Cependant, on avait reçu à Palerme les plaintes contre Ruffo adressées par Nelson aussitôt après son arrivée, le 24 juin, ainsi que la copie du projet de traité envoyée par le capitaine Foote. La Reine en éprouva de nouveau une violente colère, et couvrit le papier de notes marginales dictées par l'indignation. « Si par un miracle du ciel, écrivit-elle, il ne survient pas un événement qui annule le traité, je me considérerai comme déshonorée. Cette infâme capitulation, si elle a lieu, sera pour moi un coup plus rude et plus douloureux que la perte de mon royaume. » Elle conservait donc encore le faible espoir que Nelson aurait empêché le cardinal de conclure définitivement ; le 27 juin, le Roi écrivit dans le même sens à Ruffo, lui disant que les observations de Nelson étaient sages et chrétiennes, et que lui, le Roi, considérait comme impossible que le cardinal ne s'y fût pas rangé immédiatement. Le ministre Acton, dans sa haine, fit même un pas de plus. Il sut démontrer au Roi combien il serait opportun, maintenant que la présence de Nelson rendait le cardinal inutile à Naples, de l'appeler à Palerme afin de lui faire rendre compte en détail des événements passés, et de se concerter avec lui sur les mesures nécessaires pour l'avenir. Le Roi ne fit à cela aucune objection; mais Acton donna presque la forme d'un mandat d'amener à son invitation, en envoyant à Naples à trois généraux l'ordre de conduire le cardinal, avec tous les égards possibles, sur un vaisseau de guerre que désignerait Nelson et qui l'amènerait à Palerme (1). Partageant l'opinion de toute la cour, qui était que la révolution avait été l'œuvre de la noblesse mécontente, il pensait que le cardinal voulait tout au moins placer la royauté restaurée sous la surveillance des classes aristocratiques, s'il ne tendait pas même, après l'éloignement des Jacobins, à mettre son propre frère, François Ruffo, sur le trône de Naples (2). Sur ce point cependant, comme il ne s'agissait plus de l'anéantissement des Français et de leurs compagnons d'armes, les Anglais furent

(1) Voir les notes marginales de la reine dans Palumbo, p. 76 et s., et les lettres du roi et d'Acton dans Rose.

(2) Ceci est rapporté par Sacchinelli; les rapports de l'ambassade russe à Palerme sont également remplis de données sur les menées inquiétantes du cardinal et de la noblesse du continent (on en trouve de longs extraits dans Miliutin).

plus prudents que le ministre courroucé. Nelson et Hamilton comprirent quel immense scandale causerait l'arrestation du cardinal; il leur suffisait d'avoir empêché la capitulation malgré la résistance de Ruffo, et ils se bornèrent à envoyer son frère comme otage à Palerme.

Le 2 juillet, les souverains reçurent la triple nouvelle de l'annulation du traité, de l'arrestation des démocrates, et de l'exécution de Caracciolo. Ce ne fut qu'alors que l'état des choses fut complètement connu à Palerme. La violation de la capitulation causa bien quelque inquiétude au Roi; il résolut de se rendre à Naples comme l'y engageait Nelson; mais, au grand chagrin de la Reine, il décida qu'elle resterait à Palerme, de peur que sa vue ne troublât la joie et les fêtes de sa réception; Acton et quelques autres dignitaires devaient seuls l'accompagner. Bien qu'il désapprouvât les conditions de la capitulation, il voulait pourtant s'en entretenir avec le cardinal avant que le sort des insurgés fût décidé (1). « Je veux espérer, écrivait la reine à lady Hamilton le 2 juillet, qu'on arrivera à s'entendre avec le cardinal; mais je prévois des orages, et alors je serai fort à plaindre. » Acton était du même avis; le Roi fut donc si bien travaillé durant la traversée, qu'il n'entra pas dans la capitale, mais resta sur le vaisseau-amiral de Nelson, loin, par conséquent, de toute influence étrangère. Cependant Ferdinand manda aussitôt le cardinal à bord, et, après avoir écouté tous ses arguments en faveur de la validité de la capitulation, il déclara que, selon lui, une parole donnée devait toujours être tenue; mais il demanda à entendre aussi les raisons des Anglais. Hamilton répéta qu'un roi ne traitait pas avec ses sujets, et qu'un tel traité était toujours sans valeur. Quant à Nelson, il tourna tout son courroux contre les Français, et les Jacobins leurs amis; ces criminels, disait-il, étaient incorrigibles; il fallait les exterminer radicalement, sous peine de voir leur infernale méchanceté causer encore plus de mal à la première occasion, et leur impunité augmenter le nombre de leurs partisans. En présence de cette énergie passionnée, le Roi n'osa plus faire aucune résistance; il accepta le

(1) D'après Cuoco, la Reine aurait dit également que l'on n'aurait pas dû conclure la capitulation, mais que, du moment qu'on l'avait conclue, on devait y rester fidèle. Dans la bouche d'un ennemi si ardent, un tel témoignage est digne de foi; malheureusement, la lettre écrite le 2 juillet par la Reine à lady Hamilton lui laisse peu de vraisemblance.

parjure comme un fait accompli, et laissa libre cours à ses conséquences dans le sens désiré par Nelson.

Pendant ce temps, le fort Saint-Elme capitulait, ainsi que les forteresses de Capoue et de Gaëte, et tou le royaume rentrait ainsi sous la domination royale, tandis que des ordres partaient du vaisseau-amiral, en vue de la nouvelle organisation de l'État reconquis et des poursuites à exercer contre les révolutionnaires traîtres à leur Roi. Le cardinal se vit enlever le titre de vicaire général et d'*alter ego;* puis, après la dissolution du ministère formé par lui, il fut nommé président d'une nouvelle administration suprême, soumise cependant en tous points au ministère résidant à Palerme. D'après le désir de la Reine, les conseils municipaux de la capitale et les tribunaux des barons furent abolis, et remplacés par des employés royaux. La cour suprême nommée par Ruffo avait déclaré comme lui que la capitulation excluait toute poursuite judiciaire contre les délits politiques, à moins que ceux-ci n'eussent servi de prétexte à des crimes ordinaires; elle fut immédiatement dissoute et remplacée par une junte nationale, dont Speciale, le zélé disciple de Troubridge, fut nommé membre, et où il devait jouer un rôle odieux. Nous ne saurions entrer ici dans les détails de ces tristes procès; qu'il nous suffise de faire parler les chiffres. Le nombre des accusés s'éleva peu à peu jusqu'à huit mille, sur lesquels quatre-vingt-dix-neuf subirent la peine de mort, deux cent vingt-deux furent condamnés à une captivité perpétuelle, trois cent vingt-deux à une courte détention, deux cent vingt-huit à la déportation, et soixante-sept au bannissement ; les autres furent rendus à la liberté vers la fin de l'année.

Quelque terribles que soient ces chiffres, il est évident que ce n'est pas là le plus odieux côté de cette tragique catastrophe, et, après les scènes de meurtre de l'Irlande, les hécatombes du tribunal révolutionnaire et les exécutions en masse de l'Egypte, les Anglais et les Français sont moins que personne en droit de jeter ici la pierre au gouvernement napolitain. Le vrai point noir des événements de Naples est et restera la violation impudente d'une capitulation officiellement conclue, et il est avéré maintenant d'une manière authentique que la faute doit en être exclusivement imputée à l'amiral anglais, et non aux souverains napolitains. Plus est triste le spectacle offert par ces derniers, plus nous sommes révol-

tés de l'incapacité stupide de Ferdinand et de la passion sauvage de Caroline, plus la justice exige que nous ne les condamnions pas pour un crime commis par Nelson, bien longtemps avant qu'ils en eussent connaissance. Sur la Reine pèsera toujours le reproche d'avoir salué la déloyauté avec joie une fois qu'elle a été commise, et le Roi nous fait pitié par la faiblesse qui l'empêcha de défendre, en face de l'amiral redouté, un traité conclu en vertu de pouvoirs donnés par lui. Mais les vrais coupables, les auteurs et les perpétrateurs du crime ne furent ni les souverains offensés par les rebelles, ni les compatriotes victorieux des victimes; ce furent Nelson et Hamilton, qui joignirent ici, dans un seul acte, l'illégalité à la ruse et à la cruauté. Au Parlement anglais, Fox prononça d'impuissantes paroles de blâme; pour ce qui concernait les ministres, lord Spencer se contenta de dire froidement que Nelson avait certainement été mû par des motifs nobles et purs, et lord Grenville déclara épigrammatiquement que si Ruffo avait eu des raisons louables pour conclure le traité, Nelson en avait eu de meilleures encore pour le rompre. Le peuple anglais continua à acclamer son héros favori; seul entre tous, le vieux Roi George lui témoigna un irréconciliable mécontentement.

Sept semaines donc après le départ de Macdonald, l'édifice républicain élevé à Naples par les Français était renversé, pour le plus grand malheur de tous, de ceux qui avaient pris part à sa fondation comme de ceux qui le détruisirent. Suivons maintenant Macdonald dans le nord, et voyons quel sort l'y attendait au moment même où tombait la République parthénopéenne.

CHAPITRE IV

BATAILLE DE LA TREBBIA

Ce n'était pas pour le général Macdonald une entreprise facile que celle de sauver et de restaurer la cause française en Italie. Chaque jour il lui fallait se frayer le chemin à travers des troupes d'insurgés qui l'entouraient ou lui barraient le passage. Partout il

trouvait le peuple en proie à une agitation hostile, partout ses hommes devaient repousser l'attaque de bandes armées, et parfois recourir à la force pour traverser des localités révoltées; ce n'était qu'avec des peines infinies qu'il pouvait se procurer dans ces provinces épuisées la nourriture nécessaire à ses hommes et à ses chevaux. Ce qui s'était passé à Naples se renouvela sur le territoire de la République romaine, où le général Garnier avait grand'peine à rassembler ses petites garnisons. Macdonald y réunit à son armée quelques milliers d'hommes, et en laissa cinq mille pour occuper Ancône, Rome et Civita-Vecchia. La situation était la même en Toscane, malgré l'infatigable activité avec laquelle les généraux Gauthier et Montrichard résistaient à la menaçante fermentation des masses populaires. Lorsque Macdonald arriva à Florence, le 25 mai, Lucques était en révolte ouverte, et le général français n'osa pas perdre son temps et ses forces à la réprimer. L'adjonction des deux divisions que nous venons de nommer portait son armée à vingt-neuf mille hommes; de plus, Moreau avait envoyé à sa rencontre dans la Rivière de Gênes, jusqu'à Sestri, la division Victor, forte de six mille sept cents hommes, laquelle devait soutenir par la vallée du Taro ses opérations contre la ligne du Pô. Macdonald, de son côté, fit avancer jusqu'à Spezzia la division polonaise Dombrowsky, et, le 29 mai, il entra sur le territoire de Lucques avec le gros de ses forces. La ligne de jonction entre les deux armées françaises était assurée par là : depuis que Suworoff s'était tourné vers Turin, comme il a été rapporté plus haut, il ne se trouvait plus un seul ennemi entre les troupes de Moreau et celles de Macdonald, qui, réunies, pouvaient s'élever à cinquante-cinq mille hommes environ. Il est certain que cette force leur donnait la possibilité de frapper un coup écrasant, et peut-être décisif. Lucques et Gênes se trouvent à environ vingt lieues de distance l'une de l'autre; ils pouvaient donc en peu de jours agir de concert sur le même champ de bataille, et opposer à l'ennemi une menaçante supériorité.

Les alliés, il est vrai, avaient en Italie un nombre presque double de soldats; mais, par suite des derniers ordres de Vienne, ces soldats étaient dispersés sur une foule de petits postes, depuis le lac de Garde jusqu'aux Apennins, et une attaque soudaine de l'ennemi, avec toutes ses forces, aurait pu avoir les plus graves

conséquences. Suworoff, qui était à Turin avec vingt et un mille hommes, en avait réparti seize mille autres en plusieurs petits détachements, les uns pour bloquer les citadelles d'Alexandrie et de Tortone, les autres pour surveiller Moreau à Acqui, Ceva et Coni. A trente lieues plus à l'est, Kray cernait avec vingt mille hommes la ville de Mantoue, si ardemment convoitée à Vienne, et était sur le point d'en sérieusement commencer le siège; au sud de cette place, Ott, avec sept mille quatre cents hommes, surveillait près de Reggio les passages de l'Apennin toscan, et, à dix lieues plus à l'est, Klenau était à Ferrare avec quatre mille cinq cents hommes. Enfin, une troisième masse de vingt-six mille hommes était au pied des Alpes, à plus de vingt lieues au nord de Turin et de Mantoue; elle se composait du général Bellegarde, qui se tenait avec dix mille hommes à Bellinzona, attendant l'ordre de marcher vers l'Italie, et du général Haddick, qui avait divisé ses seize mille hommes en trois détachements, sur le Saint-Gothard et le Simplon, et dans la vallée d'Aoste. On voit, d'après ces distances, que les Français pouvaient réunir cinquante mille hommes sur le point décisif dans le même espace de temps que les alliés trente mille. Le désavantage de cette situation était encore augmenté pour Suworoff par l'incertitude dans laquelle il se trouvait relativement à la marche de l'ennemi. Trois grandes éventualités se présentaient. Moreau pouvait se borner dans la Rivière à l'occupation de Gênes, diriger vers Spezzia et conduire à Macdonald tout ce qu'il avait de troupes disponibles, traverser ensuite les Apennins, se jeter sur le général Kray avec une masse supérieure, débloquer Mantoue, et prendre sur les derrières de Suworoff la plus menaçante des positions. Ou bien, au contraire, Moreau pouvait appeler toute l'armée de Macdonald à lui sur la côte génoise, pénétrer de là en Piémont comme Bonaparte l'avait fait trois ans auparavant, et porter directement le coup mortel à Suworoff lui-même. Dans l'un comme dans l'autre cas, la jonction des deux armées s'effectuait au sud des Apennins, à l'abri de la montagne, protégée par la flotte française que commandait l'amiral Bruix, et les Français n'engageaient le combat qu'avec la totalité de leurs forces. Enfin, une marche tout opposée était encore possible : l'Apennin pouvait être franchi par Macdonald à l'est, et par Moreau à l'ouest, et la jonction des deux armées s'opérer

ensuite, en vue même de l'ennemi, sur un point central, tel que Plaisance ou Tortone; il était vraisemblable alors que leur adversaire, serré par eux, se trouverait pris entre deux feux, à moins qu'il ne les battît séparément avant leur jonction. Suworoff ne pouvait songer à se préparer avec une égale certitude à faire face à ces trois éventualités; sa situation était donc aussi tendue et pénible que possible. Il s'agissait pour lui de deviner les intentions de ses adversaires, et de montrer lui-même cette justesse de coup d'œil qu'il avait si souvent recommandée à ses généraux, comme aussi nécessaire que la hardiesse et le courage.

Dans les premiers jours de juin encore, il pensait que Moreau amènerait par eau une partie de ses troupes à Sestri et à Spezzia, pour se réunir là à Macdonald; mais il n'avait aucune idée de la force de ce dernier. Il ne pouvait croire que les Français eussent tout à fait abandonné Naples; il parlait avec un souverain mépris des troupes de Macdonald, disant qu'il sortirait de là quatre mille hommes peut-être, mais, tout au plus, dix mille (1). Il se contenta donc, pour le moment, de donner au général Ott, qui était à Reggio, l'ordre de marcher vers Pontremoli et Sarzana, pour empêcher la jonction des deux armées françaises. Bientôt après, il écrivit encore de sa main à Ott qu'il ne pouvait rien faire de mieux que de serrer de près les deux généraux français et de les jeter dans la mer (2). S'il avait exécuté cet ordre, Ott et ses huit mille hommes auraient évidemment couru à une mort certaine, rien qu'en affrontant Macdonald; mais Suworoff modifia à temps ses idées. Le 7 juin, il annonça à l'Empereur Paul que Macdonald avait ordre de se rendre à Gênes par mer, et que toute l'armée française dirigerait ensuite son attaque directement sur Turin. En conséquence, il resta immobile dans cette ville avec son corps principal, et envoya plusieurs petits détachements en observation sur les passages occidentaux des Apennins. Bientôt cependant il changea encore une fois d'opinion. Il resta toujours convaincu que le coup principal partirait de Gênes, mais ce ne fut plus Turin, ce furent Alexandrie ou Tortone, situées plus à l'est, qu'il crut en être le but. Le comte Bellegarde était arrivé le 8 juin à

(1) Voir ses calculs à ce sujet dans le *Journal militaire autrichien*, 1818, I, 170.
(2) *Journ. milit. autr.*, 1812. 2e édition, II, 333. Tout ce qui suit résulte des dépêches publiées par Miliutin.

Alexandrie; mais déjà Suworoff avait reçu de nouveaux avis sur la force de l'ennemi; le 9, il résolut de réunir le plus promptement possible toutes ses forces disponibles, et de se diriger lui-même de ce côté à marches forcées, ne laissant pour poursuivre le siège de la citadelle de Turin que le général Kaim avec huit mille hommes. Le général Ott fut également appelé de Reggio à Tortone; le général Kray lui-même reçut du feld-maréchal l'ordre de ne laisser à Mantoue que quelques détachements de cavalerie, et de se diriger en toute hâte vers Alexandrie, en passant par Crémone et Pavie. « Avec l'aide de Dieu, lui disait Suworoff, j'espère battre l'ennemi; il me sera agréable, mon vaillant ami, de vous devoir une partie de la victoire. » C'était une résolution absolument semblable à celle que le général Bonaparte avait prise à Castiglione, c'est-à-dire le sacrifice de toute considération accessoire pour assurer le succès sur le point principal et décisif. Mais Kray ne voulut pas y souscrire. Il était avant tout enchaîné à Mantoue de la manière la plus rigoureuse par des ordres venus directement de Vienne. De plus, il avait reçu depuis plusieurs jours déjà la nouvelle de l'apparition des Français dans les vallées orientales des Apennins, et, craignant que leur attaque ne s'adressât à lui-même, il avait envoyé cinq mille hommes en reconnaissance au delà du Pô, du côté de Modène. Dans ces circonstances, partir pour Alexandrie lui eût paru insensé; il se contenta de promettre au feld-maréchal un petit renfort de deux régiments de cavalerie. Là-dessus, Suworoff prit, le 13 juin, une mesure dernière, et, pour ainsi dire, désespérée. Il envoya au général Haddick l'ordre de renoncer à la lutte poursuivie jusque-là avec une sanglante énergie en vue de s'emparer du Saint-Gothard, d'abandonner également une attaque qui venait d'être entreprise contre le haut Valais, et de conduire sans délai et à marches forcées ses brigades à Alexandrie, après avoir fait venir le général Hotze pour occuper le Saint-Gothard. C'était toujours le même motif, excellent en soi, le désir de concentrer toutes ses forces sur le point décisif, qui lui dictait ces ordres; mais l'exagération nuit au bien lui-même, et ici son irréflexion devait, comme nous le verrons bientôt, amener un malheur dont les conséquences s'étendirent au loin. Les événements d'ailleurs avaient déjà marché de telle sorte, que Haddick, en tous cas, serait arrivé trop tard

pour le grand coup. Il fut donc enlevé à la Suisse sans aucun profit pour l'Italie.

Il était évident aussi que Suworoff s'était complètement trompé dans la première de ses suppositions, celle qui avait servi de base à toutes ses mesures. Le plan de Moreau n'était nullement d'appeler Macdonald à Gênes pour tomber ensuite avec ses forces réunies sur Alexandrie ou même sur Turin. Moreau, à la vérité, avait fait son possible pour faire naître cette pensée chez son adversaire; il avait fait répandre au loin dans le pays le bruit que des renforts considérables étaient arrivés de France à Gênes; il avait fait tomber aux mains des postes ennemis des dépêches annonçant qu'un corps français, arrivé à Briançon, se disposait à passer les Alpes. Tout cela avait fortifié Suworoff dans sa conviction; mais, en réalité, Moreau s'était décidé pour la troisième des alternatives indiquées plus haut : il ne voulait chercher à se réunir à Macdonald qu'au nord des Apennins, c'est-à-dire sur un champ de bataille où l'ennemi, attaqué tout à la fois par devant et par derrière, ne pourrait, espérait-il, échapper à une entière destruction. Macdonald avait donc reçu l'ordre de donner quelques jours de repos à ses troupes, après la longue marche qu'elles avaient eu à fournir depuis Naples, puis de commencer ses mouvements le 9 juin, et de se diriger en droite ligne au delà des Apennins, sur Bologne, Modène et Reggio. Après avoir inspiré par là aux alliés la crainte qu'il n'attaquât Kray devant Mantoue, il devait se tourner tout à coup vers l'ouest, et marcher aussi vite que possible sur Tortone, par Plaisance et Voghera. D'après l'exact calcul des distances, Moreau devait franchir les Apennins à Gavi le 17 juin, arriver à Tortone en même temps que Macdonald, et provoquer là une action puissante et décisive.

Ce plan était encore une fois absolument contraire à la manière de faire de Bonaparte. A l'instar de ceux de Carnot, en 1794 et en 1796, il avait pour but l'investissement stratégique de l'ennemi; mais, en poursuivant la réunion très incertaine des deux armées pour une action commune, on les exposait au danger très assuré d'être battues séparément par les forces réunies de l'ennemi.

Macdonald n'hésita pas à agir selon qu'il lui était indiqué. Le 10 juin, la montagne était franchie; les soldats, divisés en quatre colonnes, se répandirent alors dans la vaste plaine du Pô par les

vallées du Panaro, de la Secchia et du Taro, et jetèrent au loin la terreur dans la Lombardie. Le comte Hohenzollern, qui s'était avancé jusqu'à Modène avec sa petite troupe, y fut attaqué le 12 par une division ennemie, et perdit la moitié de ses hommes; il ne fut préservé d'un investissement complet que par l'intervention de Klenau, et repassa le Pô avec le reste de son monde pour se retirer auprès de Kray. Le combat avait été chaud; Macdonald lui-même avait reçu à la dernière heure deux coups de sabre qui l'avaient grièvement blessé; mais les vainqueurs voyaient libre devant eux la route de Tortone, qui leur avait été indiquée par Moreau, car le général Ott, comme nous l'avons dit, avait été appelé par Suworoff de Reggio à Alexandrie, et était déjà arrivé à Voghera. Les Français avancèrent donc sans le moindre obstacle sur la vieille voie romaine, gagnèrent Parme, et n'étaient plus le 15 juin qu'à quelques lieues de Plaisance. Ces nouvelles tombèrent comme la foudre sur le quartier général russe. Le 12 encore, Suworoff était si ferme dans ses idées, qu'afin de rendre les subsistances plus faciles il avait transféré le général Rosenberg à Asti, avec une partie des troupes réunies à Alexandrie, c'est-à-dire à quelques lieues plus à l'ouest du point sur lequel se préparait le combat. Mais le 13 au soir, lorsqu'arriva la nouvelle de la défaite de Hohenzollern et de la marche rapide de Macdonald, le général russe reconnut avec une indéniable évidence combien toutes ses prévisions avaient été fausses et combien était redoutable le malheur qui le menaçait. Ici, cet opiniâtre vieillard montra de quoi il était capable. Le danger qu'il avait laissé s'approcher par une erreur de jugement doubla sa force de volonté. Il n'hésita pas un instant sur la résolution à prendre. La pensée de la retraite ne lui vint pas même à l'esprit. Il s'agissait d'user de témérité et de promptitude pour arrêter la marche de Macdonald et le battre aussi loin que possible à l'est de Tortone, car, plus on le laissait s'approcher de cette place, plus il devait être facile pour Moreau de prendre les alliés par derrière durant le combat. La seule circonstance heureuse dans cette situation était que Suworoff, ayant abandonné le 9 juin l'idée première que Turin était menacée par Moreau, avait réuni ses forces, non de ce côté, mais à Alexandrie, c'est-à-dire dix lieues plus près du point réellement menacé. Le 13 au soir, des courriers portèrent à toutes les divisions de l'armée

l'ordre de se mettre immédiatement en marche vers l'est, en ne laissant qu'une petite troupe devant la citadelle d'Alexandrie ; quant à Bellegarde, il se dirigea avec quatorze mille hommes entre cette ville et Novi, afin de protéger les derrières de l'armée contre l'arrivée probable de Moreau. Le général Ott n'avait pas attendu l'ordre du feld-maréchal ; à la première nouvelle de la défaite de Hohenzollern, il avait fait volte-face de son autorité privée, et était revenu en hâte à Plaisance ; là, il mit de son mieux la citadelle en état de défense, et, le 15, il prit position derrière le petit ruisseau de la Nura, pour arrêter le premier élan de l'ennemi. Le 15 également Suworoff, avec vingt-quatre mille hommes, quitta Alexandrie pour aller soutenir Ott. Bien que, pour lui aussi, le résultat ne tînt qu'à un fil, il montrait à ses hommes la plus grande confiance dans le succès. Il persistait à penser que les troupes de Macdonald étaient en grande partie composées de nouvelles recrues et de gens sans aveu, sur lesquels il était impossible de compter ; le 14 juin donc il exhorta ses divisions, par un chaleureux ordre du jour (1), à attaquer l'ennemi avec impétuosité, à employer surtout l'arme blanche, et à ne s'arrêter que quand tout serait renversé. Mais, tout en attaquant, on devait crier sans cesse : « Pardon ! mettez bas les armes ! rendez-vous ! » Ceci fut surtout ordonné aux Russes, et l'on espérait évidemment provoquer par là de nombreuses défections. C'était de nouveau déguiser la véritable situation. La seule chose à faire était exprimée par les premiers mots de l'ordre du jour : attaquer sans trêve ni merci, jusqu'à ce que la victoire fût complète. Suworoff le savait bien ; il attendit durant toute la journée du 15, avec une fiévreuse impatience, la construction d'un pont sur la Bormida, qui ne fut terminé que bien avant dans la soirée. Il fit alors marcher ses troupes pendant toute la nuit, leur accorda le matin trois heures de repos, puis les remit en marche ; dans la soirée du 16 enfin, l'avant-garde atteignit Stradella et le corps principal Casteggio, à six lieues d'Alexandrie et à quatre de Plaisance.

Mais déjà un vif combat était engagé près de Plaisance entre le général Ott et Macdonald. Attaqué de front le 16 juin par des forces bien supérieures aux siennes, et menacé en même temps d'être

(1) Fuchs, correspondance de Suworoff, I, p. 150, 157.

entièrement cerné sur son flanc droit, Ott laissa quelques compagnies dans la citadelle de Plaisance; après quoi, tout en combattant et en bon ordre, il recula d'abord au delà de la Trebbia, puis au delà du Tidone, jusqu'à Castel San-Giovanni. Dans la nuit, il dépêcha un courrier à Casteggio, afin de demander du secours à Suworoff. Immédiatement celui-ci déclara à ses troupes qu'il fallait faire toute l'armée prisonnière, et il décida l'attaque pour le point du jour. C'était en effet une question d'heure, car on avait appris que Moreau franchissait les Apennins à Gavi, sur les derrières de l'armée, tandis qu'à droite des troupes ennemies se montraient à Bobbio, dans la montagne : le plus léger retard pouvait amener un investissement complet. On marcha donc à perte d'haleine, afin de rencontrer Macdonald avant l'arrivée de ses soutiens, et cette hâte fut plus que justifiée. A huit heures du matin, Macdonald, qui avait pour le moment dix-neuf mille hommes avec lui, tomba sur la petite troupe de Ott; celle-ci se défendit durant plusieurs heures avec le courage du désespoir, cédant et se retournant tour à tour pour faire une nouvelle résistance, jusqu'à ce qu'enfin, assaillie de tous côtés, elle se débanda et recula en désordre. Mais alors le général Mélas parut du côté de Stradella avec environ quinze cents Autrichiens, tant dragons que fantassins; il se décida promptement à tout braver pour défendre la position, rassembla les détachements de Ott qui fuyaient déjà, se jeta résolument sur le chemin des Français, derrière le village de Sarmata, et les provoqua à un nouveau combat. Le terrain lui favorisait la défense. Tous les champs, selon la mode de la Lombardie, étaient entourés de murs de pierre ou de hautes broussailles, et l'unique route était resserrée entre des fossés profonds et remplis d'eau; impossible pour les Français de se déployer et de tirer parti de leur nombre. Toutefois Mélas avait fort à faire, avec trois divisions françaises devant lui et les Polonais de Dombrowsky sur son flanc droit; ce fut au prix de peines infinies qu'il soutint durant plusieurs heures cette lutte désespérée. Cependant Suworoff en personne, accompagné du grand-duc Constantin, s'était élancé de Casteggio sur les pas de l'avant-garde russe que commandait Bagration, afin d'exciter les troupes à se hâter toujours davantage; malgré un brûlant soleil d'été, les grenadiers et les chasseurs prirent le trot : peu à peu les bataillons se débandèrent; quiconque pouvait courir courait, quiconque était épuisé restait

en arrière; Suworoff, en manches de chemise, le knout à la main, et monté sur un cheval de Cosaque, criait incessamment : « En avant! en avant! » Enfin, laissant la conduite de l'infanterie au général Rosenberg, il se précipita avec quatre régiments de Cosaques et un régiment de dragons autrichiens vers le champ de bataille; il y arriva vers trois heures de l'après-midi, juste au moment où les Français paraissaient sur la chaussée, et où Dombrowsky attaquait vigoureusement les flancs des Autrichiens. Le secours arrivait à l'heure suprême. Suworoff jeta immédiatement la moitié de ses Cosaques sur les Polonais, les dragons sur la cavalerie ennemie, et l'autre moitié des Cosaques sur le flanc droit des Français. En peu d'instants, les Polonais furent renversés et dispersés, et bientôt le combat cessa sur tous les points. Cela décida de la journée, car ensuite arrivèrent, en désordre il est vrai, mais en nombre toujours croissant, les divisions de Rosenberg, six bataillons russes, quelques grenadiers autrichiens et des canons de divers régiments; bref, un peu après quatre heures, Suworoff avait plus de quinze mille hommes sur le lieu du combat. En vain Bagration réclama-t-il du vieux général quelques instants de repos pour ses troupes fatiguées; la plupart de ses compagnies, disait-il, ne comptaient plus à peine que quarante hommes valides. « Macdonald n'en a pas vingt, répondit l'infatigable chef; attaquez, avec l'aide de Dieu! hurrah! » Les troupes répondirent à son espoir; toute la ligne, réorganisée à grand'peine, s'élança avec des cris et au bruit du tambour, la baïonnette en avant. L'aile gauche d'abord, puis l'aile droite des Français furent écrasées et repoussées au delà du Tidone, avec une perte de mille morts et de douze cents prisonniers. Toutefois le désastre moral était encore plus grave pour Macdonald que le désastre matériel. La moitié des forces au plus avait donné des deux parts; il n'y avait donc pas encore lieu de désespérer du résultat final; mais avoir échoué, après tous les revers précédents, dans la première tentative faite en vue de reprendre l'offensive, pesait lourdement sur l'esprit des troupes, et Macdonald, retenu par sa blessure, ne pouvait, à l'exemple de Suworoff, ranimer les courages par son intervention personnelle.

Durant la nuit, les Français se retirèrent au delà de la Trebbia, pour y attendre l'arrivée des deux divisions encore en arrière, et renouveler le 19 leur attaque contre les alliés. Mais Suworoff

qui, dès le 17 juin au soir, avait réuni sur le Tidone toutes ses divisions, fortes d'un peu plus de vingt-huit mille hommes (1), n'était pas disposé à attendre jusque-là. Il fit durant la nuit jeter un pont sur le Pô pour assurer sa retraite en cas de malheur, et le 18 au matin il marcha vers la Trebbia, mais vers dix heures seulement, en raison de la fatigue de ses troupes. Le terrain était partout coupé, comme sur le Tidone. La Trebbia, large et furieuse en hiver, presque à sec en été, comme beaucoup de torrents italiens, n'était alors qu'un misérable filet d'eau, partout guéable, qui coulait vers le Pô dans un lit rocailleux large de mille pas. A l'approche de l'armée ennemie, les Français prirent aussi rapidement que possible position en avant de ce lit. Le combat commença au sud, sur leur aile gauche, qui assurait leur ligne de retraite et que Suworoff espérait renverser, et s'étendit peu à peu sur toute la ligne. Les Russes firent d'abord des progrès considérables au sud; mais les deux divisions si impatiemment attendues par l'ennemi arrivèrent enfin, et rétablirent l'équilibre pour quelque temps; la lutte, opiniâtre et sanglante, se soutint durant plusieurs heures, jusqu'à ce que, vers le soir, l'impétuosité de Suworoff au sud et la force numérique de Mélas sur les bords du Pô, forcèrent les Français à se retirer sur la rive droite de la Trebbia.

Les choses, après ces deux journées de combat, n'étaient donc guère plus avancées qu'avant. Les alliés avaient regagné un peu de terrain, les Français avaient dû céder de nouveau; mais Macdonald n'était pas découragé; il se sentait toujours de quatre mille hommes plus fort que son adversaire, et il était résolu à renouveler l'attaque le 19 juin. D'un autre côté, Suworoff fut informé que Moreau s'avançait vers Novi et Tortone avec un corps considérable. Qui pouvait savoir combien de temps Bellegarde serait de force à l'arrêter? Suworoff cependant persista dans sa résolution d'en finir avant tout avec Macdonald, et, la nuit même, il donna à ses colonnes l'ordre de pousser toujours en avant. Les premiers coups, le 19, tombèrent de nouveau sur l'aile méridionale; Bagration, cette fois, extermina complètement les Polonais, et poursuivit leurs débris au loin dans la campagne. Lorsqu'il revint de cette chasse impétueuse, il vit que Schweikowsky, son voisin sur la ligne de

(1) Miliutin, II, 520, 521, de la traduction allemande, avec laquelle, il est vrai, s'accorde mal la page 218; voir le *Journ. milit. autr.*, p. 349.

bataille, était vivement serré de tous côtés; il tomba alors de son côté sur le flanc des assaillants, qu'il rejeta au delà de la Trebbia avec des pertes considérables. Suworoff, ainsi que nous l'avons dit, attachait la plus grande importance à ce côté de la bataille; il avait donc donné au général Mélas l'ordre d'envoyer à Bagration sa réserve, dragons et grenadiers, sous le commandement du prince de Lichtenstein. Mélas se sépara à regret de ces troupes, qui formaient à peu près la moitié de sa division; il obéit cependant, et fit partir le prince; mais celui-ci avait à peine fait quelques milliers de pas, lorsque, au centre de la ligne de bataille, les troupes russes du général Fœrster furent vivement attaquées par la division Montrichard. Lichtenstein, qui était au moment de dépasser ce point, n'hésita pas une minute; il interrompit sa marche et se précipita sur l'ennemi, qui, après un court combat, fut écrasé et rejeté au delà de la Trebbia. Pendant ce temps, Macdonald, de son côté, avait attaqué la position affaiblie du général Mélas, et avait remporté de tels avantages que Mélas avait envoyé un adjudant à Suworoff pour lui demander de quel côté il devait diriger sa retraite; sur quoi le vieillard avait répondu sèchement : « Du côté de Plaisance » (le quartier général des Français). Par bonheur, Lichtenstein, qui en avait fini avec Montrichard, remarqua le désordre et le mouvement de recul des lignes de Mélas; sans égard aux premiers ordres de Suworoff, il lança en hâte ses troupes victorieuses sur ce point, et, comme il avait sauvé Fœrster, il sauva aussi Mélas, en tombant lourdement sur les flancs et les derrières de l'ennemi. Ici encore, les Français durent se retirer de l'autre côté de la Trebbia, en abandonnant nombre de morts et de prisonniers. Chacune des deux armées campa comme la veille au bord du torrent, les avant-postes dans son lit même, à vingt pas les uns des autres.

Quel était actuellement l'état des choses? Lequel des deux adversaires s'était assuré l'avenir par ces trois jours de bataille? Au quartier général des alliés, bien des chefs étaient incertains et inquiets. On savait que les troupes légères de Moreau s'avançaient déjà jusqu'à Casteggio, ce qui n'était pas étonnant, car Bellegarde, opérant ici aussi maladroitement qu'en Tyrol, s'était d'abord dérobé devant le général français, et avait été ensuite, le 20 juin, repoussé derrière la Bormida avec de grandes pertes. L'armée principale donc était inquiétée sur ses derrières, avait perdu plus de cinq

mille hommes en trois jours, et voyait toujours l'ennemi devant elle, dans la même position. Plus d'une pensée anxieuse se dirigea vers le pont construit en prévision d'une retraite possible au delà du Pô ; mais Suworoff, lui, ne regardait pas en arrière ; ses yeux étaient invariablement fixés devant lui. « Eh ! bien, dit-il, nous donnerons demain une quatrième leçon à Macdonald ! » et le 20, à cinq heures du matin, ses troupes reçurent l'ordre de se tenir prêtes pour le combat. Mais cet ordre n'était plus nécessaire. L'armée française, si elle n'était pas mise en fuite, était du moins atteinte au cœur, décimée, complètement épuisée. Dans la nuit même, Macdonald avait ordonné la retraite, laquelle eut lieu si précipitamment que l'on n'emmena pas même les nombreux blessés ; il en resta près de huit mille, rien que dans les hôpitaux de Plaisance. Les divisions françaises reprirent sur les Apennins les routes par lesquelles elles étaient venues, inquiétées souvent par les troupes légères de Klenau et de Hohenzollern, et de nouveau fortement maltraitées sur la Nura par les Russes de Rosenberg. Sur leurs trente-quatre mille hommes, elles avaient laissé cinq mille morts sur le champ de bataille, et douze mille blessés ou prisonniers étaient aux mains de l'ennemi ; la petite moitié qui en restait encore, désorganisée à tous égards, diminuant à chaque pas et n'espérant plus pouvoir se maintenir en Toscane, se dirigeait en hâte vers la Rivière, où Moreau était également revenu à la première nouvelle de ces désastres. Les espérances que la France avait fondées sur l'arrivée de Macdonald étaient complètement évanouies.

Le premier mérite de ce nouveau et grand succès revenait sans doute au général russe. S'il n'avait pas su, au début, deviner les intentions de son adversaire, il avait tout réparé brillamment en mettant, par cette marche rapide sur le Tidone, huit lieues de distance entre les chefs ennemis, et par la résolution avec laquelle, sans s'inquiéter des détails accessoires, il n'avait plus abandonné l'ennemi, une fois qu'il l'eut saisi, qu'après l'avoir entièrement écrasé. Sa force et sa culture intellectuelles n'étaient pas celles d'un général de premier ordre, mais il possédait au plus haut point ce qui fait le vrai soldat, le feu et le courage grâce auxquels on peut tout surmonter. Il venait de remporter sur l'ancien champ de bataille d'Annibal une victoire dont les conséquences immédiates eurent

sur celles de la bataille punique une supériorité presque égale à celle du génie du Carthaginois sur le coup d'œil du capitaine russe. Il méritait donc bien la surprise qui lui était réservée à son retour en Piémont : la citadelle de Turin, considérée comme l'une des plus fortes de l'Europe depuis les guerres du prince Eugène, avait capitulé le 20 juin, le jour même où Macdonald quittait la Trebbia. Sur quelque point de l'Italie que se portât le regard, on ne voyait partout que triomphes et trophées, victoires complètes ou succès constants de la coalition. Naples était complètement perdue pour la Révolution; dans l'État de l'Église, le soulèvement populaire se communiquait de tous côtés, et ce n'était que grâce à de pénibles luttes que les Français conservaient encore Civita Vecchia, Rome et Ancône. La Toscane et Lucques étaient entièrement occupées par les forces alliées. Dans la haute Italie, au nord des Apennins, à l'exception de Coni, située au loin, Mantoue et les citadelles d'Alexandrie et de Tortone étaient seules encore aux mains des Français; mais elles étaient étroitement et vigoureusement investies, et ne pouvaient espérer aucun secours. La grande flotte française enfin, dont l'apparition, au mois de mai, avait causé tant d'inquiétude aux alliés, avait quitté la Méditerranée et repris le chemin de l'Atlantique à l'arrivée des renforts anglais. Pour la seconde fois, l'état des choses était tel que Suworoff n'avait qu'à étendre la main pour chasser loin de la Rivière de Gênes les restes délabrés de l'armée française, peut-être même pour les détruire ou les faire prisonniers jusqu'au dernier homme.

Mais il devait en être autrement. On vit se renouveler après la journée de la Trebbia ce qui s'était déjà passé après celle de l'Adda, ce qui se passe d'ordinaire dans toutes les guerres de coalition. Des courants politiques opposés et des susceptibilités nationales firent perdre les fruits de la victoire.

Comme il revenait triomphant de la Trebbia à Alexandrie, Suworoff reçut de l'Empereur François une lettre écrite le 21 juin, sous l'empire de l'émotion inquiète causée par la prochaine attaque de Macdonald, et remplie de remarques sur la situation critique dans laquelle on se trouvait. Cette situation, l'Empereur ne l'attribuait qu'au mépris de ses premiers ordres, tout en ajoutant que néanmoins il avait encore confiance dans la sagesse et surtout dans la fortune si souvent éprouvée de Suworoff. Ces paroles n'impli-

quaient pas un blâme pour les dernières opérations et ne créaient pas des obstacles pour celles qu'il avait en vue; mais le vaillant vieillard, qui depuis longtemps, nous le savons, était irrité, par les ordres venus de Vienne, qui méprisait la plupart des officiers autrichiens et se croyait, de son côté, méprisé par eux, qui, de plus, était maintenant dans tout l'orgueil de ses derniers succès, fut trois fois offensé par le ton dogmatique de la lettre impériale, et surtout par l'insinuation peu gracieuse que l'on comptait plus sur sa fortune que sur son talent. Plus d'une fois déjà il s'était plaint à Saint-Pétersbourg de l'éternelle immixtion du Conseil Aulique, et il avait découvert que le gouvernement autrichien, de son côté, se plaignait à Paul de son manque de subordination; enfin il avait été fort blessé de se trouver contraint par les ordres de l'Empereur à annuler les mesures qu'il avait prises pour l'administration du Piémont, et les agents sardes qui se trouvaient à son quartier général ne manquaient pas chaque jour de lui rappeler cette offense. Une foule de griefs longtemps contenus s'étaient donc amassés chez ce vieillard naturellement irritable et obstiné; il ne fallait qu'une occasion pour amener une explosion désastreuse. Après avoir adressé le 29 juin à François une lettre dans laquelle il cherchait à se justifier, il demanda le 6 juillet son rappel à son souverain, à moins qu'il ne pût être délivré du contrôle du Conseil Aulique. Les conséquences ne s'en firent pas longtemps attendre. François lui répondit le 10 juillet; tout en lui exprimant la plus vive reconnaissance pour la bataille de la Trebbia, il réitérait très sèchement l'ordre de n'entreprendre aucune opération offensive avant la prise de Mantoue, d'Alexandrie et de Tortone; il terminait en exprimant l'espoir que Suworoff, à l'avenir, se conformerait ponctuellement aux ordres qui lui seraient donnés. Cette nouvelle offense faite aux lauriers de son feld-maréchal exaspéra l'Empereur Paul. Aigri déjà depuis longtemps par les plaintes continuelles de Suworoff, il vit enfin une insulte envers lui-même dans cette conduite de l'Autriche, et non seulement il ordonna à son ambassadeur à Vienne d'en demander satisfaction, mais il se promit encore de soumettre désormais chaque démarche de son ingrat allié à un examen sévère, et de ne souffrir sur aucun point le plus petit empiétement de pouvoir. De tels sentiments, on le conçoit sans peine, mettaient un terme à toute

alliance amicale. L'ardente obstination de Suworoff avait donc rendu un mauvais service à la coalition, et avait même hâté sa fin.

Dans d'autres circonstances, son emportement aurait peut-être provoqué un dépit momentané, mais n'aurait pas produit un mal durable; malheureusement, les choses en étaient arrivées à ce point où une petite étincelle suffit pour allumer un grand incendie. Depuis longtemps déjà toute bonne intelligence avait disparu entre les trois puissances. Ce n'étaient plus seulement des frottements isolés et passagers, tels que le blâme inspiré aux alliés par par les lenteurs de la tactique autrichienne, ou la colère provoquée chez Thugut par les brutaux caprices de Paul et la lésinerie financière de l'Angleterre; le danger véritable, sérieux et permanent, se trouvait dans la différence des idées relativement au but final de la guerre, différence qui se manifestait plus clairement après chaque nouvelle victoire. Comme tous s'en rendaient compte, on avait évité à ce sujet toute discussion en règle; les choses restaient donc dans une complète incertitude et, à chaque succès des armées, les tendances contraires se heurtaient durement. L'Empereur Paul, nous le savons, avait proclamé à grand bruit l'entier désintéressement des puissances, le rétablissement des trônes renversés, la guerre purement de principes contre la Révolution. Ceci s'accordait mal avec les traités secrets de 1795, et avec les promesses d'une ample et belle indemnité sans cesse renouvelées à l'Autriche, et Thugut était le dernier à vouloir renoncer à l'accomplissement de la parole impériale. Bien des écrivains modernes ont blâmé non sans raisons la perversité de cette politique de conquête de l'Autriche; nous ne voulons pas discuter avec eux; mais il est évident que Paul avait moins que tout autre le droit de devancer le jugement de l'histoire, et de violer son devoir d'allié en suscitant des obstacles aux annexions autrichiennes. Il ne pouvait d'ailleurs, dans ses discussions avec Cobenzl, s'empêcher de reconnaître en thèse générale la légitimité des prétentions de l'Autriche; mais, dès qu'il s'agissait de prendre des mesures pratiques pour les soutenir, les difficultés se présentaient en foule. Nous avons vu comment le premier dissentiment véritable entre Thugut et Suworoff s'était manifesté relativement à la conduite à tenir en Piémont, Paul n'étant nullement disposé à sacrifier sans résistance le Roi de

Sardaigne, qu'il estimait personnellement, aux idées de conquête de l'Autriche. Il fit bien dire alors au comte Cobenzl que Suworoff devait obéir à tout ordre venu de Vienne; mais, en même temps, il exprima l'espoir que l'Empereur traiterait doucement le pauvre Charles-Emmanuel; puis, après la prise de Turin, il enjoignit à Suworoff d'inviter le Roi à rentrer solennellement en Piémont et à y reprendre les rênes du gouvernement. Thugut ici protesta énergiquement, et Suworoff dut retirer, sur l'ordre d'un Empereur, l'invitation faite par l'autre. On comprend quelle irritation causa au Tzar une opposition aussi blessante. Ce n'était pas pourtant que Thugut fût décidé à incorporer tout le Piémont à l'Autriche, ni Paul à lui conserver son intégrité; mais il suffisait pour envenimer la situation que Thugut prît des mesures en vue de se réserver la possibilité du plus grand profit possible, tandis que Paul en prenait de son côté en vue de n'imposer à la Sardaigne que la plus petite perte possible. Il n'en fallait pas davantage pour que les esprits s'aigrissent de semaine en semaine.

Il y avait plus encore. Jusqu'ici, nous le savons, les acquisitions piémontaises n'avaient occupé que le second rang dans l'esprit de Thugut. Ses désirs, depuis des années, se portaient bien plus sur les anciennes Légations papales, et, si les circonstances étaient favorables, sur les provinces bavaroises. Or, ce vœu intime lui-même était contrecarré par la conduite de Paul. Il était naturel que les petits princes d'Italie n'accueillissent qu'avec une haineuse jalousie l'idée d'un tel agrandissement de la puissante Autriche; mais il était dur de voir « l'intime allié » se faire le champion de cette répulsion. La cour de Naples n'avait pas oublié qu'elle n'avait pas reçu, au mois de novembre précédent, le secours promis par l'Autriche; maintenant, elle apprenait avec inquiétude et colère que le corps russe sur lequel elle comptait était retenu par l'Autriche dans la haute Italie. Si cette puissance obtenait les Légations, et si, avec cela, elle rentrait dans ses droits d'héritage sur la Toscane et le duché de Modène, l'indépendance de Naples ne serait plus dès lors qu'un vain mot, et le roi deviendrait le vassal tout à fait dépendant de la cour de Vienne. Le chargé d'affaires de Russie à Palerme était donc assailli de prières pour que Paul ne consentît à aucun prix à l'occupation des Légations par les troupes autrichiennes et mît ces provinces aussi promptement

que possible à l'abri de l'avidité de l'Autriche par la protection de ses invincibles bataillons. Les ambassadeurs napolitains travaillaient dans le même sens à Londres et à St-Pétersbourg et y recevaient l'assurance que leur excellent Roi pouvait compter sur la protection des grandes cours. Le Sacré-Collège des cardinaux, qui résidait alors à Venise sous la protection autrichienne (le Pape Pie avait été emmené par les Français lorsque ceux-ci avaient quitté la Toscane et était retenu dans une étroite captivité à Valence), élevait contre l'Autriche une voix plus plaintive, mais tout aussi hostile. Ces princes de l'Église ne voulaient pas plus que la cour de Naples entendre parler de la domination autrichienne dans les Légations; ils déclaraient nul le traité de Tolentino, vu qu'il avait été imposé par la force, et suppliaient le Tzar de devenir aussi le libérateur et le restaurateur du Saint-Siège romain. De l'entourage même du grand-duc de Toscane, frère de l'Empereur François, quelques voix isolées arrivaient à l'oreille du monarque russe pour faire ressortir combien il était inique et de mauvais augure que l'Autriche, au lieu de rétablir les anciens gouvernements, prît le pays sous la garde de ses armes. Le rôle de protecteur, qui s'offrait ainsi à lui, plaisait à l'Empereur Paul. S'il avait encore été dans les mêmes dispositions qu'après les victoires du commencement d'avril, il aurait peut-être invité sérieusement ces petits solliciteurs à se tenir tranquilles, et leur aurait prouvé la légitimité des prétentions autrichiennes; mais maintenant que Suworoff se faisait l'avocat des petits États, et assaillait incessamment l'Empereur de ses accusations contre l'Autriche, il devenait évident pour Paul qu'il était appelé à mettre un frein efficace à l'avidité égoïste de la cour de Vienne. Un changement de personnes dans le ministère russe vint encore empirer la situation. Après la mort du prince Besborodko, l'ami fidèle de l'Autriche, qu'un coup de sang avait emporté au printemps, l'énergique et passionné comte Rostopchin était devenu l'homme de confiance de l'Empereur; enthousiasmé, dans son orgueil national, par les exploits héroïques de Suworoff, il partageait et augmentait encore l'irritation que provoquait chez Paul l'ingratitude de l'Autriche. Le vice-chancelier, le comte Kotschubey était mieux disposé; mais il n'avait pas accès au cabinet de l'Empereur, et il ne pouvait par conséquent être très utile à l'Autriche. Thugut éprouvait au sujet des affaires allemandes ce qu'il éprou-

vait au sujet des affaires autrichiennes. Il ne pouvait pas trouver mauvais que le duc de Wurtemberg, alors sous l'impression causée par les victoires de Suworoff, abandonnât toute considération relative à la France et mît ses troupes à la disposition de l'Empereur Paul pour le service de la coalition; mais, ce qui lui était plus sensible, c'était que l'électeur de Bavière eût cherché à conjurer le mécontentement de Paul par la restauration en Bavière du bailliage de Malte, sur quoi il était rentré en grâce à Saint-Pétersbourg, avait promis de mettre des troupes sur pied contre la France, et avait obtenu un traité d'alliance. C'était tout l'opposé de la promesse faite jadis à l'Autriche par la Russie de désarmer la Bavière et de la mettre sous le séquestre militaire; Thugut perdait à jamais par là tout espoir d'obtenir la ligne de l'Inn, et enfin un acte aussi important, fait sans que la puissance alliée eût été consultée, constituait un grossier manque d'égards envers cette dernière.

Or l'orgueil de Thugut ne le cédait en rien à l'ambitieuse infatuation de Paul. Pour s'assurer le secours de la Russie, le ministre autrichien avait supporté pendant longtemps l'inconstance dominatrice du tzar; mais peu à peu son sang avait commencé à bouillir, et à mesure que la Russie se montrait moins favorable à ses désirs, il se montrait aussi moins disposé à avoir de tendres égards pour les sentiments de Paul, bien que Cobenzl, toujours souple, le suppliât de flatter quelque peu les caprices de l'impétueux autocrate. Un point surtout, grâce à des oscillations toujours nouvelles, empoisonnait les jours du pauvre ambassadeur : c'était la malheureuse Grande-Maîtrise de Malte, la passion toute particulière de Paul. Celui-ci apprit que Hompesch, l'ancien Grand-Maître, qui avait établi sa résidence à Trieste, y agissait toujours comme chef de l'Ordre, sans que l'Autriche y fît la moindre opposition. Il fut aussitôt enjoint au général Rimski-Korssakoff, qui commandait à la place de Nummsen le corps dirigé sur la Suisse, d'interrompre sa marche et de ne pas bouger du lieu où il se trouvait, tant que l'Autriche n'aurait pas mis un terme aux menées de Hompesch. Pour conjurer ce malheur, Cobenzl osa promettre, de son autorité privée, les démarches exigées par Paul, ce à quoi Thugut ne fit aucune objection, quelque pénible que cela lui parût. « Nous sommes devenus à Trieste des geôliers russes, écrivait-il alors, comme naguère le grand-duc de Toscane était le geôlier français

du Pape. » Il ne partageait pas plus que le gouvernement anglais les idées de Cobenzl sur l'innocuité des caprices maltais du Tzar, et il pensait que la possession de l'île et la division de l'Ordre en plusieurs branches pouvaient devenir, en Allemagne et en Italie, un puissant levier pour l'influence russe. Cependant il n'y avait rien à faire pour le moment; c'était déjà trop qu'une querelle inutile eût retardé de plus d'une semaine la marche de Korssakoff vers la Suisse. On se promettait au moins un bon résultat pour l'alliance d'une députation des Maltais de Bohême, qui devaient aller rendre hommage au Tzar à Saint-Pétersbourg; malheureusement, Paul remarqua qu'il n'était désigné dans la lettre de créance que comme le protecteur et le chef, et non comme le Grand-Maître de l'Ordre, ce qui amena une violente explosion de son auguste colère; mais Cobenzl, déclarant qu'il y avait eu erreur de rédaction, corrigea le document de la manière voulue, sur quoi une grande joie et un gracieux accord furent à l'ordre du jour pendant vingt-quatre heures. Alors arriva une nouvelle lettre de plaintes de Suworoff, par suite de laquelle Cobenzl se vit de nouveau négligé par l'Empereur, et conséquemment évité de tout le monde à la cour, tandis que les représentants de la Prusse, de la Bavière, de Naples et de la Sardaigne jouissaient en plein de la faveur du Tzar. Thugut rongeait son frein en silence, se promettant bien d'user de représailles à la première occasion; mais il évita toute explication pour le moment, relativement surtout à l'étendue du territoire qu'il désirait obtenir. S'il prévint par là une rupture ouverte, il augmenta aussi, on le comprend, la méfiance que son insatiable avidité inspirait aux alliés.

L'Empereur Paul, durant ces mois d'été, se montra beaucoup plus aimable envers le gouvernement anglais, dont les subsides lui étaient indispensables et dont les vaisseaux devaient lui livrer sa chère île de Malte. Toutes les propositions de l'Angleterre étaient sûres de trouver chez lui un accueil favorable. Sur le vœu de cette puissance, il avait dirigé le corps de Korssakoff vers la Suisse et non vers la Bavière, et, à son instigation, il poursuivait à Berlin la négociation relative à l'entrée de la Prusse dans la coalition, deux choses qui, nous le savons, déplaisaient fort à l'Autriche. L'Angleterre, au commencement de mai, avait encore excité son ardeur guerrière par la proposition d'effectuer en

commun une grande descente sur la côte hollandaise. Peut-être, disait-elle, déciderait-on la Prusse à soutenir l'entreprise du côté de l'est au moyen d'une armée de terre; mais, même sans ce secours, on pouvait battre les faibles garnisons françaises, prendre la flotte batave, rétablir le prince d'Orange, et profiter du mécontentement et de la fermentation qui régnaient en Belgique pour provoquer dans ce pays un soulèvement armé qui ne pouvait manquer de réagir d'une manière incalculable sur la situation intérieure de la France. Un si vaste plan séduisit l'Empereur au plus haut point; il se déclara prêt à fournir des hommes et des vaisseaux, pourvu que l'Angleterre lui procurât pour cela l'argent nécessaire. Un traité formel fut conclu dans ce sens le 22 juin; le général Hermann fut nommé chef de l'expédition en ce qui concernait la Russie, et les armements commencèrent dans le plus profond secret, mais sur une vaste échelle. A la vérité, l'espoir de secours étrangers s'évanouit bientôt. La Prusse se montra un instant favorable, mais elle ne tarda pas à revenir à ses anciennes idées de neutralité; la Suède produisit d'exorbitantes demandes d'argent, et le Danemark refusa avec tant d'énergie que Paul y vit presque une hostilité ouverte et songea à attaquer Copenhague. Cependant, il lui sembla plus sage de ne pas compliquer sa tâche par une telle aventure, et, puisque les secours étrangers lui faisaient défaut, d'employer toutes ses ressources à augmenter les forces destinées à agir en Hollande. On pouvait ainsi porter les Russes à dix-sept mille hommes et les Anglais à vingt-cinq mille, ce qui, vu les circonstances, permettait en effet de concevoir de hautes espérances.

Ce qui caractérise le mieux la froideur qui régnait au sein de la grande alliance, c'est que l'Angleterre et la Russie convinrent, dès le premier jour, de garder à l'égard de la cour de Vienne un secret profond sur cette entreprise, de peur que l'esprit de chicane de Thugut ne suscitât des difficultés de tout genre. On resta donc deux mois sans faire à Vienne la moindre communication au sujet du plan de descente; mais Thugut n'en fut pas moins informé par d'autres côtés du dessein secret des deux puissances, et sa jalousie en fut encore augmentée. Le fait seul que l'Angleterre et la Russie agissaient à son insu, et surtout qu'elles recherchaient de nouveau l'amitié de la Prusse, suffisait pour lui

faire passer des nuits sans sommeil; il voyait déjà, en cas de succès, la reprise du vieux plan de l'Angleterre, et la Belgique affranchie cédée à l'odieuse cour de Prusse. Ces craintes mêmes augmentaient encore le plus grand mécontentement que causât cette guerre, celui d'avoir été forcé de faire sortir la belle armée de l'archiduc de l'Allemagne, où elle pouvait tenir en échec la Prusse et la Bavière, pour la faire se dépenser en Suisse en combats qu'il considérait comme tout à fait inutiles. Sa colère fut à son comble lorsque, à l'instigation de l'Angleterre, le corps de Korssakoff fut également dirigé vers la Suisse; il se dit alors que, si les Russes devaient agir dans ce pays, les Autrichiens ne devaient pas verser une goutte de leur sang pour sa délivrance avant l'arrivée de leurs coopérateurs. Après la bataille de Zurich, il fut soutenu ici par l'archiduc Charles, ce qui lui arrivait rarement. Charles, en effet, après avoir insisté en avril pour attaquer Masséna, ne se trouvait plus assez fort depuis sa demi-victoire pour repousser les Français de la nouvelle position qu'ils avaient prise sur l'Albis (1), et désirait attendre l'arrivée de Korssakoff afin d'agir à coup sûr. Il fut encore fortifié dans cette idée lorsque, comme nous l'avons vu, Suworoff au milieu de juin appela le corps de Haddick en Italie, privant par là l'archiduc de la coopération de onze mille hommes, et abandonnant la position du Saint-Gothard, qui était, dans l'opinion de Charles, la clef du théâtre de la guerre. Une correspondance très acerbe s'engagea à ce sujet entre les deux généraux, et chacun d'eux en conserva l'impression, même lorsque Suworoff, après la bataille de la Trebbia, eut fait reprendre les anciennes positions à une partie des troupes de Haddick (2). Le désir de Suworoff était toujours d'avoir ces forces à sa disposition, et, pour cela, de laisser à l'archiduc l'occupation des montagnes; mais Charles, au contraire, lui annonça le 5 juillet que les Français menaçaient la

(1) En somme, ses forces n'étaient pas plus considérables que celles de Masséna, mais les gens compétents ont toujours remarqué que les troupes de ce dernier étaient beaucoup plus éparpillées que les siennes, et que Charles aurait pu attaquer la position principale, sur l'Albis, avec des forces presque doubles, c'est-à-dire quarante-six mille hommes contre vingt-cinq mille.

(2) Miliutin, III, 558, 584 de la trad. allem., examine les rapports confus et contradictoires de Suworoff au sujet du corps de Haddick. Il est certain qu'en août le colonel Strauch seul était sur le sol suisse avec quatre mille cinq cents hommes.

Souabe avec de fortes masses venant d'Alsace, qu'il aurait des envois de troupes considérables à faire de ce côté, et que, pour cela, il allait rappeler sur la Limmat tous ses détachements des petits cantons, en vue de couvrir ses positions principales. Plus on laissait aux Français de loisir et de calme pour se reconnaître et se réunir, moins il pouvait, malgré tout le courroux de Suworoff, songer à prendre vivement l'offensive contre Masséna. Thugut approuvait pleinement qu'on ne dépensât pas les forces de l'armée autrichienne à des escarmouches en Suisse, et qu'on les réservât pour l'Allemagne.

Dans ces conjonctures, le ministre avait déjà pensé, à la fin de mai, que, du moment que Korssakoff était destiné à la Suisse, il fallait envoyer dans ce pays autant de Russes que possible, afin de permettre à l'archiduc de ramener à son tour autant d'Autrichiens que possible en Allemagne. Il proposa donc à Paul de diriger vers la Suisse non seulement Korssakoff, mais encore le troisième corps russe, commandé jadis par Hermann et maintenant par le général Rehbinder, et qui avait été, dans le principe, destiné à aller délivrer Naples, ainsi que les émigrés de Condé. De la Souabe, l'archiduc aurait pu alors prendre Belfort et Huningue, et envoyer un petit détachement en Italie pour renforcer Suworoff. Paul, qui ne désirait rien tant qu'une attaque directe sur le sol français, trouva ce plan à son gré, d'autant plus qu'il venait de conclure ses traités avec la Bavière et le Wurtemberg, et que, grâce à ce renfort, il espérait avoir en Suisse une majestueuse Armada, qui ne dépendrait que de lui seul. Mais des succès si faciles n'étaient pas réservés à cette guerre de coalition. A peine l'assentiment de Paul était-il arrivé à Vienne, que la grande flotte française parut dans la Méditerranée, et que Thugut, effrayé, adressa en hâte à Saint-Pétersbourg la prière de réunir Rehbinder à Suworoff, conformément au plan primitif, afin de protéger l'Italie. Paul, bien qu'il sût que le cabinet de Vienne n'était pas très ferme dans ses résolutions, céda pourtant encore une fois; puis, Bruix et sa flotte ayant disparu, Thugut, aussitôt qu'il vit ce danger écarté, demanda de nouveau l'envoi de Rehbinder en Suisse. C'en était trop pour la patience de Paul. « Non, s'écria-t-il, je maintiens les ordres donnés; Rehbinder ira d'abord en Italie, vers Suworoff, puis à Naples, et

enfin à Malte. » La pensée de former en Suisse une armée russe considérable paraissait donc définitivement abandonnée, et l'archiduc Charles semblait être rivé pour un temps indéterminé sur le théâtre de la guerre le moins aimé à Vienne.

Cependant cette dernière combinaison ne devait pas longtemps prévaloir à Saint-Pétersbourg. Les projets se succédaient dans l'esprit mobile de Paul comme des nuages poussés par des vents divers. A peine l'Empereur avait-il rejeté la demande du ministre viennois, que lui-même lui en offrit le double, sous l'impulsion de l'Angleterre.

Plusieurs fois déjà nous avons vu quel intérêt le gouvernement et le peuple anglais portaient à la Suisse et à son affranchissement du joug français. Cet intérêt était dicté par une compassion bien naturelle pour les souffrances de ce vaillant peuple, mais aussi par l'espoir de renouer des intelligences avec les royalistes de la Bourgogne et de la Franche-Comté. L'Angleterre voyait donc avec chagrin l'Autriche, au lieu de favoriser l'armement des patriotes, l'empêcher par sa froideur, et elle en vint à soupçonner cette puissance de vouloir, non affranchir, mais s'annexer la Suisse, tout comme le Piémont. Les choses, pensait-elle, iraient autrement si l'impétueux et ardent Suworoff commandait dans ce pays; la Russie ne pourrait y avoir de vues intéressées, tandis qu'en Italie l'armée russe pourrait, par la prise de ports importants, seconder très efficacement le projet favori de Paul, l'occupation de Malte, au grand dépit de l'Angleterre. Par tous ces motifs, lord Grenville, au commencement de juin, soumit à l'Empereur de Russie un vaste plan, qui constituait un changement complet dans la ligne de conduite observée jusque-là. Une diminution des forces alliées, disait Grenville, était sans importance en Italie depuis les victoires de Suworoff; on pouvait donc envoyer en Suisse les divisions russes (Derfelden et Rehbinder), et en former avec Korssakoff et Condé une armée exclusivement russe, d'environ soixante mille hommes, qui, sous le commandement énergique de Suworoff, suffirait à elle seule pour chasser les Français de ce pays et pour provoquer un soulèvement royaliste en Franche-Comté, à condition qu'elle serait soutenue sur son flanc droit par la marche de l'archiduc sur Belfort, jadis proposée par Thugut, et sur son flanc gauche par une offensive du général

Mélas contre la Savoie, du côté de l'Italie. Cette proposition arriva à Paul au moment où il était le plus irrité par les frottements qui se produisaient éternellement entre Suworoff et Thugut, par l'inaction prolongée de l'archiduc Charles, par l'indifférence de l'Autriche dans l'affaire de Malte. L'ouverture de l'Angleterre lui offrait en perspective la possibilité d'une longue suite de victoires remportées par les seules forces russes, et l'affranchissement de Suworoff de tous les tiraillements et de toutes les hésitations de l'Autriche; aussi accepta-t-il le nouveau système avec un vif enthousiasme. Il songea d'abord, à la vérité, à laisser le corps Rehbinder en Italie, pour protéger Naples et occuper Malte; mais Naples n'était plus menacée d'aucun danger, et à Malte la garnison française se montrait inébranlable; il donna donc, le 22 juillet, tout pouvoir au feld-maréchal Suworoff pour disposer de ce corps selon qu'il l'entendrait, sans s'inquiéter davantage de Naples; on se demandait seulement ce que l'Autriche penserait du nouveau projet, et si elle consentirait à une si forte réduction de son armée d'Italie, et l'on différa toute communication à ce sujet; mais, dans la seconde moitié de juillet, l'arrivée prochaine de Korssakoff exigea que l'on prît enfin une décision formelle. Sir Morton Eden et le comte Rasumowsky reçurent alors l'ordre de donner connaissance des plans et des désirs des alliés à la cour de Vienne, et de réclamer en leur faveur l'approbation et la coopération de l'Autriche.

Les deux ambassadeurs, qui avaient craint une terrible résistance, furent agréablement surpris de trouver chez Thugut l'accueil le plus empressé. Rien de plus agréable pour ce dernier n'eût, en effet, pu se présenter. Peu de temps auparavant, l'Empereur Paul lui avait refusé avec une grossière sécheresse l'envoi d'un des corps russes en Suisse; maintenant, il lui proposait de lui-même de diriger l'autre de ce côté. Sur les instances de l'Angleterre, il avait, trois mois plus tôt, consenti avec un profond regret à l'entrée de Charles en Suisse; aujourd'hui, le retour de Charles en Allemagne lui était proposé par les alliés eux-mêmes. Cette proposition était, à tous égards, ce qui s'était présenté de plus satisfaisant pour lui depuis le commencement de la guerre. Elle laissait à l'armée de l'archiduc la liberté de déployer au loin la bannière impériale en Allemagne, de peser sur la Bavière et sur la Prusse, et d'étendre

la main vers la Belgique. Elle éloignait les Russes de l'Italie, où l'on ne croyait plus en avoir besoin contre les Français, enfin elle délivrait l'Autriche de l'obstination de Suworoff, et de la crainte de voir Paul s'immiscer dans sa politique d'annexion. On avait vu en Piémont que la Russie, en dépit de tous les traités d'alliance, n'entendait permettre à l'Autriche aucune acquisition territoriale en Italie, et, comme Thugut avait la ferme intention de s'étendre autant que possible de ce côté, il désirait vivement ne pas être troublé dans la réalisation de ses plans par la présence des Russes. Il répondit donc au comte Rasumowsky, avec une satisfaction mal dissimulée, que l'Empereur François regretterait profondément l'éloignement des invincibles troupes russes et de leur glorieux chef, mais qu'il s'empresserait, sans doute, de souscrire aux vœux bien fondés de son auguste allié. Sa réponse officielle, le 31 juillet, confirma ces assertions. Il y donnait une complète approbation à la concentration des troupes russes en Suisse, et développait ensuite dans tous ses détails le plan de campagne qui devait en être la conséquence. Suworoff devait passer d'Italie en Suisse aussitôt après la chute de Mantoue, qui ne pouvait manquer d'être prochaine, et ses troupes, ainsi que le corps de Korssakoff, devaient successivement remplacer dans ce pays les détachements autrichiens. L'archiduc alors devait placer, comme anneau intermédiaire, un corps d'environ vingt-cinq mille hommes sur le haut Rhin; lui-même, avec son corps principal fort de soixante-cinq mille hommes, devait descendre le fleuve, le traverser près de Manheim, cerner Mayence, étendre son aile droite jusqu'à l'ancienne frontière belge, et de là, soutenu par l'expédition anglo-russe contre la Hollande, appeler tous les Belges bien pensants à prendre les armes sous le drapeau de leur souverain légitime : « Car, disait Thugut, nous ne désirons pas rentrer en possession de la Belgique; mais la dernière violation de la paix par les Français a fait revivre tous nos droits, et nous ne pourrions tolérer qu'un tiers disposât de ce pays sans notre approbation. » Pendant ces mouvements de l'archiduc, les opérations mentionnées plus haut, de Suworoff contre la Franche-Comté et de Mélas contre la Savoie, devaient être préparées, mais nullement précipitées. Il s'agissait, disait le ministre, d'attaquer l'ennemi de tous les côtés à la fois avec des forces écrasantes : il serait donc prudent peut-être

de retarder la grande invasion jusqu'au printemps de 1800. L'armée de l'archiduc avait subi une diminution de près de quatre-vingt mille hommes (1); il était indispensable de lui accorder quelque repos et de lui laisser le temps de rétablir l'ordre et la tenue qui se perdent toujours durant la guerre. Si pourtant Suworoff tentait une entreprise isolée avant cette époque, l'archiduc le soutiendrait de toutes ses forces par des démonstrations de toute nature.

L'ambassadeur Rasumowsky, aussi bien que l'Empereur Paul, furent ravis par ces ouvertures de l'Autriche. Rasumowsky remarqua bien qu'il n'y était plus question de l'attaque promise contre Belfort; mais il se laissa facilement persuader par les arguments techniques et militaires de Thugut. Aux yeux de Rasumowsky, du reste, le plan était formidable; quant à Paul, il le trouvait admirable, et il recommanda à son ambassadeur de résister énergiquement à toute oscillation possible de la cour de Vienne. L'assentiment de la cour de Londres fut moins absolu. Ce que cette cour trouvait d'inquiétant dans le projet, c'était l'envoi de l'archiduc à Mayence et sur le bas Rhin, au lieu de l'expédition précédemment proposée contre Huningue et Belfort. D'un côté, lord Grenville redoutait des difficultés politiques si l'archiduc prévenait les alliés dans l'occupation de la Belgique; de l'autre, il lui semblait fâcheux d'enlever en Suisse l'appui immédiat des forces autrichiennes aux Russes, par la nouvelle destination donnée à l'archiduc. Chose remarquable, aucun des augustes intéressés ne souleva la moindre difficulté sur le point vraiment grave et essentiel, l'annonce faite par Thugut que l'attaque sur le sol français serait remise au printemps suivant. Les motifs qu'il alléguait pour cela étaient pourtant bien misérables. Que l'armée de l'archiduc eût perdu quarante ou quatre-vingt mille hommes depuis le commencement de la guerre, Thugut lui-même se vantait de ce qu'elle en comptait encore quatre-vingt-dix mille, et les états officiels, sur

(1) En réalité, l'armée principale avait perdu, du commencement de mars à la fin d'août, trois mille cent vingt-sept morts, dix mille neuf cent quarante-huit blessés, et vingt-quatre mille sept cent soixante-seize prisonniers ou absents, en tout trente-huit mille huit cent cinquante et un hommes. Le corps du Tyrol, plus tard employé en grande partie en Italie, avait eu, durant le même temps, treize cent dix-sept morts, deux mille huit cent cinquante-six blessés, et quinze mille six prisonniers ou absents, en tout dix-neuf mille cent soixante-dix-neuf hommes, ce qui faisait un total général de cinquante-huit mille trente hommes.

une force effective de cent vingt-sept mille hommes, en indiquaient, trente-quatre mille en Allemagne et soixante-sept mille en Suisse, présents sous les drapeaux, c'est-à-dire un peu plus de cent mille en tout (1). Lorsque Thugut, d'ailleurs, réclamait du temps pour reposer l'armée et y rétablir l'ordre, on eût pu lui demander si elle avait fait autre chose que se reposer depuis la bataille de Zurich, c'est-à-dire depuis deux mois; et en effet, le comte Tolstoï, ainsi que tous ceux qui virent l'armée à cette époque, ont témoigné à l'unanimité que jamais troupes ne furent mieux armées ni plus prêtes au combat. Pourquoi donc leur entrée sur le territoire français devait-elle, au commencement d'août, être remise à huit mois, c'est-à-dire indéfiniment?

Ce n'est pas dans des considérations militaires qu'il faut chercher le véritable motif de cette résolution. Nous trouvons ici, sous une autre forme et dans d'autres circonstances, la triste répétition de ce qui s'était passé en 1794 et en 1795. Dans la colère et la jalousie que lui inspiraient les alliés, Thugut oublia de nouveau que l'important était d'écraser l'ennemi. Quelque agréable que lui fût en elle-même la nouvelle proposition de l'Angleterre, il était blessé dans son orgueil de ce que ce n'était pas lui, mais le cabinet de Londres, qui avait indiqué cette fois les opérations générales. Plus irrité de jour en jour, depuis des mois, par le ton impérieux de Paul, il se réjouissait à la pensée que les armées autrichiennes n'auraient plus dorénavant aucun contact avec les troupes russes ni avec leurs chefs; mais surtout il était évident pour lui que, du moment que Suworoff serait réduit en Suisse aux seules forces russes, sans aucun secours des troupes autrichiennes, l'automne s'écoulerait sans qu'il parvînt à repousser les Français hors de ce pays. Cet homme si fort et si intelligent ne semble pas avoir réfléchi un seul instant qu'une telle perte de temps permettrait aux armées françaises d'accroître leurs forces, et qu'un soulèvement inattendu de la nation française pourrait se produire, comme dans l'hiver si inutilement gaspillé de 1793-1794.

Ne doit-on voir dans ce mépris du point capital qu'une énigme

(1) On ne peut indiquer ici que des chiffres ronds, car les données spéciales fournies par les actes du Conseil Aulique, par la correspondance de l'archiduc, par les ouvrages imprimés de ce dernier, et par les rapports du comte Dietrichstein au quartier général, ne s'accordent nullement entre elles.

psychologique, un aveuglement passionné, ou doit-on admettre qu'alors déjà Thugut considérait la puissance française comme entièrement abattue et hors d'état de se relever? Ni l'une ni l'autre de ces suppositions ne serait flatteuse pour l'homme d'État autrichien. Une troisième hypothèse se présente encore. Bien que la marche des événements l'eût empêché, autant du moins que nous en pouvons juger, de faire un seul pas pour se rapprocher de la France (1), il était possible qu'il crût le Directoire assez humilié et intimidé par ses défaites pour lui accorder dans un avenir prochain les conditions de paix jadis refusées à Selz, c'est-à-dire l'acquiescement de la France aux vues de l'Autriche sur l'Italie. Pour cela, la continuation de la neutralité prussienne ne pouvait que lui être agréable, car elle rendait la Prusse suspecte à tous les partis et lui enlevait tout espoir d'appui pour ses prétentions sur l'Allemagne. En ce cas aussi, il était sage de retarder la grande invasion en France, laquelle eût pu enflammer le sentiment patriotique et guerrier de la nation française et susciter des obstacles à la paix espérée. Mais il nous a été démontré clairement, par les négociations de Rastadt et de Selz, que, dans la question de guerre ou de paix, l'acquisition des provinces italiennes était pour Thugut le seul point déterminant.

Quoi qu'il en soit, aussitôt qu'il eut communiqué aux deux ambassadeurs son formidable et admirable plan, il se hâta d'en donner connaissance et d'adresser des ordres en conséquence à l'archiduc, et bientôt après à Suworoff. Ce qui prouve encore que ce plan n'avait été dicté par aucune considération militaire et que Thugut s'attendait que l'archiduc ne l'approuverait pas, c'est qu'il ne s'en tint pas cette fois à une instruction écrite, mais qu'il choisit pour le porter un de ses plus fervents admirateurs, le jeune comte Dietrichstein, qui devait fournir verbalement à Charles toutes les explications nécessaires, le maintenir rigoureusement dans l'esprit des ordres transmis, et ne le quitter qu'après que ceux-ci auraient reçu un commencement d'exécution. L'autographe impérial remis à Dietrichstein était daté du 31 juillet. Il disait que les récentes décisions de l'Angleterre et de la Russie relativement à

(1) Les actes existant à Vienne ne confirment nullement la supposition faite par Paul que Thugut avait cherché à nouer des intelligences avec Paris par l'entremise de l'Espagne.

la guerre avaient nécessité des modifications au plan précédemment adopté; que, par suite de conventions entre Londres et Saint-Pétersbourg, l'armée de Korssakoff avait reçu pour mission de remplacer les troupes autrichiennes en Suisse, et de continuer les opérations commencées par ces dernières; que l'Angleterre comptait fortifier cette armée au moyen de Suisses, et que l'Empereur voulait y adjoindre le corps de Derfelden; que, comme la subsistance de telles masses de troupes était impossible dans les provinces épuisées de la Suisse et de la Souabe, comme l'Empereur, d'un autre côté, désirait délivrer complètement les États de l'Empire de la présence de l'ennemi et soutenir l'attaque anglo-russe contre la Hollande, Charles devait placer au sud du Neckar un corps de vingt-cinq mille Autrichiens ainsi que toutes les troupes des États, et opérer avec soixante mille hommes sur la rive gauche du Rhin, au-dessous de Manheim. L'Empereur, ajoutait la lettre, était convaincu que Charles exécuterait volontiers ces ordres; mais si, contre toute attente, l'archiduc ne croyait pas pouvoir prendre cela sur lui, les dispositions du plan général n'en seraient pas changées; l'archiduc devrait toujours prendre les mesures nécessaires à leur exécution, et faire connaître au plus vite ses scrupules personnels à l'Empereur.

Le sens de cette lettre, ainsi que Thugut l'écrivit le 22 août au comte Cobenzl, et comme l'Empereur lui-même le répéta expressément à l'archiduc dans une lettre du 11 septembre, était que les troupes de Charles devaient être remplacées en Suisse par l'armée de Korssakoff, dès que cette armée serait complétée par les Suisses à la solde de l'Angleterre et par les Russes de Derfelden; c'était donc la stricte exécution de ce qui avait été convenu entre les trois cours; malheureusement, ce sens n'était pas indiqué dans le texte de la lettre de manière à exclure toute autre interprétation. On pouvait y voir un ordre tout différent, l'ordre pour les Autrichiens de céder immédiatement leur position en Suisse à l'armée de Korssakoff, laquelle devait être plus tard renforcée par Derfelden et les Suisses. La différence entre ces deux interprétations est notable, et cette ambiguïté de rédaction devait avoir de funestes conséquences. Le comte Dietrichstein ne reçut, paraît-il, d'autre instruction de Thugut que celle de hâter le plus possible le remplacement des Autrichiens, et, par conséquent, leur rentrée

dans l'Empire; il quitta donc Vienne fermement convaincu que la volonté impériale était que Korssakoff prît sur-le-champ possession de toutes les positions autrichiennes, et que toute l'armée quittât la Suisse avant l'arrivée de Suworoff; cette interprétation, diamétralement opposée à ce qui avait été convenu entre les trois cours, devait livrer la Suisse et Korssakoff aux forces écrasantes de Masséna.

Pour comble de malheur, les choses se passèrent chez les Russes absolument comme chez les Autrichiens. L'Empereur adressa le 1er août au feld-maréchal Suworoff une lettre par laquelle il lui donnait connaissance du nouveau plan d'opérations, ajoutant que Suworoff devait rester en correspondance avec l'Empereur François, et se tenir au courant des mouvements qui s'accompliraient des deux parts; mais que, pour lui-même, il devait agir toujours et exclusivement d'après ses propres idées. Korssakoff reçut également l'avis qu'il devait se mettre en relation avec Suworoff aussitôt après son entrée en Suisse, et ne recevoir d'ordres que de lui, et non de l'archiduc. C'était à tous égards le pendant des ordres portés à Charles par Dietrichstein, et cela excluait toute communauté d'action. Paul ne voulait parler que des mouvements qui suivraient la nouvelle prise de position des armées, la réunion des Russes en Suisse, et leur séparation d'avec les Autrichiens. Mais les instructions étaient conçues de telle sorte que les deux généraux russes se crurent sur-le-champ autorisés et tenus à n'avoir aucun égard pour tout ordre de l'Empereur François ou de l'archiduc qui n'aurait pas leur approbation. Nous verrons combien les suites funestes de la mission de Dietrichstein en furent encore aggravées : des deux parts, on avait à l'envi dressé le bûcher dont l'embrasement devait dévorer la coalition.

Et ces mésintelligences tragiques se produisaient entre les alliés au moment même où une nouvelle convulsion intestine agitait la France, et montrait clairement à quiconque ne fermait pas les yeux pour ne pas voir, que, malgré toute la décadence du gouvernement directorial, l'ardeur belliqueuse du peuple français n'était pas encore éteinte.

CHAPITRE V

LE 30 PRAIRIAL

La situation intérieure de la République française s'était peu modifiée depuis le coup d'État du 22 floréal, c'est-à-dire depuis près d'un an. Ainsi que nous l'avons déjà remarqué, le Directoire se trouvait dans la même situation que la Convention aux derniers jours de son existence : pas un parti dans le pays n'aimait ni n'estimait le gouvernement; mais Rewbell et ses amis possédaient le pouvoir, et la lassitude générale était telle que nul ne se sentait disposé à courir par sa résistance le risque d'un exil à Sinnamary. Le Directoire vivait donc au jour le jour, redouté tant que ses armées étaient victorieuses au delà des frontières, détesté pour avoir contre-carré les vœux de tous les partis, méprisé parce qu'il ne montrait ni capacité ni zèle pour satisfaire aux premiers besoins du pays. Nous avons vu (1) comment des germes d'opposition de diverse nature se manifestaient çà et là au sein de la représentation nationale; toutefois l'année 1798 se termina sans que ces velléités eussent pris un corps, ou eussent osé attaquer ouvertement la prépondérance du Directoire. Nulle impulsion intellectuelle n'était plus donnée à la grande République, mais la machine de l'État continuait à fonctionner mollement, en vertu de la vitesse acquise.

Ses mouvements, à la vérité, étaient de jour en jour plus faibles, plus lents, plus pénibles. Le moindre mal était encore que les royalistes, exclus de la scène politique depuis le 18 fructidor, avaient repris dans le midi et dans l'ouest les vieilles armes de la chouannerie, troublaient la sécurité des routes, arrêtaient les courriers, pillaient les caisses publiques, assassinaient les acquéreurs de biens nationaux. Ne pouvoir empêcher de semblables désordres était une preuve de la faiblesse du gouvernement; mais des symptômes bien plus graves menaçaient l'existence du pays. Le Directoire était hors d'état d'entretenir dans une ferme activité tous les organes de l'administration, et surtout de rétablir l'ordre dans les finances.

(1) Vol. V, p. 353.

Nous savons de quelle manière irrégulière les Directeurs eux-mêmes conduisaient les affaires; l'administration des départements et des communes était confiée à des Conseils électifs, tenus sans doute de se conformer aux prescriptions ministérielles et surveillés chacun par un commissaire du gouvernement, mais qui étaient loin d'être soumis à la discipline sévère toujours nécessaire dans un grand État, et rendue plus indispensable encore par les bouleversements de l'époque de la Terreur. De plus, une foule de Jacobins rudes et ignorants avaient été réintégrés dans des emplois publics après le 18 fructidor, et quoique le gouvernement en eût éloigné beaucoup depuis sa dernière évolution politique, il n'avait pas osé laisser à la bourgeoisie éclairée une entière liberté d'élection, ni tourner résolument le dos à ses anciens amis. Aussi en aucun temps le corps des fonctionnaires en France n'a-t-il été aussi peu considéré et n'a-t-il rendu moins de services qu'à cette époque. François de Neufchâteau, alors ministre de l'intérieur, en était désespéré. C'était un homme bien intentionné, un littérateur à la plume facile, qui envoyait chaque semaine dans les départements de longues circulaires, vrais volumes remplis d'exhortations patriotiques, mais toujours inutiles, à l'honneur, au devoir, au travail. Depuis un an déjà, il avait demandé des rapports sur le pitoyable état des rives des canaux et des rivières; mais, sur quatre-vingt-treize départements, dix seulement avaient jusque-là répondu à son appel. Une loi plusieurs fois renouvelée avait prescrit l'établissement d'un péage sur les grandes routes, et le ministre, depuis le mois de juillet 1798, avait publié sept circulaires à ce sujet; au printemps de 1799, quinze départements n'y avaient pas répondu, et un seul, celui de la Seine, avait pris la mesure prescrite. Une autre circulaire s'était faite l'écho des plaintes que soulevaient de tous côtés la négligence et la mollesse des employés chargés du recrutement; le choix des hommes, y était-il dit, était absolument livré à l'arbitraire, et pas une mesure n'était prise contre la désertion des conscrits. Le ministre se plaignait encore de ce que, au milieu de l'exercice, six départements n'avaient pas encore déposé leurs comptes de l'année précédente, et de ce que la plupart des autres n'avaient envoyé que des états incomplets et insignifiants. Ceci n'était pas étonnant, car les administrations locales ne se gênaient pas pour appliquer aux besoins communaux la plus grande partie des revenus publics

perçus dans leur département, sur quoi les employés des contributions ne se faisaient aucun scrupule de dédommager autant que possible les caisses de l'État au moyen des revenus communaux. Mais, ce qui était plus fâcheux encore, c'est que les rôles des impôts, cette base première de toute perception, confiés à des collèges électifs, n'étaient pas encore terminés pour 1797 dans un grand nombre de départements, manquaient presque partout pour 1798, et n'étaient commencés nulle part pour 1799, de sorte que la moitié environ des recettes prévues faisait absolument défaut. Cette situation intolérable avait fait proposer l'année précédente la création d'une administration générale des contributions directes; mais ce projet, adopté par les Cinq-Cents, avait été rejeté par le Conseil des Anciens. On avait alors confié accessoirement à des commissaires du gouvernement près des municipalités le soin de la confection des rôles, ce qui avait occasionné une dépense de quatre millions, pour produire le misérable résultat que nous venons d'indiquer (1).

On comprend sans peine quel devait être, pour la situation financière du pays, le contre-coup d'une telle administration. Le peuple eût-il joui du plus grand bien-être, que des finances régulières eussent été incompatibles avec un tel état de choses; quel ne devait donc pas être le désordre, alors que dix années de tempêtes révolutionnaires avaient épuisé la richesse nationale et émoussé la morale publique! Depuis le 18 fructidor, le déficit passait officiellement pour comblé, et les dépenses publiques, qui étaient de 600 à 616 millions, pour couvertes par les impôts décrétés. Les contributions foncières et personnelles devaient produire 240 millions; mais, en raison de l'appauvrissement des propriétaires et des vices que nous venons de signaler dans la perception, elles ne donnaient que lentement et péniblement un très mince résultat. Les douanes ne rapportaient presque rien, par suite de l'anéantissement du commerce à l'extérieur et de sa stagnation à l'intérieur; les transactions étant presque nulles, l'enregistrement et le timbre restaient bien au-dessous de ce que l'on en attendait; bref, à la fin de l'année financière, en septembre 1798, on n'avait perçu que 385 millions au lieu de 600. La banqueroute aurait été inévitable, si le butin fait à Rome et à Naples, les contributions levées dans la Cisal-

(1) Rapport de Gaudin, *Moniteur* du 15 novembre.

pine et les exactions exercées en Suisse n'avaient rapporté quelques centaines de millions au trésor. On employa aussi 80 millions de recettes arriérées de l'année 1797, sans se souvenir que cette année avait laissé une dette de 114 millions, et néanmoins on reporta sur l'année suivante un excédent de dépenses de 59 millions.

Il est évident que l'État, dans une telle situation, ne possédait jamais d'argent pour les dépenses imprévues. On se tirait d'affaire comme on pouvait : au lieu d'argent comptant, on donnait des reconnaissances. Les détenteurs de papiers d'État ou de rentes sur le grand livre touchaient leurs intérêts en bons qui étaient acceptés à leur valeur nominale pour le payement des impôts. Les troupes, dont on ne pouvait payer la solde, vivaient comme en pays ennemi, de réquisitions en nature, pour la valeur desquelles elles délivraient des reçus également acceptés en payement. Les fournisseurs, au lieu d'être payés en argent, recevaient des mandats sur les coupes de bois faites dans les forêts de l'État, ou sur le produit de la vente de certains domaines. A d'autres, on donnait ce que l'on nommait des délégations, c'est-à-dire des bons sur le revenu de certaines caisses, et telle était la confiance inspirée par l'honnêteté du gouvernement, que celui-ci, pour faire accepter ces bons, devait autoriser ceux auxquels il les délivrait à avoir auprès desdites caisses des agents qui mettaient immédiatement la main sur les impôts rentrants. Il va de soi que, dans de telles circonstances, les fournisseurs vendaient leurs marchandises au double et au triple de leur valeur réelle, et souvent, après avoir emporté le bois des forêts, disparaissaient sans rien fournir. La conséquence naturelle de ces émissions de papier était que ceux qui recevaient les bons, désireux de se procurer de l'argent comptant aussi vite que possible, les escomptaient à la Bourse avec une perte de 40 à 50 pour cent, et portaient par là un coup terrible au crédit de l'État. A la fin de l'année, on découvrit avec une irrécusable certitude que plus de la moitié des impôts rentrés avaient été acquittés au moyen de ces billets, c'est-à-dire avec des valeurs nulles et depuis longtemps dépréciées.

Que faut-il dire de plus pour montrer dans quel abîme s'effondraient les finances? De mois en mois on s'enfonçait plus profondément dans un marais bourbeux, qui menaçait de tout submerger dans un très prochain avenir. Un budget était dressé pour la nou-

velle année financière, et équilibré d'après toutes les règles de l'art; on avait proposé un certain nombre de nouveaux impôts ou d'augmentations d'impôts, mais chacun savait que tous ces comptes n'étaient que des chiffons de papier, et, au bout de quelques mois, on en vint à doubler, à quintupler sans scrupule quelques-uns de ces impôts, parfois même à en augmenter dix et vingt fois le chiffre, selon que les Conseils jugeaient politique de montrer un grand intérêt pour l'augmentation des forces financières de l'État. Du reste, cela ne conduisait à rien, car il était évident que le produit vingt fois augmenté ferait défaut là où le produit simple ne pouvait être obtenu.

Pourtant il se produisait aussi des circonstances dans lesquelles les Conseils ou certaines de leurs fractions trouvaient opportun, au contraire, d'exalter la force de la République, de nier absolument le déficit, ou de ne l'admettre que dans les plus faibles proportions, et de refuser, par conséquent, tout nouvel impôt au Directoire aux abois. Ce fut ce qui arriva à la fin de janvier 1799, lorsque le gouvernement, se trouvant plus embarrassé que jamais, revint à un projet déjà rejeté naguère, celui d'un impôt sur le sel. Pour bien comprendre toute la portée de cette motion, il faut se rappeler avec quelle fureur le peuple s'était déchaîné contre la gabelle en l'année 1789, et avec quelle conviction l'Assemblée nationale, sous l'empire de doctrines physiocratiques et démocratiques, avait fait reposer les finances presque exclusivement sur les impôts directs, et surtout sur l'impôt foncier; un projet d'impôt sur le sel, produit après le 18 fructidor, était donc resté alors sans effet, pour être rejeté à l'automne de 1798. Mais maintenant, comme nous venons de le dire, les besoins étaient plus pressants que jamais; les impôts décrétés l'été précédent ne rapportaient rien, et quelques capitalistes offraient un prêt considérable au gouvernement, à la condition qu'il serait garanti par un revenu certain, tel que celui d'un impôt sur le sel. Lorsque, d'après cela, le député Malès, homme d'esprit modéré et de vastes connaissances en matière de finances, proposa au Conseil des Cinq-Cents de frapper le sel d'un impôt de cinq centimes par livre, prélevé sur la production, et qui, par conséquent, ne serait pas une charge pour le commerce comme jadis la gabelle, l'émotion fut grande dans l'Assemblée. La colère des démocrates se manifesta violemment. « Cet impôt serait impolitique au

plus haut point, s'écria Vezin ; nous ne voulons plus de gabelle ; que les riches payent, si les ressources manquent à l'État. » Bertrand (du Calvados) rappela cette parole de Rousseau qu'avec cet impôt c'était celui qui avait le moins qui payait le plus ; il expliqua que le pauvre consommait autant et même plus de sel que le riche, lequel avait d'autres épices à sa disposition, et que nul impôt n'était plus contraire à l'égale répartition des charges. A la politique financière de la réaction, qui voulait, au mépris de tous les principes d'égalité démocratique, favoriser le riche aux dépens du pauvre, il opposa les ressources énormes qu'offrait la continuation énergique de la politique financière de la Révolution : retrait des biens des *engagistes* (certaine sorte de fermiers héréditaires des domaines publics ; il ne savait pas, ou avait oublié, que presque tous avaient émigré, et que leurs biens avaient été depuis longtemps confisqués ou vendus) ; sévère application de ce qu'on nommait le droit de succession par préciput de la nation, c'est-à-dire la confiscation des portions probables d'héritage qui devaient revenir aux émigrés ; enfin, annulation de tous les contrats privés qui n'avaient pas été légalement enregistrés, et qui, par conséquent, avaient échappé aux droits prescrits. Il ne fut pas difficile aux orateurs du parti modéré de démontrer l'inutilité et l'odieux de ces projets ; plus le nombre des biens confisqués et mis en vente était considérable, plus leur prix baissait, plus la dépréciation générale des terres augmentait, et plus le renouvellement de la spoliation augmentait le discrédit. Pour ce qui concernait l'impôt sur le sel, au contraire, Béranger en fit ressortir l'insignifiance ; il devait s'élever par an à 66 centimes par individu, et, acquitté par petites fractions, il serait à peine sensible, même dans le ménage le plus pauvre. Béranger développa aussi ce principe général que la prospérité d'une nation repose sur le produit des terres ; que, par conséquent, le meilleur système d'impôts est celui qui nuit le moins à la production, et que le poids écrasant des impôts directs entravait absolument l'agriculture, cette source première de toute production. Il fallait porter remède à cela, ce qui ne pouvait se faire que par un impôt indirect réellement productif ; si, ce qu'il n'admettait pas, la vie en devenait un peu plus chère pour l'ouvrier, il se produirait aussitôt une augmentation des salaires, et la charge de l'impôt pèserait sur la classe aisée.

Tout bien pesé, la motion de Malès l'emportait incontestablement sur le système démocratique, et offrait un puissant soutien au Directoire dans son profond embarras; mais la politique vint alors au secours des Jacobins. Le parti modéré lui-même renfermait, nous le savons, un groupe de peu d'importance aux Cinq-Cents, plus considérable au Conseil des Anciens, qui méprisait les chefs du gouvernement, et qui résolut de lui refuser cette nouvelle ressource. Lucien Bonaparte se fit, le 2 février, l'orateur de ce groupe. Lui aussi enfourcha d'abord le cheval de parade démocratique, et parla de l'injustice des charges imposées aux pauvres; mais ensuite il combattit par des arguments serrés sinon l'existence, du moins l'importance du déficit, et, par conséquent, la nécessité d'un nouvel impôt. La même commission des finances, qui maintenant demandait l'impôt sur le sel par l'organe de Malès, avait, quelque temps auparavant, par d'autres motifs politiques, vanté comme inépuisables les sources de la richesse nationale, et produit un groupement de chiffres établi à cet effet. Lucien le rappela, et fit par là beaucoup d'impression sur l'Assemblée. Cependant, le plus habile financier de la chambre, Creuzé-Latouche, lui opposa cette fois d'écrasants arguments. « Bonaparte, s'écria-t-il, s'appuie sur l'ancien rapport de la commission; mais on avait alors compté sur des impôts dont le produit est resté de 30 millions au-dessous de l'évaluation faite à cette époque. Il invoque contre les impôts indirects le principe de l'égalité; mais l'égalité se retrouvera dans l'ensemble des charges, dont les unes pèsent plus lourdement sur les pauvres et les autres sur les riches. Il condamne tout impôt établi sur des choses indispensables à la vie; il devrait dès lors abolir l'impôt des portes et fenêtres, les douanes, et surtout l'impôt foncier. » En ce moment même, le Directoire annonça officiellement que le trimestre écoulé présentait un déficit de près de 44 millions, et que chaque décade du trimestre courant en avait déjà présenté un de 4 millions, si bien qu'après de longues discussions et des scènes tumultueuses la motion de Malès fut adoptée le 6 février, par deux cent six voix contre cent soixante. Mais la joie qu'en ressentit le Directoire ne devait pas être de longue durée. L'opposition constitutionnelle, comme se nommèrent depuis lors les amis de Lucien Bonaparte, était plus forte au Conseil des Anciens qu'à celui des Cinq-Cents; la résolution y fut discutée durant quatre

longs jours, et enfin rejetée le 23 février, par cent quatre voix contre quatre-vingt-quatre. L'espoir fondé sur ce beau revenu s'évanouit en fumée.

A la crise intérieure venait se joindre celle de la politique extérieure. Le délai accordé à la cour de Vienne allait expirer, et Thugut n'avait pas donné de réponse satisfaisante : il fallait décider si l'on passerait des menaces à l'exécution et si l'on commencerait la guerre, ou si, revenant à une attitude plus pacifique, on tâcherait d'obtenir une paix avantageuse, par de petites concessions faites à Pitt et à Thugut. A l'intérieur, les élections du nouveau tiers approchaient; les dernières discussions avaient plus fortement resserré les liens de l'opposition, qui n'attendait qu'une occasion favorable; la détresse financière du gouvernement était plus grande que jamais. On aurait pu y remédier en se réconciliant loyalement avec les puissances, en mettant l'armée sur le pied de paix, et en ouvrant, par les économies qui en seraient résultées, la voie à une administration régulière telle que l'entendait Creuzé-Latouche. Mais rien n'indique qu'une telle pensée soit venue un instant à l'esprit des Directeurs. Ils persistèrent dans leurs anciens errements. Puisque la France n'avait plus d'argent pour nourrir ses gouvernants et ses soldats, il fallait que le butin fait à la guerre sur les voisins vaincus vînt combler le vide du trésor. Aussitôt après la décision du Conseil des Anciens, Jourdan et Schérer reçurent l'ordre d'envahir le sud de l'Allemagne, les Grisons et la Vénétie avec leurs brigades déguenillées et affamées. Si le Directoire était victorieux au dehors, peu lui importait à l'intérieur le courroux des Jacobins et le mécontentement des constitutionnels : le 18 fructidor avait appris au Directoire comment on domptait les parlementaires et les clubistes mécontents.

Pendant quelque temps, tout sembla marcher au mieux. On ne tarda pas à recevoir de Masséna des rapports qui annonçaient ses succès dans les Grisons, et le manifeste du Directoire contre l'Autriche fut favorablement accueilli par les Conseils le 13 mars. Le 14 donc, le gouvernement jugea opportun d'ouvrir la campagne électorale par une circulaire adressée aux départements, dans laquelle il donnait libre cours à sa colère contre les Jacobins, relativement à leur opposition à l'impôt sur le sel. Le ministre François envoya ce mot d'ordre à tous ses fonctionnaires : « Plus

d'anarchie, plus de voleurs pour employés, plus de criminels au pouvoir; la France ne veut pas une nouvelle Terreur, un nouveau maximum. » Pour écrire cela, il fallait être bien assuré de l'emporter sur les Conseils, car, aux Cinq-Cents au moins, les Jacobins avaient réussi à faire rejeter l'impôt sur le sel, et déjà ils faisaient une tentative timide, restée alors sans résultat, pour faire interdire par une loi toute scission aux élections, et pour enlever ainsi au gouvernement l'arme du 22 floréal. Ce qui prouve combien le courant, à ce Conseil, inclinait vers la gauche, c'est que la commission des finances elle-même, pour couvrir le déficit de nouveau avoué, s'appropria les projets de Bertrand, et que le Conseil déclara biens nationaux les biens des églises protestantes, évalués à 100 millions et passés jusque-là sous silence. Lorsque commencèrent les élections primaires, il y eut donc immédiatement lutte entre la représentation nationale et le gouvernement. On se plaignit de nouveau avec énergie de la pression illégale exercée sur les électeurs par les commissaires du Directoire. Les Cinq-Cents, par un message, en exprimèrent leurs plaintes, et le Directoire, cette fois encore, répondit fièrement qu'il désapprouvait le zèle exagéré de ses fonctionnaires, mais qu'il ne pouvait que louer leurs intentions, attendu que l'alliance contre nature des royalistes et des anarchistes menaçait toujours la République. Bientôt cependant la situation changea complètement. On reçut la nouvelle des combats d'Ostrach et de Stokach, c'est-à-dire de deux victoires de Jourdan, et l'on s'étonna de voir le quartier général reculer après chacune d'elles, pour être enfin ramené sur le Rhin. Schérer également, après avoir écrasé les Autrichiens à Magnano, s'était refugié derrière l'Adda, et de là avait demandé son congé. Chacun de ces coups diminuait dans les Conseils le crédit du gouvernement. Ils approuvèrent bien les mesures proposées pour compléter le recrutement, mais ce ne fut pas, à cette occasion même, sans de violentes attaques contre le manifeste électoral de François. Bientôt après, Bertrand tonna contre le désordre, la prodigalité, l'improbité de l'administration des finances, et Genissieux expliqua que, si l'on prenait des mesures convenables et vraiment révolutionnaires, le déficit se transformerait en excédent. Le Directoire voyait donc l'orage se former à tous les coins de l'horizon, aussi dut-il remercier le ciel du fond

du cœur lorsque, à la fin d'avril, le meurtre des plénipotentiaires de Rastadt lui fournit l'occasion d'étouffer encore une fois les désordres intérieurs sous une grande explosion d'indignation nationale. La lassitude des esprits était telle, qu'il était assurément bien indifférent à la masse du peuple que les Autrichiens eussent assassiné deux ou trois Jacobins. Mais l'appel à la vengeance n'en retentit que plus fortement dans les messages du Directoire, et il y fut répondu avec non moins d'énergie à la tribune des deux Conseils. Tout ce bruit avait un but pratique bien arrêté. L'Autriche, disait le Directoire, place son espoir dans la ruine de nos finances et dans notre désunion; donc, ce qu'il nous faut, c'est de l'argent et de l'accord. « Donnons au gouvernement ce qui lui est nécessaire pour la vengeance, s'écria Bailleul; ce qui lui est nécessaire, ce sont des hommes, c'est de l'argent. » La pensée d'un impôt extraordinaire, en vue de la guerre et de la vengeance, trouva de l'écho en effet, et un rapport fut demandé, le 6 mai, à la commission des finances.

Cependant, des événements d'une tout autre nature, bien propres à donner le coup de grâce à la puissance déjà chancelante du ministère, s'étaient accomplis. Les élections du nouveau tiers étaient terminées, et la défaite du gouvernement y était complète. Comme l'année précédente, la lutte électorale s'était établie entre le parti directorial et les Jacobins, car, depuis fructidor, toutes les autres fractions se tenaient à l'écart dans un entier découragement. Il s'était bien encore produit un grand nombre de scissions, mais les Jacobins l'avaient emporté presque partout dans l'Assemblée primitive et légale, et les constitutionnels et les démocrates des Conseils étaient fermement résolus à ne plus tolérer en aucun cas le désordre causé par les scissions, mais à valider inexorablement les choix de l'Assemblée première sans tenir compte de la scission. Le Directoire se voyait donc désormais en présence d'une majorité absolument hostile, ainsi qu'il lui était déjà arrivé dans l'été de 1797; seulement, la prépondérance au Conseil des Cinq-Cents appartenait alors au côté droit, tandis que maintenant elle était acquise à la gauche. Ce n'était pas tout encore. Lors du renouvellement du Directoire, le 11 mai, le sort en exclut Rewbell, qui en était incontestablement le membre le plus fort et le plus énergique. On sait que, pour le

remplacer, les Cinq-Cents devaient dresser une liste de dix candidats, parmi lesquels les Anciens devaient choisir le nouveau Directeur. Le nouveau tiers n'était pas encore installé; les partisans du Directoire, les constitutionnels et les Jacobins, à peu près égaux en force, se trouvaient en présence, et il fallut trois tours de scrutin avant que la liste de dix noms fût complète. Toutes les nuances y étaient représentées; les fractions avaient dû se faire des concessions mutuelles pour arriver à un résultat. Tout dépendait maintenant du Conseil des Anciens, dont le choix tomba sur Sieyès. Sieyès avait passé, en 1789, pour le plus profond politique de toute la France; il avait, en 1792, conseillé à la Gironde sa politique offensive; il avait voté la mort de Louis XVI en 1793, et, en 1795, comme chef des indépendants, il avait provoqué la demande des frontières naturelles. Plus que nul homme en France, il avait donc donné des gages à la Révolution démocratique; mais dans quelle situation se trouvait-il à l'égard des partis actuels? s'il avait rompu aussi décidément que possible avec les Jacobins en 1795, il n'avait aussi, nous le savons, témoigné que du mépris pour la nouvelle constitution; il avait désavoué toute intelligence politique avec ses auteurs et ses partisans, c'est-à-dire avec la majorité de la Convention; il avait refusé d'entrer au Directoire, et, se retirant des luttes politiques, il avait accepté le poste d'ambassadeur à Berlin. On disait en France, avec une certaine satisfaction nationale, qu'il avait su retenir la Prusse en dehors de la coalition par sa conduite digne et intelligente, et cette opinion, dont nous connaissons la fausseté (1), augmentait considérablement à Paris le crédit de ce grand et taciturne penseur. Quiconque connaissait la présomption, la ténacité, l'obstination de cet homme concluait immédiatement, vu son attitude passée, que le Conseil des Anciens ne l'appelait au Directoire, et que lui-même n'y entrait que pour y faire prévaloir son opinion, maintenant confirmée par l'expérience, sur les vices essentiels de la Constitution, et pour y proposer des modifications qui, assurément, ne seraient pas du goût des Jacobins. Chacun, naturellement, se gardait bien de se prononcer sur des choses aussi délicates; l'espoir général, pour le moment, était

(1) V. plus haut, p. 380.

que le gouvernement acquerrait une force nouvelle par l'adjonction de ce puissant esprit, et arriverait à de plus grands résultats. Quant aux anciens Directeurs, qui savaient le peu de cas que Sieyès faisait d'eux, ils jugeaient que Rewbell avait en lui un dangereux successeur.

Aux Cinq-Cents cependant la commission des finances avait terminé son travail sur les ressources dont on pouvait disposer pour la guerre vengeresse, et son rapport fut mis à l'ordre du jour pour le 16 mai. Le 15, les Directeurs eurent occasion d'apprécier de nouveau quel esprit dominait dans les Conseils. Les Anciens confirmèrent une décision des Cinq-Cents, laquelle validait les élections du département de la Haute-Vienne, malgré la scission de la majorité des électeurs, vu qu'il n'y avait pas eu de motifs suffisants pour que les électeurs abandonnassent le local légal des élections. Cette décision avait cela de particulièrement important qu'elle introduisait au Conseil le général Jourdan, dont l'irritation contre le Directoire était sans bornes depuis ses défaites en Souabe, et dont la situation militaire pouvait être très précieuse à l'opposition, si jamais l'on en venait aux actes de violence.

Le 16 mai donc, Génissieux prit la parole au nom de la commission des finances. C'était, si nous nous en souvenons, après la défaite de Cassano; Milan et Tortone étaient perdues, Moreau était en pleine retraite au delà des Apennins. Ces pertes honteuses remplissaient le pays d'une colère qui était encore augmentée dans le midi par le danger imminent d'une invasion russe. Partout les Jacobins attisaient le feu et faisaient circuler des adresses aux Conseils sur la pauvreté morale du gouvernement. Génissieux parla dans le même sens. Il réfuta d'abord un récent rapport de Ramel, ministre des finances, lequel évaluait le déficit de l'année à 67 millions (1), et pressait instamment les Conseils de créer enfin des ressources suffisantes. Les Conseils, dit Génissieux, pouvaient et devaient repousser la calomnie que cela impliquait; ils avaient voté une telle quantité de crédits et

(1) Ramel prétendait que, durant le premier semestre, les recettes avaient été de 100 millions au-dessous des dépenses, ce qui faisait présager un déficit de 200 millions; mais il ajoutait comme consolation, sans aucune preuve à l'appui, que le second semestre donnerait probablement un excédent de 33 millions.

d'impôts, qu'il ne pouvait être bien difficile de couvrir un déficit en tout cas très douteux. Si maintenant, en conséquence d'événements tout à fait extraordinaires, de nouvelles ressources étaient nécessaires, elles ne pouvaient avoir pour objet que de faire face aux besoins imprévus de la guerre et aux incroyables traités passés avec les fournisseurs, et surtout de remédier au désordre immense de l'administration, Schérer s'étant montré jadis aussi funeste comme ministre de la guerre qu'il l'était maintenant comme général. L'attaque ne pouvait être plus ouverte ni plus mordante. Nous ne savons pas encore si le ministre des finances a dit vrai; s'il l'a fait, ce n'est pas le manque de revenus, mais seulement l'incapacité du ministre de la guerre qui a ruiné l'État : tel était clairement le résumé de cette lourde digression. « En tout cas, conclut Génissieux, il faut mettre un terme à tant de concussions et de prodigalités; quand même, comme nous le pensons, le déficit s'élèverait non à 67 millions, mais à 5 ou tout au plus à 15, peu importe, du moment qu'il existe. »

Si telle était réellement la conviction de la commission, la conséquence naturelle devait en être le rejet de tout nouvel impôt et un pénible procès contre Schérer. Il ne fut pas d'abord question de ce dernier; mais Berlier proposa, au sujet de la guerre vengeresse, d'augmenter de 10 pour 100 une foule d'impôts déjà existants, bien qu'il fût connu de tous que le taux actuel n'avait pu être atteint dans aucune des années révolutionnaires. En même temps, un message fut adressé au ministère pour lui demander des renseignements précis sur l'administration de Schérer, et sur le dénuement dans lequel se trouvaient les armées au début de la guerre. La motion de Berlier donna lieu à une discussion qui dura plusieurs jours, et durant laquelle des adresses fulminantes de Grenoble, de Chambéry, du Puy-de-Dôme vinrent incessamment grossir le torrent des plaintes. « Le déficit, s'écria Lucien Bonaparte le 19 mai, provient non de ce que les Conseils ont négligé de porter les recettes à la hauteur des dépenses, mais de ce que les fautes du gouvernement ont élevé les dépenses bien au-dessus des recettes; le déficit existe de fait, mais il est en contradiction avec la loi. » Le nouveau tiers entra le 21 au Conseil, et la discussion sur l'augmentation des impôts continua, pour se terminer le 24 par l'adoption. Le 26, tout fut sanctionné par

le Conseil des Anciens. On eût pu croire, au dehors, que les représentants du peuple, malgré leurs blâmes isolés, étaient fortement attachés à un gouvernement auquel ils accordaient des millions avec une si généreuse libéralité.

Mais le Directoire savait mieux à quoi s'en tenir; il savait que la loi de Berlier n'était qu'un vain étalage de mots, et que les discours menaçants de Génissieux et de Lucien Bonaparte étaient seuls l'expression réelle de la situation. Les Directeurs se décidèrent à relever le gant. Le 29 mai, le ministre Ramel publia une lettre adressée à Génissieux, dans laquelle toute réserve était mise de côté et le dernier voile déchiré. « Comment, demandait le ministre, vous niez le déficit, et vous croyez n'avoir besoin de nouveaux impôts que pour remédier à des dilapidations passées? Vous me forcez à parler, je parlerai donc. » Là-dessus, après avoir demandé des données précises et des preuves pour chacune des prétendues dilapidations, après avoir, pour sa part, nié leur existence de la manière la plus formelle, après avoir établi que, dans les huit mois déjà écoulés de l'année courante, le gouvernement n'avait pas affecté aux dépenses de l'État plus de 210 millions en argent comptant et 190 millions de délégations, il fit remarquer que les recettes ordinaires provenant des impôts et des domaines ne ne s'étaient élevées, dans ces mêmes huit mois, qu'à 158 millions (au lieu des 574 attribués au service ordinaire et des 124 destinés au grand recrutement). Pour arriver à 220 millions, on en avait pris 40 sur les excédents des années précédentes (1), on avait fait quelques spéculations utiles, on avait tiré çà et là quelque profit du système des délégations. Et en présence de cette situation, bien connue du rapporteur, celui-ci déclarait que le déficit était insignifiant, et provenait uniquement de dilapidations passées! Ce n'était pourtant pas l'avis du Conseil des Cinq-Cents, qui, récemment encore, avait reconnu le déficit en votant l'impôt sur le sel, et qui, cet impôt ayant été rejeté par le Conseil des Anciens, n'avait rien trouvé jusque-là pour le remplacer. De là résultait tacitement pour le Corps législatif la nécessité de faire son devoir trop longtemps négligé, et de procurer des ressources réelles à l'État embarrassé. L'accusation d'avoir causé la ruine

(1) C'était un dur aveu, car ces excédents avaient été depuis longtemps attribués par la loi aux fournisseurs non encore payés des années précédentes.

des finances était donc renvoyée ici aux Conseils de la manière la plus directe. C'était la répétition exacte des griefs échangés avant le 18 fructidor entre le gouvernement et la représentation nationale : à cette époque déjà, le principal reproche adressé aux Conseils était d'avoir voulu, dans leur royalisme, affamer la République en lui refusant des impôts.

Alors les meneurs des Conseils avaient été envoyés en exil : le Directoire allait éprouver combien les circonstances avaient changé.

Le message de Ramel, bien loin de décourager les Cinq-Cents, devint pour eux le signal de la lutte. Le 6 juin, le député Barthélemy proposa une séance secrète, pour délibérer sur la situation des armées. En conséquence, lorsqu'on eut annoncé que le rapport de la commission militaire était prêt, tous les assistants quittèrent la salle, après quoi Boulay de la Meurthe, alors un des chefs de l'opposition constitutionnelle, monta à la tribune. Il proposa, au nom de la commission militaire et de la commission des finances, d'envoyer un message au Directoire pour le sommer de donner des explications au Corps législatif sur la situation intérieure et extérieure du pays. Cela équivalait à déclarer que la situation du pays était extrêmement grave. Pour bien affirmer, en effet, que telle était son opinion, la Chambre, non contente du message, y ajouta la mesure extraordinaire d'une adresse au peuple français. Rédigée par François (de Nantes), un radical consommé, cette adresse disait qu'il fallait avant tout donner âme et vie à l'esprit public; que les vrais amis de la liberté (les Jacobins), si longtemps persécutés, pouvaient se rassurer; que l'on cherchait en vain à les rendre suspects par des qualifications surannées (anarchistes). Puis elle rappelait que le Conseil avait rejeté les scissions et demandé une punition pour les menées des commissaires du gouvernement; enfin, elle promettait la responsabilité des ministres, un ordre rigoureux dans les finances, et une ferme protection pour la liberté personnelle. Toutefois, afin que la masse de la bourgeoisie ne vît pas dans ces louanges données aux Jacobins un retour vers la Terreur et la toute-puissance de la Convention, il était dit à la fin de l'adresse que les grandes mesures d'administration étaient toujours laissées au Directoire, sur les attributions duquel les Conseils n'empiéteraient jamais.

C'était une déclaration de guerre en règle; on attendit ensuite la réponse du gouvernement.

Deux jours plus tard, Sieyès, accouru en hâte de Berlin, venait prendre sa place au Directoire. On vit sur-le-champ qu'il voulait avoir le moins de contact possible avec ses collègues; mais, en revanche, il noua d'étroites et secrètes intelligences avec Lucien Bonaparte et d'autres chefs de l'opposition constitutionnelle. Au dehors, les désastres avaient partout continué; le Piémont, les Grisons, Zurich, avaient été successivement enlevés aux Français. A l'intérieur, on ne trouvait plus que lassitude et indifférence, ou bruyante fureur contre le gouvernement. Les Directeurs ne se voyaient d'appui d'aucun côté. Ce que la France demandait alors au caractère de ses gouvernants n'était pourtant pas au-dessus de ce que pouvaient donner ces hommes, mais ils succombaient sous le poids du plus écrasant de tous les reproches, celui d'avoir échoué sur tous les points. Ils avaient perdu jusqu'au dernier reste d'autorité morale, et en même temps toute confiance dans les ressources matérielles que leur fournissait le pouvoir. Ils avaient bien conservé de fortes masses de troupes à l'intérieur du pays, pour le plus grand avantage des Austro-Russes, mais quel chef aujourd'hui eût été disposé à tourner les baïonnettes de ses soldats contre les représentants du peuple? Hoche n'était plus, et Jourdan, son successeur, s'était mis à la tête de l'opposition. Bonaparte était en Afrique, Augereau, son instrument au 18 fructidor, venait de prendre place auprès de Jourdan au Conseil des Cinq-Cents. Dans les camps et devant l'ennemi, Masséna avait les mêmes motifs de colère que Jourdan; Brune, le vieil hébertiste, n'avait pas oublié Milan; Joubert, beaucoup plus modéré que ces derniers, était irrité, comme Championnet, contre les commissaires civils du gouvernement, et venait de donner sa démission. Les officiers et les soldats ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils devaient leurs échecs, leur dénuement et leur faim à l'administration négligente et avide du Directoire, de Schérer, et de ses fournisseurs. A l'intérieur, les monarchistes éprouvaient une joie maligne en voyant leurs vainqueurs se déchirer entre eux; les Jacobins, les anciens alliés de fructidor, étaient maintenant pour le gouvernement des ennemis plus acharnés que les monarchistes ne l'avaient été naguère. Les Directeurs, Treilhard, Merlin, La Révellière, délibéraient, cher-

chaient, et ne décidaient rien. Toujours vil et égoïste, Barras, n'ayant plus le moindre doute sur ce qui allait arriver, les abandonna sans façon pour se mettre à disposition de Sieyès. Avant même que commençât la lutte, l'issue n'en était plus douteuse.

Tandis que le Directoire se taisait, les Cinq-Cents ouvrirent d'un autre côté une nouvelle attaque contre lui. Aussitôt après le 18 fructidor, la censure des journaux avait été attribuée au gouvernement, afin, disait-on alors, de réprimer les excès royalistes; mais, après la rupture des Directeurs avec les Jacobins, elle avait naturellement été largement appliquée aussi à la presse démocratique. Actuellement, les Cinq-Cents se souvinrent que la Révolution avait eu la liberté pour but, et, comme la liberté de la presse est un des plus précieux de tous les droits politiques, ils se soulevèrent à grands cris contre la loi de fructidor. Il en avait déjà été question le 29 mai, mais avec un résultat encore douteux, car quelques modérés, faisant une distinction très marquée entre la liberté de la presse et l'impudence des journaux, ne voulaient accorder la première qu'à la condition qu'une loi sévère mettrait un frein à la seconde. Le 11 juin donc, Berlier présenta un rapport dans lequel il reproduisait son projet de loi sur la presse de 1797, et une discussion très complexe s'engagea sur-le-champ. La gauche jacobine ouvrit le feu par des injures violentes contre la tyrannie actuelle et des louanges enthousiatses de la liberté intellectuelle; un symptôme de la situation, c'est que les galeries étaient occupées par des prolétaires, qui applaudissaient des deux mains aux attaques de leur orateur. Ce souvenir de 1793 produisit cependant un si fâcheux effet que le parti du gouvernement reprit courage pour un moment. Briot, un Jacobin, prétendit le lendemain que les perturbateurs avaient été des agents de police déguisés, lesquels avaient fait tout ce bruit pour pouvoir dire que l'Assemblée subissait la pression de la domination populaire. Les constitutionnels, de leur côté, déclarèrent le 17 qu'il fallait abolir la censure, vu que le Directoire lui-même ne pouvait supporter le fardeau de cette exorbitante attribution et du mécontentement qu'elle provoquait. Boulay de la Meurthe expliqua que toutes les fautes du Directoire provenaient de ce que, l'opinion publique étant ainsi muselée, les Directeurs n'avaient jamais entendu que la voix de leurs serviteurs et de leurs adulateurs, et avaient été entraînés par là vers les voies funestes par lesquelles ils avaient

conduit la France au bord de l'abîme. Il termina par un appel à la représentation nationale, qu'il suppliait de reprendre l'attitude qui lui convenait, et par la demande de la suppression immédiate de la censure, suivie de la discussion de la loi sur la presse. Et comme le parti du Directoire persistait à vouloir que la discussion précédât la suppression, Chénier s'écria : « Faisons de la suppression, qui est indispensable, le premier article de la loi ! » La forme conciliatrice était trouvée ; l'article fut décidé et placé au premier rang dans le projet de Berlier.

Cependant les chefs de l'opposition avaient très bien compris que ce sujet n'était pas propre à augmenter l'union au sein de leur parti, et comme Sieyès venait de faire nommer leur ami le général Joubert au commandement de Paris, ce qui écartait pour les Conseils toute apparence de danger matériel, on résolut de frapper le dernier coup. Le 17 juin, quelques articles de la loi sur la presse furent encore discutés aux Cinq-Cents, après quoi, vers quatre heures de l'après-midi, le citoyen Poulain-Grandpré se leva et fit la motion suivante, au nom de la commission militaire et de la commission des finances réunies : « Considérant que le Directoire n'a pas encore répondu au message du 6, il y a lieu d'insister par un second message, et de déclarer la permanence de la séance jusqu'à ce que la réponse soit arrivée. » L'approbation fut unanime, et avis en fut donné au Conseil des Anciens. Deux heures plus tard, le Directoire répondit qu'il avait espéré pouvoir terminer pour le 20 le travail demandé, pour lequel tous les ministres avaient dû lui fournir des matériaux, mais qu'il venait également de se mettre en permanence, et qu'il enverrait le lendemain ses explications. Là-dessus, quelqu'un proposa de faire cesser la permanence, mais la gauche s'y opposa énergiquement. « La patrie est en danger, dit-elle ; chacun doit rester à son poste. » Les commissions réunies furent invitées à délibérer de nouveau. « Espérons, s'écria Cochon, à la grande indignation de la gauche, que ce n'est pas pour se constituer en Comité de Salut public. » La Chambre employa les heures qui suivirent à une lente discussion des autres articles de la loi sur la presse ; à onze heures enfin, Bergasse, rapporteur des commissions, proposa de déclarer inconstitutionnelle et par là non valable la nomination du Directeur Treilhard. La Constitution, dit-il, déterminait que tout ancien député ne pourrait devenir Directeur qu'un

an après l'expiration de son mandat; or Treilhard avait été nommé quatre mois avant la fin de l'année. C'était une misérable chicane; mais le fait n'en était pas moins incontestable: la motion fut donc adoptée à l'unanimité, et soumise sans délai à la sanction du Conseil des Anciens. Cette haute Assemblée, qui n'avait pas à prendre de décisions par elle-même, mais seulement à discuter celles des Cinq-Cents, s'était également mise en permanence; mais ses membres s'ennuyaient mortellement, et n'étaient qu'à grand'peine retenus sur leurs bancs. Lorsque, vers minuit, arriva le message des Cinq-Cents, ils se ranimèrent, soumirent par convenance la décision à l'examen d'une commission, et reçurent bientôt de celle-ci un rapport disant que c'était regrettable pour Treilhard sans doute, mais que l'illégalité constitutionnelle de la nomination ne pouvait être mise en question. La décision reçut donc force de loi, et le 18 juin ou 30 prairial, à 2 heures du matin, elle fut communiquée au Directoire afin de recevoir une prompte exécution.

Ceci porta la crise à son paroxysme. Le départ de Treilhard enlevait au Directoire son ancienne majorité; pour le moment, Merlin et La Réveillère se trouvaient en nombre égal vis-à-vis de Sieyès et de Barras, auxquels la nouvelle nomination allait sans doute donner un collègue de leur bord, et, par conséquent, la prépondérance au Directoire. Si le gouvernement, qui venait précisément de rédiger sous une forme fière et négative sa réponse au message du 6 juin, voulait défendre la place, le moment était venu. Mais ce fut Treilhard lui-même qui mit fin à tout. Lorsque la nouvelle loi eut été lue, il prit son chapeau et dit en souriant à ses collègues : « Vous êtes en permanence, je suis en vacances; je vais me mettre au lit ». Telle fut la digne fin de la dictature du 18 fructidor (1).

Dans la matinée de ce grand jour libérateur, les Cinq-Cents votèrent la loi sur la presse proposée par Berlier, et entendirent ensuite la lecture de la dernière émanation de l'ancien Directoire. Le message expliquait que tous les malheurs des armées provenaient uniquement du manque d'argent; que le Directoire venait de former des plans de guerre d'une haute importance, qui ne pouvaient naturellement être livrés à la publicité, mais qui se dissiperaient égale-

(1) V. le *Moniteur* et les feuilles du temps.

ment en fumée si le Corps législatif ne s'occupait pas plus activement qu'il ne l'avait fait jusque-là de créer des ressources financières ; que les soulèvements royalistes étaient une preuve évidente de l'entente qui existait entre le despotisme et les anarchistes, en vue d'exciter les uns contre les autres les plus hauts pouvoirs de la République ; que, par conséquent, un accord solide entre ces pouvoirs était le seul moyen de sauver le pays. En terminant, le Directoire annonçait l'envoi prochaïn d'un second message, qui exposerait ses plans plus en détail. Cette lecture provoqua de nombreuses marques de colère ; toutefois, le message fut soumis à l'examen des commissions réunies. La Chambre procéda ensuite à la formation de la liste des candidats pour la place vacante au Directoire. En tête, au grand dépit de l'abbé Sieyès, se trouva Gohier, l'ancien ministre de la justice, un vieux Jacobin d'une droiture absolue, mais d'une non moins grande étroitesse d'esprit, et, après lui seulement, Roger Ducos, membre du Conseil des Anciens et partisan dévoué de Sieyès. Dans la soirée donc, Gohier fut nommée Directeur par le Conseil des Anciens.

Le coup d'État devait se terminer, dans la matinée du 19 juin, par l'éloignement du gouvernement de Merlin et de La Réveillère. Bertrand du Calvados monta à la tribune au nom des commissions, et exposa que le dernier message n'était autre chose qu'une impudente répétition de l'ancienne accusation portée contre les Conseils de n'avoir pas donné le soin nécessaire aux besoins de l'État. Alors le flot des colères et des injures rompit toutes les digues. « Quels artifices, quelle ruse, quelle impudence ! s'écria l'orateur. Pâlissez, triumvirs idiots et insensés. Vous avez fait des profits colossaux, vous avez poursuivi comme anarchistes les vrais amis de la liberté, vous avez destitué les employés patriotes dans quarante départements, vous avez cherché partout à fausser les élections, vos commissaires ont pillé et tyrannisé les peuples alliés, ils ont attiré sur nous la haine des Suisses et des Italiens. Dans le Directoire même, vous n'avez plus la majorité ; voyez si vous pouvez encore rester en place. » Boulay de la Meurthe ajouta encore à la liste de ces accusations, et les résuma toutes en disant que le Directoire, par sa politique aveugle, avait troublé la paix avec l'Europe et détruit toute légalité à l'intérieur du pays. Il demanda et obtint la formation d'une commission plus

restreinte, de onze membres seulement, qui devait proposer promptement les mesures nécessaires au salut de la France. On adressa ensuite un message au Directoire pour se plaindre des arrestations arbitraires, faites sans enquête, instruction ni jugement, ainsi que pour annoncer l'adoption d'une motion qui, présentée par une commission, avait été sur-le-champ ratifiée par le Conseil des Anciens, et qui condamnait au bannissement quiconque porterait en quoi que ce fût ombrage à la sécurité de la représentation nationale.

Au point où en étaient arrivées les choses, tout ce bruit n'avait pour objet que l'effet extérieur, car la complète impuissance des anciens Directeurs n'était un secret pour personne. La véritable action de la journée s'accomplit à l'écart, et dans une direction tout opposée. Pendant que Bertrand prononçait son discours injurieux, la majorité modérée était réunie dans une salle voisine, afin de donner à quelques-uns de ses membres dans les deux Conseils pouvoirs et instructions pour une négociation avec La Réveillère et Merlin. Cette députation trouva les deux Directeurs fermes encore, Merlin silencieux et attendant ce que déciderait son collègue, La Réveillère s'appuyant fièrement sur son droit constitutionnel et sur son honneur personnel. On lui représenta que la colère de tous les partis s'était amoncelée contre lui ; que, s'il s'entêtait, une explosion terrible ne pourrait être évitée, et qu'il était impossible de prévoir jusqu'où irait alors le déchaînement de la fureur ; qu'il ne s'agissait plus de sa vie seulement, mais de la constitution, et peut-être de l'existence de la République ; que, par amour pour son pays, il devait se retirer et enlever tout prétexte au bouleversement dont on était menacé. Il s'y refusa durant plusieurs heures ; mais enfin, une nouvelle députation des modérés lui ayant apporté, de la part de la majorité des deux Conseils, la promesse formelle que, si lui et son collègue se retiraient, il ne serait pas touché à un seul de leurs cheveux, tous deux signèrent leur démission : la glorieuse révolution du 30 prairial était accomplie. Roger Ducos et le général Moulins, cher aux Jacobins, mais complètement inconnu de l'armée, furent leurs successeurs. Sieyès, entouré au Directoire de trois zéros et de la grandeur négative de Barras, semblait être le chef absolu du gouvernement. Il fut, bien entendu, nommé président du Directoire pour le trimestre qui commençait.

Après cette brillante victoire, les Conseils restèrent encore quelques jours en permanence, pour discuter, à la requête surtout de la gauche jacobine, une sorte de déclaration des droits, suite d'articles destinés à prévenir tout retour des abus principalement attaqués dans les derniers temps : pression du gouvernement sur les élections, système des scissions, arrestations et destitutions illégales, surtout celles des officiers patriotes, gaspillage des armes et des munitions, fermeture arbitraire des clubs politiques, pouvoir donné le 19 fructidor au Directoire de réunir des troupes au siège des séances du Corps législatif. Les Cinq-Cents adoptèrent un certain nombre de ces articles, mais ils soulevèrent des difficultés pour d'autres, et les renvoyèrent à la commission; quant au Conseil des Anciens, il lui sembla qu'il n'y avait pas lieu de se presser ici plus que pour la nouvelle loi sur la presse. Sur ces entrefaites arriva le 28 juin, à la triste surprise de tous, un message du nouveau Directoire qui dépeignait la déplorable situation du pays presque dans les mêmes termes et avec les mêmes couleurs que ses prédécesseurs renversés : vide complet du trésor, désorganisation de tous les services, accroissement des bandes royalistes. Si des mesures promptes et énergiques n'étaient pas prises de tous côtés, disait le message, on était menacé d'une désorganisation générale. La commission des onze était préparée à cela; le général Jourdan se leva en son nom, pour faire de grandes et importantes propositions. Il fallait, dit-il, appeler sous les armes toutes les classes de la conscription, les organiser en bataillons et en compagnies, les équiper dans leurs départements, prendre les officiers parmi les surnuméraires et les pensionnés; les villes formeraient dans l'ouest, contre les Chouans, des compagnies franches et mobiles; 100 millions seraient consacrés à ces armements; on se les procurerait par un emprunt prélevé sur les riches et remboursable au moyen de l'aliénation des domaines non encore vendus. Et il demandait que les lois nécessaires à l'exécution de ces mesures fussent préparées sans retard.

Tout cela fut accueilli à l'unanimité et presque sans discussion, et approuvé tout aussi promptement par le Conseil des Anciens; après quoi les deux Conseils levèrent la grande séance permanente du 30 prairial.

Nous verrons plus tard quelles furent, à l'intérieur, les consé-

quences de ces mesures; parlons d'abord de l'influence qu'elles exercèrent sur le cours de la guerre.

Le 2 juillet, le général Bernadotte fut nommé ministre de la guerre, grâce à l'influence jacobine encore toute-puissante. Il n'était pas, nous le savons, dépourvu de talent, et, sous l'empire d'une ambition à la fois militaire, politique et patriotique, il se donna à ses nouvelles fonctions avec une ardeur sans pareille. Il obtint que le premier tiers du nouvel emprunt forcé que toucherait le trésor lui fût attribué, et comme ces sommes devaient être disponibles dans un bref délai, il réussit, au moyen de délégations, à conclure un nombre considérable de marchés pour des fournitures d'armes, d'uniformes et de vivres. Quelque chose en alla bien aux armées actives, à Gênes et en Suisse, mais dans une faible proportion; la plus grande partie en fut employée à l'armement des nouveaux bataillons, car le recrutement avait échoué jusque-là par suite du manque de ressources; il était bien naturel, en effet, que les recrues, laissées sans habits, sans nourriture et sans armes, désertassent en masse et rentrassent chez elles. Cette mauvaise habitude était si bien enracinée que, cette fois encore, la besogne ne s'accomplit que lentement et rencontra de grands obstacles; mais cependant elle s'accomplit, et quelques semaines plus tard les jeunes troupes, convenablement équipées, étaient, par toutes les routes, en marche vers les frontières.

De plus, le nouveau ministre de la guerre considéra comme honteux de conserver des masses considérables de troupes de ligne dans l'intérieur du pays pour y assurer l'ordre. Cela avait pu être nécessaire à l'ancien Directoire, qui se sentait entouré de nombreux ennemis; mais on avait maintenant un gouvernement aimé du peuple, disait Bernadotte, et l'appui des baïonnettes ne lui était plus nécessaire. Cependant il ne rappela pas purement et simplement ces troupes; il les remplaça par de jeunes soldats de la dernière levée ou par des garnisons d'Italie, qui s'étaient engagées, en capitulant, à rester éloignées du théâtre de la guerre. Sieyès, à la vérité, ne voulut pas permettre que Paris fût trop dégarni de troupes; mais, malgré les bandes royalistes, de forts détachements furent envoyés de l'ouest et du midi, les uns sur le Rhin, les autres en Italie. Grâce à ces différentes ressources, Bernadotte espérait, en quelques semaines, pouvoir engager environ cent mille

hommes de plus dans la lutte difficile que soutenait la France contre la coalition. On vit, en effet, ce que peut faire, dans une grande administration, un chef habile et zélé. En dépit de toutes les difficultés, de toutes les lacunes, de tous les mécomptes — nous les connaîtrons plus loin, — une vie nouvelle se manifesta dans les armées françaises. Souvent, sans doute, Bernadotte dut recourir aux appels, aux exhortations, aux promesses, et il n'en était pas plus avare que François de Neufchâteau; mais enfin on travaillait sans relâche; les subordonnés étaient stimulés, les abus étaient combattus, et, pour le commencement du mois d'août, Bernadotte pouvait considérer comme acquis le renfort sur lequel il comptait.

La question maintenant était de savoir comment ces masses de combattants pouvaient être le plus utilement employées, et ici il faut malheureusement avouer qu'une foule de considérations personnelles et politiques l'emportèrent sur les exigences et l'opportunité techniques. Rien n'eût dû être plus pressé que de fortifier l'armée d'Italie, dont Moreau, avec une fermeté et une abnégation bien rares, maintenait les débris dans les passages des Apennins et sur la côte ligurienne, où ils enduraient d'horribles privations. On lui envoya bien quelque argent, un peu de matériel, et huit à dix mille hommes; mais il en aurait fallu quarante mille pour résister victorieusement à Suworoff. Sieyès y aurait été disposé, car il avait l'intention de donner ce commandement à l'habile Joubert, qui venait de se tourner vers son étoile, et, si celui-ci triomphait, de profiter peut-être de l'éclat que lui donnerait la victoire pour prendre de nouvelles mesures à l'intérieur. Mais il y avait aussi à pourvoir le général Championnet, l'ancien subordonné et ami du général Jourdan, maintenant si influent, le glorieux vainqueur de Naples, et, par-dessus tout, la victime de l'ancienne tyrannie directoriale. Il avait été mis en liberté et glorieusement réintégré aussitôt après le 30 prairial; il fallait maintenant lui donner un commandement indépendant, et, bien que Bonaparte eût démontré en 1796 la folie d'une telle mesure, on créa à côté de l'armée d'Italie une armée des Alpes, pour laquelle trente mille hommes furent envoyés à Chambéry, au lieu d'être envoyés à Gênes, et dont Championnet fut nommé le commandant en chef.

Les choses ne se passèrent pas mieux pour l'armée d'Helvétie.

Ici Masséna, seul entre tous les généraux, avait su défendre et conserver sa position ; il avait, à la vérité, abandonné les Grisons; mais il avait aussi arrêté les progrès de l'archiduc. On lui envoya une faible somme d'argent, mais, au lieu du renfort qu'il espérait, il reçut la nouvelle de la formation d'une nouvelle armée du Rhin, forte de cinquante mille hommes, à laquelle il devait céder quelques-uns de ses régiments de cavalerie. Bernadotte semble s'être réservé alors le commandement de cette armée, et peut-être même la haute direction des troupes de Masséna, dont l'autorité s'étendait alors jusqu'aux garnisons des bords du Rhin. Soit qu'on juge ces projets au point de vue personnel ou au point de vue pratique, ils étaient maladroits au plus haut degré. De plus, ils laissaient Moreau absolument de côté, malgré les grands services que son abnégation en présence de Schérer et de Macdonald avaient rendus à la République, et malgré la manière blessante dont l'ancien Directoire l'avait traité, en raison de ses opinions politiques. Mais il était encore plus odieux aux Jacobins, aujourd'hui victorieux, qu'il ne l'avait été à l'ancien gouvernement; ce ne fut que plus tard, et d'une manière très fugitive, que l'on songea à lui confier, et non à Bernadotte, le commandement en chef des armées du Rhin et d'Helvétie. En tout cas, on persista pour le moment à ne pas jeter toute la masse des nouveaux renforts sur Gênes et sur l'Albis, et on en éparpilla la plus grande partie sur le haut Rhin et dans les montagnes de la Savoie.

Quelque grandes cependant que fussent ces fautes, le coup d'État du 30 prairial avait donné aux affaires militaires une impulsion nouvelle, dont les alliés allaient se ressentir sur plus d'un point.

CHAPITRE VI

NOVI

Pendant que ces mouvements violents s'accomplissaient en France, sans que les ennemis du dehors s'en inquiétassent beaucoup, les grandes armées des alliés restaient dans l'inaction, atten-

dant, Charles l'arrivée de Korssakoff, et Suworoff la chute des forteresses. Nous avons vu le mal causé par le système de temporisation du ministre autrichien; l'oisiveté avait engendré tous les vices, et l'indifférence à l'égard de l'ennemi se changeait plus nettement chaque jour en irritation contre l'allié. Cependant les jours s'écoulaient, les tranchées et les batteries de brèche faisaient leur œuvre, et enfin la condition à laquelle Thugut avait subordonné tout mouvement offensif en Italie se réalisait : le 23 juillet, Alexandrie, étroitement investie par les troupes de Bellegarde, ouvrait ses portes, et le 29 le général Kray pouvait également envoyer à Thugut et à Suworoff la nouvelle tant désirée de la chute de Mantoue. Suworoff était alors, avec quarante-cinq mille hommes environ, non loin d'Alexandrie, en vue de protéger le siège récemment commencé de la citadelle de Tortone contre toute tentative de secours de la part de la France. Il ordonna à Kray de laisser cinq mille hommes de garnison à Mantoue, d'en envoyer trois mille en Toscane, et de se diriger lui-même à marche forcée vers Alexandrie avec le gros de ses forces, afin d'aider de là à chasser les Français de la Rivière de Gênes. Depuis des semaines, Suworoff avait pris pour cela toutes les mesures préliminaires; il avait amassé des vivres à Livourne, et avait commandé des masses de mulets pour le transport des provisions dans les montagnes. Croyant être actuellement à la tête d'une force bien supérieure aux débris de Moreau et de Macdonald, il comptait ne faire marcher d'Alexandrie contre Gênes que le corps de Kray, franchir lui-même les Apennins bien plus à l'ouest avec ses forces principales, s'avancer vers Nice par le col di Tende, et couper par là aux Français toute communication avec leur patrie. En attendant l'arrivée de Kray, il prit d'assaut près de Novi, à l'entrée des montagnes, le petit fort de Serravalle, que les Français occupaient encore. Ceux-ci, après un long repos, tentèrent alors quelques coups isolés contre les avant-postes alliés, et le bruit que Moreau avait reçu des renforts considérables se répandit dans le quartier général des Russes. Cependant cette nouvelle, bien vague et bien incertaine, n'eut d'autre effet sur Suworoff, qui voulait avoir le dessus quoi qu'il arrivât, que de lui faire adresser le 11 août au général Korssakoff, en vertu du rescrit impérial qu'il venait de recevoir, l'ordre d'envoyer par le chemin le plus court dix mille hommes de son corps en Italie. Kray,

de son côté, étant arrivé le 10 à Alexandrie, ainsi qu'il avait été précédemment décidé, le feld-maréchal communiqua alors à ses généraux ses plans pour la grande attaque projetée contre la Rivière. Il comptait commencer le 15 le mouvement sur tous les points, après avoir laissé trois jours de repos aux bataillons de Kray; mais, le 12, un poste russe fut tout à coup attaqué si vivement près d'Arquata par toute une division ennemie, et des nouvelles si alarmantes arrivèrent de la vallée de la Bormida au sujet de l'apparition de fortes masses françaises en deçà des montagnes, que Suworoff dut reconnaître que son adversaire l'avait prévenu et avait pris l'offensive avant lui. Il pensa que la marche des Français avait pour premier objet la délivrance de la citadelle de Tortone, et comme sa supériorité en cavalerie et en artillerie lui offrait, croyait-il, les chances les plus favorables pour un combat en plaine, il donna à tous les détachements déjà engagés dans la montagne l'ordre de revenir en bon ordre du côté où se montrerait l'ennemi, afin de l'entraîner à la catastrophe fatale.

Le général Joubert, en effet, était arrivé le 4 août à l'armée d'Italie, décidé à remporter de grands et prompts succès, autant par ambition personnelle que pour complaire au Directoire, et, comme il ignorait encore la chute de Mantoue, il désirait surtout s'ouvrir la route de cette ville par le gain d'une bataille (1). Il trouva l'armée forte de nouveau de quarante-cinq mille hommes, grâce aux renforts activement envoyés, et divisée en deux grandes masses : l'une, de dix-neuf mille hommes, sous Saint-Cyr, aux sources de la Scrivia; l'autre, de dix-huit mille, sous Pérignon, bien plus à l'ouest, sur la haute Bormida; le reste était dispersé en diverses garnisons et en postes d'observation. Il pria son prédécesseur Moreau, avec lequel il était lié d'amitié depuis quelques années, de rester quelque temps encore au quartier général, afin de l'aider de sa haute expérience, et Moreau, avec son abnégation habituelle, se rendit à cette prière. Joubert convoqua ensuite un conseil de guerre pour y développer son plan, lequel consistait à pénétrer en Piémont avec ses deux masses principales, et à battre l'ennemi

(1) Les données diffèrent singulièrement entre elles sur le chiffre des troupes et sur les détails des combats qui suivent. Je me conforme en général au récit de Miliutin, dont les communicatons, tirées des actes russes, élucident au moins quelques points jusque-là obscurs ou contestés.

n'importe où il le trouverait. Là-dessus les opinions se partagèrent; quelques officiers conseillaient d'attendre que l'armée des Alpes, commandée par Championnet, laquelle ne comptait encore que seize mille hommes solides, fût entièrement complétée et pût agir de concert avec les divisions de Joubert; mais le jeune général ne voulut pas entendre parler d'un tel retard, et Moreau lui-même se prononça pour une prompte offensive. On croyait que l'armée ennemie était bien loin de là, du côté de Mantoue, et qu'il ne se trouvait sur la Bormida qu'un détachement isolé, de dix mille hommes peut-être, qui pouvait être facilement anéanti par une attaque soudaine. Quant au général Saint-Cyr, il combattit énergiquement cette opinion; il se déclara convaincu que le gros des forces de Suworoff se trouvait entre la Scrivia et la Bormida, et insista pour que l'on ne risquât pas une démarche imprudente. Ces discussions durèrent plusieurs jours; enfin il fut décidé que chacun des deux corps traverserait la montagne par le point que lui assignait sa position actuelle; que Saint-Cyr, conséquemment, pénétrerait dans la vallée de la Scrivia, et Pérignon dans celle de la Bormida, et que le lieu de leur jonction serait fixé ensuite d'après la position de l'ennemi. Joubert fit commencer ce mouvement le 7 août par la division Pérignon, qui était la plus éloignée; mais il reconnut bientôt par ses propres yeux que Saint-Cyr avait eu raison, et qu'il ne se trouvait pas un ennemi à l'ouest de la Bormida. Là-dessus, il ordonna à Saint-Cyr de descendre la Scrivia jusqu'à Novi; c'est ainsi que, le 12 août, l'avant-garde de Saint-Cyr, commandée par le général Watrin, repoussa les Russes d'Arquata et les poursuivit vivement jusque dans la plaine de Novi, et ce fut ce combat qui troubla si soudainement le plan d'attaque de Suworoff contre la Rivière de Gênes. Pendant ce temps, Joubert se tournait à l'est, vers l'Orba, et, après avoir passé ce ruisseau, il dirigea les divisions de Pérignon vers Capriata et Pasturana, sur le flanc droit de la position prise le 13, à Novi, par Saint-Cyr. L'armée réunie était donc alors sur un des derniers contreforts des Apennins, dont la crête, peu haute d'ailleurs, s'abaissait rapidement vers la plaine, mais s'élevait insensiblement à l'est jusqu'à la cime du Monte Rotondo, et qui était baigné à sa base par les eaux de la Scrivia. Vers le milieu de ce contrefort s'élevaient, sur le revers septentrional, les murs et les tours

de la ville de Novi; de là, le regard embrassait au nord, au delà des pentes couvertes de vignobles, une plaine riche et bien cultivée, encadrée à droite et à gauche par la Scrivia et la Bormida, bordée par des chaînes de collines qui s'entre-croisaient peu à peu, et dans laquelle on apercevait tout au loin les blanches maisons d'Alexandrie et de Tortone. Le 14, Joubert, qui ne songeait toujours qu'à l'ennemi et à la bataille, accourut en personne à Novi pour se concerter une dernière fois avec Saint-Cyr. Celui-ci alors le conduisit, ainsi que Moreau, sur le point d'où la vue pouvait le mieux s'étendre au loin, et le spectacle qui s'offrit à leurs regards, dans le vif éclat d'une matinée d'été, ébranla la résolution de Joubert lui-même. Sur tous les points de cette vaste étendue étincelaient des baïonnettes ennemies; au loin comme de près se montraient de longues lignes de troupes rangées pour la bataille; il était évident que l'on avait devant soi toutes les forces de Suworoff, et même les divisions de Kray, ce qui indiquait que Mantoue avait déjà succombé. Le pur éclat du soleil leur permit non seulement de distinguer les divisions à plusieurs lieues de distance avec une longue-vue, mais encore de compter les bataillons et d'en évaluer la force. Immédiatement devant Novi, à trois quarts d'heure à peine de la ville, se trouvaient les Russes de Bagration et de Milarodowitsch; à gauche, un peu en arrière et sur l'Orba, les Autrichiens d'Ott et de Bellegarde, sous la conduite de Kray; à droite, sur la Scrivia, et à environ deux lieues de distance, les troupes de Derfelden et du vieux Mélas; le tout formait un ensemble de plus de cinquante mille hommes, auxquels Joubert ne pouvait en opposer que trente-cinq mille, et dont la puissante supériorité du côté de la cavalerie (neuf mille contre deux mille) était surtout menaçante dans cette plaine. Joubert soutint alors une cruelle lutte intérieure. Il comprenait les graves dangers de ce combat, auquel d'ailleurs la chute de Mantoue avait enlevé sa première raison d'être. D'un autre côté, il sentait qu'il serait perdu sans retour à Paris, si, effrayé au seul aspect de son adversaire, il reculait sans avoir tiré un coup de canon. Il consulta ses généraux, qui tous conseillèrent la retraite immédiate dans la montagne; mais, assailli de sombres pressentiments, il ne pouvait se résoudre à prendre un parti. Vers le soir enfin il les congédia, en leur déclarant qu'avant

deux heures il leur ferait connaître les dispositions prises pour la retraite. Les troupes restèrent donc en grande partie dans les campements pris à l'arrivée, et nullement dans l'ordre nécessaire pour une bataille. Cependant les instructions annoncées ne vinrent pas. Joubert fut informé, dans le courant de la nuit, qu'un bruit semblable à celui de canons en marche se faisait entendre du côté du camp russe. Là-dessus, prompt à croire ce qu'il désirait, il envoya à ses généraux l'ordre de surveiller attentivement, le lendemain matin, les mouvements de l'ennemi qui se retirait. Il vit donc le soleil se lever, le 15 août, sans avoir la moindre idée de ce que lui réservait cette journée.

Pendant que le jeune général français hésitait ainsi entre l'attaque, l'attente ou la retraite, son vieil adversaire n'avait qu'une pensée, qu'il exprimait en vers assez barbares à son ami Kray : « Sabres et baïonnettes, pas de honteuse retraite; la première ligne enfoncée, la seconde écrasée; la réserve tourne le dos, car voilà Kray, notre héros. » Il tenait donc le succès pour certain; seulement il était beaucoup moins instruit sur la force et la position de l'ennemi que celui-ci ne l'était sur les siennes, et il basa ses mesures générales sur une supposition tout à fait fausse. La marche précipitée de Watrin sur Arquata lui avait fait penser, comme nous l'avons dit, que le but principal de Joubert était de délivrer Tortone; il s'attendait donc à ce que l'ennemi portât ses coups sur les bords de la Scrivia, dans la direction de cette place, et il prit les troupes qui se montraient sur les hauteurs de Novi pour un simple détachement destiné à protéger de ce côté le gros des forces ennemies. Dans cette persuasion, non seulement il avait placé Rosenberg avec douze mille hommes tout près de Tortone, pour soutenir directement les assiégeants, mais il avait aussi posté Mélas et Derfelden, avec quinze mille hommes, à une lieue et demie plus en avant, près de Rivalta, sur la Scrivia; de plus, une réserve de cinq mille hommes attendait à Spinetti, sur la rive droite de cette rivière, le premier choc de l'ennemi; mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, cette réserve était encore à deux lieues des montagnes, juste l'espace nécessaire pour permettre aux Français de s'engager dans la plaine. Ceci fait, Kray devait attaquer les hauteurs, que Suworoff croyait faiblement occupées, et l'ennemi, surpris tout à la

fois en tête et sur ses flancs dans sa marche vers la Scrivia, ne pouvait manquer d'être complètement écrasé. Le 14 août au matin, Suworoff, des postes les plus avancés, examina la position prise par les Français sur la crête de la montagne. Comme il allait d'un poste à l'autre, couvert selon sa coutume d'une simple chemise et d'un pantalon de grosse toile, et suivi d'un seul cosaque, les Français le reconnurent et tirèrent sur lui, mais sans l'atteindre, fort heureusement. A son retour, il pressa Kray de commencer l'attaque le jour même, avant que les Français se fussent retranchés sur les hauteurs; mais Kray demanda encore vingt-quatre heures de repos pour ses troupes épuisées par de longues marches, s'engageant à attaquer le lendemain dès les premières lueurs du jour. Suworoff y consentit; il lui enjoignit de diriger ses coups vers l'aile occidentale de la position ennemie; puis, une fois maître de ce côté, de s'avancer vers l'est, toujours sur les hauteurs, et de rejeter l'ennemi dans la vallée de la Scrivia, où il serait reçu par Miloradowitsch et Mélas. Kray devait ouvrir l'attaque à 5 heures du matin, tandis que le centre russe, ainsi que Mélas et Derfelden, devait attendre sur la Scrivia l'arrivée présumée des masses ennemies.

Tout cela était parfaitement combiné, étant donnée la supposition de Suworoff; mais, comme cette supposition était fausse, le plan, par conséquent, était en complète contradiction avec la situation véritable. Pas un Français, nous l'avons vu, ne pensait encore à marcher sur Tortone; la seule division Watrin, entraînée, bien malgré Saint-Cyr, par l'ardeur de son chef, se trouvait dans la plaine de la Scrivia; toute l'armée républicaine était réunie sur la crête des montagnes, entre Novi à droite et le village de Pasturana à gauche; mais le premier mouvement de Kray ne la trouva pas rangée pour la bataille, et Kray remporta au début des succès assez considérables. Joubert alors arriva avec quelques renforts, et ranima le courage des soldats; mais, atteint par une balle, il tomba mort au moment où il s'élançait contre l'ennemi à la tête des tirailleurs les plus avancés. Là-dessus, nouvelle attaque des Autrichiens, et confusion terrible parmi les Français; Moreau, à son tour, arrive avec une brigade de Saint-Cyr au secours de l'aile hésitante de Pérignon; il rejette pour la seconde fois les Autrichiens sur la pente couverte de morts et de blessés, et organise une résistance

en règle. Dès lors se manifesta la force de cette position, prise presque au hasard. Entre les murs des vignobles et les haies des cassines montaient de rares et rapides sentiers qui affaiblissaient toute attaque et livraient les troupes isolées des assaillants au feu meurtrier d'ennemis complètement à l'abri. En vain Kray excitait sans cesse ses hommes à de nouvelles tentatives; toujours ils revenaient désespérés et avec des pertes sensibles. Cette lutte sanglante se prolongea durant plusieurs heures. Kray envoyait courrier sur courrier à Bagration et à Miloradowitsch, pour les supplier au nom du ciel d'attaquer de leur côté, s'ils ne voulaient pas qu'il succombât sans retour sous le poids des forces ennemies; mais ces généraux n'avaient encore rien reçu de Suworoff et n'osaient faire un pas sans son ordre. Or le vieux feld-maréchal, qui s'attendait évidemment à ce que le combat eût une autre issue, s'était enfermé en donnant l'ordre de n'admettre personne auprès de lui. Ce ne fut qu'à 10 heures du matin que les généraux russes obtinrent enfin la permission d'intervenir, et purent s'élancer impétueusement contre Novi et Saint-Cyr. Ils ne furent pas d'abord plus heureux sur ce point que Kray à Pasturana; malgré toute la vaillance et le mépris de la mort avec lesquels ils gravissaient les montagnes, ils furent énergiquement rejetés dans la plaine sur tous les points. Cependant Kray avait recommencé ses attaques, ce qui empêchait Pérignon d'envoyer à son collègue du renfort contre les Russes; mais un nouveau danger se présenta du côté opposé. Dès le début du combat, Saint-Cyr avait envoyé à la division Watrin l'ordre de quitter la plaine et de prendre position à droite, près de la ville de Novi, sur la pente du Monte Rotondo. Watrin était donc sur le point d'exécuter ce mouvement, lorsque les Russes se mirent en devoir d'attaquer la ville; dans son zèle, Watrin n'eut plus alors qu'une pensée, celle de marcher au feu, et il tomba avec impétuosité sur le flanc gauche des Russes. Dans le premier moment, ceux-ci se trouvèrent en grand danger; mais ce danger donna une fois de plus aux guerriers éprouvés de Suworoff l'occasion de prouver leur solidité de fer. Ils firent front des deux côtés, resserrèrent étroitement leurs rangs éclaircis, et soutinrent le combat au prix de vigoureux efforts et malgré de lourdes pertes. Suworoff, actuellement sur le champ de bataille, avait fait presser Derfelden d'accourir en hâte au secours de son collègue; malgré la brûlante

chaleur du milieu du jour, les bataillons de ce dernier arrivèrent au pas de course, repoussèrent Watrin hors de la plaine, et le forcèrent à regagner la crête de la montagne avec des pertes considérables. Ce succès n'amena pourtant pas encore la conquête des hauteurs disputées; un faubourg de Novi fut pris, mais les Russes ne parvinrent pas à pénétrer dans la ville elle-même.

L'après-midi était arrivée; la lutte avait duré dix heures pour Kray et cinq pour Bagration, et, malgré tant de sang et d'efforts, les choses étaient encore à peu près au même point que la veille au soir. Des deux parts, les troupes étaient décimées, épuisées, et incapables de faire un dernier et décisif effort. De quel côté se trouverait-il encore une réserve toute fraîche, prête à porter le coup suprême? Là était le nœud de la situation. Or cette réserve s'offrit à Suworoff.

Le général Mélas avait entendu, dès l'aube, le tonnerre de la bataille, et il attendait avec une anxiété toujours croissante que Suworoff lui donnât l'ordre de s'ébranler. Cet ordre arriva à son voisin Derfelden seulement; mais, après le départ de ce dernier, Mélas ne crut pas devoir hésiter plus longtemps, et mit ses neuf mille Autrichiens en mouvement. Il envoya une brigade au delà de la Scrivia, pour délivrer Serravalle, que bloquaient les Français; quant aux trois autres, il résolut de les conduire tout près de la rivière, mais sans la traverser, et de leur faire gravir la pente du Monte Rotondo pour tomber de là sur le flanc et les derrières de l'armée ennemie. A moitié chemin environ, il reçut du feld-maréchal (qui s'était enfin convaincu que toutes les forces de son adversaire étaient réunies près de Novi et que nulle attaque n'était à craindre dans la vallée de la Scrivia) l'ordre de prendre place immédiatement à côté de Derfelden dans la ligne de bataille. Ses troupes étaient déjà si avancées qu'une volte-face complète lui parut impraticable; toutefois, pour obéir dans une certaine mesure aux ordres qui venaient de lui être donnés, il dirigea une de ses brigades à droite, vers Derfelden, tandis que les deux autres, sous Loudon et Mitrowsky, poursuivaient leur route dans la première direction. Leur apparition surprit complètement les Français et décida de la journée.

Pendant que Suworoff, faisant un dernier appel aux forces de ses soldats, renouvelait l'attaque sur toute la ligne, Loudon et

Mitrowsky avaient gravi sans combat la hauteur non occupée du côté de la Scrivia; arrivés au sommet, ils continuèrent à marcher vers l'ouest et tombèrent sur le flanc de Watrin, pendant que Mélas lui-même, avec sa troisième brigade, dispersait les Cisalpins à la gauche de ce même général. Saint-Cyr, il est vrai, accourut en personne de Novi, avec un des régiments laissés dans la ville, pour porter secours au point menacé, et arrêta encore le combat pour un instant; mais son départ enleva toute fermeté à la défense de la ville, et une nouvelle attaque des Russes y triompha de la dernière résistance. Tout le côté droit des positions françaises fut renversé et écrasé par ce double coup; les troupes, serrées de tous côtés, cherchèrent à l'est, du côté de Pasturana, une issue libératrice pour se réfugier dans la montagne par la route de Gavi. Cependant leur défaite s'était déjà fait sentir à l'aile gauche; les divisions de Kray recueillaient enfin le fruit de leurs efforts et de leurs sacrifices; elles aussi s'établirent sur la hauteur, et repoussèrent les bataillons de Pérignon vers Pasturana, où ils allaient rencontrer les bandes fugitives de Saint-Cyr. Le général Moreau chercha, avec des peines infinies, à mettre un peu d'ordre dans la retraite, devenue absolument inévitable; il fit d'abord descendre le train et l'artillerie par l'étroit sentier qui conduisait à Gavi, et détermina l'ordre dans lequel les divisions devaient successivement se mettre en marche. Mais les ennemis triomphants s'avançaient de tous côtés, et toujours plus vivement. Tout à coup une fusillade se fit entendre derrière Pasturana, le long de la route de retraite. C'était un bataillon autrichien qui était arrivé au sommet de la montagne, et qui envoyait de là ses balles sur le long convoi d'artillerie. Un désordre effroyable s'ensuivit aussitôt; les charretiers s'enfuirent, les voitures s'arrêtèrent, le chemin devint impraticable pour les troupes. Une terreur panique s'empara alors de ces dernières; en un clin d'œil tout se débanda; les fuyards se répandirent de tous côtés dans une confusion sans pareille, gravissant ou descendant les pentes, traversant les champs, franchissant haies et fossés, selon le point où chacun croyait trouver son salut. Le général Colli fut fait prisonnier avec toute sa brigade devant Pasturana; Pérignon et Grouchy eurent le même sort dans le village même, avec le dernier de leurs bataillons; toute l'artillerie française tomba aux mains des vainqueurs. Le reste de l'armée

était dispersé, à l'exception d'une petite troupe que Saint-Cyr conduisit en assez bon ordre à Gavi par des chemins détournés, et Suworoff put dire avec raison que l'obscurité de la nuit avait seule préservé l'ennemi d'une destruction totale. Cette lutte de quatorze heures coûta aux Français plus de douze mille hommes tués, blessés ou prisonniers, c'est-à-dire un bon tiers de leur armée; les alliés avaient perdu près de huit mille hommes, dont cinq mille cent à Kray et quinze cents aux Russes.

Si l'on suit de près le cours de cette grande tragédie, on a de la peine à compter la journée de Novi au nombre des plus brillants fleurons de la couronne de gloire de Suworoff. Nul ne saurait faire un crime à Suworoff de s'être mépris, dans les circonstances données, sur le plan d'attaque des Français; cependant une erreur est toujours une erreur, et l'on ne saurait non plus lui faire précisément une gloire d'avoir basé ses mesures sur celle-ci. On loue avec raison le général qui, par un emploi méthodique et successif de ses forces, conserve à sa portée une dernière réserve pour le moment décisif; mais ici ce n'était pas un plan combiné, c'était une supposition erronée qui avait fait retenir loin du champ de bataille les dix-sept mille hommes de Rosenberg et de la réserve, et qui avait laissé Kray combattre seul durant cinq heures, l'exposant ainsi au danger d'être écrasé par toutes les forces ennemies, ce qui aurait porté un coup terrible à l'armée entière. Il n'est donc pas étonnant que tous les narrateurs et tous les juges de cette bataille aient trouvé sa conduite incompréhensible et blâmable, tant que les documents russes n'eurent pas fait connaître que l'idée de Suworoff était qu'une attaque le menaçait sur la Scrivia. Mais il n'en est pas moins incontestable, aujourd'hui que tous les motifs sont connus, que l'honneur principal de cette journée revient aux Autrichiens, comme il était revenu aux Russes sur la Trebbia. L'inébranlable fermeté de Kray au début du combat, le vaste mouvement tournant de Mélas à la fin, voilà les deux facteurs qui amenèrent la victoire finale malgré l'erreur de Suworoff.

Erreur ou non, cependant la victoire était remportée, et aussi complètement que possible; l'armée ennemie, tout à fait écrasée, n'aurait pu opposer la moindre résistance si elle avait été vigoureusement poursuivie, et Gênes et la Rivière seraient alors tombées presque sans coup férir aux mains des alliés. Moreau le recon-

naissait si bien, qu'il avait déjà annoncé au gouvernement ligurien qu'il était hors d'état de le défendre plus longtemps. La voie vers de nouveaux succès était d'autant mieux ouverte devant Suworoff, que Mélas n'avait combattu que quelques heures et avec de faibles pertes, et que Rosenberg et la réserve étaient restés tranquilles spectateurs de la lutte; cela faisait donc vingt-cinq mille hommes tout frais pour la poursuite, et ce chiffre, déjà bien supérieur à celui que présentaient les débris de l'armée française, pouvait être doublé, après quelques jours de repos, par les véritables combattants de Novi. Telle était aussi la pensée de Suworoff au lendemain de la bataille. Il décida alors que Rosenberg se dirigerait en droite ligne sur Gênes par la Bochetta, tandis que Kray pénétrerait par Cherasco dans la Rivière du Ponent, et couperait ainsi toute retraite aux Français. C'eût été la fin de la République ligurienne, la conquête de Gênes, et l'expulsion des Français du peu de terrain qui leur restait encore en Italie. Mais ici les querelles politiques intervinrent de nouveau, et eurent, cette fois, une influence absolument funeste. Pour bien en comprendre la portée, il faut que nous jetions un regard sur ce qui se passait dans l'Italie centrale.

Nous avons vu plus haut comment, après les premières victoires de Kray et de Suworoff, la fermentation la plus vive avait agité les populations de la Toscane, du duché de Lucques et des Républiques romaine et ligurienne, et comment, sur cent points différents, cette fermentation s'était manifestée par des révoltes à main armée contre les Français et leurs partisans. Macdonald, sur sa route, avait eu à lutter incessamment avec ces insurgés; après sa défaite, la révolte ne connut plus de bornes. Suworoff, victorieux sur la Trebbia, envoya donc en Toscane la brigade autrichienne Klenau avec seize cents hommes de cavalerie, pour soutenir les populations et surtout celle d'Arezzo, contre les garnisons françaises; à Florence, un colonel russe, nommé Zukato, fut chargé d'organiser militairement les bandes des insurgés, et de les exercer au combat à la baïonnette qu'affectionnait Suworoff. Le général Lahoz, que nous avons vu en 1797 diriger comme instrument de Bonaparte les soulèvements démocratiques, se chargea du même rôle dans la Romagne. C'était un homme intelligent, mais irritable et inconstant; après avoir été d'abord officier dans les armées

autrichiennes, il était passé du côté des Français par enthousiasme démocratique; puis, irrité contre la France en raison d'une querelle personnelle avec ses chefs, il revint à son ancien drapeau, se joignit aux paysans révoltés de la Romagne, réunit en peu de temps plusieurs milliers de combattants, et leur imprima une assez bonne discipline militaire pour qu'ils pussent faire rentrer immédiatement dans la forteresse d'Ancône les faibles détachements que le général Monnier envoya contre eux. Au même moment parut aussi devant Ancône un détachement de la flotte russo-turque, qui lança quelques bombes sur la ville et débarqua même une petite troupe russe; celle-ci, à la vérité, ne put rien contre la forteresse, mais elle contribua à augmenter de tous côtés l'agitation guerrière. Inutile de dire que le désordre et les violences de toute nature étaient à l'ordre du jour. Le général Klenau, qui était en Toscane, chercha bien à mettre un peu d'ordre dans cette situation; mais l'exiguïté de ses ressources ne lui permit de disposer que d'un petit détachement de cavalerie, qui ne remédia que faiblement au mal. Lui-même, avec le reste de ses hommes, était à l'autre extrémité du grand-duché, poursuivant les Français dans la Rivière, et leur livrant sans cesse de petits combats heureux pour lui. Après la chute de Mantoue, Suworoff, nous l'avons vu, lui envoya comme renfort trois mille Autrichiens et un régiment de Cosaques, et lui donna pour mission de coopérer sur la côte, du côté de l'est, à la prise de Gênes, ce qui le força d'abandonner la Toscane à ses propres forces. Du reste, les républicains y étaient si complètement vaincus que le colonel Zukato pouvait déjà permettre que quelques-unes de ses bandes fissent au delà des frontières des incursions sur le territoire de la République romaine.

Bien que le soulèvement armé de tout le pays lui causât de grandes inquiétudes, le général Garnier tenait encore, avec ses garnisons, au château Saint-Ange et à Civita Vecchia. De nouveaux dangers le menacèrent bientôt du côté du sud. A Naples, l'ordre ne pouvait se rétablir avec le régime de terreur organisé par Nelson. Tous les corps de fonctionnaires étaient à reconstituer, et d'avance la haine des partis excluait des choix une foule de forces utiles. La noblesse, en raison de la part que plusieurs de ses membres avaient prise à la Révolution, était absolument suspecte aux gouvernants actuels, et le cardinal Ruffo lui-même était

toujours en demi-disgrâce. Une grande partie des bandes formées par lui étaient encore sous les armes, bien que l'entretien de ces troupes fût très onéreux pour le trésor, et la situation prise par plusieurs de leurs officiers très inquiétante pour l'ordre public; mais on redoutait encore de plus grands inconvénients de leur licenciement prématuré, quoique, grâce au concours des vieux soldats, la formation de l'armée régulière fît des progrès satisfaisants en dépit de l'entier épuisement du trésor. On adressait donc incessamment des demandes de secours à la Russie, et l'on pressait aussi bien le feld-maréchal Suworoff que l'amiral Uschakoff, qui venait d'arriver à Palerme, de consolider au moyen de forces russes la restauration de la monarchie sur le continent. Suworoff, nous le savons, était tout à fait favorable à ces efforts; il ne pouvait, à la vérité, se passer pour le moment du corps de Rosenberg (ancien Rehbinder), mais il désirait avant tout voir les Russes et les Napolitains, à l'exclusion des Autrichiens, s'étendre dans l'Italie centrale.

Ce concours de circonstances donna lieu à Naples, à la fin de juillet, à la pensée de débarrasser le pays de l'armée de la Foi en lui faisant passer la frontière pour aller conquérir Rome, et de prévenir en même temps par là l'occupation de la ville éternelle par ces Autrichiens tant redoutés. Le roi Ferdinand ne se sentit pas le courage d'établir de nouveau sa résidence dans la capitale soumise; il retourna avec Nelson à Palerme au commencement d'août, au grand préjudice de son autorité royale sur le continent. A Palerme donc eurent lieu, entre Nelson et Uschakoff, de vives discussions dont il faut dire un mot, car elles montrent sous un jour nouveau et caractéristique les vices constitutionnels de la coalition. Depuis la victoire d'Aboukir, les Anglais bloquaient l'île de Malte; grâce au concours des habitants, qui tenaient pour eux, ils avaient rejeté la garnison française dans la forteresse de La Valette, où le général Vaubois défendait le drapeau aux trois couleurs avec une inébranlable énergie. En vain Nelson demandait un petit détachement de troupes anglaises, qui aurait promptement forcé les Français à se rendre : l'Angleterre réservait alors ses faibles corps pour l'entreprise qu'elle projetait contre la Hollande, et ne pouvait rien en distraire pour Naples. L'Empereur Paul n'en pressait que plus vivement les chefs de ses flottes de terminer ce long siège, et Uschakoff, en conséquence, proposa aux Anglais de faire un effort

collectif pour arriver à ce but; mais il fut très étonné de recevoir l'accueil le plus froid de la part de son frère d'armes, si impétueux d'ordinaire. Nelson, à la grande surprise de tous les Anglais qui lisent ses lettres, pensait, il est vrai, que les rochers qui forment l'île de Malte seraient pour l'Angleterre une possession sans valeur (1); mais ce qu'il ne voulait pas surtout, c'était la coopération des Russes à cette conquête, laquelle aurait nécessairement livré l'île au Tzar, le nouveau grand maître. Il destinait Malte aux augustes objets de sa vénération, « le bon Roi et l'aimable Reine » de Naples. Il sut donc trouver cent prétextes et motifs pour prouver à Uschakoff que l'attaque de La Valette était impossible pour le moment, et pour persuader aux Russes qu'il se rendait à Naples sur le désir de Ferdinand, afin d'aider le commodore Troubridge à consolider le trône et à combattre les Français. Il s'agissait surtout ici de l'expédition projetée contre Rome; Uschakoff était disposé à faire tout ce qui dépendrait de lui pour ne pas laisser cette ville tomber aux mains des Autrichiens. Nelson cependant, qui désirait assurer Rome aussi bien que Malte à ses Napolitains bien-aimés, écrivit secrètement à son fidèle Troubridge de quitter le golfe de Naples aussi vite que possible pour se diriger vers Civita Vecchia, et là de mettre tout en œuvre pour livrer cette place et le château Saint-Ange aux Napolitains, avant l'arrivée des Russes aussi bien qu'avant celle des Autrichiens. On voit que ces rudes loups de mer, une fois sur le terrain de la haute politique, devenaient facilement des maîtres dans l'art de la diplomatie astucieuse. Le Russe travaillait, avec le secours de Nelson, à enlever d'avance tout butin à son ami de Vienne; l'Anglais se proposait, dans ce jeu collectif, de berner le Russe aussi bien que l'Autrichien. Enfin Suworoff espérait aussi devenir maître de la Toscane et d'Ancône à l'exclusion des Autrichiens, grâce à l'entrée de Klenau dans la Rivière et à l'arrivée de la flotte russe.

Cependant Thugut était parfaitement au courant de ces mouvements secrets et ostensibles, sinon dans tous leurs détails, du moins d'une manière générale et souvent très exagérée. Il était

(1) L'attrait essentiel que Malte avait pour lui consistait en ce que le reste de la flotte française s'y était réfugié après la défaite d'Aboukir. Nelson, avec toute l'ardeur de la passion, s'était juré que pas une voile de cette escadre ne lui échapperait.

fermement résolu à résister de toutes ses forces. Le 9 août, aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la chute de Mantoue, il ordonna à Kray, au nom de l'Empereur, d'envoyer en Toscane et dans la Romagne un corps de huit à dix mille hommes, sous les ordres du général Frœlich, afin de briser dans ces contrées la dernière résistance des républicains, de mettre fin à l'anarchie insurrectionnelle, de rétablir l'ordre, et d'organiser l'administration sur le même pied qu'en Autriche. Une copie de cet ordre fut envoyée à Mélas, pour qu'il rappelât le général Klenau et ses troupes de la Rivière, et les renvoyât en Toscane, où ils devaient se réunir au corps de Frœlich. Mélas devait donner communication de tout cela au feld-maréchal Suworoff, en lui faisant remarquer que si l'ordre, cette fois, avait été adressé directement à Kray sans passer par ses mains, c'était afin d'éviter le long détour de Vienne à Mantoue par Alexandrie. Suworoff reçut en même temps de l'Empereur François une lettre par laquelle celui-ci l'informait de ces dispositions, et, par rapport à ses propres opérations, lui indiquait la prise de Tortone comme très importante, lui recommandait d'éviter le plus possible toute perte d'hommes s'il prenait l'offensive contre la Rivière, et rejetait comme impraticable pour cette année l'idée d'une invasion en France. Toutes ces lettres arrivèrent au quartier général le 16 août, le lendemain de la bataille, et Mélas s'empressa de remettre au feld-maréchal l'ordre adressé à Kray. L'original de cet ordre avait naturellement cherché en vain à Mantoue le général Kray, qui était déjà depuis longtemps réuni au gros de l'armée, et Suworoff ne s'en éleva que plus fortement contre l'illégalité que constituait l'envoi d'ordres aux généraux placés sous ses ordres, par une autre voie que par son entremise. Mais, en réalité, c'était l'ordre lui-même qui causait toute cette colère. Si Frœlich se montrait dans l'Italie centrale avec dix mille hommes de troupes régulières, le pays tombait immédiatement au pouvoir des Autrichiens. Ni la milice de Zukato, qui d'ailleurs devait être prochainement dissoute, ni les bandes de Ruffo, ni la poignée de troupes débarquées par la Russie ne pouvaient, dès lors, espérer le moindre succès. La Toscane, les Légations, peut-être même la République romaine devenaient les conquêtes de l'Autriche seule, et devaient offrir, à la paix, une proie bien préparée à la soif d'annexion de cette puissance. Et c'était Suworoff lui-même qui devait main-

tenant donner à Frœlich les ordres nécessaires pour faciliter cet odieux résultat! Cela mit hors de lui le vieillard, qui, sans hésiter, tourna sa vengeance de deux côtés à la fois. Il écrivit le jour même à l'Empereur François que Klenau, grâce au renfort qui lui était venu de Mantoue, était déjà à la tête de neuf mille hommes (1), avec lesquels, sous le commandement en chef de Frœlich, il retournerait prochainement en Toscane; que lui, Suworoff, par suite de la dernière victoire, espérait conquérir la Rivière sans perte considérable, et qu'il ne songeait nullement à une invasion en France; après quoi il donna le 17 août à toutes les divisions de l'armée l'ordre formel de suspendre tout mouvement contre la Rivière, et de rentrer dans les positions qu'elles occupaient avant la bataille, alléguant pour prétexte qu'on n'avait pas encore assez de mulets pour le transport des vivres au delà de la montagne. Dans sa lettre à l'Empereur François, Suworoff avait encore appuyé sur ce que l'absence du détachement envoyé en Toscane était doublement sensible dans une grande entreprise telle que la conquête de la Rivière. Ce fut en vain que le général Zach, chef de l'état-major général, qu'il estimait fort d'ailleurs, lui représenta énergiquement que l'on n'était qu'à quelques lieues de Gênes, que, vu l'état actuel de l'armée française, on ne devait sur aucun point redouter une résistance sérieuse, et que, par conséquent, on pourrait en peu de jours s'emparer de Gênes et de ses abondantes ressources. L'affaiblissement causé à l'armée par le départ de Klenau était, en effet, absolument insignifiant dans les circonstances présentes. Nous avons vu que, même sans Klenau, plus de cinquante mille hommes pouvaient encore être mis à la poursuite d'un ennemi entièrement affaibli, et qui en comptait à peine trente mille. Qu'aurait dit le monde, si un détachement de trente mille hommes avait empêché les vainqueurs de Waterloo de poursuivre les débris de l'armée de Napoléon? Mais tel n'était pas l'avis de Suworoff. Il congédia le général Zach avec quelques rudes paroles; il était évident qu'il ne voulait pas faire un pas. Si l'Empereur François refusait de se soumettre aux vues politiques de Suworoff, Suworoff était résolu à ne pas soumettre Gênes à l'Empereur. Le doute à ce sujet, s'il avait

(1) Il en avait, en réalité, quatre mille sept cent quatre-vingts sous les drapeaux, et un nombre considérable de malades.

encore été possible, aurait été éclairci par les actes ultérieurs du feld-maréchal. Dès le 16 août, il envoya au Tzar la lettre de l'Empereur François, avec un rapport sur la victoire de la veille, et il adressa au ministre Rostopchin une autre lettre, remplie des plaintes et des invectives les plus amères contre la cour de Vienne. « J'ai toujours, disait-il, à lutter ici contre des contrariétés. Les ordres qui m'arrivent presque à chaque minute du Conseil Aulique ruinent ma santé; je ne puis servir ici plus longtemps. On veut diriger les opérations à une distance de mille verstes, sans comprendre qu'il se présente à chaque instant des circonstances qui me forcent à les modifier sur l'heure. Les mesures prises par le cabinet de Vienne vous prouvent bien que je ne saurais rester plus longtemps ici. Je vous prie d'exposer cela à Sa Majesté, et de lui faire savoir que je suis résolu à demander officiellement mon rappel et à partir dès que les opérations contre Gênes seront terminées. Ma faiblesse ne me permet pas d'écrire davantage. » Et comme s'il ne comptait pas encore assez sur l'effet de ces paroles, il écrivit de nouveau deux jours plus tard une lettre plus lamentable encore : « Ici, chacun dépend du Conseil Aulique et de ses satellites. Mon esprit est si fatigué, que je ne puis plus parler qu'avec peine..... Malgré toute ma force de volonté, je vois bien qu'il me faudra bientôt chercher un refuge dans quelque maison de campagne solitaire, peut-être même dans le tombeau. » Toute cette douleur, nous l'avons vu, était cette fois dénuée de fondement; l'ordre de l'Empereur ne nuisait en rien aux plans de campagne de Suworoff, et l'envoi de Frœlich en Toscane n'avait aucune importance militaire. Mais ces phrases générales et ces plaintes pathétiques étaient habilement calculées, par leur frappant contraste avec les cris de victoire du 14, pour agir sur l'esprit irritable de l'Empereur Paul. Sous quel jour celui-ci ne devait-il pas considérer la criante ingratitude de la cour de Vienne, laquelle, au moment même où Suworoff venait de remporter un succès si éclatant et si profitable à l'Autriche, ne craignait pas, dans son arrogance, d'infliger une offense mortelle au vieux héros !

La première victime de ces tristes querelles fut le malheureux général Klenau. En dépit de l'ordre de l'Empereur, Suworoff le fit marcher contre Gênes par la côte, où, privé de tout soutien de la part du gros de l'armée, il devait nécessairement se briser ainsi

que sa petite troupe contre les forces bien supérieures de l'ennemi. Ce fut ce qui lui arriva, d'autant plus qu'à moitié route il reçut du général Mélas l'ordre, motivé par la lettre de l'Empereur, de renvoyer sur-le-champ six bataillons en Toscane. Le peu de troupes qui lui restèrent furent attaquées et battues à Sestri par les Français, et rejetées sur Spezzia avec de sanglantes pertes. Dans ces circonstances, Moreau abandonna tout à fait la pensée de quitter la Rivière; il s'établit de nouveau dans les passages des Apennins, et tint en respect les Génois mécontents. Pendant ce temps, Suworoff, tranquille dans son quartier général de Novi, y recevait comme un monarque souverain les représentants des rois de Sardaigne et de Naples, et célébrait leur présence par des parades et des manœuvres militaires. Heureusement pour lui, il eut bientôt un nouveau motif, très plausible en apparence, à donner à son inaction vis-à-vis de Moreau : le 18 août, il aprit que les Autrichiens avaient été misérablement défaits sur le Saint-Gothard, ce qui l'obligea à tourner toute son attention vers le nord, afin de protéger la Lombardie, de nouveau menacée. Kray fut donc envoyé vers Milan avec un fort détachement, et Moreau put librement employer ses loisirs à augmenter les travaux qui défendaient Gênes, et à remettre sur un bon pied ses troupes désorganisées. Championnet, de son côté, fit contre le nord du Piémont, avec sa petite armée des Alpes, quelques démonstrations qui parurent aussi mettre obstacle à une attaque contre Gênes. Enfin Suworoff reçut de Vienne, le 27 août, la communication officielle du grand plan d'opérations proposé par l'Angleterre et accepté par Paul, avec l'ordre formel de conduire en Suisse, sans perdre un seul instant, toutes les troupes russes qui se trouvaient en Italie, et de prendre la place de l'archiduc Charles dans la lutte engagée avec Masséna. Le feld-maréchal était donc, une fois pour toutes, dispensé de faire la conquête de Gênes. En somme, la conduite des alliés à l'égard de l'Italie fut exactement celle d'un général qui, après avoir conquis victorieusement une vaste place forte, laisse l'ennemi paisible et tranquille dans la citadelle, et lui accorde une libre communication avec l'armée qui s'avance à son secours.

On devrait supposer que Suworoff, après s'être plaint si souvent du trouble et des entraves que lui suscitait le Conseil Aulique, aurait éprouvé une grande joie en se voyant appelé sur un nou-

veau théâtre avec une puissance illimitée, et se serait empressé de prendre possession de cette situation tant désirée. Mais on vit de nouveau ici que nul ne s'hasarde impunément sur le champ séduisant de l'intrigue politique, et qu'une situation fausse influe fatalement sur le caractère et les actes de celui qu'il l'a une fois prise. Suworoff, bien qu'officiellement au service de l'Empereur François, avait cru utile et convenable de contre-carrer sur tous les points ses intérêts et ses vues politiques, et de susciter notamment toutes les difficultés possibles à ses conquêtes en Italie, tant sur le sol même de la péninsule que dans l'esprit du Tzar. Quelque séduisante que fût pour lui la perspective de conduire à de nouvelles victoires une armée presque entièrement russe, et sur laquelle il aurait eu un pouvoir illimité, il considéra surtout qu'en quittant l'Italie il laisserait le champ libre à la politique autrichienne, et priverait de leur dernier appui contre les empiétements de Thugut les rois de Naples et de Sardaigne, alors si humblement à ses pieds. Il résista donc de la manière la plus formelle à son transfert en Suisse, et trouva des prétextes de toute nature pour rester en Italie. Le 28 août, il écrivit à Vienne que l'Empereur, en envoyant les Russes en Suisse, entendait sans doute consolider par là les conquêtes faites en Italie; mais qu'il fallait auparavant que Coni et la citadelle de Tortone, les dernières places occupées dans ce pays par les Français, leur fussent enlevées, ainsi que Nice et la Savoie; qu'il pensait pouvoir accomplir cette tâche en l'espace de deux mois, après quoi il se rendrait immédiatement en Suisse; qu'il devait faire observer, du reste, qu'il n'était pas un corps russe qui, séparé de l'armée autrichienne, fût en état de soutenir un combat avec vigueur et efficacité: qu'il priait l'Empereur, en conséquence, de pourvoir auparavant les détachements destinés à la Suisse d'artillerie de réserve, de munitions, de pontons, de voitures de relais, et de leur adjoindre, en outre, un certain nombre d'officiers d'état-major autrichiens.

Comme toute grande opération dans les hautes Alpes est impossible en novembre, cette lettre ne contenait en définitive qu'un refus déguisé de se soumettre à l'ordre de l'Empereur. Cependant Suworoff reçut un ordre semblable de Paul, daté du 15 août; puis des instructions encore plus pressantes lui arrivèrent de Vienne, et enfin il reçut de la Suisse même des nouvelles d'une si grave

nature, qu'il lui fallut se résoudre à quitter l'Italie, en dépit de tout son mécontentement et de toute sa colère.

Voyons maintenant quelle tournure, pendant ce temps, les choses avaient prise en Suisse.

Le comte de Dietrichstein arriva le 7 août à Klotten, quartier général de l'archiduc Charles, et exposa aussitôt au prince-général les intentions de son gouvernement; mais la divergence de leurs idées se manifesta dès le premier entretien. Après avoir lu attentivement la lettre de l'Empereur, Charles déclara qu'il obéirait, mais qu'il lui était impossible d'approuver le nouveau plan. Sa pensée, ajouta-t-il, aurait été de profiter de la supériorité momentanée que lui donnerait l'arrivée des Russes, et de porter à Masséna le coup décisif pour lequel les forces lui avaient manqué jusque-là; après avoir rejeté les Français hors de la Suisse, on les aurait poursuivis jusque dans leur propre pays, et on aurait pris Huningue et Belfort. Dietrichstein fit observer que l'exécution de ce plan nécessitait une modification dans la décision de l'Empereur, modification qu'on avait, du reste, le temps d'obtenir avant l'arrivée de Korssakoff. Charles exposa ensuite que ce dernier était beaucoup trop faible pour défendre seul la Suisse; qu'il faudrait qu'un corps autrichien restât pour le soutenir, et qu'alors lui, l'archiduc, ne pourrait plus rien entreprendre de considérable sur le bas Rhin. Sur aucun point, le comte ne voulut admettre que les difficultés fussent aussi grandes. Il ne lui semblait ni permis ni nécessaire de laisser des troupes autrichiennes en Suisse; Korssakoff comptait toujours trente mille hommes; son Empereur devait lui envoyer comme renfort le corps de Derfelden, et les progrès des armes alliées en Italie et sur le Rhin lui seraient aussi un solide appui. D'un autre côté, quelle gloire pour le chef de l'Empire si son armée délivrait Mayence et prenait ses quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin! quelle triste impression, au contraire, si on livrait sans défense l'Empire allemand aux attaques des Français ou à l'influence exclusive de la Prusse! Charles admit tout cela jusqu'à un certain point. Très irrité contre les Anglais, auxquels était due la première idée du nouveau plan d'opérations, il n'avait rien à objecter aux considérations politiques de Dietrichstein, d'après lesquelles l'Autriche ne pouvait se faire la très humble servante de caprices étrangers et devait en première ligne défendre ses propres intérêts. Mais, en bon soldat,

il revenait toujours à la première question, à savoir si Korssakoff pourrait seul défendre la Suisse. « Il n'a pas avec lui, disait-il, plus de dix-huit mille hommes d'infanterie; si, après notre départ, les Russes subissaient un échec et si les Français devenaient maîtres des petits cantons, le malheur serait immense. » Et il demanda de nouveau si, au cas où le gros de ses forces devrait en effet quitter la Suisse avant d'avoir battu Masséna, il ne ferait pas bien d'y laisser au moins un détachement pour prévenir ce danger. Ce cas, répondit Dietrichstein, était tout à fait invraisemblable; si cependant il se présentait, l'armée d'Italie prendrait les mesures qu'il rendrait nécessaires. Puis il rappela que l'Empereur Paul envoyait les émigrés de Condé à l'armée de Korssakoff, et que l'Angleterre armait les patriotes suisses. Mais ceux-ci importaient peu à l'archiduc. Il n'avait nulle confiance en leur valeur militaire, et était fort inquiet de l'effet que cette mesure pourrait produire en Suisse et en France. Dans ces deux pays, il est vrai, la majorité de la population était hostile à l'état de choses actuel; mais elle avait une horreur tout aussi grande de l'ancien régime, dont la Russie et l'Angleterre annonçaient la restauration, tandis que lui, l'archiduc, s'était toujours contenté de promettre aux Suisses l'indépendance nationale et le renversement de la domination étrangère. A ce point de vue même, il ne devait être nullement avantageux d'abandonner aux Russes ce théâtre de guerre.

Le point décisif ressortait de ces discussions avec une évidente clarté. Quelques bons motifs politiques que pût avoir Thugut pour approuver et pour désirer le transfert de Suworoff en Suisse et celui de l'archiduc en Allemagne, il avait trois fois tort, en face de l'archiduc, sur le terrain militaire. Rien n'était plus sage que le désir de Charles de battre complètement Masséna dès qu'il se serait réuni aux Russes, et de ne se diriger qu'ensuite vers le bas Rhin. Mais, en admettant même que cela ne pût pas être, la simple prudence conseillait de ne pas éloigner de la Suisse la plus petite parcelle de l'armée autrichienne avant l'arrivée non seulement de Korssakoff, mais encore de Suworoff et de Derfelden, c'est-à-dire avant que toutes les forces russes y fussent réunies. Ce que demandait Dietrichstein, le départ de tous les Autrichiens aussitôt après l'arrivée de Korssakoff seul, était le comble de l'imprudence militaire; de plus, cela était contraire, comme nous l'avons vu, à la

dernière convention des grandes puissances, d'après laquelle les troupes autrichiennes devaient être successivement relevées par des corps russes de force égale.

Après l'entretien rapporté plus haut, deux rapports partirent pour Vienne : l'un de l'archiduc, qui démontrait à l'Empereur l'impossibilité de rien accomplir d'important sur le bas Rhin et demandait l'autorisation d'assiéger Huningue et Belfort (nécessairement après avoir battu Masséna); l'autre adressé à Thugut par Dietrichstein, qui combattait vivement les idées de l'archiduc et demandait que l'on persistât dans les résolutions premières. Mais bientôt se produisirent des événements qui amenèrent une solution, avant même que la résolution de la cour de Vienne pût être connue.

Le général Korssakoff, précédant ses troupes, arriva à Klotten le 12 août, afin de s'entendre avec Charles relativement à la position et à la tâche des Russes. Ici se manifesta une confusion sans pareille. Korssakoff ne connaissait pas le premier mot du nouveau plan, de la prochaine réunion de tous les corps russes en Suisse, du remplacement successif des Autrichiens par des Russes, ce qui s'explique parfaitement, du reste, par la lenteur qui présidait alors aux communications. L'acceptation définitive par l'Autriche du projet anglo-russe n'avait été adressée à Saint-Pétersbourg qu'à la fin de juillet, et n'avait pu, par conséquent, être connue de l'Empereur de Russie qu'au milieu d'août. Paul, comme nous l'avons dit, avait bien envoyé le 1er août un aperçu général des nouveaux projets à Suworoff; mais, pour Korssakoff, il n'avait reçu que les instructions du 22 juillet et du 1er août, en vertu desquelles il devait former l'aile gauche de l'armée autrichienne, et dès lors agir de concert avec elle, sans se laisser enchaîner toutefois par les ordres de Charles. La nouvelle que toutes les troupes autrichiennes allaient quitter la Suisse le mit hors de lui. Comment pourrait-il, avec ses vingt-huit mille hommes, accomplir la tâche à laquelle n'avaient pu suffire soixante mille Autrichiens? Comment pourrait-il même exister sans les Autrichiens, lui qui ne possédait ni pontons, ni munitions, ni magasins, et qui devait, d'après les instructions de son souverain, recevoir tout cela des Autrichiens? Charles lui fit entrevoir la possibilité qu'une partie de ces derniers restât jusqu'à l'arrivée de Derfelden, puisque le remplacement ne

devait se faire que successivement; mais Korssakoff répondit qu'il ne savait rien de Derfelden, et ne désirait nullement en savoir quelque chose, s'il devait à son arrivée lui remettre le commandement en chef. L'entretien fut encore repris le lendemain. Charles persista à demander que Korssakoff occupât au moins une partie de la position des Autrichiens, et lui proposa à cet effet de conduire tout son corps dans les petits cantons, afin de remplacer Jellachich à Schwytz et Simbschen à Uri, et d'être par là le premier à recevoir ses compatriotes arrivant d'Italie. Mais Korssakoff repoussa de la manière la plus formelle l'idée de s'enfoncer si profondément dans la montagne. Il ne connaissait pas encore le pays, dit-il; il voulait, avant de se décider et d'arrêter ses plans ultérieurs, faire un voyage d'étude dans les petits cantons, et examiner les positions de la Limmat. Il était évident, en effet, que la géographie de la Suisse lui était étrangère; il avait laissé sa cavalerie et son artillerie dans le Wurtemberg, vu qu'il croyait le pays entier couvert de rochers escarpés; quant à ses généraux, ils demandaient où pouvait bien être le Saint-Gothard, et cherchaient la ville de Genève sur le lac de Zurich. Charles reconnut sur-le-champ que le remplacement ne marcherait pas vite, et il résolut d'en profiter pour porter un coup vigoureux à Masséna. Il demanda le 14 août au général russe s'il voudrait coopérer à cette entreprise, et Korssakoff, sans hésiter, lui promit d'être prêt à marcher pour le 17, avec sa division la plus voisine, forte d'environ huit mille hommes. Charles voulait laisser le général Hotze en arrière pour protéger Zurich, descendre la Limmat avec quarante mille hommes jusqu'à son confluent avec l'Aar, et traverser cette dernière rivière près de Grossdoettingen, à une lieue du Rhin. Par là, il aurait complètement cerné la position de Masséna sur l'Albis, il aurait coupé à son adversaire toute communication avec Bâle, et même avec Berne, et il l'aurait forcé à se retirer promptement, peut-être jusqu'au lac de Neufchâtel (1).

Au milieu même des préparatifs de ce grand coup, il reçut des petits cantons des nouvelles qui devaient à tous égards le pousser vers cette entreprise.

La situation des Français offrait avec celle du quartier général autrichien le contraste le plus frappant qu'il soit possible d'imaginer.

(1) Jugement de Masséna lui-même dans ses mémoires.

Pendant que Charles, parfaitement armé, était arrêté par son gouvernement et ne pouvait prendre l'offensive en Suisse, Masséna, au contraire, était incessamment poussé à de grandes actions par le Directoire du 30 prairial, qui ne lui ménageait pas les brillantes promesses, mais le laissait sans hommes, sans argent et sans provisions. Le ministre de la guerre, Bernadotte, songeait, comme nous l'avons dit, à prendre lui-même le commandement de la nouvelle armée du Rhin, en faveur de laquelle il enlevait à l'armée de Suisse régiments et places de sûreté. Masséna, déjà fortement offensé par là, sentit sa colère s'accroître encore lorsqu'il apprit que Moreau aurait le commandement en chef de l'armée de Suisse, aussi bien que de la future armée du Rhin. Il envoya sur-le-champ sa démission; mais les Directeurs ne l'acceptèrent pas, et, au lieu de son congé, Masséna reçut une lettre flatteuse qui l'exhortait par de belles paroles à attaquer l'archiduc et à conquérir de nouveaux lauriers. Une telle sommation, faite dans de telles circonstances, révolta Masséna; il maintint sa démission, mais il résolut de montrer encore une fois ce qu'il valait aux gouvernants parisiens, et de tourner toute son énergie, avant l'arrivée des Russes, non contre l'archiduc lui-même dont il connaissait la supériorité de forces, mais contre ses postes détachés dans la montagne. Depuis que Suworoff avait fait quitter les montagnes au général Haddick pour l'envoyer en Piémont, cette entreprise ne présentait pas de grandes difficultés. Le prince Victor de Rohan et le colonel Strauch, tous deux appartenant à l'armée d'Italie, se trouvaient, le premier avec quinze mille hommes au pied du Simplon du côté du sud, et le second avec quatre mille cinq cents hommes dans le haut Valais, à l'issue du col de la Grimsel. Le général Jellachich, avec huit mille hommes, avait été placé par l'archiduc entre les lacs de Zurich et de Lucerne, de Schindeleggi à Schwytz, et le général Wimpfen, avec quatre millle quatre cents hommes, dans la vallée supérieure de la Reuss, le long de la route du Saint-Gothard, depuis Altorf jusqu'à Wasen. Tous ces petits détachements étaient séparés les uns des autres par de grandes distances et de puissantes masses de montagnes; chacun d'eux était plus rapproché de l'ennemi que de ses amis, et aucune entente n'était possible entre eux. Masséna, jugeant sa position assurée contre toute attaque autrichienne jusqu'à la complète arrivée des Russes, n'hésita pas un instant à renforcer

son aile droite pour écraser tous ces petits corps autrichiens, et le 14, le 15 et le 16 août, il les balaya hors de leurs vallées avec un succès complet. Son plan d'attaque, très nettement conçu, fut exécuté par ses officiers avec une vigueur et une rapidité surprenantes; partout les détachements autrichiens furent attaqués de plusieurs côtés à la fois. Rohan fut rejeté du Simplon vers Domo d'Ossola, Strauch de la Grimsel à Airolo, Simbschen de la route du Saint-Gothard dans la vallée supérieure du Rhin, Jellachich du canton de Schwytz au delà de la Linth, le tout avec une perte de huit mille hommes, tant morts que prisonniers. Le Simplon et le Saint-Gothard tombèrent par là aux mains des Français, et l'archiduc maudit de nouveau la légèreté de Suworoff, qui, en rappelant Haddick, avait livré ces importants passages à l'ennemi. Cependant le malheur était accompli; il ne fallait plus songer qu'à le réparer aussi promptement que possible par une écrasante attaque contre le gros des forces de Masséna. Les circonstances paraissaient d'autant plus favorables, que le général français avait dû affaiblir sa position sur l'Albis par ces envois de troupes dans les petits cantons. On se prépara donc avec un redoublement d'ardeur à passer l'Aar à Doettingen le 17 août, pendant que Hotze se dirigeait vers Uznach avec neuf mille hommes pour renforcer Jellachich.

Les troupes autrichiennes et russes destinées à cette grande entreprise se dirigèrent à marche forcée vers Doettingen. Dans la soirée du 16, elles étaient réunies non loin de l'Aar, sans que leurs mouvements eussent été remarqués par l'ennemi. Durant la nuit, les pionniers autrichiens entreprirent la construction de deux ponts; mais ils rencontrèrent tant de difficultés de tout genre, que leur travail ne marcha que très lentement; le courant était rapide, de durs rochers formaient le lit de la rivière, les ancres ne mordaient pas, les pontons n'étaient pas en nombre suffisant; enfin, ce qui était le point capital, le chef des pionniers avait négligé de se pourvoir de nacelles afin de transporter sur l'autre rive une avant-garde qui pût protéger les travaux. Le lendemain matin donc, lorsque le brouillard, en se dissipant, permit aux postes ennemis de découvrir ce qui se passait, une compagnie de tirailleurs suisses s'établit sur le bord de la rivière et eut bientôt tué ou blessé la plus grande partie des pionniers. D'heure en heure, le nombre

des Français s'accrut sur le point menacé; pour midi, Ney y avait réuni plus de dix mille hommes : impossible de songer à effectuer le passage en présence de telles masses.

Cet échec n'était pas par lui-même un grand malheur pour les alliés, car ils étaient toujours en situation d'espérer plus de succès pour une seconde tentative; ce qui fut plus grave, ce fut la nouvelle mésintelligence qui en résulta parmi eux. Les Russes avaient marché sans reprendre haleine pendant près de vingt-quatre heures pour arriver sur ce malheureux point; ils campèrent ensuite durant tout un jour au grand air, sous une pluie torrentielle et presque sans nourriture, maudissant la stupidité et les mauvaises mesures des Autrichiens. Korssakoff, dont les talents militaires et l'expérience de la guerre étaient presque nuls, mais qui n'en était que plus rempli de brutale arrogance et de haine de l'étranger, était très disposé à voir les choses sous un jour plus sombre encore, et à accuser l'archiduc de préméditation. Il se réjouit plus que jamais de l'indépendance qui lui avait été assurée, et se promit de ne suivre en tout que ses propres idées. Il se rendit donc dans les plus mauvaises dispositions à la délibération qui allait avoir lieu relativement aux mesures à prendre. Cependant tout aurait encore pu s'arranger sans un incident qui vint pousser à bout la patience de l'archiduc. Korssakoff lui présenta le 18 août l'ordre par lequel Suworoff, le 11, lui avait enjoint d'envoyer aussi vite que possible dix mille de ses hommes en Italie. Charles, dont les instructions reçues de Vienne étaient datées du 31 juillet, et qui supposait que Suworoff en avait reçu avis, vit dans le nouvel ordre du feld-maréchal une résistance ouverte à la volonté de l'Autriche, une défection manifeste de la Russie, et la violation du traité d'alliance. En proie à la plus vive agitation, il se déclara résolu à quitter sur-le-champ la Suisse avec ses troupes, quoiqu'il pût advenir de Korssakoff et des siens. Une discussion d'une extrême violence s'ensuivit. Wickham, plénipotentiaire anglais, protesta formellement lorsque Charles soutint que son départ n'était que la conséquence d'un plan d'opérations suggéré ou approuvé par l'Angleterre; on avait eu en vue à Londres, dit Wickham, la concentration de tous les Russes en Suisse et une attaque des Autrichiens contre Belfort, mais on ne songeait nullement au départ de Charles pour le bas Rhin. A la guerre d'ailleurs, pouvait-on procéder à

l'exécution d'un nouveau plan sans s'inquiéter de la situation du moment? Or il était évident pour tout homme intelligent que les Autrichiens ne pouvaient actuellement quitter la Suisse sans que ce départ fût pour tous le signal d'une ruine certaine. L'archiduc, qui avait écrit à Vienne dans le même sens peu de jours auparavant, ne resta pas sourd à ces observations; il consentit à discuter les opérations qui restaient à entreprendre en Suisse, d'autant plus que Jellachich et Simbschen, serrés de près par les Français, demandaient de nouveau du secours. D'un autre côté, Korssakoff était assez embarrassé pour envoyer ses dix mille hommes en Italie : les Français étaient maîtres du Saint-Gothard, et menaçaient même le passage du Splugen; les Russes auraient donc été forcés de faire un long détour, qui les aurait éloignés de l'ennemi pour plusieurs semaines. Korssakoff, à la vérité, repoussa énergiquement le conseil que lui donnait Charles d'envoyer six mille hommes dans le canton de Schwytz pour soutenir Jellachich, et déclara que jamais il ne morcellerait son corps; mais il accueillit mieux l'idée que lui suggéra Wickham de conduire tout son corps dans les petits cantons, conformément au premier désir de l'archiduc, et d'envoyer de là en Italie les dix mille hommes demandés par Suworoff. Charles lui-même lui en fit également la proposition le 20, dans une nouvelle conférence, et Korssakoff finit par y consentir. « Mais, dit-il, il faut que tous les Autrichiens qui se trouvent actuellement dans ce pays y restent avec nous. » L'archiduc lui répondit avec quelque impatience qu'il s'agissait précisément du remplacement des Autrichiens par les Russes, et que, pour accomplir sa tâche principale, qui était de protéger l'Allemagne, il fallait qu'il rappelât au moins Hotze et ses neuf mille hommes. Korssakoff protesta encore, disant que pas un homme ne devait partir; Charles lui ayant alors démontré qu'on ne trouverait dans les petits cantons ni l'emploi ni la subsistance de telles masses de troupes, Korssakoff demanda le temps de réfléchir et d'étudier ses instructions relativement à cette question; puis, quelques heures plus tard, il envoya par Tolstoï une réponse évasive. Le lendemain vit se renouveler cet échange de paroles inutiles; mais, le 22 août enfin, Charles put annoncer à l'Empereur que l'accord s'était établi après trois jours de pénibles discussions; que Korssakoff se rendrait dans les petits cantons avec tout son corps, que lui-même y laisserait la plus

grande partie du corps de Hotze (1), et que l'opération commune au delà de la Linth commencerait immédiatement après et serait d'abord dirigée contre Schwytz.

Les Russes se mirent donc en marche le 23 août, et le 25 ils étaient réunis à Uznach, derrière la Linth, au nombre de vingt mille hommes, vingt-neuf bataillons et trois régiments des cosaques; le reste de leur cavalerie et de leur artillerie n'était pas encore arrivé en Suisse. Hotze était alors près de Lachen, sur le bord méridional du lac de Zurich, et Jellachich occupait Glarus; leurs forces réunies s'élevaient à quatorze mille six cents hommes, sur lesquels six mille devaient rejoindre l'archiduc; il restait, par conséquent, huit mille six cents Autrichiens prêts à agir de concert avec les Russes dans l'entreprise projetée. Le 25 et le 26, Korssakoff et Hotze arrêtèrent le plan des premières opérations, et les ordres furent donnés pour que les colonnes se missent en mouvement le 27. D'après toutes les prévisions humaines, leur exécution devait conduire au but : Schwytz, Uri et le passage du Saint-Gothard devaient en une semaine tomber au pouvoir des alliés, ce qui aurait assuré le champ libre à la marche de Suworoff et à la réunion des divers corps russes, pendant que l'archiduc occupait et retenait sur la Limmat le gros des forces de Masséna. Mais, au dernier moment, l'indomptable obstination de Korssakoff amena la catastrophe. Dans la soirée du 26, Korssakoff arriva chez Hotze, écumant de colère, et disant qu'il venait d'apprendre tout à fait par hasard que six mille Autrichiens allaient retourner à Zurich; qu'il considérait cela comme fourbe et équivoque au plus haut point, et qu'il déclarait une fois pour toutes que ni lui ni les Russes ne feraient un seul pas tant que cette mesure ne serait pas révoquée. Hotze, qui ignorait les particularités des conventions établies entre Korssakoff et l'archiduc, prit sur lui de différer le départ des trois régiments, et de faire auparavant un rapport à l'archiduc.

Ce fut la dernière goutte d'eau, qui devait faire déborder le vase depuis longtemps rempli. Charles avait accordé aux Russes la plus grande partie du corps de Hotze, il avait donc, d'après leurs con-

(1) Je constate la date du rapport, écrit aussitôt après la conférence, parce que Miliutin dit que ce n'est que plus tard qu'on a prétendu en Autriche que l'archiduc n'avait promis au général russe que la coopération d'une partie du corps de Hotze, et non de ce corps tout entier.

ventions, le droit d'en rappeler la plus petite partie. Il vit dans la conduite de Korssakoff, ou la preuve d'une incapacité complète qui n'osait avec vingt-huit mille hommes se mesurer contre dix-huit mille (telle était la force des Français à Schwytz et à Uri), ou la mise en avant d'un vain prétexte pour refuser aide et alliance; dans l'un comme dans l'autre cas, il n'éprouva d'autre sentiment que celui du mépris; il lui parut évident que nulle entente efficace n'était possible avec le général, et, dans cette conviction, il accueillit les propositions de Dietrichstein; celui-ci d'ailleurs se demandait depuis quelques jours s'il était possible d'exécuter absolument et à la lettre les ordres de Vienne tels qu'il les avait compris, et il avait, en conséquence, modifié ses projets de la manière suivante. Il pouvait, sans doute, paraître imprudent de confier à Korssakoff seul la tâche qui jusque-là avait été dévolue à l'armée autrichienne, deux fois plus forte que la sienne; toutefois, il était hors de doute que les deux cours avaient décidé que toutes les forces autrichiennes devraient se tourner vers le Rhin aussitôt après l'arrivée de Suworoff, et, par conséquent, après la réunion de Korssakoff aux troupes de Derfelden et de Rosenberg. Si donc on laissait maintenant en Suisse, pour soutenir momentanément Korssakoff, autant d'Autrichiens que Suworoff amenait de Russes, il n'y avait pas lieu de réclamer, et l'archiduc pouvait, sans manquer au serment d'alliance, conduire le reste de ses troupes en Allemagne. C'était pour l'archiduc le moyen tant désiré de mettre un terme à ses pénibles différends avec Korssakoff. Tous les rapports, toutes les observations qu'il avait adressés à l'empereur François et à Suworoff étaient jusque-là restés sans réponse, et il fut tout à fait déterminé par l'avis réitéré qu'il reçut alors du général Sztarray et des généraux placés sous ses ordres, que les Français faisaient de sérieux préparatifs pour passer le Rhin à Worms, à Manheim et à Kehl. Il adressa à Hotze, avec de vifs reproches pour ses hésitations, l'ordre formel de renvoyer sur-le-champ ses six mille hommes à Zurich. Quant à Korssakoff, il lui écrivit que, du moment qu'il ne voulait pas agir sans ces six mille hommes, malgré leurs conventions du 22, il n'y avait plus qu'à se borner à la défensive; que lui, Charles, avait prêté la main à une offensive commune, bien que son gouvernement eût décidé que son armée serait remplacée par celle de Korssakoff; mais qu'avant même que cette offensive

eût commencé, il apprenait que les pays de la rive droite du Rhin étaient fortement menacés; qu'il devait aller les défendre, et qu'il avait, en conséquence, chargé Hotze de protéger avec vingt-deux mille Autrichiens et trois mille quatre cents Suisses la ligne d'Uznach au Saint-Gothard; qu'il pensait que Korssakoff se chargerait de la ligne de la Limmat, depuis le lac de Zurich jusqu'au Rhin; qu'il demandait seulement que les troupes russes partissent dès le lendemain, attendu qu'une partie des siennes devaient passer le Rhin ce jour-là.

Dans le premier moment, ce message mit Korssakoff hors de lui. « Eh bien, s'écria-t-il, je vais envoyer dix mille hommes en Italie; avec les autres, je m'établirai au delà du Rhin, à Schaffouse; il en résultera ce qu'il plaira à Dieu. » Mais il ne tarda pas à réfléchir, et il s'occupa de remplacer les Autrichiens derrière la Limmat. Il reconnut qu'en somme il avait assez de monde, car chaque compagnie russe, disait-il, équivalait largement à un bataillon autrichien. Quelqu'un l'ayant questionné au sujet de sa ligne de retraite, il répondit brièvement : « Les Russes ne battent jamais en retraite. » Pendant tous ces mouvements, Masséna tentait de son côté d'attaquer la ligne de la Limmat; mais il ne réussit pas plus à passer cette rivière que l'archiduc ne l'avait fait douze jours auparavant, fort heureusement pour les Français, qui se seraient trouvés en présence de tous les alliés, encore réunis. En ce moment, de nouveaux rapports de Sztarray annoncèrent que les Français avaient réellement passé le Rhin à Manheim, occupé Heidelberg, et commencé le bombardement de Philippsbourg. L'archiduc quitta donc la Suisse avec trente-sept mille hommes, le 1er septembre, pour marcher contre eux. Korssakoff ayant amené vingt-huit mille hommes, il en résultait une diminution de neuf mille hommes dans l'armée d'occupation de la Suisse, ce qui ne constituait pas un affaiblissement considérable des forces matérielles, d'autant plus que Charles laissa à Waldshut, sur le Rhin, cinq mille hommes à l'observation desquels Masséna dut consacrer quelques troupes françaises. De même, si l'on comparait les forces actuelles de Korssakoff et de Hotze avec l'armée exclusivement russe de Suworoff, Hotze était plus fort de deux mille hommes que les Russes destinés à le remplacer. L'Autriche pouvait donc soutenir avec raison qu'elle était restée loyalement et consciencieusement fidèle

aux conventions suggérées et approuvées par l'Empereur Paul. Le droit formel était incontestablement de son côté.

Néanmoins l'archiduc, en s'éloignant, était en proie à de lourdes inquiétudes. Sa responsabilité personnelle était couverte, il est vrai, par les ordres de son gouvernement, et il n'avait effectué que la moitié des remplacements convenus avec les Russes; mais, dans le fait, il ne pouvait se dissimuler que la mesure prise était mauvaise; que, pour prévenir un mal insignifiant à Philippsbourg, il exposait le point décisif de cette guerre à un grand danger, et que l'incapacité présomptueuse de Korssakoff rendait un malheur possible, malgré un nombre suffisant de troupes. Il avait écrit dans ce sens à l'Empereur François le 26 et le 28 août, et à Suworoff le 20 et le 28, afin d'informer le feld-maréchal russe du départ des Autrichiens pour l'Allemagne, et de presser l'arrivée de Derfelden en Suisse. Si alors Suworoff prenait aussi vite que possible le haut commandement dans ce pays, et si, avec son impétuosité habituelle, il signalait son arrivée par une attaque générale contre les Français, tout pouvait bien marcher encore. Ce n'était donc qu'une question de rapidité: il s'agissait de savoir si les forces réunies de Suworoff tomberaient sur Masséna, ou si Masséna tomberait sur Korssakoff encore isolé.

En attendant, un profond repos régna en Suisse durant plusieurs semaines après le départ de Charles. Korssakoff s'établit dans sa nouvelle position au gré de son obstination et de son caprice, n'écouta aucun conseil, et fit subsister en grande partie ses troupes aux frais des habitants. Depuis l'occupation des petits cantons, Masséna était surtout absorbé par sa querelle personnelle avec Bernadotte; il renouvela plusieurs fois sa demande de congé, et enfin il envoya à Paris un officier de confiance, qui eut la satisfaction de contribuer le 12 septembre à la destitution de Bernadotte. Tant que la nouvelle n'en arriva pas à Masséna, il ne fut pas question du moindre mouvement dans les quartiers français, et les alliés s'affermirent chaque jour davantage dans l'espoir que Suworoff arriverait à temps en Suisse pour opérer sa jonction avec Korssakoff. Le ministre Thugut s'abandonnait doucement à la joie que lui causait ce nouvel état de choses. Il possédait enfin ce que son cœur avait si longtemps désiré, une armée de soixante-dix mille hommes sur le sol de l'Empire allemand, avec laquelle il devait être facile de réduire à néant l'odieuse influence de la Prusse et de peser

lourdement sur les affaires de Belgique. Suworoff, son constant adversaire, était sur le point de quitter l'Italie; rien ne semblait donc plus s'opposer à l'extension sans bornes du territoire autrichien. Thugut avait soigneusement évité jusque-là de fournir aux cours alliées aucune explication sur ses plans d'annexion, lesquels, disait-il toujours, étaient subordonnés à la marche que suivrait la guerre; mais il crut actuellement pouvoir donner sans danger quelques indications à lord Minto, le nouvel ambassadeur d'Angleterre. Il voulait, dit-il, faire du Piémont et de toute la partie montagneuse de la Savoie une province autrichienne; c'était, selon lui, le seul moyen d'opposer une borne solide, du côté de l'Italie, aux idées de conquête de la France. Le ministère anglais, qui n'avait jamais eu de relations avec Victor-Emmanuel, ne trouva rien à redire à cela; il aurait seulement voulu savoir si Thugut, outre la Lombardie et la Vénétie, visait aussi à incorporer à l'Autriche les Légations et même la Toscane, comme beaucoup le supposaient. Lord Grenville, au contraire, était absolument opposé à l'idée émise une fois par Thugut d'offrir la Belgique comme compensation au roi de Sardaigne. L'Angleterre désirait donner sur ce point un solide voisinage aux Français, soit par la réunion de la Belgique à la Hollande, soit par son annexion à la Prusse; or cette pensée seule mettait tout le sang de Thugut en ébullition. Les vœux des deux cours différaient donc déjà sur bien des points, lorsque les Anglais furent absolument irrités en voyant l'archiduc quitter prématurément la Suisse. Minto fut chargé de déclarer nettement au ministre autrichien que, s'il n'y avait pas contre-ordre, l'Angleterre non seulement ne s'inquiéterait plus des intérêts de l'Autriche, mais se mettrait en opposition directe avec eux et chercherait ailleurs ses alliés (1) (à Berlin).

Tel était alors l'état inquiétant des choses entre Vienne et Londres. Mais Thugut, qui se croyait hors de toute atteinte, s'en préoccupait peu Dans son orgueilleuse présomption, il prit au contraire, vis-à-vis de son allié russe, une attitude propre à rompre la corde déjà si tendue entre lui et l'Empereur Paul. Celui-ci songeait depuis des mois à mettre enfin en plein jour l'avidité autrichienne, qui jusque-là s'était enveloppée d'un profond secret, et il voulait

(1) Lord Grenville à lord Minto, 31 août.

pour cela convoquer à Saint-Pétersbourg un grand Congrès de tous les États intéressés. Thugut, qui avait été depuis longtemps informé de ce projet par Cobenzl, s'était aussitôt promis de profiter de cette occasion pour décharger son cœur, et pour dire enfin son fait à l'arrogant Paul. La proposition officielle étant arrivée à Vienne, Thugut adressa le 12 septembre sa réponse à Cobenzl. Il y invoquait d'abord les traités secrets de 1795, par lesquels la Russie avait garanti à l'Empereur François une acquisition égale à celle des Russes : la loyauté, la foi, la sainteté des traités étaient méconnues, disait-il, si la Russie, par envie et par jalousie, revenait sur la parole donnée; il n'y avait pas là matière à discussion; ou les traités étaient obligatoires, et alors la Russie devait aider l'Empereur François à obtenir l'agrandissement promis, ou ils ne l'étaient pas, ce qui amenait forcément à reconnaître que le partage de la Pologne, consacré par eux, était inique, et qu'il fallait restaurer la Pologne; en ce cas, ce serait à la Russie de donner l'exemple du désintéressement, car quiconque se complaît à prêcher la justice aux autres doit commencer par être juste lui-même. L'Autriche était prête à traiter les questions de dédommagement avec la Russie et l'Angleterre, mais jamais elle ne consentirait à se trouver à un Congrès sur un pied d'égalité avec les intrigants de Naples et de Sardaigne. Cobenzl, ajoutait Thugut, saurait donner la forme convenable à ces instructions dans ses entretiens avec les ministres russes; mais il ne devait pas oublier, lui qui prêchait toujours la déférence à l'égard de Paul, que la dignité d'une monarchie telle que la monarchie autrichienne ne doit, en aucun cas, être sacrifiée à la crainte d'une explosion passagère de mauvaise humeur.

Tout cela était en soi logique et irréfutable, et pouvait produire un excellent effet, en dépit des emportements de Paul; mais c'était à la condition que les prévisions se réaliseraient, c'est-à-dire qu'on remporterait de brillants succès sur le Rhin et dans les Pays-Bas, et qu'une catastrophe fatale ne se produirait pas en Suisse.

CHAPITRE VII

SOLUTION EN SUISSE

Passons en revue encore une fois les vastes espérances avec lesquelles les cours alliées inauguraient l'exécution de leur nouveau plan de campagne. L'Angleterre comptait sur la conquête de la flotte hollandaise, sur la restauration de la maison d'Orange dans les sept provinces, sur la propagation dans toute la Belgique du mouvement anti-français. A Vienne, on espérait que l'archiduc, par ses armes, pèserait lourdement sur les événements, et donnerait sur tout le cours du Rhin et jusqu'en Belgique une force décisive à la volonté de l'Autriche. L'Empereur Paul attendait de la fougue toujours victorieuse de Suworoff le prompt envahissement de la Suisse; puis, par une irrésistible conséquence, l'entrée dans la Franche-Comté, le soulèvement des royalistes français, le renversement d'une République réprouvée de Dieu. Et en effet, si une direction clairvoyante, unique et énergique avait fait sur tous les points tout ce que permettaient les forces existantes, le danger aurait été grand pour la Révolution menacée de tous côtés.

Mais où étaient la clairvoyance et l'union? où était la clairvoyance qui comprend que l'union est la première condition du succès? Où était ce mélange d'énergie et de pénération sans lequel l'impétuosité devient folie et la sage réflexion dégénère en faiblesse?

Cette fois encore, tout se réunit pour que le chêne ne s'élançât point vers le ciel.

Nous commencerons notre récit par l'entreprise contre la Hollande, dont le début précède les deux autres.

Depuis le mois de juin, nous l'avons vu, la Russie et l'Angleterre s'occupaient des préparatifs de cette grande expédition. Mais ici encore se manifesta l'insuffisance des moyens que possédait Paul pour soutenir efficacement ses prétentions à la conduite des affaires de l'Europe. De même que ses armées de terre, en Italie et en Suisse, manquaient de lourde artillerie, de munitions et de voitures, on eut des peines infinies à mobiliser les dix-huit mille hommes promis pour l'expédition de Hollande, lesquels se trou-

vèrent ensuite dans la même pénurie. Les navires russes ne purent en transporter qu'une partie; le reste fut laissé au soin de l'Angleterre, et ce ne fut qu'au milieu du mois d'août que l'embarquement et le départ purent commencer à Reval. En Angleterre, l'impatience croissait de jour en jour; les agents que cette puissance entretenait en Hollande donnaient les renseignements les plus satisfaisants sur l'état du pays; à les entendre, le peuple, l'armée et la flotte étaient d'accord pour secouer le joug français à la première apparition de leurs libérateurs, et pour se grouper avec enthousiasme autour de la bannière d'Orange. On finit donc par décider à Londres que l'on enverrait en Hollande, sans tarder davantage, une première division anglaise de douze mille hommes, sous le général Aberkromby, et que les autres troupes, anglaises et russes, les suivraient à mesure qu'elles seraient prêtes. La promptitude, en effet, était désirable à tous égards. Les moyens de défense de l'ennemi étaient alors faibles et dispersés : le général Brune, qui avait été rappelé d'Italie après son coup d'État arbitraire dans la Cisalpine et nommé commandant en chef en Hollande, avait placé quatorze mille Français du côté de la Zélande, où il croyait que serait dirigée la première attaque des Anglais; les troupes bataves, au nombre de dix mille hommes sous le général Daendels et de six mille sous le général Dumonceau, devaient protéger la côte hollandaise et les frontières du côté de l'Allemagne. Sir Ralph Aberkromby, qui effectua son débarquement au nord de la Hollande, n'y trouva donc que la division Daendels, contre laquelle il pouvait facilement tenir jusqu'à l'arrivée des autres corps.

Il quitta la côte anglaise le 13 août; mais une tempête retarda tellement sa marche, que le débarquement n'eut lieu que le 27, non loin du Helder, sur le Marsdiep, l'étroit bras de mer qui sépare l'île Texel de l'extrême pointe du continent. Divers motifs avaient fait choisir ce point. L'armée de terre et la flotte pouvaient y agir de concert contre les vaisseaux de guerre hollandais qui se trouvaient près de Texel; de plus, on était là, entre la mer du Nord et le Zuyderzée, sur une étroite langue de terre, large à peine d'une lieue, couverte à l'ouest de dunes sablonneuses, à l'est de prairies marécageuses entrecoupées de digues et de canaux, et sur laquelle, par conséquent, la petite troupe

d'Aberkromby pouvait se défendre sans peine, même contre des forces de beaucoup supérieures. Ceci se reconnut dès le premier jour, lorsque Daendels, avec un détachement réuni à la hâte, chercha vainement à empêcher le débarquement. Le 28 août parut la seconde division anglaise, forte de cinq mille hommes, sous le général Dow : on pouvait maintenant, avec une partie de ces troupes, suivre Daendels, qui reculait vers le sud, et occuper avec l'autre les points septentrionaux de la côte, afin de menacer l'escadre hollandaise. Protégé par leurs batteries, le vice-amiral Mitchell pénétra dans le Marsdiep et somma les Hollandais de se rendre. L'amiral hollandais Story s'y refusa avec indignation; mais, à la vue des couleurs d'Orange qui flottaient partout sur les vaisseaux alliés, les matelots hollandais se soulevèrent unanimement et, le 31 août, passèrent à l'ennemi avec leur flotte, forte de dix vaisseaux de ligne et de douze frégates. Cet important mais facile succès provoqua dans toute l'Angleterre une explosion d'enthousiasme. On n'y avait qu'une pensée, celle de s'emparer de toutes les forces maritimes de cette vieille rivale, et cette pensée se trahit par la manière dont on en usa envers la proie brillante que l'on venait de faire : on mit à terre tous les matelots hollandais, pour les remplacer par des marins anglais, après quoi tous les vaisseaux furent envoyés dans des ports de la Grande-Bretagne. A dater de ce moment, c'en fut fait en Hollande de tout amour pour les prétendus libérateurs du pays, de tout enthousiasme orangiste. Pas une main ne s'agita plus dès lors pour soutenir l'expédition.

Cependant le général Brune, qui arriva le 2 septembre à Alkmaar, s'empressa de faire venir des renforts de toutes les parties de la République. Le 8, il avait réuni sept mille Français commandés par Vandamme et quatorze mille Hollandais, et, sachant bien que ses adversaires ne tarderaient pas à doubler leurs forces, il tenta le 10 une attaque contre Aberkromby. Mais ses troupes, forcées de s'avancer sur d'étroites digues, s'y virent exposées au feu meurtrier de l'artillerie anglaise, et enfin elles furent tout à fait arrêtées par un large canal dont la rive opposée était occupée par l'artillerie ennemie ; elles durent alors battre en retraite, après avoir perdu près de deux mille hommes. Brune reconnaissant que la défense, sur un tel terrain, était toujours

plus forte que l'attaque, prit également position près de Bergen, derrière le grand canal d'Alkmaar, couvrit de retranchements tous les points importants, coupa les chaussées des digues par de larges fossés, et attendit ainsi que les intentions de l'ennemi se manifestassent. En même temps, il s'occupa activement de faire venir d'autres troupes, de lever des recrues, de faire des provisions de vivres. C'était, comme nous le savons, un démagogue sans conscience, un spéculateur avide, un très médiocre général; mais ici, où il ne s'agissait que de tenir bon et de ferrailler, il se montra aussi énergique que n'importe quel Jacobin de 1793.

Le 12 septembre, les dernières troupes anglaises débarquèrent, et avec elles le duc d'York, au zèle soldatesque duquel on avait de nouveau confié le commandement en chef de l'expédition, malgré les tristes événements de 1794. Une division russe était déjà arrivée la veille, accompagnée du général Hermann; les autres se succédèrent du 13 au 17, et le 18 septembre toutes les forces, vingt-huit mille Anglais et quinze mille Russes (1), se trouvaient sur le sol hollandais : la lourde tâche de l'attaque incombait maintenant aux alliés. Il fallait se presser, car l'automne était froid et pluvieux, les prairies se couvraient d'eau, un épais brouillard épaississait l'air, et l'état sanitaire menaçait de devenir inquiétant. York décida donc qu'une attaque générale aurait lieu dès le lendemain, 19 septembre; les Russes devaient s'avancer à droite, sur les dunes qui s'étendent le long du rivage de la mer, et les Anglais se diriger à gauche, à travers les prairies, sur Bergen et Alkmaar.

Les Russes, on ne sait pour quel motif, commencèrent leur mouvement dès 4 heures du matin, au milieu d'une obscurité complète; ils attaquèrent impétueusement les premiers postes ennemis, et les repoussèrent devant eux; mais, l'ardeur de la poursuite les entraînant, le désordre se mit dans leurs rangs; chaque soldat finit par chercher isolément son chemin au milieu des dunes sablonneuses, et peu à peu les bataillons, complètement débandés, ne formèrent plus qu'une masse confuse, incessamment poussée

(1) Miliutin, V, 279, discute les diverses données, sans expliquer toutefois comment il se fait que trente-trois mille hommes seulement prennent part à l'action le 19, et que, d'un autre côté, York, le 20, en trouve encore quinze mille qui n'ont pas combattu.

en avant. C'est dans cet état qu'ils atteignirent vers 8 heures la petite ville de Bergen, centre de la position ennemie, au moment même où, sur l'aile gauche, les Anglais commençaient seulement à s'ébranler et ouvraient de leur côté, contre les Hollandais, une attaque vigoureuse mais conduite avec la plus grande circonspection. Brune eut donc le temps de jeter de tous côtés d'écrasants renforts contre les Russes de Bergen, et de les serrer de près par devant et sur leurs deux flancs. Ils furent complètement défaits; près de dix-huit cents hommes furent tués ou faits prisonniers, douze cents furent blessés, les autres prirent la fuite et se hâtèrent de regagner leur ancienne position. Le commandant du corps russe, le général Hermann, tomba aux mains de l'ennemi, ainsi que plusieurs officiers supérieurs. Cette défaite de l'aile droite paralysa aussitôt les efforts du reste de l'armée : York donna le signal de la retraite générale

La situation des alliés commençait à devenir critique. Le brillant espoir d'un soulèvement du pays était absolument détruit; de toutes les provinces, au contraire, des renforts affluaient au camp de Brune; une nouvelle division française, qui arrivait de Belgique, allait amplement compenser pour ce général les pertes du dernier combat. Cependant, York ne perdit pas encore courage. Il attribuait uniquement le désastre du 19 à la déplorable précipitation des Russes, et espérait être plus heureux dans l'avenir si l'on évitait de semblables fautes. On prit donc avec une prudence et un soin infinis les mesures nécessaires pour un nouveau combat, et le 2 octobre, à 6 heures du matin, toutes les troupes s'ébranlèrent à la fois, les Russes au centre, les Anglais sur les deux ailes. On éprouva de nouveau combien il était difficile d'avancer sur des digues étroites, et de franchir des canaux profonds; ce ne fut que très lentement, et au prix de lourds sacrifices, que l'on repoussa l'ennemi entre les prairies. Sur les dunes, la colonne droite des Anglais fut plus heureuse; portée peu à peu à treize mille hommes, elle gagna insensiblement du terrain, si bien que, vers le soir, elle avait complètement débordé la position des Français à Alkmaar. Toutefois, aucune des divisions ennemies n'était absolument vaincue ni dispersée; lorsqu'arriva le soir, Brune put abandonner sa position sans être inquiété par l'ennemi, et en prendre à deux lieues en arrière, près de Bacum et de Castricum, une plus resserrée et

plus forte, bornée par de plus grandes nappes d'eau. La journée avait coûté environ deux mille hommes aux alliés, sans leur procurer aucun avantage décisif. On s'était rapproché d'Amsterdam de quelques lieues, mais la route qui y conduisait était toujours défendue par un ennemi que l'on n'avait pu vaincre. Plein d'une confiance aveugle, York fit faire à son avant-garde une tentative contre Bacum; mais elle eut le même résultat que la bataille du 19 septembre. Les Russes s'élancèrent avec une ardeur furieuse, pénétrèrent profondément dans les lignes ennemies, et y furent écrasés avant l'arrivée des Anglais, qui les suivaient lentement; un torrent d'accusations réciproques fut le seul résultat de cette fâcheuse journée.

Dès lors, les généraux alliés furent unanimes à déclarer l'entreprise désespérée. L'ennemi recevait chaque jour de nouveaux renforts, tandis qu'ils n'avaient pas le moindre moyen de combler les vides faits dans leurs rangs, vides dont le nombre devenait chaque jour plus inquiétant. Les divers combats avaient coûté jusque-là plus de dix mille hommes; un nombre égal de malades se trouvaient dans les hôpitaux mal organisés; la subsistance des troupes, à laquelle l'Angleterre seule pouvait pourvoir par mer, devenait toujours plus incertaine à mesure que l'hiver approchait avec ses menaces de tempêtes. Sur la proposition des généraux anglais, on rentra d'abord dans l'ancienne position, non loin du Helder; puis, le 15 octobre, le conseil de guerre décida à l'unanimité qu'une trêve serait proposée au général français, afin que le réembarquement des troupes alliées pût s'effectuer sans obstacle. Après trois jours de discussions, cette trêve fut signée à Alkmaar. Le rêve d'une restauration orangiste en Hollande et de l'expulsion des Français hors de la Belgique était complètement évanoui.

Cette fin misérable d'une entreprise qui avait commencé par de si vastes projets fit peu d'impression en Angleterre, où l'on se réjouissait de posséder la flotte hollandaise. A Saint-Pétersbourg, elle augmenta et étendit jusqu'à l'Angleterre le ressentiment du Tzar, mais sans provoquer pour le moment de résolutions particulières. En Autriche, Thugut était trop exaspéré contre la Russie et l'Angleterre pour ressentir une grande douleur de leur échec en Hollande; quant à l'archiduc Charles, il n'avait jamais brillamment auguré du succès de l'expédition ni de la part que lui-même y pouvait

prendre, et ses préoccupations étaient dirigées d'un tout autre côté au moment où elle se termina. Il avait, nous le savons, quitté la Suisse à la fin d'août avec une bonne moitié de son armée, révolté pour le moment de l'incapacité et de l'obstination de Korssakoff, mais nullement tranquille ni convaincu quant à l'opportunité de sa résolution. Il pensait toujours que son départ avant l'arrivée de Suworoff pourrait mettre en grand danger les intérêts de la coalition, danger qu'il n'espérait pas compenser par les avantages que ses forces, diminuées de moitié, pourraient remporter sur le Rhin. Il écrivit dans ce sens à l'Empereur, le 4 septembre, et n'hésita pas à faire connaître sans détours à Wickham, chargé d'affaires d'Angleterre, ce qu'il pensait de la situation. La distance qui le séparait de la Hollande, dit-il, était beaucoup trop grande pour qu'il pût se flatter de soutenir efficacement le duc d'York. Il n'avait donc qu'un désir, celui de revenir le plus promptement possible sur le haut Rhin, après avoir chassé les Français de la rive droite du fleuve, et de seconder efficacement Suworoff par l'investissement de Huningue et de Belfort. Il laissa en effet vingt-quatre mille hommes derrière la Forêt-Noire, et ne s'avança qu'avec vingt-huit mille contre les Français, qui avaient passé le Rhin à Manheim. Le général Muller, qui commandait alors l'armée du Rhin française, disposait en tout d'environ cinquante mille hommes, dont trente mille formaient la garnison des places fortes entre Bâle et Dusseldorf, de sorte qu'il lui en restait à peine vingt mille disponibles pour son mouvement offensif sur la rive droite. Par le fait donc, il n'eût pas été nécessaire, pour les combattre, de toutes les troupes que l'archiduc avait enlevées à la Suisse, et le général Sztarray aurait été assez fort pour faire face aux coups des Français. A la vérité, l'arrivée des Français causa presque autant d'émotion sur les faibles territoires du Saint-Empire romain que l'attaque de Custine contre Worms et Mayence, sept ans auparavant. Les princes souverains des petits États se répandirent de nouveau en lamentables cris de secours; les paysans, au contraire, ne montrèrent cette fois aucune frayeur, et formèrent, sous le colonel palatin Wrede, une milice qui, sur cent points différents, fit un mal sensible aux bandes ennemies. Les Français abandonnèrent l'investissement de Philippsbourg dès que les premiers postes de l'archiduc s'approchèrent du territoire badois, et se retirèrent en hâte au delà

du Rhin, sans tenter la moindre résistance. Quatre mille hommes environ, sous le général La Roche, furent seuls laissés à Manheim, bien inutilement il faut le dire, car les Français eux-mêmes avaient commencé à raser les ouvrages de la citadelle et ne les avaient ensuite restaurés que très incomplètement. Le 18 septembre donc, lorsque les colonnes de l'archiduc parurent devant cette place, les Français repoussèrent bien avec succès leurs premières attaques; mais le village de Neckarau, situé tout au bord du Rhin, au sud de la ville, ne tarda pas à être pris par les Autrichiens, après quoi les vainqueurs descendirent le fleuve, détruisirent les ponts du Rhin, et coupèrent ainsi toute retraite à la garnison. Dès lors, la terreur paralysa les rangs des Français; les Impériaux pénétrèrent de tous côtés dans la ville, et la plus grande partie des hommes de la garnison furent tués ou faits prisonniers.

C'était un beau fait d'armes, qui pourtant, vu l'état général des choses, ne pouvait avoir de conséquences considérables. L'archiduc fit compléter la démolition de la citadelle, et prit quelques mesures de sûreté pour la défense de la rive droite. Dix jours s'étaient écoulés ainsi, lorsqu'il reçut de Suisse, coup sur coup, des nouvelles plus mauvaises qu'il ne les avait jamais redoutées, qui de nouveau absorbèrent toute son attention et toute son activité, au mépris de toute autre considération. La guerre était arrivée là à la crise finale; il est donc indispensable que nous lui consacrions une étude attentive.

Nous avons laissé Suworoff exaspéré par l'ordre que lui avait donné l'Empereur François de se diriger immédiatement vers la Suisse, et mettant tout en œuvre pour différer ce grand mouvement. Il reçut alors, le 3 septembre, dans son camp d'Asti, la lettre par laquelle l'archiduc lui annonçait son expédition contre Manheim, ainsi que la nouvelle destination de Hotze et de Korssakoff, et insistait sur la double nécessité de sa prompte arrivée en Suisse. Cette nouvelle fut un coup de foudre pour le feld-maréchal. Il ne pouvait dire, à la vérité, qu'il n'y fût pas préparé, car les lettres de Charles, du 5 juillet et du 20 août, lui avaient fait entrevoir la possibilité d'un envoi de troupes considérable sur le Rhin, contre les Français, et dès lors la nécessité de remplacer ces troupes au moyen de celles que Suworoff avait en Italie. Mais le feld-maréchal avait attaché peu d'importance à ces avis; il avait persisté à penser

que, quand même les trois cours auraient, en principe, décidé le remplacement, l'époque de ce remplacement et les moyens de l'effectuer ne seraient choisis et réglés par nul autre que par lui. Il n'avait pas voulu croire que Thugut en viendrait aux faits sans avoir au moins demandé préalablement son avis. C'était pourtant chose accomplie maintenant, et il se trouvait dans la nécessité d'obéir, et d'obéir sans retard. Son œil pénétrant voyait clairement, en effet, qu'avec la nouvelle division du commandement en chef, l'état des choses actuel ne pouvait se prolonger en Suisse, qu'il n'avait plus le choix, et qu'il lui fallait se mettre en marche. Il se décida donc, bien qu'avec la plus grande répugnance, à donner des ordres en conséquence. Mais, avant tout, il voulut soulager son cœur et chercher des échos à Saint-Pétersbourg pour la haine qui remplissait son âme. Il écrivit au ministre Rostopchin dès le 3 septembre, en lui communiquant la nouvelle qu'il venait de recevoir : « Comment Thugut, cet oiseau de nuit, ce scribe de chancellerie, fût-il ceint du glaive de Skanderbeg, peut-il, de son nid obscur, commander une armée et diriger les événements toujours nouveaux d'une campagne? A peine avais-je commencé à réparer les pertes dues à son système, que, dans sa déraison, il me fait écraser par la France, et, pour cela, se sert très adroitement de l'archiduc Charles. » Le 4, il adresse une lettre encore plus détaillée à l'Empereur Paul. C'était la violente répétition de ses vieilles plaintes sur l'offense qu'on lui avait faite en mettant obstacle à l'exécution de ses mesures politiques en Piémont, sur l'avidité insatiable de l'Autriche, sur la révoltante indifférence de l'Empereur François pour les troupes russes, sur la grossière conduite des officiers autrichiens à l'égard de leurs alliés, enfin sur les derniers ordres, qui envoyaient les Russes en Suisse et livraient par là toute l'Italie à l'égoïsme autrichien. La résistance à ces ordres, disait-il, aurait eu les conséquences les plus funestes; c'était là ce qui l'avait décidé à entreprendre cette malheureuse expédition de Suisse. Mais il ne pouvait comprendre la conduite de la cour de Vienne, quand il réfléchissait qu'un signe du Tzar suffirait pour renverser, par le rappel des troupes russes, tous les plans orgueilleux de l'Autriche. Cette réflexion, en une telle circonstance, équivalait à la motion formelle d'une rupture. C'est l'esprit rempli de ces pensées qu'il aborda lentement et en murmurant la nouvelle tâche qui lui était imposée.

Par suite des négociations entamées, la reddition de la citadelle de Tortone devait avoir lieu le 11 septembre, à moins d'un secours peu probable. Il se trouvait alors en Italie quatre-vingt-huit mille Autrichiens, qui, habilement disposés, devaient enlever toute possibilité de sauver cette place aux restes vaincus de l'armée de Moreau, aussi bien qu'à la petite armée des Alpes de Championnet. Suworoff cependant voulut en ajouter la prise à la liste de ses succès, et décida que les Russes ne quitteraient Novi et Asti que le 8 septembre. Quant à la question la plus importante, celle de la route à prendre pour se rendre en Suisse, il l'avait résolue sans grande hésitation. Il adressa le 5 septembre une circulaire à Korssakoff, à Hotze et au général autrichien Lincken établi à Coire, pour leur annoncer qu'il arriverait le 17 à Airolo, au pied du Saint-Gothard, avec les troupes russes et la brigade autrichienne Strauch, et qu'il attaquerait cette montagne le 19. Afin de lui faciliter autant que possible le passage du Saint-Gothard et de l'aider à pénétrer de là dans les vallées de la haute Reuss et de la Linth, les trois généraux, de leur côté, devaient attaquer l'ennemi sur tous les points : Linken et Hotze en s'avançant entre les lacs de Zug et de Zurich, Korssakoff en passant la Limmat; pendant ce temps, Suworoff continuerait à marcher le long du lac de Lucerne, et la jonction générale s'opérerait sur la rive droite de la basse Reuss. Cette manœuvre était la seule, selon lui, qui promît des résultats décisifs aux opérations futures. Pour régler les détails de la marche, ajoutait-il, il attendait des renseignements exacts sur la position des troupes ennemies aussi bien que sur celle des alliés, ainsi que sur les difficultés du terrain et les ressources du pays; il voulait aussi connaître l'opinion de ses généraux sur la meilleure manière d'assurer l'action collective des divers corps.

Comme on le voit, cette lettre ne demandait pas le moindre avis sur le choix de la route, ne témoignait pas la moindre hésitation entre le Simplon, le Saint-Gothard, le Bernhardin ou le Splugen. Le choix était bien arrêté dans l'esprit de Suworoff; il servait de base aux instructions données à ses généraux, lesquels n'étaient consultés que sur les détails de l'exécution. L'opinion du feld-maréchal était que la réunion des trois armées, la sienne, celle de Hotze et celle de Korssakoff, ne devait avoir lieu que sur

le champ de bataille. La position principale de Masséna, entre la Limmat et la Reuss, devait être attaquée simultanément, en avant par Korssakoff, de côté par Hotze, et sur ses derrières par la marche de Suworoff le long du lac de Lucerne et de la Reuss; grâce à ces mouvements combinés, la jonction des masses alliées devait s'opérer sur le théâtre même de la victoire. C'était un investissement stratégique destiné à anéantir l'ennemi, une manœuvre semblable à celles du général Mack en 1794 pour la bataille de Tourcoing, de Carnot pour écraser Cobourg, de Wurmser en 1796 pour exterminer Bonaparte, et du général Moreau à l'arrivée de Macdonald, trois mois auparavant, pour battre Suworoff. Pour toutes, le résultat avait été nul ou funeste, et toujours par la même et simple raison que, vu la grande distance qui séparait les divers corps d'armée, l'ennemi avait pu les attaquer et les battre successivement avec l'ensemble de ses forces. Or ce danger, cette fois, était plus grand et plus imminent encore que dans aucun des cas que nous venons de citer. Airolo, où devait commencer le mouvement de Suworoff, était à environ quinze lieues à vol d'oiseau de la position de Hotze, et à près de vingt de celle de Korssakoff; mais cet espace était aux deux tiers occupé par une des chaînes de montagnes les plus élevées et alors les plus inaccessibles de l'Europe; le passage choisi n'offrait à cette époque qu'un chemin étroit, qui ne permettait pas à Suworoff d'emmener avec lui son artillerie de campagne; de plus, la montagne était au pouvoir de l'ennemi, qui pouvait, avec peu de forces, barrer ce défilé resserré entre des hauteurs escarpées; enfin, ce chemin finissait au lac de Lucerne, dont les vagues se brisaient des deux côtés contre des rochers à pic, et l'on ne pouvait passer par terre du canton d'Uri dans celui de Schwytz que par des sentiers vertigineux, à peine tracés sur d'impraticables hauteurs. Le général Hotze, dans sa réponse à la circulaire, avait mentionné cette circonstance très énergiquement, bien que d'une manière incidente. « Auffenberg, disait-il, arrivera d'Amsteg pour se réunir à moi dans le canton de Schwytz par un sentier qui passe à Altorf. » Que de temps faudrait-il donc, même dans les conditions les plus favorables, pour que les vingt mille hommes de Suworoff surmontassent tous ces obstacles; comme il serait facile à Masséna, pendant leur marche lente et pénible, de tomber avec toutes ses

forces sur Korssakoff ou sur Hotze! Et dans quelle situation se trouverait alors Suworoff, seul avec sa troupe, au milieu de ces âpres montagnes!

Cela est si évident, que tous les juges compétents ont été unanimes, je le crois, à condamner le choix du Saint-Gothard, comme mauvais en lui-même et comme funeste à l'entreprise (1). Quelle différence, au contraire, si Suworoff s'était dirigé de Bellinzona sur le Bernhardin, et de là, s'engageant sur la route du Splugen, avait descendu le Rheinthal. La distance qui le séparait de Hotze n'eût pas été beaucoup plus considérable que par le Saint-Gothard, et la marche eût été protégée par Linken contre toute attaque ennemie; la jonction de toutes les forces se serait opérée sans combat sur la Linth et la Limmat huit jours après le départ de Bellinzona, et si Masséna, pendant ce temps, avait serré de trop près Korssakoff ou Hotze, ceux-ci auraient pu se replier tranquillement vers Suworoff. Cinquante et un mille Russes et Suisses auraient alors été réunis dans une forte position contre soixante mille Français (2); même sans la coopération de Hotze et de ses vingt-deux mille Autrichiens, tout danger sérieux aurait disparu, et si Suworoff ne voulait pas tenter de prendre sur-le-champ une offensive hardie, il aurait pu attendre en toute sécurité l'arrivée de ses renforts, c'est-à-dire des émigrés, des Bavarois et des Wurtembergeois.

Comment se fait-il que, dans de telles conjonctures et en présence d'une évidence aussi irréfutable, Suworoff se soit décidé pour la route téméraire du Saint-Gothard? Il s'est expliqué à ce

(1) Miliutin lui-même ne trouve rien à dire ici, et n'excuse le feld-maréchal russe qu'en reprochant à ses officiers d'état-major autrichiens de ne l'avoir pas mieux renseigné sur la géographie de la Suisse. Il ne paraît pas comprendre quel brevet d'ignorance il donne par là à son héros. Il y avait déjà alors des cartes et des livres de géographie, bien qu'ils ne fussent pas aussi perfectionnés que ceux d'aujourd'hui; de plus, différentes brigades de l'armée de Suworoff avaient plusieurs fois combattu dans ces montagnes; tous les habitants de Bellinzona auraient pu, du reste, lui fournir des renseignements; bref, jamais excuse basée sur l'absence de connaissances géographiques n'a été moins légitime qu'ici.

(2) Des quatre-vingt-deux mille hommes de Masséna, près de neuf mille étaient à Domo d'Ossola, au pied méridional du Simplon, neuf mille autres étaient sur les bords du Rhin, non loin de Bâle, pour observer Nauendorf, et trois mille formaient les garnisons les plus nécessaires dans l'intérieur de la Suisse. Dans les soixante mille qui restaient est comprise la division Lecourbe, qui aurait dû très probablement laisser en arrière une partie de ses hommes pour défendre la route du Saint-Gothard contre Strauch et Linken.

sujet dans plusieurs mémoires, répétant sans cesse que cette route était la meilleure, parce que c'était celle qui permettait le plus promptement, et de tous les côtés à la fois, une attaque concentrique contre l'ennemi. Quant à l'objection si juste que l'ennemi, en attendant, pouvait battre isolément chacun de ses détachements, il n'y a jamais répondu. On allègue d'habitude sa prétendue ignorance des localités, ou la fougue impétueuse qui lui faisait méconnaître le danger; mais, en réalité, il était beaucoup plus prudent et plus rusé qu'on ne semble le croire, et, après avoir exploité brillamment le faux système de Moreau sur la Trebbia, il eût été bien étonnant que maintenant il tombât dans la même faute sans s'en douter. Une autre explication nous paraît plus vraisemblable. Suworoff était informé officiellement que ses troupes devaient remplacer celles du général Hotze, de même que celles de Korssakoff avaient remplacé celles de l'archiduc. S'il prenait la route du Rheinthal, il n'avait, à la vérité, aucun obstacle à redouter pour sa jonction avec Hotze et Korssakoff, mais vraisemblablement alors Hotze devrait conduire immédiatement la plus grande partie de ses hommes en Allemagne, sans prendre part plus longtemps aux luttes dont la Suisse était le théâtre, et Suworoff resterait avec ses cinquante mille hommes, à l'abri de tout danger il est vrai, mais aussi sans espoir de prompts et brillants succès, tandis que les Autrichiens, grâce à leur supériorité de forces, recueilleraient peut-être d'importants avantages sur la faible armée du Rhin. Dans la situation d'esprit où se trouvait alors le feld-maréchal, cette idée devait lui être insupportable. S'il prenait, au contraire, la route du Saint-Gothard, Hotze ne pouvait lui refuser son concours; alors le feld-maréchal disposait de plus de soixante-douze mille hommes pour les premiers combats, et ce n'est qu'après une victoire probablement décisive sur Masséna que s'opérait la jonction de toutes les armées, qui seule pouvait permettre à Hotze de parler de remplacement et de départ.

Quels qu'en fussent toutefois les motifs, la résolution de Suworoff était bien arrêtée le 5 septembre : plutôt un jeu téméraire, mais brillant, qu'une partie modeste, mais assurée. Rien dès lors n'aurait dû paraître plus important que de hâter la marche, car chaque journée perdue exposait davantage Korssakoff à être

attaqué par les Français avant l'arrivée libératrice du feld-maréchal. Mais Suworoff ne semblait pas se préoccuper de cela le moins du monde. Depuis le 27 août, jour où il avait reçu le premier ordre de Vienne, il avait déjà laissé s'écouler toute une semaine sans faire un seul pas vers le but. Le départ était fixé au 8 septembre; le 7, il trouva encore le loisir d'écrire à l'Empereur Paul deux longues lettres (1), qui n'étaient ni destinées ni de nature à assurer le succès de l'entreprise. Il y répétait encore une fois ses anciennes plaintes sur l'intervention inutile du Conseil Aulique, sur l'insignifiance des pertes subies jusque-là par l'Autriche, sur l'inaction dans laquelle l'archiduc était resté depuis trois mois. Il craignait fort, disait-il, qu'en ce moment même, où le concours et l'accord de toutes les troupes alliées seraient indispensables avant tout, Charles et Mélas, dans leur soumission au Conseil Aulique, ne lui fissent encore défaut; il n'espérait donc du nouveau plan d'opérations que très peu d'avantages pour la cause commune. C'était indiquer suffisamment de quel côté devrait être cherchée la cause de l'insuccès, dans le cas où sa marche par le Saint-Gothard échouerait par un motif quelconque. A cela se joignaient, dans la seconde lettre, les plus humbles remerciements pour les faveurs dont Paul l'avait comblé après la bataille de Novi, mais aussi, « dans la douleur de son âme », la très humble prière de le rappeler dans sa patrie, bénie de Dieu. « Je suis habitué, disait-il, à supporter avec mépris les offenses qui me sont personnelles, mais lorsqu'un cabinet allié et comblé de bienfaits porte impudemment atteinte à la dignité de mon souverain et des troupes victorieuses qu'il m'a confiées, je considère comme un devoir de rentrer dans ma paisible patrie. » Il lui eût été difficile de préciser par quelle mesure l'Empereur François avait offensé les vainqueurs de Novi; mais au moins, si ceux-ci étaient malheureux en Suisse, le Tzar saurait maintenant à qui il devrait s'en prendre.

Le 8 septembre donc, les troupes russes quittèrent leurs quartiers pour se diriger vers Bellinzona. Mais bientôt l'alarme fut donnée de différents côtés, la tête des colonnes de Championnet se montra dans quelques vallées des Alpes, et, du côté de l'Apennin, un

(1) Reproduites par Miliutin, III, 402 et s.

petit détachement français fit une démonstration qui semblait avoir pour objet la délivrance de Tortone. Il en résulta un nouveau délai; Suworoff tourna encore une fois une partie de ses troupes contre les Français, et ce ne fut que le 10 que l'on se mit réellement en marche. Comme il était impossible de trouver sur le Saint-Gothard la nourriture nécessaire à vingt mille hommes, Suworoff avait ordonné au général Mélas de lui procurer pour le 15 à Taverne, au pied du mont Cenere et à cinq lieues de Bellinzona, quatorze cents mulets, destinés à transporter des vivres pour sept jours. L'armée arriva en effet au jour dit dans ce petit village, après six marches pénibles, mais elle n'y trouva pas le moindre mulet, chose peu étonnante, la réquisition ayant été faite d'Alexandrie huit jours auparavant. Le général autrichien Strauch, qui devait, nous l'avons dit, coopérer à l'attaque sur le Saint-Gothard, avait très nettement déclaré, en prenant ses dispositions, que la route du Saint-Gothard ne lui permettait pas d'emmener plus de cinq cents hommes de cavalerie, et que, par conséquent, le reste de ses cosaques, au nombre de trois mille cinq cents environ, devaient attendre à Bellinzona que les passages fussent emportés; rien n'eût donc été plus facile que de remplacer par trois mille chevaux de cosaques les mulets qui faisaient défaut pour le transport; mais Suworoff n'y songea pas : il attendit les mulets durant cinq précieuses journées, et se contenta de maugréer de nouveau contre les mesures ineptes des Autrichiens. « Ils nous trompent, écrivit-il à Paul, par des promesses équivoques et offensantes; ce délai procure à l'ennemi le moyen de nous mettre dans la plus dangereuse des situations. Enfin, le grand-duc Constantin ayant pensé à l'heureux expédient des chevaux de cosaques, les dispositions à prendre pour l'attaque du Saint-Gothard et pour l'entrée en Suisse furent arrêtées le 19 septembre (1), en un grand conseil de guerre, dans le sens de la réponse de Hotze, et envoyées par des exprès à Linken, Hotze et Korssakoff. L'ascension du Saint-Gothard commença le 21 au matin, par un temps triste et pluvieux.

(1) C'est par erreur ou par faute d'impression que l'archiduc Charles donne aux dispositions la date du 10 septembre, car ce fut ce jour-là seulement que Hotze rédigea sa réponse à l'ordre circulaire, laquelle servit, sans aucun doute, pour arrêter les dispositions, vu que plusieurs données fausses de Hotze y sont répétées. Ceci réfute les observations de Clausewitz, II, 145.

Comme chacun le sait, on désigne sous le nom de Saint-Gothard un large massif de montagnes duquel s'élèvent plusieurs cimes et se détachent de puissants rameaux, entre lesquels quatre vallées principales descendent vers les quatre points cardinaux, celle de la Reuss au nord, celle du Tessin au sud, celle du Vorder Rhein à l'est, celle du Rhône à l'ouest. La vieille et célèbre route de jonction entre l'Italie et la Suisse remonte d'abord la vallée du Tessin; puis, à une heure au-dessus d'Airolo, elle entre dans une de ses ramifications, la vallée de la Tremola, où elle suit une pente escarpée, et, après beaucoup de détours, elle arrive, sur la crête du passage, à un petit hospice bâti et entretenu par quelques capucins pour venir en aide aux voyageurs. De là le chemin suit une pente plus facile le long de la Reuss, qui jaillit non loin de l'hospice, et descend sur un terrain caillouteux et dépourvu de toute végétation, jusqu'à ce que s'ouvre, à une heure plus loin, entre de hautes parois de rochers, la verte prairie d'Urseren, dont la fraîche végétation repose l'œil du voyageur. De ce point, un sentier conduisait alors à l'ouest, dans la vallée du Rhône, par le passage de la Furca, et un autre, beaucoup plus difficile, à l'est, vers Tawetsch, au pied du puissant Crispalt, dans la vallée du Vorder Rhein. Au nord de la plaine d'Urseren s'élèvent les rochers escarpés du Petzberg et du Kilcherberg, qui jadis fermaient complètement la vallée, avant que les vagues mugissantes de la Reuss se fussent frayé un étroit passage à travers ces masses de pierres. Les roches s'élèvent à pic des deux côtés de l'eau, qui se précipite de cascade en cascade; la route, ne trouvant plus de place à ciel ouvert, suit alors à travers le Kilcherberg un long tunnel nommé le Trou d'Uri, s'abaisse brusquement après en être sortie, et traverse, par le célèbre Pont du Diable, la fente étroite dans laquelle mugit la Reuss, à une profondeur de 50 pieds. Le chemin passe encore plusieurs fois d'une rive à l'autre, jusqu'à ce que, près d'Amsteg, où la vallée de la Madera se détache vers l'est, la pente devient moins forte, la vallée plus large, et conduit enfin à la région des cultures et du travail de l'homme. De là, après environ deux heures de marche commode, on arrive au lac des Quatre-Cantons et à Altdorf, capitale du canton d'Uri, située à un quart d'heure du rivage, dans une contrée fertile à l'entrée de la vallée du Schæchen.

Les Français étaient en possession de cette montagne depuis le 15 août, et il est facile de comprendre qu'un défenseur résolu pouvait, sur bien des points, opposer une résistance opiniâtre même à l'attaque la plus violente. Le général Lecourbe, qui y commandait, n'était pas un homme à négliger les avantages que lui offraient des positions telles que l'issue supérieure de la vallée de la Tremola, le Trou d'Uri et le Pont du Diable. C'était un soldat dans toute l'acception du mot, décidé, élastique, inébranlable, fertile en expédients dans les embarras, excité à une témérité toujours plus grande par tout danger nouveau, et n'ayant qu'une pensée, celle de marcher en avant. Il avait confié le côté méridional de la montagne à la brigade Gudin, forte de quatre mille trois cents hommes, dont les avant-postes s'étendaient jusque tout près d'Airolo, tandis que la brigade Loison, égale en force, était pour le moment dispersée sur plusieurs points de la vallée de la Reuss. Depuis le mois de mars et les glorieuses affaires des Grisons, ces troupes s'étaient toujours battues dans la montagne; elles avaient appris des pâtres et des chasseurs de chamois à gravir les rochers escarpés, à traverser les campagnes couvertes de neige, à marcher d'un pas sûr au bord des précipices. Deux fois déjà elles avaient disputé aux Autrichiens la route du Saint-Gothard, elles en connaissaient chaque sentier, chaque avantage, chaque danger, et étaient partout résolues à faire aux Russes un sanglant accueil. Suworoff, du reste, se rendait bien compte des difficultés de sa tâche. Il comprenait qu'il échouerait s'il se bornait à attaquer en aveugle le front de l'ennemi, et il avait préparé un double investissement des passages. Dès le 19 septembre, le général Rosenberg s'était avancé avec six mille hommes de Taverne à Bellinzona; de là il gagna Biasco le 21, et, inclinant à droite, il remonta la vallée du Blegno pour traverser le 22, près de Casaccia, les pentes du Lukmanier, gagner à Dissentis la vallée du Vorder Rhein, remonter le fleuve, et arriver le 23 à Tavetsch; nous avons vu comment de ce point se détachait un sentier qui conduisait dans la plaine d'Urseren en traversant les rameaux du Crispalt, et qui gagnait ainsi les derrières de la position des Français sur le Saint-Gothard. Le général Linken, de son côté, avait l'ordre d'envoyer la brigade autrichienne Auffenberg de Coire à Dissentis, également en remontant le Rhin; elle

devait attendre là le corps de Rosenberg, et se réunir à lui jusqu'à Tavetsch, mais ensuite se tourner vers le nord, franchir le Crispalt par le passage du Kreuzli, gagner la Reuss près d'Amsteg en traversant la vallée de la Madera, et menacer ainsi par derrière les Français postés au Pont du Diable. Par là, sans doute, l'œuvre de sang n'était que faiblement épargnée au corps principal, qui s'avançait sur la route même du Saint-Gothard. Il s'agissait seulement d'occuper les forces de l'ennemi par des attaques incessantes, de telle sorte qu'il ne pût tomber avec une écrasante supériorité sur les détachements qui l'entouraient, et les anéantir avant l'arrivée de Suworoff. D'un autre côté, il ne fallait pas paraître sur le lieu du combat avant que Rosenberg ait eu le temps d'exécuter son mouvement tournant; Suworoff quitta donc Bellinzona le 22; mais il n'avança qu'avec précaution, et n'arriva que dans la soirée du 23 à Dazio, la dernière station avant Airolo et les postes français.

Dès ces premières marches, les troupes eurent un avant-goût complet des fatigues d'une guerre dans la montagne. La pluie tombait à torrents, un vent froid soufflait dans les vallées, après avoir passé sur des cimes couvertes de neige; la route était tour à tour rocailleusse et glissante, et les soldats de Rosenberg montaient et descendaient avec peine par de mauvais sentiers. A Dazio, Suworoff partagea ses forces; la colonne la plus considérable devait marcher droit à l'ennemi par la route principale; une autre plus faible, sous le prince Bagration, devait gravir comme elle le pourrait les hauteurs à droite de la route, et couper ensuite la retraite aux Français placés au-dessous d'eux (1). Les premiers coups furent tirés dans la vallée de la Tremola le 24 à midi; dès lors les combats se succédèrent incessamment, et toujours avec le même résultat. A chaque détour de la route, de toutes les saillies de rochers, de tous les massifs de pierres, un feu meurtrier tombe sur les assaillants; après de sensibles pertes, ceux-ci mettent la baïonnette au bout du fusil; quelquefois ils se frayent un chemin et les Français reculent en hâte, mais pour revenir à la charge quelques centaines de pas plus loin, au premier tournant

(1) Une troisième colonne, qui devait se diriger à gauche, reconnut bien vite l'impossibilité de gravir les parois de la vallée de la Tremola, et se réunit à la deuxième.

de rochers. Ou bien, l'attaque est repoussée dès la première tentative; alors le feu des tirailleurs continue de part et d'autre pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'une troupe alliée réussisse à prendre les Français en flanc au sommet d'une des pentes et les force à battre en retraite. Suworoff poussait incessamment ses hommes en avant; pour 4 heures, ils avaient devant eux l'hospice, et, par conséquent, le passage; mais ici Gudin avait déjà reçu les premiers renforts envoyés par Loison; toutes les attaques des Austro-Russes furent repoussées, jusqu'au moment où Bagration, qui avait enfin gravi la dernière hauteur avec des peines infinies, parut à l'est de la position des Français, et força ceux-ci à battre promptement en retraite le long de la Reuss. Suworoff accorda quelques instants de repos à ses troupes et se fit donner par les capucins des pommes de terre et des pois, après quoi le colonel Strauch fut laissé avec sa brigade pour garder le passage, et les Russes descendirent la montagne, à la poursuite des Français. Cependant Lecourbe, qui avait reçu aussi des troupes de Loison, prit non loin d'Hospenthal une forte position; mais vers 6 heures, alors que les nuages s'abaissaient toujours plus sombres sur la vallée, le bruit d'un nouveau combat éclata soudain sur ses derrières : c'était le général Rosenberg qui, au prix d'immenses efforts, avait accompli heureusement son grand mouvement tournant. Parti de Tavetsch à la pointe du jour, il n'avait pas tardé à se heurter contre les premiers postes ennemis. Il n'avait devant lui qu'une petite division française, mais elle lui opposa une résistance tout aussi opiniâtre que celle qu'avait rencontrée Suworoff. Il arriva, en combattant toujours, au faîte des montagnes qui séparent le Rhin de la Reuss, repoussa les Français de position en position, et parvint enfin à les renverser complètement et à s'emparer du village d'Urseren. Le chemin du Pont du Diable se trouvait par là coupé pour Lecourbe, dont la situation entre les deux masses russes devenait critique au plus haut point. La seule route qui lui restât ouverte était celle de la Furca, dans la vallée du Rhône; mais, s'il s'y engageait, l'ennemi pouvait gagner sans obstacle le lac des Quatre-Cantons, et s'emparer de la flottille que les Français y avaient réunie près de Fluelen. Il ne fallait pas le permettre. Lecourbe savait ce qu'il pouvait attendre de soldats conduits par lui. Il soutint la lutte près

d'Hospenthal jusqu'à ce que l'obscurité fût devenue complète, puis il fit lentement abandonner le feu par ses troupes, auxquelles il annonça sa résolution de gravir avec elles, durant la nuit, les flancs du Petzberg, afin de se trouver de nouveau devant l'ennemi le lendemain matin, de l'autre côté de la montagne, et lui disputer le Trou d'Uri et le Pont du Diable. Bien qu'ils eussent passé toute la journée dans l'agitation du combat, ses hommes se déclarèrent prêts à le suivre. Ils gravirent donc par une nuit obscure cette inaccessible montagne de près de huit mille pieds, et, malgré de nombreux accidents, ils gagnèrent l'autre versant, où ils purent de nouveau faire face aux Russes. Du reste, Lecourbe, ayant appris sur ces entrefaites qu'Auffenberg menaçait derrière lui la vallée de la Madera et Amsteg, ne laissa que deux bataillons au Pont du Diable, et se hâta avec les autres de descendre la vallée, pour marcher à la rencontre des Autrichiens.

Bien que les Russes n'eussent plus affaire qu'à un très petit nombre d'adversaires, la journée du 25 septembre fut rude pour eux. Pour qu'ils pussent passer par le Trou d'Uri, il fallut qu'une petite troupe des leurs se hasardât à gravir la paroi qui borde la Reuss en s'accrochant aux anfractuosités des rochers, et vînt ainsi attaquer les défenseurs par derrière. Au Pont du Diable, au delà duquel les Français avaient fait une brèche, ils furent reçus par un feu prolongé qui les empêcha d'avancer. Cependant une de leurs troupes trouva un gué qui lui permit de traverser le torrent furieux, avec de l'eau jusqu'à la ceinture; puis, en s'attachant de nouveau à la muraille, elle atteignit la route. Là-dessus, les Français n'hésitèrent pas; ils battirent en retraite en bon ordre, et les Russes, après avoir rétabli le pont à la hâte, purent continuer leur route. Pour le soir cependant, ils n'étaient pas encore au village de Wasen, et ce ne fut que le 26 qu'ils arrivèrent à Amsteg. Lecourbe avait précisément engagé là une lutte sérieuse avec Auffenberg; à l'approche de Suworoff, il recula sans résistance jusqu'au lac, et se retrancha près de Seedorf, à l'extrémité occidentale de la vallée, pendant que Suworoff, à une demi-heure de distance, occupait sur l'autre rive Altdorf et Fluelen.

Le passage du Saint-Gothard s'effectua donc victorieusement, avec une perte d'environ douze cents hommes, tant morts que blessés. Des obstacles de toute nature avaient fait subir un retard

d'un jour à l'exécution du plan d'opérations; mais enfin on était sur le lac de Lucerne, à deux lieues seulement de Schwytz, point désigné pour la jonction dans les dernières instructions données aux généraux Hotze et Linken. Quoique Hotze, comme nous l'avons dit, n'eût parlé que d'un sentier à travers la montagne, on s'était figuré au quartier général que la route d'Altdorf à Schwytz ressemblait à toute autre : toute la colonne russe, disait le plan, partira d'Altdorf pour Schwytz, et ira encore le même soir à quatorze milles (trois lieues et demie allemandes) plus loin. Mais, une fois sur les lieux, on trouva devant soi les croupes et les dents gigantesques et couvertes de neige du Rostock et du Kinzigkulm, et des passages de près de sept mille pieds d'altitude, sur lesquels les chasseurs de chamois se hasardaient à peine en cette saison avancée. On aurait bien eu à droite, par le Schæchenthal, un sentier de mulets praticable, à travers les cantons d'Uri et de Glaris; mais alors on ne serait arrivé que trois jours plus tard dans celui de Schwytz, où Hotze, pensait-on, attaquait peut-être en ce moment les Français à Einsiedeln. Il courait, à la vérité, parmi les habitants d'Altdorf, certains bruits d'après lesquels on se serait battu la veille dans le canton de Glaris; mais Suworoff n'y attacha aucune importance, et persista à penser que, moins que tout autre, il devait manquer à Schwytz au rendez-vous convenu. Si le général Auffenberg, comme Hotze l'avait dit dans son rapport, pouvait traverser la montagne et gagner Schwytz par ce sentier, pourquoi ce serait-il impossible aux troupes russes? Il donna l'ordre fatal du départ pour Schwytz et le Muttenthal par le Rostock.

Le 27 septembre au matin, l'avant-garde se mit en marche sous les ordres du prince Bagration, qu'accompagnait le grand-duc Constantin. Dès le départ commença une dure montée, sur un chemin qui devenait de plus en plus mauvais à mesure qu'on s'élevait davantage. Bientôt on se trouva sur la pierre nue et sur les étroites assises d'un rocher escarpé, où le pied glissait sur des cailloux humides lorsque le sol ne cédait pas sous les pieds, et où chaque faux pas pouvait conduire à une chute mortelle. La colonne se débanda; les hommes marchaient péniblement l'un derrière l'autre, en formant une ligne immense; parfois d'épais nuages les enveloppaient, ne leur permettant pas d'apercevoir le sentier au delà de

quelques pas. La dernière cime était couverte d'une neige épaisse, dans laquelle les hommes s'enfonçaient à une profondeur de plusieurs pieds; les forces diminuaient, les accidents devenaient de plus en plus fréquents. Et il ne s'agissait pas seulement des soldats, il fallait traîner aussi les canons, les chevaux, les bêtes de somme chargées des provisions; on comprend combien les difficultés et les dangers de la marche en étaient augmentés, combien il dut se perdre d'hommes et d'animaux. Le corps principal suivait immédiatement l'avant-garde; mais, à midi, la tête de la colonne n'avait pas encore atteint le faîte du défilé. et ce ne fut que fort avant dans la soirée qu'elle arriva enfin à Mutten, de l'autre côté de la montagne. Bien que tout le chemin alors fût couvert par la longue file des soldats, les derniers bataillons et une forte partie des équipages étaient encore immobiles à Altdorf. De plus, dès que la direction de la colonne ennemie fut connue, Lecourbe, toujours infatigable, attaqua vivement l'arrière-garde russe; on dut parer ses coups durant toute la journée, et ce ne fut que le 28 que l'on réussit à le rejeter à une grande distance. Il était évident que plusieurs jours s'écouleraient encore avant que tout le corps d'armée fût réuni à Mutten et réorganisé pour de nouveaux combats.

Laissons ces braves poursuivre lentement leur marche à travers la montagne, et voyons maintenant comment s'étaient réalisées les autres parties de ce hardi plan d'opérations.

La première position prise par les alliés après le départ de l'archiduc n'avait pas été favorable. Charles assure, dans son histoire de cette campagne, que leur force aurait été bien suffisante si les troupes avaient été habilement concentrées (Korssakoff près de Zurich, derrière la Limmat, Hotze derrière la Linth, entre Zurich et le lac de Wallenstadt); mais partout malheureusement on avait fait absolument le contraire. Tandis que l'archiduc jadis avait massé plus de quarante mille hommes derrière la Limmat, en vue de protéger cette rivière, Korssakoff, sur ses vingt-sept mille, en avait d'abord envoyé environ dix mille sur la rive gauche, entre la Limmat et la Syhl; puis il en avait dispersé près de huit mille en petits postes d'observation qui commençaient à huit lieues de Zurich et se prolongeaient jusqu'au Rhin; et enfin il avait placé une réserve de quatre mille trois cents hommes à Seebach, à une demi-

lieue derrière Zurich (1). Tandis que l'archiduc, en vue de toujours conserver libre le passage à travers Zurich, avait établi hors de la ville son quartier général et tout le train des équipages, Korssakoff, au contraire, les y entassa, et mit par là obstacle, sans aucun avantage, à tout grand mouvement de troupes dans ces rues étroites. Enfin il avait, sans motif plausible, laissé sur le Rhin, entre Schaffouse et Eglisau, vingt escadrons de cavalerie (trois mille trois cents hommes) et vingt-huit canons, et, sur les instances de Hotze, il lui avait envoyé comme renforts deux bataillons d'infanterie (treize cents hommes), à Rapperschwyl. Du côté des Autrichiens, les choses n'étaient pas mieux dirigées par Hotze. Tant que ce général tenait ses vingt-cinq mille hommes réunis sur la basse Linth, ou au moins entre Uznach et Sargans, il y avait peu de danger que les Français, avec une telle masse sur leur flanc, attaquassent les Grisons. Mais, depuis le commencement de la guerre, la défense des Grisons et des États héréditaires était devenue un mot d'ordre à Vienne, et il fallait qu'une sentinelle se montrât à tous les points de la frontière. Ainsi, le général Auffenberg, qui devait, comme nous l'avons vu, rejoindre Suworoff, était sur le Vorder Rhein avec deux mille quatre cents hommes, le général Simbschen à Coire avec trois mille hommes, le général Jellachich à Sargans avec quatre mille cinq cents, tous sous le haut commandement de Linken. Près de trois mille hommes de cavalerie étaient répartis en divers petits postes d'observation, dans la vallée du Rhin, à Toggenbourg, et derrière le lac de Zurich : il restait donc à Hotze, entre les deux lacs, huit mille Autrichiens, trois mille deux cents Suisses, et les treize cents Russes envoyés à Rapperschwyl dont nous avons parlé plus haut. La dispersion ne pouvait être plus complète.

Toutes ces troupes reçurent le 21 ou le 22 septembre les dernières instructions de Suworoff, avec l'ordre à Linken de s'avancer au nord, à travers la montagne, à Jellachich de se diriger vers Glaris, au sud du lac de Wallenstadt, et à Hotze de prendre la route d'Uznach à Einsiedeln, avec cinq mille Russes de renfort, pour se diriger vers Schwytz; tous devaient être réunis le 26 sur ce point, et Korssakoff, pendant ce temps, devait attaquer de front la

(1) Miliutin, III, 157; IV, 245.

position de Masséna sur l'Albis. Cet ordre causa d'abord une grande frayeur à Korssakoff, qui se révolta contre l'idée d'un nouvel envoi de forces à Hotze; mais enfin, sur les pressantes instances de ce dernier, il se décida bien à regret à faire partir sa réserve de Seebach pour Uznach dans la soirée du 24. Elle n'était pas encore arrivée que le malheur avait fondu sur les deux armées.

Masséna était incessamment pressé par le Directoire de prendre l'offensive; reconnaissant lui-même que le moment était favorable, il n'eut pas plus tôt reçu de Paris la nouvelle de la chute de Bernadotte qu'il prit avec la plus grande énergie les mesures nécessaires pour écraser l'ennemi morcelé et dispersé. Il se mit lui-même à la tête de trente-neuf mille hommes destinés à battre Korssakoff, pendant que onze mille autres, sous le général Soult, attaqueraient Hotze; ceux-ci devaient être soutenus par la brigade Molitor, forte de six mille hommes, qui faisait partie de la division Lecourbe et se trouvait alors à Glaris. Masséna avait d'abord fixé au 26 septembre l'ouverture des opérations; mais, à la nouvelle de l'approche de Suworoff, il donna dès le 25 l'ordre de marcher vigoureusement en avant. Korssakoff n'avait plus alors avec lui que les dix mille hommes qui se trouvaient dans et devant Zurich : Masséna résolut de profiter de cette circonstance pour porter un coup mortel à son adversaire. Pendant que lui-même occuperait de front le corps russe avec dix-sept mille hommes, le général Oudinot, avec quinze mille autres, devait passer la Limmat à une lieue et demie plus haut, près de Dietikon, se tourner ensuite immédiatement à droite, et couper par là l'unique route de retraite des Russes vers la Glatt et le Rhin. Pendant ce temps, la division Mesnard, forte de sept mille hommes, devait occuper au-dessous de Dietikon, par de fausses démonstrations, les autres postes d'observation russes, placés sous le commandement du général Durasoff. Tout cela fut exécuté le 25 avec une précision et une énergie merveilleuses. Le passage de la Limmat avait été cette fois parfaitement préparé par le brigadier Dedon; en quelques heures, le faible poste russe fut écrasé et la position russe enlevée; Durasoff fut séparé du corps principal, et le général Oudinot, malgré la résistance désespérée de petits détachements russes, s'avança vers Zurich et la ligne de retraite. Le combat s'était engagé également avec le gros des troupes russes, sur la rive gauche de la Limmat.

Les Russes se battirent avec talent, et repoussèrent leurs adversaires jusque sur les pentes de l'Utliberg. Korssakoff, radieux, croyait déjà avoir sous les yeux le commencement de la grande attaque ordonnée par Suworoff; dans sa joie, il oublia complètement le danger qui le menaçait par derrière, lequel devenait plus grave à mesure que ses troupes s'éloignaient dans la direction de l'Albis et qu'il lui devenait plus difficile de faire parvenir des renforts aux adversaires d'Oudinot. Dès le début du combat, il avait envoyé par des exprès à sa réserve, déjà en marche pour rejoindre Hotze, l'ordre pressant de revenir sur ses pas; dans l'après-midi arrivèrent donc deux bataillons, qui furent dirigés en hâte contre Oudinot; mais les autres, et avec eux la division suisse du général Bachmann, ne parurent que fort avant dans la soirée, alors qu'Oudinot était déjà maître des hauteurs les plus proches de la ville et qu'on ne pouvait plus songer à changer le sort de la journée. Korssakoff lui-même avait complètement perdu la tête lorsqu'il avait vu s'évanouir ses illusions du matin; il ne savait plus donner un ordre, et laissait les officiers des divers détachements se tirer isolément d'affaire le mieux qu'ils pouvaient. Lorsqu'arriva la nuit, la confusion la plus grande régnait dans la ville. On rejeta le courageux conseil du général Sacken, qui voulait que l'on tînt bon dans la place jusqu'à l'arrivée de Suworoff, et la retraite fut décidée pour le lendemain matin. Les troupes qui se trouvaient sur la rive gauche devaient traverser la ville, et sortir en même temps que le parc d'artillerie, le train et les équipages. Tout cela se pressa et s'entassa, sans direction et sans ordre, dans les rues tortueuses. Le 26 au point du jour, tout ce qui pouvait bouger se mit en marche; on se précipita sur les postes avancés d'Oudinot, on les renversa, et pendant quelque temps la route fut libre. Mais bientôt Oudinot parut à la tête de ses masses écrasantes, et les lança sur le flanc des colonnes russes. Alors s'engagea une lutte acharnée, qui se termina par la défaite complète de Korssakoff. Celui-ci ramena à peine la moitié de ses hommes à Eglisau, de l'autre côté du Rhin; trois mille étaient morts ou blessés, cinq mille prisonniers; dix drapeaux, vingt-six canons, une partie de la caisse de la guerre, quatre cents voitures de munitions et chariots de bagages étaient aux mains des vainqueurs. C'en était fait, pour cette guerre, du général Rimski-Korssakoff.

Pendant ce temps, le sort des Autrichiens sur la Linth n'était

pas beaucoup plus glorieux. Hotze, qui défendait entre les deux lacs le cours de cette rivière, avait aussi commis la faute radicale de diviser ses hommes ; sur ses onze bataillons, il en avait dispersé neuf en petits postes sur une ligne de quatre lieues, et il n'avait à sa disposition qu'une réserve de deux bataillons. Ici encore, les Français avaient préparé le passage avec beaucoup de soin, et ils attaquèrent sur plusieurs points avec énergie et témérité. Le renfort russe sur lequel on comptait ne parut pas, nous savons pourquoi ; la confiance et l'accord faisaient partout défaut ; enfin, pour comble de malheur, les Autrichiens virent tomber Hotze, leur vaillant chef, dès le début du combat. Il fut remplacé par le général Petrasch, homme âgé et faible, qui, voyant presque la moitié de ses hommes tués, blessés ou prisonniers, se retira le 27 septembre, complètement découragé, sur la rive droite du Rhin par Saint-Gall et Rheineck. Les Français mirent si peu d'empressement à les poursuivre, que la division Soult n'arriva que le 28 à Saint-Gall. Néanmoins Jellachich, qui, le 27, s'était avancé de Sargans contre la brigade Molitor et avait remporté quelques avantages près de Netstall, crut devoir se mettre sur ses gardes ; il revint sur ses pas, et se retira le 28 vers Wallenstadt, Sargans et Ragatz. Enfin, le général Linken avait quitté Coire et Ems le 23, et s'était mis en marche vers Glaris, en passant par le Panix et le glacier de la Segnis, et e 25, après avoir heureusement franchi la montagne, il avait cerné et fait prisonnier tout un bataillon français. Le 26, il se battit près de Schwanden avec Molitor, qui avait rejeté ses troupes vers ce nouvel adversaire après le départ de Jellachich, et il arriva le 27 à une très petite distance de Glaris. Il passa là la journée du 28, engagé dans des escarmouches d'avant-postes ; mais alors il apprit la retraite de Jellachich, et comme il n'avait aucun avis du voisinage de Suworoff, il se décida le 30 à regagner également le Rheinthal par le passage du Panix. Les Français, dont toute l'attention était alors dirigée sur Suworoff, ne l'inquiétèrent en rien dans sa retraite.

Telles étaient les nouvelles qui accueillirent le feld-maréchal russe lorsqu'il arriva le 28 septembre du Rosstock à Mutten. Le plan magnifique dressé en vue d'écraser concentriquement Masséna était renversé de fond en comble ; au lieu d'alliés prêts à lui prêter leur concours, Suworoff n'avait de toutes parts autour de

lui que des ennemis victorieux, et il pouvait même se demander sérieusement s'il lui serait possible de se frayer une issue à travers cette chaîne de rochers. Le feld-maréchal aurait dû se dire, il est vrai, que le plan d'attaque conçu par lui était foncièrement défectueux, et qu'il en avait encore accru les dangers par une suite de résolutions funestes; qu'après la réception de l'ordre impérial, le 27 août, son inutile obstination lui avait fait perdre une semaine entière; qu'il avait de nouveau perdu cinq jours à Taverne avant de remplacer les mulets qui lui manquaient par les chevaux de cosaques qui se trouvaient disponibles; qu'au dernier moment encore, il eût dû se diriger d'Altdorf dans la vallée de la Linth par le territoire d'Uri, au lieu de se rendre à Schwytz par le Rosstock; il se serait par là réuni le 27 à Lincken, aurait repoussé devant lui la faible brigade de Molitor, et aurait pu de nouveau appeler à lui Jellachich et Petrasch; la campagne alors aurait pu encore une fois prendre une tournure favorable, car la poursuite même de leurs victoires séparait les unes des autres les divisions françaises. Tout cela maintenant était passé sans retour; mais Suworoff était aussi loin que possible de s'en rendre compte. Un seul sentiment le dominait, la colère contre les Autrichiens, qui, disait-il, avaient attiré sur lui tous ces maux, avaient abandonné Korssakoff à Zurich, et avaient, de leur côté, lâchement quitté la Linth. Le 29 septembre, alors que ses troupes étaient encore occupées à franchir le Rosstock, il convoqua à un conseil de guerre le grand-duc Constantin et tous les généraux, à l'exclusion toutefois de l'Autrichien Auffenberg. Il débuta par une sortie violente contre la politique artificieuse de la cour de Vienne, et en vint, dans son courroux, à une accusation ouverte de déloyauté et de trahison. « Maintenant, s'écria-t-il, nous sommes cernés de toutes parts. Reculer est honteux; s'avancer vers Schwytz est impossible; nous sommes à deux doigts de notre perte. Il ne nous reste d'espoir qu'en Dieu et en la bravoure de mes troupes. » Puis tout à coup il ajouta : « Nous sommes des Russes, Dieu est avec nous! Sauvez l'honneur de la Russie et de son Tzar, sauvez le fils de notre Empereur! » Et, en disant ces mots, il se jeta aux pieds du grand-duc en versant un torrent de larmes. Tous les généraux étaient émus. Derfelden prit la parole et se rendit garant du dévouement inébranlable des troupes. « Oui, reprit Suworoff,

nous sommes Russes; avec l'aide de Dieu nous saurons tout surmonter. » Lorsqu'il eut ainsi bien convaincu ses auditeurs que tous les malheurs encore possibles seraient exclusivement l'œuvre de l'Autriche, on délibéra sur les mesures à prendre pour y échapper. Sur l'avis du grand-duc, il fut très sagement décidé que la marche sur Schwytz serait abandonnée, et qu'au contraire on se tournerait à droite, pour gagner Glaris par le Pragel et le Klœnthal.

Mais déjà cette marche elle-même n'était plus sans offrir de grandes difficultés. A la première nouvelle de l'approche de Suworoff, Molitor, toujours énergique, après s'être battu avec succès contre Jellachich d'abord, et ensuite contre Lincken, avait intrépidement conduit sa brigade, réduite à quatre mille hommes au plus, dans le Klœnthal, dont il espérait que les étroits défilés lui permettraient de barrer le chemin même à un adversaire quatre fois plus fort que lui. De l'autre côté, Masséna, aussitôt après sa victoire de Zurich, avait envoyé vers Schwytz la division Mortier, forte de huit mille hommes, et avait couru à Altdorf pour de là faire aussi entrer par eau dans le canton de Schwytz une partie de la division Loison (Lecourbe venait d'être nommé chef de l'armée du Rhin). Il était évident qu'il attaquerait impétueusement l'arrière-garde des Russes, pendant que Molitor arrêterait aussi longtemps que possible la tête de la colonne. Suworoff envoya donc en avant, dès le 29 septembre, le général Auffenberg, qui devait occuper le passage du Pragel; puis, le 30 au matin, il envoya à sa suite l'avant-garde russe, sous le général Bagration, et la division Schweikowsky, qui, réunies à Auffenberg, devaient se frayer un chemin à travers le Klœnthal. Tous les équipages devaient venir ensuite, et ce n'était que quand ils auraient complètement passé que la division Rosenberg, restée en arrière pour surveiller Masséna, devait à son tour franchir le Pragel. Ce plan fut exécuté avec succès des deux parts. Auffenberg chassa les Français du Pragel dès le 29; mais, à l'entrée du Klœnthal, il se heurta contre le gros des forces de Molitor, qui, dans la matinée du 30, le somma, sans plus attendre, de mettre bas les armes, vu que les alliés étaient cernés de toutes parts. Auffenberg prolongea la négociation jusqu'à ce que Bagration arrivât à son secours. Alors il s'élança avec impétuosité contre l'ennemi, auquel

il causa d'énormes pertes et qu'il contraignit à battre en retraite et à redescendre la vallée. Ce ne fut qu'à l'extrémité orientale du lac de Klœnthal que Molitor, qui pendant ce temps avait fait venir de Glaris le reste de sa brigade, reprit pied dans une position tout à fait avantageuse, entre les rochers et le lac, et repoussa vigoureusement toutes les attaques de Bagration. Vers le soir, la division Schweikowsky, avec laquelle se trouvait Suworoff lui-même, se rassembla peu à peu derrière les rangs éclaircis des Russes. Ceux-ci étaient maintenant assez forts pour que six de leurs bataillons pussent gravir pendant la nuit les contreforts escarpés qui se trouvaient au nord de la route; aux premières lueurs du jour, ils en vinrent aux mains avec les postes d'observation des Français, et forcèrent Molitor, ainsi menacé sur ses flancs et sur ses derrières, à se retirer en hâte vers Glaris d'abord, puis, toujours poursuivi, à traverser cette ville et à redescendre la Linth vers Netstall. Mais, ici encore, Bagration fut bientôt sur ses talons; les Français passèrent donc sur la rive droite de la Linth, firent sauter le pont derrière eux, et disputèrent le passage à leurs adversaires durant plusieurs heures. Cependant, quelques cosaques se jetèrent à la nage dans le torrent rapide; un détachement d'infanterie russe gagna la rive opposée au moyen d'un pont de chevalets, et Bagration, en se battant toujours, réussit à s'avancer sur l'une et l'autre rive jusqu'aux villages de Mollis et de Næfels. Ici Molitor, serré de près, fut enfin renforcé par quelques détachements de la division Soult : un régiment de cavalerie, une demi-brigade suisse et une demi-brigade française lui furent amenés en hâte par le général Gazan. Mollis fut alors repris et Næfels vivement disputé, jusqu'à ce que, vers la fin de la soirée, un ordre de Suworoff, envoyé de Glaris, rappela l'avant-garde à Netstall.

Rosenberg, de son côté, n'avait pas rencontré une moins rude besogne dans le Muttenthal. Le 30 au matin, ses avant-postes engagèrent avec les troupes de Mortier un premier combat, dont le bruit toutefois ne fut pas de longue durée. Ce ne fut que vers deux heures, lorsque Masséna lui-même arriva d'Altdorf à Brunnen, que les troupes françaises se mirent sérieusement en mouvement. Rosenberg n'avait pour le moment que trois mille hommes avec lui, car trois des régiments qui lui étaient destinés étaient encore en marche sur le Rosstock. Son avant-garde, néanmoins, accepta

courageusement le combat, sans s'effrayer de la supériorité des forces de l'ennemi; sous la conduite de Rehbinder, elle se maintint durant deux heures dans cette étroite vallée, jusqu'à ce que les autres bataillons arrivassent au bruit du tambour et enfonçassent les lignes des Français. Comme les montagnes se resserrent de plus en plus à l'issue de la vallée, laissant toujours moins de largeur aux rives de la Muotta mugissante, les Français formèrent en se retirant une masse épaisse et confuse, dans laquelle le feu et les baïonnettes des Russes causèrent de grands ravages. Des deux parts on reçut des renforts dans le courant de la journée : Rosenberg les trois régiments d'infanterie mentionnés plus haut, qui arrivèrent du Rosstock avec deux régiments de cosaques à pied et portèrent l'ensemble des forces à huit mille hommes; Masséna, quelques bataillons de Loison, envoyés d'Altdorf, et grâce auxquels le chiffre de ses hommes s'éleva à douze mille environ. Ce dernier renouvela donc son attaque dans la matinée du 1er octobre, mais sans plus de succès que la veille. Ses forces, bien que supérieures, ne pouvaient se déployer dans cette étroite vallée; les Russes ayant fondu la baïonnette en avant sur la première ligne, celle-ci se replia en désordre sur celles qui suivaient, les débanda et les entraîna avec elles, et une mêlée sanglante se renouvela à l'issue du défilé; la retraite se continua au delà de Schwytz jusqu'à Seewen, sur le lac de Lauerz, et l'avant-garde russe arriva le soir aux premières maisons de Schwytz. Ces deux journées avaient coûté trois mille hommes aux Français. Le 2 octobre, Rosenberg envoya aux habitants de Schwytz l'ordre de tenir prêts pour le lendemain des vivres pour douze mille Russes, et atteignit par là le but qu'il se proposait : Masséna, en prévision de l'arrivée de ces troupes, resta tranquillement dans sa position, pendant que son adversaire traversait le Pragel sans obstacle pour gagner le Klœnthal. Sa marche, sur la neige nouvellement tombée, au milieu d'épais brouillards et à la suite d'une longue file de bagages, ne pouvait être que très lente; aussi ne rejoignit-il Suworoff à Glaris que le 4 octobre. Masséna, ne jugeant pas qu'il fût utile de poursuivre l'ennemi à travers le Klœnthal, quitta Schwytz ce jour-là même pour aller se réunir aux défenseurs du Linththal, en décrivant un grand arc qui passait à Einsiedeln.

Pour le moment donc, Suworoff n'avait devant lui que les

bataillons de Gazan et de Molitor, tout au plus huit mille hommes, tandis que lui-même disposait de forces plus que doubles; de plus, Jellachich, en apprenant à Sargans l'arrivée de Suworoff à Glaris, s'était aussitôt avancé de nouveau jusqu'à Wallenstadt et à Kerenzen, et Petrasch, sur l'ordre formel de l'archiduc, s'était dirigé vers Mayenfeld pour le soutenir. Quelques lieues seulement séparaient les Russes d'un côté et les Autrichiens de l'autre de la position prise par les Français à Næfels et à Mollis; il était plus que probable qu'un coup résolument porté disperserait l'ennemi et mettrait les deux masses alliées en communication directe. Les troupes russes, bien qu'un peu affaiblies par les fatigues et la mauvaise nourriture, avaient été pourtant jusque-là victorieuses en toute rencontre, et étaient toujours remplies d'ardeur et de confiance en elles-mêmes. Si l'on se faisait jour ici, ce qui était bien plus facile que sur le Pont du Diable, on se frayait la route la plus courte pour gagner le Rheinthal et les magasins de Feldkirch, et pour se réunir à Korssakoff. Le chef-d'état major autrichien, le colonel Weirother, insistait de la manière la plus pressante pour que l'on attaquât, et le feld-maréchal se montrait assez disposé à en donner l'ordre. Mais le zèle des autres généraux était épuisé; ils déclarèrent que l'on ne pourrait alors prévoir le terme de la lutte, que les munitions tiraient à leur fin, qu'il n'était pas possible de demander de nouveaux sacrifices aux soldats. Enfin, le grand-duc Constantin lui-même s'étant déclaré pour la retraite vers le sud, par le Sernftthal et le passage du Panix, c'est-à-dire la route laissée libre par l'ennemi, celle par laquelle Lincken, huit jours auparavant, était venu des Grisons et y était retourné, Suworoff s'empressa de se ranger à l'avis du prince. Le 5 octobre, aussitôt après l'arrivée de Rosenberg, il fit commencer une marche que l'on croyait à l'abri de tout danger; mais les Français faisaient bonne garde; ils se mirent vivement à la poursuite des Russes et atteignirent leur avant-garde à Schwanden. Un combat opiniâtre s'engagea alors, combat d'autant plus meurtrier pour les Russes qu'ils étaient en même temps pris en flanc par un détachement de Loison, arrivé par le territoire d'Uri. La nuit seule mit fin à cette lutte sanglante. Le 6 octobre, dès deux heures du matin, les Russes quittèrent Elm pour continuer à gravir le Panix. Pendant l'été, ce passage était plus facile que celui du Rosstock; mais alors

des pluies incessantes avaient rendu le chemin presque impraticable; sur le sommet, il était couvert de deux pieds de neige, dont la surface, du côté du sud, avait gelé de nouveau pendant la nuit après avoir fondu la veille, et la montée et la descente étaient également périlleuses sur ce sol glissant. Vers le soir éclata une tempête; le gros des troupes dut passer la nuit sans feu ni nourriture, sur la pente ou le sommet de la montagne, selon le point où chacun se trouvait. Beaucoup d'hommes furent gelés; plusieurs centaines d'autres roulèrent sur ce sentier glacé jusqu'au fond des précipices; la plus grande partie des bêtes de somme furent perdues, et tous les canons qui restaient encore durent être abandonnés. Les pertes n'eussent pu être plus grandes si l'on avait risqué un nouveau combat à Næfels. On n'atteignit le village de Panix que le 7 octobre à midi; le même soir on arriva à Ilanz, et le lendemain à Coire, où deux jours de repos réparèrent les forces des soldats et remirent ceux-ci en bonne humeur. L'armée comptait encore quinze mille combattants; mais ces masses déguenillées, sans munitions et sans canons, méritaient-elles bien encore le nom d'armée? Le 11 octobre enfin elles arrivèrent à Feldkirch, où elles établirent un camp en vue de prendre un plus long repos, et où elles se réunirent à leur artillerie de campagne, arrivée par le Tyrol.

Ainsi se termina cette marche à travers les Alpes, sur laquelle Suworoff avait fondé tant d'espoir. On ne saurait assez louer la fermeté et la vaillance que déployèrent les Russes; elles leur font d'autant plus d'honneur que ces enfants de la plaine n'étaient nullement préparés aux difficultés et aux fatigues d'une guerre dans les montagnes. Mais un examen impartial ne saurait exalter la gloire de celui qui avait conçu un tel plan, ni le maintenir sur le piédestal où l'ont placé, aux yeux de ses contemporains, le prestige de l'extraordinaire et la grandeur des difficultés locales. Nous avons vu combien les bases mêmes de ce plan étaient défectueuses, et combien les résolutions prises isolément par Suworoff en avaient encore augmenté les dangers, pour aboutir finalement à un échec complet. Si l'on ajoute à cela les malheureuses mesures prises par Thugut immédiatement avant la campagne, on arrive de nouveau à reconnaître que, des deux parts, chacun a fait le possible pour nuire à sa propre cause, en vue de préparer par là colère et malheur à son allié.

Il y aurait pourtant eu encore plusieurs moyens de réparer le mal. A la première nouvelle de la défaite de Korssakoff, l'archiduc Charles avait fait revenir la plus grande partie de ses troupes, trente-deux mille hommes environ, sur plusieurs points de la frontière suisse, et lui-même était promptement accouru à Donaueschingen, où il établit, le 30 septembre, son quartier général. Pendant ce temps, Korssakoff rappelait à lui la cavalerie et l'artillerie restées en arrière jusque-là, plus trois régiments suisses, deux mille Bavarois et les cinq mille émigrés du prince de Condé, qui compensaient largement les pertes subies à Zurich. Le moment était tout à fait favorable pour reprendre l'offensive, car une bonne partie des forces françaises avaient dû se tourner vers Suworoff, et il est facile de comprendre quel encouragement aurait été pour les troupes, quelle force aurait donné à la coalition le plus petit avantage remporté en commun de ce côté. Korssakoff hésitait pourtant, partagé entre des sentiments contraires : le désir de réparer l'échec de Zurich; la crainte, en restant inactif, d'exposer le feld-maréchal à une ruine complète; la crainte aussi de prendre, sans de nouveaux ordres de Suworoff, un parti qui eût pu l'entraîner à de nouvelles pertes. L'archiduc, de son côté, n'était pas beaucoup plus résolu, car il avait enfin appris de Vienne que la volonté réelle de l'Empereur était qu'il ne quittât pas la Suisse avant l'arrivée de Suworoff, et il se trouvait engagé par là à protéger ce pays, bien que, malheureusement, il dût toujours répondre avec le gros de ses forces de la sécurité de l'Allemagne. Il ne se décida donc pas à diriger contre Masséna une attaque isolée et décisive, mais il offrit son appui au général russe, si celui-ci voulait repasser sur la rive gauche du Rhin et s'avancer au moins jusqu'à la Thur. Sur ces entrefaites, on apprit que Korssakoff, de Glaris, s'était dirigé au sud, vers les Grisons; il n'était plus nécessaire dès lors de tenter une attaque isolée pour le sauver, et l'archiduc opina pour que l'on attendît tranquillement qu'il fût arrivé et eût fait connaître ses plans ultérieurs. Les troupes de Suworoff repassèrent donc le Rhin le 8 octobre, après de nombreux combats partiels, dans lesquels, alternativement, elles subirent des pertes ou défirent leurs adversaires. Il se trouvait alors, entre Bâle et Constance, soixante mille alliés contre quarante-cinq mille Français; de plus, Petrasch et Jellachich, aux-

quels se joignirent bientôt les quinze mille hommes de Suworoff, étaient au-dessus du lac de Constance, avec la seule division Mortier devant eux. Avec une telle supériorité de nombre, il y avait évidemment quelque chose à faire : tout dépendait des résolutions que prendrait Suworoff.

Les premières nouvelles du vieux feld-maréchal, alors dans les Grisons, donnèrent les meilleures espérances. Dès le 7 octobre, il écrivit de Panix à l'archiduc qu'il était prêt à prendre l'offensive contre la Thur, de concert avec Petrasch, si les Autrichiens leur procuraient des vivres et des munitions. Le 11, alors qu'il se rendait de Coire à Feldkirch, il adressa à l'archiduc une seconde lettre, dans laquelle il se montrait satisfait des subsistances fournies par l'Autriche, et, en conséquence, développait en détails son plan de campagne : si Petrasch le soutenait avec huit mille hommes, il comptait passer le Rhin à Meiringen le 17, et s'avancer vers Saint-Gall par Altstetten; pendant ce temps, Korssakoff, qu'il laissait provisoirement sous les ordres de l'archiduc, devait marcher de Constance sur Winterthur, de telle sorte que la jonction des deux armées pût s'opérer entre ce village et Saint-Gall. Cette lettre, arrivée le 13 à l'archiduc, lui parut inquiétante au plus haut point. Il était chaque jour plus convaincu de l'incapacité absolue de Korssakoff. « Tant que cet homme commandera le corps russe, écrivait-il alors à Vienne, ce corps devra être considéré comme n'existant pas. » Il prévoyait avec raison que, si Korssakoff s'avançait isolément, il se ferait battre trois fois par les Français avant de se réunir à Suworoff. Il profita donc de l'autorité momentanée qui lui avait été donnée par le feld-maréchal pour ordonner à Korssakoff de rejoindre immédiatement Suworoff avec toutes ses troupes; en même temps, il enjoignit à Petrasch de marcher aussi vers Suworoff avec huit mille hommes, et il conseilla à ce dernier, le 14 octobre, de se diriger avec toute cette armée (environ vingt-huit mille hommes d'infanterie et six mille cavaliers) un peu plus au sud que ne l'indiquait la lettre du 11, de se diviser en deux colonnes pour passer le Rhin à Sargans et à Grabs, et de marcher ensuite sur Saint-Gall. Une colonne autrichienne de vingt mille hommes, venue de Constance par Winterthur, devait alors chercher à se réunir au feld-maréchal à la place de Korssakoff.

Si l'on compare ces projets avec le plan primitif de Suworoff, on

reconnaît bien que la longue marche de Korssakoff retardait l'attaque de trois ou quatre jours, ce qui était très fâcheux; mais, d'un côté, il y avait un immense avantage à réunir toutes les forces russes dans la main énergique de Suworoff, et à avoir à Constance un corps autrichien considérable prêt à soutenir l'attaque générale. Si ce projet avait été adopté, l'ancienne position sur la Linth et la Limmat aurait très probablement été reprise d'un seul coup.

Mais, au moment où l'archiduc expédiait cette lettre à Suworoff, des idées tout autres dominaient au quartier général de ce dernier. Au lieu de songer à reprendre l'offensive, le feld-maréchal dut reconnaître alors que les semences qu'il avait si abondamment répandues avaient donné des plantes plus hautes que lui. Son plan, dès qu'il fut connu des troupes, souleva une tempête générale de colère et d'effroi. Ses officiers, ses généraux et surtout le grand-duc Constantin déclarèrent unanimement qu'après les peines inouïes que l'on venait de supporter il était impossible de songer à de nouveaux combats et à de nouvelles fatigues; qu'il n'y avait plus dans tous les cœurs russes qu'un seul désir, celui de retourner au plus vite dans leur chère patrie, et qu'enfin il ne devait plus être versé une goutte de sang russe pour soutenir les perfides Autrichiens. Suworoff, qui n'entendait ici que l'écho de ses anciens discours et rapports, n'était que trop disposé à se laisser convaincre. Plusieurs circonstances se réunirent d'ailleurs pour rallumer avec une ardeur nouvelle son ancienne colère contre l'Autriche. Il reçut enfin à Feldkirch le rapport officiel de Korssakoff sur la honteuse défaite de Zurich, rapport dans lequel le général russe cherchait naturellement à se justifier en se répandant en accusations contre les alliés autrichiens. Puis arriva de Turin une lettre dans laquelle Saint-André, homme d'État sarde, se plaignait de nouveau de la tyrannie autrichienne en Piémont et faisait appel une fois de plus à la grandeur d'âme des Russes. Au même moment, une autre lettre, de l'ambassadeur russe à Vienne, signalait la présence (imaginaire) d'un négociateur français dans cette ville, et engageait le feld-maréchal à se mettre en garde contre les menées de leurs prétendus alliés. Enfin, le général Petrasch, questionné au sujet de sa coopération à l'offensive projetée, répondit qu'il ne pouvait agir sans ordre de l'archiduc. Rien n'était plus naturel que cette réponse; mais elle suffit pour faire

répandre dans le camp russe le bruit que les Autrichiens voulaient continuer à se croiser les bras et à rester tranquilles spectateurs des efforts des Russes. Suworoff, le 13 octobre, informa de tout cela le comte Rostopchin ; il annonça que tout espoir en l'archiduc l'avait abandonné, et donna à entendre qu'il comptait prendre de tranquilles quartiers d'hiver sur le Danube, puisque malheureusement les Russes étaient expulsés de l'Italie. Le 14, il déclara plus explicitement encore, à l'Empereur lui-même, qu'il avait songé à une entreprise combinée sur Saint-Gall et Winterthur; mais que, sur ces entrefaites, de nombreuses nouvelles lui avaient confirmé que l'archiduc se refusait à tout; que, conséquemment, il avait résolu de gagner la rive septentrionale du lac de Constance et de se réunir là à Korssakoff, dont les troupes étaient dans le plus lamentable dénuement depuis la bataille de Zurich ; que l'ennemi opposait aux Russes des forces trois fois supérieures ; que l'on ne pouvait tenter de résister qu'avec le concours de l'archiduc, et que, du moment que tout espoir était perdu de ce côté-là, il ne lui restait plus qu'à quitter la Suisse et à chercher un lieu favorable à de bons quartiers d'hiver.

Le 14 encore, il écrivit également à l'archiduc, pour lui dire que la fatigue et le dénuement de ses soldats ne lui permettaient pas de songer à l'exécution du nouveau plan d'opérations qui lui avait été récemment envoyé; qu'il allait rejoindre Korssakoff au nord du lac de Constance, et que là, après un examen attentif des troupes, il prendrait une résolution. Charles lui répondit le 15 que cette mesure serait funeste entre toutes et qu'il le priait instamment de ne pas quitter le Vorarlberg avant que l'on eût pu au moins renforcer Petrasch, qui y était resté seul. Mais, ce jour-là même, Suworoff avait commencé sa marche vers le nord, et les deux lettres de l'archiduc le rejoignirent presque en même temps, le 16, à Lindau.

Après les avoir lues, l'impressionnable vieillard changea d'idée encore une fois, en admettant toujours que ces oscillations fussent réelles et non un masque d'honnêteté destiné à rendre l'impossibilité d'agir évidente pour tout le monde. Suworoff répondit sur-le-champ à l'Archiduc que ses offres l'emportaient sur les scrupules que lui avait inspirés l'épuisement de ses soldats ; qu'il acceptait l'opération proposée par Charles, qu'il donnait en conséquence

à ses troupes l'ordre de revenir sur leurs pas et de remonter le Rhin, et qu'il comptait avec une ferme confiance sur l'appui de Charles. Puis à cette lettre, écrite le 16 octobre, en succéda le 17 une seconde, annonçant que le feld-maréchal n'était pas pour le moment en état d'entreprendre le moindre mouvement offensif, qu'il ne pouvait songer qu'à procurer quelque repos, si court qu'il fût, à ses troupes, pour les remettre en état d'attaquer aussi promptement que possible; qu'il fallait donc un délai, mais de peu de durée probablement. Le 18 cependant, Suworoff convoqua un grand conseil de guerre, pour faire connaître à ses généraux qu'il n'espérait plus aucun succès, qu'il ne comptait plus sur la coopération de l'archiduc, et n'attendait de lui que des démonstrations sans effet. Sur sa motion, le conseil de guerre déclara à l'unanimité que, loin d'attendre du secours des Autrichiens, on ne devait redouter que trahison de leur part, qu'en conséquence on ne prendrait pas l'offensive, et l'on resterait sur la rive droite du Rhin pour s'y occuper de la réorganisation de l'armée. Le même jour, l'archiduc, en réponse à la lettre du 17, proposa une entrevue à Stockach, afin d'arriver, par des explications verbales, à s'entendre sur le plan d'opérations. Suworoff, craignant que le jeune Démosthène ne voulût le charmer par son éloquence, répondit à son tour, le 19, que sa santé ne lui permettait pas de faire le voyage de Stockach, et qu'il priait instamment l'archiduc de lui envoyer ses questions par écrit, sans se donner la peine de venir à Lindau. En même temps, il annonça officiellement à l'Empereur François que ses troupes étaient hors d'état de prendre part à la moindre opération offensive. Enfin, il dit son dernier mot le 22 octobre, dans une lettre adressée à l'archiduc. Il y déclarait d'abord que les Autrichiens avaient tout compromis en s'éloignant aussi précipitamment de la Suisse, puis il rappelait que lui, Suworoff, s'était néanmoins frayé victorieusement une route à travers les forces supérieures de l'ennemi, mais que maintenant, pour assurer repos et sécurité à ses troupes, il se voyait forcé de leur faire prendre leurs quartiers d'hiver à six lieues en arrière. C'était prononcer la séparation des deux armées et la rupture de la coalition.

Les sentiments de Suworoff se résumaient par ces mots, qu'il répéta plusieurs fois alors : « Pour que je rendisse ma confiance

aux Autrichiens, il faudrait que l'archiduc, ce héros d'une défensive malheureuse, attaquât résolument la Suisse avec toute son armée; en agissant à propos et avec courage, il pourrait conquérir ce pays en un mois; mes troupes seraient reposées alors, et je pourrais de nouveau lui venir en aide. » Il était exorbitant de demander aux Autrichiens seuls cette conquête de la Suisse, dont les Russes seraient restés oisifs spectateurs; Suworoff savait très bien d'ailleurs que Charles était forcé de consacrer une partie de son armée à la défense de l'Allemagne. C'était précisément pour cela qu'il prenait cette attitude; c'était parce qu'il connaissait l'impossibilité de souscrire à sa demande qu'il en faisait la condition de toute coopération future. A dater du 19 octobre, il s'épargna la peine de colorer son inaction, comme il l'avait fait le 11 et le 16, par des paroles belliqueuses et de hardis plans d'attaque. Le comte Stackelberg lui avait apporté ce jour-là les réponses de son Empereur à ses dernières dépêches d'Italie; il savait maintenant qu'il avait réussi à communiquer à son souverain la haine contre l'Autriche qui remplissait son âme, et il était assuré d'avoir l'approbation impériale s'il renonçait à toute communauté avec l'archiduc. Ce n'était pas tout encore. Il avait écrit d'Asti à l'Empereur Paul, d'une manière incidente, que le rappel des troupes russes dans leur patrie ruinerait d'un seul coup tous les projets ambitieux de l'Autriche, et il eut la satisfaction de recevoir de Paul une lettre du 18 septembre dans laquelle il lui était dit que, dès qu'il aurait le moindre soupçon d'un arrangement séparé entre l'Autriche et la France, tout pouvoir lui était donné, soit pour continuer seul la guerre, soit pour ramener l'armée en Russie et abandonner la perfide Autriche au jugement de Dieu. Là-dessus, le grand-duc Constantin déclara au feld-maréchal qu'il fallait attendre la réponse de l'Empereur au rapport envoyé de Feldkirch, et éviter soigneusement jusque-là toute action militaire; que, dans ces circonstances, Suworoff serait responsable envers l'Empereur de la moindre goutte de sang russe versée inutilement. C'était aussi en tout point l'avis de Suworoff.

Trois jours plus tard, la même décision était prise à Saint-Pétersbourg.

Depuis le mois d'août, le dépit et l'impatience de Paul ne connaissaient plus de bornes. Il était mécontent de son ambassadeur à

Vienne, le comte Rasumowsky, zélé défenseur de l'alliance autrichienne, et lorsque celui-ci, sur les instances réitérées faites par l'Empereur pour être instruit des plans de conquête de Thugut, lui apprit que l'Autriche, sans vouloir déposséder entièrement aucun des princes italiens, demandait quelques provinces sardes et papales, lorsque, par toute la teneur de son rapport, il donna à entendre qu'il considérait cette prétention comme assez juste, Paul déclara, ainsi que Suworoff l'avait déjà fait plusieurs fois, que l'ambassadeur n'était qu'un instrument servile des intrigues de Thugut; il le rappela donc, et nomma à sa place un adversaire déclaré du ministre autrichien, M. de Kolytscheff, qui jusque-là avait été accrédité à Vienne comme chargé d'affaires du grand-maître de l'ordre de Malte. Ce fut lui qui envoya au feld-maréchal, à Feldkirch, l'avis mentionné plus haut relativement à la présence de commissaires français à Vienne, et qui mit par là Suworoff en demeure de faire usage des pouvoirs qui lui avaient été donnés par l'Empereur le 18 septembre. Les rapports qu'il adressait à Saint-Pétersbourg finirent par rendre incurable l'irritation qui régnait dans cette ville. Paul avait inquiété le comte Cobenzl, en lui disant qu'il ne pouvait voir qu'une négligence blessante dans le long retard que mettait l'archiduc Joseph à venir chercher sa fiancée, la grande-duchesse Alexandra : Thugut pensa donc que l'arrivée de Joseph à Saint-Pétersbourg pourrait amener un revirement favorable, et le prince fit son voyage de noces, accompagné d'une suite brillante. Mais cette mesure venait trop tard. Le mariage eut bien lieu, mais Joseph fut traité de la manière la plus grossière par son beau-père irrité. Cobenzl remarqua que Paul disait à l'archiduc, avec une mordante ironie, qu'il le considérait comme son propre fils; or, comme le grand-duc Alexandre était alors en complète défaveur, la comparaison était peu flatteuse. Joseph ayant une fois hasardé une plainte, Paul lui ferma la bouche en lui disant brièvement qu'il ne lui en voulait pas, mais que telle était sa manière d'être. Ici encore, Suworoff avait préparé le terrain : Rostopchin lui écrivit le 29 septembre qu'il avait redouté à tort l'expédition du mariage viennois, et qu'elle se terminerait sans amener aucun résultat. En effet, Joseph n'était pas encore parti avec son épouse, que c'en était fait de l'alliance des cours impériales. Il arriva de nouvelles plaintes

du roi de Sardaigne, qui, n'ayant pas reçu à temps le retrait de l'invitation qui l'appelait à Cagliari, était parti en hâte et avait débarqué à Livourne, mais n'avait pu continuer sa route, vu qu'un ordre autrichien lui avait interdit l'entrée du territoire piémontais. Il arriva aussi un rapport désolé de Saint-André, commissaire sarde à Turin, auquel le général Zach avait déclaré sans détour, de la part du général Mélas, que l'Autriche ne permettait pas l'accès du Piémont à un roi allié de la France, et disposerait de ce pays par droit de conquête. Enfin on reçut la dépêche de Thugut, du 12 septembre, relative au congrès de Saint-Pétersbourg proposé par Paul, dépêche dont le ton catégorique et péremptoire mit le Tzar en fureur. Sur ces entrefaites, Kotschubey, fatigué de l'impuissance de sa situation et journellement tourmenté par les explosions de colère de Paul, avait demandé son congé, et avait été remplacé par l'ancien ambassadeur à Berlin, le comte Panin, qui, sans être précisément l'ennemi de l'Autriche, était pourtant très froidement disposé à l'égard de Thugut. Comme les plaintes du roi de Sardaigne se réitéraient, Paul chargea le 18 octobre l'ambassadeur Kolytscheff de demander à savoir positivement quels territoires l'Autriche voulait obtenir en Italie, et quelles étaient les intentions de cette puissance à l'égard du roi de Sardaigne. Kolytscheff devait déclarer en même temps que, si la réponse se faisait attendre ou ne s'accordait pas avec les vues de Paul, la Russie romprait toute relation avec l'Autriche et rappellerait ses troupes. A peine cette dépêche était-elle partie pour Vienne, qu'arriva, le 21 octobre, le rapport de Korssakoff sur la défaite de Zurich. Suworoff avait si bien prédisposé les esprits, que chacun eut sur-le-champ la conviction bien arrêtée que l'Autriche, et l'Autriche seule, était responsable de ce désastre. Le Tzar écrivit le 22 à l'Empereur François que le départ précipité de l'archiduc et l'astuce du ministère viennois avaient amené la ruine des troupes russes; qu'à dater de ce moment il se séparait des intérêts de l'Autriche et renonçait à toute communauté avec François, afin de ne pas faciliter le triomphe de la mauvaise cause. Une copie de cette lettre fut en même temps envoyée à Suworoff, avec l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour le retour, si l'exécution des anciens projets (le rétablissement de la royauté des Bourbons) lui semblait actuellement impos-

sible. « Vous deviez jadis sauver la monarchie, disait Paul ; sauvez maintenant les soldats russes et l'honneur de votre Empereur. »

La coalition était donc dissoute. Il n'était plus question nulle part d'attaque contre la France, et Thugut reçut alors un télégramme lui annonçant que Bonaparte avait débarqué à Fréjus et avait été reçu par la population avec un immense enthousiasme.

Une nouvelle époque commençait.

CHAPITRE VIII

DERNIERS MOIS DU DIRECTOIRE

Le coup d'État du 30 prairial avait été, nous l'avons vu, le résultat de l'alliance de l'opposition jacobine avec l'opposition constitutionnelle, alliance devant laquelle tout l'ancien Directoire, à l'exception du transfuge Barras, avait succombé presque sans résistance. Il était évident que, si les chefs constitutionnels, Boulay de la Meurthe, Lucien Bonaparte et leurs amis, avaient joué le premier rôle dans l'attaque elle-même, l'impulsion et la force motrice étaient surtout venues des Jacobins. Les adresses violentes du midi avaient été leur œuvre, alors que la grande masse de la population persistait toujours dans sa muette apathie ; les dernières élections avaient accru d'une manière décisive le nombre des voix qui leur étaient acquises au Conseil des Cinq-Cents ; ils comptaient dans leurs rangs les généraux Jourdan, Augereau, Bernadotte et Championnet, qui exerçaient alors une grande influence politique. Malgré la prépondérance personnelle exercée par Sieyès sur ses collègues jacobins du Directoire, le courant jacobin resta si puissant durant les semaines qui suivirent le coup d'État, que Sieyès dut céder complaisamment sur plusieurs des points les plus importants, et notamment sur la nomination des nouveaux ministres, car il va de soi que les instruments usés dont s'était servi Rewbell ne pouvaient être employés plus longtemps. Bernadotte fut appelé à la guerre ; le vieux montagnard Quinette eut le ministère de

l'intérieur; Bourguignon, Jacobin aussi honnête mais aussi incapable que Gohier, devint ministre de la police, et le général Marbot, un des rares membres absolument jacobins du Conseil des Anciens, remplaça Joubert dans le commandement militaire de Paris. Le ministère des finances demanda plus de réflexion; il ne pouvait rester aux mains de l'odieux Ramel; mais il ne tentait aucun candidat. Après bien des négociations, Robert Lindet, un des hommes les plus mal famés du temps de la Terreur et jadis membre du sanglant Comité de Salut public, consentit à l'accepter. Sieyès s'efforça, durant plusieurs semaines, de maintenir à la tête des affaires étrangères Talleyrand, le plus habile et le plus intelligent de tous les hommes politiques d'alors; mais ce fut en vain; il fallut céder devant la colère des Jacobins, et Sieyès dut se contenter de réserver ce poste à Talleyrand pour l'avenir, en y faisant nommer Reinhard, qui était capable, sans doute, mais qui n'avait ni couleur ni influence politique. Le seul, parmi les nouveaux ministres, qui fût à peu près de la couleur de Sieyès, était Cambacérès, auquel on confia le ministère peu important de la justice. Les choses semblaient donc peu favorables au changement de constitution désiré par le nouveau Directeur.

Les esprits furent tenus dans une incessante agitation, durant plusieurs semaines, par la question de savoir si des poursuites seraient exercées contre les Directeurs tombés et leurs principaux agents, Schérer et Ramel, Rapinat et Trouvé. Comme nous l'avons dit, la majorité modérée avait obtenu la retraite de Merlin et de la Reveillère, en leur promettant qu'il ne serait fait aucune poursuite; ce qui prouve donc quelle force nouvelle avaient acquise les tendances jacobines, c'est que Schérer fut arrêté, et qu'une longue suite de séances furent consacrées à discuter s'il y avait lieu de mettre les Directeurs en accusation. Rewbell en prit occasion pour faire au Conseil des Anciens, pour son propre compte d'abord, et ensuite pour celui de son beau-frère, Rapinat, des discours éloquents, par lesquels il répondit à toutes les injures accumulées contre eux avec une énergie et un mépris que la conscience la plus pure n'aurait pu rendre ni plus courageux ni plus ardents. Il caractérisa nettement la situation, à la fin du premier de ces discours, en rappelant que jadis des hommes de bien, tels que Bailly et Condorcet, avaient été traînés à l'échaffaud par la haine

des partis victorieux; que lui, actuellement vaincu, attendait tranquillement le même sort, et qu'il désirait que le vainqueur d'aujourd'hui eût le même calme lorsque viendrait son tour. Il fut très bien compris par le Conseil, son discours fut écouté avec une faveur marquée, et l'impression en fut décidée. Mais les Jacobins clabaudaient au dehors; on recevait incessamment des départements des adresses dans lesquelles étaient dénoncées des illégalités, des violences, des dilapidations toujours renaissantes : tout autant que le peuple français pouvait encore parler, il semblait demander d'une voix unanime le sévère châtiment des traîtres envers le pays. Les semaines se succédèrent sans que les Cinq-Cents pussent se décider.

Les Jacobins remportèrent alors sur le terrain législatif des succès d'autant plus complets et plus funestes, par lesquels ils prouvèrent hautement qu'ils étaient restés sourds à la voix de l'expérience durant tout le cours de la Révolution, et que leur radicalisme était en opposition directe avec la liberté et la justice. Il était bien naturel que le gouvernement cherchât les moyens de réprimer dans le sud et dans l'ouest les mouvements toujours croissants des royalistes; mais la mesure prise à cet effet fut une mesure de fanatisme despotique pire que toutes celles qui avaient vu le jour en 1793, et offrit à tous égards un digne pendant à l'horrible loi des suspects. Le dernier Directoire avait plusieurs fois demandé aux Conseils de rendre les communes dans lesquelles les bandes royalistes exerceraient leurs méfaits responsables des dégâts commis; il voulait exciter par là les populations à résister aux Chouans et enlever à ceux-ci abri et soutiens. Une telle mesure est déjà dure par elle-même, car les communes n'ont pas toujours le moyen ni la possibilité d'accomplir le devoir qui leur est imposé, et elles payent alors pour des fautes qu'elles n'ont pas commises; mais elle est consacrée par un long usage, et surtout elle frappe régulièrement une société d'individus pour une négligence bien déterminée. Mais les hommes qui avaient mis fin, le 30 prairial, à la tyrannie de l'ancien Directoire, n'étaient pas gens à se laisser guider ou arrêter dans leur action patriotique par des considérations légales. Ils n'avaient qu'un but, protéger les amis de la Révolution, écraser ses ennemis. On présenta donc aux Cinq-Cents, le 10 juin, un projet de loi qui rendait responsables des méfaits

des Chouans, non plus les communes, mais les partisans des royalistes qu'elles renfermaient, et, par conséquent, les anciens nobles en première ligne. Dès qu'une loi aurait déclaré un département en état de trouble civil, tous les nobles qu'il renfermait devaient être emprisonnés, et, à chaque meurtre commis par les Chouans, quatre de ces otages devaient être déportés; quiconque ne se soumettrait pas à la prison ou s'y soustrairait par la fuite devait être inscrit sur la liste des émigrés, c'est-à-dire condamné à la perte de ses biens et à la guillotine. Deux orateurs, Rallier et Cambe, s'élevèrent contre ce projet; ils firent ressortir en termes énergiques ce qu'il y avait d'inique à traiter également des innocents et des coupables, pour le seul fait de leur naissance, et représentèrent que l'on risquerait, par une telle cruauté, de pousser un grand nombre de citoyens dans les rangs des rebelles et de provoquer l'ennemi à de déplorables représailles; mais Berlier repoussa leurs amendements avec une brève énergie, il fit ressortir qu'il s'agissait d'une loi martiale et urgente, et tous les articles en furent adoptés au milieu du bruit et du tumulte. Le Conseil des Anciens, dont les principes étaient d'une nature tout opposée, craignit précisément de s'exposer à ce qu'on le soupçonnât de tendances royalistes, et il donna, le 12, force de loi à ces décisions. Cela produisit une impression extrêmement pénible sur la population, qui y vit un retour aux horreurs de 1793.

Cette impression ne tarda pas à être encore augmentée par une seconde loi de même nature et d'un effet plus général. Nous avons vu qu'un emprunt forcé et progressif de 100 millions, prélevé sur les riches, avait été décidé en principe le 28 juin. Lorsqu'on voulut en régler les dispositions et déterminer le taux des prélèvements et la manière de les établir, une foule de difficultés et de divergences d'avis se produisirent. Plusieurs membres demandèrent si une telle augmentation des charges publiques était possible; d'autres déclarèrent le principe de l'impôt progressif incompatible avec la constitution, vu que l'emprunt forcé n'était, par le fait, qu'une forme de l'impôt extraordinaire, et que la Constitution prescrivait pour tous les impôts une égale proportion avec le revenu des imposés. Enfin les Cinq-Cents rédigèrent un projet, mais celui-ci trouva au Conseil des Anciens un accueil absolument défavorable. Le 29 juillet, la commission en proposa unanime-

ment le rejet. « Où voulez-vous, demanda Barennes, trouver de l'argent à emprunter? Chez les propriétaires fonciers? mais ils sont plus gênés que leurs journaliers. Chez les propriétaires de maisons de ville? ils sont ruinés par le papier-monnaie. Chez les commerçants? nous n'avons plus de commerce; une ville qui faisait naguère pour 40 millions d'affaires en fait à peine pour 4 aujourd'hui. Par un impôt sur le luxe? quiconque a encore serviteurs, chevaux et voitures s'en défera à la hâte. Et, dans de telles circonstances, la loi ne parle que de 100 millions à la vérité, mais ses dispositions sont si vastes qu'elles permettraient peut-être de demander un milliard. » Le projet de loi fut rejeté.

Les Anciens avaient choisi là un point très défavorable pour résister à la politique jacobine. De nombreuses dissidences, sans doute, s'étaient déjà produites entre le gouvernement et les radicaux; mais, lorsqu'il s'agissait d'argent pour la caisse vide de l'État, le Directoire était ligué avec quiconque offrait de faire jaillir une source nouvelle, fût-il Jacobin ou royaliste. Le 30 juillet donc, lorsque Doche, de Lille, eut dépeint aux Cinq-Cents les embarras du ministre de la guerre et les entraves mises au recrutement par le manque d'argent, une tempête générale de malédictions s'éleva contre le Conseil des Anciens, contre les millionnaires sans patriotisme qui cachaient leur richesse pour se soustraire à l'emprunt et se vautrer en secret sur leur or. Le Conseil procéda sur l'heure à un remaniement qui fut terminé le 5 août, et accepté le 6 par la majorité intimidée du Conseil des Anciens; cette loi était un vrai modèle d'œuvre jacobine, car non seulement elle promettait de nombreux millions au Trésor, mais elle semblait aussi donner au parti de l'égalité le moyen d'enrichir les pauvres peut-être, mais, à coup sûr, d'appauvrir les riches.

Il y était dit qu'il serait formé dans chaque canton une commission de huit à dix membres, choisis parmi les citoyens qui ne seraient pas en position de contribuer à l'emprunt. Ceux-ci devaient répartir l'emprunt entre leurs concitoyens au prorata des impôts fonciers. Quiconque payait moins de 300 francs d'impôts en était exempt; pour un impôt de 300 à 400 francs, le taux de l'emprunt devait être des trois dixièmes de cette somme; il devait être des quatre dixièmes pour un impôt de 400 à 500 francs, et ainsi de suite jusqu'aux vingt dixièmes pour un impôt de 3000 à 4000 francs.

Pour les propriétés plus grandes encore, la commission pouvait aller jusqu'aux trois quarts du revenu total. En outre, elle devait faire appel au bon vouloir et à la conscience des citoyens qui payaient une cote personnelle de plus de 100 francs, ainsi qu'aux capitaux des propriétaires fonciers, des industriels et des spéculateurs, qui n'étaient pas suffisamment atteints. En aucun cas cependant, le montant du revenu annuel ne devait être dépassé, si ce n'est pour les ci-devant nobles et les parents d'émigrés. Une seconde commission, dont les membres étaient également pris dans la classe des citoyens pauvres non soumis à l'emprunt, était chargée d'examiner les réclamations dans chaque département. Celui qui ne payait pas dans les dix jours la somme fixée était passible d'arrestation, et sa fortune devait être confisquée.

Pour bien apprécier ces dispositions, il faut se rappeler que, d'après la loi, la contribution foncière devait représenter un cinquième du revenu annuel. Mais comme l'assiette, nous le savons, en avait été établie par les conseils des départements élus par la masse des petites gens, ces conseils avaient si bien fait qu'il avait été décidé sans résistance par les Cinq-Cents que le grand propriétaire payerait en moyenne la moitié, le propriétaire moyen le tiers, et le petit propriétaire le sixième de son revenu. D'après cette proportion, un propriétaire moyen payait donc 3000 francs d'impôts pour un revenu de 9000 francs; si, d'après la nouvelle loi, l'emprunt lui en prenait encore 6000, il ne lui restait plus absolument rien. En admettant même que l'impôt foncier ne fût que du cinquième du revenu, les dispositions de la nouvelle loi conduisaient à ce résultat inouï que, l'impôt foncier et l'emprunt une fois payés, le propriétaire de 2000 francs de rente n'en avait plus que 1480, celui de 20 000 francs de rente 8000, et celui de 40 000 francs 2000, c'est-à-dire que ce dernier était presque ramené à la même situation de fortune que son voisin de 2000 francs de rente; et encore en supposant toujours qu'aucun d'eux n'appartînt à la classe proscrite de la noblesse, auquel cas on pouvait lui demander la totalité de son revenu, et même davantage. La loi avait encore une autre conséquence, non moins extraordinaire : moins le sol d'une région était fertile, plus il était lourdement frappé par l'emprunt, car alors il ne pouvait rapporter quelque chose que par la grande culture, tandis que, dans d'autres

provinces, un terrain meilleur nourrissait une foule de petits propriétaires. Or, comme la loi exemptait les petits pour peser doublement sur les grands, il arriva que le plus improductif des départements, celui des Landes, dut contribuer à l'emprunt pour les deux tiers de son impôt foncier, et qu'un des plus fertiles, celui des Vosges, n'en dut payer que le treizième. Si l'on ajoute à tout cela la brièveté des délais accordés pour le payement, la dureté des moyens d'exécution et la liberté illimitée laissée aux taxateurs, on comprendra la colère et la terreur que cette loi répandit tout à coup d'une extrémité de la France à l'autre. Les idées de 1793 y étaient de nouveau proclamées sans détour, et le signal du pillage légal était donné d'en haut aux classes pauvres. Nous aurons bientôt à en montrer les conséquences.

Pendant ce temps, les Jacobins marchaient en avant, toutes voiles dehors, et dans toutes les directions. Bourguignon, le nouveau ministre de la marine, leur en avait donné le retentissant signal par une circulaire aux départements, dans laquelle il déclarait aux autorités que tous les emplois devaient être rendus aux patriotes qui en avaient été chassés depuis dix ans, et que les républicains devaient appliquer toute leur énergie à protéger la liberté de la presse, à provoquer la formation de sociétés populaires, à hâter la levée de nouveaux bataillons. La masse des citoyens ne fut pas moins émue et effrayée par cette perspective de clubs violents et d'employés jacobins que par la loi des otages et par l'emprunt forcé. Bientôt le Corps législatif reçut de bon nombre de villes l'avis que les Jacobins, réunis en clubs, étaient en état de lutte ardente et parfois sanglante avec les citoyens; en Normandie notamment, les ouvriers avaient pris très énergiquement parti contre les Jacobins. Nulle part, on le comprend, cette situation ne s'accusa plus fortement qu'à Paris même. Tout ce qui restait encore des amis de Babœuf et de l'extrême gauche de la Convention reparut au grand jour. Ce fut Drouet, le fugitif du procès de Babœuf, qui le premier provoqua la formation d'un club jacobin à Paris. Ce club ouvrit ses séances dans la première semaine de juillet, dans l'ancien local de la Constituante, le Manège royal, situé tout près des Tuileries. Ces séances commençaient par le chant de *la Marseillaise,* le silence était imposé par un roulement de tambour, et, malgré la défense formelle de la loi, un

président et des secrétaires furent nommés, des commissions formées, des correspondances établies avec les différents clubs du pays. Le tumulte se propagea même au dehors; de nombreux détachements de clubistes parcouraient les cafés les plus fréquentés, questionnaient les assistants sur leurs opinions politiques, maltraitaient ceux dont les réponses ne les satisfaisaient pas. Cela occasionna dès le 13 juillet, dans le voisinage immédiat des Tuileries, une grande bataille, dans laquelle il y eut deux morts et de nombreux blessés, aux cris de : A bas les Jacobins! A bas les Chouans! Le désordre devint bientôt tel que les marchands s'empressaient de fermer leurs boutiques dès que paraissait une bande joyeuse. Mais ce qui inquiétait le plus la population, et ne laissait pas que de beaucoup troubler le gouvernement lui-même, c'est qu'une foule des législateurs actuels et de généraux notables se réunissaient au Manège avec Drouet, Félix Lepelletier, Prieur (de la Marne), membre du Comité de Salut public, et Bouchotte, l'ancien ministre de la guerre; que les députés Destrem et Moreau (de l'Yonne), au mépris de toutes les prescriptions légales, acceptèrent successivement la présidence de l'assemblée, et que l'on pouvait redouter, par conséquent, de voir la passion d'une populace sanguinaire et avide triompher, comme au temps de la Terreur, au nom du pouvoir gouvernemental. Le 13 juillet eut lieu un banquet patriotique, auquel prirent part, à côté d'un certain nombre de députés jacobins, les généraux Jourdan, Augereau, Championnet, ainsi que le ministre de la guerre, Bernadotte, et où Jourdan, au milieu d'acclamations frénétiques, but à la réapparition des piques de 1792. Les motions se succédaient aux séances du club : on y demandait la punition des grands coupables, des anciens Directeurs, des ministres, des fournisseurs; l'emprunt forcé ne devait être prélevé que sur les deux cent mille millionnaires égoïstes; comme il y avait encore des employés incapables et des ministres perfides, il fallait rendre des armes au peuple victorieux et patriotique. Puis venaient, comme au temps de la Terreur, des accusations en masse, des déclamations contre les employés réactionnaires du ministère de la guerre, contre les Muscadins, qui se croyaient trop bons pour l'infanterie et infestaient les régiments de cavalerie de leurs exécrables doctrines, contre les calomniateurs de la droite, les soi-disant modérés, qui

ne voulaient pas comprendre que modération en politique est synonyme de lâcheté à l'armée. La liberté de la presse n'était pas encore légalement reconnue; le Conseil des Anciens rejeta même la loi proposée par Berlier, à cause de la trop grande douceur de ses dispositions pénales, et ce ne fut que le 5 août que la suppression de la censure reçut la sanction légale. Mais, par le fait, une liberté illimitée était laissée aux journaux depuis le 30 prairial, et, comme on peut le penser, les Jacobins n'étaient pas les derniers à en faire largement usage. Leurs feuilles, *le Démocrate*, le *Journal des hommes libres*, etc., rivalisaient entre elles à qui surpasserait le club en motions démocratiques et en violence dans les attaques personnelles.

Nul homme intelligent ne pouvait donc conserver un doute sur le but auquel tendait ce parti. Il voulait ramener l'âge d'or de 1793 pour le prolétariat des villes et pour ses chefs démagogiques. Il fallait nécessairement pour cela que la dictature populaire fût toute-puissante, c'est-à-dire qu'il fallait que la représentation du peuple et son comité directeur fussent investis de tous les pouvoirs. Bien que les Jacobins se défendissent vivement de vouloir renverser la constitution, il est un fait certain, c'est que leur but avoué était incompatible avec elle. Robespierre jadis avait bien nié d'un air dédaigneux qu'il songeât à établir un gouvernement républicain et à renverser la royauté. Les discours constitutionnels des Jacobins ne pouvaient donc rassurer personne; ce qui seul diminuait quelque peu les craintes, c'est que tout le bruit qui se faisait au club ne s'appuyait sur aucune force sérieuse, et que la population, qui, dans son enthousiasme pour la liberté et son patriotisme belliqueux, s'était rangée sous le drapeau des Jacobins en 1792, n'opposait maintenant qu'une molle apathie à des criailleries qui lui étaient pourtant odieuses. Malheureusement, elle témoignait la même indifférence inerte aux adversaires des Jacobins, et un gouvernement conservateur ne pouvait pas plus que les clubistes révolutionnaires compter sur le chaud appui du peuple. Celui qui réussirait, par un heureux coup de main, à s'emparer à Paris du pouvoir gouvernemental, devait être, pour le moment au moins, maître de toute la France. Dans ces circonstances, il se forma un parti qui comptait parmi ses membres deux Directeurs, plusieurs des ministres les plus importants, plus d'un

tiers des représentants du peuple et un certain nombre de généraux célèbres, et qui constituait, en réalité, un danger très sérieux pour la tranquillité de la France.

Sieyès et ses amis le comprenaient parfaitement, et, quelque dangereux qu'il pût leur paraître de rompre avec leurs alliés immédiatement après leur commun triomphe du 30 prairial, l'attitude violente des Jacobins leur rendit bientôt la situation intolérable. Le premier pas vers la résistance ouverte fut, le 25 juillet, un message du Directoire, qui se plaignait de ce que les calomnies de la presse jacobine contre la Prusse, la Hollande et l'Espagne troublaient chaque jour davantage la bonne intelligence avec ces puissances, et qui, en conséquence, demandait une loi sévère contre les délits de presse de cette nature. Il ne fut pas rendu de loi, nous l'avons déjà dit; et, depuis lors, un des thèmes favoris des journaux jacobins était la conspiration perfide ourdie entre Sieyès et la cour de Berlin, en vertu de laquelle la République devait rendre les provinces rhénanes, et recevoir en échange un excellent souverain dans la personne du duc de Brunswick. La guerre, déclarée des deux parts, fut conduite avec toute l'acrimonie d'une amitié rompue. Le Conseil des Anciens prit énergiquement fait et cause pour le gouvernement; ses inspecteurs de la salle chassèrent le club du local du Manège, ce que le Conseil sanctionna expressément le 26 juillet; le député Courtois, l'ancien rapporteur sur les crimes de Robespierre, déclara au cours de la discussion que les Jacobins préméditaient la mise à mort de deux Directeurs (Sieyès et Ducos), la destitution des trois autres, la souveraineté unique du Corps législatif, le bannissement de tous leurs adversaires politiques. Là-dessus, le Conseil nomma une commission chargée de faire un rapport plus précis. Ce rapport fut présenté le 31 juillet par le député Cornet, qui prouva, par les publications même du club, quelle hostilité celui-ci nourrissait contre le Directoire et contre la constitution. Un message fut donc adressé au Directoire, pour le sommer de sévir énergiquement contre les perturbateurs du repos public.

Sieyès et Barras ne désiraient pas autre chose, et avaient déjà pris les mesures préalables. Ils n'étaient pas disposés, comme jadis le bon Louis XVI, à se faire défendre contre une rébellion jacobine par des employés et des officiers jacobins; ils avaient

donc nommé commandant de Paris à la place de Marbot le général Lefebvre, un spadassin étranger à toute politique, et, ce qui était plus important encore, ils avaient éloigné Bourguignon du ministère de la police pour y appeler Fouché, l'ami de vieille date de Barras. Lorsque ces deux dignes compagnons, en 1793, s'associaient aux plus abominables excès des hébertistes, personne n'eût pensé que, quelques années plus tard, l'un d'eux désignerait l'autre comme l'instrument le plus efficace pour combattre les patriotes énergiques; mais telle avait été la marche des choses que le succès et l'avenir, après avoir appartenu aux terroristes en 1793, appartenaient maintenant à leurs ennemis; ces deux hommes, qui n'avaient d'autre principe que celui de se mettre du côté du plus fort, avaient reconnu cela de leur œil pénétrant. Ce qui les distinguait personnellement alors était le contraste entre l'indolence de Barras, déjà blasé sur toutes les jouissances, et l'activité incessante du toujours insatiable Fouché. Le dernier Directoire, nous l'avons vu, avait mis celui-ci de côté en raison de sa complicité à Milan dans les actes de jacobinisme arbitraire de Brune. Il passait donc, comme tant d'autres, pour une victime de la tyrannie directoriale aux yeux des Jacobins vainqueurs au 30 prairial, et il en fut dédommagé par une belle ambassade. Mais, bien qu'exalté ainsi par les Jacobins, Fouché n'avait nulle confiance en la force de durée de ce parti, et, à l'appel de Barras, il se montra sans hésiter prêt à engager un combat à mort avec ses anciens amis. Le poste de ministre de la police était bien celui que semblait lui avoir assigné la nature. Il avait un don tout particulier pour découvrir ce qui était inutile ou irrégulier, un coup d'œil inouï pour discerner les côtés faibles et mauvais des hommes, une complète absence de scrupules sur l'emploi des moyens, même les plus mauvais, pourvu qu'ils le conduisissent à son but. Avec cela, une bienveillance affable envers ses subordonnés, une condescendance ironique avec ses égaux, une souplesse qui n'excluait pas la fermeté en présence de ses supérieurs : bref, nul despotisme n'aurait pu trouver un instrument plus commode, mais en même temps moins sûr.

Son premier travail fut un rapport au Directoire sur les clubs, rapport qui fut adressé le 4 août au Conseil des Anciens, et renvoyé par celui-ci aux Cinq-Cents. Il y exposait d'une manière irréfutable que les Jacobins violaient la loi chaque jour en nommant

des présidents, des secrétaires et des commissions, en se mettant en communication avec des sociétés du dehors, en prenant des mesures collectives; qu'ils étaient infatigables dans leurs attaques et leurs calomnies personnelles, et ne songeaient qu'à ramener les proscriptions et les persécutions; qu'en conséquence un règlement légal et sévère était indispensable. Ce message provoqua une forte agitation aux Cinq-Cents. « Le peuple, s'écria Grandmaison, ne se laissera pas cette fois immoler sans résistance. » Le rapport fut enfin renvoyé à une commission. L'irritation, on le comprend, fut encore bien plus forte au club. Fouché fut accablé des épithètes les plus ignobles, flétri comme vil menteur, et, pour mieux confondre tous les calomniateurs, on convint d'envoyer au Corps législatif une adresse dans laquelle le programme du parti était développé en détail. Mais les demandes qui y étaient faites trahissaient également toutes les aspirations de 1793 : restauration de l'esprit démocratique dans le gouvernement, garanties pour la liberté des sociétés populaires, abrogation de toutes les lois anticonstitutionnelles (1), éducation égale et commune pour tous les enfants, donation de terres aux soldats, ateliers publics pour les pauvres, support des frais de guerre par les riches seulement, tribunaux extraordinaires pour les voleurs (2), abolition des abus introduits par le Directoire, fraternité générale du peuple, etc. C'était, on le voit, la collection complète des prétentions démocratiques, socialistes et terroristes de 1793. A cela se joignait une pluie d'accusations toujours plus violentes contre les anciens possesseurs du pouvoir, de plaintes toujours plus bruyantes sur la lenteur mise à les poursuivre. « Le peuple, s'écria Fosse le 6 août, a le droit sacré de résister à l'oppression. »

Sur ces entrefaites arriva la fête du 10 août, jour anniversaire de la chute de la royauté. Cette fête ne pouvait manquer d'exciter encore davantage les passions des deux partis. Sieyès, comme président du Directoire, dut prononcer le discours d'usage. Tout en exaltant la liberté républicaine, il exhorta à ne pas la laisser troubler une fois de plus par les haines de partis et par la terreur.

(1) On visait surtout ici la loi du 22 floréal an VI sur les scissions, loi dont l'abrogation aurait eu pour conséquence l'expulsion des députés élus alors.

(2) Les anciens Directeurs, Schérer, Ramel, etc.

« Nous savons, dit-il, que ses faux amis, qui relèvent si bruyamment la tête aujourd'hui, ne songent qu'à s'emparer encore une fois du gouvernement; mais vous savez, Français, comment ils gouvernent. » A la même heure, un certain Giraux parlait aux Jacobins, et arrivait à cette conclusion énergique : « Si la puissance des criminels entrave la justice des lois, il reste aux patriotes le souvenir du 10 août, de l'administration populaire et de la justice des canons. » Après un aussi évident appel à la révolte, le gouvernement ne crut pas devoir hésiter plus longtemps; malgré la vive opposition des Directeurs Gohier et Moulins (ces deux hommes honorables persistaient à dire puérilement qu'il fallait que tous les bons citoyens entrassent au club pour empêcher de tels débordements), Fouché fit défendre le 13 août les réunions du club, et en fit fermer le local. Lorsque les agents de la police se présentèrent pour exécuter cet ordre, les Jacobins venaient de mettre le sceau à leurs actes en sommant le Corps législatif de déclarer la patrie en danger, comme l'Assemblée nationale l'avait fait en 1792.

Il est bien vrai que la situation de la République se présentait alors sous un jour peu réjouissant. La guerre extérieure était bien suspendue pour le moment; c'était l'époque où Suworoff attendait la chute de Mantoue et l'archiduc l'arrivée de Korssakoff; mais l'état intérieur du pays devenait chaque jour plus critique. La détresse financière augmentait incessamment; pas plus que Ramel, Robert Lindet ne pouvait faire jaillir du sol épuisé de nouvelles sources de richesse. L'emprunt forcé, dont on avait fait tant de bruit, ne rapportait encore presque rien; tous les imposés formaient une demande en deuxième instance, et, lorsque cet appel était rejeté, les exécuteurs trouvaient des bourses vides ou recevaient des bons de rente et de réquisitions qui n'avaient aucune valeur pour le Trésor. Sieyès était ici tout aussi embarrassé que ses incapables collègues; de quelque côté qu'il se tournât, le résultat était également lamentable. Le député Lebrun, qui avait acquis l'expérience pratique des finances sous l'ancien régime, lui déclara que, bien qu'il eût parlé pour l'emprunt comme rapporteur de la commission, il avait voté contre le lendemain. On offrit la direction des finances à Gaudin, un autre membre des Cinq-Cents, qui avait le même passé que Lebrun; mais il refusa en déclarant que toute tentative de salut était vaine, avec le relâchement et le désordre

qui régnaient dans l'administration (1). Le gouvernement vivait donc au jour le jour, grâce aux rares impôts qui rentraient à grand'peine. Si le ministre donnait des bons sur leur produit, il fallait qu'il accordât un escompte de 30 à 50 pour 100; il s'adressa à quelques banquiers de Paris, et les pria de relever le crédit de ce papier par leur signature; mais nul ne voulut se charger isolément d'une affaire aussi dangereuse. Enfin, sur les instances de Lindet, il se forma une société ou syndicat qui consentit à couvrir l'État par sa signature; les bons du syndicat ne subirent plus, pendant quelque temps, que l'escompte habituel, et Lindet eut la satisfaction de pouvoir en émettre pour trente millions. Mais, à peine la véritable nature en fut-elle connue à la Bourse, que la méfiance générale envers le gouvernement se manifesta d'une manière vraiment brutale. Les bons subirent alors un escompte de près d'un et demi pour 100 par jour, ou de 23 pour 100 à dix-huit jours de terme. Le discrédit de l'État était sans bornes.

Il n'était pas étonnant que les ennemis du dehors relevassent la tête avec une nouvelle ardeur et un courage toujours croissant. Les royalistes, si souvent vaincus, se montraient plus forts et plus hardis qu'ils ne l'avaient encore été depuis les jours néfastes de la grande Vendée. Le Directoire avait bien raison, lorsqu'il disait aux Conseils dans un message rempli de plaintes : « Ce ne sont plus des bandes, c'est la guerre civile. » Dès que Bernadotte eut envoyé au dehors une partie considérable des troupes de ligne retenues à l'intérieur, celles de l'ouest sur le Rhin, celles du sud en Ligurie, les bandes royalistes devinrent des armées, que l'Angleterre pourvoyait incessamment d'argent, d'armes et d'officiers émigrés. Dans le midi, les insurgés de toute la région se réunirent au nombre de seize mille dans le département de la Haute-Garonne; partagés en trois colonnes, ils occupèrent plusieurs petites villes, battirent les gardes nationales qui voulaient leur résister, et menacèrent même l'importante place de Toulouse. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs semaines que le général Aubugeois, avec un détachement de troupes de ligne réunies en hâte, parvint à arrêter les progrès du soulèvement, sans pouvoir toutefois assurer le repos du pays. Dans l'ouest, tous les départements,

(1) V. vol. IV, p. 49.

depuis la Loire jusqu'à la frontière belge, étaient troublés par la petite guerre des Chouans; les relations postales avec Paris étaient interrompues; les gardes nationales et les troupes de ligne étaient tenues perpétuellement en haleine par d'incessantes surprises. Pour tout remède, les gouvernants républicains ne pouvaient que faire appel à l'ardeur belliqueuse des républicains des villes, et soumettre les pays rebelles à la loi des otages. Mais tout enthousiasme avait disparu chez les patriotes, et la tyrannie de la loi des otages ne faisait qu'accroître l'irritation des royalistes.

De telles nouvelles ne pouvaient manquer d'influer puissamment sur les délibérations des Conseils. Les Jacobins étaient furieux de ce que le gouvernement ne voulait pas déployer une énergie semblable à celle du sanglant Comité de Salut public, procéder à des levées en masse, à l'emprisonnement de tous les suspects, à l'anéantissement de tous les ennemis de la liberté. Le 15 août, Chameau déclara aux Cinq-Cents que la République était dans le plus grand danger, et qu'il fallait que le peuple se soulevât comme au 14 juillet et au 10 août; puis il demanda qu'une commission fût chargée de proposer des mesures pour le rétablissement de l'ordre. Les modérés, voyant là un premier pas vers la formation d'un Comité de Salut public, s'élevèrent avec énergie contre cette motion. « A quoi bon, s'écria Chollet, rappeler l'attaque de la Bastille? Nous avons un gouvernement constitutionnel, et nous ne voulons pas des mesures d'une dictature extraordinaire. » Un long tumulte envahit alors l'Assemblée, et l'on vit à cette occasion combien la majorité y était peu forte et peu assurée. Chasseriaux entraîna d'abord le Conseil par un discours fulminant, et la formation d'une commission de sept membres fut décidée; mais ensuite les modérés obtinrent que ces sept membres seraient nommés non par le président, alors un ardent Jacobin, mais par toute l'Assemblée, et ils réussirent à y faire appeler quatre amis du gouvernement et seulement trois Jacobins. Cette commission présenta un projet retentissant dans la forme, mais d'une complète insignifiance pratique; son seul désir, du reste, était d'être oubliée le plus vite possible.

Le parti modéré profita sans tarder de l'avantage qu'il avait remporté en repoussant ainsi l'attaque des Jacobins; après une longue suite de séances secrètes, il obtint, le 19 août, que les anciens Directeurs ne seraient pas mis en accusation. La fureur

des Jacobins fut alors sans bornes; leurs journaux débordèrent d'injures contre Sieyès, Barras et Fouché, ces royalistes odieux et éhontés, ces traîtres au pays, qui voulaient livrer la Hollande et les provinces rhénanes pour obtenir l'alliance du tyran prussien. Là-dessus le Directoire demanda aux Cinq-Cents, le 21 août, une loi sur la presse avec de sévères dispositions pénales, attendu, disait-il, que nul gouvernement ne pouvait se soutenir quand ses chefs étaient exposés à des insultes journalières. Mais ici, comme jadis à la Convention, il existait un centre mou et irrésolu qui reculait devant toute mesure énergique, qu'elle fût pour ou contre le gouvernement; il avait déjà considéré la fermeture du club comme très grave, et il ne voyait pas sans un muet effroi le musellement de la très sainte liberté de la presse. Réuni aux Jacobins, il leur assura la majorité, et le message du Directoire fut enterré dans les cartons de la commission. En présence de cette inertie des Conseils, Sieyès et Fouché résolurent d'agir de leur autorité privée. Le formidable arsenal de la législation révolutionnaire offrait facilement des motifs ou au moins des prétextes pour toute espèce de mesure de police; le Directoire annonça donc aux Conseils, le 29 août, qu'en vertu de la loi de fructidor soixante-six journalistes avaient été déportés à l'île d'Oléron; puis, le 2 septembre, qu'en vertu de l'article 144 de la Constitution les rédacteurs de huit journaux dangereux pour la République avaient été arrêtés, et leurs presses mises sous les scellés. Là-dessus, tempête furieuse aux Cinq-Cents. Briot, qui peu de jours auparavant avait attaqué sans ménagement la politique extérieure de l'ancien gouvernement, qui avait taxé de grossière stupidité la déclaration de guerre à l'Autriche en 1792, qui avait déclaré que la cession de la Vénétie à l'Empereur était un grand malheur et l'expédition d'Égypte une violation impie du droit des gens, Briot flétrit alors en termes encore plus vifs les actes intérieurs du Directoire. Cette persécution dirigée contre les journaux était, dit-il, une tyrannie illégale et révoltante; ce Directoire de malheur méditait un coup d'État; Sieyès avait une nouvelle constitution dans une poche, et, dans l'autre, un traité d'alliance tout aussi honteux; il fallait que le peuple entier se soulevât et sauvât la République par ses propres forces. Il demanda donc que la commission présentât avant trois jours un rapport sur le fatal message; mais il lui arriva alors ce qui était arrivé trois

jours auparavant aux amis du Directoire. Le même groupe conciliant qui n'avait pas voulu mettre de bornes à la liberté de la presse ne voulut pas davantage entendre parler d'actes révolutionnaires hostiles au gouvernement, et le second rapport eut le même sort que le premier.

C'était une triste preuve de la lassitude générale et du manque absolu de forces agissantes, que cette double confirmation du fait que la position la plus forte est celle de celui qui résiste. Les Jacobins l'avaient éprouvé lorsqu'ils avaient produit leur plan de dictature révolutionnaire, le gouvernement l'éprouva à son tour lorsqu'il réclama les mesures financières les plus légitimes. Les Jacobins étaient tout aussi décidés que l'avaient été les monarchistes en 1797 à ne pas faire la plus petite concession à un Directoire détesté, et à répondre à tout aveu de déficit par une accusation de désordre, de dilapidation, d'escroquerie. Ils étaient sûrs, dans cette question, d'avoir pour eux tous les esprits craintifs, qui redoutaient les nouveaux impôts autant que les coups d'État et les barricades. Le gouvernement demandait en tout 800 millions pour la prochaine année financière (de l'automne de 1799 à l'automne de 1800); mais le rapporteur des Cinq-Cents exprima la conviction que 600 suffiraient avec une bonne administration, et donneraient même un excédent considérable, pour peu que les circonstances fussent favorables. Sur ce terrain, les sentiments démocratiques du ministre de la guerre Bernadotte ne lui procurèrent pas le plus petit avantage : la Chambre, malgré tous les dangers de la guerre, rejeta un bon tiers de ses demandes. Une tentative timide dans le sens du gouvernement, faite le 23 août par Creuzé-Latouche pour obtenir une réforme du système des impôts, fut repoussée d'une manière plus péremptoire encore. Creuzé-Latouche exposa que, par suite de la dépréciation des terres et du taux élevé de l'intérêt, on devait s'attendre de nouveau à un déficit notable dans le produit de l'impôt foncier, déficit déjà considérablement augmenté par la loi sur l'emprunt forcé; que, lorsque l'emprunt avait été décrété, les arriérés de l'impôt foncier s'élevaient à cent dix-sept millions, tandis que les frais d'exécution étaient annuellement de cinquante-deux millions, c'est-à-dire d'un bon quart du produit total de l'impôt; qu'il était évident d'après cela que le produit de tout impôt avait une limite infranchissable,

laquelle pouvait se caractériser par ce simple mot : le possible; qu'il était indispensable de créer pour l'année suivante de nouvelles ressources, de telle nature qu'elles n'obérassent pas la terre davantage. Et il demanda que ces pensées fussent soumises à la commisison.

Mais il ne devait pas rester une seule minute dans le doute sur les dispositions de la majorité. « Quoi! lui cria Delbrel, plus d'impôts fonciers? De nouveaux impôts indirects donc? L'impôt sur le sel, depuis longtemps condamné? » Quirot dit simplement : « En avouant la nécessité de nouveaux impôts, nous justifierions les Directeurs que nous avons renversés le 30 prairial ; notre commission nous a démontré qu'il ne peut pas être question de déficit; il est tout à fait superflu de la tourmenter par les soucis imaginaires de Creuzé-Latouche. » Cet avis prévalut, et la motion fut écartée par l'ordre du jour pur et simple.

Le Conseil des Cinq-Cents ne changea pas d'attitude lorsqu'arriva, trois jours plus tard, la nouvelle de la mort de Joubert et de la bataille de Novi, bien qu'il fût évident que de nouveaux armements étaient nécessaires. Le seul résultat qui se produisit pour le moment fut que l'on prêcha plus que jamais l'ordre et l'économie au Directoire, que l'on remit sur le tapis les fraudes des fournisseurs, et que le 9 septembre, après une discussion remplie de dénonciations de toute sorte, on décida qu'à l'avenir le Directoire rendrait compte chaque mois au Corps législatif de ses traités avec les fournisseurs et de leur exécution. « Ces sangsues, disaient les Jacobins, devraient restituer plusieurs millions à la République. » L'observateur éprouve aujourd'hui une singulière impression en voyant deux demandes également légitimes et si étroitement liées, concession des recettes nécessaires et règlement des dépenses consenties, ainsi séparées et opposées l'une à l'autre par les deux partis. Quelque fatiguée de querelles intérieures que fût la nation, quelque vivement qu'elle désirât l'ordre nécessaire au bien public, la haine des partis l'emportait encore aux Cinq-Cents; il n'était pas étonnant que la nation se séparât d'eux chaque jour davantage.

Le 10 septembre, les Conseils reçurent la nouvelle du débarquement anglo-russe en Hollande, et de la perte de toute la flotte batave. Ici le danger parut bien plus pressant que lorsqu'il s'était agi d'une défaite au delà des Apennins. Un député belge venait

précisément de dépeindre sous de vives couleurs la domination arbitraire exercée dans sa patrie par les employés français, et le profond mécontentement inspiré à ses concitoyens par le gouvernement parisien : qui pouvait répondre que, si les alliés s'avançaient vers le sud, à travers la Hollande, toute la Belgique ne prendrait pas feu d'un seul coup, ce qui livrerait la vieille frontière française aux ennemis? Le gouvernement réunit en hâte tout ce qu'il put trouver de troupes disponibles afin de renforcer Brune; il n'hésita même pas à en prendre parmi les brigades qui combattaient les Chouans. Mais d'autres idées remplissaient l'esprit des Jacobins. Le moment, pensaient-ils, était maintenant ou jamais favorable à leurs plans. Sur quoi, si ce n'est sur l'attaque de l'étranger, leurs grands maîtres de 1792 s'étaient-ils fondés pour prendre leurs mesures révolutionnaires, et, ce qui était le point capital, pour mettre les masses populaires en ébullition? C'était maintenant ou jamais qu'il fallait faire agir tous les leviers, remplir les esprits de colère et de crainte, ébranler le cœur du peuple dans ses profondeurs les plus intimes.

Aussitôt donc après la lecture du fatal message, Briot se leva pour fulminer, à l'instar de 1792, contre la trahison qui seule pouvait expliquer une semblable défaite. Il réclama les mesures les plus promptes et les plus énergiques. « Qu'a produit jusqu'ici, s'écria-t-il, cette commission des Sept, instituée avec tant de pompe? De belles paroles, mais pas un acte. » Le torrent des accusations eut alors son cours; Briot demanda que le Directoire fût tenu de présenter avant trois jours un rapport sur la situation du pays, et qu'avant trois jours aussi la commission des Sept proposât des mesures énergiques. La majorité, excitée comme l'orateur lui-même, adopta ses propositions.

Cependant ni Sieyès ni la commission ne se montraient très disposés à s'engager sur la voie indiquée par Briot. Les Jacobins résolurent alors d'agir par eux-mêmes, et Jourdan, le 13 septembre, se chargea de présenter la motion décisive. Le vainqueur de Fleurus, bien que calme et modéré par nature, s'était élevé, nous le savons, durant les plus mauvais jours de la Terreur, et il s'était habitué à considérer comme naturelles et légitimes des idées qui, en toute autre circonstance, eussent été pour lui le contraire de la modération. Depuis lors, bien des choses avaient irrité

ses nerfs et troublé la sagesse de ses réflexions. Sa force intellectuelle n'était pas en rapport avec la haute situation à laquelle l'avait porté la vague révolutionnaire; il avait repoussé les Autrichiens de la Belgique en 1794, alors qu'ils quittaient d'eux-mêmes ce pays; il avait ensuite été complètement défait par Clerfayt en 1795 et par l'archiduc en 1796, sans que son amour-propre en éprouvât le moindre trouble, car il savait trouver des prétextes pour rejeter la faute de ses malheurs sur les gouvernants parisiens. Ce fut bien pis encore pour les échecs de la dernière campagne. Il était revenu en hâte à Paris pour renverser un Directoire incapable, et il avait vaillamment aidé ses amis jacobins à assurer le triomphe du 30 prairial; mais ensuite, pendant que ses camarades devenaient l'un ministre de la guerre, l'autre général de l'armée des Alpes, le troisième général de l'armée d'Italie, lui seul était resté les mains vides, et s'était vu condamner à une honteuse inaction par Sieyès et Barras. Dès lors, son mécontentement ne connut plus de bornes; il se jeta dans l'extrême gauche, dans les bas-fonds les plus infimes de la démagogie parisienne, qu'il considérait comme auguste à cause de sa prétendue énergie. C'est dans cet esprit qu'il vint demander aux Cinq-Cents de déclarer solennellement que la patrie était en danger.

Nous nous rappelons les faits analogues de juillet 1792. La Gironde, qui voulait renverser le trône de Louis XVI grâce à une accusation publique de trahison envers la patrie dirigée contre le roi, avait obtenu alors que ces mots effrayants : La patrie est en danger! fussent proclamés au son de la trompette dans les rues de chaque commune. A dater de ce moment, toutes les autorités avaient été en permanence, toutes les gardes nationales sous les armes, toutes les armées sous la surveillance de commissaires de l'Assemblée nationale. Cela avait été le signal non seulement de la résistance aux Allemands, mais encore, et surtout, de l'excitation des masses populaires, de poursuites contre les traîtres au pays, de la dictature de l'Assemblée. La motion de Jourdan tendait au même but; c'est ce que comprirent amis et ennemis, et ce fut ainsi que la présenta son auteur lui-même. Il commença par accuser les anciens Directeurs de trahison envers le pays, en raison de leur conduite en Italie, en Hollande et dans l'Helvétie « jadis si heureuse ». Puis il en vint à la triste situation du pays,

au soulèvement des royalistes, à l'oppression des vrais républicains. « Sortez de votre sommeil de mort, cria-t-il à ceux-ci ; rien ne peut nous sauver que le châtiment des traîtres et des coupeurs de bourses, le renversement des ennemis de la liberté, l'ardeur des patriotes. A toutes les excellentes motions de ces derniers, continua le général, on a toujours répondu par un cri de guerre contre les Jacobins. Dans leurs demandes de châtiment contre les concussions, on a vu une tentative pour relever les échafauds de 1793 ; dans leur désir d'avoir une administration ferme et régulière, une tendance vers un gouvernement révolutionnaire ; dans leurs accusations de conspiration royaliste, une tentative pour renverser la constitution. Et le ministre de la police les poursuit, et le Conseil des Anciens sonne la cloche d'alarme de la réaction. Maudit soit ce système de bascule qui fait que le Directoire résiste alternativement aux ennemis et aux amis de la liberté. C'est avec ces derniers seuls qu'il doit faire cause commune ; il faut mettre un terme à la calomnie, qui accuse quelques députés de vouloir ramener la Convention et la Terreur. Unissez-vous de nouveau aux républicains énergiques, donnez-leur les emplois, accordez une entière liberté aux clubs et à la presse, et toute la France se lèvera, et l'on verra affluer les dons patriotiques. La misère et le déficit disparaîtront, la coalition des rois tombera en poussière devant la République rayonnante de victoires. »

Ce discours causa une émotion immense dans l'Assemblée. Le parti modéré comprenait très bien que la motion allait droit au cœur de la situation, et que l'avenir de la France dépendait de l'issue de cette discussion. Il mit toutes ses forces en œuvre pour repousser cette grande attaque. Lucien Bonaparte produisit un effet considérable en avouant sans détour la misère de l'État, et en tirant ensuite de cet aveu, avec une irréfutable logique, la conclusion que le secours et le salut ne pouvaient être assurés que par l'accroissement du pouvoir gouvernemental. « Il n'y a pas à hésiter, cria-t-il aux Jacobins : il faut ou que vous donniez des attributions plus étendues au Directoire, ou que vous le renversiez pour mettre un autre gouvernement à sa place ; si vous persistez à lui refuser les moyens d'agir, toutes vos protestations de fidélité à la constitution ne sont qu'une vaine raillerie. » Ainsi parlèrent aussi Chénier et Daunou, dont les sentiments républicains ne pouvaient être

révoqués en doute; l'opposition, de son côté, donna libre cours à sa passion bruyante; enfin la fatigue de l'Assemblée fit remettre le débat au lendemain.

Pendant ce temps, les Directeurs menacés ne restaient pas inactifs. Ils avaient déjà prévu, en nommant Fouché et Lefebvre, le cas d'une explosion violente; ils décidèrent encore un changement sur un point non moins important, le ministère de la guerre. Nous avons vu plus haut avec quelle énergie Masséna s'était élevé contre les capacités techniques de Bernadotte, et avait déclaré qu'il ne resterait à son poste que si ce dernier était destitué. Le Directoire avait hésité un instant entre les deux généraux; mais, en présence de cette nouvelle attaque des Jacobins, Sieyès jugea convenable de relever ouvertement le gant, de décourager ses adversaires par un redoublement de fermeté, et surtout de ne pas laisser plus longtemps à un Jacobin la direction de l'administration de la guerre. Sans rien laisser deviner à Bernadotte, ce prêtre rusé l'engagea dans un entretien au cours duquel le général sans défiance exprima le désir de rentrer bientôt dans le service actif, et de se retrouver à la tête d'une armée; là-dessus, Sieyès profita, le 14 août, d'une absence accidentelle de Gohier et de Moulins, pour adresser à Bernadotte, de concert avec Barras et Ducos, une lettre par laquelle il lui était dit que le Directoire accédait à son vœu de quitter le ministère de la guerre pour prendre le commandement d'une armée. Bernadotte répondit avec colère : « Vous acceptez une démission que je n'ai pas donnée, » et il publia cette correspondance édifiante, tandis que Gohier et Moulins, non moins irrités, faisaient en pompe et officiellement leur visite de condoléance au ministre congédié. La division des partis n'était pas moins accusée à la tête du gouvernement qu'au Corps législatif.

La nouvelle de cet événement ne contribua pas à donner le 14 une teinte plus douce à la discussion sur la motion de Jourdan. Frison l'ouvrit en annonçant que toutes les forteresses de la Belgique étaient sans défense, ce qui était une preuve manifeste de la trahison du gouvernement. D'autre part, Curée exprima la crainte que l'adoption de la motion ne causât un trouble général, et demanda à Jourdan s'il était bien prudent, à la veille d'une bataille, de déclarer aux troupes qu'elles étaient dans une situation dangereuse. Jourdan se défendit vivement contre une telle offense; mais

en réalité, tout ce qu'il sut répondre, c'est que lui et ses amis étaient bien loin de vouloir renverser le gouvernement, sur quoi Thiessé occasionna un long tumulte et s'attira un rappel à l'ordre en disant qu'il avait confiance en cette assurance pour lui et pour beaucoup de ses amis (cris furieux : « Pourquoi pas pour tous? »). Après un échange d'explications, un long discours de Boulay de la Meurthe trancha la question. Boulay déclara d'abord qu'il fallait avant tout triompher des ennemis du dehors, et que la motion de Jourdan n'amènerait pas une seule recrue aux armées; puis il lança aux Jacobins le reproche écrasant d'avoir précisément donné naissance à la coalition par leur politique et par leurs prétentions exagérées. Pour que la coalition déposât les armes, dit-il, il fallait seulement que la France déclarât qu'elle voulait être indépendante et entendait respecter l'indépendance de tous les autres peuples. Rien ne saurait être plus remarquable que ces aveux pour l'étude historique de la Révolution. Quelques jours auparavant, nous avons entendu le Jacobin Briot condamner sans détour la politique offensive des Girondins; maintenant c'est Boulay qui, au nom de la droite, lance le même verdict contre les Jacobins du temps directorial; instruits par le malheur, tous les partis de l'Assemblée étaient donc unanimes à reconnaître que ce n'étaient pas les puissances étrangères, mais la Révolution, qui avaient troublé la paix de l'Europe et fait tant de mal à la France elle-même. Boulay parla ensuite tout aussi librement de la politique extérieure de 1792, dans laquelle la déclaration du danger de la patrie avait tenu une si grande place. Il prouva, d'après les écrits de Brissot et les discours de Vergniaud, que le véritable but de cette mesure avait été le renversement du trône beaucoup plus que la défense contre l'ennemi extérieur, et il en vint à cette conclusion : « Si vous renouvelez aujourd'hui cette déclaration, le peuple français n'y verra qu'une chose, c'est que le gouvernement doit être renversé. » Ce qui prouve combien les Jacobins alors se sentaient déjà réduits à la défensive, c'est que Lamarque, un de leurs chefs, cria qu'il n'avait jamais songé en 1792 à la chute de la monarchie; sur quoi la droite répondit ironiquement : « On s'en est assez souvent vanté, » et quelques députés modérés déclarèrent qu'en 1792 ils avaient voulu, en effet, renverser le trône.

En ce moment arriva à la Chambre, au grand émoi des Jacobins,

la première nouvelle de la destitution de Bernadotte. « Pendant que nous bavardons, Bernadotte est chassé, » s'écria Levallois. Jourdan prit encore une fois la parole : « Le patriote Bernadotte est destitué! (Interruptions : Qu'est-ce que cela nous fait?) Si cela indique le commencement d'un coup d'État, jurons que la mort seule nous empêchera de faire notre devoir. Je demande la permanence de la séance. » Ces paroles provoquèrent un effroyable tumulte. Pendant longtemps nul orateur ne put parvenir à se faire entendre au milieu des cris et des querelles. Enfin Garrau parut à la tribune et cria d'une voix retentissante : « Vigoureux républicains, réfugiez-vous, si l'on vous persécute, sous la protection des lois; si celles-ci ne vous défendent pas, eh bien, vous avez des bras et des épées. » Un nouveau tumulte l'empêcha de continuer, et Lucien Bonaparte s'écria : « Rappelez-vous donc que vous avez une loi qui prononce le bannissement de quiconque ose porter la main sur la représentation nationale : personne ne songe à un coup d'État. » Enfin on en vint au vote, et la motion de Jourdan fut rejetée à une majorité de 245 voix contre 171.

La défaite des Jacobins était complète. Leurs amis du Directoire s'étaient montrés impuissants, la destitution de Bernadotte s'était accomplie sans difficulté, et son successeur, Dubois-Crancé, quelque ardent montagnard qu'il eût été jadis, se garda bien de heurter le gouvernement par ses tendances jacobines. L'hostilité du Conseil des Anciens contre ce parti était depuis longtemps chose déclarée, et maintenant son attitude violente venait aussi de lui aliéner, au Conseil des Cinq-Cents, les membres flottants dont la complaisance jusque-là lui avait si souvent assuré la majorité. L'impression produite dans le pays lui fut encore plus funeste. Il avait osé rappeler, non la domination de Robespierre à la vérité, mais les premiers préludes de la Terreur, et tout ce qui, même de loin, évoquait ces souvenirs, faisait tressaillir, semblable à un courant électrique, les nerfs de millions d'individus. Le plus humiliant pour ce parti était de découvrir que, depuis l'époque de Babœuf, la classe ouvrière elle-même s'était détournée de lui. En effet, la Terreur et ses suites avaient amplement prouvé à la population pauvre que nul ne se ressent plus vite et plus sensiblement de la diminution du bien-être public que l'ouvrier qui ne vit que du produit de son travail journalier. L'emprunt forcé venait encore de rappeler cette

vérité aux petites gens de la manière la plus douloureuse. Les dispositions sévères de la loi, en vertu desquelles nul citoyen aisé ne voyait ses biens à l'abri d'une saisie, avaient répandu une terreur panique dans tout le pays, et avaient eu pour conséquences la disparition de tout luxe, l'ajournement de tout achat, la mise en lieu sûr de tout ce que l'on possédait. De là avait résulté une stagnation générale dans le commerce; les fabricants ne recevaient plus de commandes, les marchands attendaient en vain des pratiques; la grande majorité des ouvriers était sans travail et sans pain. Les malheureux maudissaient les auteurs de leur misère; on vit se produire ce fait sans exemple qu'à Lyon les ouvriers des fabriques, non passibles de l'impôt, se déclarèrent en masse prêts à y contribuer volontairement, pour décharger leurs patrons et les engager à reprendre la fabrication interrompue. Les mêmes idées régnaient à Paris; même sans la fermeture du club, les Jacobins n'auraient plus osé, comme en juin, troubler le repos des rues par leurs bruyantes promenades, et menacer dans les auberges ceux qui ne partageaient pas leurs opinions politiques. Le peuple en blouses bleues les aurait mis à mort. C'en était fait pour longtemps en France du danger d'une révolution jacobine.

Vers la fin de septembre, nous le savons, les soucis causés par la guerre extérieure commencèrent aussi à diminuer. Paris reçut la nouvelle du succès remporté par Brune près de Bergen, puis, bientôt après, celle de l'importante victoire de Masséna à Zurich; et enfin, une semaine plus tard, celle des brillants combats livrés aux Turcs par Bonaparte. On recommença à un peu respirer; on vit que l'on avait devant soi le temps de se reconnaître, que Paris n'avait plus à craindre ni les folles tentatives des incorrigibles démagogues, ni l'arrivée de Suworoff et de ses Cosaques. Néanmoins Sieyès et ses collègues restaient convaincus que la situation était déplorable, et que nulle amélioration radicale n'était possible sous le règne de la constitution actuelle. Telle était aussi l'opinion des neuf dixièmes de la population, autant du moins que les orages de la Révolution avaient laissé une opinion positive aux citoyens, à côté du profond sentiment de tristesse et de désespoir qui dominait chez eux. Le pays n'avait qu'un désir, celui du rétablissement de l'ordre, d'un gouvernement fort, de la sécurité des personnes et des propriétés, du commerce et des communica-

tions. Les hommes qui étaient à la tête des affaires n'avaient pas d'autre pensée lorsqu'ils disaient : « Ce qui nous manque, c'est un gouvernement fort; » mais nul n'osait tenter de l'établir au mépris de la liberté tant vantée. « Au lieu de tous ces bavards, nous aurions besoin d'une tête et d'une épée, » disait Sieyès. Peu de temps auparavant, Moreau, auquel on songeait à confier le commandement en chef de l'armée des Alpes, avait été appelé à Paris. Les victoires de Masséna avaient, pour le moment, fait abandonner ce projet; mais Sieyès sonda le général pour savoir si, pour sauver le pays, il voudrait s'emparer de la Dictature. Moreau, toujours irrésolu et circonspect, déclina une telle responsabilité. Là-dessus, Sieyès décida les frères de Bonaparte à envoyer en Égypte un Grec habile, nommé Bourbaki, afin de presser le retour de Bonaparte (1). En attendant, l'avenir restait sombre, et le présent devenait intolérable à tous égards, s'il ne survenait bientôt un événement libérateur. Malgré les dernières victoires remportées au dehors, la grande République était sur le point de mourir de faiblesse et d'épuisement.

Nous avons vu plus haut (2) dans quelle triste situation se trouvaient tous les services publics depuis que la constitution directoriale avait commencé à être mise en vigueur, comment tous les intérêts matériels étaient méconnus, toute sollicitude pour la culture des esprits avait disparu, dans quelle condition déplorable languissaient l'agriculture, l'industrie et le commerce, combien étaient relâchées l'administration des communes, la solidité des liens de famille, la sécurité légale du citoyen français. Nous pourrions maintenant caractériser par un seul mot la situation dans laquelle on se trouvait en 1799 : pas un de tous les maux créés par la première génération de Jacobins n'avait été guéri, pas un de leurs crimes n'avait été réparé par leurs successeurs. Nous avons sous les yeux une longue suite de rapports officiels rédigés un an après l'adoption d'un nouveau système, c'est-à-dire lorsqu'un laps de temps considérable avait déjà permis d'améliorer la situation (3). Tous offrent l'effrayant tableau d'une

(1) Joseph Bonaparte dit expressément dans ses mémoires que l'envoi n'eut lieu qu'après la bataille de Zurich. Miot de Mélito le dit également, I, 240. Napoléon avait alors quitté l'Égypte depuis longtemps.
(2) Vol. IV, p. 1 et s.
(3) Rocquain, *l'État de la France au 18 brumaire*.

misère immense et générale. Parmi les observateurs se trouvent de vieux Jacobins, des républicains modérés, d'anciennes victimes du 18 fructidor, c'est-à-dire des représentants de toutes les nuances politiques alors existantes. Ils parcourent la République, les pentes des Alpes et des Pyrénées, les plaines de la Picardie et du bas Rhin, les bords de l'Océan et de la Méditerranée ; ils adressent leurs rapports à un gouvernement qui n'appartient lui-même à aucun de ces partis, et qui demande de ses organes, avec une inflexible sévérité, des observations minutieuses et de consciencieux renseignements : partout la faim et la douleur, la ruine et la dévastation, le désordre et l'incurie ; partout aussi la morne indifférence de la population pour les mots, devenus un vain son, par lesquels une nation désigne d'habitude les plus grands trésors moraux, la gloire, la liberté, l'amour de la patrie. Plus d'autre désir chez les citoyens que celui de vivre, de mener une existence tranquille et assurée, de pouvoir de nouveau considérer comme à eux leur maison, leur champ, les fruits de leur travail, d'avoir une école pour leurs enfants, une église pour la consolation de leur conscience. Celui qui pourrait rendre au peuple ces biens élémentaires, eût-il beau demander des impôts et des hommes, ou même le sacrifice de tous les droits politiques, était assuré d'être salué comme un sauveur par des millions d'individus.

Si nous entrons dans les détails de l'existence, nous voyons que la proscription des émigrés et la poursuite des prêtres étaient toujours la loi du pays, et que, par là, la sécurité personnelle des citoyens était livrée à l'arbitraire du pouvoir. Le Code civil n'existait pas encore, la sainteté du mariage n'était pas rétablie, la liberté des testaments n'était pas reconnue. Nous avons eu fréquemment déjà l'occasion de voir quelles charges pesaient sur la propriété foncière ; ces rapports citent de nombreux départements dans lesquels une perception à la fois molle et irrégulière prenait à l'un un douzième, à l'autre les trois quarts de son revenu ; dans bien des cas même, l'impôt dépassait le revenu, et le propriétaire abandonnait ses terres au percepteur, afin qu'il en tirât lui-même de quoi satisfaire ses exigences. L'industrie était toujours bien au-dessous du degré de développement qu'elle avait atteint en 1788. A Lyon, quatre mille métiers travaillaient, au lieu des neuf mille d'autrefois. Les papeteries de la Charente étaient diminuées de moitié ;

les fabriques de drap de l'Eure, les manufactures de toile de la Bretagne, les métiers à dentelle de Valenciennes et de la Normandie n'existaient plus. Les métiers à tisser de l'Aube, dont le produit naguère était évalué à près de 10 millions, ne rapportaient plus que le tiers de cette somme, et tout était triste à l'avenant. Par une conséquence inévitable, le commerce était tombé aussi bas que l'industrie. La guerre avec l'Angleterre avait fermé les mers et arrêté les relations avec les colonies, ce qui plaçait les villes des côtes dans la plus lamentable situation. Marseille avait eu avant la Révolution une exportation annuelle de 80 millions au moins, et de 66 encore en 1791; dix ans plus tard, François de Nantes déclarait que cette ville ne faisait plus en un an autant d'affaires que jadis en quinze jours. Sur les côtes de la Bretagne, de la Normandie et du département du Nord, la navigation et la pêche, qui formaient l'unique ressource de la moitié de la population, étaient ruinées; un tiers des habitants vivaient des aumônes des deux autres; les pêcheurs et les marins erraient oisifs par centaines dans les ports, en mendiant et en jurant. De plus, ces provinces voyaient leur existence même mise en question par suite de la longue interruption que la misère de l'État avait imposée dans les travaux des digues et des côtes. Les ports s'ensablaient, les canaux devenaient impraticables, les rives basses des fleuves se changeaient en marais. La moitié de la Flandre tremblait au moindre vent d'ouest, et se demandait si la grande digue de Blankenberghe, dans son état de délabrement, résisterait encore à la fureur des flots. Dans l'intérieur du pays, les plaintes n'étaient pas moindres que sur les côtes. Là, le mauvais état toujours croissant des routes entravait toutes les relations. Des trous de plusieurs pieds de largeur et de profondeur n'étaient pas chose rare; dans les temps de pluie, de vastes espaces se transformaient en marécages. Souvent la poste abandonnait la grande route et s'en frayait une autre à travers les champs, au risque de s'embourber peut-être, mais non se rompre le cou. Le gouvernement manquait toujours d'argent pour l'entretien des routes, et nous avons vu combien il fallut de temps rien que pour prendre les premières dispositions en vue de l'établissement d'un péage. Un autre mal, qui avait pris de non moins grandes proportions et mettait obstacle à toutes les relations, était le brigandage qui infestait les routes. Cette plaie était

surtout terrible dans les pays où elle pouvait se confondre avec les luttes politiques. En Bretagne, des malfaiteurs de toute nature se réunissaient pour piller, aujourd'hui comme Chouans une caisse républicaine, et demain, comme colonne mobile, un gentilhomme royaliste. Malheureusement, l'absence d'autorité augmentait partout leur nombre. Les marins sans pain ne se faisaient pas longtemps prier pour faire œuvre de pirates sur la terre ferme; avec la désertion en masse des troupes de ligne, il y avait partout de jeunes garçons qui, ne se sentant plus en sûreté chez eux, cherchaient leurs moyens d'existence sur les grandes routes, à la lueur de la lune; et comme la pénurie du gouvernement forçait même les bataillons réguliers à vivre de réquisitions, souvent de petits détachements parcouraient le pays et le rançonnaient de leur autorité privée. Ce qu'il y avait de pire, c'est que des officiers et des généraux donnaient en cela un déplorable exemple, réquisitionnaient les caisses départementales sans pouvoirs légaux, leur demandaient de fortes sommes pour subvenir à des dépenses imaginaires, et professaient ouvertement cette doctrine que le monde appartient au plus habile. Un long état de guerre, et plus encore le règne de la Terreur, avaient amené une confusion complète dans les notions du mien et du tien. L'administration des forêts se plaignait de ce que, dans le Midi notamment, les citoyens considéraient les forêts de l'État comme la propriété de tous, et venaient par troupes, avec de longues suites de voitures, enlever le bois qui leur convenait. De telles façons d'agir rendaient naturellement la répression du brigandage très difficile. Soit indulgence indifférente, soit peur de la vengeance des bandits, les témoins refusaient leurs dépositions, les jurés ne prononçaient pas de verdicts condamnateurs, les juges hésitaient à appliquer les peines. Une fraction considérable de la nation vivait absolument hors de toute loi.

Si nous tournons nos regards vers l'administration des villes, nous la trouvons dans les mêmes tristes conditions. L'instruction était exactement au point où nous l'avons vue au début du gouvernement directorial : lois excellentes sur le papier, abandon absolue dans la réalité. Dans bon nombre de départements, les neuf dixièmes des habitants ne savaient ni lire ni écrire. A Paris, plus de vingt mille enfants, d'après la loi, auraient dû fréquenter

les écoles : il n'y en eut que onze cents en l'année 1797. Dans les départements, il n'était ouvert qu'une faible partie des écoles prescrites, et encore, quand elles étaient fréquentées, ne l'étaient-elles que bien irrégulièrement. On se plaignait généralement de l'ignorance, et souvent même de la grossièreté ou de l'ivrognerie des instituteurs. Les écoles centrales seules avaient acquis un peu plus de consistance, et, ce qui caractérisait tristement la tendance des esprits, c'est que généralement il n'y avait que les professeurs de sciences positives qui eussent des élèves, lesquels venaient se préparer à obtenir promptement dans l'industrie des places bien payées. L'étude de la philosophie, des langues, de l'histoire, était laissée de côté; toute culture intellectuelle disparaissait peu à peu. De même que les écoles, les hôpitaux étaient encore, en 1799, au même point qu'en 1795. La Révolution leur avait pris leurs biens, dont quelques-uns leur avaient été rendus; on leur avait accordé aussi de mesquines indemnités en argent; mais, en moyenne, il leur était à peine resté la moitié de leurs anciens revenus. Aussi la situation des malades et des vieillards y était-elle lamentable; ils avaient une nourriture à peine suffisante, des vêtements en lambeaux, des lits sales et misérables. Mais c'étaient les enfants trouvés qui formaient le point le plus noir de ce sombre tableau. Rien que leur nombre était un symptôme effrayant pour l'état social à cette époque. Il n'y avait pas à ce sujet d'état complet et officiel; mais, dans une foule de départements, leur chiffre était évalué à seize cents, deux mille, deux mille six cents, avec cette note effroyable que les neuf dixièmes d'entre eux mouraient faute de nourriture, et le calcul qu'une somme de 25 millions suffirait à peine à l'État pour payer seulement la moitié de l'arriéré des dépenses budgétaires. Pour se créer quelques ressources, plusieurs communes revenaient aux impôts indirects, jadis si follement abolis, et instituaient, selon l'expression d'alors, des octrois de bienfaisance. Mais ceux-ci, vu la pauvreté générale, ne produisaient pas toujours ce que l'on en attendait, ou bien la commune trouvait souvent que divers besoins étaient encore plus pressants que l'entretien des hôpitaux, lorsque la pluie, par exemple, traversant un toit délabré, inondait la salle des séances, ou lorsqu'un bâtiment national menaçait de s'écrouler faute d'avoir été réparé depuis sept ans, ou encore lorsqu'on découvrait, à l'approche des Chouans, que toutes les

armes de la garde nationale avaient été soustraites et vendues. Les anciennes plaintes sur l'incurie et l'incapacité de la plupart des employés municipaux et départementaux continuaient toujours. En bien des endroits, il est vrai, les Jacobins du 18 fructidor avaient été de nouveau chassés de leur poste après la réaction de l'année suivante; mais, comme la misère générale rendait le payement des traitements irrégulier et incomplet, on manqua bientôt de candidats pour les places jadis si ardemment briguées. On se réjouissait lorsqu'un citoyen aisé voulait bien en accepter une à titre honorifique, et l'on était satisfait ensuite de tout ce qu'il faisait ou ne faisait pas. Les choses n'allaient pas mieux pour les tribunaux. Il en était qui, n'ayant pas reçu un sou depuis dix-huit mois, suspendaient tout à fait leur action; à Paris même, la Cour de cassation exposa au Conseil des Cinq-Cents que ses membres, non payés depuis quatre mois, mouraient de faim. En un mot, les messages du nouveau Directoire disaient vrai lorsqu'ils prédisaient qu'à moins d'un prompt secours la dissolution générale était imminente.

Telle était, en fin de compte, la situation à laquelle les partisans de la liberté effrénée et de l'égalité forcée avaient réduit la France durant dix années de convulsions : Tout enthousiasme pour la République, tout respect de la loi, tout intérêt pour les affaires publiques avaient disparu; l'autorité était méprisée, l'amour du pays avait fait place à une paresseuse indifférence, les riches étaient devenus pauvres, et les pauvres misérables. Les seules traces de force vitale qui se rencontrassent encore chez le peuple français étaient, d'un côté, le noyau indestructible d'héroïsme et d'ambition qui existait toujours dans les armées, de l'autre, le sentiment religieux aiguisé encore par la persécution, qui, au milieu d'une misère infinie, réunissait dans tout le pays, au pied des autels, les riches et les pauvres, les savants et les ignorants. « Un usurpateur qui saurait exploiter ces sentiments, dit Boulay de la Meurthe, au grand émoi des Cinq-Cents, acquerrait une force inquiétante. »

LIVRE VIII

LE CONSULAT

Notre récit tire à sa fin. Nous avons étudié de près la Révolution; nous l'avons vue, par une puissante explosion, réduire en cendres le vieil État français, détruire la société française telle qu'elle existait alors, et chercher, par des moyens violents, à introduire en France d'abord, et ensuite dans tous les pays voisins, des mœurs et des idées absolument nouvelles.

Nous avons vu aussi comment cette tentative échoua en France et dans les États ses vassaux, comment l'arbitraire prit la place de la liberté, l'égalité celle de la justice : avec de telles bases, il ne pouvait y avoir d'alternative qu'entre l'anarchie et la tyrannie, et un coup d'État seul pouvait prévenir une complète désorganisation. Après dix années d'ébranlements, le pouvoir créé par la Révolution s'était montré impuissant à tous égards. Si l'on résistait encore, bien qu'avec peine, aux adversaires du dehors, c'était grâce à ce que la confusion et la faiblesse étaient aussi grandes dans le camp ennemi que dans le camp français.

La première grande coalition, celle des années 1792 et 1793, n'avait pas été, nous le savons, l'œuvre d'une réaction agressive. Les puissances, bien que déjà inquiétées par les demandes de secours de Louis XVI, n'avaient pris les armes qu'à regret lors de la déclaration de guerre de la Gironde, et leur unique pensée avait été de faire tourner la lutte qui leur était imposée au profit de leur propre agrandissement. Désunies entre elles durant cette lutte, elles succombèrent devant les masses des armées françaises. Ce ne fut qu'en l'année 1798 que l'Empereur Paul, déployant la bannière de la Contre-révolution, annonça que la coalition faisait une guerre de principes absolument désintéressée, renonçait

à tout profit personnel, et n'avait pour but que de combattre les idées et les créations révolutionnaires. Nous avons vu dès le début que ce programme était irréalisable. Il n'était pas plus possible d'écarter les prétentions territoriales des puissances que de restaurer le vieil état de choses dans le monde nouveau. Après avoir triomphé partout durant six mois, cette alliance, minée par les discordes, fut battue à la fin du septième sur le point décisif. De même que la Révolution, la Contre-révolution avait abouti à une banqueroute complète.

Partout nous trouvons insuccès, épuisement, découragement. Impossible d'espérer un nouvel accord et un nouveau déploiement de force dans la vieille Europe; car, bien que l'on possède encore, intact en apparence, le levier de la vieille machine politique, la force d'impulsion s'éteint et ne lance plus que de rares étincelles; partout ont disparu les sentiments élevés qui jadis donnaient âme et vie à la monarchie féodale. Mais en France aussi a disparu chez les citoyens toute confiance en eux-mêmes, en leur propre cause, en leurs anciens chefs, en la possibilité d'arriver aux fins jadis si ardemment poursuivies. Et cependant la situation actuelle est absolument intolérable; immense est le désir de se retrouver enfin sur un terrain solide et de recueillir quelques fruits de tant de sacrifices et d'efforts. Qu'un homme apparaisse avec des paroles de salut, et avec la force nécessaire pour grouper et coordonner les conquêtes positives de la Révolution, pour assurer à la masse du peuple le repos et les aises de l'existence civile, pour ouvrir des voies glorieuses aux forces actives du pays, et cet homme était sûr de voir toute la nation à ses pieds, et l'Europe pourrait éprouver de nouveau combien est puissante la force vitale de la France. Le pays était en proie depuis dix ans à tous les maux que la dissolution de l'ordre social peut faire peser sur un peuple. Plus d'un million de ses hommes les plus vigoureux avaient succombé dans les luttes sanglantes de la guerre extérieure et dans les horreurs plus grandes encore de la guerre civile. Plus d'un milliard de la fortune nationale avait disparu sous le régime communiste de la Terreur et durant l'anarchie directoriale. Mais la fertilité inépuisable du sol français était toujours là, non moins que l'inépuisable élasticité de l'esprit français, et si l'on se désespérait dans les questions intérieures, on était rempli d'une fière confiance en face

de l'ennemi, et on ne demandait qu'un chef habile pour triompher de tout adversaire. Et si cet esprit supérieur se présentait, la Révolution, malgré tous ses maux, lui aurait au moins procuré deux avantages que nul autre État ne possédait alors : elle avait aboli toutes les distinctions, tous les privilèges, toutes les corporations, qui, dans l'ancienne France, limitaient et entravaient la volonté du maître. Quiconque aujourd'hui réussirait à s'emparer du pouvoir devait être maître de toutes les forces du peuple français. De plus, la Révolution avait si effroyablement troublé la vie civile, le commerce et l'industrie, les sciences et les arts ne se soutenaient qu'au prix de tant d'efforts, que tous les éléments jeunes, forts et ambitieux de la nation se tournaient vers le seul côté qui offrît encore des espérances, vers les armées et la vie militaire. S'il se trouvait un homme capable de les grouper autour de lui, une immense transformation attendait la France et l'Europe.

Cet homme, une étoile plus favorable que toutes celles qui avaient brillé jusque-là sur les mortels le ramenait précisément alors sur le sol français.

CHAPITRE PREMIER

RETOUR DE BONAPARTE

Depuis le combat naval d'Aboukir, la conservation de l'Égypte n'était plus pour Bonaparte qu'une affaire d'heureux hasard; au fond, elle était désespérée. L'absence de communications assurées avec la patrie rendait l'écroulement général aussi facile à calculer que le jour de la mort d'un phtisique. Les combats, les fatigues, les maladies enlevaient incessamment des hommes à cette petite armée; on s'efforçait autant que possible de les remplacer dans le pays même, mais tout cela était insuffisant, et il était évident que la colonie ne pourrait tenir longtemps s'il n'arrivait de prompts secours de la mère patrie. Toutes les pensées du général étaient donc tournées vers l'Europe. Ce n'était pas qu'il désespérât pour le moment du salut de la colonie ou qu'il en méprisât la possession; il

était convaincu, au contraire, que la conservation en était désirable, même par rapport aux Indes, dont l'Angleterre ne pourrait rester maîtresse si la France se maintenait en Égypte. Il ne considérait pas non plus comme impossible que le gouvernement français, par un habile emploi de ses forces, reprît le dessus dans la Méditerranée, soit que, par une attaque heureuse dirigée contre l'Irlande, il forçât l'ennemi à rappeler sa flotte, soit que, en y réunissant inopinément toutes ses escadres, il y acquît, au moins momentanément, une écrasante supériorité. Alors on pourrait pour longtemps se fortifier et prendre pied en Égypte, et l'on forcerait les Turcs à faire la paix par un débarquement en Morée, en même temps que par l'apparition d'une flotte considérable devant Constantinople. Le tout à la condition, il est vrai, que le Directoire possédât la capacité et les ressources nécessaires pour de si vastes opérations, et surtout que la situation générale de l'Europe fût de nature à les permettre. Deux mois donc après Aboukir, le 7 octobre 1798, Bonaparte fit connaître ses plans maritimes au Directoire et lui exposa combien leur exécution était nécessaire pour lui et pour l'Égypte. Depuis le 17 juillet, il était absolument sans nouvelles d'Europe ; il ne connaissait pas même d'une manière certaine les résolutions prises à l'égard de la Turquie. Aussitôt après son arrivée, il avait écrit au grand-vizir et à Djezzar-Pacha, gouverneur de la Syrie, pour les assurer de l'amitié de la France, laquelle ne voulait pas combattre le Sultan, mais seulement punir les torts faits au commerce français par les Mamelouks. Pour toute réponse, il avait appris que les consuls français avaient été arrêtés en Turquie, et que des armements s'y poursuivaient activement. Il devait donc s'attendre à une double attaque par terre et par mer, et il conseillait au Directoire, au cas où l'on ne pourrait envoyer des secours efficaces, de faire de l'évacuation de l'Égypte la condition d'une paix glorieuse avec l'Angleterre, et de réunir ensuite toutes ses forces pour appuyer vis-à-vis de l'Allemagne les demandes présentées à Rastadt. Du reste, il terminait sa lettre en disant que, dès qu'il connaîtrait les intentions des Turcs et dès que l'organisation de la colonie serait en bon chemin, ce qui ne pouvait tarder longtemps, il reviendrait en Europe, surtout si les prochaines nouvelles lui apprenaient que la paix du continent fût menacée.

Nous voyons de nouveau que le prétendu projet d'un empire

d'Orient n'était chez lui que l'effet d'une excitation passagère, mais que toutes ses pensées et ses actions sérieuses étaient toujours, en réalité, fixées sur l'Europe. Les nouvelles et les renforts de France se firent encore longtemps attendre, et il dut mettre en œuvre toutes les ressources de son infatigable esprit pour soutenir son existence et celle de ses compagnons dans ce coin reculé de l'Orient. Le pays presque tout entier était en la possession militaire des conquérants, depuis que le général Desaix, remontant le Nil, avait défait le brave Murad-Bey dans plusieurs combats, l'avait repoussé sur les limites du désert, et avait soumis la haute Égypte jusqu'aux cataractes. L'administration du pays était esquissée, au moins dans ses premiers commencements : un officier supérieur, investi des pouvoirs les plus étendus, était à la tête de chaque province, assisté par un divan de notables pacifiques, et à côté de lui se trouvait un agent français, qui faisait percevoir les impôts par des intendants kophtes, selon l'ancienne coutume, autant du moins que des impôts pouvaient rentrer régulièrement au milieu de contributions et de réquisitions constamment nécessaires. Un des soins qui s'imposaient en première ligne était celui du désarmement de la population ; ce désarmement s'opérait sans grandes difficultés chez les Fellahs, mais il était absolument impossible chez les Arabes indigènes, dont Bonaparte évaluait le nombre, pour tout le pays, à soixante-deux mille en état de porter les armes, et dont tous n'avaient pas encore de résidence fixe. La levée des chevaux nécessaires pour la cavalerie, vigoureusement conduite dans toutes les provinces par l'ordre de Bonaparte, rencontrait aussi partout une résistance opiniâtre. Il avait été décidé que tous les biens des Mamelouks seraient considérés comme propriété de l'État et confisqués au profit de la République française. Ces biens comprenaient une partie considérable des terres cultivables ; mais ils avaient été jadis utilisés de diverses manières, et attribués à des vassaux et à des fermiers héréditaires en échange de différents services, de sorte que leur confiscation blessait péniblement une foule de situations et d'intérêts privés. A cela se joignaient la rudesse militaire avec laquelle officiers et soldats traitaient souvent les naturels, les procédés arbitraires de beaucoup d'employés et d'officiers supérieurs, les exactions et les malversations qui étaient à l'ordre du jour ici comme elles l'avaient été à Rome et à Milan,

pour le plus grand malheur de l'armée et les plus grandes souffrances du peuple; bref, les sujets de mécontentement et de fermentation ne manquaient pas, bien que Bonaparte protestât énergiquement de son respect pour le prophète Mahomet et menaçât tout rebelle de la colère d'Allah. Le 21 octobre, le peuple du Caire, soutenu par plusieurs milliers de paysans accourus dans la ville, se souleva inopinément contre les Français, sans motifs particuliers. La révolte éclata en même temps dans toutes les parties du pays; de petites garnisons furent attaquées, des détachements isolés furent arrêtés dans leur marche, et les vaisseaux anglais commencèrent à bombarder Alexandrie et Aboukir. Il était évident que l'on se trouvait en présence d'un soulèvement général et systématiquement préparé. Les rebelles firent isolément beaucoup de mal; mais la discipline et les armes françaises eurent bientôt raison de ces essaims désordonnés, qui subirent ensuite un effroyable châtiment. Bonaparte, comme il l'écrivit au général Menou, avait cru longtemps qu'il pourrait agir sur la population par la douceur; mais il reconnut alors que la crainte seule pouvait imposer l'obéissance en Orient, et ses officiers reçurent l'ordre de faire un exemple et de donner une bonne leçon, c'est-à-dire de couper un certain nombre de têtes, de brûler quelques villages, d'exterminer radicalement une tribu de Bédouins. « Annoncez au peuple, dit-il au divan du Caire, qu'aucun de ceux qui se soulèvent méchamment contre moi ne sera sauvé, ni dans ce monde ni dans l'autre. Est-il un homme assez aveugle pour ne pas voir que le destin guide mes pas? Ou bien en est-il un assez incrédule pour douter que tout au monde soit soumis au destin? Je pourrais demander compte à chacun de ses plus secrètes pensées, car je sais tout. Mais le temps viendra où il sera évident pour chacun que j'obéis à des ordres supérieurs, et que nul effort humain ne peut rien contre moi. »

Ce n'était pas seulement l'imitation du langage oriental qui lui dictait ces paroles; l'idée qu'une destinée particulière planait sur sa vie existait depuis longtemps chez lui; il fut malheureux pour lui, aussi bien que pour la France et l'Europe, que cette idée prît son entier développement dans l'atmosphère morale du despotisme oriental.

L'hiver se passa ensuite assez tranquillement, et sans événe-

ments particuliers. Bonaparte en profita pour faire à la fin de décembre (1798) une excursion à Suez, où il rechercha les traces du canal qui avait jadis uni les deux mers et ordonna des études sur la possibilité de le rétablir; mais bientôt il fut de nouveau absorbé par d'impérieux soucis. A Suez même, au moment où il revenait d'une excursion aux fontaines de Moïse, sur le rivage opposé de la mer Rouge, il apprit qu'une troupe envoyée de Syrie par Djezzar-Pacha s'était avancée vers l'Égypte à travers le désert, et menaçait, sur la frontière, la forteresse d'El-Arisch. Telle était la réponse aux lettres pleines de flatteries qu'il avait adressées à Djezzar et au grand visir; depuis des mois, il attendait des nouvelles qui lui apprissent si la Porte avait ou non déclaré la guerre à la République française : l'annonce lui en était apportée par la guerre elle-même. Comme toujours, sa résolution fut prise sur-le-champ; il ne voulut pas attendre en Égypte l'attaque de son adversaire, mais bien la prévenir en attaquant lui-même la Syrie. Depuis le premier jour, et surtout depuis la rébellion d'octobre, il avait entouré d'ouvrages solides toutes les localités considérables, ou importantes au point de vue stratégique, enfermé dans la citadelle du Caire des otages de toutes les tribus et de tous les villages suspects, et placé des navires armés sur le Nil et sur les lacs du Delta. Il pensait que peu d'hommes suffiraient pour tenir la longue vallée du Nil en respect, et il comptait marcher lui-même contre le vieux Djezzar avec un peu plus de douze mille hommes. Il revint en hâte au Caire, pour y prendre toutes les mesures nécessaires. Il s'agissait de réunir des vivres, de l'argent, des chameaux; de former, avec le reste de la flotte, une petite escadre pour le transport de la grosse artillerie, de mettre la dernière main à la consolidation intérieure. Au commencement de février 1799, tout était terminé, et le général Reynier reçut l'ordre d'ouvrir la marche sur El-Arisch avec sa division. Les divisions Kléber, Bon, Lannes, ainsi qu'une réserve de cavalerie sous les ordres de Murat, devaient le suivre de près. L'avant-garde arriva devant El-Arisch le 9 février, après trois jours de marche à travers le désert, que la chaleur et la soif avaient rendus extrêmement pénibles.

Bonaparte lui-même était sur le point de quitter le Caire, lorsqu'il reçut d'Alexandrie l'avis qu'un navire chargé de vin, venant de Raguse, était heureusement arrivé dans le port et appor-

tait d'Europe des dépêches pour le général. Il attendit donc avec une véritable fièvre ces nouvelles de la patrie, les premières depuis sept mois! Un passager français, nommé Hamelin, les lui remit le 8 février : c'était une lettre du consul de France à Ancône, du 1er novembre, et quelques journaux de septembre et d'octobre. Bonaparte y vit qu'à cette époque la paix durait encore en Europe, mais que rien n'avait été fait à Rastadt, que les armements se continuaient de tous côtés, et que la situation était des plus tendues. Hamelin lui raconta en même temps qu'il avait appris en route, par des marins de diverses nations, la déclaration de guerre de Naples à la France et la marche des Napolitains vers Rome. Bonaparte pensa que cette étincelle allumerait vraisemblablement bientôt un vaste incendie. Il ne pouvait pardonner au Directoire de l'avoir laissé dans l'ignorance d'événements aussi graves, d'autant plus que, durant l'hiver, le blocus anglais ne pouvait empêcher toutes les communications si celles-ci étaient fréquemment tentées et dirigées avec d'habiles précautions. Il avait, d'ailleurs, appris par Hamelin que toutes ses dépêches étaient arrivées à Paris. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il annonça le 10 février à son gouvernement la prochaine expédition de Syrie. Trois motifs, dit-il, l'y avaient décidé : il voulait d'abord s'assurer définitivement l'Égypte en construisant au delà du désert une place forte qui tiendrait les Turcs trop éloignés pour qu'il leur fût possible d'agir de concert avec une armée européenne qui tenterait un débarquement; il voulait ensuite agir directement sur la Porte, et appuyer les mesures diplomatiques qui seraient probablement prises à Paris; enfin, il voulait enlever aux croiseurs anglais toutes les ressources que la Syrie leur avait fournies jusque-là, en s'assurant l'amitié de toute la côte par les armes ou par les négociations. Il exposait ensuite en peu de mots la gravité et les difficultés de sa situation, et démontrait avec une logique énergie combien il était nécessaire que de prompts renforts vinssent combler les pertes que l'armée subissait chaque jour; puis il terminait en disant : « Si, dans le courant de mars, les nouvelles apportées par Hamelin se confirment et si la République prend les armes contre les Rois, je retournerai en France. Je ne me permets, d'ailleurs, aucune réflexion sur ce qui s'y passe, étant depuis si longtemps sans nouvelles. Nous avons tous confiance en la sagesse et en la force de vos résolutions. »

Là-dessus, il revint à sa nouvelle entreprise et aborda devant El-Arisch le 17 février. Reynier et Kléber avaient déjà refoulé dans le château les douze cents hommes que comptait l'ennemi, et les y tenaient étroitement bloqués; une troupe de Mamelouks, qui arrivait de Gaza à leur secours, fut presque entièrement détruite grâce à une surprise nocturne. Bonaparte fit aussitôt ouvrir des tranchées contre le château, dont il obtint le 20 la reddition. La garnison put sortir librement, moyennant la promesse de ne pas servir contre les Français dans l'armée de Djezzar; cinq cents Maugrabins s'enrôlèrent dans les bataillons français. On se dirigea ensuite le 22 vers la Palestine, et on arriva le 24 à Kanjunes, le premier village de ce pays. Les troupes poussèrent des cris de joie lorsque, échappées au sable brûlant du désert, elles revirent de la verdure, des bois et de vastes prairies, et furent rafraîchies par une pluie bienfaisante. Toutefois, quand les orages, en se succédant, transpercèrent les uniformes, faits d'une mince étoffe de coton, et rendirent les routes impraticables, quand les malades et les maraudeurs devinrent d'autant plus nombreux que les subsistances étaient fort maigres, on vit se produire bien des actes de pillage et de dévastation. Le soir souvent, les soldats mettaient le feu à des bois d'oliviers tout entiers, pour sécher leurs membres mouillés, ou bien ils démolissaient les huttes des villages pour en brûler la charpente. Une telle conduite n'était pas de nature à gagner l'affection des habitants, gouvernés d'ailleurs par Djezzar avec une dure brutalité. Bonaparte ne s'en hâta que davantage. Gaza et Aidod furent occupées après une faible résistance; on trouva à Gaza et à Ramla de grandes provisions de vivres amassées par les Mamelouks, trois cent mille rations de biscuit, et une masse encore plus considérable d'avoine. Le 4 mars enfin, on mit le siège devant le port fortifié de Jaffa. Le commandant ayant refusé de se rendre malgré l'ouverture des tranchées, et ayant même fait couper la tête au négociateur, le feu des batteries de brèche commença le 7 au matin; au bout de cinq heures, la brèche fut reconnue praticable, et la ville fut prise d'assaut : soldats ou habitants, les troupes françaises massacrèrent tout ce qui leur tomba sous la main; elles se livrèrent à tous les désordres imaginables, pillant, buvant, détruisant, jusqu'à ce qu'enfin la fatigue mît un terme à tant d'horreurs. Des quatre mille hommes qui formaient la garnison, beaucoup étaient tombés en

combattant; les autres, au nombre de plus de trois mille, s'étaient réfugiés dans les mosquées et dans un caravansérail, où ils mirent bas les armes. Le lendemain, après avoir pris l'avis de ses généraux, Bonaparte les fit conduire au bord de la mer, et là les fit fusiller en masse, malgré la grande résistance de ses propres soldats. On allégua, pour justifier cette effroyable boucherie, que les vivres auraient manqué pour nourrir tant de prisonniers; que d'ailleurs, parmi ceux-ci, se trouvait la garnison d'El-Arisch, qui avait été mise en liberté sur sa promesse de ne plus combattre contre les Français, et dont la trahison, outre qu'elle avait mérité la mort, avait prouvé aussi quel cas il fallait faire des serments des Turcs. Toutefois, ce qui restait de cette garnison ne s'élevait pas, nous l'avons vu, à plus de sept cents hommes, et leur parjure ne pouvait justifier le meurtre des deux mille autres. Pour ce qui concernait les vivres, on avait trouvé à Jaffa, d'après le rapport de Bonaparte lui-même, quatre cent mille rations de biscuit et deux cent mille quintaux de riz; avec le butin fait à Gaza et à Ramla, c'était bien assez de provisions pour nourrir pendant quelque temps trois mille prisonniers, en plus des douze mille Français. On se voit donc forcé de reconnaître que ces prétendus motifs n'étaient que des prétextes : Bonaparte considérait comme utile d'imposer l'obéissance par la crainte, selon la doctrine prêchée au général Menou, et, au seuil même de la Syrie, d'inspirer la crainte sur une grande échelle. C'est dans le même esprit qu'il s'écriait alors dans un manifeste adressé aux magistrats de Jérusalem et de Naplouse : « Je suis clément et miséricordieux envers le peuple et envers mes amis, mais terrible comme le feu du ciel pour mes ennemis. » Et il écrivit au Directoire français qu'il avait été doux pour les habitants de Jaffa, mais sévère envers la garnison, qui s'était fait prendre les armes à la main. Il avait laissé une misérable vie à ce qui était resté de peuple après les massacres de l'assaut; mais il considérait comme une rébellion digne de mort la résistance des troupes du Sultan, lesquelles pourtant ne faisaient contre lui que leur devoir de soldats.

Dès que les mesures les plus urgentes eurent été prises en vue de s'assurer la ville conquise et d'exploiter la contrée environnante, l'armée se remit en marche le 14 mars vers Saint-Jean-d'Acre, qui était alors la résidence de Djezzar-Pacha. Après avoir

soutenu, chemin faisant, de sanglantes escarmouches avec les cavaliers de Djezzar et les Naplousiens, dont le manifeste de Bonaparte n'avait fait qu'augmenter l'irritation, on arriva enfin, le 18, devant Saint-Jean-d'Acre, sur cette même plaine où, six cents ans auparavant, la lutte des croisés contre Saladin avait rassemblé toutes les forces de l'Occident chrétien. Après la chute de Jaffa, Bonaparte avait encore une fois proposé des négociations de paix au Pacha; mais si Djezzar, comme on l'a dit, a hésité un instant, il fut bientôt décidé par l'arrivée d'un secours inespéré et béni : le commodore sir Sidney Smith, placé sous les ordres de Nelson, parut dans la rade le 14 mars, avec deux vaisseaux de ligne et un certain nombre de plus petits navires; il envoya dans la ville, pour en réparer les fortifications, un émigré français, officier du génie, nommé Phelippeaux, et promit au Pacha tout l'appui possible. La lettre de Bonaparte resta donc sans réponse : c'était encore une fois la force des armes qui devait trancher la question. La prompte chute de Jaffa avait accru la confiance des vainqueurs; les murs et les tours de Saint-Jean-d'Acre ne paraissaient pas beaucoup plus solides que ceux de Jaffa, et Bonaparte résolut d'agir d'une manière tout aussi sommaire que devant cette dernière ville. Quoique l'artillerie de siège ne fût pas encore arrivée, le point d'attaque fut choisi après une reconnaissance superficielle, et l'ouverture des tranchées commença. Une circonstance particulière augmentait encore l'impatience de Bonaparte. Il avait enfin reçu, le 25 mars, des nouvelles de Paris; c'étaient des dépêches du Directoire, datées de novembre et de décembre, qui lui annonçaient que la guerre avec Naples avait éclaté et l'informaient de la tournure heureuse prise par cette guerre. Le cas prévu par lui s'était donc produit; tenant dès lors de nouvelles complications pour certaines, il résolut de retourner en France le plus promptement possible. Il désirait cependant ne pas y rentrer en vaincu, et il n'en avait que plus de hâte de prendre Saint-Jean-d'Acre. S'il réussissait à y anéantir le vieux Djezzar et ses troupes, Damas et Jérusalem, pensait-il, se soumettraient sans résistance; alors il apparaîtrait en France comme le glorieux conquérant de l'Égypte, de la Syrie et de la Palestine; il aurait exécuté en deux ans, avec une petite armée, ce que toutes les forces de l'Europe, au moyen âge, avaient vainement tenté durant deux siècles. Qui pourrait, devant une telle auréole

de gloire, lui disputer encore la première place dans la République?

Le 28 mars donc, lorsque ses trois pièces de douze eurent détruit une partie de la muraille, il donna le signal de l'assaut. Les troupes, avec leur furie habituelle, se précipitèrent par les tranchées vers cette brèche apparente, mais là elles se trouvèrent arrêtées par de nouveaux retranchements, se virent exposées au feu des Turcs, qui leur infligea des pertes considérables, et reculèrent enfin, complètement en désordre. Il était évident que les difficultés de la tâche dépassaient de beaucoup toutes les prévisions, et qu'il fallait se préparer à un siège en règle et à un long séjour. Par bonheur, il se trouvait dans le pays environnant une nombreuse population chrétienne, qui faisait des vœux pour le succès des armes françaises et était toute disposée à alimenter le marché du camp. On réussit aussi, grâce à leur haine pour Djezzar-Pacha, à gagner les Druses, qui occupaient les montagnes voisines, ainsi que la tribu arabe des Métualis, en ce sens au moins qu'ils ne commirent aucun acte d'hostilité, reçurent amicalement les Français isolés, et leur donnèrent des renseignements sur la marche des troupes turques. Bonaparte lui-même doutait, et à bon droit, qu'ils prissent les armes pour les Français (1); néanmoins, il était toujours inappréciable d'avoir des ressources extérieures à peu près assurées, d'autant plus que la place investie donnait chaque jour plus à faire aux assiégeants. L'insuccès du premier assaut avait considérablement accru la confiance des Turcs, et leurs sorties inquiétaient sans cesse les lignes françaises. Sir Sidney leur procurait du matériel de guerre de toute nature; il envoya même à terre un certain nombre de ses canonniers, dont l'habileté se fit sentir aux Français par la force nouvelle communiquée aux canons turcs. Quelques tentatives faites par Bonaparte pour élargir la brèche par la mine restèrent infructueuses; malgré une dépense considérable d'hommes et de poudre, les semaines s'écoulaient sans amener le moindre résultat. A cela se joignit bientôt l'effrayante nouvelle qu'une forte armée de secours arrivait de Damas, et Bonaparte, pour plus de sûreté, dirigea vers l'est, jusqu'au Jourdain, la division Kléber et deux petits détachements commandés par Junot et Murat. En effet,

(1) A Murat, 13 avril.

outre les janissaires du Pacha de Damas, de grosses masses de cavalerie étaient en mouvement dans ces régions, des Syriens, des Anatoliens, des Kourdes, des Mamelouks, des Bédouins, essaims avides de luttes et de pillage, sans ordre ni discipline, et aussi nombreux, disaient les habitants du pays, que les étoiles du ciel et les grains de sable de la mer. Ils eurent absolument le même sort que les troupes de Murad-Bey aux Pyramides. Le 8 avril, Junot, avec cinq cents fantassins et quelques canons, mit leur avant-garde en déroute près de Nazareth; le 9, Kléber, fort de deux mille hommes, livra près de Cana un premier combat à la masse principale; sur ses rapports, Bonaparte lui-même accourut le 14 pour le soutenir avec la division Bon, et, le 16 au matin, il le trouva engagé au pied du mont Thabor dans la lutte la plus vive. Du haut d'une colline, le général découvrit devant lui, dans la plaine, d'abord les cavaliers ennemis; puis, plus à l'est, la division Kléber, qui, resserrée en un seul carré, était entourée et attaquée de tous côtés par ces bandes sauvages et bariolées, mais répondait inébranlablement à toutes les attaques par la grêle meurtrière de ses balles. La résolution de Bonaparte fut bientôt prise. Sur son ordre, et protégées par la colline qui se prolongeait au loin, ses deux brigades s'avancèrent dans des directions différentes, jusqu'à ce qu'elles formassent enfin, avec la division Kléber, les pointes d'un triangle au milieu duquel se trouvait maintenant l'ennemi. Puis tout à coup, au signal donné par un coup de canon, un feu meurtrier tomba de tous côtés sur l'ennemi absolument surpris, dont les masses, saisies d'une terreur panique, se dispersèrent dans un affreux désordre, laissant un riche butin aux vainqueurs. Un peu plus au nord, près de Safed, Murat, deux jours plus tard, par une hardie attaque à la baïonnette, rejeta le long des rives escarpées du Jourdain et au delà de ce fleuve un dernier détachement de cavalerie turque. C'en était fait de l'armée de secours; la division Bon s'empressa de reprendre son ancienne position dans le camp de Saint-Jean-d'Acre.

En ce moment arrivèrent enfin un certain nombre de pièces de dix-huit et bientôt après de vingt-quatre, qui, envoyées par mer d'Égypte en Syrie, avaient heureusement échappé aux croisières anglaises. Bonaparte alors ne douta plus de la prise de la place. Il écrivit le 14 avril au général Marmont à Alexandrie, et le 19 au

général Dugua au Caire, ainsi qu'au général Desaix dans la Haute-égypte, qu'Acre tomberait avant six jours; qu'ensuite il partirait immédiatement, pour se trouver dans le courant de mai au Caire, où son impatience d'arriver, écrivit-il à la même époque au commissaire Fournier, était égale à celle avec laquelle on l'attendait. Mais, quelque impatient qu'il pût être, ces prophéties ne se réalisèrent pas. La tour contre laquelle les batteries de brèche avaient été dirigées dès le principe était maintenant complètement détruite; néanmoins, des assauts sanglants et réitérés prouvèrent que les assiégés avaient pu fermer tout à fait l'accès de la ville par de nouveaux ouvrages établis en arrière. On se décida enfin à prendre une autre partie de la muraille pour point d'attaque; mais le résultat ne fut pas meilleur; à chaque assaut, les Français arrivaient jusqu'à la brèche; quelquefois même ils pénétraient jusqu'aux premières maisons de la ville; mais alors, avant que des renforts pussent arriver, ils étaient assaillis de tous côtés par le feu des Turcs et des Anglais, et ce qui échappait à la mort était repoussé par la brèche. D'un autre côté, la peste se montrait dans le camp, les provisions de poudre et de balles tiraient à leur fin, les soldats perdaient confiance et espoir. Mais Bonaparte ne s'en cramponnait que plus convulsivement aux avantages déjà remportés. « De ce nid dépend le sort de l'Orient, » écrivait-il au général Murat. Le 7 mai cependant parut une escadre turque, et, le soir même, des renforts considérables commencèrent à débarquer. Bonaparte vit alors s'évanouir sa dernière espérance; dans la nuit du 8, il ordonna encore une fois un grand assaut, pour essayer de pénétrer dans la ville avant que les nouveaux venus pussent intervenir; mais ce fut en vain. Le général, bien qu'il se montrât toujours à ses officiers assuré de la victoire, et qu'il réprimât sévèrement toute marque de crainte, était lui-même ému jusqu'au fond du cœur. Plus le succès devenait douteux, plus il cherchait à présenter sous des jours brillants à son entourage l'importance de l'entreprise et la légitimité de ses projets. « La population de ce pays prie Dieu pour nos succès, disait-il à son secrétaire Bourrienne après l'insuccès de l'assaut du 8 mai; les Druses nous montrent un vif attachement; la ville de Damas a déjà voulu m'envoyer ses clefs. Si Acre tombe, comme je l'espère, j'y trouverai les trésors du Pacha et des armes pour trois cent mille hommes. Alors je provoque un soulèvement dans toute

la Syrie, j'arme le peuple, j'occupe Damas et Alep; tout en marchant, j'augmente mon armée de tous les mécontents, je promets au peuple de l'affranchir du mauvais gouvernement des Pachas, j'arrive à Constantinople avec des bandes armées, je renverse la domination turque, je fonde en Orient un grand Empire nouveau qui m'assurera une place dans l'histoire universelle, et je retourne peut-être à Paris par Andrinople et Vienne, en prenant l'Europe à revers et en anéantissant la maison d'Autriche. Il faut donc faire une dernière tentative; si je prends Acre, je transforme la face du monde. » Il se représentait ainsi tout ce qui aurait pu se faire de grand à de certaines conditions, qui malheureusement n'existaient pas. Trois ans auparavant, au premier aspect de la mer Adriatique, il avait donné carrière à de semblables pensées comme à des possibilités lointaines; aujourd'hui, ce n'étaient plus que des mots sonores, par lesquels il cherchait à colorer à ses propres yeux et à ceux de ses compagnons une entreprise manquée. Maintenant qu'il se trouvait au milieu du véritable et fanatique Orient, que, depuis dix mois, il s'efforçait en vain de gagner les Mahométans par des sentences du Coran et des cris de liberté, que, lui parti, les soulèvements se succédaient en Égypte, et que les deux vaisseaux de sir Sidney suffisaient pour lui interdire la conquête de Constantinople, un esprit aussi clairvoyant que le sien pouvait-il penser sérieusemsnt à bouleverser le monde de l'Islam avec neuf mille Français à peine? Lui-même, à la vérité, l'a encore assuré à Sainte-Hélène. De même qu'il voulait éblouir son entourage devant Acre, il voulait dans l'exil éblouir le monde par l'immensité de ses projets, et l'on est étonné de voir à quel point il jugeait bien le public, et combien d'hommes sérieux lui ont accordé une confiance admiratrice. S'il avait dit la vérité alors, s'il avait réellement poursuivi de tels plans en Syrie, il n'aurait été ni un héros ni un génie, il n'aurait été qu'un aventurier. Mais le vrai était encore, le 8 mai 1799, ce qu'il avait écrit le 19 avril à ses lieutenants du Caire et de Fayoum : il désirait triompher devant Acre, non pour marcher ensuite sur Constantinople, mais pour s'assurer des chances favorables lors de son retour en Égypte et en Europe.

Donc il fallait faire une dernière tentative. Une de ses divisions, celle de Kléber, avait combattu au Thabor, mais n'avait

pas encore dirigé son feu meurtrier contre les remparts de Saint-Jean-d'Acre. Elle fut rappelée des bords du Jourdain, et tenta l'assaut le 10 mai, toujours avec le même résultat. La brèche fut escaladée, mais impossible de faire un pas de plus. Bon gré mal gré, Bonaparte dut se résoudre à battre en retraite. Durant les derniers jours, il lança encore une pluie de balles sur la ville, puis il fit partir en avant les blessés et les malades, et leva le siège le 20 mai. La marche, incessamment inquiétée par les cavaliers turcs, s'effectua cette fois sous un brûlant soleil; enfin on arriva le 24 à Jaffa, après avoir jeté la lourde artillerie à la mer près de Tentura, afin d'avoir plus de chevaux pour le transport des malades. La peste avait fait de notables progrès, et le moral des troupes en était fort abattu. On retrouva à Jaffa un grand nombre de blessés et de malades qu'il fallait emmener à tout prix, car les Turcs, dont on était suivi de près, massacraient sans pitié tous les prisonniers. Bonaparte y consacra la plus grande partie des chevaux de la cavalerie et de l'état-major, et, après trois jours de travail et de fatigues, tout fut enfin mis en marche (1) : on ne laissa en arrière, avec une extrême douleur, que quinze mourants, que le docteur Larrey déclara absolument hors d'état de supporter le transport (2). La triste colonne reprit le 19 mai la route du désert. Pour rendre l'attaque de l'Égypte plus difficile à l'armée turque, tous les villages furent pillés, les maisons et les bois incendiés, le bétail emmené, les champs dévastés, aussi loin que l'on put atteindre. Depuis Kanjunes, on marcha durant neuf jours à travers une mer de sable, sans ombre et sans eau, où la chaleur de l'air s'élevait à 34° et celle du sol à 42°. Au mois de juin enfin, les bataillons épuisés, décimés et en lambeaux, se retrouvèrent sur la terre d'Égypte. La malheureuse expédition de Syrie avait coûté un tiers de l'armée, plus de quatre mille hommes, et n'avait procuré que de maigres lauriers. Bonaparte n'était arrivé à aucune de ses fins. La Porte n'était ni gagnée ni abaissée; la côte de Syrie n'était ni fermée aux Anglais ni conciliée aux Français, et, si l'on avait prévenu l'attaque de Djezzar, il était probable aussi qu'on eût pu, avec

(1) Il y avait, d'après les ordres du jour de Bonaparte lui-même, plus de mille malades et blessés.

(2) *Mémoires du prince Eugène*, I, 64. Lanfrey a reconnu également que la légende de leur empoisonnement n'était pas admissible.

bien moins de sacrifices, l'empêcher de s'avancer au delà du désert.

Dans ces circonstances, Bonaparte ne pouvait penser à revenir immédiatement en Europe. Malgré toute l'emphase avec laquelle il parlait dans ses rapports du bombardement de Saint-Jean-d'Acre et de la destruction du palais de Djezzar, il restait toujours ce fait brutal qu'on n'avait pu ni prendre la ville, ni conserver la Syrie, et un vaincu ne pouvait se présenter à la nation française en libérateur et en maître. L'été était arrivé, avec ses vents persistants de nord-ouest; c'était la saison la plus favorable pour une attaque anglo-turque du côté de la mer; mais Bonaparte connaissait assez maintenant le désordre et l'indiscipline des troupes turques, pour songer à un débarquement de cette nature, non seulement sans inquiétude, mais même avec l'espoir d'un facile et brillant succès. En attendant, les semaines s'écoulaient et étaient employées avec une infatigable activité à réorganiser et à reposer les troupes (Bonaparte, pour les renforcer, songeait alors à acheter au sultan du Darfour quelques milliers de vigoureux esclaves nègres), à fortifier les villes les plus importantes, à lever des impôts, à réquisitionner des chevaux, et avant tout à réprimer les révoltes sans cesse renaissantes des Arabes. « Je suis en guerre avec presque tous les Arabes, écrivait-il à Kléber le 28 juin; j'ai cassé tous les anciens traités, je leur demande à tous des otages. » C'étaient, dans toutes les provinces, des révoltes, des combats, des exécutions sanglantes; dans la Haute-Égypte, Murad-Bey, bien que battu dans toutes les rencontres et entouré à peine de six cents Mameloucks, entretenait le pays dans une constante agitation; Bonaparte ne touchait pas plus qu'un an auparavant à une occupation tranquille. Le 28 juin, il écrivit au Directoire que l'effectif de son armée était diminué de cinq mille trois cent quarante-quatre hommes; que l'année suivante, avec les pertes inévitables, il n'aurait plus que douze mille hommes sous les drapeaux, plus trois mille non-combattants; que, si on lui envoyait environ vingt mille hommes de renfort, il pourrait s'avancer dans toutes les directions, même jusqu'à Constantinople; mais que, si on ne pouvait largement combler les vides, il ne resterait plus qu'à conclure la paix. « Toutes nos pensées sont pour la France, disait-il; si les Rois l'attaquaient, vous auriez les moyens de les châtier; notre plus beau jour serait celui où nous apprendrions l'établissement

de la première République en Allemagne. » Quelques jours plus tard, il apprit que Murad-Bey avait disparu de la Haute-Égypte, puis, bientôt après, qu'il se trouvait avec sa troupe près des pyramides de Sakkarah, à quelques lieues seulement du Caire. Murat et Junot furent aussitôt envoyés contre ce dangereux adversaire avec toute la cavalerie qui se trouvait à leur portée, et Bonaparte lui-même se rendit à Embabeh pour activer la poursuite. Mais alors les nouvelles se succédèrent coup sur coup : Ibrahim-Bey se montrait sur la frontière de Syrie avec ses cavaliers, El-Arisch avait été bombardée par quelques navires anglais, et surtout une grande flotte anglo-turque, avec de nombreux vaisseaux de transport, était arrivée le 12 juillet devant Alexandrie. On touchait au moment décisif.

Bonaparte y était depuis longtemps préparé. Avec sa promptitude et sa précision habituelles, il donna aussitôt des ordres de tous côtés en vue de se protéger contre les Mamelouks, de défendre le Caire, et de réunir les forces destinées au combat principal. Murad-Bey, incessamment poursuivi, fut forcé de se réfugier au sud, dans le désert; le général Reynier eut pour mission de surveiller Ibrahim et la frontière de Syrie; Desaix devait se tenir prêt à redescendre de la Haute-Égypte vers le Caire; Bonaparte lui-même rassembla ensuite à Ramanieh les divisions Lannes et Lanusse (ancienne division Bon), une partie de la garnison d'Alexandrie sous Destaing, et les cavaliers de Murat, en tout six mille hommes environ; Kléber, qui arrivait en hâte de Damiette avec deux mille hommes, devait former la réserve. Le général apprit là que Marmont, avec son peu de forces, n'avait pu empêcher le débarquement des ennemis à Aboukir; ceux-ci, forts de quinze mille hommes d'après les rapports français et de sept mille d'après les Turcs, avaient écrasé les postes français et occupé ce village fortifié, ainsi qu'une redoute placée en avant. Bonaparte s'en émut peu (1); rien ne lui eût été plus agréable, au contraire, que de voir les Turcs sortir de la forte position d'Aboukir et entourer Alexandrie d'un mince cordon de troupes. Mais leur commandant, Mustapha-Pacha, n'était pas si pressé; il voulait

(1) Thiers dit à tort que Marmont en reçut de doux reproches; ses lettres prouvent le contraire.

vraisemblablement attendre l'arrivée des Mamelouks, et il se retrancha sur l'étroite langue de terre, où sa gauche était protégée par le lac Madieh et sa droite par la mer et la flotte. Bonaparte arriva à Alexandrie le 24 juillet; il examina les ouvrages de la ville et la position de l'ennemi, et il décida que l'attaque aurait lieu le lendemain, sans attendre l'arrivée de Kléber. Le 25 au matin, le combat commença par la destruction des premières lignes ennemies, dont Destaing occupa la droite et Lannes la gauche, tandis que les cavaliers de Murat, enfonçant le centre, tombaient des deux côtés sur les derrières des défenseurs, et repoussaient jusque dans les eaux ceux qui n'étaient ni tués ni prisonniers. L'œuvre de sang fut plus difficile quand les troupes s'avancèrent vers la position principale des Turcs, dont la redoute élevée jadis par les Français formait le centre. Après une lutte violente, un bataillon français qui avait tenté de prendre la redoute d'assaut fut contraint de se retirer devant les forces supérieures de l'ennemi; les Turcs, entraînés par l'enivrement de la victoire, sortirent alors de leurs retranchements pour le poursuivre; le général Lannes en profita; il pénétra dans la redoute de côté et par derrière, tandis qu'en avant les renforts de Bonaparte arrêtaient la marche des Turcs. Murat, que le feu de la redoute avait plusieurs fois gêné dans ses attaques contre la gauche de l'ennemi, remarqua à peine que celle-ci avait été emportée par les bataillons de Lannes; il s'élança de nouveau avec une énergie furieuse, rompit la ligne turque, et coupa en même temps la retraite aux défenseurs de la redoute. Les Turcs alors se débandèrent; ne rencontrant partout que le feu ou le glaive, ils s'enfuirent en masses épaisses vers le rivage, et se jetèrent à la mer pour se réfugier sur les canots de leur flotte. Mais là se produisit ce fait incroyable que, de cette flotte même, on tira sur eux, dans l'espoir de les ramener au combat. Les malheureux, au nombre de six mille, a-t-on dit, errèrent donc çà et là en désespérés, dans l'eau jusqu'au cou, sous le feu de leurs amis aussi bien que de leurs ennemis, jusqu'à ce que les balles ou les vagues leur eussent enlevé la vie à tous. Trois mille hommes étaient déjà tombés pendant le combat, Mustapha-Pacha était prisonnier avec deux cents autres; tout le matériel de l'armée était aux mains des vainqueurs. Environ quatre mille hommes s'étaient jetés dans le fort d'Aboukir, où ils furent aussitôt

cernés, bombardés et affamés, et, le 2 août, ils rendirent les armes (1); de toute l'armée de débarquement, il ne restait plus un homme; ce résultat était dû sans doute au mauvais état des armées turques, mais il n'en offrait pas moins au vainqueur un ample sujet pour la glorification de sa propre grandeur et de l'excellence de ses troupes. Bonaparte pouvait à bon droit dire à ses soldats, dans le prochain ordre du jour, que le nom d'Aboukir, funeste pour la France, était devenu un titre de gloire; il pouvait à bon droit penser que désormais la voie du retour lui était largement et brillamment ouverte.

Il désirait maintenant plus ardemment que jamais des nouvelles exactes sur l'état des choses en Europe. Jusque-là, il avait sévèrement interdit à ses subordonnés toute communication et négociation avec les Anglais. Actuellement, il envoya à sir Sidney Smith un jeune et adroit officier de marine, nommée Descorches, qui connaissait parfaitement la langue anglaise, et qui devait, tout en entamant une négociation au sujet de l'échange des prisonniers, tâcher d'avoir des nouvelles d'Europe. Le caractère même du commandant anglais fut ici d'un grand secours à l'envoyé. Sir Sidney était un excellent marin, brave, prudent, infatigable, mais en même temps ambitieux, vain, avide de renommée, toujours tourmenté du désir de se mettre en lumière et de faire parler de lui, et son énergique supérieur, lord Nelson, qui reconnaissait pourtant sa valeur, lui avait déjà fait plusieurs fois d'humiliantes observations. Devant Acre, à côté des grands mérites qu'il s'était acquis par la défense de la ville, il avait commis de véritables énormités en poussant les soldats français à la désertion, en engageant à ce sujet une correspondance des plus vives avec Bonaparte, et enfin en lui adressant une provocation personnelle qui fut repoussée avec dédain. Lorsque Descorches, après avoir traité l'affaire qui lui servait de prétexte, lança quelques réflexions sur la politique européenne, il ne put s'empêcher de dépeindre sous des couleurs exagérées les défaites des Français en Italie et en Allemagne, donna à l'envoyé un gros paquet de journaux de mai et de juin, et finit par lui dire que Nelson l'avait informé de la résolution prise par le gouvernement français de rappeler Bonaparte,

(1) Ces chiffres sont naturellement ceux des rapports français.

et l'avait chargé d'empêcher le passage du général; si celui-ci voulait néanmoins le tenter, ajouta-t-il, il entendrait bientôt parler de lui. Après cette vaillante déclaration, il se tint pour convaincu que Bonaparte ne se hasarderait pas de sitôt à partir, et comme sa provision d'eau tirait à sa fin, il se rendit quelques jours plus tard à Chypre pour en chercher, et revenir ensuite se mettre aux aguets avec un redoublement de vigilance (1).

Pendant ce temps, Bonaparte dévorait les nouvelles qu'il venait de recevoir sur l'état des affaires en France. « Les misérables, s'écriait-il, les hommes de malheur, où en sont-ils arrivés? Pauvre France (2)! » Lorsqu'il eut fini de parcourir les journaux, sa résolution était prise. L'amiral Gantheaume reçut l'ordre de mettre, en grand secret et sous n'importe quel prétexte, les deux frégates qu'il possédait encore, la *Carrère* et le *Muiron*, en état de faire voile. « Je retourne en France, dit-il à Marmont. Tout ce que nous avons conquis au prix de tant de sang et d'efforts est perdu. Dieu sait jusqu'où les ennemis se sont maintenant avancés. Que peuvent les incapables qui aujourd'hui gouvernent l'État? Tout chez eux est ignorance, cupidité, corruption. J'ai porté seul tout le fardeau; sans moi ils n'auraient jamais pu se soutenir; avec mon éloignement, tout devait s'écrouler. Maintenant, il s'agit d'oser, le bonheur ne m'abandonnera pas. On apprendra presque en même temps, en France, la victoire d'Aboukir et mon retour. Ma présence ranimera les esprits, rendra confiance aux troupes, donnera aux bons citoyens l'espoir d'un avenir meilleur. Il faut que nous tentions d'arriver, et nous arriverons. » Il avait toujours aimé à frapper et à entraîner les imaginations par des coups imprévus : il songeait maintenant à se rendre à Gênes, à paraître subitement dans le camp français, à y prendre le commandement en chef, et à annoncer son retour au peuple français par une grande victoire libératrice remportée sur Suworoff.

Pendant que Gantheaume complétait l'équipement et l'armement des deux frégates, Bonaparte retourna au Caire pour y prendre ses dernières mesures; mais il évita de laisser soupçonner ses projets, ce qui aurait produit sans aucun doute la plus dangereuse émo-

(1) Récit de Marmont, d'après le propre aveu de sir Sidney. *Mémoires*, II, 31, 35.
(2) *Mémoires du prince Eugène.*

tion dans l'armée. Tous les hommes avaient le mal du pays au même degré que Bonaparte, et la position était encore si peu assurée, malgré la dernière victoire, qu'ils n'auraient pas manqué de voir dans le départ du général la déclaration formelle d'une ruine irrémédiable. L'effectif des troupes, ainsi que Bonaparte l'avait prédit au Directoire, était réduit à quinze mille hommes à peine; on manquait d'argent, d'habits et d'armes; en dépit de la défaite d'Aboukir, le grand visir rassemblait une nouvelle armée en Syrie, et, en Égypte même, la population indigène, bien que soumise, n'était pas plus gagnée qu'au premier jour de l'occupation française; elle ne désirait pas l'arrivée des Turcs libérateurs moins ardemment que les Suisses et les Italiens n'avaient désiré celle des Austro-Russes. Mais Bonaparte fit taire tous ces soucis par la simple pensée que l'armée, actuellement victorieuse, pourrait se maintenir pendant quelques mois, et qu'ensuite, une fois à Paris et maître de la France, il la soutiendrait bien plus efficacement qu'il ne pourrait le faire en restant au Caire. Regardant toujours devant lui, et jamais en arrière, il reparut soudainement à Alexandrie, et s'embarqua dans la nuit du 22 août, avec une petite escorte. Il remit par écrit le commandement en chef de l'Égypte au général Kléber, officier remarquable à tous égards; mais il ne prit cependant pas cette décision sans une certaine pointe d'ironie, car Kléber était, parmi tous ses généraux, le seul dont la nature forte, droite et clairvoyante fût restée inaccessible au charme entraînant et subjuguant partout exercé par Bonaparte; souvent même il avait irrité ce dernier par ses justes critiques de certains actes, et par le blâme qu'il exprimait au sujet de l'expédition d'Égypte en général. Kléber, en recevant sa nomination, fut donc révolté de se voir imposer ainsi une tâche désespérée, non moins que de la conduite mystérieuse de Bonaparte et de la manière dont il abandonnait l'armée. Après avoir encore une fois examiné et constaté tous les vices et toutes les misères de la situation, il adressa au Directoire un long rapport, dans lequel la vérité était dite sans ménagement, et il demanda l'autorisation d'ouvrir une négociation de paix avec le grand visir.

Une telle accusation, sortie d'une telle bouche, aurait pu avoir les suites les plus graves pour Bonaparte si elle était arrivée à temps au Directoire. Les pouvoirs avec lesquels il avait quitté la

France l'année précédente étaient, à la vérité, si illimités qu'il n'avait pas besoin d'attendre des ordres supérieurs pour y rentrer; mais il avait aussi la responsabilité de toute fausse démarche, et son retour en était évidemment une si la situation était mauvaise en Égypte, et s'il ne revenait pas dans la patrie entouré d'une brillante auréole de victoire. La fortune, qui le favorisait si immuablement alors, le protégea encore contre ce danger. Le rapport de Kléber fut intercepté par les Anglais, tandis que la traversée de Bonaparte s'effectua, lentement à la vérité, mais tout à fait à souhait. Si l'on ne fut pas inquiété par l'ennemi, on eut à lutter contre des vents contraires, et l'on mit plus de vingt jours pour arriver d'Alexandrie à la hauteur de Tunis, en longeant la côte d'Afrique. Là, on passa dans l'obscurité de la nuit, toutes lumières éteintes, devant une escadre anglaise; on doubla la pointe occidentale de la Sicile, on côtoya l'ouest de la Sardaigne, et l'on entra le 30 septembre dans le port d'Ajaccio. A peine le bruit de la présence de Bonaparte se fut-il répandu dans la ville, que les navires, en dépit des lois de la quarantaine, se couvrirent de joyeux visiteurs, qui tous prétendaient être cousins, filleuls, amis du célèbre général. Un vent contraire, soufflant du nord-ouest, retint pendant plusieurs jours les vaisseaux à Ajaccio, et Bonaparte put se renseigner en détails sur Trebbia, Novi et le 30 prairial. Il reconnut alors qu'une brillante victoire en Italie, avec l'armée si affaiblie qui s'y trouvait, était chose impossible même pour lui, et il n'en eut que plus de hâte d'arriver à Paris. Enfin le vent changea, et, le 18 octobre au soir, on se trouva en vue des côtes de France. Là, tout près du port, un nouveau danger vint mettre encore une fois la bonne fortune de Bonaparte à l'épreuve. La vigie de hune signala huit voiles à l'ouest, et, en effet, les vaisseaux de ligne anglais ne se dessinaient que trop nettement sur l'horizon éclairé par le soleil couchant. Gantheaume voulait retourner en Corse; mais Bonaparte, confiant dans son étoile, donna l'ordre de continuer à marcher. Les Anglais, par le fait, n'avaient pas aperçu la petite escadre dans l'obscurité nébuleuse de l'orient; le 9 octobre, lorsque le jour parut, ils étaient hors de vue, et les voyageurs touchaient, près de Fréjus, à la terre de France. Là se renouvela ce qui s'était déjà passé à Ajaccio : il ne fut pas question de quarantaine; des centaines d'hommes se pres-

sèrent autour et sur le pont des vaisseaux, en pleurant et en remerciant le ciel de leur envoyer enfin le soutien, le sauveur, qui devait mettre un terme à tous leurs maux. La nouvelle se répandit dans le pays comme une étincelle électrique. Le jour même, le général se jeta dans une voiture et partit pour Paris.

Alors arriva ce qu'avait prédit Marmont. Les splendeurs fabuleuses de l'Orient semblèrent se déployer de nouveau dans ses actes : Memphis et Thèbes, Cana et Nazareth, les palmiers et le désert, les Pharaons et les croisés! De tous ces tableaux et de tous ces souvenirs se détachait aux yeux ravis de la France un charme resplendissant, devant l'éclat duquel pâlissaient même les récents exploits de Brune et de Masséna. Mais le peuple accourait surtout au général Bonaparte avec la confiance que lui seul pouvait guérir un mal bien plus funeste que la guerre, et mettre fin à l'impéritie, à la confusion, à la destruction. Partout sa présence provoquait une explosion de joie immense, de brûlant enthousiasme; citadins et paysans, soldats et bourgeois se pressaient autour de sa voiture avec des cris sans fin ; tous voulaient le voir, le saluer, toucher sa main. Souvent sa marche était interrompue par la foule qui se précipitait à sa rencontre. Lyon se montra absolument ivre d'enthousiasme; le soir, toute la ville fut illuminée; Bonaparte dut se montrer au théâtre, où il fut reçu par de longues acclamations, et fêté par une pièce improvisée à la hâte : *le Retour du héros*. A Paris, on n'apprit son débarquement qu'au bout de quelques jours. Ainsi qu'il l'avait pensé, sa dépêche relative à Aboukir, qui avait éprouvé un long retard, n'était arrivée que depuis peu, et avait été communiquée aux deux Conseils au bruit de chaleureux applaudissements. Le *Moniteur* avait publié ensuite un rapport détaillé de Berthier, dans lequel il était rendu compte jour par jour de tous les actes de l'armée d'Orient en Syrie, et ce fut au cours de cette publication qu'on apprit le retour du général victorieux. Le 12 octobre, un nouveau message du Directoire ayant été annoncé aux Cinq-Cents, une grande masse de peuple et de soldats pénétra dans la salle, avec un corps de musique; l'Assemblée se leva, et à peine le nom de Bonaparte eut-il été prononcé, qu'un tonnerre de vivats retentit. On apprit alors qu'il était là enfin ; de nouveaux cris de joie se mêlèrent au son de la musique, le tonnerre du canon leur répondit au dehors, et dans la ville immense se répandit le sentiment que

l'on touchait au port après tant d'effroyables tempêtes. Jamais une grande nation ne s'est jetée dans les bras d'un homme avec un plus entier abandon.

CHAPITRE II

LE 18 BRUMAIRE

A côté de la joyeuse émotion produite dans la masse de la population par le retour de Bonaparte, il était dans l'ordre que des réflexions d'une autre nature occupassent les possesseurs du pouvoir. Tous appréciaient sans doute les talents militaires de Bonaparte; mais les frontières de la France n'étaient pas alors en danger, et, vu la désagrégation notoire de la coalition, on eût pu espérer, même sans lui, faire de nouveaux progrès en Italie et en Allemagne. D'autre part, son ambition politique n'était pas moins connue de tous que son génie militaire, et quelles bornes pouvait-on lui opposer en présence de l'enthousiasme actuel de la nation? On se demandait aussi quelle couleur il adopterait, quelles personnes il favoriserait; les circonstances avaient tellement changé durant son absence, qu'il était en dehors de tous les partis, et que, très vraisemblablement, il aspirait à les dominer tous. Lui-même resta quelque temps silencieux, se laissa rechercher, et étudia les choses et les hommes. Chaque jour lui fournissait une preuve nouvelle de la profonde désorganisation de l'État, du désir de repos, de sécurité et de bien-être qui prédominait chez l'immense majorité des citoyens, de l'horreur des masses pour les agitations et les luttes politiques, de la confiance absolue du peuple et de l'armée en sa force et ses lumières. Sa petite maison de la rue de la Victoire ne désemplissait pas de visiteurs de tout rang; généraux et ministres, députés et écrivains, démocrates et conservateurs se pressaient autour de lui, pour nouer des relations, pour le gagner, pour connaître ses plans. Peu à peu, il commença à sonder les différentes fractions. Il avait jadis, en 1797, fait une avance significative à l'abbé Sieyès, qui n'y avait pas répondu, et il lui en était resté une aversion profonde pour ce grand théoricien. Il se tourna donc en premier lieu vers les deux Directeurs Gohier et Moulins, qui ne

haïssaient rien tant que leur collègue Sieyès, et après leur avoir déclaré que ce prêtre orgueilleux lui était odieux, il leur demanda s'il ne pourrait pas entrer au Directoire à sa place. Mais la constitution exigeait que tout Directeur fut âgé au moins de quarante ans, et Bonaparte n'en avait que trente; la question était tranchée par là pour le consciencieux jurisconsulte Gohier, car les deux Conseils eux-mêmes ne pouvaient passer outre sur un des articles de la constitution. Le général rechercha sans plus de succès quels étaient les sentiments et les ressources des généraux jacobins. Des deux parts on était également convaincu de l'incapacité des gouvernants actuels et de la nécessité d'un changement de constitution; mais les avis se divisaient lorsqu'il s'agissait de la forme à adopter. Nous avons vu dans quel cercle tournaient alors les pensées de Bernadotte et de Jourdan; elles se résumaient en un vague tableau d'énergie révolutionnaire, dans lequel toutes les passions du club étaient déchaînées, en même temps que le reste du peuple était soumis à la toute-puissante et arbitraire domination du sabre. Quant à leurs idées politiques, elles étaient aussi pauvres que leurs ressources actuelles. Bonaparte reconnut promptement qu'ils n'avaient rien à lui offrir, et il ne pouvait douter, du reste, qu'une alliance avec les Jacobins ne compromît d'un seul coup son immense popularité. Il s'était déjà entendu à ce sujet avec un certain nombre des hommes les plus éminents des cercles politiques d'alors, avec Talleyrand, Cambacérès, Rœderer, l'amiral Bruix, et surtout avec son frère Lucien, que les Cinq-Cents avaient appelé au fauteuil de la présidence. Tous s'accordaient à reconnaître que la population était remplie de dégoût pour les éternels bavardages parlementaires, qu'elle avait vu avec effroi les hommes de 1793 surgir de nouveau, qu'elle ne voulait plus entendre parler de la liberté politique, à laquelle elle n'avait dû jusque-là que la perte de ses biens, de son industrie, de son commerce, et la disparition de toute justice et de tout crédit. Tous le pressaient donc de s'entendre avec Sieyès et Roger-Ducos. Par là, il s'assurerait deux voix au Directoire, une majorité décidée au Conseil des Anciens, une partie considérable du Conseil des Cinq-Cents, et il aurait pour lui un grand parti déjà organisé et facile à conduire. Ils travaillèrent Sieyès dans le même sens. Celui-ci hésita aussi pendant quelques jours; lors d'une rencontre chez Gohier, Bonaparte ne

l'avait pas honoré d'un regard, et le vaniteux abbé était rentré chez lui, furieux contre l'insolent officier. Mais l'intérêt commun était trop évident; Sieyès se déclara enfin prêt à conclure une alliance, « bien que je sache, ajouta-t-il, quel est le sort qui m'attend; dès qu'il aura atteint son but, il nous mettra de côté, moi et vous tous ». Auparavant, toutefois, Bonaparte voulut aussi tâter Barras. Bien qu'il méprisât cet homme corrompu, il savait que sa voix pouvait être de la plus haute importance, puisqu'elle décidait de la majorité au Directoire. Mais Barras, sans se montrer précisément hostile, repoussa toutes les avances. Bonaparte se rendit donc le 30 octobre chez Sieyès, pour lui déclarer qu'il voulait agir de concert avec lui, et tous deux décidèrent le soir même que le coup décisif serait porté avant huit jours.

On désirait naturellement donner autant que possible au coup d'État la forme d'un changement légal de constitution. On pouvait, pour cela, compter sûrement sur la grande majorité du Conseil des Anciens, où régnait la ferme conviction qu'un gouvernement collectif, exercé par cinq personnes divisées entre elles, ne pouvait rien valoir, même avec la meilleure entente entre le Directoire et la représentation nationale, surtout quand ce gouvernement était privé de toute influence sur la législation, et n'avait pour l'administration du pays d'autres organes que des Conseils à demi indépendants et tout à fait inutiles. Bonaparte était donc absolument sûr de ces hommes. Au Conseil des Cinq-Cents même, il s'était produit depuis le 14 septembre un revirement qui permettait de ne plus considérer comme impossible une décision favorable. Depuis que la majorité avait rompu ouvertement avec les Jacobins par le rejet de la motion de Jourdan, les chefs des modérés, d'intelligence avec Sieyès, avaient pu obtenir de notables progrès vers le rétablissement de l'ordre dans les affaires de l'État. Lors du retour de Bonaparte à Paris, le Directoire venait précisément d'envoyer aux Cinq-Cents un message relatif aux finances, lequel, contrairement aux protestations réitérées des Jacobins, accusait un déficit de 250 millions dans les recettes de l'année écoulée, et demandait les mesures nécessaires pour le couvrir. Une enquête plus minutieuse fit découvrir que le mal était plus grand encore. Le Directoire avait compris dans ses comptes, pour une somme considérable, la rentrée de bons de rente et de réquisitions, qui étaient des valeurs

mortes pour le trésor; de plus, on avait évalué beaucoup trop haut les recettes des derniers mois; septembre, par exemple, n'avait donné que 13 millions, au lieu des 50 de l'année précédente; de sorte que le déficit, après rectification, s'éleva à près de 400 millions pour un budget de 725. Où était le temps où un déficit de 200 millions renversait l'ancienne monarchie, et, plus récemment, où un prétendu déficit de 67 millions occasionnait le coup d'Etat du 30 prairial? Les dures leçons de l'expérience avaient enfin produit leur effet : les Cinq-Cents répondirent au message du 13 octobre, non en renversant le gouvernement, mais en prenant de très sérieuses résolutions. Dès le 15, Poulain-Grandpré (ardent Jacobin d'ailleurs, mais plus prudent que ses amis dans les questions de finances) lut au nom de la commission des finances un rapport sur une réforme importante et depuis très longtemps demandée dans la perception des impôts. Plus de trois mois auparavant, Berlier avait rappelé que, sous l'ancien régime, les provinces d'État s'étaient très bien trouvées, pour les impôts directs, d'un mode de perception en vertu duquel le percepteur était constitué débiteur de l'État pour le montant mensuel des impôts à percevoir; il délivrait des traites au gouvernement, payait des intérêts pour les sommes arriérées, et en recevait pour les avances. Le Directoire s'était aussitôt emparé de cette idée; le 15 juillet, il avait sommé les Cinq-Cents de rendre les receveurs généraux des départements responsables de l'exactitude des rentrées, et de leur faire signer à cet effet des obligations à échéance fixe. La motion fut renvoyée à la commission; mais, lorsque la lutte éclata entre Sieyès et les Jacobins, il ne fut plus question de réformes, et, le 8 octobre encore, le député Saint-Horent déclara que ce système ne pouvait être introduit avant la confection des rôles depuis si longtemps réclamés. Cependant, moins d'une semaine plus tard, la commission avait résolu de ne pas attendre plus longtemps, et Poulain-Grandpré proposa de décréter le système sans délai, faisant valoir les frais énormes qu'entraînait l'ancien procédé, tandis que le nouveau système supprimait de nombreux et dispendieux employés. Avant qu'on eût rien décidé, la pénurie des finances fit faire un pas de plus encore. Les séances secrètes se succédèrent d'abord au Conseil des Anciens, en vue de découvrir des remèdes efficaces; puis, le 25 octobre, les Cinq-Cents eurent aussi une délibération secrète, dans

laquelle tous les maux de la situation furent résolument abordés.

Creuzé-Latouche mentionna d'abord, d'après les états spéciaux du ministère des finances, mis à sa disposition, la diminution croissante de toutes les branches de revenus, et s'étendit sur ses causes. Son discours fut une critique constante et écrasante de la législation jacobine depuis le 30 prairial, de la loi des otages et de l'emprunt forcé, qui avaient amené la dépréciation complète de la propriété territoriale et donné toujours plus d'extension à la guerre civile. De nouveaux troubles, en effet, avaient éclaté au midi, dans les départements de l'Ardèche, du Gers, de Vaucluse, et, dans seize départements de l'ouest, les autorités républicaines avaient grand'peine à se maintenir. Divers chefs royalistes, le comte Frotté, Bourmont, d'Hervé, avaient réuni autour de leur bannière des bandes de quatre mille hommes et au delà; des villes considérables, comme le Mans et Angers, furent momentanément occupées par eux, une attaque dirigée contre Nantes ne fut repoussée qu'à grand'peine. La proclamation de la loi des otages ne fit qu'accroître leur force, une foule de citoyens paisibles d'ailleurs aimant mieux combattre avec les Chouans pour leur liberté que se livrer sans défense à la prison et à la déportation. La minorité jacobine des Cinq-Cents, bien qu'elle serrât les poings avec fureur, n'osa point soulever d'opposition lorsqu'il fut décidé qu'une commission serait chargée de proposer des modifications à la loi des otages. Il en fut de même pour l'impôt forcé. On discuta sur les abus des délégations, et plusieurs voix demandèrent que le payement en fût suspendu jusqu'après l'examen approfondi des droits de chacun; on demanda aussi le remaniement complet des lois sur les contrats privés passés au temps du papier-monnaie, qui menaçaient d'éterniser l'incertitude légale dans les affaires; on s'éloigna même des tendances des vrais révolutionnaires au point d'instituer une commission chargée d'examiner les abus commis dans l'inscription sur la liste des émigrés, et de hâter les radiations. Le Directoire, toujours dans le même esprit, avait nommé le général Hédouville, officier intelligent et doux, commandant en chef de la colonne dirigée contre les Chouans, et lui avait donné plein pouvoir pour traiter de la paix avec les insurgés, proscrits jusque-là.

Par suite des décisions du 25, Thibaut lut le 31 octobre le rapport de la commission sur l'emprunt forcé. Ce fut pour les

Jacobins un coup nouveau et écrasant. L'emprunt avait, déclara-t-il, occasionné un trouble général dans le pays, pour deux motifs : la progression du taux de l'impôt et le caprice qui présidait aux évaluations. Il avait pesé lourdement sur les propriétaires, et avait encore diminué le produit déjà si faible de l'impôt foncier. Il avait paralysé les affaires, déjà languissantes, et réduit par là les revenus de l'enregistrement. Il avait fait disparaître toute espèce de luxe, et enlevé par conséquent tout travail à la classe ouvrière. Les commissions d'évaluation avaient commis les bévues les plus incroyables (1), de sorte que les commissions d'enquête étaient accablées de travail. Et quel avait été le résultat de tout cela? Pour le 27 octobre, la ville de Paris avait donné 200 000 francs en or, et 700 000 francs en bons de rente, et tous les départements réunis cinq ou six millions. Et Thibaut concluait en proposant d'abandonner l'emprunt forcé, et d'élever, pour le remplacer, tous les impôts directs de 50 pour 100.

Pendant le discours déjà, plusieurs interruptions s'étaient produites à gauche; lorsqu'il fut terminé, tout ce côté se leva en masse pour demander avec violence qu'on écrasât par l'ordre du jour pur et simple une motion si attentatoire à la liberté. Mais Fabre leur répondit avec un redoublement d'énergie : « Votre système progressif, dit-il, écrase précisément la population pauvre; l'emprunt, d'ailleurs, produira au plus 35 millions, et il causera aux autres impôts un déficit de 150. » En dépit des fureurs de la gauche, une grande majorité rejeta l'ordre du jour, et résolut d'engager la discussion. « La contre-révolution est accomplie! » s'écria là-dessus un député jacobin.

Le 2 novembre, la Chambre revint au mode de perception des impôts, et Poulain-Grandpré, pour appuyer sa motion, exposa combien il était urgent de mettre un terme aux abus des délégations, lesquelles avaient entraîné l'État à une misère sans exemple jusque-là. « Les détenteurs de délégations, dit-il, absorbent les revenus de l'État, négligent les engagements pris, et l'État est forcé de vivre de réquisitions. » Après quelques hésitations, on adopta

(1) Ce qui fut particulièrement désagréable, ce fut cette remarque que, dans bien des cantons, les évaluateurs avaient surtout taxé d'une manière oppressive les anciens représentants du peuple et les hommes de la Convention.

enfin le 3 novembre ce principe général que tout receveur général devait souscrire chaque mois une obligation pour le versement d'un seizième de l'impôt annuel. Quatre jours plus tard, commença la discussion de la motion de Thibaut sur l'emprunt forcé, attendue avec une impatience si générale. Les Jacobins déployèrent encore une fois toutes leurs forces pour cette lutte désespérée ; on reconnut aussitôt que la discussion durerait plusieurs jours ; mais personne ne conserva un doute sur le résultat final, surtout lorsque Thibaut eut réduit de 50 à 30 pour 100 l'augmentation d'impôts qu'il demandait.

De tout cela se détache en pleine lumière ce fait que la majorité des Cinq-Cents prenait alors la direction que Bonaparte lui-même comptait adopter lors de son prochain avènement au pouvoir. Comme lui, cette majorité voulait le retour à une politique régulière, à un crédit solide, à une administration intelligente. Mais il faut reconnaître qu'elle était loin de se composer d'éléments aussi sûrs, aussi unis entre eux que celle du Conseil des Anciens. A côté des hommes bien résolus de la droite elle était formée par les voix chancelantes du centre, qui avaient généralement subi l'influence dominatrice des Jacobins depuis le 30 prairial, et qui, bien qu'elles eussent été entraînées dans les dernières semaines par la ferme attitude du gouvernement, pouvaient bien faire volte-face de nouveau, si les Jacobins reprenaient le dessus. Pour s'assurer contre un semblable revirement, il fallait que Bonaparte et Sieyès se présentassent avec toute l'autorité que donne la certitude de la victoire ; en d'autres termes, il fallait qu'ils pussent compter d'avance sur l'assentiment et le concours des troupes de ligne. Bonaparte avait déjà fait de ce côté des pas considérables. Il avait facilement gagné le plus important des généraux présents, le général Moreau, lequel, irrité au plus haut point contre l'ancien Directoire et peu satisfait du nouveau, avait répondu avec empressement à ses premières avances, s'était mis tout à sa disposition pour le moment de l'action, et avait seulemennt refusé de prendre la moindre part aux délibérations. Plusieurs autres, tels que Macdonald et Beurnonville, suivirent cet exemple. Pour ce qui concernait les troupes, divers régiments de la garnison avaient fait partie de l'armée d'Italie en 1796, et avaient voué à leur chef victorieux un atachement fanatique ; les compagnons de Bonaparte en Égypte, Murat, Lannes, Marmont, étaient incessamment occupés

à propager ces sentiments, chacun dans son arme. Ce qui était fort heureux aussi, c'est que les chefs de bataillons et les adjudants de la garde nationale de Paris devaient presque tous leurs places à Bonaparte, qui, pendant son administration après le 13 vendémiaire, avait complètement réorganisé le personnel de la garde nationale. De plus, deux des partisans les plus importants du Directeur Barras, le ministre de la police Fouché, et Réal, commissaire près le département de la Seine, se tournèrent habilement vers le soleil levant et abandonnèrent sans scrupule leur ancien patron. Loin de redouter le moindre danger du côté de la police, la conjuration était sûre de son appui, et pouvait librement déployer ses forces. Ce qui se préparait n'était donc pas le soulèvement des masses populaires contre l'ordre de choses existant; c'était l'attaque d'une moitié des pouvoirs gouvernementaux contre l'autre moitié, du ministère contre le Directoire, des généraux contre le pouvoir civil, de la Chambre haute contre le gouvernement.

Le 6 novembre eut lieu un grand banquet donné par un certain nombre de députés des deux Conseils aux généraux Moreau et Bonaparte. La majorité des Cinq-Cents s'était, il est vrai, refusée à une ovation officielle, mais beaucoup y prirent part isolément. Sept cent cinquante convives environ s'y trouvèrent réunis; il était présidé par Lemercier, président du Conseil des Anciens, aux côtés duquel étaient assis Gohier, président actuel du Directoire, et le général Moreau; puis venait le président du Conseil des Cinq-Cents, et, après lui, le général Bonaparte (1). Le *Moniteur* rapporta qu'un ordre admirable avait régné pendant le repas; c'était le calme de la crainte et de la contrainte. Les amis de Bonaparte avaient dû préparer tant de monde aux prochains événements, que tous savaient que de grandes choses allaient s'accomplir; mais que seraient ces choses, quand auraient-elles lieu, qui les exécuterait? là-dessus le secret était bien gardé, et peu d'assistants au banquet savaient si leur voisin était un ami ou un ennemi. Bonaparte, de peur d'être empoisonné, ne mangea ni ne but que ce que ses adjudants lui avaient apporté; aussitôt après les toasts officiels, il disparut avec Moreau, et courut chez Sieyès

(1) Un trait qui caractérise la littérature bonapartiste, c'est que, à ma connaissance du moins, Moreau n'y est nommé nulle part, et que la fête est mentionnée partout comme donnée exclusivement en l'honneur de Bonaparte.

pour prendre les dernières dispositions. L'essentiel était de remettre au général Bonaparte, d'une manière quelconque, le commandement en chef des forces de Paris; ce point gagné, le général espérait pouvoir prévenir toute résistance, ou au moins en triompher. Or, la constitution donnait au Conseil des Anciens le droit de transférer au besoin le siège des séances du Corps législatif dans une autre commune de France; on décida donc de faire rendre un décret qui, sous le prétexte d'une prétendue conspiration jacobine, désignerait Saint-Cloud comme siège des séances des deux Conseils. Ceci, comme nous venons de le dire, était incontestablement dans les attributions du Conseil des Anciens; mais on en tira la conséquence que quiconque pouvait ordonner le transfert pouvait aussi prendre les mesures nécessaires pour le protéger, et on résolut d'ajouter simplement au décret que le Conseil en confiait l'exécution au général Bonaparte, auquel il remettait à cet effet le commandement en chef de toute la force armée de la dix-septième division. Inutile de dire que ceci était complètement hors de la compétence du Conseil : si celui-ci croyait avoir besoin de mesures de sûreté, il n'avait qu'à s'adresser simplement à la force exécutive du Directoire. Il s'agissait donc ici pour Bonaparte de prendre pied, et de voir jusqu'où le suivrait le dévouement des troupes. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, vingt des membres les plus influents des deux Conseils se réunirent chez le président du Conseil des Anciens, pour régler en détail les mesures à prendre et distribuer les rôles dans l'action qui se préparait. Cette fois encore, il fut à peine question de la constitution que l'on adopterait; Bonaparte coupa court à toute discussion à ce sujet en disant, ce qui flatta fort Sieyès, que ce maître en fait de constitutions y pourvoirait amplement. Dans la journée du 8, on apprit de plusieurs côtés que les Jacobins, alarmés par les mouvements qu'ils remarquaient dans le camp ennemi, se remuaient aussi; on résolut donc de ne pas attendre plus longtemps, et on fixa le nouveau salut de l'État au lendemain matin, 18 brumaire, selon le calendrier républicain. Les convocations à la séance du 18, à sept heures du matin, furent écrites durant la soirée et la nuit, et envoyées à cinq heures aux membres du Conseil des Anciens; mais, par un étrange malentendu, les cartes destinées aux membres jacobins ne leur furent remises que trois heures plus tard. Pen-

dant ce temps, Réal prononçait la suspension des douze conseils municipaux de Paris, dont quelques-uns auraient pu devenir le centre d'une résistance jacobine, et Fouché faisait fermer les barrières de la ville, afin de couper toute communication entre les législateurs jacobins de Saint-Cloud et leurs amis de Paris. Bonaparte, de son côté, avait convoqué chez lui, pour six heures du matin, les généraux de la garnison et les officiers de la garde nationale, et, agissant déjà en maître, avait ordonné une revue de quelques régiments pour le courant de la matinée. Gohier ne soupçonnait rien ; Bonaparte, pour l'entretenir dans une entière sécurité, lui avait promis très amicalement d'aller dîner chez lui le 18 avec sa femme.

Les événements du 18 brumaire, ainsi soigneusement préparés, s'accomplirent comme on le désirait. Le décret relatif à la translation du Corps législatif et à la nomination de Bonaparte au commandement de Paris fut voté presque sans discussion par le Conseil des Anciens (1) ; à huit heures, il était aux mains du général ; celui-ci le lut aux officiers réunis, qui l'accueillirent avec enthousiasme, après quoi il se rendit au Conseil des Anciens, accompagné d'un brillant cortège, pour prêter serment à la constitution en sa nouvelle qualité ; mais il se contenta de jurer qu'il défendrait toujours la liberté et la République. Vers onze heures, au moment où ils allaient prendre une décision relativement à l'emprunt forcé, les Cinq-Cents reçurent le décret de translation, qui les surprit fort ; mais Lucien Bonaparte, leur président, put, en vertu même du décret, interdire toute discussion jusqu'à l'ouverture à Saint-Cloud de la prochaine séance. Pendant ce temps, Bonaparte établissait son quartier général aux Tuileries, chez les inspecteurs de la salle du Conseil des Anciens, où Sieyès et Roger-Ducos se rendirent également. De là, Talleyrand et Bruix coururent chez Barras pour lui exposer la situation, et l'amener par des promesses ou des menaces à donner sa démission. Il était trop faible et trop mou pour se faire longtemps prier, et sa retraite condamna Moulins et Gohier à l'impuissance, car le concours de trois membres était nécessaire pour que les décisions du Directoire fussent valables.

(1) Le *Moniteur* du 19 novembre donne le compte rendu détaillé de la séance. La motion fut présentée non par Cornet, mais par Régnier. Montmayou seul y fit opposition ; mais, pour toute réponse, on lui rappela combien les circonstances étaient pressantes.

Ces deux derniers se rendirent aux Tuileries pour essayer encore une fois l'effet de leur éloquence sur Bonaparte et sur Sieyès; là, il y eut entre Gohier et le général une vive discussion, qui naturellement resta sans résultat. Lorsqu'ils furent rentrés au Luxembourg, Bonaparte chargea le général Moreau de faire cerner le palais par ses troupes, et de couper ainsi aux deux Directeurs toute communication avec l'extérieur.

Tout avait réussi jusque-là sans la moindre difficulté. Il s'agissait maintenant de dire le dernier mot, et de décider le lendemain les Conseils réunis à Saint-Cloud à dissoudre le Directoire, à confier le gouvernement à Bonaparte, Sieyès et Ducos, avec le titre de Consuls de la République, et à nommer une commission parlementaire chargée de préparer un projet sur les réformes à apporter à la constitution. Pour mieux assurer le succès, Sieyès proposa de faire arrêter environ quarante des plus ardents députés jacobins; mais Bonaparte, qui ne pouvait croire à une possibilité de résistance à la force armée, déclara cette mesure superflue. Il pensa qu'il suffisait d'envoyer à Saint-Cloud son ancien compagnon d'armes, Sérurier, avec quelques régiments; mais il devait bientôt éprouver que, dans les luttes politiques, la baïonnette n'est pas la seule arme dangereuse.

La séance du 19 brumaire, à Saint-Cloud, était fixée à midi pour les deux Conseils; les Cinq-Cents devaient se réunir à l'Orangerie, et les Anciens dans une salle du palais. Les députés furent exacts, mais ils ne trouvèrent pas les locaux complètement appropriés. Les membres des deux Conseils, confondus entre eux, se promenèrent par groupes dans le jardin. Les Anciens étaient pressés de questions; on leur demandait ce que signifiait cette mesure extraordinaire, quels en étaient les motifs, à quoi on voulait en venir, et les réponses n'étaient ni rassurantes ni satisfaisantes. Les têtes commencèrent à s'échauffer parmi les Cinq-Cents; les chefs jacobins se concertèrent rapidement, et convinrent qu'il ne fallait à aucun prix permettre un nouveau coup d'État. Enfin la séance put commencer. Les mêmes questions se reproduisirent aux Cinq-Cents sous une forme officielle, et comme personne ne pouvait y répondre, les cris : « Pas de dictature ! à bas le dictacteur ! » se firent entendre. Aussitôt les motions se succédèrent; il fallait annoncer au Conseil des Anciens que l'Assemblée était constituée, lui demander des

explications sur le motif et le but de la translation, envoyer une députation au Directoire, adresser un manifeste au peuple, etc. Mais, avant qu'on eût rien décidé, Grandmaison, toujours violent, s'écria : « A quoi bon ces discours vagues sur la liberté et la République? Nous ne voulons pas d'une République semblable à celle de Venise ou des États-Unis, nous voulons notre constitution; je propose que tous les membres prêtent nominalement le serment de défendre la constitution. » Personne n'osa résister, et il fut ainsi décidé, au milieu de cris d'approbation. Combien de serments de cette nature avient été prêtés et oubliés depuis 1789! Il y avait folie évidente à perdre trois ou quatre heures à une cérémonie si complètement dépouillée de prestige.

Bonaparte résolut sur-le-champ de profiter du délai qui lui était ainsi procuré. « Il faut en finir », dit-il à ses compagnons, et il entra au Conseil des Anciens, qui attendait encore dans l'inaction la nouvelle de la constitution des Cinq-Cents. Il se passa alors une scène inattendue. La grande majorité du Conseil était d'accord avec le général; cependant il y avait une minorité qui ne voulait pas entendre parler d'un changement de constitution, qui se plaignait amèrement de n'avoir pas été convoquée à la séance de la veille, et qui, en entendant alléguer un complot jacobin, demanda violemment qu'on en nommât les auteurs, le but et les moyens. Les amis de Bonaparte ne trouvèrent alors d'autre expédient que de suspendre la séance jusqu'à ce que les Cinq-Cents fussent constitués. Dans cette situation, Bonaparte fut accueilli à son entrée avec une émotion et une inquiétude visibles, et il éprouva ce qu'a éprouvé depuis lors plus d'un vaillant guerrier : l'aspect de cette salle agitée lui coupa la respiration et lui enleva cette présence d'esprit qui ne faisait que s'accroître au tonnerre des batailles. Il hésita, balbutia, et ne sut trouver que des phrases entrecoupées : « Vous ne siégez pas dans des circonstances ordinaires, vous êtes sur un volcan; laissez-moi parler sans m'interrompre; j'étais tranquille à Paris, lorsque le Conseil m'a appelé; je suis venu, ainsi que mes compagnons d'armes, avec des sentiments tout à fait désintéressés; en récompense de mes peines d'hier, j'entends aujourd'hui parler d'un César et d'un Cromwell; on dit que je veux fonder une domination militaire. » Alors, comme si la flamme de son ambition s'allumait à ce mot : « Si j'avais voulu

cela, je n'aurais pas attendu vos ordres; plusieurs fois déjà, et dans les circonstances les plus favorables, on m'a sommé de prendre le pouvoir; j'y étais appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, par le vœu de mes soldats, de ces soldats si maltraités depuis mon départ, que l'on envoie maintenant faire une abominable guerre civile en Vendée; les dangers sont pressants, ne pensez qu'à eux; sauvez la liberté et l'égalité. » Ici, un membre de la gauche s'écria : « Et la constitution? » A cette interruption, l'impatience de Bonaparte ne connut plus de bornes; donnant libre cours aux sentiments qui remplissaient son cœur : « La constitution, répondit-il, vous l'avez violée le 18 fructidor, le 28 floréal, le 30 prairial; la constitution, tous les partis l'invoquent et tous l'ont détruite; elle ne peut pas sauver le pays, car personne ne la respecte plus. » Le mot de la journée était prononcé, non sous la forme parlementaire assurément, et sans preuves, sans art oratoire. Qu'aurait-il pu répondre, si quelqu'un lui avait rappelé l'appui qu'il avait prêté au 18 fructidor? Il n'en avait pas moins raison, et la force du pouvoir militaire ne s'en faisait que mieux sentir. Néanmoins, la résistance n'était pas encore vaincue. On revint au complot; les opposants demandaient des révélations, afin de mieux prouver la nullité du prétexte; les amis demandaient qu'on leur fournît quelques matériaux qui leur permissent de conserver l'apparence de la légalité. Au milieu de cette discussion de plus en plus tumultueuse, le général perdit encore une fois sa présence d'esprit; il s'égara dans des assertions vagues et d'une criante fausseté, et prétendit que Barras et Moulins l'avaient pressé de renverser la constitution. « A la vérité, dit-il ensuite, je ne puis leur en faire un reproche; en déclarant la constitution impuissante, ils ne faisaient qu'exprimer l'opinion de la France. » Puis il déclara de nouveau que toutes les factions étaient venues frapper à sa porte, mais qu'il les avait toutes repoussées, car il appartenait à un seul grand parti, celui du peuple français. Mais bientôt sa patience fut à bout une seconde fois. « Je compte sur vous, sur vous seuls, s'écria-t-il, et non sur les Cinq-Cents, sur cette Assemblée où siègent des hommes qui veulent ramener toutes les terreurs de 1793, et qui, en ce moment même, envoient des messagers à Paris pour y allumer le feu de la révolte. Mais, ajouta-t-il, ne craignez pas ces menées; je vous protégerai,

j'en atteste mes frères d'armes, dont j'aperçois les baïonnettes, et si un orateur, payé par l'étranger, osait parler de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde que cette condamnation ne retombe sur sa propre tête; j'en appellerais à vous, mes braves compagnons d'armes, à vous, vaillants soldats que j'ai si souvent conduits à la victoire; je me confierais à vous et à mon étoile! Songez que je marche accompagné du dieu de la victoire et du dieu de la guerre! » C'étaient les paroles qu'il avait déjà adressées un an auparavant au divan du Caire. Là-dessus il sortit, et les députés entendirent les troupes l'acclamer au dehors par de longs vivats.

Ces déclamations sans suite produisirent sur l'Assemblée un effet pénible. Le léger voile de légalité dont on avait cherché à entourer le coup d'État était déchiré; il était évident pour tous qu'il n'existait pas de complot ennemi, et que la translation à Saint-Cloud n'avait aucun motif légal. Un seul fait se présentait dans toute sa nudité, c'est qu'un soldat ambitieux était résolu à renverser la constitution existante, et à briser toute résistance par la force des armes. La majorité, qui lui était pourtant favorable, en était consternée; mais elle était déjà allée trop loin pour pouvoir reculer; d'ailleurs, bien qu'elle eût désiré qu'on procédât plus doucement, elle était toujours convaincue que le maintien de la situation actuelle équivalait à la ruine de la France. Elle ne recula donc pas, et la discussion, après le départ de Bonaparte, se traîna en insignifiantes formalités.

Le général, raffermi par les acclamations des troupes, s'était ensuite dirigé vers les Cinq-Cents. Aussitôt après la prestation du serment, cette Assemblée avait reçu du Directeur Barras une lettre par laquelle celui-ci lui annonçait sa rentrée dans la vie privée, et une discussion s'était engagée pour savoir si l'on dresserait sur-le-champ une liste pour la nouvelle élection, ou si l'on ordonnerait une enquête sur la liberté de la démission. Grandmaison avait de nouveau commencé un discours passionné, lorsqu'un grand bruit se fit entendre à la porte, et Bonaparte parut, accompagné de quatre grenadiers. L'aspect d'hommes en armes provoqua un effroyable tumulte. « Le sanctuaire des lois est profané! A bas le tyran! Bonaparte a souillé sa gloire! » tels sont les cris qui s'entre-croisent. Un groupe furieux se précipite au-devant du général avec des cris et des menaces. « A bas le dictateur! » crie-t-on de

toutes parts; quelques-uns le saisissent au collet, pour l'arrêter ou le renverser; de différents côtés on demande le bannissement du traître. En présence de ces attaques inattendues, Bonaparte perd la tête : il tombe dans les bras d'un de ses grenadiers. A cette vue, le général Lefebvre, commandant de Paris, pénètre dans la salle; il entraîne Bonaparte loin du tumulte, qui continue avec une fureur toujours croissante. Comme après le 30 prairial, c'étaient les Jacobins qui avaient le dessus; les autres, soit qu'ils fussent effrayés par la violence du tumulte, soit qu'ils fussent réellement convaincus, votèrent toutes les mesures propres à prévenir un coup d'État et à protéger la constitution. Mais le bruit fait par les Jacobins ne permit qu'à leurs partisans de prendre la parole. Bertrand (du Calvados) déclara que le Conseil des Anciens avait eu le droit de transférer le siège des séances, mais non celui de nommer Bonaparte; Talot demanda que le Conseil quittât un lieu où il était entouré de baïonnettes, et retournât à Paris solennellement et en grande pompe; Destrem voulait que le Conseil prononçât la permanence de la séance; Blin proposa de mettre toutes les troupes de Versailles sous les ordres des inspecteurs. Dans l'intervalle, des cris continuaient à demander la mise hors la loi de Bonaparte, et Lucien s'efforçait vainement d'excuser l'apparition de son frère et de rappeler ses services militaires. Enfin il se dépouilla des insignes de sa dignité, et quitta le fauteuil de la présidence, afin de ne pas mettre lui-même aux voix la proscription de son frère. Là-dessus s'éleva une nouvelle tempête; on entourait Lucien pour l'obliger à reprendre le fauteuil, lorsque tout à coup une troupe de grenadiers parut dans la salle, enveloppa Lucien, et l'entraîna au dehors en criant : « Sur l'ordre du général! » Dans la cour du château, Lucien trouva son frère, quelques officiers, et les grenadiers de la garde du Corps législatif. Le général était bien résolu à employer la force, mais il n'était pas absolument sûr que l'attachement des soldats allât jusqu'à leur faire attaquer les représentants du peuple, qu'ils avaient avant tout mission de défendre. Sérurier, avec sa barbe blanche, passait et repassait devant leurs rangs en brandissant son sabre : « Soldats, s'écriait-il, les drôles ont voulu assassiner votre général; mais ne bougez pas, attendez des ordres. » Et les soldats, avec une obéissance qui désespérait le vieillard, ne bougeaient pas, en effet; Talleyrand,

Rœderer, et quelques autres amis, se tenaient à l'écart, avec des visages pâles et allongés. Lucien alors prend une résolution; il s'élance à cheval, et s'avançant vers le front du bataillon : « Soldats, dit-il, le président du Conseil des Cinq-Cents vous annonce que les représentants du peuple sont dominés par une faible minorité armée de poignards; ce sont les mêmes criminels qui viennent de menacer de leurs couteaux la tête de votre général (1); je vous somme de protéger de vos baïonnettes les députés de la nation française contre le poignard des conspirateurs, et de délivrer les Cinq-Cents. » Les troupes hésitent; il faut recourir aux grands moyens. Lucien saisit une épée, la tourne contre son frère, et jure de l'en percer si jamais il entreprend la moindre chose contre la République. Ce mouvement fut décisif. Un vigoureux : « Vive Bonaparte ! » parcourt les rangs; le général Murat, au son du tambour, conduit un détachement dans la salle. Les spectateurs s'enfuient par les fenêtres; les députés, deux fois sommés d'évacuer la salle, ne répondent que par le cri de : Vive la République ! Alors retentit l'ordre : « Croisez la baïonnette ! en avant, marche ! » et les députés se pressent en désordre à toutes les issues. La représentation du peuple était dispersée, le gouvernement renversé, la constitution détruite. Lorsque naguère un bruit vague avait attribué à l'infortuné Louis XVI des intentions de cette nature contre les États du royaume à peine constitués, et contre une constitution qui n'existait pas encore, la capitale s'était levée dans un brûlant enthousiasme, et huit jours plus tard la nation tout entière avait renversé le gouvernement royal. Aujourd'hui, chacun à Paris allait indifférent à ses affaires ou à ses plaisirs; pas une âme ne songeait à résister; les neuf dixièmes de la population se réjouissaient à la perspective d'avoir enfin, soit légalement, soit par la violence, un gouvernement raisonnable et fort; tant la Révolution, par un sanglant travail de dix années, avait émoussé le sentiment de la liberté chez le peuple français.

Les adversaires de Bonaparte étaient dispersés; ses amis pouvaient maintenant sans obstacle revêtir le coup d'État d'une forme légale. Lucien découvrit dans les jardins de Saint-Cloud trente ou

(1) On sait que telle fut depuis la version officielle, adoptée par Napoléon lui-même. Il n'en a jamais été donné la moindre preuve, et Eugène Beauharnais et Daunou ont décidément mis le fait en question.

cinquante députés bien pensants, qui se constituèrent sous sa présidence comme majorité du Conseil des Cinq-Cents, et prirent les décisions nécessaires dans les salles désertes, à la faible lueur des lampes. Une commission fut d'abord chargée de préparer un projet; pendant qu'elle se livrait à ce travail, Lucien se répandit en déclamations furieuses contre les Jacobins, et enfin, vers onze heures, Boulay de la Meurthe parut comme rapporteur de la commission. En l'état des choses, il ne pouvait exister le moindre doute sur la tendance de ses propositions; mais son exposé préliminaire n'en est pas moins remarquable. Il ne s'adressait pas, en effet, aux cinquante auditeurs du moment, mais à la nation tout entière, en vue de la gagner (1), et on doit, par conséquent, le considérer comme un monument durable des besoins, des vœux, des désirs qui poussaient le peuple français à saluer avec tant d'espérances l'élévation de Bonaparte. L'histoire ne saurait donner une base plus certaine à son jugement sur la domination napoléonienne qui se préparait.

Boulay commença par mettre en pleine lumière la politique guerrière de la Révolution à l'égard de l'Europe. « Il n'est pas étonnant, dit-il, que la Convention n'ait pu rétablir la paix; comment un gouvernement qui se disait lui-même révolutionnaire, et qui n'était au fond que la souveraineté chancelante des divers chefs de partis, aurait-il pu offrir, de n'importe quel côté, des garanties assurées? Or, continua-t-il, les choses ne se sont pas améliorées depuis que la constitution est en vigueur. Nous avons conclu quelques traités, mais ils n'ont fait que donner lieu à des luttes encore plus sanglantes. On peut en accuser le mauvais vouloir de nos ennemis ou les fautes de quelques-uns de nos gouvernants; mais la vraie source du mal est plus profonde. Quel autre peuple aurait plus de droits et de motifs pour dire à ses voisins : J'exige une entière indépendance pour mes affaires intérieures, et j'accorde la même indépendance aux autres? Sur cette base, on eût pu établir une politique solide et féconde; mais qu'y avait-il de solide dans notre constitution? Avant le 18 fructidor, nul ne savait si le Directoire existerait encore le lendemain; après le 18 fructidor, sa puissance était sans bornes, et le crédit de la représentation du peuple

(1) Ceci est d'autant plus certain que le discours parut *in extenso* dans le *Moniteur* une semaine plus tard.

était anéanti; et bientôt les traités furent violés, et la guerre fut portée de tous côtés, sans que le Corps législatif eût été consulté. Et ce même Directoire, qui faisait trembler l'Europe et renversait les trônes à son gré, tomba ensuite au moindre souffle le 30 prairial, pour faire place à des hommes nouveaux et à un système peut-être tout opposé. Un grand État ne peut pas être ainsi gouverné. »

Se tournant ensuite vers la politique intérieure, l'orateur fit ressortir avant tout l'insuffisance des garanties données à la liberté civile, l'absence de protection légale pour les personnes et les propriétés, la stagnation de l'industrie et du commerce qui en était la conséquence, la misère générale de la masse du peuple. Puis il exposa combien les rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif étaient insuffisamment établis. « Personne, dit-il, ne faisait une différence entre une loi et un arrêté; sans cesse les députés rendaient de prétendues lois, qui, par leur nature, n'étaient que des prescriptions administratives, et étaient, par conséquent, du ressort exclusif du Directoire. Et quand même les limites auraient été nettement définies, on ne voyait pas ce qui pouvait empêcher le Corps législatif de les franchir; lui seul avait le droit d'interpréter la constitution, de fixer sa propre compétence et celle des autres, de mettre toute autre autorité en accusation. L'indépendance des pouvoirs, proclamée par la constitution, n'était donc pas réciproque, et, en tout cas, elle n'était pas solidement garantie. A cela se joignaient les fréquents changements de personnes dans les organes suprêmes du gouvernement, et la manière inopportune dont ils s'accomplissaient : tout semblait calculé pour mettre obstacle à l'enchaînement, à l'ordre, à l'accord. L'administration du pays manquait aussi de stabilité et de régularité; les autorités changeaient et hésitaient continuellement, au milieu des luttes de partis, et leur attention avait surtout pour objet la victoire dans ces luttes, et non le bien-être du pays. » Et l'orateur en tirait cette conséquence : « Par suite de notre constitution actuelle, nous sommes dans le chaos; il n'y a en France ni liberté publique ni liberté personnelle; chacun commande et personne n'obéit; nous n'avons qu'un vain fantôme de gouvernement. »

Ceci résumait la situation : ce qui manquait, c'était un gouvernement fort et indépendant. La France, assurément, était toujours

séduite par les belles phrases de 1789, par les mots de liberté, d'égalité, de souveraineté du peuple et de représentation nationale. Mais, avant tout, le peuple demandait indépendance et paix à l'extérieur, et, au-dedans, protection légale et bien-être. Il avait reconnu que ces biens suprêmes lui avaient fait défaut jusque-là, par suite de l'absence d'un gouvernement fort et indépendant. La tâche imposé au futur pouvoir de Bonaparte était indiquée par là aussi clairement que possible. Pourvu qu'il assurât paix et protection de la loi à la nation, peu importait qu'il réclamât la dictature pour accomplir son œuvre libératrice, et qu'il enlevât au peuple la liberté politique. Mais le sauveur devenait un usurpateur s'il s'imposait une autre tâche que la restauration de la paix et de la légalité.

En terminant, Boulay déclara que la commission ne pouvait improviser la nouvelle constitution en une nuit; que l'on devait pour le moment se borner à instituer les organes nécessaires à l'accomplissement de cette tâche, et établir, en attendant, un gouvernement provisoire. Sur sa proposition, l'Assemblée prit aussitôt la résolution suivante : « Il n'y a plus de Directoire; soixante-deux membres de la gauche, désignés par leurs noms, sont exclus du Corps législatif pour leurs nombreux délits; le Corps législatif nomme une commission exécutive, composée des ex-Directeurs Sieyès et Roger-Ducos et du général Bonaparte, lesquels, sous le titre de Consuls de la République française, exercent toutes les attributions du Directoire, et doivent surtout s'occuper de rétablir l'ordre dans l'administration, d'assurer la tranquillité intérieure, et d'obtenir une paix honorable. Le Corps législatif se proroge jusqu'au 1er ventôse (20 février 1800); auparavant, toutefois, chacun des deux Conseils nomme une commission de vingt-cinq membres qui prononceront, sur la proposition des Consuls, sur toute affaire pressante en matière de police, de finances et de législation, et prépareront en même temps les modifications nécessaires aux articles de la constitution dont l'expérience a démontré l'insuffisance. » Le Conseil des Anciens s'empressa, dans la nuit même, de donner force de loi à ces décisions.

Un pouvoir illimité était donc donné aux hommes ainsi désignés pour transformer totalement l'organisme de l'État. Les commissions, à la vérité, ne devaient que préparer les changements, et

les Conseils devaient reprendre leurs séances le 20 février; c'est pour cela que, lorsque les Consuls eurent été informés de la décision des Conseils, le président congédia ceux-ci par ces mots solennels : « Citoyens, dans trois mois la France vous attend à l'œuvre. » Mais qui savait alors si, dans trois mois, la France penserait encore à ces Conseils, et, en admettant qu'ils se réunissent encore une fois, si on leur accorderait la moindre influence sur la nouvelle constitution. Une seule chose était certaine; c'est que la France avait enfin un gouvernement.

CHAPITRE III

LA CONSTITUTION CONSULAIRE

Quelques jours après le coup d'État, Bonaparte alla habiter le palais du Luxembourg, où ses deux collègues, en qualité d'anciens Directeurs, étaient déjà installés. La loi du 19 brumaire n'avait pas établi de distinction entre les trois Consuls; ceux-ci résolurent donc de n'avoir de présidence fixe, mais de se succéder chaque jour dans la direction officielle des affaires, de telle sorte que les ministres apprenaient chaque matin quel était pour la journée le Consul chargé de tout conduire. Les messages et décrets étaient à tour de rôle signés par l'un des trois (1). La véritable situation, du reste, s'affirma aussitôt, en raison de la nature même des individus. Roger-Ducos ne demandait pas mieux que de renoncer à toute action personnelle. Sieyès, ainsi que Talleyrand l'avait parfaitement dépeint, avait une tête plus creuse que profonde; il était bien au-dessous de sa réputation comme philosophe politique, et tout à fait incapable comme chef de gouvernement. Heureusement, il détestait le travail autant qu'il y était inhabile; son ambition n'avait plus d'autre but que de voir se réaliser ses rêves de constitution, et de gagner pour lui-même le plus d'argent possible. Il consentit donc à préparer le projet de la nouvelle constitution avec

(1) Je mentionne ce détail pour répondre aux nombreuses anecdotes qui nous montrent Bonaparte s'emparant dès le premier jour de la présidence avec une habile hardiesse.

quelques membres des commissions législatives, et il fut charmé de voir Bonaparte s'emparer avec une ardeur infatigable de toutes les affaires du gouvernement. Le jeune général n'accordait une heure de loisir ni à lui ni aux autres. Jour et nuit, il se montrait actif, impatient, plein d'ardeur et de force pour le travail. Doué par la nature de toutes les qualités du souverain, il s'était exercé en Italie et en Égypte à la direction des hommes et à l'administration des affaires; il y avait acquis des connaissances variées, et s'y était formé des principes arrêtés pour tous les genres d'action. Sieyès découvrit avec surprise que son collègue militaire avait des idées très précises sur toutes les branches de l'administration comme sur toutes les questions politiques, qu'il les défendait avec une logique serrée et vigoureuse, et qu'il était très difficile de lui résister ou de le détourner de son chemin. « Nous avons un maître, disait l'abbé; il peut tout, sait tout, et veut tout. »

Depuis des années, le tableau de l'administration intérieure de l'État, dans ses plus petits détails, était aussi nettement arrêté dans l'esprit de Bonaparte que les fins de sa politique extérieure. Tout ce qu'il faisait et disait, tout ordre aux ministres, toute motion dans les commissions, toute discussion technique, comme toute explosion passionnée, partait de la même pensée fondamentale et tendait au même but. Toutefois, l'ordre systématique ne put dès le début s'établir dans les affaires. Il fallait vivre, avant de songer à organiser et à régler, et l'administration directoriale avait rendu difficile pour ses successeurs la tâche même de ne pas mourir de faim. Pour commencer, Bonaparte confia à des mains sûres les deux sources de la puissance matérielle, le ministère de la guerre et celui des finances. De fait, il se réserva à lui-même la conduite du premier, en y nommant Berthier, son chef d'état-major général, un homme qui n'a eu durant toute sa vie qu'une seule aptitude, mais qui l'a manifestée en toute occasion, celle d'accomplir merveilleusement les ordres de son maître. Quant au ministère des finances, il fut donné à Gaudin, qui, confiant dans l'énergie de Bonaparte, ne refusa plus cet honneur épineux. Mais il savait si bien d'avance quelle était la ruine des finances, que sa détresse fut grande lorsqu'il se vit appelé à maintenir sur l'eau le vaisseau de l'État prêt à sombrer. Il trouva dans le trésor de la grande nation la somme de 167 000 francs, reste d'une avance faite la veille par

un homme riche à l'État appauvri; et, à côté de cela, rien que des bons de toute nature sur des revenus déjà dévorés, ou des mandats délivrés à des fournisseurs sur les prochaines rentrées d'impôts. C'était précisément le premier jour de la semaine, celui où arrivaient, pour la semaine entière, les mandats de payement de tous les ministères, lesquels, on le comprend, formaient ensemble un total de plusieurs millions. Jusque-là, vu le manque d'argent comptant, il avait été d'usage de vendre ces mandats à des spéculateurs avec 20 ou 30 pour 100 d'escompte, et de pourvoir ainsi à une partie des besoins des ministères en grevant toujours plus lourdement l'avenir. Gaudin mit sur-le-champ fin à ce désordre; il donna aux ministres ce qu'il avait, et les laissa attendre le reste, malgré leurs récriminations et leurs plaintes. Il fallait avant tout mettre de l'ordre dans la perception des impôts, et rétablir la discipline dans l'administration; mais, même avec toute la promptitude et l'énergie imaginables, on ne pouvait espérer des résultats sensibles avant plusieurs mois; il fallait donc pour le moment se procurer du crédit, et vivre, comme le Directoire, d'argent emprunté, mais d'une manière plus régulière, qui ne ruinât pas tout l'avenir.

La personne de Bonaparte inspirait à coup sûr plus de confiance que celle des anciens gouvernants; si l'on avait pu en douter, on en aurait eu une preuve irrécusable dans le taux de la rente 5 pour 100, qui, tombée à 7 dans les derniers temps du Directoire, était remonté à 12 après le coup d'État, c'est-à-dire avait presque doublé de valeur en trois jours. Il fallait entretenir et augmenter cette disposition favorable. Pour cela, Bonaparte ne dédaigna aucun moyen; il joignit la réclame la plus adroite aux plus sérieuses démarches de haute politique. Les journaux furent remplis de fabuleux récits de guerre et de victoire : Masséna, disaient-ils, inondait de ses troupes triomphantes le nord de la Lombardie; l'armée du Rhin marchait contre l'Ems (on croirait presque que le cours d'eau était ici confondu avec la ville d'eau de ce nom), l'infanterie de l'armée d'Italie avait noyé trois mille cavaliers autrichiens. Le tout était entremêlé d'effroyables peintures de conspirations jacobines, dont l'arrivée libératrice de Bonaparte avait préservé le pays : on ne voulait rien moins que guillotiner les Consuls actuels et les inspecteurs des Conseils; Jourdan et Santerre devaient appeler aux armes le faubourg Saint-Antoine; on devait cerner les

salles des Conseils et jeter trois cents députés dans la Seine. Puis, à ces tableaux effrayants succédaient de nouveau les plus séduisantes peintures. Déjà la partie instruite de la population avait vu avec plaisir Bonaparte faire passer dans toutes les signatures son titre de membre de l'Académie avant son titre militaire; cette impression favorable fut encore augmentée par la nomination du grand astronome Laplace au ministère de l'intérieur, pour lequel, à la vérité, il n'avait ni attrait ni talent, et où il dut bientôt être remplacé par Lucien. Il ne se passait donc pas un jour sans que, d'une manière ou d'une autre, le nom de Bonaparte ne fût sur toutes les lèvres, soit pour exalter sa gloire, soit pour faire ressortir le contraste qui existait entre le temps présent et le temps passé.

Par bonheur, on pouvait aussi fortifier par des moyens plus solides le crédit de l'État et de son chef. Nous avons vu avec quelle ardeur le Conseil des Cinq-Cents, durant les dernières semaines de son existence, avait travaillé à rétablir l'ordre dans les finances, et avec quelle énergie sa majorité s'était efforcée de mettre un terme aux mesures de violence des Jacobins. Les projets de loi rédigés à cet effet étaient tout prêts, il ne fallait qu'étendre la main et les revêtir de la signature des gouvernants actuels pour ouvrir chaque jour une nouvelle perspective d'avenir meilleur (1). Dès le 13 novembre, sur la motion des Consuls, l'odieuse loi des otages avait été abrogée par les commissions des deux Conseils, et l'élargissement de tous ceux dont elle avait provoqué l'arrestation avait été ordonné. Le 14, un message des Consuls demanda aux Conseils la suppression de l'emprunt forcé, et son remplacement par une augmentation de 25 pour 100 sur les impôts directs. Dans la situation actuelle des finances, cet acte était de beaucoup le plus important de tous. Outre les inconvénients de l'impôt progressif déjà mentionnés par nous, Cabanis, l'ami de Mirabeau, insista au cours de la discussion sur cette circonstance particulière que, depuis que toute l'industrie privée avait été ruinée par la guerre, par la terreur et par les assignats, les grandes affaires se réduisaient presque exclusivement aux fournitures faites à l'État, lesquelles, par leur nature même, s'accomplissaient géné-

(1) Ici encore les historiens bonapartistes exagèrent lorsqu'ils représentent le rétablissement de l'ordre comme l'œuvre exclusive de l'ère consulaire.

ralement à Paris; que rien, par conséquent, ne pouvait être plus funeste qu'une panique semblable à celle que venaient de causer à Paris l'emprunt forcé et les malédictions contre les coupeurs de bourses qu'il avait inspirées aux Jacobins. Les capitalistes, dit-il, se cachaient effrayés, les ouvriers occupés par eux perdaient leurs moyens d'existence, et il ne restait au gouvernement d'autre ressource que les réquisitions en nature, qui dévoraient en trois mois le revenu de l'année et ne permettaient d'établir aucun ordre dans les comptes. Tout cela était incontestable; aussi les commissions, trois jours plus tard, s'empressèrent-elles de donner force de loi à la proposition. Si la suppression de l'emprunt forcé ne faisait pas perdre de grosses sommes, l'augmentation d'impôts décrétée pour le remplacer ne faisait pas non plus espérer de grands profits; néanmoins, on pouvait toujours en attendre quelque chose. Une foule de citoyens français, à la vérité, n'avaient pas même encore payé l'impôt primitif; mais, en revanche, une autre masse allait peut-être payer l'augmentation en même temps que l'impôt, et quand cette augmentation ne rapporterait que 10 ou même 7 millions au lieu des 75, chiffre de l'évaluation, on était dans une situation à rendre grâces au ciel du plus petit profit. La chose essentielle était l'abolition de l'emprunt forcé; elle soulagea toutes les poitrines d'un poids énorme, et rétablit la paix entre le gouvernement et le monde financier de Paris. Bonaparte convoqua sur-le-champ un certain nombre des gros bonnets de la bourse, et, par son éloquence persuasive, obtint d'eux une avance patriotique de 12 millions. Mais ces hommes d'argent, lorsqu'ils ne se trouvèrent plus sous le charme de son regard, hésitèrent de nouveau, et Gaudin reçut le douloureux avis que l'on ne pouvait, pour le moment, réunir que trois millions comptant; pour se procurer le reste, on proposait l'établissement d'une loterie (nous ne saurions dire ce qui en advint). C'était toujours trois millions de gagnés, et l'on était sauvé pour une semaine, chose énorme alors.

Déjà Gaudin avait été plus loin. Le 16 novembre, les Consuls proposèrent aux commissions la création de la direction générale des contributions directes, dont il avait déjà été si souvent question aux Cinq-Cents; elle devait comporter, dans chaque département, un directeur, un inspecteur et huit à dix surveillants, tous nommés par le gouvernement, subordonnés révocables du ministre des

finances, et chargés avant tout de hâter la confection des rôles de l'année précédente, lesquels devaient servir pour l'année courante. C'était de nouveau l'expédient d'une dictature aux abois. Nous avons vu plusieurs fois avec quelle inégalité arbitraire l'ancienne assiette de l'impôt avait varié du treizième aux trois quarts du revenu; la continuation et la fixation de ces abus pour l'année nouvelle devaient donc être odieuses à tous, et il devait paraître oppressif et inique que la nouvelle loi n'offrît pas de garanties contre les charges exagérées. Dans une situation normale, le législateur aurait soumis des questions si importantes à un examen approfondi; mais les besoins étaient urgents, et l'on regarda d'autant moins aux détails, que la loi, sur le point capital, portait réellement la hache aux racines de l'anarchie financière. Une fois cette base de perception régulière bien posée, on pourrait toujours remédier plus tard aux injustices particulières. La Révolution avait habitué les citoyens à de plus dures rigueurs. Cornudet, un des fidèles, fit bien ressortir les vices du projet, afin d'affirmer la liberté de paroles parlementaire, mais il était décidé d'avance que les commissions lui donneraient force de loi.

Dès le lendemain, un nouveau message des Consuls vint renouveler la proposition faite en juillet par Berlier, celle de faire souscrire mensuellement, par chaque percepteur, une obligation payable à quatre mois de date, représentant le montant d'un douzième de l'impôt annuel. Ces bons devaient être remis pour la première fois le 1er germinal (20 mars 1800) au gouvernement, qui serait libre de les escompter avant le jour de l'échéance. Cette mesure aurait été très opportune dans des circonstances régulières; mais elle ne pouvait malheureusement améliorer des finances en désordre. Tant que se prolongeait la confusion actuelle, tant qu'il était à peine payé un tiers des impôts, on ne pouvait espérer que les percepteurs, le jour de l'échéance, fissent honneur à leur signature même pour un tiers, et si le gouvernement voulait vendre ces bons d'avance, il devait s'attendre à une perte équivalente. Gaudin ajouta donc à la loi cet article additionnel : Tout receveur général devra verser comme cautionnement un vingtième du montant annuel des impôts (ce qui aurait fait en chiffres ronds environ 12 millions); il sera fondé avec cet argent une caisse d'amortissement qui répondra en première ligne du payement de ces obligations, et sera destinée

ensuite à diminuer la dette de l'Etat. Dans la situation alors existante, cette dernière phrase n'avait pour but que de rassurer l'opinion publique; l'annonce de la prochaine extinction de la dette n'était cette fois qu'un moyen de l'augmenter plus facilement; bref, la proposition de Gaudin n'avait pour objet que d'obtenir un peu d'argent pour subvenir aux besoins actuels les plus pressants.

Gaudin tourna aussi son regard vers les biens nationaux, cette grande source financière de la politique révolutionnaire. Nous savons combien la vente s'en était opérée irrégulièrement du temps des assignats et de l'anarchie directoriale, et combien de payements étaient restés en arrière. Tout récemment encore, le Directoire avait menacé les débiteurs négligents du retrait des biens; mais Gaudin s'inquiétait peu de terres invendables; ce qu'il lui fallait, c'était de l'argent; il obtint donc des commissions une loi qui accordait de nouveaux délais aux acquéreurs et leur donnait diverses facilités pour le payement, à la condition qu'ils souscriraient des effets à un mois de date pour certaines parties de la somme due. Il espérait se procurer ainsi près de 70 millions, somme qui, il est à peine besoin de le dire, devait être promptement escomptée par le Trésor, avec une perte considérable. Tel était toujours le dernier mot des mesures financières. En attendant qu'une organisation plus forte pût être donnée à l'administration, il fallait se soutenir au moyen d'emprunts, de jeux de bourse et de réquisitions. Provisoirement, Bonaparte envoya dans les départements des commissaires extraordinaires, qui devaient veiller à ce que les fonctionnaires s'acquittassent de leur tâche en conscience et d'une manière efficace, suspendre ceux qui étaient mous ou récalcitrants, et, ce qui était le principal, procurer autant que possible des ressources à la caisse centrale.

Du peu que produisirent ces divers expédients, la plus grande partie fut consacrée aux armées. Ici, on ne pouvait guère apprécier qu'au hasard ce qu'il y avait à faire, car Dubois-Crancé ne sut remettre à son successeur aucun état indiquant la force ou la position des divers détachements, soit à l'intérieur soit à l'extérieur: et aux questions qui lui furent adressées sur la solde, la nourriture, l'habillement des troupes, il répondit que le Directoire manquait depuis longtemps des moyens de s'inquiéter de ces choses. Comme pour les finances, tout était donc à réorganiser. L'im-

portant, pour le moment, était de pourvoir aux besoins les plus pressants. Brune et Masséna s'étaient suffi à eux-mêmes après leurs victoires, et, sous forme d'emprunt forcé, ils avaient tiré plusieurs millions de la Suisse et de la Hollande, à la grande irritation des gouvernements de ces pays, mais à la grande joie du gouvernement français. L'armée du Rhin faisait de temps à autre de profitables excursions en pays souabe, et vivait du reste aux frais des départements de la rive gauche du Rhin. Mais l'armée d'Italie, depuis la défaite de Novi, était réduite pour sa subsistance à l'infertile Apennin et à la côte ligurienne complètement épuisée; aussi la misère y était-elle effroyable; les soldats, affamés et en lambeaux, désertaient par troupes, et des régiments entiers finirent par reprendre en désordre le chemin de la patrie. A côté du secours matériel, il fallait aussi là une main vigoureuse; Bonaparte y envoya donc le plus sûr de ses généraux d'alors, le vainqueur de Zurich, Masséna, qui était depuis des années familiarisé avec ce théâtre de la guerre. Cette destination laissait le commandement vacant en Suisse, et Bonaparte put donner par là à Moreau, qui lui avait été si secourable le 18 brumaire, la haute position qui lui revenait de droit; il le nomma chef des armées du Rhin et de l'Helvétie. Depuis que Mélas avait repoussé près de Genola une attaque de Championnet, bientôt suivie de la mort de ce dernier, les armes étaient au repos de tous côtés; Berthier profita de ce répit pour s'occuper activement du recrutement, pour compléter ses bataillons, pour se procurer un matériel suffisant. La négociation d'Hédouville avec les royalistes de l'ouest ne restait pas non plus sans résultats; Bonaparte, tout en recommandant à son agent de ne pas se laisser leurrer par de trompeuses promesses, faisait tout ce qui dépendait de lui pour gagner aussi l'opinion publique de ce côté : il faisait annoncer par les journaux la prochaine clôture de la liste des émigrés, mettait en liberté une foule de prêtres incarcérés, et continuait à se montrer l'adversaire déclaré des Jacobins. Le 16 novembre, le *Moniteur* publia un arrêté des Consuls qui condamnait à la déportation à Cayenne trente-huit Jacobins plus ou moins notables, et à l'internement à la Rochelle de dix-neuf autres, parmi lesquels se trouvait le général Jourdan. La mesure, au fond, ne fut pas aussi cruelle qu'elle en avait l'air; on apprit bientôt que Jourdan avait été rayé de la liste, puis que la

déportation et l'internement avaient été remplacés par la mise sous la surveillance de la police. Mais l'effet désiré avait été produit : Jourdan et plusieurs des députés menacés avaient fait leur soumission, le parti redouté était pour longtemps politiquement anéanti.

Pendant que le général Bonaparte s'occupait ainsi, avec une ardeur infatigable, à rétablir autant qu'il était en lui l'autorité du gouvernement dans l'État désorganisé, Sieyès présentait aux deux commissions législatives un long exposé des points essentiels d'une nouvelle constitution. C'était, avec un remaniement spécial, ceux que nous l'avons déjà vu présenter à la Convention en 1795, et qui avaient encouru alors la désapprobation générale. Il y développait d'abord ses idées sur le droit d'élection des citoyens. Il n'admettait pas que l'on pût, comme cela s'était fait en 1795, faire dépendre ce droit d'une propriété ou du payement d'un impôt quelconque; il le réclamait invariablement pour tous les citoyens ayant atteint leur majorité. Mais, malgré cette apparence démocratique, il sut, comme Napoléon III cinquante ans plus tard, conjurer les dangers du suffrage universel en en restreignant les effets. Avec ses habitudes toujours dogmatiques, il posait ce principe que la confiance vient d'en bas, mais que le pouvoir vient d'en haut. Conséquemment, l'élection par le peuple devait simplement indiquer, d'après son système, que le candidat élu méritait aux yeux de ses concitoyens assez de confiance pour être nommé député ou fonctionnaire, mais elle n'impliquait en aucune façon la nomination elle-même. Les citoyens majeurs de chaque département (il y en avait environ cinq millions dans toute la France) devaient en élire parmi eux un sur dix comme notables communaux, lesquels auraient seuls le droit de revêtir un emploi communal. Ces notables à leur tour devaient désigner le dixième d'entre eux comme notables du département, au nombre d'environ cinquante mille pour toute la France, parmi lesquels devaient être pris les hauts fonctionnaires du département. Enfin le dixième de ce groupe, c'est-à-dire cinq mille citoyens en chiffres ronds, devait former les notables de la nation, parmi lesquels le pouvoir suprême prendrait les membres du gouvernement et du Corps législatif. Une disposition remarquable, c'est que tous les députés et employés des dix dernières années devaient être de droit inscrits sur la liste des notables; cela rappelait ces funestes

décrets de la Convention rendus pour assurer aux chefs révolutionnaires la continuation de leur pouvoir, en dépit de la répulsion du peuple.

Il est évident que, dans ce projet, l'influence du peuple et de l'opinion publique sur le choix des représentants était à peu près nulle. Le suffrage universel était proclamé, comme un hommage rendu au grand principe de l'égalité, mais la liberté était tout à fait laissée de côté. Ceci s'accordait on ne peut mieux avec les idées de Bonaparte, dont le mot favori était alors que les Français, à l'opposé des Anglais, estimaient bien plus l'égalité que la liberté. En effet, les idées de Sieyès eurent l'approbation générale d'un public fatigué de ces agitations électorales qui ramenaient chaque année la lutte et les discordes.

Dans les séances qui suivirent, Sieyès présenta aux commissions ses propositions sur l'organisation du pouvoir législatif, aux attributions duquel il voulait, comme en 1795, donner une forme toute judiciaire. A un Conseil d'État représentant le gouvernement, et à une chambre nommée Tribunat, un des corps parlementaires imaginés par Sieyès, devait appartenir exclusivement le droit de proposer les lois. Chaque projet devait être d'abord discuté au Tribunat, par trois orateurs du Conseil d'État d'un côté et trois orateurs de la Chambre de l'autre, après quoi la Chambre se prononçait par un vote muet. La même marche était ensuite suivie par trois orateurs de chacune des deux Assemblées devant la deuxième Chambre, le Sénat, lequel, également en silence, prononçait le rejet ou l'acceptation de la loi. Ici encore, il saute aux yeux que toute l'importance des représentants du peuple est annihilée comme l'a été déjà celle des électeurs, et de la même manière dans les deux cas, par la division du travail : ici, par le fait que les deux degrés de l'élection sont confiés à des corps différents; là, par le fait qu'une Assemblée a les discours sans décision, et l'autre la décision sans discours. Qui pouvait s'intéresser au Tribunat et à ses discours inutiles ou à un Sénat qui votait en silence?

En présence d'un tel Parlement, le gouvernement devait être tout-puissant. Sieyès l'avait compris sans doute, et il avait eu recours au même procédé, la division du travail, pour rétablir l'équilibre en affaiblissant aussi le gouvernement. Au sommet de l'édifice il plaçait un Grand Électeur, avec tout l'éclat de la repré-

sentation monarchique, une demeure dans l'ancien palais des Rois, une riche liste civile, la promulgation des lois et des traités; mais, pour ce qui concernait les attributions pratiques, investi du seul droit de nommer les premiers fonctionnaires, sans exercer la moindre influence sur leurs actes. Ce Grand Électeur devait désigner deux Consuls, l'un pour la guerre, l'autre pour la paix; le premier devait être le chef indépendant des ministères des affaires extérieures, de la guerre et de la marine; le second devait diriger avec la même indépendance les autres ministères. Les Consuls devaient ensuite, chacun dans sa sphère, nommer les ministres et tous les employés des diverses branches de service. Pour l'administration en particulier, le pays devait être divisé en vingt-cinq départements, dont chacun devait avoir à sa tête un préfet, nommé par le Consul et son subordonné. On a fait à tort à cette invention l'honneur de la comparer à la royauté parlementaire de l'Angleterre (1). La seule ressemblance consistait en ce que les attributions du Grand Électeur se bornaient à la nomination et à la révocation des Consuls, de même que le roi d'Angleterre nomme les ministres, représentants actifs du pouvoir, et leur abandonne ensuite la conduite des affaires. Mais quel contraste réel et fondamental se cache sous cette ressemblance apparente! En France, les Consuls étaient légalement indépendants du Grand Électeur, et pouvaient tout au plus subir son influence par la menace d'une révocation, tandis qu'en Angleterre les ministres sont légalement les serviteurs du roi, autant du moins que celui-ci peut exercer l'autorité. De plus, l'homogénéité intérieure, cet avantage principal du ministère anglais, lequel reposait sur des bases parlementaires, faisait absolument défaut chez Sieyès. Par l'indépendance des deux Consuls, l'organisme du pouvoir était divisé en deux parties et par là condamné à l'impuissance, tout autant que la représentation nationale par la séparation de la parole et de la décision.

Ce n'était pas encore assez. Ces souverains impuissants eux-mêmes auraient pu faire des choses illégales ou fâcheuses; ces Chambres affaiblies auraient encore pu rendre des lois contraires à la constitution. Pour conjurer ce danger, Sieyès instituait une sorte de Cour de cassation, qu'il nommait Jury constitutionnel. Il

(1) Thiers, dans le premier livre de son *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

entendait par là une assemblée de quatre-vingts personnes, nommées à vie, qui se complétaient elles-mêmes et ne pouvaient absolument revêtir aucun emploi. Ce Jury devait nommer, d'après la liste de notabilité nationale, les représentants du peuple et le Grand Électeur, annuler toute loi contraire à la constitution, et mettre tout fonctionnaire dangereux pour la liberté dans l'impossibilité d'exercer aucun emploi en le nommant un de ses membres. Il est évident que, par ces dispositions, toute la force de la constitution reposait sur le Jury constitutionnel. En vertu de son droit d'interpréter cette constitution, de nommer les législateurs, d'écarter toute loi qui lui semblait dangereuse et de réduire à l'inaction tout fonctionnaire suspect, il réunissait toutes les attributions de la souveraineté absolue. Le Jury devait bien, plus tard, se compléter lui-même, mais les premières nominations auraient sans doute été faites par les gouvernants actuels; c'était donc une dernière sanction donnée à la continuation du pouvoir d'une poignée d'hommes devenus odieux au peuple français. Les puissants parmi les hommes modérés de la Révolution, les Thermidoriens et les indépendants auraient ainsi formé une étroite oligarchie, qui aurait absorbé l'État français à son profit (1).

Absorbé par les soins du gouvernement, Bonaparte, durant plusieurs semaines, ne s'inquiéta pas de ces ingénieuses élucubrations. Peu lui importait, on le comprend, que Sieyès ôtât toute force à l'action des électeurs et des représentants; mais il dressa l'oreille lorsqu'il s'agit du Grand Électeur et des deux Consuls indépendants, et il se moqua d'une manière si mordante de la naïve sagesse du vieux philosophe, que l'orgueilleux abbé en fut très offensé, et que les amis de ces deux hommes eurent beaucoup de peine à empêcher une rupture ouverte. A dater de ce moment toutefois, il prit aussi la haute main dans la question de constitution. Tous les soirs, à neuf heures, il réunissait dans son salon les Consuls et les députés; la plupart du temps, la délibération durait six heures et se prolongeait jusqu'au matin, si bien que la force

(1) Outre Lucien Bonaparte dans ses *Mémoires*, et Boulay de la Meurthe dans son *Examen des projets de constitution de Sieyès*, le *Moniteur* du 10 frimaire et Miot dans ses *Mémoires*, I, 269, d'après les communications de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, donnent ces renseignements sur le premier projet de Sieyès. Napoléon les confirme lui-même (Gourgaud, I, 136), quoiqu'il s'en écarte pour la chronologie.

élastique de Bonaparte elle-même finit par se refuser à ces veilles, après le lourd travail de la journée. Bonaparte accepta volontiers les listes de notabilité et la composition du pouvoir législatif; mais lorsqu'arriva la discussion du pouvoir exécutif, il renversa de son poing de fer tout l'échafaudage élevé par son collègue. « Ce Grand Électeur, avec ses millions, est un roi fainéant, s'écria-t-il, et le temps des rois fainéants est passé. Quel homme d'honneur voudrait aujourd'hui consentir à être ainsi un porc à l'engrais? D'un autre côté, ajouta-t-il, le Grand Électeur, d'après cette constitution, ne doit pas gouverner lui-même, mais il peut en tout temps destituer les Consuls; eh bien! si j'étais ce Grand Électeur, je prescrirais aux Consuls tous leurs actes, sous peine d'une destitution immédiate. Et, s'il n'en était pas ainsi, continua-t-il, quel serait le sort du pays dans le cas où l'un des Consuls considérerait un armement comme indispensable, et où l'autre lui refuserait pour cela l'argent nécessaire? Impossible! Quelle force enfin pourrait avoir un gouvernement dont le chef serait à toute heure exposé à être absorbé par le Jury constitutionnel? Tout ce système est impraticable. » Qu'y avait-il à répondre à ces objections, et qui, dans l'Assemblée, aurait été tenté de résister à la volonté, si énergiquement exprimée, de cet homme violent? Le Grand Électeur fut écarté sans opposition, et un Premier Consul fut mis à sa place comme chef omnipotent de l'État. A dater de ce jour Sieyès se tut, comme il s'était tu à la Constituante après l'abolition de la dîme, et à la Convention après la chute de la Gironde. Mais cette fois il ne se trouva plus de Mirabeau pour qualifier de malheur public le silence de l'abbé.

Après cette destruction d'un des piliers fondamentaux de l'édifice constitutionnel, la discussion se traîna encore péniblement pendant quelques jours sur une foule de questions de détails. Le bruit courait à Paris que Bonaparte voulait prolonger indéfiniment la dictature provisoire; de son côté, le Consul, dont la patience expectante n'était pas la vertu dominante, pensait qu'il fallait se hâter si l'on voulait atteindre le but avant le 20 février, date fixée pour la réunion des Conseils, car il n'entendait pas que ceux-ci exerçassent la moindre influence sur la nouvelle constitution. Il demanda donc tout à coup un soir au député Rœderer de préparer pour le lendemain un projet de constitution, et comme Rœderer reculait

effrayé devant une telle tâche, il s'adressa à Daunou, qui ne se refusait jamais à aucun travail. Cet homme habile était, nous le savons, un des auteurs de la constitution de 1795 ; avec son esprit droit et honnête, il reconnaissait que la situation actuelle ne pouvait durer, mais il ne croyait pas pour cela, comme la grande masse de ses compatriotes, que toute espèce de liberté fût impossible en France. Il était prêt à remplacer le fantôme nommé le Grand Électeur par un Premier Consul fort, mais il voulait aussi faire des Chambres impuissantes de l'abbé Sieyès une véritable représentation nationale, et donner de solides garanties aux droits et à la liberté des citoyens. Il donna donc à son travail le cadre adopté par Sieyès et déjà accepté, mais il y introduisit partout des additions et des corrections libérales. Son texte interdisait l'affiliation des clubs et toutes les pétitions collectives, mais il garantissait la liberté de la presse, sur laquelle un silence absolu avait été gardé jusque-là. Il posait des bornes bien définies aux attributions du Jury constitutionnel, auquel il donnait le titre de Sénat conservateur, lui interdisait toute ingérence dans le gouvernement, la législation et l'administration de la justice, ainsi que toute modification à la constitution, et, au cas où le Sénat outrepasserait ses pouvoirs, il donnait au Tribunat le droit d'intervenir immédiatement. Il substituait aux listes de notabilité l'élection des conseillers d'arrondissement par l'ensemble des citoyens, et ces conseillers procédaient ensuite, tous les deux ans, dans chaque département, à l'élection des conseillers départementaux, des hauts fonctionnaires dans l'ordre judiciaire et des députés. Les députés formaient deux Conseils, celui des Deux-Cents et celui des Cinq-Cents ; ces derniers devaient élire comme tribuns dix d'entre eux, et toute loi ou tout amendement ne pouvait être présenté que par le gouvernement ou par les tribuns. Trois conseillers d'État et trois tribuns devaient discuter chaque loi ; mais tout membre du Conseil pouvait prendre la parole après eux. Tout cela était évidemment l'œuvre d'un esprit très modéré : suffrage universel pour les élections primaires, mais nomination des députés par les conseillers d'arrondissement, qui avaient déjà fait leurs preuves au point de vue pratique ; pour le Sénat, une situation qui lui permettait d'empêcher les coups d'État, mais qui aussi l'empêchait d'en faire ; amoindrissement de l'initiative parlementaire, mais une tribune libre, qui dirigeait les décisions et

dominait par là l'opinion publique. Enfin, pour ce qui concernait le gouvernement, Daunou plaçait à la tête des conseils communaux, d'arrondissement et départementaux, non plus des commissaires surveillants, mais des maires, des sous-préfets et des préfets, fonctionnaires actifs nommés et révocables par le Premier Consul. Celui-ci avait, du reste, la nomination de tous les hauts fonctionnaires, des ministres, des ambassadeurs, et de tous les officiers de terre et de mer. Les autres actes du pouvoir exécutif devaient être décidés et accomplis par les trois Consuls réunis. Il était encore dit que le Premier Consul ne serait pas rééligible après dix années d'exercice, et que, s'il prenait la direction d'une armée, il perdrait ses attributions de Consul pour tout le temps que durerait ce commandement (1). Comme compensation, Daunou enlevait au Sénat le droit de destituer le Consul selon son bon plaisir en se l'incorporant.

Bonaparte accepta ce projet comme base de la discussion, bien décidé à le modifier dans le détail conformément à ses idées, et bien certain que les commissions accéderaient à toute demande qu'il exprimerait énergiquement. Ce fut, en effet, ce qui arriva pas à pas durant la discussion, laquelle se prolongea pendant une semaine environ. En ce qui concernait la liberté de la presse, les listes de notabilité, la nomination des députés, Bonaparte témoigna un grand respect pour les admirables conceptions de Sieyès; des changements proposés par Daunou, il n'accepta que la dénomination de Sénat conservateur; quant aux deux Conseils, ils reçurent les noms, l'un de Tribunat (cent membres), l'autre de Corps législatif (trois cents membres). Du reste, il maintint les précautions prises par l'abbé pour arriver, même avec le suffrage universel, à enlever toute importance à la représentation nationale. Le droit de proposer les lois fut exclusivement réservé aux Consuls; le Tribunat n'eut que la parole sans vote (2), et le Corps législatif le vote sans parole. Mais lorsqu'on aborda la question du pouvoir exécutif, la situation changea, et Bonaparte ne se distingua de Daunou qu'en s'éloignant encore davantage de Sieyès. Le mot de pouvoir exécutif

(1) *Documents biographiques sur Daunou*, p. 174 et s.

(2) Le Tribunat décidait seulement si ses orateurs devaient parler devant le Corps législatif pour ou contre la loi. La décision finale appartenait exclusivement au Corps législatif silencieux.

fut écarté, et ceux qui étaient investis de ce pouvoir furent désignés sous le titre de gouvernement de la République. Le Premier Consul devint à tous égards un véritable autocrate; ses deux collègues n'avaient pas voix pour la nomination des fonctionnaires, et voix consultative seulement pour les autres affaires. Tous trois étaient rééligibles à l'expiration de leur mandat. Le Premier Consul devait nommer non seulement les fonctionnaires désignés par Daunou, mais encore tous les membres des administrations locales et tous les magistrats, à l'exception des juges de paix et des juges de la Cour de Cassation. Il était ainsi maître et souverain absolu du peuple français, bien plus que ne l'avait été Louis XIV ou n'importe quel roi des temps monarchiques. Il disposait des armées et de la flotte, de l'administration et de la justice, de la politique intérieure et extérieure; les représentants du peuple ne pouvaient délibérer que sur les questions qu'il leur soumettait; l'opinion publique ne conservait que les organes qu'il voulait bien lui accorder. Les puissantes corporations du clergé et de la noblesse, des États provinciaux et des Parlements, qui avaient si souvent entravé l'action de la vieille monarchie, avaient été détruites par la Révolution : le nouveau trône du dictateur républicain allait dominer, sans obstacle ni résistance, une surface vaste et unie. « Sieyès n'avait mis partout que des ombres, dit alors Bonaparte à Lafayette de retour en France; il fallait une substance quelque part, et en vérité je l'ai mise à la bonne place. »

Pour rendre ce résultat absolument certain, il ne fallait plus que deux mesures, faciles à obtenir. Quelque impuissants que dussent être vis-à-vis du Premier Consul les fonctionnaires créés par le projet, il était toujours désirable de s'assurer, au moins pour commencer, un personnel aussi dévoué que possible. On décida donc que l'acte constitutionnel lui-même désignerait le général Bonaparte comme Premier Consul, et lui donnerait pour collègues le ministre de la justice, Cambacérès, et le député Lebrun. On avait songé d'abord à faire consacrer ces trois noms par un vote de la commission; mais Bonaparte apprit dans l'intervalle que plusieurs membres voulaient avoir pour troisième consul Daunou, qu'il estimait beaucoup, mais qu'il aimait peu; il déclara donc que Sieyès comprenait la chose mieux que tout autre, et il jeta les bulletins au feu sans les ouvrir, après quoi il fit proclamer par l'abbé les trois noms con-

venus. Quant à Sieyès, peu soucieux de se charger du fardeau du gouvernement, il devait être président du Sénat, et doté d'une belle terre à titre de don national. Lui et Ducos, de concert avec Cambacérès et Lebrun, devaient nommer la majorité du Sénat futur, laquelle ensuite devait à son tour nommer les autres membres. La constitution devait établir, en outre, que le Sénat pourrait pour cette fois convoquer librement les membres du Tribunat et du Corps législatif, avant la confection des listes de notabilité. Comme les trois collègues de l'abbé étaient en tout suspendus aux regards de Bonaparte, celui-ci exerçait par le fait sur la composition des corps parlementaires une action tout aussi illimitée que sur les nominations aux futures préfectures et aux emplois subalternes. Les citoyens les plus considérables attendaient de lui, par milliers, puissance, influence et richesse. Les sièges parlementaires, en effet, étaient brillamment dotés : le sénateur et le conseiller d'État avaient 25 000 francs de traitement, le tribun 20 000, le législateur 15 000. C'était encore là un trait caractéristique du régime démocratique; afin de mettre complètement le régime de l'égalité en pratique, et de rendre les fonctions élevées accessibles aux hommes sans fortune, l'État multipliait partout le nombre et le chiffre de ses traitements. Nul homme en France ne se demandait alors si la liberté du peuple pouvait être intéressée à donner l'influence politique à des hommes indépendants par eux-mêmes.

Il fallait maintenant, sans discussion parlementaire et sans autre formalité, mettre en vigueur la constitution ainsi remaniée. Les anciens pouvoirs révolutionnaires en avaient plus d'une fois montré le moyen; c'était de la faire voter par le peuple souverain. C'était là l'instance suprême entre toutes, contre laquelle nul représentant du peuple ne pouvait s'élever; c'était en même temps la moins dangereuse de toutes les mesures, car elle excluait tout examen de détails et tout amendement. Le résultat n'en pouvait être douteux; le rejet aurait provoqué une anarchie complète, et la France alors ne désirait rien tant qu'un gouvernement énergique. Les commissions des deux Conseils terminèrent donc le 13 décembre l'œuvre constitutionnelle, qui, entre autres choses, condamnait aussi leurs commettants à la nullité politique, et les Consuls firent dresser des listes de vote dans toutes les communes du pays, tandis que, par un fier manifeste, ils annonçaient aux citoyens que la Révolution, revenue

à ses premiers principes, était finie. Bonaparte, du reste, attachait si peu d'importance à cet acte solennel de la volonté du peuple souverain, que, dans son infatigable précipitation, il proclama la constitution loi fondamentale de la nation dès le 22 décembre, alors que le vote n'était pas encore ouvert dans un grand nombre de départements, et commença à organiser selon ses prescriptions tous les services de la législation, du gouvernement, et de l'administration. On se mit si activement à l'œuvre, que soixante sénateurs, cent tribuns, trois cents législateurs furent nommés en quarante-huit heures, ainsi que toutes les sections du conseil d'État, et que, le 25 décembre, ces divers corps purent ouvrir leurs séances et inaugurer une ère nouvelle pour la France. On avait fait pour le Corps législatif un choix parmi les membres les plus inoffensifs et les plus complaisants des Cinq-Cents et de ce qui avait été jadis la Plaine de la Convention; il ne s'y trouva pas un nom connu ou considérable. Au Tribunat impuissant, que Bonaparte considérait comme tout à fait superflu, on appela nombre d'hommes éloquents, dont les sentiments bien connus promettaient une accession facile aux vœux du gouvernement. Quant au Sénat, on y fit entrer des hommes plus célèbres par leur passé, mais qui tenaient plus à être récompensés de leurs anciens services qu'à exercer de l'action dans l'avenir. Les talents ambitieux, les capacités reconnues, les véritables compétences furent réservés par Bonaparte pour le Conseil d'État, organe exclusif du gouvernement. Fidèle à ce principe qu'il n'appartenait à aucun parti, mais à la France, et que quiconque aimait la France et voulait la servir était de son parti, Bonaparte ne s'inquiéta pas de l'attitude passée des individus. Tout était bien calculé pour que la France entière le suivît. « Quel républicain pourrait douter de moi, disait-il, lorsque j'ai Fouché pour ministre de la police? Quel vieux gentilhomme aurait droit de se méfier, lorsqu'il voit Talleyrand à la tête des affaires extérieures? J'ouvre une large voie, sur laquelle il y a place pour tous les Français; malheur à celui qui voudrait s'en écarter, soit à droite, soit à gauche! »

Le jour même où Bonaparte inaugura son gouvernement comme Premier Consul, le 25 décembre 1799, il fit connaître au peuple français, par plusieurs actes solennels, le programme dont il voulait être considéré comme l'exécuteur. Ce furent d'abord deux lettres

d'une nature toute particulière, adressées l'une au Roi d'Angleterre, l'autre à l'Empereur d'Allemagne, qui n'étaient toutes deux, comme sa lettre philosophique à l'archiduc Charles du printemps de 1797, qu'une suite de questions philanthropiques sur l'opportunité de mettre un terme à une regrettable effusion de sang. Il savait très bien qu'une sérieuse négociation de paix ne s'engageait pas de cette manière, et considérait, au contraire, de brillants succès militaires comme indispensables à l'affermissement de sa nouvelle situation (1); mais il savait combien le peuple français désirait ardemment la paix, et il voulait, en publiant ces lettres, se donner à ses yeux l'apparence de la modération et de l'humanité. D'un autre côté, le 25 décembre encore, il adressait aux soldats ces paroles belliqueuses : « Lorsque je promettais la paix à la France, j'étais votre organe; je connais votre vaillance. Il ne s'agit plus de défendre nos frontières, mais de pénétrer dans les États ennemis. Lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe verra que vous appartenez à une race de héros. » En même temps encore, il adressa à la nation, sur les fins de sa politique intérieure, un manifeste dans lequel il se donnait pour tâche d'assurer à la République l'amour des citoyens, par l'ordre, la justice et la modération; de lui attirer l'estime des étrangers par la fidélité aux traités et le respect de l'indépendance nationale, et de la rendre redoutable aux ennemis par de fortes armées, l'esprit de corps des soldats et l'avancement assuré des officiers. Les mots de liberté et d'égalité ne se trouvaient pas dans ce document; mais en revanche il les prodiguait d'autant plus libéralement, toujours le 25 décembre, aux nègres de Saint-Domingue. Il était fermement résolu à reconquérir cette île à la mère patrie par la force des armes, et à y rétablir l'esclavage; mais, pour le moment, les Anglais bloquaient la mer, et il lui fallait endormir les nègres, comme il avait endormi les Génois en 1797, jusqu'à ce que sonnât l'heure du réveil. Il leur annonça donc une nouvelle constitution, par laquelle les droits sacrés et fondamentaux de la liberté et de l'égalité seraient garantis pour toujours. Aux insinuations hostiles de l'Angleterre, il opposa l'ordre d'inscrire en lettres d'or sur les drapeaux de chaque bataillon

(1) Quelques jours plus tard, il écrivit à son frère Lucien : « *Si la guerre ne m'était nécessaire, je commencerais la prospérité de la France par les communes.* »

de la garde nationale dominicaine : « Braves noirs, souvenez-vous que le peuple français seul reconnaît votre liberté et votre égalité. » Trois jours plus tard enfin, il s'adressa en termes plus sincères, mais aussi plus énergiques, aux habitants révoltés des provinces de l'ouest. Il leur offrait pardon et oubli à la condition qu'ils se soumettraient sans délai au gouvernement républicain, leur promettait l'entière liberté du culte divin, et garantissait son énergique protection aux prêtres, s'ils voulaient ramener les populations égarées à la légalité et à l'amour du pays. Mais, en même temps, il menaçait toute résistance d'une écrasante sévérité, et il avait déjà pris les mesures nécessaires pour joindre l'effet à la menace. Il envoya de tous côtés des renforts aux trente-deux mille hommes, dits armée d'Angleterre, qui se trouvaient déjà dans l'ouest, notamment presque toute la garnison de Paris et une forte partie des défenseurs de la Hollande, et au lieu du pacifique Hédouville, il en donna le commandement à l'ancien terroriste Brune. Environ soixante mille hommes étaient là, prêts à agir ; Brune avait pleins pouvoirs pour suspendre au premier coup de canon tous les droits constitutionnels dans les provinces révoltées, et pour commencer contre les rebelles une guerre d'extermination.

C'est ainsi, et avec cette fierté résolue, que le jeune souverain inaugurait son règne. Il travaillait sans repos ni trêve, menant de front la politique intérieure et la politique extérieure, les armements et les finances, l'administration et les questions religieuses, toujours à la hauteur de toutes les tâches, toujours supérieur à tous ses collaborateurs. Il fallait avant tout transformer d'après les principes posés par la constitution toutes les parties organiques de l'édifice national ; il mit donc sans retard le Tribunat et le Corps législatif à l'œuvre. Dans l'un comme dans l'autre, la majorité n'avait d'autre désir que d'obéir aux moindres signes du Premier Consul ; au Tribunat, vingt membres environ osèrent se permettre çà et là de blâmer certains projets de loi, mais ils ne trouvèrent aucun écho, ni chez leurs collègues ni dans la population, et ne firent qu'irriter les nerfs si impressionnables de Bonaparte. En dehors de quelques questions de finances, il arriva une seule fois au Corps législatif de rejeter une proposition du gouvernement : il s'agissait d'un projet de loi qui donnait à la Cour de Cassation le droit de poursuivre les fonctionnaires de l'ordre judiciaire pour les délits professionnels ;

mais ce projet, d'abord repoussé, fut adopté bientôt après, avec quelques modifications de forme. A part cela, toutes les propositions du gouvernement furent acceptées par le Corps législatif, après une courte discussion au Tribunat. Le 7 février, le conseiller d'État Rœderer présenta la grande loi sur la réorganisation de l'administration; cette loi était en tout l'opposé de celle de 1790, aussi extrême dans le soin d'éloigner le peuple de toute participation au gouvernement, que la première l'avait été dans le soin d'enlever au gouvernement toute influence sur l'administration. Elle plaçait à la tête de chaque commune un maire, de chaque arrondissement un sous-préfet, de chaque département un préfet, tous nommés par le Premier Consul, investis d'un entier pouvoir sur leurs subordonnés, et astreints à une obéissance absolue envers leurs supérieurs. Chacun, comme le disait Bonaparte, était, dans sa sphère, un Premier Consul en petit. La comparaison se continuait en ce sens que chacun avait auprès de lui une représentation du peuple sans pouvoir, avec voix consultative, c'est-à-dire un conseil municipal ou départemental, dont les membres étaient nommés par le Premier Consul, comme les membres du Corps législatif l'étaient par le Sénat du Consul. Ce système ne témoignait pas précisément d'un grand talent d'invention; il n'était, dans ses points essentiels, que le rétablissement des intendants et des subdélégués de l'ancien régime, fortifié par la suppression de tous les privilèges de rang et de corporations qui avaient sous Louis XVI limité le pouvoir de ces magistrats. L'application de cette constitution consulaire devait conduire infailliblement à une dictature absolue. Pour le moment, elle répondait aux besoins pressants du pays, après les terribles souffrances de la Terreur et de l'anarchie directoriale; le retour à un état normal et sain ne pouvait s'accomplir que par l'unité et la toute-puissance d'une volonté souveraine et créatrice. Ce système a produit plus tard, sous la main forte et habile de Bonaparte, une bonne et sage école d'administration, que ses mérites matériels, en s'affirmant pendant plus de deux générations, ont rendue populaire et immuable pour la grande majorité du peuple français. Ici encore s'est confirmée cette parole de Bonaparte que la France tenait moins à la liberté qu'à l'égalité.

Cette centralisation de l'autorité administrative fut immédiatement suivie d'une transformation non moins complète de l'organi-

sation judiciaire. On vit se renouveler ici ce que des mesures analogues avaient déjà produit en 1790 : des améliorations techniques considérables furent réalisées ; mais la grande tâche politique, l'indépendance des tribunaux, fut de nouveau laissée de côté, bien que ce fût, naturellement, pour d'autres motifs que dix ans auparavant. En faisant élire tous les juges par les citoyens, et pour peu de temps, la Constituante avait livré la justice aux fluctuations de l'esprit de parti : la nouvelle constitution attribuait la nomination des juges au Premier Consul, et celle des jurés aux préfets, et, tout en accordant l'inamovibilité aux premiers, elle soumettait leur avancement, sans aucune règle fixe, à l'appréciation du gouvernement ; elle donnait ainsi à ce dernier, par l'intérêt personnel, une grande force pour peser sur des magistrats. Si elle n'était pas soumise à la volonté du gouvernement, la justice en subissait du moins la puissante influence.

Ces organes du pouvoir ne suffisaient pas encore à Bonaparte ; déjà il travaillait à s'assurer peu à peu un troisième instrument pour conduire les esprits. Il était décidé à faire la paix avec l'Église catholique, et à mettre par là le clergé au service de ses desseins. Ses sentiments bienveillants à l'égard de l'Église se manifestèrent dès le premier jour de son gouvernement. Son œil pénétrant avait reconnu depuis longtemps qu'il donnerait ainsi satisfaction au besoin le plus intime du plus grand nombre de ses sujets, et leur ferait mieux apprécier les bienfaits de son administration. Le Pape Pie VI était mort en captivité à Valence, en Dauphiné, et son corps était resté depuis lors déposé dans la sacristie de la cathédrale ; Bonaparte ordonna, le 30 décembre, qu'on l'enterrât avec tous les honneurs accoutumés, et qu'on ornât son tombeau d'un pompeux monument. Il prononça la mise en liberté de tous les prêtres arrêtés et prisonniers, à la condition qu'ils promettraient obéissance à la constitution. Il rendit aux communes catholiques les édifices religieux qui n'avaient pas été vendus comme biens nationaux, et leur permit, malgré l'opposition de quelques autorités locales, de célébrer leur culte le dimanche sans s'inquiéter du calendrier républicain. Enfin, lorsqu'il s'agit de savoir si ces bienfaits s'arrêteraient aux prêtres constitutionnels, ou s'ils s'étendraient à ceux qui avaient refusé le serment à la constitution civile du clergé en 1790, il fit déclarer très énergiquement par le ministre Fouché qu'il était temps

de mettre un terme à des discordes aussi insensées que funestes, et de permettre à tout citoyen de pourvoir aux besoins de son âme et d'exercer son culte comme il l'entendait. Grâce à ces décisions libératrices, le clergé respira enfin après dix années de dures persécutions. Bonaparte n'alla pas plus loin. Il ne fut encore question ni de religion de l'État ni de traitements pour le clergé; la semaine républicaine resta la semaine officielle; les registres de l'état civil furent toujours confiés à l'autorité civile; mais le clergé reconnaissait avec raison, chez le Premier Consul, une grande analogie avec ses propres idées, et la même tendance à l'entière domination des hommes; la grande majorité de ses membres était donc prête à abandonner le drapeau fleurdelisé, si longtemps défendu, et à rendre hommage au nouveau César, dans lequel elle entrevoyait déjà un nouveau Constantin. Le temps était proche où Bonaparte pourrait dire : « Avec mes préfets, mes gendarmes et mes prêtres, je fais ce que je veux en France. »

A cette restauration de la liberté de l'Eglise le premier Consul rattacha encore une autre grande mesure de réparation et d'apaisement, la cessation, au nom de la loi, des effroyables poursuites exercées contre les émigrés. Dans son désir de réunir tous les Français autour de son drapeau, Bonaparte, dès les premiers jours de son gouvernement, avait rappelé un grand nombre d'exilés ou de déportés, toutes les victimes du 18 fructidor presque sans exception, ainsi que quelques membres de la conspiration de Babœuf; il avait toléré aussi qu'une foule d'émigrés royalistes ou constitutionnels rentrassent en France pour hâter leur radiation de la liste. Il semblait bizarre, à la vérité, que Fouché, ministre de la police, tonnât dans une circulaire aux préfets contre les Français parricides qui s'étaient mis au service de l'étranger pour combattre la France, et qui méritaient un bannissement éternel, tandis que, d'un autre côté, le ministre de l'intérieur exhortait tous les Français à avoir les uns pour les autres un amour fraternel, à quelque parti qu'ils eussent appartenu, et leur conseillait l'oubli de tous les maux et de toutes les vicissitudes de la Révolution. Cette contradiction s'explique pourtant très facilement : le Premier Consul voulait clore la liste des émigrés et permettre à l'avenir les voyages à l'étranger; mais il n'entendait pas que la restauration devînt une loi générale, et il voulait que les grâces fussent accordées isolément

par les fonctionnaires du gouvernement, afin de tenir ces milliers d'hommes sous sa complète dépendance. C'est d'après ces idées que fut rédigée la loi qu'il fit présenter au Corps législatif en mars 1800. La radiation de la fatale liste devait être prononcée, sur la demande de l'émigré, selon que le gouvernement le jugeait convenable. Le gracié n'avait plus aucun droit sur ses biens, lorsque ceux-ci avaient déjà été vendus comme biens nationaux; s'ils se trouvaient encore en la possession de l'État, le gouvernement devait décider si, quand, et dans quelle mesure, ils seraient rendus à leurs anciens propriétaires. La même pensée se retrouva dans les mesures contre les ascendants et parents d'émigrés. Les Consuls avaient abrogé, comme incompatible avec les principes de la constitution, la loi du 3 brumaire, qui déclarait ces parents incapables d'exercer des fonctions publiques; mais ils conservèrent cette odieuse disposition du temps de la Terreur qui enlevait aux parents l'héritage à venir de l'émigré; la République, dans sa misère, espérait de l'application rigoureuse de cette mesure une recette de 30 millions pour l'année courante.

L'immense bouleversement que la Révolution avait amené dans la propriété subsista donc, non moins que la suppression des privilèges et prérogatives de rang, et la transformation démocratique de la société française. Les vaincus durent se soumettre, et s'estimer heureux d'échapper à de sanglantes prescriptions et de pouvoir rentrer dans leur chère patrie. Malgré toutes ses restrictions, la nouvelle loi délivra d'une misère écrasante des millions de citoyens français; le Premier Consul ne devait pas tarder à recueillir le fruit d'une conduite si bien calculée.

Nous avons vu que le général Hédouville avait conclu avec les royalistes de l'ouest une trêve durant laquelle la paix définitive devait être négociée. Bonaparte lui-même eut quelques entretiens avec des chefs royalistes; ceux-ci lui exprimèrent l'espoir que lui, le vainqueur des Jacobins, rétablirait le Roi légitime sur son trône, et ils se retirèrent en silence lorsqu'il leur eut démontré en termes sévères la folie d'une telle supposition. Le général prit donc, dès les premiers jours de janvier, toutes les mesures nécessaires pour soumettre les provinces rebelles par la force des armes. Il ordonna de désarmer rigoureusement tous les habitants, de punir de mort toute résistance, d'incendier les villages révoltés, de traiter selon

les lois de la guerre tout habitant ou toute commune qui aurait donné asile aux rebelles. C'étaient absolument les mesures qu'il avait déjà prescrites en Égypte contre les Arabes turbulents. « Une douceur intempestive, écrivait-il, prolongerait la lutte, et serait ainsi l'opposé de la vraie humanité. » Lorsqu'il nomma le général Brune au commandement en chef, il lui enjoignit de ne pas prolonger la trêve au delà du 26 janvier, et d'agir ensuite avec une inflexible énergie. En attendant, Hédouville avait poursuivi les négociations, et avait trouvé en Vendée un appui bien décidé chez l'influent curé Bernier. Celui-ci ayant gagné ses confrères, et Hédouville ayant ensuite obtenu la radiation de la liste des émigrés d'environ quarante royalistes considérables, toutes les bandes de la Vendée et des deux rives de la Loire déposèrent les armes sans coup férir, le 18 et le 20 janvier. Il ne restait plus que trois grandes troupes : l'une en Normandie, sous le jeune comte Frotté, la seconde, sous Bourmont, dans la haute Bretagne, la troisième, sous Georges Cadoudal, dans la basse Bretagne; leur soumission ne fut qu'un jeu pour les masses puissantes de Brune. Après deux combats malheureux, Bourmont capitula le 26, et Georges le 27 janvier. Frotté lutta quelques semaines de plus, et Bonaparte était si irrité contre cet audacieux adversaire, qu'il mit sa tête à prix et promit 20 000 francs à celui qui l'en délivrerait. Enfin Frotté demanda aussi à négocier; mais lorsqu'il parut à cet effet devant le général, il fut arrêté, et fusillé le 18 février. Pour la fin du mois, le calme était partout rétabli, la population désarmée, le gouvernement républicain reconnu. Grâce au concours d'une politique prudente et d'une tactique habile, quelques coups rapides suffirent pour mettre fin à la guerre civile sans sacrifices considérables. La plus grande partie des troupes qui y avaient été employées se mirent sur-le-champ en route vers Paris, où les attendait une plus brillante destination.

Bonaparte, qui brûlait d'impatience de marcher contre les ennemis du dehors, maintenant qu'il avait vaincu ceux du dedans, s'empressa de clore la session du Corps législatif. Il venait d'augmenter encore la liberté des citoyens par une loi qui accordait une plus grande latitude aux dispositions testamentaires; mais, en revanche, il avait opposé une nouvelle et forte barrière aux droits politiques du peuple par la suppression de tous les journaux de

Paris, à l'exception de trois feuilles privilégiées. Il chargea alors le ministre Gaudin de faire établir par les représentants du peuple le budget de l'année suivante. Ce travail, assez important d'ordinaire, n'était plus pour le moment qu'une vaine formalité, car, dans l'état de ruine où se trouvaient les finances, il était à peu près indifférent que tels ou tels chiffres fussent inscrits dans les colonnes du budget. On ne pouvait prévoir avec la moindre certitude quel serait le montant des divers chapitres; une seule chose était certaine : c'était que, ni cette année ni l'année suivante, on ne pourrait bannir le déficit du budget ordinaire. Afin donc de se donner aux yeux du pays la gloire d'être un gouvernement peu coûteux, on présenta pour l'année suivante un avant-projet qui, indépendamment des besoins extraordinaires de la guerre, se soldait à 427 millions, en recettes et en dépenses. Les législateurs furent étonnés. Ils avaient appris durant les misères de l'époque directoriale que les impôts existants, en admettant qu'ils rentrassent exactement, devaient donner plus de 600 millions, et que cette somme suffisait à peine, même en temps de paix, pour couvrir les dépenses les plus nécessaires. Il était donc trop évident que l'avant-projet qui leur était ici présenté n'avait d'autre but que d'affranchir le gouvernement de tout contrôle financier de la part des représentants du peuple, et, malgré toute leur complaisance, quelques tribuns osèrent critiquer ce budget imaginaire. On leur répondit avec un demi-sourire qu'on avait vu souvent une Chambre s'efforcer de diminuer les charges du peuple, mais qu'il était sans exemple dans l'histoire des Parlements qu'aucune ait jamais voulu forcer le gouvernement à accepter des sommes plus fortes qu'il ne les demandait. Le budget fut adopté.

En réalité, le Consulat, malgré ses employés des contributions et ses préfets, administrait absolument de la même manière que le Directoire, par la simple raison que les moyens dont il disposait étaient les mêmes. Il est très vrai que Bonaparte a posé ici, comme partout ailleurs, les bases d'un ordre nouveau, mais ses admirateurs exagèrent étrangement lorsqu'ils attribuent au 18 brumaire la vertu merveilleuse d'avoir ramené subitement la richesse et l'abondance. Combien de ressources misérables, dangereuses même, Gaudin ne chercha-t-il pas à se créer au commencement de l'année 1800? Combien n'en vit-il pas s'évanouir sans retour, aus-

sitôt après les avoir découvertes? On reconnut, au bout des quatre premiers mois de l'année financière, que chacun d'eux avait produit environ 15 millions d'impôts directs, ce qui promettait 180 millions pour l'année, et 220 millions en y ajoutant pour environ 40 millions de réquisitions en nature, tandis que l'année précédente avait encore produit 330 millions; la force financière de la France avait donc diminué de moitié. Bonaparte ayant voulu envoyer en février deux millions au général Moreau, Gaudin, pour garantir cette faible somme, dut réserver les recettes de deux mois d'un tiers des circonscriptions militaires du pays. Après avoir, l'année précédente encore, combattu si énergiquement la politique financière des Jacobins, il avait dû recourir à une de leurs mesures pour se procurer de l'argent comptant, et, le 5 janvier, il avait défendu à toutes les caisses de rien payer sur les bons de délégation délivrés par les fournisseurs. Il s'appuya pour cela, de même que les Jacobins, sur la quantité de fraudes et de tromperies qui s'étaient produites dans les fournitures. Toutefois, les droits des mandataires avaient été reconnus par une loi; cette mesure ne constituait donc rien moins qu'une banqueroute de 70 millions, accomplie sans le concours du Corps législatif, c'est-à-dire au mépris de la nouvelle constitution, sur un simple ordre du gouvernement. Affranchi ainsi d'une forte dépense, Gaudin jeta les yeux autour de lui pour découvrir de nouvelles recettes. Il pensa aux rentes foncières, abolies en 1793, et dont une part considérable revenait à l'État, et pensa que l'on pourrait peut-être obtenir que les acquéreurs des domaines qui y étaient soumis les rachetassent pour quinze fois leur valeur, ce qui aurait rapporté environ 50 millions au trésor. Malheureusement, la réalisation de ce plan rencontra des obstacles considérables. Au point de vue légal d'abord, car la loi de 1793 avait garanti aux acquéreurs de biens nationaux l'entier affranchissement de ces biens de toute dette ou rente; ensuite, il était exorbitant en tout cas de demander à ces acquéreurs quinze fois le montant de leur rente, tandis que la rente 5 p. 100 était alors à 17 et pouvait par conséquent être rachetée en payant 3 fois et demie le revenu. Le ministre pensait que les paysans étaient trop inexpérimentés en matière de calculs de bourse pour faire un tel rapprochement; cependant, comme il ne fallait pas trop compter sur cette ignorance, on prit une voie détournée pour obtenir le

rachat proposé; mais on vit une fois de plus ici que la complaisance des législateurs avait des bornes, et le projet fut rejeté à une grande majorité. Ce beau plan fut à jamais écarté.

Dans son embarras, Gaudin revint à une mesure qui lui avait déjà rapporté quelques millions, et qui n'avait besoin que d'une plus grande extension pour être plus productive encore. Il avait, comme nous l'avons vu, obligé les percepteurs à verser un cautionnement; il obtint une loi qui imposait la même charge aux employés du trésor, de l'administration des forêts, de la loterie, des postes, des douanes, et en fixait le taux à la moitié du traitement annuel, ce qui devait produire en tout quinze millions; puis, une fois en train, il y ajouta les notaires, les greffiers, les huissiers, et même les avocats, ce qui devait lui donner encore environ neuf millions. Joints aux cautionnements des percepteurs, ces chiffres représentaient un emprunt forcé de 36 millions; il était douteux, à la vérité, vu la stagnation des affaires et l'appauvrissement général, que la moitié seulement en rentrât en espèces sonnantes; mais 12 ou 15 millions même n'étaient pas à dédaigner pour un ministère dont la recette mensuelle était réduite à 15 millions. Bonaparte ne rendit pas un moins grand service au trésor en donnant au gouvernement le droit de gracier les émigrés selon son bon plaisir : il s'engagea aussitôt, rapporte Lafayette, un honteux commerce de grâces, dans lequel les plus offrants arrivaient les premiers au but.

Alors que les Français étaient ainsi amenés par toutes les voies, ordinaires, extraordinaires et irrégulières, à nourrir l'État affamé, il était bien naturel qu'ils tournassent leurs regards en arrière, vers les ressources extérieures qui avaient soutenu pendant trois ans l'existence du Directoire, et dont l'absence, la quatrième année, avait ébranlé la base de cette existence. Malheureusement, ces ressources avaient été considérablement diminuées par l'insuccès de la dernière campagne. La Suisse avait été pressurée jusqu'à la moelle, et les armées françaises avaient été repoussées de la plus grande partie de l'Italie et de l'Allemagne; à l'abondance sans bornes de 1796 avaient succédé des miettes difficilement recueillies. La ville de Hambourg, sur la sommation réunie de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Russie, avait dû livrer aux Anglais deux rebelles irlandais pourvus de patentes d'officiers français, qui

s'étaient réfugiés dans ses murs; Bonaparte, encore tout imbu des souvenirs de son séjour en Afrique, répondit à ses humbles excuses que rien au monde ne pouvait justifier une telle violation des lois de l'hospitalité, et que les Arabes du désert eux-mêmes se détourneraient révoltés devant un semblable crime. Déjà, en vue de se rendre la Prusse favorable, il avait fait entendre à Berlin que Hambourg, dans la future organisation de l'Allemagne, pourrait bien devenir ville prussienne. Actuellement, il chargea le ministre Talleyrand de faire des offres de bonne amitié au sénat de Hambourg effrayé, en échange d'une somme de 4 à 6 millions; en ce cas, la France s'engageait à protéger la ville contre les désirs d'incorporation que manifestait déjà une puissance voisine. Les choses n'avaient pas mieux marché pour Gênes. Là, des hommes nouveaux se trouvaient à la tête du gouvernement; Bonaparte ordonna de les reconnaître, si, avant un mois, ils avaient payé à la France une somme de 2 millions; du reste, ajoutait-il, l'acte de reconnaissance devait être rédigé de telle sorte qu'il laissât la possibilité d'annexer Gênes à la République française au printemps suivant. Le 13 janvier enfin, il demanda au ministre de lui adresser un rapport sur les négociations de paix engagées avec le Portugal (en l'année 1797), et d'examiner surtout s'il serait possible de les renouer et d'obtenir 8 à 9 millions à cette occasion. Cela nous assurerait, disait-il, la conquête de l'Italie; nous pourrions alors nous procurer pour l'artillerie de siège huit mille chevaux de trait, que nous sommes actuellement hors d'état de payer. Il n'en appréciait que mieux la possession des riches provinces bataves, dont le sol n'avait pas été foulé par un seul ennemi depuis quatre ans, et auxquelles maintenant la France n'épargnait pas les plus dures exigences. La Hollande était tenue de payer et de nourrir les garnisons françaises de ses places fortes, et Bonaparte, qui en avait détaché dix-huit mille hommes pour les envoyer en Vendée, demanda que les Hollandais non seulement continuassent à pourvoir à leur entretien, mais encore leur fissent de fortes avances, vu que ces brigades iraient défendre sur le Rhin (où en réalité elles n'arrivèrent jamais) la sécurité de la Hollande. Il songea en même temps à rendre aux Hollandais Flessingue, où la France avait droit de garnison depuis le traité de 1795, moyennant le payement de 12 millions en avril, 18 en septembre, et 10 à 15 dans le courant

de l'année suivante. Enfin, il envoya son adjudant Marmont à Amsterdam, pour y conclure un emprunt avec de gros capitalistes, en engageant au besoin les diamants de la couronne. Mais ces sortes d'affaires n'étaient pas du ressort du jeune et habile officier d'artillerie : après plusieurs semaines de négociations, Marmont revint à Paris les mains vides.

Lorsque l'on voit ce mélange de mendicité et de spoliation, on reconnaît bien vite que le peuple français, bien plus encore qu'à la fin de la Convention, avait besoin de repos et de paix pour réparer ses forces, pour remettre de l'ordre dans ses finances, et pour arriver ainsi à un nouveau bien-être sous l'action régulière de la constitution. Après la rupture entre l'Autriche et la Russie, et après les catastrophes de Zurich et de Castricum, on aurait pu sans peine obtenir un traité de paix qui aurait donné aux Français la Belgique, le Luxembourg, la rive gauche du Rhin, au moins depuis Mayence jusqu'à Bâle, et, en outre, Nice et la Savoie, ce qui aurait constitué un vaste agrandissement des frontières telles qu'elles existaient avant 1789. Mais ce que les Français auraient salué avec acclamations comme un bienfait était inadmissible pour leur maître actuel. Après avoir pris l'Italie, soumis la Suisse, demandé toute la rive gauche du Rhin, conquis Malte et l'Égypte, il se serait désavoué lui-même s'il avait renoncé sans coup férir à cette proie colossale, et s'était contenté des avantages d'une paix ordinaire. Non seulement il aurait dû chasser de son imagination les rêves de domination universelle qui le hantaient depuis des années ; mais, réduit aux œuvres de la paix et condamné à la plus stricte économie, dépourvu de tout moyen de briller et d'éblouir, combien de temps aurait-il pu conserver sur un peuple avide d'excitations le pouvoir illimité sans lequel la vie n'avait plus de prix pour lui? Non! il voulait encore s'élancer dans la tempête des batailles, qui était le suprême bonheur à ses yeux. Il voulait s'élever, et la France avec lui, bien au-dessus de toute grandeur atteinte jusque-là. S'il triomphait, la France et l'Europe seraient à ses pieds, et les tributs des peuples vaincus ramèneraient promptement la richesse et l'abondance dans les coffres de la nation victorieuse. Il était donc résolu à la lutte, à une lutte telle que l'Europe n'en avait jamais vu, telle que lui-même n'avait pas osé la tenter durant ses précédentes campagnes. Nous avons remarqué plusieurs fois la circonspection et la prudence

qui avaient accompagné l'exécution de ses projets même les plus téméraires. Avec quelle patience bien calculée n'avait-il pas attendu sur l'Adige, en 1796, le moment favorable pour parer l'attaque et y répondre! avec quelle prudence n'avait-il pas su, en 1797, couvrir ses flancs et ses derrières lors de sa périlleuse invasion en Autriche! Et cette aventure en apparence si extravagante de l'expédition d'Égypte, un examen approfondi ne nous y a-t-il pas fait reconnaître une combinaison mûrement réfléchie? Mais maintenant pour la première fois, soit que sa confiance en son étoile se fût accrue en Orient, soit que, pressé par les circonstances, il ait senti plus que jamais le besoin de prompts et éblouissants succès, il voulait jouer audacieusement toute son existence sur une seule carte, et, méprisant la possibilité d'un échec, se placer d'un seul bond à la tête de l'Europe.

Ses étranges lettres aux souverains de l'Angleterre et de l'Allemagne avaient parfaitement préparé l'exécution de ces plans. Lorsque la première arriva à Londres, on venait précisément d'y recevoir de très bonnes nouvelles de la Méditerranée. Malte, épuisée par le blocus, semblait devoir se rendre dans un avenir peu éloigné, et l'Égypte était menacée d'une écrasante attaque du grand visir turc. Pitt d'après cela, bien qu'il fût aussi pacifiquement disposé que deux ans auparavant, ne crut pas devoir engager une négociation avec Bonaparte. Il avait enjoint le 17 décembre à lord Keith d'insister, lors de la prochaine capitulation de Malte et de l'Égypte, pour que les soldats français fussent prisonniers de guerre, et il ne vit dans la lettre de Bonaparte qu'une preuve du désir qu'avait ce dernier de prévenir les défaites par un arrangement avantageux. En outre, il s'exagérait l'épuisement militaire aussi bien que l'inconsistance politique de la France; il croyait que le nouveau pouvoir de Bonaparte s'userait plus vite encore que celui du Directoire, et que la restauration de la royauté bourbonnienne s'accomplirait ensuite sans difficultés. Lord Grenville adressa donc à Talleyrand une lettre de refus, rédigée avec une emphase maladroite à tous égards. La punition suivit de près cette faute. Bientôt les événements prirent en Égypte une tournure tout à fait inattendue. Le général Kléber, nous le savons, tenait la conservation de ce pays pour impossible, et considérait dès lors comme criminelle toute nouvelle effusion de sang; il entra donc en négociation avec le

grand visir et sir Sidney Smith à l'approche de l'armée turque, et Sidney, toujours avide de lauriers diplomatiques, signa le 20 janvier 1800 un traité d'après lequel les Français devaient évacuer l'Egypte et être ramenés librement à Toulon sur des navires anglais. Malheureusement, le commodore reçut presque aussitôt de Londres, par l'entremise de lord Keith, l'ordre d'insister pour une reddition d'armes sans conditions, et sir Sidney dut faire connaître au général français, avec un profond regret, la nullité du traité qui venait d'être conclu; sur quoi Kléber, par un acte de résolution héroïque, rassembla toutes ses forces, dispersa près d'Héliopolis les bandes du grand visir, quatre fois plus fortes que les siennes, et les rejeta hors du pays. Cependant l'opinion resta la même à Londres relativement à la situation des Français, et l'on y persista à ne pas vouloir conclure la paix avant que l'Égypte fût reprise. A Vienne, Thugut ne pensait pas que l'on dût ajouter grande foi aux sentiments pacifiques de Bonaparte; de même que son collègue d'Angleterre, il répondit à la lettre du Consul non par une lettre autographe de l'Empereur, mais par une note ministérielle; cette note, plus polie dans la forme que celle de l'Angleterre, était au fond tout aussi réservée, et faisait ressortir l'insignifiance de la lettre française. Néanmoins, Bonaparte n'abandonna pas l'attitude qu'il avait prise; elle était pour la France une preuve de son amour de la paix, tandis qu'aux yeux de l'étranger elle semblait témoigner d'une certaine faiblesse militaire : il ne pouvait rien désirer de mieux. Il consolida donc les nœuds déjà formés, et fit proposer par Talleyrand le traité de Campo-Formio comme base de la paix nouvelle. Thugut ayant répondu qu'il ne pouvait plus être question de ce traité, depuis longtemps violé, Bonaparte, toujours condescendant, convint qu'après les succès de la dernière campagne le lot de l'Autriche en Italie devait s'étendre au delà des conventions de Campo-Formio. En voyant le conquérant jadis si sûr de la victoire reculer de la sorte, bien peu croyaient encore possible que la France reprît l'offensive; Thugut seul jugeait sainement le caractère du maître de la France, et redoutait incessamment une attaque soudaine. L'opinion générale était que l'année qui venait de s'écouler avait épuisé les ressources militaires de la France, et que, malgré tout le talent de Bonaparte, on devait tout au plus s'attendre à une opiniâtre défense des frontières. Rien ne pouvait mieux favoriser

les vues de Bonaparte, et son projet de porter un coup inattendu au cœur même de son adversaire aveuglé.

CHAPITRE IV

MARENGO

Tandis qu'en France une volonté puissante et énergique rassemblait toutes les forces de la nation afin d'écraser l'ennemi sous des coups redoutables, la discorde et l'aigreur ne faisaient que s'accroître au sein de la grande coalition.

Après avoir fait quitter la Suisse à ses troupes en octobre 1799, l'Empereur Paul, toujours inquiet et indécis, hésita encore longtemps, agité par des idées diverses. Tantôt son irritation contre l'Autriche et contre Thugut se manifestait par des ordres pressants pour que Suworoff hatât sa retraite, tantôt, sa vieille haine contre la Révolution reprenant le dessus, il croyait découvrir quelques sentiments meilleurs à la cour de Vienne, arrêtait la marche de ses troupes, et formait de nouveaux plans de guerre contre les Jacobins. Dès le début, il avait appelé l'attention du gouvernement prussien sur la dangereuse avidité de l'Autriche, et lui avait proposé, en vue de protéger l'équilibre européen, une alliance défensive dans laquelle pourraient entrer tous les États bien pensants du Nord ; il avait également exposé à Londres cette pensée d'une grande alliance du Nord, et avait cherché à gagner le cabinet anglais à son programme conservateur. Mais, par suite des idées pacifiques du roi de Prusse, il ne reçut d'abord que de belles paroles de Berlin ; quant à lord Grenville, il l'engagea fortement à juger moins sévèrement l'Autriche, et à ne pas l'exclure de son grand système. Cependant Wickham, chargé d'affaires anglais, se rendit à Augsbourg, où le feld-maréchal Suworoff avait provisoirement établi ses quartiers d'hiver ; le vieux soldat, toujours belliqueux, dressa devant lui, pour la prochaine campagne, un plan d'après lequel quatre-vingt mille Russes devaient opérer en Suisse et en Italie de concert avec les Autrichiens. Le ministère anglais espéra changer les dispositions

de l'Empereur Paul en adoptant sans restrictions les idées de Suworoff, en appuyant son plan à Vienne et à Saint-Pétersbourg, et en s'engageant à prendre à sa charge les dépenses occasionnées par l'augmentation de l'armée russe. Il obtint au moins par là que Paul arrêtât pour le moment la retraite de ses troupes, et adoptât la proposition faite par Suworoff de leur faire faire halte au lieu où elles se trouvaient alors, soit en Bohême, soit en Autriche.

Mais l'espoir s'évanouit aussi vite qu'il était né. De quelques paroles polies par lesquelles l'Empereur François et Thugut avaient accueilli la nouvelle du départ de Suworoff, Paul avait tiré la conclusion que tout Vienne était en proie à l'abattement et au regret; en conséquence, il avait chargé son ambassadeur Kolytscheff d'exprimer l'espoir que François éloignerait le malfaisant Thugut des affaires, et renoncerait à toute extension en Italie. Il était impossible de se tromper plus complètement. Sous une apparence sèche et indifférente, l'Empereur François cachait une fierté tout aussi ferme que celle de son arrogant et violent collègue; il jeta sous la table, avec le silence du mépris, l'ordre que lui donnait la Russie d'éloigner son premier ministre. Quant à Thugut, il accentua sa situation plus fortement que jamais. Il avait remarqué avec une vive satisfaction que les insinuations de la Russie relativement à des intelligences secrètes entre Vienne et Paris, si elles avaient causé de vives inquiétudes en Angleterre, n'y avaient eu toutefois pour conséquence que des protestations redoublées de bon vouloir. Afin d'empêcher l'Autriche de conclure une paix séparée, lord Grenville se montrait plus disposé à complaire aux désirs de cette puissance qu'il ne l'avait été à aucune période de la guerre. Fort de cet appui, Thugut déclara nettement aux Russes que l'Autriche insistait une fois pour toutes sur l'acquisition des anciennes Légations papales, la rentrée en possession de Milan, et l'annexion, non de tout le Piémont, mais de l'ancien Novarais, avec Tortone et Alexandrie. Et tandis que Paul croyait avoir accompli un acte de généreuse condescendance en arrêtant ses troupes en Bohême, Thugut se plaignit amèrement des charges et des dépenses que cette mesure faisait peser sur un pays épuisé, et demanda avec instances que ces régiments s'éloignassent de l'Autriche le plus promptement possible. Thugut rejeta complètement aussi le plan de campagne de Suworoff. Ce serait très beau, dit-il, si Suworoff,

du Bas-Rhin, opérait contre la Belgique et Paris; mais l'expérience avait démontré cette année que l'on ne devait plus songer à mêler les troupes russes aux troupes autrichiennes, et il fallait abandonner la guerre aux seules forces de l'Autriche dans le sud de l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. L'Empereur comptait y envoyer deux cent trente mille hommes; si la Russie voulait y ajouter, sous le commandement de l'Autriche bien entendu, le corps de secours de douze mille hommes promis par les traités, l'Autriche s'en montrerait reconnaissante, et ne demanderait rien de plus dans ces contrées. C'était absolument le pendant des arguments par lesquels Thugut, en 1794, avait refusé le secours des troupes prussiennes pour défendre la Belgique.

Cela seul aurait suffi aux yeux de Paul pour rendre la réconciliation impossible; mais il vint s'y joindre encore des nouvelles de l'Italie centrale, qui poussèrent son indignation presque jusqu'à la menace d'une guerre ouverte. Nous nous rappelons l'ordre par lequel Thugut avait envoyé le général Frœlich en Toscane avec dix mille hommes, pour y protéger énergiquement les intérêts de l'Autriche contre les menées de ses fidèles alliés; ordre funeste, qui avait conduit Suworoff à renoncer perfidement à l'occupation de Gênes, alors sans défense. Froelich s'était dirigé vers Rome; mais il y arriva quelques jours trop tard, alors que le commodore Troubridge, qui voulait précisément devancer les Russes et les Autrichiens, venait de décider le général Garnier à capituler aux conditions les plus avantageuses, et à liver Rome aux Napolitains et Civita-Vecchia aux Anglais. Frœhlich, irrité, se tourna alors vers Ancône, que le général Monnier défendait avec une inébranlable fermeté contre la milice de Lahoz et une escadre russe commandée par le comte Woinowitsch. A l'exemple de Troubridge, il entra en négociation avec l'ennemi, et il en obtint le 14 novembre la reddition de la place, moyennant une sortie honorable. Là-dessus, Woinowitsch débarqua un petit détachement et fit arborer le drapeau russe sur quelques points de la ville; mais Frœhlich expulsa aussitôt les alliés de la ville et fit disparaître les drapeaux russes. La nouvelle de cet événement mit le Tzar en fureur. Il rappela définitivement ses troupes en Russie, et cessa tout rapport diplomatique avec l'Autriche tant que Frœlich ne serait pas exemplairement puni et qu'une réparation éclatante ne serait pas faite au pavillon russe.

Thugut d'abord s'en émut peu. Il croyait pouvoir remplacer facilement par des contingents allemands les quarante mille Russes à demi mobilisés que Suworoff remmenait avec lui, à la condition toutefois que l'Angleterre lui fournirait pour cela les subsides nécessaires, car jamais, depuis de longues années, ses rapports avec le cabinet de Londres n'avaient été aussi bons qu'en ce moment. Lorsqu'il eut enfin donné des explications précises sur ses plans de conquête, il eut la satisfaction d'entendre lord Minto lui déclarer que l'Angleterre n'avait aucune objection à y faire, et lui annoncer surtout que lord Grenville ne songeait pas pour l'instant à faire de la Belgique une province prussienne. Encouragé par là, Thugut se décida enfin à écarter le misérable obstacle créé par la question d'argent, et à souscrire au traité d'emprunt conclu par Stahrenberg en 1797. Après quatre années de discussion, la voie était enfin ouverte à une entente honorable des deux puissances, et, grâce à l'obtention d'un fort subside anglais, l'obstacle qui jusque-là avait paralysé la guerre, le manque d'argent, allait disparaître. Thugut était de la meilleure humeur. Non seulement il se voyait délivré de l'obstination de Suworoff; mais le général autrichien qui si souvent avait prétendu comprendre les choses mieux que le ministre, l'archiduc Charles quitta le service actif en décembre (1). La grande agitation d'esprit dans laquelle Charles avait vécu depuis que la retraite de Suisse lui avait été imposée, et depuis la réalisation des conséquences prédites par lui, lui avait occasionné de nouvelles attaques d'épilepsie, de sorte que, poussé par les infirmités du corps aussi bien que par les douleurs de l'âme, il renonça définitivement au commandement en chef. Son campagnon d'armes russe, Suworoff, n'eut pas alors un meilleur sort. Ce vieillard, tombé malade durant son lointain voyage, fut cependant soutenu en route par des témoignages de la faveur impériale; mais, à son arrivée à Saint-Pétersbourg, il reçut une lettre de son souverain dans laquelle il était tancé comme un jeune enseigne pour une faute de service commise six mois auparavant, celle d'avoir donné durant quelque temps à un de ses compagnons le titre de Major-du-jour, qui appartenait exclusivement aux adjudants de l'Empereur. Ce procédé blessa mortellement le vieux et débile héros; sa mala-

(1) François accepta alors sa démission; mais Charles resta encore trois mois à l'armée, pour y attendre l'arrivée de son successeur.

die empira rapidement, et il mourut peu de jours après sa rentrée à Saint-Pétersbourg. Le lourd et lent Mélas le remplaça en Italie; en Allemagne, Charles eut pour successeur Kray, brave soldat, mais intelligence bornée; tout se réunissait donc pour ouvrir à l'ambitieux général corse la voie de la conquête du monde.

Les relations plus étroites qui s'établirent durant ces mois d'hiver entre l'Angleterre et l'Autriche furent aussi, du reste, pour l'Empereur Paul le signal d'une rupture complète avec la cour de Londres. Depuis la malheureuse issue de l'entreprise hollandaise, Paul était peu satisfait de la conduite de ses alliés anglais. L'entretien des troupes russes revenues en Angleterre laissait beaucoup à désirer; à leur apparition en vue de la côte anglaise, elles avaient appris qu'on ne voulait pas les y laisser débarquer, mais bien les conduire à Guernesey et à Jersey; puis, les vaisseaux de transport se firent longtemps attendre; et enfin, à leur arrivée à Jersey, elles n'y trouvèrent ni les vivres ni les baraques nécessaires. Bref, ces hommes eurent de durs moments à passer, et Paul entra en fureur quand il sut que sa magnifique armée était traitée avec une négligence aussi offensante. Il se produisit ensuite des désaccords dans le calcul des subsides. Les Anglais ne voulaient payer que pour les troupes réellement présentes, et non pour celles qui étaient promises par le traité, et Paul fut d'autant plus blessé par cette taquinerie, qu'il n'en pouvait ni nier ni contester la légitimité. On discuta encore le plan d'une descente en commun sur la côte de France; mais on ne put s'entendre sur le point à choisir; Paul d'ailleurs résista vivement à l'Angleterre, qui prétendait que l'unité de commandement était indispensable au succès de l'entreprise, et que, par conséquent, la conduite des deux escadres devait être remise à un amiral anglais. Lorsque Paul, après toutes ces difficultés, apprit encore que lord Grenville avait adopté les idées politiques de Thugut, la mesure de son mécontentement en fut comblée; au mois de mars 1800, il donna l'ordre du retour à ses troupes, rompit toute relation diplomatique avec l'Angleterre, et annonça définitivement sa résolution de ne plus prendre part en aucune façon, soit sur terre soit sur mer, à la guerre contre la France.

A cela, nous l'avons dit, Thugut n'avait rien à objecter, d'autant plus que l'Angleterre se déclarait prête à consacrer à la guerre

d'Allemagne les sommes qu'elle avait jusque-là payées aux Russes; en effet, si les traités qu'elle conclut alors avec la Bavière, le Wurtemberg et Mayence avaient été consciencieusement exécutés, la plupart des vides causés par la retraite de Paul auraient été comblés. Du reste, la situation du Saint-Empire romain était toujours lamentable : la caisse de la guerre avait un arriéré de plus de six millions de recettes, ce qui ne promettait rien de brillant pour la nouvelle année financière. En Autriche, Thugut s'occupait des armements avec ardeur; mais il ne se plaignait pas moins que les années précédentes des lenteurs et du désordre de l'administration. Le 3 janvier, il insista auprès du comte Colloredo pour qu'une lettre de l'Empereur lui-même hâtât le recrutement des troupes hongroises. « Il n'y a pas une minute à perdre, écrivait-il; il est plus que vraisemblable que les Français tomberont sur nous au moment où nous nous y attendrons le moins. Tout ce qui me revient de Paris, ajoutait-il le 10, me confirme dans la conviction que les Français arment sans relâche, pour nous attaquer vigoureusement avant que nous soyons prêts; la Hongrie devait nous fournir vingt-cinq mille recrues cette année; au lieu de cela, il nous en manque encore six mille de l'année dernière. » Le chiffre de deux cent trente mille hommes, précédemment accusé par lui, n'était donc pas tout à fait atteint. En Italie, Mélas commandait à un peu plus de cent mille hommes, dont il en fallait déduire trente mille, en chiffres ronds, pour les forteresses de la haute Italie et un petit détachement envoyé en Toscane; il en restait donc soixante-dix mille pour les opérations. L'armée allemande était environ d'égale force; par suite de la superstition stratégique que nous connaissons, elle avait vingt-quatre mille hommes dans les Grisons et le Tyrol, c'est-à-dire sur des points sans importance, et quatre-vingt mille répartis dans la Forêt-Noire et sur le haut-Rhin, depuis Schaffouse jusqu'à Heidelberg. Les derniers désastres avaient fait apprécier à Vienne l'importance de la Suisse, méconnue l'année précédente, et on avait proposé au général Kray une vaste entreprise pour la conquête de ce pays; sur quoi Kray déclara que la coopération de vingt-cinq mille hommes au moins de l'armée d'Italie était indispensable pour lui assurer le succès; l'Empereur, sur la proposition de Thugut, les lui accorda le 24 février, mais en exprimant le désir que Mélas occupât auparavant la Rivière de

Gênes, ce qui ne pouvait rencontrer de grandes difficultés, vu la faiblesse et la désorganisation des Français qui s'y étaient réfugiés. Ceci fait, Mélas devait envoyer immédiatement dans le Valais les troupes demandées par Kray, tandis que celui-ci pénétrerait en Suisse par le nord. En attendant, disait l'Empereur, Kray pourrait tenter quelques coups contre l'Alsace, afin de relever en France le courage des royalistes et de leur rendre la lutte plus facile en Bretagne (1).

Si ces ordres avaient été exécutés avec promptitude et énergie, ils auraient pu amener d'importants résultats. A la fin de février 1800 en effet, Masséna, en dépit de tous les efforts de Bonaparte, était très insuffisamment armé; il n'avait reçu que des renforts insignifiants, et ses troupes manquaient toujours du strict nécessaire. Malgré tout son héroïsme, il lui aurait été difficile, avec ses bandes affamées et indisciplinées, d'opposer une résistance sérieuse à un ennemi deux fois supérieur en nombre. La situation était un peu meilleure en Suisse pour les troupes de Moreau; cependant celui-ci, comme nous le verrons, déclara beaucoup plus tard à son gouvernement qu'il ne pouvait songer à s'avancer victorieusement avec le dénuement et l'armement défectueux de son armée. Le moment était donc de tous côtés favorable pour l'Autriche; mais il l'était pour la dernière fois, car, à la fin de février précisément, les royalistes étaient écrasés en Bretagne, et Bonaparte avait les mains libres pour tourner toutes les forces de la France contre l'ennemi du dehors. Les quatre semaines que Mélas perdit, après l'ordre du 24 février, à régler de petites affaires courantes avant de commencer l'attaque, décidèrent du sort de son pays. Elles permirent au Premier Consul de mettre les forces de Masséna en état de résister au moins avec opiniâtreté, et lui donnèrent le temps de réunir les ressources nécessaires pour porter des coups formidables à l'ennemi.

Quant au plan d'attaque à adopter l'été suivant, il était depuis longtemps arrêté dans l'esprit du Premier Consul. Avant tout, c'était lui, et lui seul, qui devait porter le premier coup, le coup éclatant et terrible, car il pensait qu'un grand succès militaire était indispensable à la consolidation de son pouvoir. Or, en plaçant

(1) Archives de la guerre, à Vienne.

Moreau à la tête de l'armée du Rhin, il s'était fermé la route la plus courte pour arriver à Vienne, celle du Rhin et du Danube, car il savait que Moreau ne voulait pas servir sous lui, et il lui semblait encore imprudent de provoquer une rupture avec un homme aussi important. Il ne restait donc à Bonaparte d'autre théâtre de guerre que l'Italie, et il est permis de croire qu'il ne le regrettait pas. C'étaient précisément ses conquêtes et ses créations que l'inhabileté du Directoire avait de ce côté livrées à l'ennemi ; les regagner et les rétablir était pour lui une tâche particulièrement douce et agréable. Pour tout autre, le soin le plus pressant eût été vraisemblablement de doubler ou de tripler aussi promptement que possible les trente mille hommes de Masséna, et de se jeter de Gênes sur la Lombardie avec toutes ses forces, comme il l'avait fait en 1796; mais Bonaparte ne trouvait plus cette manière de procéder assez brillante ni assez imprévue, et il avait conçu un projet tout différent. Pour lui aussi, il était hors de doute que les Autrichiens prendraient aussi vite que possible l'offensive contre Masséna; mais il espérait toutefois que leur circonspection et leur lenteur bien connues lui laisseraient le temps de se mettre en mesure de tous côtés. Masséna devait avoir assez restauré ses troupes pour occuper le gros des forces autrichiennes par une opiniâtre résistance, et pour attirer à lui son adversaire en masses toujours plus considérables. Bonaparte voulait ensuite conduire une armée nouvellement formée, non en Ligurie, mais en Lombardie, par la Suisse et le Saint-Gothard, c'est-à-dire sur les derrières des Autrichiens, couper par là à l'ennemi toutes les lignes de communication et d'approvisionnement, et le forcer ainsi à mettre bas les armes, peut-être sans combat, mais peut-être aussi après une grande bataille. Si tout cela réussissait, un tel succès devait incontestablement porter la gloire de Bonaparte à une hauteur incomparable; les acclamations enthousiastes de la France lui étaient alors assurées, non moins que la stupéfaction de l'Europe entière. La pensée que l'état actuel de ses forces rendait cette partie aussi dangereuse qu'elle était brillante ne l'arrêta pas un instant; il marcha fièrement et d'un pas ferme, confiant en son étoile et en l'incapacité de son adversaire. Dès le 6 décembre 1799, il donna l'ordre de concentrer à Lyon des troupes de formation nouvelle; le 25 janvier 1800, il enjoignit au Ministre de la guerre de créer une armée de réserve de cinquante

à soixante mille hommes, dont les détachements devaient prendre position à Lyon, à Dijon et à Châlons-sur-Marne, et être placés sous le commandement immédiat du Premier Consul. Le Corps législatif avait approuvé sans difficulté une levée de cent mille hommes, au moyen desquels on comptait combler dans les cadres les vides qui s'y étaient produits en 1799. Bonaparte en appela d'abord trente mille sous les drapeaux; mais, selon la coutume du temps du Directoire, il s'en présenta à peine dix mille, qui complétèrent, en février et en mars, les cadres de quelques bataillons de dépôt, et auxquels on fit faire les premiers exercices à Dijon, sous des officiers à demi invalides. En réalité, l'armée de réserve n'exista que dans la seconde moitié de mars, lorsque la répression du soulèvement royaliste eut rendu disponibles la moitié environ des troupes occupées dans l'ouest, et permit de les diriger immédiatement sur Dijon. Comme Bonaparte était encore retenu à Paris par les soins du gouvernement, il donna provisoirement le commandement de la nouvelle armée à son fidèle Berthier, et il remit le ministère de la marine à Carnot, récemment revenu à Paris. Compter ce grand républicain au nombre de ses fonctionnaires était à ses yeux réaliser un gain politique considérable.

Une des conditions essentielles du succès était pour Bonaparte d'être absolument sûr de la Suisse, ce boulevard avancé, des bastions duquel l'armée de réserve devait s'élancer pour cerner les Autrichiens en Italie. Il désirait donc que le général Moreau, dont l'armée avait été portée à cent vingt mille hommes, ouvrît la campagne, au commencement d'avril, par une attaque vigoureuse contre Kray, passât le Rhin à Schaffouse, sur le flanc gauche de l'ennemi, et repoussât celui-ci vers le nord-est et le Danube, peut-être même jusqu'à Ulm. Les Autrichiens auraient été mis par là dans l'impossibilité d'envoyer d'Allemagne des troupes destinées à intercepter le passage du Saint-Gothard ou à soutenir le général Mélas, tandis que Moreau, aussitôt après avoir gagné la ligne du Danube, aurait envoyé à marches forcées un renfort de vingt-cinq mille hommes à l'armée de réserve, sur le Saint-Gothard; Bonaparte aurait pu alors paraître en Italie vers la fin d'avril, avec une masse écrasante de quatre-vingt mille hommes qui aurait facilement anéanti les Autrichiens. Mais une aussi facile réalisation de ses projets n'était pas ici réservée au Premier Consul.

Les Autrichiens, nous le savons, n'avaient pas précisément l'habitude de l'emporter sur les Français par la rapidité des mouvements. Cette fois cependant, bien que Mélas se fût peu hâté d'exécuter les ordres venus de Vienne, et bien qu'il se mît en campagne un mois plus tard que ne le désirait Thugut, ce fut encore un mois plus tôt que ne l'avait supposé Bonaparte qu'il ouvrit l'attaque, le 4 avril, avec environ soixante-dix mille hommes, contre la longue ligne de Masséna. Celui-ci, par sa fermeté, avait rétabli l'ordre, la discipline et la confiance parmi ses troupes, et la vigueur de sa résistance infligea des pertes sensibles à l'ennemi; mais sa position dans la montagne n'en fut pas moins emportée; il se vit contraint de se rejeter sur Gênes avec la division Soult (quinze mille hommes), et la division Suchet, de force à peu près égale, fut repoussée hors de la Rivière et au delà du Var. Mélas fit ensuite cerner étroitement Gênes par la moitié de son armée, sous les ordres du général Ott, et entra triomphalement à Nice. De là, il envoya le général Elsnitz, à la tête de dix-sept mille hommes, contre Suchet, avec l'ordre de passer le Var là où cela lui serait possible, et de pénétrer en Provence pour y appeler aux armes les royalistes français. Cependant Suchet se défendait opiniâtrément, et Masséna, par de vigoureuses sorties, donnait fort à faire au général Ott. Pour le moment donc, l'armée autrichienne était complètement occupée sur ces deux points; mais la situation de Masséna devenait de plus en plus difficile, car Gênes, comme le général l'écrivit le 23 avril au Premier Consul, n'était pourvue de vivres que tout au plus pour jusqu'à la fin de mai; un prompt secours pouvait seul prévenir une grave catastrophe.

Bonaparte l'avait compris dès la première nouvelle de l'offensive prise par les Autrichiens, et il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour mettre Moreau et Berthier en mouvement aussi promptement que possible. Mais, malgré tous ses efforts, nulle part le résultat ne répondit à son impatience. Les canons étaient sans attelages, les cartouches sans balles, les chevaux sans selles; ici on manquait d'habits et de souliers, là de vivres et de médicaments; quant à la solde des troupes, elle était de huit mois en arrière. Les détails du plan de campagne furent discutés durant des semaines avec Moreau, auquel Bonaparte finit par donner pleins pouvoirs pour agir selon qu'il le jugerait convenable, n'exigeant de lui que la pro-

messe d'un prompt envoi de troupes au Saint-Gothard. Ainsi se passa la plus grande partie d'avril. La situation de Masséna devenant plus critique de jour en jour, Bonaparte résolut de ne pas attendre les succès de Moreau, et de faire commencer la dangereuse entreprise de l'armée de réserve simultanément avec la sienne. Il fallait d'abord, pour cela, tenter le passage des Alpes plus à l'ouest, puisque le Saint-Gothard n'était pas encore protégé contre une attaque autrichienne; le Premier Consul choisit donc le grand Saint-Bernard, qui était complètement en dehors du cercle d'action de l'ennemi, non loin du lac de Genève, d'un accès facile pour des troupes venant de Dijon, et qui devait permettre de soutenir promptement Masséna. Il fallait ensuite tenter l'aventure avant que l'envoi des troupes de Moreau fût chose bien certaine, et l'on découvrit bientôt qu'une partie considérable de l'armée de réserve n'était pas encore prête à se mettre en marche. Mais rien ne put ébranler la confiance de Bonaparte. Il ordonna le départ avec trente-deux mille hommes, auxquels il espérait voir se joindre bientôt un renfort de même force. « Les Autrichiens, écrivit-il à Berthier, auront à peine vingt-cinq mille hommes à vous opposer; avec vos forces, vous vous rendrez maître de toute l'Italie. » Le 6 mai, il quitta lui-même Paris pour se rendre à Genève, après avoir reçu l'encourageante nouvelle que Moreau avait inauguré ses opérations par d'heureux combats. Les colonnes de l'armée de réserve étaient déjà en pleine marche le long du lac, se dirigeant par Lausanne sur Martigny, au pied du grand Saint-Bernard. Il y avait encore beaucoup à faire et à prévoir; mais l'ardente activité de Bonaparte se communiqua promptement à tous les éléments de cette petite armée, et le 14 mai l'avant-garde, conduite par le général Lannes, commença l'ascension de ce passage rendu célèbre par l'expédition d'Annibal. Chaque jour une division s'y engageait à sa suite; les chevaux étaient conduits par la bride; les canons, renfermés dans des troncs d'arbres creusés, étaient tirés par les soldats, le reste du matériel était porté à dos de mulets. Aucun obstacle n'entrava la marche, le temps resta invariablement beau; malgré bien des fatigues et des peines, les difficultés de l'entreprise ne furent pas comparables à celles qu'avaient rencontrées les années précédentes Lecourbe, Linken et Suworoff dans leur marche à travers les Alpes, et encore

moins aux misères et aux dangers encourus par Annibal. Le petit fort de Bard, qui fermait la vallée supérieure de la Dora Baltea, sur le versant méridional de la montagne, fut tourné avec adresse et bonheur, après quoi Lannes s'empara par surprise de la ville d'Ivrée, battit sur la Chiusella une petite troupe ennemie commandée par le général Haddick, et ouvrit ainsi à l'armée l'accès des plaines du Piémont. Les Français se répandirent immédiatement dans ce beau pays, où ils ne rencontraient partout que de faibles postes. Leur première pensée eût été de marcher tout droit sur Turin, où Mélas lui-même se trouvait alors avec très peu de forces, et après sa défaite, qui était certaine, de marcher au secours de Gênes et de se réunir à Masséna. Mais, soit que Bonaparte crût que Gênes tiendrait encore quelque temps, soit qu'il pensât, au contraire, que le secours arriverait trop tard, il donna l'ordre d'incliner vers l'est, pour s'emparer d'abord de toute la Lombardie. Le passage du Tessin s'effectua victorieusement, malgré la résistance du faible corps d'observation du général Vukassowich; le 2 juin enfin, Bonaparte fit une entrée brillante et solennelle à Milan, où il établit provisoirement son quartier général, proclama l'établissement de la République cisalpine, et, grâce à quelques reconnaissances, purgea complètement la Lombardie de postes autrichiens jusqu'au Mincio. Pendant ce temps, Moreau avait continué à être victorieux, et comme le détachement promis, fort au moins de quinze mille hommes, venait précisément de traverser le Saint-Gothard, Bonaparte se voyait, sur les derrières de l'ennemi, à la tête de cinquante mille hommes environ, et en possession de tous les magasins autrichiens, de tous les arsenaux, de toutes les ressources du pays; il croyait toucher déjà à la réalisation de son grand projet, et ne songeait plus qu'à porter à son adversaire le coup dernier et décisif. Un peu plus du tiers de ses forces surveillait les garnisons ennemies dans la citadelle de Milan, dans Crema, dans Turin, ainsi que la rive septentrionale du Pô, à Chivasso et dans le pays environnant. Il restait pour la bataille trente-six mille hommes, avec lesquels Bonaparte voulait passer le Pô à Plaisance et marcher ensuite tout droit vers Alexandrie et vers Mélas. Le 5 juin, il fit commencer ce mouvement par l'avant-garde, que commandaient Murat et Lannes.

Cette rapide invasion, qui, semblable à un torrent impétueux,

envahit tout à coup la plaine aussi loin que le regard pouvait s'étendre, plaçait en effet Mélas dans une situation fort critique. Il avait, nous l'avons vu, pris l'offensive contre Masséna alors que l'armée de réserve des Français commençait seulement à se former, et que ses espions, précisément s'ils observaient bien, ne pouvaient rien lui signaler d'inquiétant. Plus tard, l'énergie de Masséna avait complètement absorbé ses forces, et maintenant, lorsqu'il apprit combien l'armée de réserve s'était accrue, il ne songea plus qu'à faire tout ce qui dépendrait de lui pour battre Masséna et s'emparer de Gênes avant l'arrivée de nouvelles troupes françaises. On doit considérer comme absolument puérile l'idée émise par Thiers et par d'autres que son gouvernement avait négligé de l'informer de l'existence de l'armée de réserve, et lui avait même annoncé que celle-ci n'existait en aucune façon. Était-ce donc le ministre, qui se trouvait à cent lieues de distance, et non le général placé sur les frontières ennemies, qui devait être chargé du service des espions? Mélas devait-il attendre de Vienne des renseignements sur les troupes de Dijon? Il est bien avéré que, dans les premiers jours de mai, le ministre Thugut, et par conséquent aussi le général Mélas, savaient positivement à quoi s'en tenir sur l'armée de réserve; que Thugut, d'après cela, avait même deviné en grande partie le plan de campagne de Bonaparte, et qu'il écrivit dans ce sens, le 7 mai, à Kray aussi bien qu'à Mélas. Il comprit que le passage subit du Rhin par Moreau avait pour but de masquer la marche des renforts français vers l'Italie par la Suisse, et il somma Kray d'y mettre obstacle par une vigoureuse offensive contre ce dernier pays. « La résistance opiniâtre de Masséna semble indiquer, disait-il, qu'il attend du secours; si, en effet, l'armée de réserve lui en apportait et pouvait pénétrer en Italie, les choses y prendraient une tournure beaucoup moins bonne pour l'Autriche. » Lorsque Mélas reçut cette lettre, il était trop tard pour prendre des mesures énergiques, car les Français gravissaient déjà le Saint-Gothard. Du reste, le général autrichien n'était pas lui-même tout à fait sans inquiétude de ce côté, et il avait placé des détachements d'environ trois mille hommes à l'entrée de chacun des grands passages des Alpes, celui du mont Cenis, du Saint-Bernard, du Simplon et du Saint-Gothard. Si, au lieu de cela, il avait réuni toutes ces petites troupes dans une position centrale, à Novare,

par exemple, s'il les avait renforcées et portées à vingt mille hommes par des détachements tirés de quelques places fortes, et les avait fait renseigner à temps sur l'approche de l'ennemi par des postes d'observation placés à l'entrée septentrionale des passages, le Premier Consul se fût difficilement frayé une route avant l'arrivée de Mélas. Mais Bonaparte avait raison : il était écrit dans les astres que tous ses plans réussiraient, sinon grâce à leur propre mérite, du moins grâce aux fautes de ses adversaires.

Autant Mélas avait montré de lenteur jusque-là, autant maintenant il prit résolument ses mesures contre le danger qui le menaçait. Il se rendit en personne de Nice à Turin, où il réunit peu à peu une troupe de dix mille hommes ; en même temps, il donna à Ott et à Elsnitz l'ordre formel d'abandonner Gênes et Nice, et de rejoindre aussi vite que possible leur commandant en chef à Alexandrie. Il espérait ainsi réunir en peu de jours plus de quarante mille hommes sur un seul point, et châtier avec de telles forces la témérité de l'audacieux envahisseur. Mais cet espoir fut promptement et grandement affaibli. Lorsque Elsnitz commença à s'éloigner du Var, Suchet le poursuivit avec tant d'ardeur et d'habileté qu'il lui ferma successivement tous les passages de la montagne et lui infligea des pertes considérables, si bien qu'Elsnitz, au lieu de dix-sept mille hommes qu'il avait conduits sur le Var, n'en ramena que sept mille valides à Alexandrie. Du côté de Gênes, les choses semblèrent d'abord mieux marcher. Lorsque le général Ott reçut l'ordre de son chef, le 1er juin, Masséna, réduit par la faim à la dernière extrémité, venait justement de faire sortir un parlementaire pour traiter de la reddition de la place. Dans cette conjoncture, Ott ne crut pas devoir prendre à la lettre les instructions du général en chef; il négocia d'abord la capitulation de Gênes, fit ensuite occuper la ville par seize bataillons, et ne se dirigea que le 5 juin vers le nord, avec quatorze mille hommes seulement, en raison des pertes subies dans les derniers combats et de la garnison qu'il laissait derrière lui. Sur sa route, il fut encore défait le 9, près de Montebello, dans une rencontre avec l'avant-garde de Bonaparte, et il n'avait plus que dix mille hommes à peine lorsqu'il arriva le 11 juin à Alexandrie.

Pendant ce temps, Bonaparte n'était pas resté oisif une minute. Tout le pays au nord du Pô était en son pouvoir; il s'avançait

maintenant aussi rapidement que possible vers la rive méridionale du fleuve, pour y porter le coup de grâce à son adversaire (1). Le 6 juin, Murat passa le Pô avec un petit détachement et occupa la ville de Plaisance, dont les Autrichiens toutefois conservèrent encore la citadelle; pendant ce temps, Lannes effectuait aussi le passage quelques lieues plus haut avec sa division, et repoussait vers Casteggio un détachement autrichien; il fut suivi le 7 et le 8 juin par une des divisions que commandait Victor. Neuf mille Français environ se trouvaient ainsi au sud du fleuve lorsqu'il se produisit tout à coup une crue considérable, qui rompit tous les ponts et empêcha le passage des autres divisions. C'est cette situation critique de Victor et de Lannes qui décida le général Ott à engager le combat mentionné plus haut; il crut qu'il lui serait facile de triompher de ses adversaires en les attaquant isolément; mais il dut, comme nous l'avons dit, se retirer avec de rudes pertes. Pendant ce temps, Bonaparte, exactement informé par des dépêches interceptées aux Autrichiens de ce qui se passait à Alexandrie et de la diminution des troupes de Mélas, était convaincu que le général impérial ne se mettrait pas en mouvement avant le 14 juin; lui-même arriva le 9 à l'armée, par la route de Pavie; le 11 et le 12, il fit passer heureusement le fleuve aux autres divisions, et, après avoir laissé la division Loison, forte de cinq mille trois cents hommes, en observation devant la citadelle de Plaisance, il gagna Tortone, sur la Scrivia, avec les trente mille huit cents hommes qui lui restaient. De là s'étend jusqu'à la Bormida, à l'ouest de laquelle est située Alexandrie, c'est-à-dire sur un espace de deux lieues, une vaste plaine couverte de vignes et de champs de blé; la route de Tortone traverse d'abord le gros village de San-Giuliano, atteint quelques lieues plus loin le petit hameau de Marengo, franchit là un ruisseau profond et bourbeux, le Fontanone, et gagne au bout d'une demi-heure les ponts de la Bormida, qui conduisent à Alexandrie. Si l'intention du général autrichien était de s'avancer promptement vers l'est, ainsi que ses dépêches le faisaient supposer

(1) Je m'appuie ici, bien entendu, non sur ses relations et ses bulletins ultérieurs, mais sur sa correspondance, ainsi que sur les rapports de ses généraux, tels qu'ils se trouvent dans les œuvres des ducs de Bellune et de Valmy. Le récit de Marmont est d'accord avec eux sur les points essentiels, mais il contient quelques inexactitudes de détails. La relation de Thiers repose exclusivement sur les bulletins; il est tout à fait impossible d'en faire usage.

à Bonaparte, des détachements de son armée devaient se trouver dans les villages de cette plaine : Bonaparte chargea donc le 13 juin Victor et Lannes d'y faire une grande reconnaissance, et lui-même les suivit avec les cavaliers de Murat. Mais partout régnait un profond silence; les habitants s'étaient enfuis, et l'on ne découvrit pas un seul soldat impérial. Dans l'après-midi seulement, on trouva à Marengo un faible poste autrichien, qui, après un court combat, évacua le village et se retira derrière la Bormida. Plus ce point, en raison du passage du Fontanone, était important pour les Autrichiens s'ils voulaient prendre l'offensive, plus cette retraite presque sans résistance parut surprenante au Premier Consul. Il commença à chanceler dans ses prévisions. Un espion avait rapporté la nouvelle que les Autrichiens voulaient se retirer vers le nord, au delà du Pô, passer le Tessin, et gagner la Lombardie, alors faiblement occupée. Dans la soirée cependant, un rapport des postes français placés sur le Pô supérieur annonça qu'on n'apercevait pas le moindre mouvement ennemi de ce côté. Donc, repos dans le nord, repos devant soi : Bonaparte pensa alors que Mélas voulait peut-être se diriger au sud, vers Novi et Gênes, et là, protégé par les forts inexpugnables de Gênes, avec ses subsistances assurées par la flotte anglaise, faire traîner la guerre en longueur, occuper l'ennemi à d'interminables attaques de forteresses, et donner à son gouvernement le temps de faire des armements nouveaux. Il fallait à tout prix empêcher cela. Bonaparte laissa donc Victor et Lannes, avec quatorze mille hommes, en observation à Marengo, plaça Murat un peu en arrière, dans la plaine, avec deux mille hommes, envoya le général Desaix, qui venait d'arriver d'Égypte, de Tortone à Rivalta avec cinq mille trois cents hommes, pour reconnaître la route de Novi, et lui-même resta sur la Scrivia à Torre di Garofolo, à égale distance de ses deux détachements, avec une réserve formée de la division Monnier (trois mille six cents hommes), deux régiments de cavalerie, et la garde consulaire, forte alors de douze cents hommes. Il lui semblait maintenant si invraisemblable que les Autrichiens pussent lui échapper, que dans la matinée du 14, alors que le canon grondait déjà sur la Bormida, il n'appela pas la division Lapoype (trois mille quatre cents hommes), restée à deux heures en arrière, mais lui fit regagner la rive septentrionale du Pô pour se mettre en garde contre

toutes les éventualités possibles (1). Il pensait être ainsi couvert de tous côtés; mais, en réalité, il s'exposait à un danger mortel en éparpillant ses forces de la sorte.

Mélas en effet, malgré sa caducité, était, comme nous l'avons dit, un soldat rempli d'honneur. Il n'avait jamais songé à s'esquiver, soit à droite soit à gauche; sa seule pensée avait toujours été de marcher en avant. Il avait environ trente-deux mille hommes réunis devant Alexandrie, et voulait se frayer une route, non par des marches qui eussent ressemblé à des fuites, mais en portant des coups vigoureux. Le 14 juin, vers huit heures du matin, ses colonnes passèrent les ponts de la Bormida, se développèrent des deux côtés, et s'avancèrent vers les divisions de Victor et de Lannes, qui occupaient Marengo. Le danger était grand pour les Français. Ils se trouvaient en présence de forces deux fois supérieures aux leurs, qui toutefois, se conformant au tempérament de leur général, n'attaquèrent d'abord qu'avec circonspection, tandis que la confiance résolue que Bonaparte avait su inspirer à ses hommes se montra dans tout son jour. Les Français soutinrent le combat et défendirent le village durant six heures; mais à la fin, les masses ennemies menaçant leurs deux flancs et les munitions commençant à manquer, ils se virent contraints de battre en retraite. Celle-ci s'accomplissait en bon ordre, quoique sous un feu constant et au prix de grandes pertes, lorsque, vers trois heures, un premier secours arriva à marches forcées : c'était la division Monnier, que suivit de près le Premier Consul, avec la petite troupe de sa garde. Bonaparte n'avait pas cru d'abord à la gravité de ce premier coup porté par l'ennemi, et il n'avait pas voulu mettre ses réserves en mouvement avant d'avoir reçu un avis de Desaix. Lorsque celui-ci lui annonça que l'on ne voyait nulle trace de l'ennemi à Novi, il mit Monnier en marche, et envoya des exprès à Desaix pour lui enjoindre de prendre la même direction aussi vite que possible. A l'arrivée de Monnier, le combat s'arrêta de nouveau; Bonaparte lui ordonna d'occuper le petit village de Castel-Ceriolo, à l'extrémité du flanc droit de l'ennemi, et d'arrêter de ce côté la marche des Autrichiens. Mais à peine cet ordre fut-il exécuté, que le général Ott, avec des forces écrasantes, repoussa

(1) Situation de l'armée française le 14 juin. reproduite dans les *Mémoires du duc de Bellune*, p. 403.

ce nouvel adversaire hors du village, et mit ses brigades en déroute. Pendant ce temps, l'attaque des Autrichiens prenait aussi de la force au centre; le bataillon de la garde y fut enfin forcé de reculer à son tour, après avoir longtemps opposé une inébranlable fermeté au feu des batteries et aux attaques de la cavalerie ennemie. Tous alors battirent décidément en retraite une seconde fois, et la ligne entière des Autrichiens put s'avancer presque sans obstacle. Mélas, légèrement blessé, épuisé de fatigue, et voyant d'ailleurs la journée gagnée, confia la poursuite de l'ennemi au général Zach et retourna à Alexandrie pour y chercher soins et repos. Ses bataillons, non moins triomphants que lui-même, quittèrent l'ordre du combat et se mirent en marche par colonnes, une foule même de soldats abandonnant les rangs pour dépouiller les nombreux morts épars sur le sol. Cependant Bonaparte se disposait à se jeter en personne sur l'ennemi, avec la résolution du désespoir, afin d'entraîner ses troupes ou de mourir, lorsqu'un officier vint au grand galop lui annoncer l'arrivée de la division Desaix. Ayant adjuré ses généraux de rassembler leurs dernières forces pour arrêter la retraite, il s'élança jusqu'au village de San-Giuliano au-devant de son libérateur. Une courte et prompte délibération eut lieu alors. Tout en jugeant la situation très grave, Desaix fut d'avis qu'un feu d'artillerie bien nourri permettrait peut-être à sa division d'attaquer avec succès (1), et Bonaparte donna l'ordre d'en faire la tentative. Les détachements de Murat, de Victor et de Lannes avaient été réduits à neuf mille hommes dans le cours de la journée, si bien que l'on ne disposait plus en tout que de dix-neuf mille fantassins et douze cents cavaliers, mais cinq mille, à la vérité, étaient des troupes toutes fraîches. Partout d'ailleurs l'arrivée de Desaix avait ranimé les courages; on réussit à arrêter les divisions sur tous les points, et à les conduire sans délai à une nouvelle attaque. Les Autrichiens, qui s'avançaient à moitié en désordre, fiers de leur victoire, furent absolument surpris par ce feu inopiné. Une de leurs premières balles ayant frappé le général Desaix, la soif de vengeance des soldats alla jusqu'à la fureur; ils se précipitèrent la baïonnette en avant sur les grenadiers du général Lattermann, et une sanglante mêlée s'ensuivit.

(1) D'après le récit de Marmont, témoin oculaire.

D'un prompt coup d'œil, le général Kellermann reconnut l'importance de ce moment; il se jeta avec trois escadrons de dragons sur le flanc des grenadiers ennemis, en écrasant tout sur son passage. Alors se renouvela ce qui était déjà arrivé jadis au général Allwintzy: une terreur panique s'empara de ces hommes tout à l'heure si braves et si triomphants; les uns mirent bas les armes devant une poignée de grenadiers; les autres prirent la fuite en désordre, et communiquèrent promptement leur effroi à toute l'armée. Pour le soir, la défaite était complète; tout ordre avait disparu; fantassins et cavaliers s'empressèrent de repasser la Bormida pour se réfugier sous les murs protecteurs d'Alexandrie, laissant derrière eux plus de neuf mille morts, blessés ou prisonniers. Quant aux Français, cette victoire leur avait coûté environ sept mille hommes.

La confiance de Bonaparte en sa bonne étoile ne l'avait pas trompé. Plus d'une fois, le sort de la journée n'avait tenu qu'à un cheveu. Si la division Monnier, si plus tard le général Desaix avaient été seulement arrêtés une demi-heure dans leur marche, ou si Mélas, comme il l'aurait pu et dû, avait fait venir dix mille hommes de plus des forteresses du Piémont pour les réunir à son armée, la victoire des Impériaux aurait été certaine, et le plan si habile de Bonaparte serait devenu la risée de l'Europe. Mais, grâce aux fautes de son adversaire et à la solidité de ses troupes, il obtint un succès sans précédent, qui lui acquit une gloire immense. Mélas, qui avait perdu tout espoir, envoya le 15 juin un parlementaire au quartier général français; après quelques pourparlers, on signa une convention qui permettait aux Autrichiens de se retirer derrière le Mincio, livrait au vainqueur tout le pays à l'ouest de ce cours d'eau, avec toutes ses places fortes, et ne laissait aux Impériaux que la Toscane et Ancone. Ainsi, un seul jour de bataille avait suffi à la France pour reconquérir tout ce que Suworoff avait acquis par ses victoires. Ce que n'eût pu rêver l'imagination humaine la plus hardie, Bonaparte l'avait accompli en l'espace de quelques semaines. Nul autre nom alors ne brillait d'un éclat comparable à celui qui entourait sa personne. Le général autrichien Saint-Julien porta la fatale nouvelle à l'Empereur François, avec une lettre par laquelle le Premier Consul, en termes brûlants, faisait de nouveau appel à l'humanité de l'Empereur et demandait la prompte conclusion de la paix.

Il avait d'autant plus de confiance en l'effet de cet écrit, que la fortune des armes n'était pas plus favorable aux Autrichiens en Allemagne qu'en Italie. Aussitôt après avoir passé le Rhin, dans les premiers jours de mai, les divisions de Moreau, trompant les Autrichiens par d'habiles manœuvres, les avaient battus dans les sanglantes affaires de Stockach, Engen et Mœskirch, s'étaient emparées des magasins établis dans ces villes, et avaient contraint l'ennemi à se retirer dans un camp retranché sous les canons d'Ulm. Il s'en était suivi une longue pause dans les opérations. Moreau avait dû alors, comme nous l'avons vu, envoyer quinze mille hommes en Italie par le Saint-Gothard, et un autre détachement en arrière, sur le Rhin moyen, contre la milice réunie par Albini, chancelier de Mayence; il avait dû surtout attendre que Bonaparte eût agi, car il était possible que de nouveaux envois de troupes en Italie fussent encore nécessaires. Mais, pendant ce temps, on avait eu fort à faire dans le camp autrichien pour atténuer les conséquences des échecs précédents, et, malgré toute l'activité que l'on put déployer, on n'obtint qu'un mince résultat. Alors se manifesta de la façon la plus regrettable l'insuffisance du général en chef; cette vaillante épée se montra tout à fait impropre à une haute direction. Il ne sut obtenir d'autorité ni sur les soldats, qui avaient vu partir avec chagrin leur bien-aimé archiduc Charles, ni sur les officiers, chez lesquels la discipline était tout aussi relâchée qu'en 1796. Dans son état-major général, le hardi Chasteler et le prudent Schmidt étaient en lutte chaque fois qu'il s'agissait d'un plan de bataille; le malheureux Kray était toujours de l'avis du dernier opinant, donnait ordres et contre-ordres, et supportait le mépris hautement manifesté de ses chefs de corps, parmi lesquels le général Sztarray se distinguait par sa grossière et opiniâtre insubordination. Il n'était donc pas étonnant que les diverses divisions ne s'entendissent pas dans les opérations, que les soldats devinssent plus apathiques de jour en jour, et qu'un ardent désir de la paix remplît toute l'armée. Moreau espérait, mais en vain, par l'occupation d'Augsbourg, faire sortir les Autrichiens de la forte position qu'ils avaient prise devant Ulm; Kray fit des efforts non moins inutiles pour écraser les corps ennemis isolés par ces mouvements. Enfin, lorsque Bonaparte eut traversé les Alpes et donné par là à Moreau la possibilité de s'éloigner davantage de la Suisse, celui-ci se tourna vers le nord, et

commença à passer le Danube à Blenheim, au-dessous d'Ulm. Comme il coupait par là toute communication entre l'armée impériale et les États héréditaires, Kray envoya bataillon sur bataillon pour repousser les Français; mais cela s'accomplit avec tant d'hésitation et d'incohérence, que chaque troupe arriva toujours après la défaite de celle qui l'avait précédée, et qu'ainsi une suite de petits combats se terminèrent le 19 juin dans la soirée par une brillante victoire des Français, sur ce même champ de bataille de Hœchstædt qu'avaient illustré jadis Eugène et Marlborough. Kray battit aussitôt en retraite; décrivant une vaste courbe, il se dirigea vers Neubourg par Neresheim et Nœrdlingen, gagna le Danube avant les Français, et rétablit ses communications avec les États héréditaires; mais il ne pouvait plus songer à réparer ses pertes passées. Les deux armées revinrent bientôt sur la rive droite du Danube. Moreau occupa Munich, et obligea son adversaire à se retirer vers l'Inn. Le 9 juillet enfin, une suspension d'armes pour un temps indéterminé fut également signée de ce côté, à Parsdorf. Par suite des pertes subies, en morts, blessés, prisonniers ou malades, l'armée autrichienne était réduite de soixante-seize mille hommes à quarante-six mille, dont vingt et un mille se trouvaient dans les forteresses d'Ulm, Philippsbourg et Ingolstadt, et près de vingt mille étaient toujours inactifs en Tyrol. Mais la désorganisation morale était plus grave encore que les pertes matérielles : le découragement était général; toute confiance dans les chefs avait disparu.

Tout autre était la situation du côté des Français. Aussitôt après la conclusion du traité d'Alexandrie, Bonaparte était revenu à Milan, pour mettre à profit, dans toutes les directions, la position qu'il venait de conquérir. Il remit au général Masséna la conduite de l'armée de réserve et de l'armée d'Italie, maintenant réunies, et ordonna la démolition de tous les forts élevés en Piémont contre la France. Des ordres rapides réglèrent la nouvelle administration de la Cisalpine, laquelle devait, de nom, redevenir État indépendant, mais rester de fait soumise sans restriction à sa volonté souveraine. Il confia au général Brune l'administration provisoire du Piémont reconquis. Par suite de considérations diplomatiques, le sort de ce pays resta pour le moment en suspens; mais son incorporation à la France, de même que celle de Gênes, était depuis

longtemps arrêtée dans l'esprit de Bonaparte. Le Premier Consul s'occupa aussi des profits pécuniaires que devait lui procurer sa victoire. L'Italie affranchie fut traitée de même qu'en 1796. La Cisalpine dut payer par mois deux millions, et le Piémont 1 500 000 francs; les domaines et les biens des couvents furent confisqués; les soldats français furent nourris aux frais du pays. Moreau reçut l'ordre de procéder de même en Allemagne, et il fut sévèrement taxé de faiblesse pour n'avoir exigé que 40 millions en argent, en dehors de l'entretien complet de ses troupes, de plusieurs milliers de chevaux réquisitionnés, et de l'habillement à neuf de toute son armée. Enfin, les officiers, les agents et les commissaires se livraient pour leur propre compte à des exactions qui ne le cédaient en rien à celles des précédentes campagnes; si bien que la Cisalpine et le Piémont adressèrent des plaintes lamentables au Premier Consul, et que Masséna, toujours aussi cupide, dut au mois d'août remettre son commandement au général Brune. Le budget français n'en était pas moins affranchi des dépenses de la guerre, sa plus lourde charge; mais ce qui montre une fois de plus à quel point en était arrivée la détresse financière, c'est que, même après ce butin colossal, il resta encore un déficit de 200 millions à la fin de l'exercice.

Ces affaires temporelles n'empêchaient pas Bonaparte de faire à Milan des pas sérieux et caractéristiques sur le terrain politico-religieux. Dès son arrivée, il avait, dans un discours solennel, exprimé au clergé réuni sa conviction que la religion catholique romaine était la seule qui pût donner force et consistance à un grand État. Après Marengo, il assista à la cathédrale à un *Te deum* « dans une tribune, écrivit-il à Paris, où les premiers magistrats et les Empereurs d'Occident avaient pris place dans les temps anciens ». C'était la première fois qu'il manifestait aussi ouvertement toute l'étendue de sa gigantesque ambition. Le doux cardinal Chiaramonti, accessible à toute marque d'amitié, avait été élu Pape à Venise au mois de mars, après un conclave long et agité, et Bonaparte, qui savait très bien depuis 1797 que la sollicitude pour l'État de l'Église l'emportait sur toute autre considération chez la Curie romaine, envoya en secret un prélat de confiance au nouveau chef de l'Église, pour lui donner l'assurance qu'il ne songeait à restaurer ni la République romaine ni la République parthéno-

péenne, mais qu'il voulait rétablir la paix entre la France et l'Église, et désirait pour cela que le Pape envoyât bientôt un négociateur à Paris. Ce message fut à un double point de vue agréable à l'oreille du Pape; Bonaparte était sûr désormais qu'en France comme en Italie le clergé ne serait plus un adversaire, mais un appui pour son pouvoir. Cela lui importait fort, quoi qu'en dussent penser, disait-il, les athées de Paris.

Après avoir pris toutes ces mesures et ces dispositions, Bonaparte se hâta de revenir en France, où il fut, on le comprend, accueilli par d'immenses acclamations. Il était évident que son autorité reposait désormais sur des bases inébranlables, et qu'il n'existait plus nulle part d'obstacle à sa volonté. Il pouvait bien se faire encore que telle ou telle de ses mesures fût accueillie avec plus ou moins de joie, que, par exemple, son amitié pour le clergé excitât l'étonnement d'une génération nourrie dans les idées de Voltaire et de Rousseau, qu'un pamphlet secrètement répandu par lui sur l'excellence de la monarchie héréditaire excitât le dépit et la colère des ardents républicains; la gloire nationale n'en brillait pas moins, plus rayonnante que jamais, et les victoires de Bonaparte faisaient entrevoir dans un avenir prochain le terme de la guerre, si ardemment désiré par tous. Bonaparte, qui connaissait ce sentiment populaire, était bien résolu à le satisfaire, c'est-à-dire à imposer aussitôt que possible aux puissances ennemies des conditions qui lui assurassent, sinon une domination immédiate, du moins une influence décisive sur toute l'Europe. En attendant la réponse de l'Autriche à ses propositions de paix, il poursuivit sans relâche ses armements; grâce à ce que ses préfets surveillaient rigoureusement le recrutement, il forma à Dijon une nouvelle armée de réserve, qui, en cas de guerre, devait marcher sur l'Italie par le Splugen; en même temps, il exigeait huit mille hommes des Hollandais, les réunissait à un égal nombre de Français, et envoyait Augereau avec ce corps à Mayence, pour y soutenir Moreau. Dès le lendemain de son retour à Paris, il prit des mesures diplomatiques plus importantes encore. Il adressa à la Prusse, qui lui avait témoigné beaucoup d'amitié après le 18 brumaire et lui avait offert sa médiation pour la conclusion de la paix avec la Russie, mais en conservant toujours sa situation neutre et en parlant toujours de l'intégrité de l'Empire allemand, la sommation polie, mais très ferme,

de souscrire franchement aux exigences de la France relativement à la rive gauche du Rhin, et de se prononcer en même temps sur ses propres désirs; toutefois, pour ne plus dépendre à l'avenir du bon vouloir de la cour toujours hésitante de Berlin, le Premier Consul résolut de faire une tentative pour nouer des relations directes avec l'Empereur de Russie lui-même. Le premier pas, habilement calculé, ne pouvait manquer de flatter la vanité si susceptible de Paul. Désireux, dit-il, de témoigner de son estime pour la personne du Tzar et pour la bravoure des troupes russes, le Premier Consul ordonna la mise en liberté de tous les officiers et et soldats russes faits prisonniers à Zurich et à Castricum, en faisant observer habilement que l'Autriche et l'Angleterre, les soi-disant alliées de la Russie, avaient refusé l'échange de ces braves contre leurs propres prisonniers français. Un second coup atteignit le but plus sûrement et plus efficacement encore. Par suite du délabrement de la marine française, Bonaparte devait beaucoup rabattre alors de ses espérances sur l'Orient. Aucun de ses amiraux n'osait se risquer à porter de ce côté secours aux colonies, dont la situation était de plus en plus désespérée. En Égypte, Kléber, si habile à tous égards, avait été assassiné par un fanatique turc à l'heure même où son ami Desaix tombait à Marengo, et le général Menou, qui lui avait succédé par rang d'âge dans le commandement en chef, était d'une incapacité notoire, comme soldat aussi bien que comme administrateur. A Malte, le blocus de la Valette était inexorable, et la capitulation ne pouvait manquer d'être imposée par la faim dans un bref délai. Bonaparte offrit donc à l'Empereur Paul, comme Grand Maître de l'Ordre, de rendre l'île aux chevaliers. Nous savons quel prix Paul attachait à cette acquisition; aussi la proposition de Bonaparte le remplit-elle de joie et d'admiration. Déjà, dans sa haine de fraîche date contre l'Autriche, il avait ressenti une certaine satisfaction de la victoire de Marengo; actuellement, il découvrit en Bonaparte le dompteur de la Révolution, le restaurateur de l'ordre et de l'autorité, le véritable ami de la Russie. Il accueillit avec empressement les ouvertures de la France, et résolut d'envoyer un de ses généraux à Paris pour y chercher les six mille huit cents prisonniers russes, que Bonaparte fit vêtir et équiper de neuf, et pour les conduire à Malte comme garnison. Si l'Angleterre y faisait des objections, non seulement

l'alliance russo-anglaise devait prendre fin, mais une guerre ouverte contre la tyrannique domination exercée sur les mers par l'Angleterre devait en être la conséquence certaine.

Telles étaient les brillantes perspectives qui s'offraient à Bonaparte lorsqu'il reçut la réponse de Vienne.

Après que l'accord raconté plus haut eut enfin été établi, en janvier 1800, relativement au traité d'emprunt conclu en 1797 entre l'Autriche et l'Angleterre, et confirmé des deux parts au mois de février, la négociation d'un traité formel d'alliance et de subsides s'était engagée entre les deux cours. Bien qu'il n'y eût d'aucun côté doute ni hésitation sur le point principal, ce ne fut qu'à la fin de mars que des propositions précises arrivèrent de Londres; des dépêches furent deux fois échangées de part et d'autre, ce qui prit plusieurs semaines, et les détails du traité ne furent définitivement réglés qu'au mois de juin. Le point capital était que l'Angleterre accordait sous forme de prêt un subside de 2 500 000 livres sterling, et que l'Autriche, en échange, s'engageait à ne pas conclure de paix séparée avec la France, sans l'assentiment de l'Angleterre, avant la fin de février 1801. Il se trouva que la signature officielle du traité eut lieu à Vienne le 20 juin, le jour même où le comte Saint-Julien y apporta la nouvelle de la défaite de Marengo et la lettre pacifique du Premier Consul. C'était une coïncidence peu favorable aux vues de Bonaparte. Thugut, s'appuyant sur le traité conclu avec l'Angleterre, réussit sans peine à maintenir l'Empereur dans la ligne de la fermeté politique. Cependant, vu les circonstances, il était désirable de gagner du temps, et le comte Saint-Julien fut réexpédié le 5 juillet vers Bonaparte, cette fois avec une lettre de l'Empereur lui-même, dans laquelle celui-ci exposait que l'Autriche faisait la guerre pour défendre ses États menacés et l'Empire allemand durement opprimé, tandis que la France ne la faisait que pour conserver ce qu'elle devait aux conquêtes du Directoire; que la France, par conséquent, pouvait rétablir la paix sans courir aucun risque; que l'Empereur, du reste, désirait ardemment mettre un terme aux maux de la guerre; qu'il avait, à cette fin, chargé le comte Saint-Julien de représenter au Premier Consul combien il importait de ne procéder à des négociations formelles et officielles que lorsqu'il serait bien établi que les bases proposées par lui auraient des chances de succès; que

telles n'étaient pas aux yeux de l'Empereur celles du traité de Campo-Formio; mais que, s'il lui en était offert de plus convenables, l'Empereur les accepterait avec joie. Le comte Saint-Julien devait donc prendre connaissance des propositions de Bonaparte, et revenir ensuite en rendre compte à Vienne. C'était encore un long mois de gagné.

Mais ici une étrange surprise était réservée au cabinet impérial.

Lorsque le comte arriva à Paris, après un assez long voyage, il y reçut l'accueil le plus empressé. Bonaparte chargea Talleyrand de lui dire avec quelle joie il avait appris, par la lettre de l'Empereur, qu'il était investi du pouvoir de traiter des préliminaires de la paix. Ceci surprit d'abord le comte, et à bon droit; mais, soit inexpérience des choses diplomatiques, soit par suite du penchant vers la haute politique, fréquent alors dans le corps des officiers autrichiens, il se laissa peu à peu gagner par l'éloquence persuasive de Talleyrand. Il devait d'ailleurs lui paraître séduisant, à lui qui, quatre semaines auparavant, avait apporté à Vienne la nouvelle d'une triste défaite, de rendre maintenant la paix à son pays grâce à des victoires diplomatiques. En six séances donc, du 20 au 28 juillet, il rédigea avec Talleyrand un traité préliminaire, qui, contradictoirement à la lettre de l'Empereur, prenait le traité de Campo-Formio pour base, et, de plus, cédait toute la rive gauche du Rhin, comme le traité de Rastadt; qui, au mépris de l'alliance récemment conclue avec l'Angleterre, contenait au nom de l'Empereur la promesse d'empêcher tout débarquement des Anglais sur la côte de Toscane ou sur toute autre; qui renonçait même aux avantages de Campo-Formio, tels Salzbourg et les provinces bavaroises, sur la vague assurance que l'Autriche recevrait en Italie une compensation qui serait ultérieurement fixée. La confirmation de ce beau traité par l'Empereur devait arriver à Paris pour le 15 août, faute de quoi la suspension d'armes devait prendre fin.

On se représente aisément quelle impression produisit à Vienne ce chef-d'œuvre d'incapacité ou d'outrecuidance. Saint-Julien fut envoyé dans une forteresse, et son œuvre, entreprise sans pouvoirs, fut déclarée non avenue. Cependant, loin de désirer une rupture immédiate, l'Autriche voulait se poser aux yeux de tous comme souhaitant la paix plus sincèrement que Bonaparte. Après s'être entendu rapidement avec lord Minto, Thugut adressa donc à

Paris, le 11 août, la proposition d'un Congrès des trois grandes puissances, lequel se réunirait sur le sol français, soit à Schlestadt, soit à Lunéville, au gré de Bonaparte. L'Angleterre, disait Thugut, y était tout aussi disposée que l'Autriche, et quel bonheur ce serait pour toute l'Europe si l'on y arrivait à conclure non seulement la paix continentale, mais la paix générale! Bonaparte fut très irrité lorsque, le 15 août, il vit par ces nouvelles que le tour joué à Saint-Julien était resté sans effet, et qu'aux yeux du monde il était dépassé par son adversaire dans le désir de la paix. Son premier mouvement fut d'entrer immédiatement en lutte, en se fondant sur la déloyauté avec laquelle l'Empereur avait désavoué Saint-Julien. Il voulait que, le 10 septembre, Moreau éclatât en Allemagne, et Brune en Italie; mais Talleyrand réussit à le calmer, et lui représenta combien il serait étrange de considérer comme un cas de guerre le fait d'avoir engagé soi-même un officier sans pouvoirs dans une négociation diplomatique. « Eh bien! dit Bonaparte, nous poursuivrons les négociations, mais nous donnerons par nos armes de la force à nos demandes. » Il se déclara disposé à admettre l'Angleterre au Congrès; mais, ajouta-t-il, nous négocions avec l'Autriche après avoir conclu une suspension d'armes; si l'Angleterre veut s'adjoindre à nous, il faut qu'elle consente également à une trêve sur mer. Le but d'une telle motion sautait aux yeux: une trêve sur mer donnait à la France la possibilité de ravitailler Malte, et d'envoyer des renforts en Egypte. Lord Grenville répondit qu'il était prêt à prendre part au Congrès de Lunéville, et qu'il consentirait à une trêve sur mer aux conditions acceptées par l'Autriche sur le continent, c'est-à-dire que Malte et Alexandrie seraient traitées comme Ulm et Ingolstadt, où, durant l'armistice, un transport de vivres exactement calculé était tous les dix jours admis dans la place. Ce n'était pas là ce que voulait Bonaparte; il déclara qu il prétendait avoir en outre le droit d'envoyer six frégates en Égypte sans que leur chargement fût soumis à aucun examen; et comme il savait que l'Angleterre ne ferait jamais une telle concession, il donna à Moreau l'ordre de dénoncer l'armistice, et de ne consentir à une prolongation qu'à la condition que les forteresses de Philippsbourg, Ulm et Ingolstadt seraient livrées à l'armée française.

Cependant l'Autriche s'était appliquée avec ardeur à réparer les

pertes du mois de juin par tous les moyens qui étaient en son pouvoir. Les anciens généraux en chef furent remerciés, Mélas avec de nombreuses marques de faveur, Kray avec une disgrâce marquée. Mais la nomination de leurs successeurs témoigna une fois de plus de la pauvreté intellectuelle à laquelle était arrivée cette puissance. Comme l'aigreur des rapports entre l'Empereur et l'archiduc Charles s'opposait à la rentrée de ce dernier (1), le commandement de l'armée allemande fut donné à l'archiduc Jean, jeune homme de seize ans, fort intelligent, mais sans aucune expérience des affaires militaires, avec l'injonction expresse, il est vrai, de ne donner ou signer aucun ordre qui n'aurait pas été auparavant approuvé par le chef de son état-major général. Or, ce maître véritable de toute l'armée n'était autre que le général Lauer, l'auteur du désastre de Bassano. En Italie, le commandement fut donné au général Bellegarde, ce héros qui, au commencement de la guerre, avait fait de si honteuses pertes dans les Grisons, et qui, alors que Suworoff était victorieux sur la Trebbia, subissait un sanglant échec à Alexandrie. Il était malheureux pour un Empire en danger de ne pouvoir confier le soin de son salut à de plus forts esprits. On parvint à réunir assez d'hommes ; mais ces jeunes recrues étaient loin d'égaler en discipline et en force physique les troupes exercées et endurcies de l'ennemi. Pour faciliter les approvisionnements, le général Lauer étagea ses divisions tout le long du cours de l'Inn, même en Bohême, ce qui, en cas de guerre, ne pouvait qu'entraver les opérations. Plusieurs conférences eurent lieu, et une correspondance s'établit relativement au plan de campagne à adopter; mais comme, au fond, on croyait plus à la paix qu'à de nouveaux combats, rien ne fut décidé. Au commencement de septembre, l'Empereur François voulut faire en personne une visite à son armée, afin de voir de près la situation, et de relever par sa présence le moral de ses troupes. Il quitta Vienne le 6, inspecta quelques divisions, et trouva encore tant de choses en retard, qu'il fit écrire à Moreau par le comte Lehrbach, qui l'accompagnait, pour lui demander la prolongation de l'armistice. Moreau s'y montra d'abord disposé; mais il reçut alors de Paris l'ordre mentionné plus haut, et le

(1) Colloredo se rendit à Prague pour négocier son retour; mais ils ne parvinrent pas à s'entendre. Charles déclara ne pouvoir servir, en raison de sa santé.

18 septembre il répondit à l'Empereur que les hostilités seraient reprises le 20, à moins qu'on ne lui livrât les trois forteresses comme places de sûreté; auquel cas seulement la suspension d'armes pourrait être prolongée de quarante-cinq jours.

Une grave délibération eut lieu alors au quartier général autrichien (1). Lehrbach et surtout le général Lauer déclarèrent qu'il fallait accepter, que des combats immédiats ne pouvaient amener que des désastres, et que, en admettant même que l'on fût victorieux au début, le revers de la médaille ne se ferait pas longtemps attendre; que, si on livrait les forteresses, leurs garnisons fourniraient à l'armée vingt mille hommes de bonne infanterie, dont elle avait grand besoin; qu'en tout cas, on gagnerait un mois pour compléter les armements, et qu'il y avait tout lieu d'espérer que Lehrbach, dans l'intervalle, conclurait la paix à Lunéville. L'Empereur ne se dissimulait pas les côtés fâcheux de cette résolution; il prévoyait le mauvais effet que la perte des forteresses ferait en Angleterre et dans l'Empire allemand; mais il n'avait pas non plus grande confiance dans la solidité de son armée, et surtout il n'était pas dans sa nature pusillanime d'assumer la responsabilité d'une rupture, contrairement à l'avis de son général et de son ministre. Il n'était résolu à rester ferme que dans un cas, celui où les Français produiraient de semblables exigences en Italie. Comme il n'en fut pas question dans une discussion qui eut lieu le 19, la nouvelle convention fut signée le 20 par Lehrbach, au quartier général de Hohenlinden. D'après cette convention, Philippsbourg, Ulm et Ingolstadt devaient être ouvertes au général Moreau; l'armée française devait se retirer derrière l'Isar et l'armée autrichienne derrière l'Inn, et le pays entre les deux rivières devait rester zone neutre. L'Empereur écrivit le cœur serré à son confident, le comte Colloredo : « Que pouvais-je faire en de telles circonstances? Pouvais-je prendre sur moi seul de rompre? » Il recommanda au comte de se taire pour le moment avec tout le monde, même avec Thugut. « Préparez-vous cependant, ajoutait-il, à le rappeler à la raison s'il prend feu à l'arrivée du rapport de Lehrbach. »

L'Empereur avait bien jugé son inflexible conseiller. Lorsque, de retour à Vienne, il appela auprès de lui Thugut et Colloredo,

(1) Vivenot a publié les pièces qui y sont relatives dans les lettres intimes de Thugut.

le 25 septembre, il se produisit une scène des plus violentes, à l'issue de laquelle Thugut déclara ne pouvoir, par honneur et par conviction, collaborer à un système qui devait fatalement amener l'anéantissement du pays. Il demanda son congé, et, toutes les représentations de Colloredo étant restées sans effet, il l'obtint le lendemain, dans les termes les plus honorables. Le comte Lehrbach lui fut donné pour successeur, et le comte Louis Cobenzl, le négociateur de Campo-Formio et de Selz, fut destiné à remplacer Lehrbach à Lunéville. Mais tout cela ne dura pas longtemps. L'ambassadeur d'Angleterre fut naturellement aussi mécontent de la trêve et aussi irrité contre son négociateur que Thugut; il déclara d'une manière si positive que lord Grenville verrait dans la nomination de Lehrbach au ministère un acte de défection de l'Autriche en faveur de la France, que l'Empereur François révoqua bien vite cette mesure, et que ce fut le comte Cobenzl qui fut nommé directeur des affaires extérieures et vice-chancelier à la place de Lehrbach. Mais alors, qui pouvait-on envoyer à Lunéville? Cobenzl pensa au comte Stadion; mais Thugut, qui conservait provisoirement la conduite des affaires, représenta que Stadion, par sa naissance et par ses opinions, était un homme de politique impériale et allemande, peu propre, par conséquent, à conduire une négociation qui devait nécessairement aboutir à faire payer par l'Empire allemand les acquisitions faites par l'Autriche en Italie. Comme il était incontestable que tel était depuis de longues années le but de toute la politique autrichienne, on revint à Cobenzl pour Lunéville, et le comte Colloredo le remplaça aux affaires extérieures. Celui-ci cependant ne possédait qu'une force de travail très médiocre, et il se trouvait déjà suffisamment surchargé comme conseiller de cabinet intime de l'Empereur. Il pria donc son vieil ami Thugut de l'aider jusqu'à nouvel ordre dans les affaires extérieures. Un refus n'était pas chose possible, et ainsi Thugut reprit encore une fois la direction provisoire de la politique autrichienne.

Cobenzl, avant son départ, rédigea pour lui-même des instructions relatives à la négociation de Lunéville. Elles furent datées du 10 octobre, tant ces diverses crises ministérielles avaient duré longtemps. Le premier mot en était la proposition d'une nouvelle prolongation de l'armistice, et le second la demande qu'un envoyé

anglais fût admis au Congrès, mission pour laquelle lord Grenville avait désigné son frère Thomas. Un refus devait mettre un terme à la négociation. Pour ce qui concernait les conditions matérielles de la paix, les instructions portaient que la France elle-même avait reconnu, dans le projet de traité du comte Saint-Julien, que l'Autriche obtiendrait en Italie des acquisitions correspondantes à celles qui lui avaient été attribuées en Allemagne par le traité de Campo-Formio, et que ceci s'appliquait, outre la Vénétie, à tout le pays jusqu'à l'Adda, ou au moins jusqu'à l'Oglio ou à la Chiese, et aux anciennes Légations papales; que l'État de Modène devait être rendu à son duc; que si, en revanche, la France voulait réunir le Piémont et Gênes à la Cisalpine, Cobenzl protesterait énergiquement, par égard pour l'Angleterre et la Russie, mais renoncerait finalement à son opposition; qu'il faudrait inévitablement se résigner à la perte de la rive gauche du Rhin, mais que Cobenzl devrait tout mettre en œuvre pour qu'il ne fût plus question au moins de sécularisations sur la rive droite, et pour que la Prusse conservât ses provinces de la rive gauche, afin qu'elle n'acquît pas des droits à des dédommagements, comme après le traité de Campo-Formio.

Tout cela, nous l'avons dit, ne devait voir le jour que si la France consentait à admettre un envoyé anglais, car l'Empereur, par le traité du 20 juin, s'était engagé à ne pas conclure la paix sans la participation de l'Angleterre, et il voulait tenir sa parole. Cependant, l'instruction disait aussi que nul n'était tenu à l'impossible; elle autorisait donc le ministre, si la France acceptait les meilleures des conditions ci-dessus mentionnées, et si, en même temps, la paix avec l'Angleterre semblait tout à fait impossible, à examiner de concert avec l'ambassadeur anglais ce qui serait le plus utile à la cause commune, soit d'exposer l'Autriche aux dangers d'une nouvelle lutte, dans la situation critique où elle se trouvait alors, soit de lui donner, par une paix séparée, le temps de réunir ses forces et de redevenir une alliée utile pour l'Angleterre. Si l'Angleterre y consentait, il faudrait signer la paix séparée : tel était le dernier mot de l'instruction.

La question, ainsi posée, impliquait par sa nature même l'aveu que l'Autriche n'était pas en état de continuer la guerre; la réponse de son alliée était donc indiquée d'avance. Le résumé pratique de

toutes ces phrases était que Cobenzl s'était donné pleins pouvoirs pour signer une paix séparée, pourvu que la France lui accordât de belles conditions, surtout du côté de l'Italie.

CHAPITRE V

LUNÉVILLE — LE CONCORDAT

Lorsque Cobenzl arriva le 26 octobre à Lunéville, après avoir été reçu partout sur le sol français de la manière la plus solennelle, au bruit du canon et par des escortes d'honneur, le plénipotentiaire français, Joseph, le frère aîné de Bonaparte, ne s'y trouvait pas encore, et le commandant militaire, le général Clarke, informa le ministre autrichien que Bonaparte souhaitait ardemment de le voir à Paris même. Clarke lui représenta qu'il ne s'agissait que d'un entretien préalable, lequel aurait en tout cas pour conséquence heureuse d'apaiser la colère de Bonaparte relativement au désaveu infligé à Saint-Julien, et Cobenzl, après quelque hésitation, se décida à entreprendre le voyage sans demander avis à Vienne, pressé qu'il était de savoir quels avantages Talleyrand lui offrirait pour une paix séparée, conclue en dehors de l'Angleterre. En route, il rencontra Joseph, qui revint sur ses pas avec lui, et qui l'informa qu'il avait l'ordre formel de ne pas admettre un seul Anglais à la négociation. « Et moi, répondit Cobenzl, j'ai l'ordre formel de n'engager aucune négociation sans la participation de l'Angleterre. » C'est sous ces fâcheux auspices qu'ils arrivèrent le 28 octobre à Paris. Il était huit heures du soir. Quelques heures plus tard, Joseph revint prendre son compagnon pour le conduire chez le Premier Consul, et aussitôt s'engagea un entretien qui se prolongea jusqu'à quatre heures du matin. Bonaparte se montra tour à tour flatteur et violent, caressant et menaçant. Il parla avec colère de la prétention d'admettre l'Angleterre au Congrès après que cette puissance s'était refusée à l'armistice maritime; par cette demande, dit-il, l'Autriche rendait la prolongation de la trêve impossible; il avait déjà perdu trop de temps; il fallait en finir. Cobenzl

apprit ensuite, à sa grande surprise, que la Toscane venait d'être occupée par les Français, en dépit de la convention d'Alexandrie (Bonaparte, nous le verrons plus tard, voulait la donner au prince royal de Parme). « Si je m'étais douté de cela, je ne serais jamais venu à Paris, » s'écria Cobenzl. Bonaparte se montra plus facile lorsqu'il s'agit de la future indépendance de la Suisse, de la restauration du Pape, de la paix avec Naples; mais quand Cobenzl lui eut fait connaître les désirs de l'Autriche relativement à l'Italie et à l'Allemagne, il protesta énergiquement contre des prétentions aussi exorbitantes, puis il revint à la nécessité de conclure promptement la paix, à l'exclusion de l'Angleterre. « Nous ne pourrons parler de cela, répondit Cobenzl, que quand nous serons bien fixés sur les conditions de cette paix. »

Les jours suivants, de nouvelles conférences eurent lieu aussi bien avec Bonaparte qu'avec Talleyrand. Celui-ci fit au comte une offre bien précise relativement à l'Italie : l'Autriche aurait tout le pays jusqu'à la Chiese, plus Ferrare; Bologne et la Romagne reviendraient alors au grand-duc de Toscane, la Toscane au duc de Parme, et Parme et Modène à la Cisalpine; ou bien le roi de Sardaigne pourrait être établi à Bologne, et le grand-duc conserver la Toscane. Joseph, qui se montrait très amical et même confiant, conseilla instamment au comte d'accepter sans hésitation. « Plus vous tarderez, lui disait-il, plus vous vous exposerez à de nouvelles exigences. » Il n'était pas étonnant que ces conseils ne produisissent pas sur Cobenzl le même effet que s'ils lui eussent été donnés par un ancien ami bien éprouvé; mais il semble cependant que les faits seuls eussent dû le conduire au même résultat. Il avait fait à Campo-Formio l'expérience de la tactique diplomatique et de l'avidité insatiable de son adversaire; il savait depuis le traité de Hohenlinden combien peu l'Autriche devait compter sur des succès militaires; il voyait en même temps les rapports de Bonaparte avec l'Espagne, la Prusse et la Russie devenir chaque jour plus intimes. Il était du plus haut intérêt pour l'Autriche de conclure aussi promptement que possible.

Mais Cobenzl craignait, comme il le disait lui-même, de devenir le tome deux de Saint-Julien; il se serait peut-être contenté de la ligne de la Chiese, au lieu de celle de l'Adda ou de l'Oglio, mais la question de la participation de l'Angleterre s'élevait inexorable-

ment entre lui et le Premier Consul. Depuis longtemps déjà, celui-ci considérait toute contradiction directe comme une offense personnelle; nous connaissons aussi son habitude d'essayer d'intimider son adversaire par une violence calculée. Cobenzl devait cette fois en faire de nouveau l'expérience, comme à Passeriano. Le 2 novembre, comme il dînait à la Malmaison, Bonaparte au sortir de table l'emmena avec Talleyrand dans son cabinet, pour s'efforcer de lui faire comprendre combien était insensée son obstination à ne pas vouloir négocier sans l'Angleterre. Puisque l'Empereur, dit-il, envoyait son premier ministre, il y avait une vraie dérision à lui lier les mains de la sorte. Il essaya ensuite d'une flatterie personnelle : il n'avait, dit-il, nommé son frère représentant de la France que par égard pour Cobenzl; si c'eût été Lehrbach qui fût venu, Clarke ou tout autre aurait été assez bon. Enfin, comme ces fleurs de rhétorique restaient sans effet, il changea de ton tout à coup. « Vous êtes, s'écria-t-il, perfides et sans foi; vous n'êtes autre chose que des satellites de l'Angleterre; mais l'Angleterre veut éterniser la guerre, et si vous continuez à faire cause commune avec elle, je ferai marcher mes armées. » Cobenzl répondit que jamais l'Empereur n'achèterait un profit par la violation d'un traité; que, si Bonaparte attaquait, l'Autriche se défendrait. « Eh bien, s'écria Bonaparte, la guerre seule peut vider notre querelle. — C'est juste, la guerre seule, dit Cobenzl; pour le moment, je retourne à Lunéville, après avoir répondu à votre invitation et vous avoir écouté. » Et il se dirigea vers la porte. Bonaparte le rappela. « Vous n'avez pas besoin de vous y arrêter; je n'y enverrai plus de négociateur, dit-il. — Dès que j'en recevrai l'avis officiel, je retournerai chez moi, repartit Cobenzl. — Vous auriez pu maintenant avoir la Chiese, dit Bonaparte furieux; désormais, vous n'aurez même plus l'Adige. J'ai épargné Vienne il y a quatre ans, parce que je ne pouvais pas en faire une République; une autre fois, je n'épargnerai rien. Si vous ne voulez pas de paix séparée, vous aurez un Congrès général, auquel prendront part la Russie et la Prusse, avec lesquelles j'entre en relations; vos exigences auront beau jeu alors! » Cobenzl déclara que cela ne lui faisait pas peur, et il quitta la chambre et le château sans autre cérémonie. Le lendemain, Talleyrand se montra plus coulant; en cas de paix séparée, il offrit, outre Ferrare, la ligne de l'Oglio. Par malheur

pour l'Autriche, Cobenzl espérait obtenir à meilleur marché des avantages plus grands encore; il persista à ne vouloir traiter qu'à Lunéville, et avec le concours de l'Angleterre. « La guerre donc, » finit par dire Talleyrand lui-même. A midi, Joseph vint informer Cobenzl qu'il avait ordre de partir pour Lunéville, et que les courriers chargés de dénoncer l'armistice étaient déjà en route. « Mais, ajouta Joseph, nous avons toujours devant nous quinze jours de délai et nous les emploierons de notre mieux. » Joseph et Talleyrand avaient, en effet, insisté énergiquement pour que le Premier Consul fît encore un pas vers les Autrichiens; mais la dernière ouverture de Talleyrand était tout ce qu'on pouvait attendre de la condescendance de Bonaparte, qui leur répondit : « Notre victoire sur le champ de bataille est hors de doute, et alors nous dicterons la paix telle que nous la voudrons. » Ordre fut donc donné le 13 novembre à Moreau d'envoyer la dénonciation de l'armistice au quartier général des Autrichiens, et d'ouvrir les hostilités le 28.

Joseph toutefois, dans l'espoir d'arriver à une entente à la dernière heure, fit encore à Lunéville diverses propositions relatives à la répartition des provinces italiennes. Le 10 novembre, il exprima la pensée — qui lui était toute personnelle, dit-il, bien qu'il se tînt pour assuré de l'assentiment de son frère — que le mieux serait de partager tout simplement la haute Italie et les Légations entre l'Autriche et la France, avec le Tessin peut-être pour limite, de bien doter la Toscane du côté autrichien et Parme du côté français, et de reconnaître la neutralité du Pape et de Naples. Il convint que cela déplairait fort aux Anglais, aux Russes et aux Prussiens; mais l'Autriche et la France se garantiraient mutuellement leurs nouvelles possessions, ce qui conduirait bientôt à un traité d'alliance, et il savait que ceci précisément serait fort agréable au Premier Consul. Cobenzl éprouva bien quelques hésitations en présence d'un plan si complètement nouveau; cependant il en avait déjà prévu le point essentiel dans son instruction, et, bien qu'il continuât à se refuser à toute conférence officielle sans la participation de l'Angleterre, il adressa la proposition de Joseph à Vienne, avec un avis tout à fait favorable. La dénonciation de l'armistice ayant fait sentir combien la situation était grave, l'Empereur se décida; le 24 novembre, il envoya au comte tout pouvoir pour adopter le programme de Joseph dans la mesure que sa connais-

sance des gouvernants français lui ferait juger nécessaire. Cette réponse arriva à Lunéville le 2 décembre; Cobenzl, un peu effrayé de la lourde responsabilité laissée à sa charge, et désireux de se couvrir autant que possible de tous côtés, proposa alors à Joseph de changer son programme en un traité secret, qui n'aurait pour le moment d'autre conséquence qu'une nouvelle suspension d'armes, et qui ne serait rendu public que le 10 mars, date de l'expiration de l'alliance austro-anglaise. Joseph, après avoir encore témoigné quelques scrupules, promit enfin de faire pour le mieux, et il adressa promptement à Paris un rapport sur l'offre qui venait de lui être faite.

Mais Cobenzl avait laissé passer l'instant favorable. En ce moment même, l'épée de Moreau jetait dans la balance des négociations un poids autrement lourd que tous ses arguments.

Les deux puissances avaient poursuivi sans relâche leurs armements jusqu'au dernier instant de l'armistice, et elles étaient maintenant en présence, en nombre à peu près égal, sur l'Isar et sur l'Inn du côté de l'Allemagne, sur le Mincio du côté de l'Italie. Mais, si le nombre des hommes était le même, nous avons déjà vu que leur qualité était bien différente. Ce n'était pas sans raison que l'Empereur s'était ému de la jeunesse et de l'inexpérience des recrues autrichiennes; quant aux contingents des États allemands, ils offraient moins de garanties encore. Avant la malheureuse convention de Hohenlinden déjà, la pauvreté des armements du Saint-Empire romain était traditionnelle. La Bavière fournissait un corps de cinq mille hommes à la grande armée autrichienne, et un autre dans le haut Palatinat à un corps détaché que commandait le général Klenau; tous les subsides de l'Angleterre n'avaient pu obtenir davantage de l'Électeur, qui, au contraire, redemandait incessamment ses cinq mille hommes pour protéger son propre pays. En Franconie, le général autrichien Simbschen, avec quelques régiments, s'occupait à rassembler autour de lui les milices de Wurzbourg et de Mayence, six mille hommes environ, et à provoquer de nouveaux armements du peuple; mais il était en querelles constantes avec les autorités militaires, et il savait qu'en cas de retraite vers la Bavière il ne serait pas suivi par un seul soldat franconien. Après le traité du 20 septembre, tout se gâta complètement. C'est à Amberg, pendant son dîner, que l'Électeur de Bavière

apprit la remise d'Ingolstadt; à cette nouvelle, il se mit à pleurer et tomba presque sans connaissance sur la table; son ministre Montgelas serra les dents avec fureur, et dit à l'envoyé autrichien : « Il vous en arrivera malheur; cela aura pour vous de funestes conséquences. » — « Qui pourrait me blâmer, si je traitais maintenant avec la France! » s'écria l'Électeur en sanglotant. Lorsqu'il apprit ensuite que Thugut allait être remplacé par Lehrbach, qu'il considérait comme son mortel ennemi, il résolut d'envoyer un homme de confiance à Paris, sinon pour négocier déjà une paix séparée, au moins pour surveiller de près les négociations de l'Autriche. Il apprit avec satisfaction que Bonaparte, à la paix, comptait attribuer à la Bavière un riche butin ecclésiastique, tel que Salzbourg et trois évêchés. Quant aux États bavarois, ils se prononcèrent plus franchement que l'Électeur. Leur président, le comte Preysing, se présenta en leur nom devant le prince, pour le supplier d'abandonner l'alliance anglaise et de conclure la paix avec la France; sinon, dit-il, ils institueraient un Directoire, sous la protection de Moreau, pour garantir le bien du pays. Ceci eut pour conséquence immédiate la mise sur le pied de paix du corps bavarois qui était dans le haut Palatinat. Les autres États de l'Empire ne se montrèrent pas mieux disposés, et ce furent précisément ceux sur lesquels l'Autriche comptait le plus qui montrèrent le plus de pusillanimité et l'abandonnèrent le plus ouvertement. L'Électeur de Mayence déclara qu'il ne lui était pas possible de faire de nouveaux armements; l'Électeur de Cologne, oncle de l'Empereur, rappela dans ses foyers le contingent de Munster. Ordre semblable fut adressé aux contingents de Deutschmeister et de Schwarzenberg. D'incessantes désertions rendaient chaque jour plus impropres au combat ce qui restait encore de Souabes et de Wurtembergeois; en un mot, la dissolution était générale; l'Empire romain était mort; la lutte n'avait plus son salut pour objet, mais seulement le partage de son héritage.

Une correspondance active au sujet du plan de guerre à adopter avait eu lieu durant les mois de novembre et de décembre entre Vienne et le quartier général de l'archiduc Jean. Tout le monde croyait que l'Autriche serait heureuse de posséder dans l'Inn, large et rapide rivière, une forte ligne de défense flanquée des troupes tyroliennes, et d'opposer là une résistance opiniâtre à l'ennemi, jusqu'à la conclusion de la paix si ardemment désirée. Nous avons

déjà vu, lors de la campagne de 1796, quelle était la fécondité du général Lauer en fait de plans de campagne destinés à assurer, par de vastes évolutions, l'anéantissement complet de l'ennemi. Cette fois encore, il avait son projet, lequel consistait à faire remonter le Danube et traverser l'Inn, la Vils et l'Isar par une forte colonne qui continuerait à s'avancer vers l'ouest; l'ennemi, ainsi tourné, ne pourrait manquer de céder, et l'armée principale le suivrait sur Munich d'abord, sur Augsbourg ensuite, etc., etc. A Vienne cependant, on hésita à éloigner autant l'armée du Tyrol, dont la protection fut de nouveau recommandée au quartier général comme la tâche essentielle, et l'on décida enfin de passer l'Inn plus haut, à Muhldorf, toujours au nord de la position de Moreau, puis de marcher sur Landshut en passant devant le flanc gauche de l'ennemi, et de menacer de là Munich et la ligne de retraite des Français. Cependant Moreau, qui était, comme tout le monde, loin de penser que les Autrichiens prendraient l'offensive, s'était de son côté mis en mesure de passer l'Inn. En vue de protéger ses flancs, il avait envoyé une division vers la frontière du Tyrol, et deux autres vers le Danube et le haut Palatinat; en Franconie, Augereau se dirigeait avec vingt mille hommes contre le général Simbschen. Ainsi couverte de tous côtés, l'armée devait tenter le passage de l'Inn sur trois points : la colonne de droite, sous Lecourbe, à Rosenheim; le centre à Wasserbourg, sous la conduite personnelle de Moreau; l'aile gauche, sous Grenier, à Muhldorf. Grenier s'était donc avancé le 30 novembre jusqu'à Ampfing, à deux lieues de Muhldorf, lorsque, le 1er décembre, il fut attaqué, à sa grande surprise, par un ennemi près de deux fois supérieur en nombre. Les divisions du centre se trouvaient à environ cinq heures de distance, du côté du sud, et l'on ne pouvait en espérer de soutien en temps utile; Grenier résista aussi énergiquement que possible durant toute la journée; puis il reprit dans un ordre parfait la direction de Munich par la grande route. Moreau ne fut pas moins surpris que Grenier par l'arrivée de l'ennemi, dont l'attaque vigoureuse ne laissait aucun doute sur la présence du gros de l'armée autrichienne; toutefois, loin d'en être ébranlé le moins du monde, il se réjouit, au contraire, de ce que son adversaire renonçait à protéger l'Inn. Ses mesures furent prises sur-le-champ. A quelques lieues avant Munich, la route de Muhldorf rencontre,

près de Mattenbett, la grande forêt de sapins d'Ebersberg; elle monte alors vers l'ouest, à travers d'épais taillis, jusqu'à ce qu'elle gagne, vers le milieu de la forêt, le village de Hohenlinden, situé sur un plateau découvert. Moreau plaça sur ce point les divisions de Grenier, qu'il porta à quarante mille hommes en y adjoignant une partie de son centre appelée en toute hâte. Il avait tout lieu d'espérer qu'il pourrait, dans cette position au milieu des bois, opposer une forte résistance, même à un ennemi supérieur en nombre. Il donna ensuite aux deux divisions du centre encore disponibles, celle de Richepanse et celle de Decaen, qui, rappelées de Wasserburg, étaient alors à Ebersberg et à Zornolding, à deux heures au sud de la route de Muhldorf, l'ordre de se tourner au nord, sur Mattenbett, dès que les Autrichiens auraient pénétré dans la forêt, de tomber de là sur leurs derrières et de décider ainsi du succès de la journée. Cette pensée était si simple, et par là même si manifestement habile, que les généraux de Moreau se réjouirent d'avance d'une victoire qui ne leur semblait pas douteuse. Le 2 décembre, au souper pris en commun, l'un d'eux s'écria : « Écrivons tout de suite le récit de la bataille : Pris cinquante canons, fait dix mille prisonniers (1). »

Les Autrichiens firent tout ce qu'il fallait pour ajouter à ce bulletin les compléments nécessaires. Après le combat d'Ampfing, la joie fut grande au quartier général; on fut convaincu que l'on venait de battre complètement une partie de l'armée ennemie, et qu'en la poursuivant vigoureusement on n'aurait affaire qu'à une arrière-garde sans consistance ; les diverses divisions reçurent donc l'ordre de marcher aussi promptement que possible sur Hohenlinden ; au centre, sur la route de Muhldor, dix-sept mille hommes sous les ordres de l'archiduc ; à droite, le général Kienmayer avec vingt-sept mille hommes ; à gauche, par des sentiers tracés au milieu des champs et des bois, le général Riesch, avec dix-sept mille hommes ; si ces deux généraux ne pouvaient pas faire avancer leur artillerie sur le sol détrempé, ils devaient la laisser en arrière ou l'envoyer sur la chaussée. On s'engagea donc avec tout espoir

(1) *Revue historique*, IX, 333, d'après les Mémoires du général Decaen. Les données de celui-ci s'accordent partout avec le récit du *Mémorial du dépôt de la guerre*, dont s'est servi Lanfrey, et dément les appréciations défavorables de Napoléon, répétées par Thiers.

dans la forêt, le 3 décembre, sous la neige qui tombait à flocons. La colonne du centre s'avança naturellement plus vite sur la chaussée que les deux divisions des ailes; elle remplit peu à peu tout le défilé, et ne reçut le feu ennemi qu'à la sortie de la forêt, sur le plateau, tout près d'Hohenlinden. On se battit vigoureusement pendant quelque temps, avec des alternatives de succès des deux parts. Les régiments de Kienmayer, qui finirent aussi par arriver du nord, à travers la forêt, furent énergiquement tenus en bride par les divisions Legrand et Bastoul. Pendant ce temps, Richepanse, suivi à quelque distance par Decaen, s'avançait péniblement vers Mattenbett par des chemins défoncés, lorsqu'il vit les Autrichiens du général Riesch se diriger sur le flanc de sa colonne de marche; aussitôt, et sans hésiter un seul instant, il fit arrêter une de ses brigades en face de Riesch, certain que son camarade Decaen arriverait bientôt pour le soutenir; puis, avec l'autre brigade, il marcha rapidement et sans crainte vers le point décisif. Lorsqu'il atteignit enfin la grande route, près de Mattenbett, la dernière division des Autrichiens y arrivait également de Muhldorf; Richepanse procéda ainsi qu'il l'avait déjà fait contre Riesch; il laissa la moitié de sa petite troupe combattre ce nouvel adversaire, et avec le reste, deux mille hommes environ, il s'élança dans le bois pour écraser les ennemis de Moreau et de Grenier. Il rencontra d'abord la suite interminable des voitures du train et du parc d'artillerie des Autrichiens, parmi laquelle son apparition jeta un trouble immense; puis il tomba sur les bataillons ennemis, qui s'avançaient isolément les uns derrière les autres, formant une longue colonne de marche à travers le défilé. Les Autrichiens, complètement décontenancés par cette attaque inopinée, et hors d'état, dans ce chemin creux ou dans les taillis, de profiter des avantages que leur donnait leur supériorité de nombre, furent poussés vivement et en désordre vers Hohenlinden, où ils communiquèrent bientôt leur effroi aux troupes qui y avaient déjà engagé le combat. Moreau, découvrant de l'hésitation dans leurs mouvements, en devina la cause; aussitôt il fit avancer ce qu'il avait encore d'hommes disponibles, sous la conduite impétueuse du général Ney, pour attaquer vivement les impériaux. Ainsi serré de près par devant et inquiété sur ses derrières, le centre des Autrichiens se débanda tout à fait; tout ordre et toute discipline l'abandon-

nèrent, et les fuyards cherchèrent, en masses confuses, à s'échapper dans les bois partout où une issue se montrait à eux. Artillerie et voitures tombèrent aux mains des vainqueurs, qui faisaient à chaque pas des masses de prisonniers. Ce ne fut qu'avec peine, et au prix de grands dangers, que l'archiduc Jean lui-même échappa à leur poursuite. Pendant ce temps, le général Kienmayer avait fortement inquiété l'aile gauche des Français; mais après l'anéantissement du centre, menacé à son tour sur ses flancs et ses derrières, il dut s'estimer heureux, malgré des pertes considérables, d'échapper à l'ennemi qui le poursuivait, et de regagner les bords de l'Inn. Quant au général Riesch, l'arrivée de Decaen l'avait bientôt mis dans l'impossibilité d'avancer; il se hâta de regagner Wasserbourg, sur la rive droite de la rivière. Grâce au courage infatigable de Richepanse, la victoire de Moreau était aussi complète que possible. Les Autrichiens avaient perdu quatre-vingts canons, et avaient eu quinze mille hommes tués, blessés ou prisonniers; surtout, et c'était là le point capital, leurs jeunes troupes étaient plus démoralisées, plus désespérées que jamais, et incapables d'opposer désormais la moindre résistance. Moreau put passer l'Inn, la Salza et l'Ens, presque sans coup férir. La consternation régnait à Vienne; Thugut seul, peut-être, ne considérait pas encore l'État comme perdu; tout le reste, peuple, noblesse, armée, demandait la paix à tout prix. L'archiduc Charles n'avait pu ni voulu se refuser plus longtemps à prendre le commandement en chef; il en profita aussitôt pour proposer un nouvel armistice à son adversaire victorieux. Comme les généraux de Moreau lui parlaient de la gloire de conquérir la capitale : « Il vaut mieux conquérir la paix », répondit Moreau. Le 25 décembre donc, il signa à Steyer un armistice qui lui livrait le Tyrol et une partie de l'archiduché, et par lequel surtout l'Autriche promettait de traiter de la paix quoi que pussent faire ses alliés. La négociation séparée, si opiniâtrément refusée par Cobenzl, s'imposait enfin; le vainqueur était libre de dicter aux vaincus telles conditions qu'il lui plairait. Afin qu'il ne pût rester à Vienne même aucun doute à cet égard, le comte Colloredo demanda bientôt après à Thugut d'abandonner la conduite provisoire des affaires, sans quoi, dit-il, personne ne croirait à la paix, et la nation ne pouvait rester plus longtemps dans cette incertitude. Thugut avait eu sa bonne part

dans les fautes qui avaient amené la catastrophe : deux fois, en 1799, il avait empêché la prise de Gênes par les lenteurs de sa guerre de forteresses; deux fois, par sa conduite envers l'archiduc Charles, il avait épargné aux Français la conquête de la Suisse; deux fois il avait laissé à l'ennemi des positions qui lui avaient permis de prendre une redoutable offensive. Mais il lui resta cette gloire que sa retraite seule impliquait une soumission complète et aveugle.

On parle souvent de la fortune des armes, des hasards capricieux de la guerre. La fortune est la compagne docile et reconnaissante de la force, du courage, de la clairvoyance, ou, pour mieux dire, c'est le fruit lentement mûri de ces qualités, qui tombe naturellement aux pieds du héros et du maître. C'est ainsi que les succès se multiplièrent dorénavant sur la route de Bonaparte. Non seulement Hohenlinden mit l'Autriche à ses pieds : au même moment, tout le nord de l'Europe lui offrit son alliance contre l'Angleterre. Le 5 septembre, le général Vaubois, vaincu non par l'ennemi, mais par la faim, avait dû livrer Malte à la flotte anglaise, et l'Empereur Paul, tandis que la République française, son ennemie jusque-là, avait voulu rendre l'île à l'Ordre et à son Grand Maître, vit sa soi-disant alliée, l'avide Angleterre, se refuser à cette restitution sous divers prétextes. Il était assez naturel que l'Angleterre ne fût pas disposée à tenir une promesse faite jadis à un allié qui avait lui-même rompu toute alliance et engagé des relations intimes avec sa mortelle ennemie; mais, à Saint-Pétersbourg, l'effet fut absolument semblable à celui qu'y avait produit la conquête de l'île par Bonaparte. Paul tenait toujours avec enthousiasme à sa croix de chevalier et à une station maritime qui dominait la Méditerranée. De même que la prise de Malte en 1798 avait été pour lui le signal de la guerre contre la France, de même aussi la conquête de Malte, en 1800, décida sa rupture ouverte avec l'Angleterre. Dès qu'il apprit que le pavillon anglais flottait sur l'île, Paul ordonna de mettre l'embargo sur tous les navires anglais qui se trouvaient dans des ports russes.

Déjà Bonaparte s'était occupé d'offrir à cette colère un but plus important, et qui promettait de grands résultats. Nulle resssource pour la lutte n'échappait à son œil investigateur. Dès son arrivée au pouvoir, tout en poursuivant le rétablissement de l'ordre à

l'intérieur et ses victoires sur l'Autriche, il avait songé à s'armer contre l'inexpugnable Angleterre, et, avec l'élasticité de son esprit, il avait fait pour cela ce qui pouvait être alors le plus efficace. Nous avons vu plus haut (1) que le Directoire, sous son influence vraisemblablement, avait, au commencement de 1798, interdit le commerce avec l'Angleterre à tous les neutres, et menacé de confiscation tout navire sur lequel se trouveraient des marchandises anglaises, ce qui était en contradiction directe avec la règle jadis proclamée par la France que la liberté du pavillon assurait la liberté des biens, et que, par conséquent, des marchandises ennemies pouvaient passer sur des navires neutres. Cette interdiction avait fait surgir sur les mers une foule de corsaires français, et avait nui fortement à la navigation neutre; mais surtout elle avait ruiné le commerce de la France elle-même, et attiré à la République l'inimitié des États neutres de l'Europe. Comme en même temps, et par les mêmes raisons, on en était presque arrivé à une guerre ouverte avec l'Amérique du Nord (2), le Premier Consul résolut de rentrer, par une brusque conversion, sur les voies de la vieille politique française en fait de droit maritime, et non seulement d'abroger la loi du Directoire, mais encore de se faire le défenseur des États neutres contre la tyrannie maritime de l'Angleterre, en vertu de ce principe que le pavillon couvre la marchandise. Il commença donc par renouer avec l'Amérique du Nord la négociation qui avait si honteusement échoué deux ans auparavant. L'entente, tout aussi ardemment désirée des deux parts, fut cependant retardée durant tout l'été par une difficulté inattendue. Bonaparte avait accueilli favorablement les Américains, qui demandaient à être indemnisés du tort que leur avaient fait éprouver les corsaires français; mais il déclara maintenant ne vouloir accorder cette indemnité que si l'Amérique reconnaissait une valeur non interrompue aux anciens traités de commerce et d'amitié de 1788. Les Américains s'y refusèrent absolument, le Directoire, selon eux, ayant lui-même annulé les traités par sa conduite hostile; ils refusèrent également de les renouveler, vu que tous les droits des nations les plus favorisées y étaient reconnus aux Français dans le sens le plus large, et que, par suite, le Directoire avait réclamé le droit de confiscation

(1) Volume V, page 170.
(2) Volume V, page 150.

des biens ennemis sur les navires américains, tel que l'Amérique l'avait accordé aux Anglais par le traité de commerce de 1794. Sur ce point, les Américains ne voulurent absolument pas céder; ils désiraient vivement s'entendre avec la France dans les questions de droit maritime, d'après les principes du programme neutre; mais ils voulaient rester libres d'agir à l'égard des autres puissances selon que les circonstances le leur commanderaient, et ne s'engager pour le moment dans aucune complication nouvelle avec l'Angleterre. C'était précisément à cela que tendait la demande de Bonaparte; cependant, comme il trouva les Américains inébranlables, et comme, avant tout, il ne voulait pas en venir aux armes dans sa situation actuelle, il se résigna enfin à adopter ce qui lui était proposé. On convint de réserver pour des négociations ultérieures la question des anciens traités et des indemnités à payer par la France, de renoncer réciproquement pour le moment au droit de rechercher les marchandises ennemies sur les navires de commerce; de limiter enfin l'idée de contrebande aux armes et autre matériel de guerre, et celle de blocus à la fermeture réelle d'un port par des vaisseaux de guerre (1). Le traité du 30 septembre 1800 fut ainsi conclu, et Bonaparte s'empressa d'annoncer au monde entier que l'Amérique, revenue au parti libéral de la liberté des mers, s'était jointe aux adversaires de l'ambitieuse Albion. Les Américains ne dirent mot; mais, par le fait, ils restèrent sur le pied anglais avec l'Angleterre, et sur le pied français avec la France.

Le Premier Consul réussit mieux, dans cette question, auprès de l'Empereur Paul. Vu l'irritation que nourrissait celui-ci contre l'Angleterre, rien n'était plus facile que de réveiller chez lui le souvenir de la grande neutralité armée adoptée par Catherine en l'année 1780. Quoiqu'il tînt peu à passer pour un imitateur de sa mère, il lui semblait évident que son auguste mission était de protéger actuellement les faibles sur les mers contre les caprices de l'Angleterre, ainsi qu'il les avait naguère protégés en Italie contre l'avidité de l'Autriche. La Suède et le Danemark ayant eu depuis peu à se plaindre fortement des procédés des croiseurs anglais, Paul pressa ces deux États de signer un traité par lequel ils se promettraient, comme vingt ans auparavant, la protection réciproque

(1) V. volume II, p. 180.

de leur pavillon contre les empiètements de l'Angleterre. Le jeune roi Gustave de Suède y consentit avec joie; le Danemark, qui comptait avec raison sur le secours de la Russie beaucoup moins qu'il ne redoutait les conséquences de l'inimitié de l'Angleterre, se fit un peu plus presser, et ne signa que lorsque Paul lui eut signifié qu'il devait choisir entre la guerre avec la Russie et une rupture ouverte avec l'Angleterre. Enfin, la Prusse elle-même entra aussi dans cette alliance du Nord. Peu de temps auparavant, Haugwitz avait consenti à accepter les propositions du Tzar, et à renouveler avec la Russie l'alliance défensive de 1792; il avait d'abord beaucoup hésité; mais, craignant de compromettre ses relations avec cette puissance dans un moment où tout était incertain en Europe et où les affaires d'Allemagne touchaient à une solution, il avait adopté comme Paul le principe du droit maritime armé. La Prusse, se sentant impuissante contre les vaisseaux de ligne anglais, envoya des troupes à Cuxhaven et à Ritzebuttel, afin de fermer l'Elbe, et se déclara prête à occuper le Hanovre; ceci ne pouvait entraîner une brouille sérieuse avec l'Angleterre, car, au fond, le vieux roi Georges était heureux d'une mesure qui mettait le Hanovre à l'abri d'un plus grand malheur, l'entrée des troupes russes ou françaises.

Telle, à la fin du XVIII[e] siècle, se présentait la situation de l'Europe aux fiers regards de Bonaparte. La puissance militaire de l'Autriche était tombée beaucoup plus bas qu'à l'issue de la première coalition; l'Angleterre voyait la plupart des ports de l'Italie fermés à ses vaisseaux, et trouvait des forces ennemies sur toutes les côtes de l'Europe, depuis Livourne jusqu'au cap Nord. L'Empereur Paul, après avoir été l'année précédente l'âme de la coalition et l'ennemi mortel de la République française, était maintenant à la tête d'une nouvelle ligue contre la puissance maritime de l'Angleterre, et échangeait de tendres lettres et des témoignages d'amitié avec Bonaparte, lequel lui avait promis la protection des faibles, c'est-à-dire des Rois de Sardaigne et de Naples, ainsi que des princes de Bavière et de Wurtemberg, avec autant d'empressement et de loyauté que la remise de l'île de Malte. C'étaient autant de promesses qu'il ne pouvait ou ne voulait pas tenir; mais elles suffisaient pour entretenir dans une vive et joyeuse agitation le sang impétueux de Paul. Il ne restait au Tzar qu'une crainte, celle que

Bonaparte n'accordât aux Autrichiens une trop grande extension en Italie, et, sur ce point, le Premier Consul allait lui donner la plus entière satisfaction.

Nous avons vu que, le 2 décembre, Cobenzl et Joseph étaient parvenus à s'entendre à moitié sur un partage de l'Italie qui donnait la Lombardie et les Légations à l'Autriche, et, à la France, la Ligurie et le Piémont. Il est évident que Joseph n'avait pas mis de telles idées en avant sans l'autorisation de son frère; mais, depuis qu'un rapprochement s'était produit avec la Russie, elles ne semblaient plus aussi opportunes au Premier Consul, qui ne voulait pas, dès le début, effrayer l'Empereur Paul par une trop prompte annexion du Piémont. Talleyrand écrivit donc le 7 décembre à Joseph que le Premier Consul se contenterait d'un traité secret, comme le proposait Cobenzl, si celui-ci le signait dans les quarante-huit heures; que, dans ce cas, la dernière proposition de Joseph (le partage de la Haute-Italie entre l'Autriche et la France) serait écartée, vu que Bonaparte, par égard pour l'Empereur Paul, s'était décidé à rendre le Piémont, jusqu'à la Sésia, au roi de Sardaigne. La Lombardie, depuis la Sésia jusqu'au Mincio, devait, avec Modène et Parme, former la Cisalpine; la Toscane devait revenir aux infants de Parme, les Légations au grand-duc de Toscane, et l'Autriche devait avoir tout le pays à l'est du Mincio, plus Mantoue; en Allemagne, le Rhin devait servir de limite, et l'Empereur, par le traité de Lunéville, devait conclure également pour l'Empire. Ces offres toutefois ne devaient avoir de valeur qu'autant qu'elles seraient acceptées sur-le-champ; si Cobenzl hésitait, la France se réservait le droit de changer d'avis selon la tournure que prendrait la guerre. Joseph demanda donc au négociateur autrichien s'il était prêt à conclure, sans la coopération de l'Angleterre, un traité secret, mais définitif, par lequel la France renoncerait au Piémont, et l'Autriche, conséquemment, réduirait dans la même proportion ses prétentions en Italie. Cobenzl, qui voyait par là ses nouveaux pouvoirs sans objet, éclata en plaintes violentes sur l'instabilité des idées de la France; il revint à sa première demande, celle de l'admission de l'Angleterre à la négociation, et, sur le refus catégorique de Joseph, il déclara le 12 décembre, sans même avoir pris connaissance des propositions matérielles de Talleyrand, qu'il était décidé à quitter Lunéville dès qu'il aurait reçu de Vienne une

réponse à son rapport. La punition de cette fausse tactique ne se fit pas longtemps attendre. Le 9 décembre, à la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, la France éleva aussitôt ses prétentions : Joseph fut informé que Mantoue et Bologne devaient revenir à la Cisalpine, et que le traité de paix devrait être publié aussitôt après la ratification. La négociation fut provisoirement interrompue; mais, le 26 décembre, Cobenzl reçut de Vienne, actuellement menacée par Moreau, le pouvoir de signer au moins les préliminaires sans la participation de l'Angleterre, avec l'injonction de demander pour l'Autriche la ligne de la Chiese et les trois Légations, ainsi que la restauration de la Toscane et de Modène. Mais ici Joseph lui présenta les propositions de la France, du 7 décembre, avec les modifications du 9, c'est-à-dire, au lieu du rétablissement de la Toscane, le transfert du grand-duc dans les Légations, la ligne du Mincio au lieu de celle de la Chiese, et la perte pour l'Autriche de Bologne et de Mantoue. Cela mit de nouveau Cobenzl hors de lui; il s'irrita de la dureté et de la déloyauté de telles exigences, combattit isolément chaque point, mais surtout les questions préliminaires, celle de la participation de l'Angleterre, celle du traité public ou secret, de la paix provisoire ou définitive. Enfin, la nouvelle de l'armistice de Steyer termina la querelle à l'avantage des Français, et, le 2 janvier 1801, la discussion officielle et en règle des conditions de la paix, si longtemps désirée, put enfin commencer. Cobenzl, auquel les expériences passées n'avaient rien appris, était toujours d'avis qu'il fallait défendre opiniâtrément chaque pouce de terrain relativement à ses dernières propositions.

Mais Bonaparte était bien résolu à briser cette opiniâtreté, devenue une folie manifeste. L'armistice de Steyer ne s'étendait pas à l'Italie, où les hostilités se poursuivaient toujours. Le général Macdonald avait ordre de quitter les Grisons avec la deuxième armée de réserve, de franchir le Splugen, et de menacer ensuite le haut Adige. Dès que ce mouvement serait accompli sur le flanc et les derrières de l'armée autrichienne, le général Brune, à la tête des divisions d'Italie, devait attaquer de front la position des Autrichiens derrière le Mincio. Macdonald s'était mis en marche à la fin de novembre; c'était, en cette saison, une entreprise bien plus difficile et dangereuse encore que le passage du Saint-Bernard par Bonaparte. Les chemins étaient couverts de verglas, d'épais tour-

billons de neige arrêtaient la colonne durant des heures entières, plusieurs fois des avalanches entraînèrent dans l'abîme des moitiés de compagnie. Cependant le passage s'effectua, et l'on se dirigea ensuite à l'est vers Trente, en longeant le lac d'Idro. Le 26 novembre, Brune, à force de combats, parvint à passer le Mincio près de Pozzolo; le 31, il atteignit l'Adige, toujours en poursuivant les Autrichiens, et, le 2 janvier 1801, il traversa également ce fleuve. Les opérations de Bellegarde étaient tout aussi hésitantes et peu raisonnées que celles de l'année précédente, dans l'Engadine; sa magnifique armée aurait été complètement détruite par suite de ses mesures, s'il n'avait eu en Brune un adversaire de force égale à la sienne, qui désolait ses officiers par son manque de pénétration, de vivacité et de résolution (1). Néanmoins, ici encore les Français conservèrent une supériorité décidée, et s'avancèrent incessamment, quoique lentement et sans brillants succès.

A la nouvelle du passage du Splugen et du Mincio, le Premier Consul avait aussitôt pris sa résolution. Il ne voyait plus de raison pour accorder aux Autrichiens de meilleures conditions qu'à Campo-Formio, et il résolut d'affirmer irrévocablement ce fait par un acte public. Le 2 janvier, le jour même où les conférences officielles commençaient à Lunéville, il adressa un message au Tribunat et au Corps législatif, pour leur demander de déclarer que les armées avaient bien mérité de la patrie, et pour annoncer que la paix, avec le Rhin pour frontière en Allemagne et l'Adige en Italie, serait conclue à Lunéville, ou conquise à Prague, à Vienne et à Venise. Ceci fut aussitôt annoncé à Joseph comme une décision immuable, en attendant des instructions plus précises. C'était un nouveau coup porté aux espérances de l'Autriche, à laquelle l'Oglio avait été offert en novembre, et le Mincio en décembre; maintenant, les hésitations imprudentes de Cobenzl la réduisaient à la ligne de l'Adige. Ce dernier s'irrita et se lamenta en vain; pour toute réponse à ses explications les plus logiques, Joseph le pressa vivement de se décider, vu que les conditions ne pouvaient que devenir plus dures à mesure que Brune avancerait davantage. Personnellement, du reste, il continua à témoigner les sentiments les plus bienveillants au ministre autrichien. Lorsque celui-ci, après bien des sou-

(1) Marmont dans ses *Mémoires* en fournit des preuves détaillées.

pirs, lui eut enfin concédé le 11 janvier les deux fleuves pour limites, et eut consenti également à conclure la paix pour l'Empire, pourvu que la Diète donnât pleins pouvoirs à l'Empereur et envoyât de son côté une députation aux conférences de Lunéville, Joseph voulut bien promettre aussi la restauration de la Toscane, conformément à ses anciens ordres, ou au moins, le 15 janvier, le dédommagement du grand-duc au moyen des Légations; ils souscrivit même à un des vœux les plus chers de la cour de Vienne, en abandonnant le principe de dédommagement des princes héréditaires dépossédés sur la rive gauche du Rhin, ce qui évitait la sécularisation si redoutée à Vienne. Cobenzl pensait avec raison avoir beaucoup gagné par là, et Joseph, qui était un homme modéré et pacifique, auquel l'ambition insatiable de son frère paraissait déjà alors menaçante pour l'avenir, demanda avec instances la confirmation de ces conventions. Mais une grande déception leur était encore réservée à tous deux. On avait reçu à Paris la nouvelle des traités d'alliance conclus contre l'Angleterre par les puissances du Nord; on y attendait de jour en jour l'arrivée de M. de Kolytscheff comme envoyé de l'Empereur Paul près de la République française; on se voyait à la veille d'une étroite entente avec les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Or. les Russes comme les Prussiens demandaient une sécularisation générale en Allemagne, ceux-ci afin d'obtenir une riche compensation aux pertes qu'ils faisaient sur la rive gauche du Rhin, les Russes afin de doter leurs protégés, la Bavière et le Wurtemberg. Déjà des envoyés des cours de Munich et de Stuttgart, de Carlsruhe et de Cassel étaient arrivés à Paris pour tâcher de rendre la puissante volonté du Premier Consul favorable à leurs intérêts. Celui-ci entrevoyait donc la possibilité d'isoler complètement l'Autriche, en Allemagne aussi bien qu'en Europe, et d'acquérir pour lui-même une influence prépondérante dans l'Empire allemand et une autorité souveraine en Italie. Devant ces considérations, les derniers articles de Joseph s'en allèrent en fumée. Bonaparte ne voulut plus tolérer ni l'Empereur ni un des archiducs à l'ouest de l'Adige; il voulait se faire en Allemagne, par le partage des biens ecclésiastiques, une clientèle vaste et dévouée parmi les États séculiers. En conséquence, il donna le 19 janvier (1)

(1) La *Correspondance de Napoléon Ier*, vol. VI, p. 519, place cette lettre à la date du 30 novembre 1800; chacun des mots qu'elle contient prouve cepen-

au ministre Talleyrand l'ordre d'adresser à Joseph des instructions définitives.

Cobenzl eut donc encore une fois le thème le plus plausible pour récriminer contre la politique française, son instabilité, ses caprices, son avidité toujours croissante. « Comment un homme honnête, s'écria-t-il, pouvait-il retirer un jour ce que son représentant avait accordé la veille en vertu de pouvoirs formels? » A cela, Joseph haussait les épaules; il avouait sans détours que telle était aussi sa manière de voir, mais il ajoutait qu'il devait obéir aux ordres qu'il recevait, et que d'ailleurs tout État avait le droit formel de changer des clauses isolées tant que l'ensemble du traité n'avait pas été promulgué. Les circonstances devenaient chaque jour plus impérieuses pour l'Autriche; le Premier Consul annonça que, si Brune gagnait Venise avant qu'on eût conclu, il n'accorderait plus que l'Isonza pour frontière ; les courriers de Vienne se succédaient auprès de Cobenzl, pour le presser toujours plus instamment de faire la paix, attendu que l'Autriche était dans l'impossibilité de continuer la guerre. Cobenzl résistait toujours de son mieux, afin de sauver au moins les apparences. Par convenance, il se mit durant plusieurs semaines en frais d'imagination pour trouver de nouveaux plans de défense qui procurassent au grand-duc de Toscane un asile quelconque en Italie. Puis il mit plus d'ardeur encore à dépeindre le danger et l'iniquité d'une sécularisation générale en Allemagne, et il se cramponna enfin à l'idée d'un moyen terme, celui de conserver au moins les trois Électeurs ecclésiastiques et de les comprendre au nombre des princes à indemniser, afin de ne pas proclamer officiellement la chute de l'ancienne constitution de l'Empire. Mais il ne put rien obtenir. Lorsque ses propositions arrivèrent à Paris, Joseph fut réprimandé pour en avoir fait seulement l'objet d'un rapport, et reçut encore une fois l'ordre de déclarer immuable, sous peine de nouvelles hostilités, chaque point de la dernière instruction. Il ne devait être question non plus ni de pouvoirs à demander à la Diète allemande, ni de l'envoi d'une députation de l'Empire à Lunéville : Cobenzl devait, par un seul et même acte, stipuler pour l'Empereur aussi bien que pour l'Empire. On discuta encore quelque

dant à quelle époque elle appartient. Talleyrand la reproduit presque mot pour mot dans son instruction à Joseph, le 20 janvier.

temps sur diverses questions spéciales, telles que celle du payement de la dette publique dans les pays cédés; mais ici encore tout fut résolu comme le voulait le vainqueur, et enfin la paix de Lunéville fut signée, le 9 février 1801.

C'était l'aveu et la confirmation de l'entière défaite de la seconde coalition, le contraire absolument de ce que les traités de 1798 avaient eu en vue pour l'Europe. La coalition avait dû le jour au désir d'anéantir les œuvres révolutionnaires du Directoire : aujourd'hui il fallait que l'Autriche, de concert avec son vainqueur, garantît l'indépendance des Républiques ligurienne et cisalpine, helvétique et batave. L'Empereur Paul avait aspiré au maintien et à la restauration des vieux pouvoirs légitimes, et au rétablissement des Bourbons sur le trône de France : au lieu de cela, la volonté souveraine d'un maître révolutionnaire gouvernait la France et s'imposait à tout le continent européen, et Paul lui-même était sur le point de conclure avec ce maître un traité offensif contre ses anciens alliés. L'Autriche, qui avait demandé l'extension de son territoire en Italie, était réduite à la ligne de l'Adige; de plus, elle avait perdu ses droits sur la Toscane, et voyait désormais toute la péninsule soumise à la puissance française. Naples avait voulu, avec l'assentiment de la Russie, substituer sa propre domination à celle de la France dans les États de l'Église : Bonaparte, quelques semaines après Lunéville, lui fit la grâce de lui accorder à Florence un traité de paix, à la condition qu'elle évacuerait les États de l'Église, fermerait ses ports aux Anglais, et entretiendrait à ses frais, à Tarente, un corps français destiné à faciliter le soutien des troupes d'Egypte. Pour ce qui concernait l'Allemagne, nous avons vu que la cession de la rive gauche du Rhin ne parut inacceptable à Thugut, en 1798, que lorsque le Congrès de Rastadt eut admis en principe la sécularisation générale des biens de l'Église en Allemagne, en vue d'imdemniser les princes séculiers; maintenant, le Rhin devenait la frontière, toutes les forteresses de la rive droite étaient rasées, et l'article 7 du traité de Lunéville disait que, attendu que la cession de la rive gauche du Rhin enlevait à un certain nombre de princes allemands tout ou partie de leurs possessions, c'était à l'Empire qu'il convenait de faire supporter ces pertes; ainsi l'Empereur convenait avec la République française, en son nom et en celui de l'Empire, que l'Empire était

tenu, en vertu des principes posés au Congrès de Rastadt, de donner une compensation aux princes héréditaires dépossédés sur la rive gauche, aussi bien qu'aux maisons d'Orange et de Toscane, par suite de mesures ultérieures, basées sur ces principes. Ce sacrifice était le plus dur de tous ceux que le traité imposait à la maison d'Autriche. On le savait à Paris aussi bien qu'à Vienne, aussi avait-on, pour plus de sûreté, ajouté cette clause que les troupes françaises n'évacueraient les pays conquis qu'après que l'Empereur et l'Empire auraient ratifié le traité. Moreau lui-même avait instamment réclamé cette condition, afin d'avoir le temps de faire rentrer les contributions arriérées, sans le produit desquelles il n'aurait pu payer à ses troupes les sept mois de solde qui leur étaient dus; ceci prouve une fois de plus qu'il n'était pas encore question d'équilibre dans les finances de la France, et que le butin fait à la guerre entrait toujours pour une part essentielle dans la colonne des recettes. Il n'était pas besoin d'ailleurs des charges que cette prolongation de l'occupation faisait peser sur l'Empire allemand pour hâter la décision de la Diète. Du moment que la cession de la rive gauche du Rhin était inévitable, le plus vif désir des princes séculiers était d'obtenir leurs indemnités le plus promptement possible; tandis donc que les moindres affaires se traînaient jadis durant des mois, par suite des interminables formalités de Diète, il ne fallut que quelques semaines pour arriver, le 6 mars 1801, à ce traité de paix qui bouleversait toute l'Allemagne, réduisait presque jusqu'à l'anéantissement l'autorité impériale, et transformait complètement la constitution de l'Empire. Nous avons vu plus haut combien était lamentable la situation politique de la plupart des États ecclésiastiques, combien l'ancienne constitution, maintenant vouée à la ruine, nuisait à la dignité nationale. Une réforme à cet égard eût donc pu être pour toute l'Allemagne un bienfaisant progrès; mais, pour cela, il eût fallu que la réforme vînt du dedans et fût accomplie au moyen des seules forces allemandes. Elle était, au contraire, imposée à l'Allemagne par une volonté étrangère, et, ce qui était plus grave encore, un maître étranger devait, en vertu du traité, en surveiller l'exécution et décider en dernier ressort dans la lutte des intérêts particuliers. C'était une puissance colossale donnée au chef de la République française. En dépit de la garantie promise à Lunéville pour l'indé-

pendance de la haute Italie, de la Suisse et de la Hollande, il continuait à régner dans ces pays d'une manière aussi absolue qu'en France. A la soumission indirecte de la Toscane et de Rome. de Naples et de l'Espagne, venait se joindre l'ardeur avide avec laquelle les princes allemands recherchaient les faveurs et les dons du Premier Consul : celui-ci pouvait disposer d'eux comme Catherine II avait pu, durant trente ans, disposer des magnats polonais. Heureusement pour l'avenir, il restait en Allemagne des éléments assez nombreux et assez puissants pour secouer plus tard la tyrannie étrangère, et pour arriver à l'indépendance nationale par la réforme nationale; mais, pour le moment, Bonaparte pouvait se glorifier d'avoir, en l'espace d'un an, tiré la République française d'un mortel abaissement pour lui donner une toute-puissante hégémonie sur la moitié de l'Europe. L'éclat de ces succès éblouissait, entraînait, effrayait alors le monde entier. Jamais souverain en France n'avait été aussi sûr de l'entière soumission de son pays; jamais le chemin vers une extension nouvelle n'avait été mieux ouvert devant un grand conquérant qu'il ne l'était maintenant devant ce fils cadet d'un avocat corse. Mais, si haut qu'il fût arrivé, celui-ci estimait qu'il avait peu fait encore. « Vivre dans le souvenir de la postérité, disait-il, voilà notre immortalité; mes actes jusqu'ici occuperaient à peine une demi-page dans un manuel d'histoire universelle. » Ses projets, toujours plus vastes, s'étendaient dans toutes les directions. Tandis qu'il renversait la hiérarchie allemande pour se créer une troupe de clients serviles au moyen de ses dépouilles, il aspirait à obtenir l'entière soumission du clergé français par des bienfaits habilement calculés. Tandis que sa volonté impérieuse affaiblissait en Italie et en Allemagne l'autorité de l'Empereur romain, il s'occupait à faire de l'influence du Pape de Rome l'instrument de sa politique européenne.

Nous avons vu comment, aussitôt après la bataille de Marengo, il avait adressé un message au pape Pie VII pour lui promettre la restauration de l'État de l'Église sur les bases du traité de Tolentino, et pour lui proposer une négociation en vue de réorganiser l'Église française. Pie VII, enchanté, envoya à Paris l'archevêque Spina, de Corinthe, qui discuta durant de longs mois les exigences de Bonaparte et les vœux de la Curie romaine avec le commissaire du Premier Consul, l'abbé Bernier, que nous avons déjà trouvé

en Vendée. Indépendamment même de tout but ambitieux, le désir de rendre à l'Église française une existence légale et reconnue de tous était chose naturelle. Bonaparte montra dans cette question, aux révolutionnaires hostiles à l'Église qui formaient alors son entourage, toute la supériorité que lui assuraient sa connaissance des hommes et son intelligence politique. Ces hommes haussaient les épaules lorsqu'il parlait de religion et d'Église; à leur avis, un gouvernement intelligent ne devait pas s'inquiéter des commérages superstitieux des prêtres. Au fond, Bonaparte lui-même avait peu de religion (1); mais il reconnaissait clairement la puissance des besoins religieux chez les autres hommes, et surtout chez la grande majorité des Français d'alors. Il voyait en même temps dans quelle large mesure ce sentiment, habilement exploité, pouvait concourir à l'affermissement de son pouvoir. Cette thèse générale que l'Etat n'a pas à se mêler des choses religieuses, déjà incompatible avec les idées et les traditions de l'Europe chrétienne, était doublement fausse dans la situation où se trouvait alors la France. D'immenses progrès s'étaient accomplis sous le rapport religieux, depuis les jours néfastes de la Terreur; cependant il existait encore de fortes ombres, qui, à la longue, pouvaient devenir dangereuses pour le pays. A côte d'une petite minorité protestante et juive, deux partis, celui de l'Eglise civile de 1790 et celui des orthodoxes rebelles au serment, divisaient toujours aussi nettement la grande masse catholique. Bonaparte, nous l'avons vu, avait mis les derniers à l'abri de toute persécution, et leur avait permis le libre exercice du culte, pourvu qu'ils promissent obéissance aux lois de l'État. La plupart avaient consenti à faire cette promesse; mais il existait encore une minorité ardente, qui blâmait un tel acte comme une indigne défection, et qui poursuivait ces nouveaux parjures d'une haine égale à celle qu'ils avaient vouée en commun au clergé soumis à la constitution civile. Cet antagonisme était encore augmenté par des questions de fortune très délicates. Les biens de l'Église avaient été enlevés à tous, sans acception de parti ; mais les églises et les presbytères avaient été en de nombreux cas rendus aux membres de

(1) Voy. dans Bourrienne, l. V, chap. 8, quelles étaient alors ses idées; elles sont partout d'accord avec ses actes, tandis que ses discours célèbres sur l'influence du son des cloches et sur la sagesse du créateur du monde forment un contraste frappant avec sa conduite; ce sont des effusions momentanées, destinées à convertir à sa politique un adversaire du concordat.

l'Église civile, laquelle semblait dès lors être seule légalement autorisée, tandis que les insermentés, qui se considéraient comme les vrais et uniques gardiens de l'autel, devaient exercer leur culte dans des maisons particulières louées à cet effet. Ni les uns ni les autres ne recevaient de traitement de l'Etat; tous n'avaient pour subsister que les dons volontaires des fidèles, qui toutefois leur procuraient des ressources suffisantes, sinon brillantes. L'un et l'autre clergé comptaient des hommes distingués et considérés; mais des deux côtés aussi se trouvaient de fâcheuses exceptions : dans l'Église civile, des hommes mous ou de mœurs suspectes; chez les insermentés, des fanatiques arrogants et agressifs. Chaque parti prétendait naturellement l'emporter sur l'autre en vertus chrétiennes, et avoir pour lui la majorité des fidèles; le premier point échappe par sa nature au jugement de l'histoire; le second est difficile à trancher, vu qu'il n'existe de données statistiques que pour l'Église civile. Celle-ci était complètement organisée dans une grande partie du pays; elle comptait cinquante à soixante évêques, avec un nombre proportionné de curés et de membres du bas clergé, dont quinze mille alors étaient mariés. Évêques et curés étaient, d'après la constitution civile, choisis par les habitants de leur ressort, sans le concours de l'État; cependant les prélats exprimaient en toute occasion leur entier dévouement au gouvernement consulaire. Chez les insermentés, au contraire, la grande majorité des évêques avait émigré et n'était pas rentrée en France; mais ils continuaient à diriger de l'étranger les fidèles de leurs anciens diocèses; si l'un d'entre eux venait à mourir, le Pape nommait à sa place un vicaire apostolique, et l'État n'avait aucune influence légale sur des prélats agissant ou nommés à l'étranger. Cette situation offrait évidemment de graves inconvénients. Un groupe nombreux d'insermentés entretenait la résistance à la constitution républicaine. Tous livraient, au confessionnal, au lit des malades, dans la chaire, un combat acharné à l'Église civile et aux acquéreurs de biens nationaux, aux profanateurs et aux spoliateurs du sanctuaire. Leur influence était surtout considérable sur les femmes, et souvent le repos des familles était troublé par leurs menées. Rétablir sur ce point la paix intérieure et rendre à l'État les droits nécessaires pour empêcher de tels abus était une tâche aussi pressante qu'elle était digne.

Il aurait été naturel et possible d'accomplir ces réformes en conservant l'état de choses alors existant. Bien que l'Église civile reconnût toujours en principe l'autorité du Pape et les dogmes du concile de Trente, elle s'était, de fait, séparée de leurs partisans de la manière la plus nette par trois de ses institutions : la division de ses diocèses, le choix de ses évêques et de ses prêtres, l'autorisation du mariage pour ces derniers. Dès que l'État aurait donné une sanction légale à ses paroisses et à ses évêchés, elle aurait été par là même séparée définitivement du Saint-Siège. Ce cas avait été prévu par sa constitution : sa direction serait revenue alors à un concile national de ses évêques, présidé par l'archevêque de Lyon, en sa qualité de primat des Gaules. Ces évêques étaient tout disposés à vivre en bonne intelligence et en bon voisinage avec le clergé insermenté, et à reconnaître à l'État un droit de surveillance, en ce sens, par exemple, que nul évêque ou curé ne serait entré en fonction sans l'assentiment de l'État, que nul concile n'aurait eu lieu sans la présence d'un commissaire du gouvernement, etc., etc. Il aurait fallu alors s'entendre avec la Curie romaine relativement au clergé rebelle au serment, donner aussi à celui-ci une nouvelle organisation diocésaine en rapport avec le nombre de ses partisans, lui garantir une entière autonomie dans les questions spirituelles, mais, en revanche, réserver à l'État une juste influence dans les questions de droit ecclésiastique, et demander qu'un ordre du Pape lui imposât une paisible entente avec le gouvernement et l'Église civile. Il est incontestable que Bonaparte avait le pouvoir d'exiger un tel compromis entre les partis. En leur offrant le bienfait d'une existence légalement assurée, en leur faisant entrevoir un appui bienveillant sous le rapport économique, des traitements pour leur clergé, des édifices pour leur culte, des secours pour leurs séminaires, enfin en renfermant la surveillance de l'État dans la mesure indispensable au maintien du droit et de la paix, il aurait été sûr d'accomplir sa tâche; la plus profonde des blessures que la Révolution avait faites au pays aurait été fermée, en ce sens que chacun, en France, aurait pu faire son salut à sa guise, que la paix et l'ordre auraient été rétablis, que les droits civils de tous auraient été garantis, et que des bornes auraient été posées à la toute-puissance de la Curie romaine, toujours dangereuse pour le pouvoir. Le Saint-Siège sans doute se serait prêté de mauvaise grâce à un

compromis qui impliquait le maintien de l'Église civile; mais, indépendamment des avantages offerts aux insermentés français, Bonaparte possédait encore un autre talisman pour pénétrer jusqu'au plus profond du cœur du Pape : il était en mesure de lui offrir la restitution des Légations, et à ce prix, la suite des événements le montre irréfutablement, Pie VII aurait accepté des sacrifices bien plus durs que celui de consentir à une chose qu'il lui était d'ailleurs impossible d'éviter sans l'aide de Bonaparte, quelque désagréable qu'elle pût lui être.

Mais les idées du Premier Consul avaient pris une tout autre direction. « En tout pays, disait-il, la religion est utile au gouvernement; il faut s'en servir pour agir sur les hommes; c'est pourquoi j'étais mahométan en Égypte et je suis catholique en France. Pour ce qui concerne l'ordre extérieur, ajoutait-il, la religion de l'État doit être entièrement dans la main du souverain. » Il rejeta la proposition de fonder une Église gallicane et de s'en faire le chef, certain, disait-il, que la majorité des Français résisterait et ne consentirait pas à se séparer de Rome, et il ne pensait pas que le Pape le forçât par son entêtement à en venir à cette extrémité. Comme maître de l'Italie, il croyait être assuré de tenir le Pape sous sa dépendance, et comptait ensuite dominer par le Pape l'Église catholique de France; c'est pourquoi il fallait que tous les catholiques du pays, insermentés et constitutionnels, fussent soumis au Saint-Siège romain, que leur haine disparût, que tous se fondissent en une masse docile. De même que les agitations d'une presse libre et les luttes politiques lui étaient odieuses dans l'État, de même aussi il ne voyait qu'un intolérable esprit de secte dans la liberté d'action des différentes confessions ou associations. En conséquence, il voulait que le Pape révoquât tous les anciens évêques des deux partis, que le pays reçût ensuite une nouvelle division diocésaine, et que les nouveaux évêques fussent nommés par le Premier Consul comme ils l'étaient jadis par le Roi, pour recevoir du Pape l'investiture ecclésiastique. Les curés ne devaient plus être nommés par les paroisses, mais par les évêques, et nul curé ne devait être installé sans l'approbation du gouvernement. L'Église devait renoncer définitivement à tous les biens confisqués par la Révolution; en revanche, l'État devait assurer des traitement convenables à tous les dignitaires et fonctionnaires ecclésias-

tiques. De cette manière, le fier édifice de la hiérarchie catholique romaine serait relevé en France ; l'autorité du Pape serait rétablie dans ce pays, et surtout, en admettant toujours la docilité du Pape, le clergé tout entier serait placé sous la dépendance absolue du gouvernement. Bonaparte, nous l'avons déjà dit, croyait être sûr du Pape et de ses sentiments. « Avec la présence de mes troupes en Italie et un peu de politesse, je l'amènerai où je voudrai, disait-il, et alors quel levier aura mon influence dans le reste du monde catholique ! » Ici, comme dans la politique temporelle, ses plans s'étendaient depuis longtemps bien au delà des bornes de la France, vers un lointain sans limites.

Lorsque Bernier présenta ces propositions à l'archevêque Spina, celui-ci donna plusieurs fois à entendre que la restitution des Légations pourrait beaucoup faciliter la négociation, mais il reconnut que, de parti pris, ses allusions ne seraient pas comprises. Il mit alors en avant les scrupules religieux. Il fallait, dit-il, que la religion catholique fût expressément désignée comme religion de l'État, et que les Consuls en fissent expressément profession. Il était impossible que le Pape déposât des évêques fidèles, et qu'il instituât comme évêques des membres de l'Église civile. Durant plusieurs mois, Bonaparte laissa les deux théologiens discuter ces points avec la ténacité d'usage et avec une savante habileté ; mais, dès qu'il fut certain que la paix se conclurait à Lunéville, il prit lui-même la négociation en main, et commença à parler du ton qui lui était propre. Cacault, qui avait l'habitude du Vatican, reçut l'ordre de partir pour Rome en qualité d'envoyé français, de présenter au Pape le projet primitif de Bonaparte, et de lui déclarer qu'il fallait l'accepter sur-le-champ, et sans conditions. Pie VII et le cardinal Consalvi, son secrétaire d'État, partageaient tous les désirs et tous les scrupules de Spina ; mais ils redoutaient fort la colère du Premier Consul ; le Pape d'ailleurs, dans une entrevue personnelle qu'il avait eue avec lui en l'année 1797, avait été, comme le grand nombre de ses contemporains, séduit et entraîné par le charme satanique de sa personne. Comment auraient-ils pu, en outre, assumer la responsabilité de refuser les bienfaits toujours immenses du concordat qui leur était proposé, d'offenser profondément par là le violent dominateur, de provoquer peut-être une nouvelle confiscation des États de l'Église,

et d'éterniser à coup sûr le schisme qui divisait la France? Ils ne voulaient donc pas rompre absolument, mais tenter l'impossible pour arracher encore, à force de patience et de souplesse, quelques concessions à leur dangereux adversaire. Toutes les congrégations de cardinaux examinèrent successivement les demandes de la France; elles cherchèrent des expédients, des atténuations, des portes de derrière; elles tentèrent de prouver qu'un Pape n'avait pas le droit de déposer un évêque, et que jamais Pape ne l'avait fait; elles firent ressortir combien cette exigence de Bonaparte était étrange, au point de vue précisément des libertés gallicanes. Ces discussions théologiques durèrent encore plusieurs mois; mais elles finirent par pousser à bout la patience du Premier Consul, et, à la fin de mai, il donna à Cacault l'ordre de déclarer la négociation rompue et de quitter Rome, si le traité n'était pas signé avant cinq jours. Dans ce cas, ajoutait Bonaparte, il organiserait à son gré l'Église nationale en France, et se mettrait lui-même à sa tête; de plus, il ne se considérerait plus comme lié par le traité de Tolentino, que les événements de 1798 avaient déjà détruit. La terreur fut grande au Vatican lorsqu'on y reçut cette nouvelle. La double menace d'un schisme en France et de l'occupation militaire de Rome pesa lourdement sur l'esprit du Pape, qui résolut de faire une dernière tentative et d'envoyer à Paris son confident le plus intime, le cardinal Consalvi. Cacault dut demander ses passeports; mais il fit l'impossible par ses dépêches pour calmer l'impatience de Bonaparte, et obtint que celui-ci s'abstînt de toute hostilité jusqu'à l'arrivée de Consalvi. Dès la première audience, il est vrai, le même terme fatal fut imposé à Consalvi : dans cinq jours, le traité sera signé ou tout sera rompu. Le cardinal se défendit avec la même ténacité que Cobenzl à Lunéville, mais sans beaucoup plus de succès. Bonaparte mit en œuvre des ressources de toute nature, contre lesquelles échoua toute la patience du prélat. Il venait de convoquer un concile national de l'Église civile, dont il accueillait les décisions avec une bienveillance marquée, et il tourmentait le cardinal par la perspective de la reconnaissance officielle de ces hérésies. Lorsque Consalvi manifestait des craintes à ce sujet, on lui répondait que tout dépendait de sa résolution, que le Premier Consul n'aimait nullement le clergé civil, qu'il désirait beaucoup l'exclure à l'avenir de tous les sièges épiscopaux,

mais que le Pape ne devait pas persévérer dans des exigences impossibles. Si la Curie se montrait accommodante, ajoutait-on incidemment, le Premier Consul la comblerait de marques de reconnaissance ; toutes les pertes qu'elle avait subies jusque-là seraient compensées ; sa situation deviendrait plus brillante que jamais. Ces déclarations n'impliquaient pas encore, sans doute, la promesse de restituer les Légations ; toutefois, Consalvi ne crut pas prudent de paraître douter de l'intention. Bref, il renonça à la déclaration de religion de l'État, et consentit à ce que le Pape sommât tous les anciens évêques de se retirer, et, si l'un deux s'y refusait, contre toute attente, à ce qu'un autre prélat fût chargé de l'administration du diocèse : c'était une satisfaction pour lui d'éviter au moins par là le mot désagréable de déposition. Il fut encore surpris tout à la fin par un article que Bonaparte avait introduit dans la copie du contrat qui devait recevoir la signature officielle : le culte, disait cet article, est tenu de se subordonner aux règles de police. Consalvi, au moment de signer, remarqua cette addition et refusa de l'accepter, également irrité par la condition et par le procédé. Cela donna lieu à des scènes terribles ; mais, à la fin, Consalvi consentit à admettre la clause ainsi modifiée : à toutes les règles de police que le gouvernement juge nécessaires au maintien de l'ordre public. Cette œuvre difficile se termina enfin le 15 juillet 1801. Après tous les malheurs des années de Révolution, le Pape était de nouveau proclamé chef de l'Église de France, l'odieuse constitution civile du clergé était abrogée, l'élection par les paroisses était abolie. L'Église était rendue à la domination exclusive de la hiérarchie romaine et du Vatican, à la condition expresse toutefois que partout le pouvoir ecclésiastique s'exercerait et réglerait ses désirs selon les ordres et les projets du Premier Consul. Dès les premières mesures prises en vue d'appliquer le Concordat, Consalvi reconnut combien cela était sérieux. Malgré toutes ses déclarations, Bonaparte jugea indispensable de nommer à de nouveaux sièges un certain nombre d'évêques constitutionnels ; là-dessus, Consalvi leur demanda au moins une rétractation qui témoignât du remords de leurs erreurs passées, et, comme plusieurs s'y refusèrent, il dut se contenter de la déclaration officielle, mais fausse, faite par Bernier, que la rétractation demandée était dans les mains du gouvernement. Enfin, à dater du 15 juil-

let, il ne fut plus question des Légations; une garnison française resta même à Ancône. Pour le peuple français, un des premiers fruits du Concordat fut l'ordre donné par Bonaparte au ministre de la police de faire savoir à tous les rédacteurs de journaux politiques et littéraires qu'ils ne devaient plus à l'avenir parler de rien qui eût trait à la religion, à ses ministres, ni aux différents cultes.

Rien dans ce Concordat n'est plus remarquable aux yeux de l'observateur de nos jours que la manière dont les deux parties contractantes en ont méconnu les conséquences. Le Pape, malgré toute la joie que lui causait la cessation du schisme révolutionnaire, éprouvait cependant et avant tout une profonde douleur de l'amoindrissement de l'État de l'Église en Italie, de la reconnaissance de la spoliation de l'Église en France, de la menace de déposition des princes ecclésiastiques en Allemagne. Bonaparte, de son côté, ne doutait pas de l'entière soumission de l'Église à sa volonté, maintenant que celle-ci ne possédait plus de privilèges aristocratiques ni de propriétés indépendantes, que le clergé français tenait toutes ses ressources de l'État, et que l'existence même du Pape dépendait du pouvoir militaire de la France. Les agitations morales du siècle dernier et les orages de la Révolution avaient enlevé à ces deux hommes le sentiment bien exact de la nature et de la force de l'esprit religieux. Aucun d'eux ne pressentait qu'en privant l'Église de sa richesse temporelle on augmentait encore son pouvoir spirituel, que dix années plus tard, Napoléon, au faîte de sa puissance, lutterait vainement contre ce pouvoir, et que le Vatican survivrait glorieux à la chute de son orgueilleux maître. En réalité, le Concordat mit fin pour l'Europe à l'ère du rationalisme de Voltaire, et livra le siècle nouveau à une réaction religieuse de plus en plus envahissante.

CHAPITRE VI

PAIX GÉNÉRALE

De tous les adversaires de la République française, un seul était encore debout, l'Angleterre, aussi triomphante et victorieuse sur

l'Océan et sur les côtes asiatiques et américaines que Bonaparte l'était sur le continent, l'Angleterre, si fière de sa force et de sa liberté, la seule puissance au monde que Bonaparte honorât d'une haine mortelle. Le moment était venu où il espérait parvenir aussi à l'abattre complètement. Si les forces de l'alliance du Nord se réunissaient aux débris des marines française, espagnole et hollandaise, la flotte alliée devait compter tout autant de vaisseaux de ligne que la flotte anglaise; elle aurait en outre l'avantage de pouvoir les rassembler dans la Manche, tandis que les escadres ennemies étaient dispersées dans le monde entier. Pour le moment, à la vérité, la plupart des vaisseaux du Nord étaient prisonniers dans les glaces de la Baltique; les Hollandais étaient bloqués dans le Texel, les Français et les Espagnols étaient à Flessingue, à Brest, à Rochefort, à Ferrol, à Cadix, à Toulon, et la réunion de tous ces fragments de flottes en une invincible Armada était encore une tâche difficile et dangereuse. Mais que ne pouvait-on pas attendre de l'énergie de Bonaparte unie à l'ardeur du Tzar? En tout cas, l'interdiction seule du continent entier au commerce anglais devait être durement ressentie à Londres, et l'opinion publique en France était que jamais encore l'Angleterre ne s'était trouvée en un si grand danger.

On ne saurait dire que telle fût en Angleterre l'appréciation générale de la situation. Les esprits, sans doute, y étaient agités et anxieux; mais les menaces de Bonaparte ou de Paul influaient peu sur ces sentiments. C'était sur des questions intérieures de la plus haute importance que se concentrait, au commencement du siècle nouveau, tout l'intérêt du peuple britannique. Une transformation de l'existence politique, tout aussi grave que celle qui attendait Vienne et Ratisbonne, se préparait ici sans cliquetis d'armes et sans barricades, et ce fait agitait si profondément l'Angleterre, que tout le bruit des démonstrations françaises et russes était laissé à l'arrière-plan, comme presque insignifiant, par l'opinion publique.

Aussitôt après la répression de la révolte de l'Irlande, en l'été de 1798, le grand ministre qui présidait aux destinées de la Grande-Bretagne avait pris sa résolution. Nous avons vu plus haut (1) que

(1) Vol. IV, p. 307.

Pitt avait toujours reconnu combien la situation de l'Irlande était terrible; nous savons quelles énergiques tentatives de réforme il avait faites, quelles concessions incomplètes il avait arrachées au fanatisme haineux des partis. Les atrocités du dernier soulèvement le fortifièrent encore dans ses idées : il ne fallait pas que pareilles choses pussent jamais se renouveler; il fallait à tout prix faire disparaître la source de tous ces maux. Pour cela, il fallait donner à la malheureuse île un gouvernement fort, juste, et, par conséquent, impartial; mais où trouver en Irlande un homme exempt d'esprit de parti? Si l'on conservait le Parlement de Dublin tel qu'il existait alors, on laissait subsister la tyrannie des Saxons anglicans sur les Celtes catholiques; si l'on ouvrait à ces derniers l'accès de la représentation nationale, il fallait s'attendre à voir l'oppression non se terminer, mais changer de face. Pour ouvrir la voie vers un meilleur avenir, la suppression du Parlement irlandais était donc la mesure première et indispensable. Or, comme nul homme politique, en Angleterre, ne pouvait avoir la pensée de priver la population irlandaise de toute représentation parlementaire, le seul expédient possible était l'introduction de lords et de députés irlandais dans le Parlement du royaume, ou, en d'autres termes, l'Union parlementaire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Tout parti irlandais pourrait alors y faire valoir ses vœux légitimes, mais il se trouverait aussi en présence d'une majorité impartiale à l'égard des affaires d'Irlande, qui opposerait une forte digue à toute tendance illégale; de la sorte, toute réforme salutaire, tout juste procédé envers ceux qui avaient été opprimés jusque-là deviendrait possible, sans créer aussitôt un péril mortel pour la colonie saxonne, et sans compromettre la sécurité du royaume tout entier. Dans la situation actuelle, il ne pouvait être question du danger qu'une telle mesure eût présenté en d'autres circonstances, celui de voir les intérêts locaux de l'Irlande méconnus, car il était impossible de négliger le bien du pays plus que ne l'avait fait la poignée de mercenaires payés par le ministère anglais qui portaient le fier nom de lords, ou de membres de la Chambre des communes, de l'Irlande. Au contraire, l'union parlementaire ne pouvait qu'entraîner aussi l'union douanière des deux îles, et procurer par conséquent à l'Irlande des avantages matériels considérables. De quelque côté que se tournassent les regards, l'union offrait en perspective

des conditions meilleures. Jusque-là, la domination du roi George sur l'Ile Verte reposait sur un contrat honteux, en vertu duquel le Parlement de Dublin obéissait au ministère, tandis que le ministère, en revanche, tolérait la tyrannie des petits nobles irlandais sur la masse du peuple, et le Parlement, en outre, attribuait aux chefs du parti régnant des gratifications de toute nature, se contentant lui-même d'impôts tout à fait insignifiants. Sous le rapport politique comme sous le rapport financier, le royaume devait trouver profit et avantage à être délivré de ce point gangrené.

Mais quelque excellente que pût être cette œuvre de justice libératrice, l'exécution en rencontrait des difficultés de tout genre. Le crédit du premier ministre était, à la vérité, si puissant en Angleterre, et le danger de la rébellion irlandaise y était si vivement ressenti, qu'une grande majorité dans les deux Chambres était assurée aux résolutions de Pitt. Cependant, ni les lords ni les communes ne prenaient avec joie la responsabilité d'une telle mesure: on cédait à une facheuse nécessité, comme un malade se résigne à prendre une médecine amère. On se demandait quelle attitude les membres irlandais prendraient au Parlement, et l'on ne pensait pas que la substance de celui-ci dût être le moins du monde améliorée par leur admission. Plusieurs branches d'industrie soulevèrent une vive opposition, comme en 1785, mais cette fois sans aucun espoir de succès. La masse du peuple anglais fut d'abord peu émue par cette question; elle méprisait les Irlandais, et, par cela même, elle attachait peu d'importance à l'entrée de quelques-uns d'entre eux au Parlement; un seul point préoccupait l'opinion publique, c'était que les nouveaux membres ne fussent pas des papistes. La rébellion d'Irlande avait, en effet, ravivé, plus ardente que jamais, la vieille haine anglaise contre le Vatican, et l'influent clergé de l'Église dominante mettait tout en œuvre pour l'entretenir. En Irlande, on avait à compter avec de tout autres éléments. Trois groupes étaient là en présence. C'étaient d'abord les gentilshommes du Parlement irlandais, soutenus par les membres de la Loge orangiste. Tous, fiers de leur victoire après la répression du soulèvement, étaient profondément hostiles à un plan qui devait restreindre leur autorité sur les Celtes abattus. Venait ensuite l'opposition libérale de la Chambre basse de Dublin, dirigée par Grattan, qui avait toujours en vue des réformes démo-

cratiques et la réconciliation de toutes les classes du peuple irlandais, mais qui poursuivait aussi pour Erin, sinon une entière indépendance, du moins une plus grande autonomie, et qui se révoltait à l'idée de l'Union, c'est-à-dire d'une alliance plus étroite avec son odieuse voisine. Entre ces deux partis enfin se trouvait la majorité de la population catholique, et surtout la classe aisée de cette population, conduite par les évêques. Les lois de 1793 lui avaient donné droit d'élection au Parlement, et, par conséquent, une influence politique; la résistance des deux autres partis donnait à son consentement à l'Union une double importance aux yeux du gouvernement. Lord Cornwallis, fidèle à ses sentiments d'humanité, était tout disposé à leur accorder l'égalité de droits politiques qu'ils mettaient pour condition à leur vote; c'est-à-dire l'abolition de la dîme payée à l'Église anglicane, un traitement pour leurs prêtres, l'accès à tous les emplois publics, enfin et surtout l'éligibilité au Parlement. Le jeune secrétaire d'État, lord Castlereagh, Irlandais de naissance, était, comme Cornwallis, favorable aux catholiques, tandis que le chancelier, lord Clare, s'opposait fortement à leurs demandes. Le ministère anglais n'avait pu également se mettre d'accord à cet égard. Lord Grenville était profondément pénétré de la nécessité et de l'utilité de l'émancipation; les vieux amis de Burke, Windham et Spencer, penchaient aussi de ce côté. Mais Pitt n'était pas sans scrupules. Une telle mesure d'affranchissement et de réconciliation répondait par elle-même à son grand et libéral esprit; il se demandait seulement si les avantages n'en disparaîtraient pas devant le mécontentement et la scission possible des Tories protestants, et lorsque lord Clare lui-même vint le trouver à Londres, à l'automne de 1798, le ministre lui promit de laisser de côté pour le moment la question de l'émancipation.

Les choses continuèrent donc à marcher. En janvier 1799, lord Castlereagh présenta à la Chambre basse d'Irlande une suite de résolutions favorables à l'Union. Aussitôt une vive agitation se produisit dans le parti opposé. La ville de Dublin, qui se voyait menacée d'une perte considérable si le Parlement était transféré à Londres, les avocats irlandais, auxquels l'Union enlevait la possibilité d'avoir un siège à la Chambre basse tout en continuant à exercer leur profession, les possesseurs de bourgs pourris, qui voyaient pour la plupart leur fortune et leur influence compromises par la

dépréciation de leurs domaines, les restes des Irlandais-Unis, qui repoussaient avec horreur toute communauté avec l'Angleterre, remplirent le pays de leurs clameurs, et demandèrent avec instances le maintien de leur droit constitutionnel de 1782, de l'inaliénable liberté et de l'indépendance du peuple irlandais. La Chambre basse d'Irlande osait bien rarement braver le gouvernement; mais, cette fois, tous ces courants réunis l'entraînèrent. Un premier vote ne donna au gouvernement qu'une voix de majorité; à un second, l'opposition l'emporta de quatre voix. Cependant le gouvernement était loin de vouloir abandonner son plan. Il ne fallait, pensait-on, que bien employer le temps jusqu'à la session de 1800. Lord Castlereagh exposa au ministère quels étaient les divers éléments d'opposition, ne doutant pas le moins du monde que les moyens par lesquels le Parlement irlandais avait jusque-là prolongé son existence ne finissent aussi par assurer le vote tant désiré. 1 500 000 livres furent donc affectées au dédommagement des possesseurs de bourgs pourris; lord Cornwallis fit entrevoir à tous les votants dociles la perspective de titres de pairs et d'autres dignités, de riches prébendes, d'emplois lucratifs, et enfin, pour commencer, on céda aux désirs du clergé catholique, du moins sous le rapport financier, en lui promettant une rente annuelle de 235 000 livres. Puisque l'Irlande se vendait, pourquoi ne l'achèterait-on pas? Pitt cependant avait fini par reconnaître que l'on n'arriverait pas à obtenir l'Union si l'on ne prenait les vœux des catholiques en considération; le 12 février donc, Portland donna au Vice-Roi l'autorisation d'entrer en négociation avec les évêques catholiques. Là-dessus, Cornwallis parcourut l'île, et, ayant trouvé partout que la perspective de leur émancipation rendait les catholiques favorables à l'Union, il envoya à l'automne son secrétaire d'État à Londres, pour amener le ministère à prendre une décision définitive. Dans un conseil de cabinet, incomplet à la vérité, auquel assista lord Castlereagh, pas une voix ne s'éleva contre l'émancipation, malgré la répulsion bien connue que toute mesure de cette nature inspirait au vieux Roi. Castlereagh informa donc Cornwallis que, de l'avis du ministère, le Vice-Roi ne devait pas hésiter à soutenir les catholiques, en dépit de tous les obstacles; que l'on ne pouvait pour le moment leur faire de promesse directe; mais que, si Cornwallis venait à se trouver dans une situation telle que des explications lui parussent néces-

saires, il avait plein pouvoir pour publier les motifs qui le rendaient à peu près sûr de l'assentiment du cabinet.

Toutes ces mesures amenèrent le résultat désiré. Les catholiques travaillèrent en faveur de l'Union; les pensions, les titres de comtes, les indemnités plurent de toutes parts, et lorsque le Parlement se réunit, en février 1800, le gouvernement eut une majorité de quarante à soixante voix. Le 28 mars, une résolution de la Chambre basse de Dublin déclara l'Union désirable; lorsque le Parlement anglais l'eut approuvée, une loi dans ce sens fut proposée à Dublin, acceptée le 7 juin, et revêtue le 2 août de la sanction royale : le Parlement irlandais avait terminé sa funeste existence d'une manière digne de ses actes. Les récompenses promises furent successivement accordées, en tant du moins qu'il s'agissait d'argent et de titres.

Pour ce qui concernait l'émancipation des catholiques, Pitt, nous l'avons vu, avait évité toute promesse formelle, surtout quant à l'époque de sa mise en vigueur. Mais, comme il avait donné tout pouvoir au Vice-Roi pour réclamer l'appui des catholiques au nom de leur émancipation future, et comme cet appui lui avait été efficacement prêté, il se considérait comme absolument engagé, et il était résolu à tenir ici sa parole, comme il l'avait toujours fait. Il posa avec lord Grenville les lignes fondamentales d'une loi qui embrassait toutes les demandes des catholiques, et il convoqua pour le 30 septembre, afin de la discuter, un conseil de cabinet auquel il invita le lord-chancelier Loughborough, absent alors, en lui indiquant par écrit l'objet de la séance. Mais ici des divergences se produisirent. Cinq ministres votèrent pour la mesure et quatre contre, et, au nombre de ces derniers, le premier jurisconsulte du pays, le lord-chancelier, qui insista énergiquement sur la résistance à laquelle on devait s'attendre de la part du Roi. Ce n'était pas encore, il est vrai, une opposition hostile ou une rupture ouverte; Pitt, peu habitué à rencontrer une si vive résistance dans un cabinet qui lui était d'ordinaire absolument soumis, leva la séance sans qu'il fût pris de décision formelle. Ses idées étaient toujours les mêmes, mais il vit qu'il devait attendre un moment plus favorable pour les réaliser. Il fit savoir cela au Vice-Roi par Castlereagh; les prélats catholiques d'Irlande comprirent très bien qu'ils ne devaient pas, par d'impatientes instances, créer des embarras

à un gouvernement qui leur voulait du bien, et la chose en resta là.

Lorque, au mois d'octobre, il en fut question de nouveau en conseil de cabinet, Pitt se prononça très nettement contre une discussion immédiate (1).

Mais la partie adverse n'était nullement satisfaite de voir la question rester ainsi en litige, pour peu de temps probablement, et pour être ensuite au premier moment favorable décidée à l'avantage des catholiques. Il lui importait, au contraire, de la mettre à l'ordre du jour pendant qu'elle se croyait encore assez forte pour en avoir complètement raison. Si les catholiques prenaient patience, afin de ne pas nuire à leur grand protecteur, il y avait d'autres groupes, pour lesquels toute Église était indifférente, et que le pouvoir de Pitt remplissait de jalousie. Le lord-chancelier, ambitieux sans conscience, n'avait pas seulement provoqué la résistance du conseil, il avait encore auparavant communiqué l'invitation de Pitt au vieux Roi, dont il avait mis l'esprit étroit et la conscience sévère dans un cruel embarras. George III avait toujours été convaincu que l'accès des catholiques aux hautes fonctions de l'État et au Parlement était en contradiction directe avec le serment de protéger l'Église anglicane prêté par lui à son couronnement, et Loughborough, tout en déjouant les projets de Pitt, pensait rendre ce dernier odieux au monarque et s'assurer à jamais la première place dans la faveur royale. Il s'appliquait à enfoncer toujours plus profondément l'aiguillon dans l'âme du pauvre Roi. Le 13 décembre, il lui remit un mémoire dans lequel il exposait avec une grande habileté tout ce que l'émancipation avait de grave, et le danger qui devait en résulter pour la constitution jusqu'alors en vigueur. Le serment du test, par lequel tout membre du Parlement devait abjurer le papisme et la transsubstantiation, était, disait-il, le boulevard de l'Église protestante et du trône ; on donnait ample satisfaction aux prétentions légitimes des catholiques en leur accordant les mêmes droits civils et la même protection légale qu'aux protestants ; quant au droit de siéger au Parlement, c'était un privilège dont n'avait jamais joui qu'une petite minorité, et que l'État pouvait accorder ou retenir à son gré ; si l'on consentait à l'éman-

(1) Massey, *History of England*, IV, 517. D'après une communication de lord Liverpool.

cipation des catholiques, les arguments mis en avant pour l'obtenir conduiraient bientôt, par une conséquence toute naturelle, à une réforme démocratique de toute la constitution. Cette dernière assertion était incontestable, en effet. Le vieux droit constitutionnel ne reconnaissait d'autre titre au droit électoral et à l'éligibilité que la concession par une loi spéciale, et n'admettait pas le droit personnel des citoyens à participer à la représentation du peuple. Si, d'un seul coup, on accordait l'éligibilité aux millions de catholiques qui en avaient été privés jusque-là, il était bien à présumer que d'autres millions de protestants anglais le réclameraient également, et c'était à bon droit que Loughborough considérait l'émancipation comme un premier pas vers un bouleversement général de la constitution. Trente ans plus tard, les événements ont justifié ses prévisions; mais ils ont prouvé, en même temps, qu'il luttait vainement contre un mouvement irrésistible, et que, tout en n'admettant pas les droits personnels des individus, il eût été sage d'accomplir à temps et dans une juste mesure une réforme inévitable, plutôt que de se la laisser imposer plus tard dans de bien plus vastes proportions.

Lorsqu'approcha, en janvier 1801, le moment de l'ouverture du premier Parlement de l'Union, la conscience du Roi eut un nouvel assaut à soutenir. Le primat de l'Église anglicane, l'archevêque Moore, de Canterbury, instruit en secret des mauvais desseins de Pitt, obtint de George une audience dans laquelle il fit appel à sa piété royale et le conjura avec une onction solennelle de détourner le danger qui menaçait l'Église protestante. Le Roi, auquel Pitt n'avait pas parlé d'une mesure alors ajournée par lui-même, crut découvrir dans ce silence du ministre un plan formé pour lui imposer par surprise un fait accompli. Il en conçut une vive colère, et le 28 janvier, apercevant le ministre Dundas à un grand lever, il l'apostropha violemment. « Quelles sont donc, lui dit-il, les choses que ce jeune lord (Castlereagh) a rapportées d'Irlande, et que vous voulez me jeter à la tête? Il n'y a pas de pire jacobinisme; je dois considérer comme mon ennemi personnel quiconque appuie de telles mesures. » Dundas se contenta de répondre : « Votre Majesté trouvera parmi les amis de la mesure des hommes qu'elle n'a jamais tenus pour ses ennemis. » Ce court dialogue avait été entendu par beaucoup de monde ; la nouvelle parcourut tout

Londres, et y causa, on le comprend, une surprise générale. Après une attaque publique venue de si haut, Pitt ne crut pas pouvoir hésiter. La mesure qu'il avait voulu différer par égard pour les sentiments du Roi était devenue pour lui une affaire d'honneur. « Il ne s'agit plus seulement de la question catholique, mais de l'accueil qu'on lui fait, dit-il à Canning; si je supportais cela, ma situation comme ministre serait tout à fait changée (1). » Lord Grenville et Dundas n'étaient pas moins résolus. L'émancipation, pensaient-ils, était nécessaire par elle-même; le gouvernement s'y était engagé; l'attitude du Roi rendait tout délai impossible. « J'aurais désiré de tout mon cœur que nous n'eussions pas été forcés d'aborder cette affaire en ce moment, écrivait Grenville à son frère trois jours plus tard; la situation actuelle de l'Angleterre, quoique moins dangereuse que ne le croit le public, présente cependant assez de difficultés pour nous imposer le devoir de ne pas abandonner nos postes; mais il n'y a plus moyen d'hésiter (2). » Pitt envoya donc au Roi, le 31 janvier, le projet d'un nouveau règlement de la dîme et de l'abolition du serment du test, en déclarant qu'il ne resterait à son poste qu'autant que ces propositions seraient acceptées. Le Roi, qui n'aimait pas précisément son orgueilleux ministre, mais qui tenait à lui par la force d'une longue habitude et d'une haute estime, fut profondément ému. Il ne céda pas sur ce qu'il considérait comme l'esprit du serment prêté à son couronnement, mais il proposa à son ministre un compromis, en vertu duquel tous deux s'engageraient à se taire à l'avenir sur cette question. Durant cette correspondance, le Parlement s'ouvrit le 2 février, par un discours du trône qui indiquait des mesures énergiques contre la neutralité du Nord. Le 3, Pitt, toujours d'accord avec Grenville et excité par lui, renouvela sa demande de congé, et, le 5, le Parlement et le pays furent surpris par l'annonce officielle de la fin de cette glorieuse administration de dix-sept années. Grenville, Dundas, Windham et Spencer suivirent le premier ministre dans sa retraite. Pitt fut remplacé par le président de la Chambre des communes, Addington, dont la médiocrité était reconnue, qui ne devait son élévation qu'à l'amitié personnelle de Pitt, et qui était agréable au Roi précisément à cause de sa docile

(1) *Diaries of G. Rose*, I, 395.
(2) *Courts and cabinets of Georg III*, vol. 3, 128.

insignifiance. Quant au lord-chancelier, il reçut du Roi lui-même la juste punition de ses menées : George déclara qu'il ne connaissait pas de plus mauvais coquin que Loughborough, et confia le grand sceau à lord Eldon.

Mais cela ne mit pas fin à la crise. Le vieux Roi était en proie aux sentiments les plus contraires : scrupules de conscience par rapport à son serment, joie d'être délivré des services impérieux de Pitt, soucis sur le sort de l'Angleterre après la perte de ce puissant chef. Sa tête malade ne put supporter de tels assauts, et avant que les nouveaux ministres eussent pris la direction des affaires, quelques jours seulement après le départ de Pitt, il fut atteint d'une fièvre violente, accompagnée de délire, qui finit par dégénérer en fureur. Pitt resta donc provisoirement en possession du pouvoir ministériel et même royal. Ses adversaires prétendirent alors, et cela a souvent été répété, qu'il avait, en présence de la France et de la Russie, désespéré du succès de sa politique de guerre, et qu'il avait pris, en conséquence, la question catholique pour prétexte d'une retraite honorable. Jamais assertion n'a été plus dénuée de fondement. Celle-ci repose sur la supposition absolument fausse que Pitt avait été le champion d'une politique de guerre, lui qui, au contraire, ne s'était résigné à la guerre qu'avec douleur, et avait imposé deux fois de très sérieuses négociations de paix à son belliqueux Roi. En 1801, pas plus qu'en 1797, il n'aurait cru rompre avec son passé ou avec ses principes en engageant la négociation d'une paix honorable. Toute la marche de cette affaire nous a montré d'ailleurs que Pitt ne songeait guère, dans le principe, à en faire une question de cabinet; nous avons vu qu'il en avait résolu l'ajournement, et qu'au milieu même des grands différends qui agitaient l'Europe, lui et ses amis furent désolés de se voir amenés à une rupture ouverte par la violence du Roi. Enfin, les dernières semaines de cette administration provisoire prouvèrent combien cet homme d'État énergique était libre d'inquiétudes en présence des ennemis extérieurs. Quelque ardemment qu'il eût toujours souhaité la paix, deux questions vitales pour le royaume britannique étaient alors en jeu : le danger que la domination française en Égypte créait pour les Indes, et les bornes que les prétentions de la neutralité du Nord imposaient à la puissance maritime de l'Angleterre; sur ces deux points, Pitt, pas plus

que ses successeurs, ne songeait à faiblir. Tout n'était pas roses alors dans la situation intérieure du pays ; deux récoltes mauvaises avaient considérablement élevé le prix du pain, et le moyen le plus naturel pour combattre cette cherté, l'abolition des droits sur les grains, semblait alors absolument impossible. Le budget de l'année précédente avait montré toutefois que les ressources du pays, loin d'être épuisées, s'étaient considérablement accrues par suite du développement incessant de l'industrie ; les recettes avaient été augmentées de 10 millions de livres par l'établissement d'un impôt sur le revenu, et de 18 par un emprunt à 4 3/4 pour 100 ; le tout réuni formait un accroissement de 700 millions de francs, le double environ du revenu total de la République française. La force parlementaire ne faisait pas plus défaut que les ressources pécuniaires : la majorité ministérielle était si considérable et si unie, que Fox avait depuis longtemps abandonné la lutte, et s'était retiré de la Chambre basse. La situation du ministère était donc plus solide que jamais, et l'on avait à tous égards les armes nécessaires pour soutenir à l'extérieur le plus rude combat. Dans le courant de l'hiver déjà, on avait résolu, les Turcs n'ayant pu y réussir, de reconquérir l'Égypte au moyen des forces anglaises. Au milieu même des incertitudes de la crise ministérielle, Pitt décida l'envoi d'une seconde et puissante expédition contre les États des côtes de la mer Baltique. Et tout cela s'accomplit grâce à une administration sage et réglée, alors que le chef de cette puissance, qui s'étendait sur le monde entier, était en proie au délire de la fièvre, en danger de mort durant deux jours, et, sans cesse occupé des maux du pays, en gémissait dans son esprit troublé, et maudissait le ministre qui lui était devenu infidèle. Lorsque la maladie cessa et que l'ordre se rétablit dans ses idées, le Roi dit au médecin : « Informez Pitt de ce qu'il a fait et dites-lui de quoi il est responsable. » Le ministre fut ébranlé par cette communication. Ce que la colère du Roi avait rendu impossible le 28 janvier lui fut arraché par cette plainte du vieillard malade ; il promit de ne plus aborder la question catholique tant que vivrait le Roi. Selon toutes les prévisions humaines, le délai ne pouvait être long, et ce n'était pas payer trop cher le rétablissement de la concorde entre le souverain et son premier conseiller. Toutefois, l'espoir que Pitt reprendrait aussitôt la direction des

affaires ne se réalisa pas. George, et Pitt lui-même, avaient assailli l'indécis Addington, quelques semaines auparavant, pour qu'il échangeât son siège de président contre le fauteuil ministériel; le priver maintenant de ces deux sièges n'était pas chose possible, à moins qu'il ne proposât lui-même la rentrée de Pitt. Mais, sondé confidentiellement à cet égard, il ne s'y montra nullement disposé, et, le 14 mars, Pitt et les siens quittèrent définitivement le ministère.

A cette époque déjà, les fruits qu'ils avaient semés commençaient à mûrir. Jusque-là, l'armée anglaise, conduite par Arthur Wellesley, avait bien remporté de brillants succès dans les Indes sur le Sultan de Mysore; mais elle n'avait pas recueilli le moindre laurier dans sa lutte contre la France. Elle n'avait pu se maintenir en Belgique en 1794; elle n'avait pu ni défendre ni reconquérir la Hollande en 1799; des forces récemment réunies à Minorque avaient inutilement paru devant Ferrol et Cadix, et n'étaient arrivées devant Gênes, en l'été de 1800, qu'au moment où les Français venaient de rentrer dans la ville. Maintenant enfin, dans la dernière période de cette longue lutte, s'offrit une nouvelle occasion de prouver son habileté. Le général Abercromby devait, par la Méditerranée, conduire quinze mille hommes sur la côte septentrionale de l'Égypte; le général Baird devait, des Indes, en amener sept mille autres sur la côte orientale, et l'action simultanée de ces deux armées devait être soutenue par des troupes turques. Le premier arrivé fut Abercromby; il commença le 8 mars son débarquement dans la rade d'Aboukir, sous le feu nourri de l'ennemi, enleva les batteries françaises établies sur la côte, et prit une forte position devant Alexandrie. Le général Menou, qui avait divisé ses faibles ressources un peu au hasard, pour couvrir le pays de tous côtés, l'attaqua le 20 mars avec une grande impétuosité, mais avec des forces insuffisantes; il fut complètement battu et rejeté dans Alexandrie. Cette victoire coûta la vie à Abercromby, mais elle décida du sort de la colonie française. Un corps anglais était dans le pays; un second était en route pour y arriver; les mahométans de toutes couleurs étaient en mouvement : dans cette situation, la défaite ou la capitulation n'était plus qu'une question de temps pour le général Menou.

A la même époque, la flotte anglaise commençait à agir contre

les neutres du Nord. Une imposante Armada de dix-huit vaisseaux de ligne et d'une foule de légers navires était réunie. L'opinion publique en avait sans hésitation attribué le commandement au héros d'Aboukir; mais le choix de l'Amirauté fut dicté par d'autres considérations. Après la triste conquête de Naples, Nelson avait reçu l'ordre de se rendre à Minorque; mais, ne voulant pas priver le royaume qu'il venait de délivrer de la protection du pavillon anglais, il avait pris sur lui de ne pas obéir. On s'était contenté alors de lui faire une légère réprimande; actuellement, on jugea le moment opportun pour faire sentir la bride à ce héros indompté. On donna le commandement en chef au vieux sir Hyde Parker, et Nelson n'eut que la seconde place sur la flotte de la Baltique. Cette satisfaction donnée à la discipline militaire fut loin d'être avantageuse à la cause en général; sir Hyde se montra partout circonspect et hésitant; il voulut d'abord attendre la fin d'une négociation diplomatique; puis il se demanda longtemps si le passage devait être effectué par le Belt ou par le Sund; enfin il perdit encore toute une journée dans le Sund, voulant savoir si le commandant danois ferait feu sur la flotte durant son passage. Nelson, pressé d'avancer, était hors de lui; il fulminait en silence, et à bon droit, car les hésitations de Parker laissèrent aux Danois le temps de mettre leur position devant Copenhague en un formidable état de défense. Entre le fort des Trois Couronnes, établi dans l'eau même, et les retranchements de l'île Amack étaient à l'ancre une suite de vieux vaisseaux de guerre transformés en batterie flottante; par derrière, sur le rivage, se trouvaient des hommes et des munitions en quantité suffisante pour combler tous les vides; la flotte était, comme réserve, dans un port contigu, prête à tomber, le cas échéant, sur l'ennemi affaibli par le combat. Le 30 mars, les Anglais parurent à l'extrémité méridionale du Sund. Une sommation faite au Danemark pour qu'il se retirât de l'alliance du Nord ayant été repoussée, Nelson obtint que l'amiral le laissât attaquer la position danoise avec douze vaisseaux de ligne. Après avoir étudié les bas-fonds de la passe durant deux nuits, Nelson s'avança le 2 avril au matin le long de la ligne ennemie. L'espace ne permettait ici ni surprises ni habiles évolutions; un vaisseau anglais se plaça en face et tout près de chaque vaisseau danois, et aussitôt s'engagea un feu opiniâtre et dévastateur. Pendant quelque temps, le combat parut défa-

vorable aux Anglais ; deux de leurs vaisseaux avaient échoué dans le sable avant d'atteindre leur place dans la ligne de bataille ; les Danois tiraient bien, et se battaient avec un intrépide sang-froid. « La journée est chaude, s'écria Nelson ; mais, pour rien au monde, je ne voudrais en ce moment ne pas être à cette place. » Le vieux Parker, qui observait de loin, avec inquiétude, la marche du combat, donna tout à coup le signal de l'interrompre ; et, comme ses officiers s'y opposaient, il répondit bénévolement : « Si Nelson croit pouvoir tenir, il ne tiendra pas compte de mon ordre ; sinon celui-ci l'affranchira de la responsabilité de la retraite. » Il avait bien jugé son compagnon. Lorsqu'on fit remarquer le signal à Nelson, il plaça la lunette devant son œil crevé, jura qu'il ne voyait rien, et ordonna d'attacher au grand mât son propre signal de combat. Pour l'après-midi, la plupart des vaisseaux danois étaient hors d'état de continuer la lutte, et une nouvelle sommation de Nelson amena une trêve de quinze jours, durant lesquels l'amiral anglais espérait détruire la flotte russe, maintenant isolée. Mais une nouvelle effusion de sang n'était plus nécessaire. On apprit tout à coup que l'auteur de la ligue du Nord n'était plus de ce monde : l'Empereur Paul avait été assassiné dans la nuit du 23 mars. Pour la seconde fois en deux ans, une catastrophe imprévue venait, de Saint-Pétersbourg, transformer complètement l'horizon politique de l'Europe.

Nous avons vu plus haut quel changement l'ivresse du pouvoir avait opéré dans la nature jadis si sage du monarque russe. Non seulement il se croyait bien supérieur à tous les autres hommes, qu'ils s'appelassent Thugut ou Bonaparte, qu'ils fussent de pauvres paysans ou des généraux célèbres ; mais son propre cœur même ne connaissait plus ni bornes ni mesure ; toute répulsion y devenait de la haine, tout désir de l'avidité ; tout sentiment y était poussé jusqu'à l'extravagance, et ses plans philanthropiques eux-mêmes l'entraînaient dans un tourbillon d'incessants caprices. Vivre auprès de la personne du souverain est généralement considéré comme une distinction et une source de faveurs ; ici, ce voisinage constituait un véritable danger, car des choses insignifiantes, qu'un regard mécontent du maître suffit ordinairement à punir, provoquaient chez Paul des explosions de colère, et avaient pour conséquence des coups, le knout ou l'exil. Les officiers de la garde ne

souffraient pas moins que ceux de la ligne du régime sévère auquel les soumettait un service rempli d'ostentation; de plus, ils subissaient l'ennui journalier de l'auguste surveillance du maître, qui, à chaque parade, poussait quelques malheureux hors des rangs et les condamnait aux arrêts ou au licenciement. Plus un emploi était élevé, moins celui qui l'exerçait était sûr de son existence. Le plus humble de tous les serviteurs, qui était aussi rampant devant l'Empereur qu'il était brutal envers ses subordonnés, le général Araktscheyew, l'ami de jeunesse de Paul et jusque-là son favori déclaré, fut ainsi exilé dans ses terres sans motif sérieux, et par l'effet d'un caprice momentané. Litta, le bailli de Malte, jusque-là si fêté, fut banni de Saint-Pétersbourg avec son frère, cardinal et nonce du Pape, parce que le second ne voulait pas renoncer absolument à toute influence sur l'Église latine en Russie. Bientôt après, au commencement de 1801, un adroit jésuite de Vienne, le père Gabriel Gruber, parvint à gagner les bonnes grâces de l'Empereur, d'abord comme habile dentiste, puis en faisant d'excellent chocolat (une spécialité de son Ordre, disait-il); il s'insinua ensuite de plus en plus dans la faveur impériale par les insultes dont il accablait les hérétiques anglais, et il sut ainsi, en l'espace de quelques semaines, arracher à l'obstiné monarque toute une suite de concessions importantes pour son Ordre et pour la Curie romaine. Par compensation, l'archevêque latin de Mohilew, que Paul, peu de temps auparavant, avait voulu créer patriarche de tous les catholiques romains en Russie, et rendre tout à fait indépendant du Pape, fut subitement banni de la capitale et soumis dans son pays à la rigoureuse surveillance de la police. Le ministre Rostopchin n'eut pas un meilleur sort. Après avoir amené, à sa grande satisfaction, la rupture avec l'Autriche tant désirée par Suworoff, il osa accuser auprès de Paul l'ancien chambellan, le comte Kutaissoff; mais il s'attaquait ici à un adversaire qui lui était supérieur en intrigue; il dut abandonner son emploi et quitter la capitale comme dangereux calomniateur, et la direction des affaires étrangères fut donnée au comte Pahlen, déjà ministre de la police et gouverneur de Saint-Pétersbourg. Il en était de même en toute occasion, grande ou petite; bien rares étaient les familles un peu considérables qui ne comptaient pas une victime des explosions de la colère impériale. La population de la

capitale était courbée sous ce joug non moins que la noblesse. Quiconque rencontrait l'Empereur dans la rue était tenu de s'agenouiller; s'il était en voiture, il devait en descendre pour se prosterner. Le frac et le chapeau rond étaient défendus comme entachés de jacobinisme, et Paul, dans ses sorties, recherchait d'un œil perçant les transgresseurs de ses ordres; or, comme les coupables étaient, sans autre procédure, punis du bâton et du fouet, tout le monde se dispersait dès que la voiture impériale était aperçue de loin. En revanche, Paul, malgré toutes ses exigences, était aimé des soldats ; ceux-ci voyaient que l'Empereur ne s'accordait aucun loisir à lui-même, et ils lui savaient gré d'obliger à un service rigoureux les officiers supérieurs, si gâtés sous Catherine. Son nom était chéri également par les paysans des provinces, que ses caprices n'atteignaient pas, et dont il travaillait avec ardeur à améliorer la situation et à réduire les corvées.

Quant à lui, dans sa présomption, il ne pressentait aucun danger. Que sa volonté fût partout et toujours toute-puissante dans l'Empire russe, lui semblait chose naturelle; mais, vis-à-vis de l'Europe également, son orgueil avait atteint les dernières limites. Il avait retiré sa main secourable à l'opiniâtre et processive Autriche, et aussitôt le châtiment de Dieu avait atteint les hommes qui avaient refusé obéissance aux ordres du grand Tzar. D'un autre côté, l'homme habile qui régnait alors à Paris s'était empressé de se montrer plus docile, et avait promis d'accéder dans une mesure convenable à tous les vœux de Paul. La Suède s'était associée avec ardeur à ce système politique, et le Danemark, bien qu'à regret, l'avait imitée. La Prusse s'était également engagée dans cette voie, bien qu'elle hésitât encore à joindre les actes aux paroles et à tenir sa promesse d'occuper le Hanovre. Paul était bien résolu à punir une plus longue résistance en l'attaquant avec cent mille hommes, et à conquérir la frontière de la Vistule si souvent demandée en Russie. Après avoir ainsi abaissé les deux grandes puissances allemandes, sûr de l'appui de la Bavière et du Wurtemberg, ses protégés, il comptait prononcer le mot décisif pour l'Empire allemand, et trouver en outre des vassaux fidèles dans la Turquie, la Sardaigne et Naples. Bonaparte, après avoir renoncé au Piémont et à l'Égypte, ces clients de la Russie, devait disposer à son gré du reste de l'Europe, et tout le continent serait soumis ainsi à

l'alliance russo-française. Quant à la résistance des Anglais détestés, dont malheureusement il n'était pas encore certain de triompher sur les mers, il songeait à la vaincre en attaquant leur puissance dans sa racine par une expédition dans les Indes. Il réunissait alors près d'Orenburg, sous le général Knorring, une petite armée destinée à marcher droit vers l'Indus par Khiwa et Hérat, qui devait, espérait-il, mettre fin dès l'été suivant à la domination anglaise à Mysore et au Bengale.

Quelque fantastiques et presque insensés que ces plans nous paraissent aujourd'hui, ils trouvaient alors en Russie plus de partisans que la première politique de Paul. Peu de ses sujets avaient compris qu'il voulût troubler le repos paisible de son empire pour le plus grand bien de l'impie Occident; beaucoup s'étaient même irrités de le voir sacrifier ses bons soldats pour soutenir les vues perverses de l'Autriche, et avaient salué avec joie le retour de Suworoff. Aujourd'hui, ils comprenaient le nouveau programme de l'Empereur; ils regardaient comme une tâche digne de la Russie de prendre une situation dirigeante en Europe, avec l'acquisition de la Prusse orientale comme profit immédiat. Paul ne se trompait donc pas lorsqu'il considérait comme impossible une révolution dans son empire; il était dans le vrai lorsque, par un pompeux manifeste, il exprimait à la nation sa reconnaissance pour la fidélité qu'elle lui avait témoignée jusque-là. Les magnats exilés tremblaient, tout en murmurant; les soldats et les masses populaires n'avaient pas de sentiment plus vif que le respect de Dieu et du Tzar (1).

Il est donc peu probable qu'une main se fût levée contre le violent autocrate, si Paul avait su, sur un point au moins, soumettre ses sentiments et ses passions aux lois de la raison et de la morale. Ce fut sa conduite envers sa propre famille qui creusa sa tombe. Nous avons vu plus haut comment il rompit les liens d'abord si intimes qui l'avaient attaché à sa femme, comment il fit naître entre elle et lui la froideur et la méfiance, comment il étendit jusque sur ses fils aînés, et surtout sur l'héritier du trône, l'aversion qu'elle lui inspirait. Sa passion pour la Lapuchin, mariée actuellement à

(1) Sur tout ceci, voir Bernhardi, *Histoire de la Russie*, II, 2, p. 367 et s., et *Journal historique*, III, p. 133 et s.

un prince Gagarin, durait toujours. Ses procédés envers sa femme et son fils devenaient de mois en mois plus durs et plus hostiles; le grand-duc était incessamment maltraité, et pouvait tout craindre. Cette situation inspira à un des rares hommes d'État véritables que possédât alors la Russie, au comte Nikita Panin, jadis ambassadeur à Berlin et maintenant vice-chancelier, un plan qui devait tout changer. Une révolution, nous l'avons dit, était chose impossible; une conjuration de palais pouvait seule écarter la personne du souverain. Mais pour qu'une telle catastrophe, même en cas de succès, n'entraînât pas la ruine de ses auteurs, il fallait qu'elle s'accomplît avec l'assentiment de l'héritier du trône, et jamais le délicat Alexandre ne s'y serait décidé tant que sa situation serait restée à peu près tolérable. L'éternelle Némésis intervint, et fit ici son œuvre au grand jour. Ce fut Paul lui-même qui, par ses menaces criminelles contre les siens, ouvrit à sa propre perte la seule porte par laquelle elle pût l'atteindre. Panin exposa au grand-duc tout ce que la situation avait d'odieux, et lui démontra avec insistance qu'il fallait absolument qu'il fût placé auprès de son père en qualité de co-régent. Alexandre rejeta d'abord bien loin cette idée; puis il consentit à avoir de nouveaux entretiens à ce sujet, et peu à peu il convint qu'un changement dans le gouvernement pouvait seul prévenir une ruine complète. Panin, sûr par là de son approbation, fit un pas nouveau et décisif : il exposa ses vues au comte Pahlen, ministre de la police. Celui-ci occupait alors la première place dans la confiance de Paul; mais il n'en savait que mieux combien, auprès d'un tel maître, une telle situation était précaire et dangereuse. C'était un homme résolu, habile, et entièrement dépourvu de scrupules; il acquiesça sans hésiter au plan du comte Nikita, et se mit immédiatement, avec activité et énergie, à la tête de la conspiration. Nous ne suivrons pas celle-ci dans ses détails; c'est toujours la répétition des mêmes faits : les conjurés sont pour la plupart, comme celui qui les a enrôlés, placés tout près de l'Empereur, et, par conséquent, exposés sans cesse aux explosions de sa colère. Ce sont ses adjudants et les officiers de sa garde, puis quelques personnes qu'il a particulièrement offensées, telles que le prince Suboff, le dernier amant de Catherine, et le général Bennigsen, un Hanovrien depuis vingt ans au service de la Russie, que l'Empereur venait d'en expulser sans motif, et que

Pahlen avait retenu secrètement à Saint-Pétersbourg. Vu le grand nombre des initiés, il importait d'agir promptement; mais le grand-duc, en proie au plus cruel combat, faisait attendre de jour en jour son autorisation. Le hasard voulut qu'un jeune neveu de l'Impératrice, le prince Eugène de Wurtemberg, arrivât alors à Saint-Pétersbourg, et que Paul se prît d'affection pour cet enfant de quatorze ans. Tandis qu'il le comblait des marques de sa faveur, il redoubla de dureté et de violence à l'égard de ses fils, se répandant en paroles insidieuses, disant que le moment de frapper un grand coup était venu, et que peut-être il lui faudrait faire tomber des têtes qui jadis lui avaient été chères. En même temps, Panin fut exilé à Moscou, et l'on apprit tout à coup qu'Araktscheyew était rappelé. Cet homme passait pour avoir la fidélité d'un chien à l'égard de son maître, et pour être d'une cruauté redoutable envers tout ce qui était suspect à Paul. Il fallait donc en finir, sous peine d'encourir une ruine certaine. Pahlen informa le grand-duc que Paul était résolu à enfermer l'Impératrice à Cholmogor, Alexandre à Schlusselbourg, Constantin à Pétersbourg, et à faire ensuite proclamer le prince Eugène héritier du trône. Ces assertions étaient-elles fondées, ou étaient-elles inventées en vue d'exercer une pression sur le grand-duc? Nul ne saurait le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles produisirent l'effet désiré. Alexandre consentit à ce que l'on forçât l'Empereur à abdiquer, en exigeant cependant la promesse solennelle qu'il ne lui serait fait aucun mal. Pahlen promit sans scrupule; puis, dans la soirée du 23 mars, il convia ses compagnons à un somptueux festin, après lequel, à la faveur d'une nuit profonde, Bennigsen et Suboff, guidés par le premier adjudant de l'Empereur, devant qui s'ouvraient toutes les portes quelle que fût l'heure, introduisirent dans le palais une troupe d'officiers à moitié ivres et les conduisirent droit à la chambre de Paul. L'Empereur, que le bruit avait fait sauter hors de son lit, s'était caché derrière un paravent d'où il fut tiré par Bennigsen. Après un échange d'invectives, il chercha à se dégager et appela du secours; le prince Jaschwill le saisit alors à bras le corps, tous deux roulèrent à terre dans la lutte, et le lieutenant Skelleret étrangla le malheureux monarque avec son écharpe. Alexandre, appelé en hâte, fut terrifié et hors de lui; mais, peu à peu, on lui fit comprendre qu'il n'y avait pas à revenir sur les faits accomplis; le

lendemain, il reçut les hommages de la cour, entouré des assassins de son père (1).

Cette terrible tragédie mit fin à l'alliance du Nord, et par là au rêve d'une domination franco-russe universelle. Le jeune prince qui était arrivé au pouvoir d'une manière si violente était peu disposé à inaugurer son règne par la continuation de l'extravagante politique de guerre de son père, et désirait sincèrement résoudre les questions en litige par de pacifiques négociations et non par les armes. On ne décida pas, pour le moment, vers quel but on tendrait ni à quel parti on finirait par se rattacher. La conduite des affaires fut laissée dans les premiers temps à Pahlen et à Suboff; le premier, qui était un esprit éminent, penchait pour les Français; le second, homme de routine vulgaire, était porté vers les Anglais. Grâce à la supériorité de Pahlen, un mépris injuste des intérêts et des vœux des Français n'était donc pas à craindre; si, par exemple, il leva l'embargo mis sur les vaisseaux de commerce anglais, afin d'éviter des hostilités ouvertes avec Nelson, il soutint aussi avec fermeté toutes les prétentions des pavillons neutres. Mais cela ne pouvait suffire à l'esprit impétueux de Bonaparte. Du temps de Paul déjà, la conduite de la Russie lui avait inspiré des sentiments bien divers. Le ton de supériorité protectrice des communications russes lui avait semblé tout à fait inconvenant, et il n'avait pas même honoré d'une réponse les demandes relatives à l'Égypte; mais, contre son habitude, il avait réprimé sa colère, vu que Paul soutenait avec une ardeur toujours croissante la lutte contre l'Angleterre, qui était pour lui la chose essentielle, et poursuivait énergiquement ses armements sur la mer Baltique, aussi bien que sur la mer Caspienne. La nouvelle de l'assassinat de Paul mit donc Bonaparte au désespoir : son œil pénétrant vit s'écrouler les projets gigantesques qu'il avait fondés sur le concours de la Russie. La demi-folie de Paul, en effet, avait seule pu jeter cette puissance sur les voies qu'elle suivait depuis quelques mois; quel que fût son successeur, la paix devait promptement se rétablir avec l'Angleterre, si ce successeur n'avait pas aussi l'esprit un peu troublé. Bonaparte n'eut pas un moment de doute

(1) *Journal historique*. Le récit qui s'y trouve repose sur les données du général Bennigsen.

à cet égard, et, sans attendre une manifestation quelconque du nouveau souverain, il considéra l'ancien système comme abandonné. La première conséquence de cette conviction fut qu'il foula aux pieds les promesses si libéralement prodiguées à l'Empereur défunt. Le désir le plus vif de Paul avait été la restauration de la maison de Sardaigne en Piémont : le Premier Consul consacra de fait, sinon officiellement encore, la réunion de ce pays à la France, en l'organisant en division militaire française et en le partageant en six départements pour l'administration civile. Pahlen, qui, malgré son penchant vers la France, tenait avant tout à l'honneur et à la dignité de la Russie, ordonna alors à l'ambassadeur Kolytscheff d'insister pour que les promesses fussent exécutées, et de demander de nouveau que l'Égypte fût rendue au Sultan; mais Talleyrand refusa de recevoir la note russe, assez vive à la vérité, sous le prétexte qu'elle était offensante dans la forme, et il répondit à une seconde, rédigée en termes plus modérés, que la première condition des promesses de la France avait été la participation active de la Russie à la guerre contre l'Angleterre, et qu'avant de songer à tenir ces promesses, il fallait que le Premier Consul sût si le gouvernement actuel entendait toujours déployer la même énergie. Il n'était donc pas étonnant que les tendances anglaises prissent le dessus à Saint-Pétersbourg, d'autant plus que le comte Panin était revenu aux affaires extérieures, et les soutenait avec toute l'autorité de sa longue expérience politique. Alexandre fit un grand pas de ce côté en déclarant qu'il renonçait à la Grande-Maîtrise de l'Ordre de Malte. Il accompagna bien cette déclaration de différentes demandes relatives à la constitution de l'Ordre, lesquelles donnèrent lieu à de longues discussions; mais toute prétention à la possession de l'île n'en était pas moins abandonnée par la Russie, ce qui écartait une lourde pierre d'achoppement de la route de l'Angleterre. Le ministère Addington entra avec empressement dans ces vues, et, après quelques pourparlers, un traité sur le droit maritime des neutres fut conclu entre les deux puissances. L'Angleterre consentait à restreindre l'idée de contrebande aux armes, munitions, et autre matériel de guerre, et l'idée de blocus au cas de fermeture réelle d'un port ou d'une côte par une escadre d'observation. De son côté, la Russie abandonnait ce principe que la liberté du pavillon assure la liberté de la marchandise, et elle per-

mettait aux vaisseaux de guerre de la marine royale d'Angleterre de visiter ses navires de commerce, fussent-ils même sous la conduite d'un vaisseau de guerre russe. Le traité fut signé le 17 juin à ces conditions, et la paix fut par là rétablie sur la mer Baltique.

Pendant ce temps, un autre changement, bien plus important encore, s'était produit. Des négociations de paix s'étaient également engagées entre la France et l'Angleterre.

Le nouveau ministère anglais n'avait pas fait précisément preuve de fierté ni de courage en faisant demander sous main à Paris, dès le début de son administration, si l'on y était disposé à conclure la paix (1). Paul alors vivait encore; les troupes prussiennes commençaient à occuper le Hanovre; les expéditions dirigées contre l'Égypte et le Danemark n'avaient pas encore tiré un coup de canon; dans ces circonstances, une demande de paix était déjà par elle-même une certaine humiliation pour l'Angleterre. Cependant, une réponse favorable étant arrivée de Paris par le retour du courrier, lord Hawkesbury, le nouveau ministre des affaires étrangères, envoya le 21 mars une note officielle au commissaire français Otto, qui, depuis des années, était chargé à Londres du soin des prisonniers de guerre français. Talleyrand répondit que le Premier Consul était, comme toujours, disposé à faire la paix, mais qu'il ne considérait pas une négociation officielle comme opportune tant qu'on ne se serait pas mis d'accord sur certains points de vue généraux. Otto fut donc investi du pouvoir nécessaire pour recevoir les propositions de l'Angleterre, mais il lui fut enjoint de garder et d'exiger un secret absolu sur la négociation. Hawkesbury ne fit à cela aucune objection, et l'on put, au commencement d'avril, aborder la discussion des diverses conditions.

Dans la situation où l'Europe se trouvait alors, et en présence des désirs de l'Angleterre, l'ouverture seule de négociations de paix impliquait l'abandon d'un principe d'une haute importance et d'un intérêt général, celui de restreindre l'écrasante prépondérance que la France révolutionnaire avait acquise sur le continent européen. Pour une grande puissance telle que l'Angleterre, c'était un sacrifice amer, et peut-être fatal. Elle pouvait encore, sans grand regret, se montrer disposée à abandonner la lutte de principes, soit

(1) *Adolphus history*, VII, p. 515.

contre la Révolution, soit en faveur de la restauration de Louis XVIII ; mais la démocratisation violente de la Hollande, de la Suisse, de l'Italie, la soumission absolue des princes allemands, du Pape, de Naples, de l'Espagne, aux volontés du Premier Consul, constituaient en Europe une situation qui, à la longue, pouvait devenir humiliante, sinon écrasante, pour la Grande-Bretagne elle-même. Pour le moment cependant, l'Angleterre croyait ne posséder aucun moyen de prévenir ce mal. Sans alliés, son armée n'était rien auprès des légions de Bonaparte, et l'espoir d'une nouvelle coalition contre la France ne se faisait jour d'aucun côté. Il fallait donc tolérer ce que l'on ne pouvait empêcher, et, quoique sans grande conviction, accepter pour le moment les protestations pacifiques si souvent réitérées par Bonaparte. Il semblait probable au moins qu'après le rétablissement de la paix générale, il se contenterait des résultats obtenus et accorderait indépendance et repos à ses voisins du continent.

A ce point de vue, l'Angleterre avait une double tâche à accomplir : elle devait s'inquiéter d'abord des rares amis qui lui restaient encore, la Turquie, Naples, le Portugal, et ensuite du sort des territoires victimes d'une si longue lutte. La France était encore en possession de l'Égypte, qui, si elle était restée entre ses mains, aurait égalé en valeur toutes les conquêtes anglaises. L'Angleterre, de son côté, avait acquis les îles de Malte et de Minorque dans la Méditerranée, elle avait pris aux Français Pondichéry et Chandernagor dans les Indes, et l'île de Ceylan ainsi que plusieurs autres plus petites stations aux Hollandais, qui, en outre, avaient perdu le cap de Bonne-Espérance; en Amérique enfin, les Antilles françaises, sauf la Guadeloupe, l'île espagnole de la Trinité, la Guyane hollandaise et Surinam, étaient aux mains de l'Angleterre. Au congrès de Lille déjà, en 1797, l'Angleterre s'était montrée prête à faire de considérables restitutions; elle était toujours dans les mêmes intentions; mais elle n'entendait pas toutefois rester les mains vides, et désirait, quoi qu'il arrivât, conserver Ceylan en Asie, la Martinique et la Trinité en Amérique, et, si l'Égypte restait française, Malte dans la Méditerranée et Pondichéry dans les Indes.

Suivant l'usage, des demandes beaucoup plus élevées furent produites au début de la négociation, d'autant plus que la mort de Paul et les succès remportés devant Copenhague et Alexandrie

avaient fortement diminué les perspectives de la France. La France de son côté tint une conduite analogue, et mit en avant des exigences qui dépassaient de beaucoup ses prétentions réelles. Bonaparte refusa de la manière la plus formelle d'évacuer l'Égypte, et déclara qu'il était de l'honneur de la France de faire rentrer ses alliés espagnols et bataves en possession de leurs colonies. Il espérait toujours envoyer des renforts en Égypte, et, depuis longtemps, il poussait l'Espagne à entreprendre une expédition contre le Portugal, afin de peser sur le gouvernement anglais par les embarras créés à cet allié, le plus ancien de tous ceux de l'Angleterre. Enfin, il commençait à parler très sérieusement d'une descente en Angleterre, et réunissait à Boulogne, sur les côtes de la Manche, une flottille considérable de petits vaisseaux de transport, grâce auxquels une armée de cent mille hommes devait aller porter un coup mortel au cœur même du pays. Les discussions diplomatiques n'étaient pas rompues pour cela, mais il devenait plus évident chaque jour que l'on n'arriverait à rien tant que la question de guerre ne serait pas tranchée relativement au Portugal et à l'Égypte. Par un accord tacite, Hawkesbury et Otto ne s'occupaient donc dans leurs entretiens que de questions de forme, ou de l'évaluation statistique des îles en litige : c'était encore une fois le canon qui devait prononcer le mot décisif.

Nous avons vu plus haut (1) que, dès le commencement de 1798, on avait songé à Paris à tourner contre le Portugal les forces, peu effrayantes d'ailleurs, de l'Espagne, et peut-être même, à cette occasion, à prendre pied dans la Péninsule au moyen d'un corps de secours français. L'Espagne alors n'accueillit pas ce projet, ce qui mit le Directoire en grande colère et ne contribua pas peu à la chute de Godoï. Les successeurs de celui-ci aux affaires extérieures, Saavedra d'abord, et plus tard don Luis Urquijo, se montrèrent également peu favorables à l'entreprise portugaise, et la France, durant les victoires de la seconde coalition, n'était pas en position d'exiger des sacrifices considérables du gouvernement espagnol. Cependant Godoï, bien que toujours éloigné des affaires, sut reconquérir son influence sur le ménage royal, et après la victoire de Marengo, lorsque Bonaparte, admiré et craint en Espagne comme

(1) Vol. V, p. 172.

dans le reste de l'Europe, chercha à renouer des intelligences à Madrid, le favori s'empressa d'entrer dans les vues de son violent voisin et d'assurer par là un puissant appui à son ambition personnelle. Bonaparte d'ailleurs sut trouver à Madrid aussi bien qu'à Saint-Pétersbourg les arguments les plus efficaces. De même qu'il avait gagné le cœur du Tzar par l'offre de Malte, il alla au-devant du vœu le plus cher de la Reine en renouant les pourparlers qui avaient accompagné le traité de Saint-Ildefonse (1) en 1796, et en laissant entrevoir de nouveau une riche dotation pour la maison ducale de Parme. Marie-Louise était de cette maison; sœur du prince actuellement régnant, elle avait marié une de ses filles au fils de ce dernier, et elle était toujours prête à imposer à l'Espagne tous les sacrifices qui pouvaient être profitables à sa famille. C'est ainsi que fut signé à Saint-Ildefonse, le 1er octobre 1800, un traité préalable qui donnait au duc de Parme soit les Légations, soit la Toscane, avec le titre de Roi, et imposait en revanche à l'Espagne la cession à la France de la Louisiane et de six vaisseaux de guerre. L'intérêt du pays était ainsi indignement sacrifié aux affections de famille de la Reine. Tout ce qu'Urquijo avait pu obtenir était que la guerre contre le Portugal ne serait pas expressément stipulée dans le traité, bien que la Reine eût déclaré y consentir (2).

Mais l'Espagne ne persista pas longtemps dans cette ligne de conduite. Tous les moyens étaient bons pour Godoï, qui désirait ardemment reconquérir son ancien pouvoir. Le magnifique et immoral Urquijo avait nui à son prédécesseur dans l'esprit même de la Reine; il fallait à tout prix l'éloigner. Le prince de la Paix se rapprocha donc de lui, lui témoigna une hypocrite amitié, et le poussa, comme représentant de l'honneur national de l'Espagne, à opposer une fière résistance aux prétentions de Bonaparte. Urquijo tomba dans le piège; en peu de semaines les choses allèrent si loin, que Bonaparte envoya son frère Lucien à Madrid, pour demander la révocation d'un ministre qui osait se montrer ouvertement aussi hostile à la République française. A la même époque encore, Godoï, reniant toutes ses anciennes tendances, fit la paix avec le parti ultramontain aux dépens de la liberté religieuse de l'Espagne, si bien qu'Urquijo, qui était un ardent adversaire de

(1) Vol. IV, p. 215.
(2) Baumgarten, *Histoire d'Espagne*, I, 102 et s.

Rome et le champion déclaré de l'indépendance nationale, passa du ministère à un sévère emprisonnement dans une forteresse, et qu'une créature passive du prince de la Paix, don Pedro Cevallos, devint ministre des affaires extérieures. Le dernier obstacle aux volontés du Premier Consul ainsi écarté glorieusement, la funeste politique de l'Espagne fit encore un pas fatal quelques semaines plus tard.

Le 29 janvier 1801, Cevallos et Lucien Bonaparte conclurent un nouveau traité, par lequel l'Espagne s'engageait à déclarer la guerre au Portugal, si celui-ci, avant quinze jours, ne faisait la paix avec la France, ne se séparait complètement de l'Angleterre, n'expulsait de ses ports tous les vaisseaux anglais, et ne laissait le quart de ses provinces aux mains de l'Espagne jusqu'à ce que l'Angleterre eût évacué les îles de Malte, de Minorque et de la Trinité. Si le Portugal repoussait ces demandes, la France devait adjoindre un corps de quinze mille hommes à l'armée espagnole dirigée contre ses frontières. Comme, en effet, des préparatifs militaires se faisaient alors à Madrid, et comme, autant que le permettait le déplorable état des finances, des troupes étaient rassemblées sur la frontière portugaise, Bonaparte consentit à fixer par un contrat le prix de cette bonne volonté. Ceci eut lieu à Madrid, le 21 mars 1801. Sur la nouvelle promesse d'occuper les provinces portugaises jusqu'à la paix générale, Bonaparte donna au jeune ménage de Parme, sous le titre de royaume d'Etrurie, la Toscane, qui lui avait été attribuée par l'Autriche à Lunéville; en revanche, l'Espagne confirma la cession de la Louisiane, et consentit à ce que le duché de Parme revînt à la France à la mort du vieux duc. Là-dessus, les préparatifs militaires des Espagnols redoublèrent d'activité; peu à peu leurs forces s'élevèrent à quarante mille hommes, auxquels devait se réunir le corps de secours français, sous la conduite de Leclerc, beau-frère de Bonaparte. Le prince de la Paix, qui avait pris en grande pompe le commandement de ces troupes, commença les opérations le 20 mai 1801. Les Portugais, bien inférieurs en nombre, reculèrent au delà du Tage après quelques escarmouches près d'Arronches et de Flor de Rosa; pour la fin du mois, toute la province d'Alemtejo était au pouvoir des Espagnols.

A la nouvelle de ces succès, Bonaparte envoya sur-le-champ à

Otto l'ordre de reprendre très sérieusement la négociation avec l'Angleterre. Il espérait faire une forte impression sur le ministère anglais s'il déclarait vouloir rester maître du Portugal jusqu'à l'entière restitution de toutes les conquêtes. Mais cette belle pensée de torturer un tiers pour que son cri de douleur touchât le cœur des Anglais devait promptement s'évanouir. Comme on redoutait avant tout à Lisbonne l'invasion des troupes françaises, on s'empressa d'envoyer le ministre Pinto traiter de la paix avec Godoï, et celui-ci, auquel l'approche de ses compagnons de guerre français n'inspirait pas moins de crainte qu'à Pinto, appela aussitôt ses souverains et Lucien Bonaparte à Badajoz, pour y recevoir triomphalement la soumission du Portugal. Pinto signa ce qu'on lui présenta, l'interdiction des ports portugais aux navires anglais, la cession d'Olivenza à l'Espagne, le payement à la France d'une forte contribution de guerre, et obtint, en échange de tous ces sacrifices, l'évacuation immédiate du territoire portugais par les troupes espagnoles. Le roi Charles, heureux au fond du cœur de ne plus se poser en ennemi vis-à-vis de son gendre, ratifia immédiatement le traité, et Lucien lui-même ne vit aucune raison pour y refuser sa signature.

Le Premier Consul entra en fureur lorsque, le 15 juin, ces événements arrivèrent à sa connaissance. Jamais, déclara-t-il, son gouvernement n'avait été ainsi frappé par la fatalité. Il refusa de ratifier le traité, se disposa à envoyer dix mille hommes de plus au delà des Pyrénées, et réclama un corps espagnol de même force, afin d'occuper Oporto en dépit du traité. Otto, auquel Hawkesbury, dans l'intervalle, avait renouvelé ses premières demandes, reçut l'ordre d'informer le ministre anglais de ces mesures menaçantes, et de lui faire savoir que, de même que la France n'évacuerait l'Égypte que si Malte et Minorque étaient abandonnées par l'Angleterre, de même aussi le Portugal ne recouvrerait ses provinces que si l'Angleterre rendait les colonies conquises par elle en Amérique. Mais le moment était mal choisi pour faire tout ce tapage. On avait reçu récemment à Londres de bonnes nouvelles d'Égypte. Le capitan-pacha avait débarqué six mille Albanais à Aboukir, le grand visir avait traversé l'isthme de Suez avec trente mille hommes, le général Hutschinson avait rompu une digue et inondé tout le pays autour d'Alexandrie; depuis lors, grâce à ses

chaloupes canonnières, il tenait le général Menou et huit mille hommes bloqués dans la ville, et pouvait disposer de presque toutes ses troupes de terre pour poursuivre l'occupation de l'intérieur. Pour ce qui concernait le Portugal, on avait tout lieu de penser à Londres que, malgré la colère de Bonaparte, le gouvernement espagnol tiendrait bon cette fois et ne reprendrait pas les armes. La déclaration d'Otto ne produisit donc pas le moindre effet. Lord Hawkesbury au contraire, quelque pacifiques que pussent être les dispositions du ministère, répondit le 25 juin, avec une grande raideur, que la restitution de l'Égypte au Sultan ne suffisait pas pour que l'Angleterre rendît Malte, qu'il fallait encore que toute l'Italie recouvrât son ancienne indépendance; que l'Angleterre ne pouvait pas non plus sacrifier ses vastes conquêtes d'Amérique pour une petite province portugaise, et que tout ce qu'elle pourrait faire serait de rendre l'île de la Trinité aux Espagnols si ceux-ci rendaient Olivenza aux Portugais. Ces déclarations pouvaient conduire droit à une rupture; la seule mention de l'Italie pouvait suffire à modifier toute la négociation; mais les mêmes faits qui ranimaient le courage des Anglais abattaient, et, par conséquent, calmaient Bonaparte. Celui-ci se tut donc pour le moment sur la note de l'Angleterre, et attendit que ses ordres eussent, comme il l'espérait, ramené l'Espagne sur le droit chemin. Mais ici un nouveau mécompte lui était encore réservé. Quelque craintif et soumis aux désirs du Premier Consul que fût d'ailleurs Godoï, il était clair comme le jour, cette fois, que Bonaparte était dans l'impossibilité absolue d'engager une guerre avec l'Espagne au milieu de sa grande négociation de paix avec la cour anglaise. L'offenser pouvait avoir de graves conséquences pour l'avenir de l'Espagne; mais Godoï n'avait pas l'habitude de s'inquiéter de l'avenir. Se sentant bien à l'abri pour le moment, il se donna sans scrupule la satisfaction de faire une fois au moins acte de volonté indépendante vis-à-vis de son despotique protecteur; au lieu de déchirer le traité de Badajoz, comme l'avait demandé Bonaparte, il le déclara inviolable, s'opposa très fermement à l'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne, et demanda, au contraire, le départ immédiat des régiments qui se trouvaient sur le territoire espagnol et sur le territoire toscan. On peut se figurer ce qui se passa dans l'âme de Bonaparte à cette nouvelle. « Il semble, dit-il à l'ambassadeur d'Espagne,

que Leurs Majestés Catholiques sont fatiguées d'être sur leur trône, et qu'elles aspirent à partager le sort des autres Bourbons. » Cependant, vu les circonstances, le prudent Talleyrand parvint sans trop de peine à prévenir tout acte de violence. La chose principale, lui écrivit-il, était toujours la négociation anglaise. L'Espagne s'était engagée à occuper les provinces portugaises, afin de forcer l'Angleterre à rendre les colonies espagnoles. Du moment qu'elle ne tenait pas sa promesse, elle dégageait la France du devoir de s'inquiéter des colonies espagnoles. La France pouvait maintenant, sans aucun scrupule, consentir à la cession de la Trinité, réclamée par l'Angleterre, et faire disparaître par là un des principaux obstacles qui s'opposaient à la conclusion de la paix tant désirée (1). Le Premier Consul se rendit à ces arguments. Lucien reçut à Madrid l'ordre de déclarer à la cour d'Espagne que les troupes françaises resteraient dans ce pays tant que la paix ne serait pas conclue entre la France et le Portugal, et qu'au moindre symptôme d'hostilité contre ces forces la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné; quant au traité de Badajoz, il n'en fut plus question. Les nouvelles d'Égypte étaient, d'ailleurs, de plus en plus mauvaises. Les Anglais et les Turcs occupaient peu à peu tout le Delta; au commencement de juin, ils se tournèrent vers le Caire, où le général Belliard commandait onze mille hommes environ, reste des troupes françaises; une tentative de sortie fut repoussée par le grand-vizir, et la ville fut cernée sur les deux rives du Nil. La situation étant désespérée, Belliard capitula le 23 juin, après avoir obtenu pour ses troupes la liberté de rentrer en France. Bientôt le général Baird débarqua près de Kosseir avec sept mille cipayes, et occupa la basse Égypte sans rencontrer de résistance. A l'exception d'Alexandrie, tout ce magnifique pays était perdu pour les Français.

Si le Premier Consul voulait sérieusement la paix, ces événements devaient décider de la rédaction du traité avec l'Angleterre. Et il la voulait, en effet, malgré les sacrifices, peu considérables à la vérité, que lui imposait son double échec en Portugal et en Égypte. Il savait avec quelle ardeur le peuple français désirait le terme de cette lutte gigantesque, qui, durant dix années, avait donné au pays une gloire impérissable, mais l'avait aussi couvert

(1) Talleyrand à Bonaparte, 9 juillet.

de sanglantes blessures. Le premier mot du 18 brumaire avait été la promesse d'une paix honorable : Bonaparte devait tenir cette promesse, s'il voulait s'assurer l'assentiment et le concours de la nation pour les projets nouveaux que nourrissait son ambition. Et n'eût-il pas songé à transformer son siège consulaire en un trône impérial, que l'ordre et la sécurité de son gouvernement auraient réclamé un long temps d'arrêt dans les sacrifices imposés par la guerre. Nous avons vu plus haut (1) que les conseillers d'État, après leurs voyages en province dans l'été de 1801, avaient tous signalé dans leurs rapports la décadence de l'industrie, la ruine du commerce, la misère des communes, l'absence de sécurité des routes, et, à côté de cela, l'incurie des fonctionnaires, l'indiscipline des généraux, le désordre et l'insuffisance des finances : autant de plaies mortelles léguées par la Révolution démocratique à son héritier victorieux, à la guérison desquelles celui-ci avait travaillé depuis dix-huit mois avec des efforts et un soin infinis, mais qui, par la nature des hommes et des choses, ne pouvaient se cicatriser qu'à la condition que toutes les ressources de l'État fussent pendant quelque temps absolument et incessamment appliquées à la poursuite de ce but important. Pour le moment donc, Bonaparte désirait la paix, et la paix générale, afin de donner à son front cette nouvelle auréole, et aussi afin d'augmenter par un repos momentané les forces de la France, en vue de nouveaux et immenses succès.

Pendant ce temps, des idées analogues l'emportaient aussi en Angleterre. Le besoin matériel de la paix ne se faisait pas, sans doute, sentir dans ce pays aussi fortement qu'en France; une récolte abondante venait de faire disparaître la pénible cherté des deux dernières années, et la situation générale était partout prospère. Mais on était las de cette longue guerre; on ne voyait aucune utilité réelle à la continuer; malgré les victoires passées, rien ne répondait de la prolongation des succès. Seul, un petit groupe d'hommes d'État perspicaces, à la tête desquels se trouvaient les deux anciens ministres, Grenville et Windham, repoussait tout arrangement qui laisserait subsister sur le continent la force gigantesque de Bonaparte. Une telle paix, disaient-ils, ne permettrait pas à un gouvernement prévoyant de mettre une seule

(1) A la fin du septième livre.

frégate hors de service, ni un seul bataillon sur le pied de paix. On devrait continuer à supporter toutes les charges de la guerre sans en avoir les avantages, et sans jouir des bienfaits de la paix. Ce fut William Pitt qui décida le ministère Addington, en se rangeant sans réserve, comme en 1797, du côté des amis de la paix; puis, dans la dernière partie de la négociation, il s'associa personnellement à Hawkesbury, comme aide d'abord, et bientôt comme guide (1). En aucun temps, nous le savons, il n'avait été partisan d'une guerre à outrance; l'attaque de la Convention l'avait rempli de douleur, et jamais il n'avait fait mystère de son désir de voir la lutte se terminer honorablement; de plus, il était actuellement tourmenté par la pensée que les finances de l'État, malgré l'abondance des ressources nationales, avaient impérieusement besoin de se remonter, et, si une paix brillante telle que la désirait Grenville était impossible à obtenir, Pitt était d'avis que, dans la situation actuelle, on devait se contenter de conditions seulement acceptables.

D'après ces idées, lord Hawkesbury avait fait savoir le 20 juillet au gouvernement français que, vu la prochaine expulsion des Français de l'Égypte, l'Angleterre n'insistait pas davantage pour avoir l'île de Malte, et était disposée à la rendre à l'ordre de Saint-Jean; mais elle demandait, en revanche, que les troupes françaises quittassent le royaume de Naples, et réclamait pour elle-même Ceylan dans les Indes et le cap de Bonne-Espérance en Afrique; en Amérique enfin, le choix était laissé à la France entre la cession de la Martinique et de la Trinité, ou celle de la Guyane hollandaise. Bonaparte envoya sa réponse dès le 23 juillet, en la faisant précéder d'un fier préambule. Il menaçait d'occuper le Hanovre si les hostilités continuaient; il faisait observer que l'Égypte n'était nullement aux mains des Anglais, attendu que l'Égypte, c'était Alexandrie, et que cette ville pouvait tenir une année encore; il ajoutait que l'Angleterre chercherait vainement à provoquer une nouvelle coalition, et que, si elle y réussissait contre toute attente, elle ne ferait par là que renouveler l'histoire de la grandeur de l'ancienne Rome. Il présenta ensuite son contre-projet : restitution de l'Égypte à la Porte et de Malte à l'ordre de Saint-Jean; abandon de Naples par les troupes françaises; intégrité du Portugal; renoncement par

(1) Les communications, malheureusement très rares, de Rose et de Malmesbury, ne laissent aucun doute à cet égard.

l'Angleterre, qui obtenait Ceylan, à toute acquisition en Amérique. Otto reçut l'ordre de déclarer que son gouvernement était peu disposé à faire de plus amples concessions, et que la restitution de Malte et de la Martinique était surtout indispensable; c'était reconnaître tacitement la possibilité de sacrifier la Trinité; l'instruction, d'ailleurs, disait finalement que, s'il ne pouvait faire autrement, Otto devait consentir à la cession des îles espagnoles.

Si Grenville avait eu connaissance de cette dépêche, elle lui aurait fourni d'amples raisons pour repousser toute paix avec Bonaparte. Le peu de cas, en effet, que celui-ci faisait de ses promesses de Lunéville, ne pouvait donner l'envie de conclure un traité avec lui. De même qu'il continuait à occuper militairement la Hollande, la Suisse et la haute Italie, bien que l'indépendance de ces pays eût été garantie à Lunéville, il menaçait maintenant, malgré la paix conclue à Lunéville avec l'Allemagne, d'occuper un électorat allemand si l'Angleterre n'acceptait pas ses conditions. Quelle confiance pouvaient inspirer les paroles de paix d'un tel négociateur, pour lequel chaque contrat n'était qu'un échelon de plus pour arriver à de nouvelles violences? Lord Hawkesbury, toutefois, s'inquiéta moins de la forme que du fond des articles proposés; il y trouva sécurité pour la Turquie, Naples et le Portugal, les trois protégés de l'Angleterre, la cession de Ceylan, la perspective d'autres concessions encore, et, quand même celles-ci se seraient bornées à la Trinité, comme cela était à prévoir, il était inadmissible que la seule île de la Martinique privât le monde entier du bienfait de la paix. Cette opinion acquit plus de force encore lorsque Nelson, dans le courant du mois d'août, fit de vaines tentatives contre la flottille à l'ancre devant Boulogne, et comme, bientôt après, Otto proposa la cession de la Trinité, pour la fin du mois la paix parut assurée. En vue de mettre le faible ordre de Saint-Jean à l'abri de futures attaques, l'Angleterre proposa la garantie d'une grande puissance neutre, ce à quoi le Premier Consul ne fit aucune objection; mais il fut décidé, afin de hâter le terme de la guerre, que la désignation de cette puissance, ainsi que le règlement de plusieurs détails secondaires, serait réservée pour un prochain traité définitif, et que l'on se bornerait, pour le moment, à traiter sur les articles préliminaires. Les Français évitèrent avec soin de toucher aux exigences relatives au droit maritime, jadis si fière-

ment produites, et les Anglais ne touchèrent pas davantage à la suprématie si oppressive exercée par les Français sur le continent; on savait des deux parts que la seule mention de ces questions suffirait jusqu'à la dernière heure pour faire déchirer le contrat, et l'on s'appliquait, non à faire disparaître les causes de discorde, mais à les passer sous silence, ce qui était assurément d'un mauvais augure pour la durée de la concorde.

La paix fut donc conclue à Londres, le 1er octobre 1801, à la grande joie des deux pays et à la vive satisfaction de l'Europe entière. La nouvelle de la capitulation d'Alexandrie, qui avait eu lieu le 30 août, arriva le lendemain. « Il est heureux qu'elle ne soit pas arrivée plus tôt, dit Hawkesbury, car nous aurions été obligés d'élever nos prétentions. » Bonaparte, toujours impatient d'obtenir de prompts et entiers résultats, s'empressa désormais de marquer chaque journée par une paix nouvelle. Un arrangement avec la Turquie, qui ne souleva plus la moindre difficulté après la délivrance de l'Égypte, remit les vieux traités d'amitié et de commerce en vigueur entre les deux puissances. On fit la paix avec le Portugal, dont on renonça à occuper les provinces, mais en élevant de 15 à 25 millions la somme promise à Badajoz. Un traité conclu avec la Bavière rétablit les anciens rapports d'amitié avec cet État, et assura à l'Électeur une riche indemnité pour les pertes qu'il avait faites sur la rive gauche du Rhin. Enfin, un traité avec la Russie mit également fin, pour la forme, à un état de guerre qui, de fait, avait cessé depuis longtemps. Quelques-unes des anciennes difficultés avaient déjà été écartées par les événements; Alexandre avait renoncé à Malte, et le Premier Consul à l'occupation de Naples. En Italie, on laissa de côté provisoirement la question de la restauration du roi de Sardaigne, que l'Empereur désirait vivement, mais que Bonaparte était résolu à refuser; pour ce qui concernait les questions de droit maritime enfin, on tint la même conduite qu'à Londres : sans se taire absolument cette fois sur le point en litige, on se borna à des mots vides de sens; on s'entendrait, dit le traité, de la manière la plus compatible avec l'état actuel des choses. Enfin, comme la paix de Teschen avait été favorable aux intérêts des deux États, ceux-ci, déclara-t-on, devraient de nouveau agir de concert pour établir en Allemagne une division de territoire qui respectât l'équilibre européen; la France, en particulier, promettait

de faire tout ce qui dépendrait d'elle pour assurer aux maisons princières de Bavière, de Wurtemberg et de Baden (1) des dédommagements aussi avantageux que possible. Par cette clause, favorable aux amis de la Russie, le Premier Consul s'assurait d'avance l'appui de cette puissance pour ses vastes desseins relativement à la future constitution de l'Allemagne. Ce qu'il voulait faire et obtenir sur ce point était depuis longtemps arrêté dans son esprit actif et ambitieux. Il avait jadis vanté au Directoire la vieille constitution de l'Empire, qui n'était, en réalité, qu'une absence de constitution, disant qu'il faudrait l'inventer, dans l'intérêt de la France, si elle n'existait pas; mais, actuellement, il espérait obtenir sous des formes nouvelles l'effet qu'il en attendait, c'est-à-dire l'impuissance nationale de l'Allemagne. De même que les dernières commissions du Conseil des Cinq-Cents lui avaient facilité les organisations intérieures, de même aussi Talleyrand et Sieyès lui avaient aplani les voies dans les questions allemandes (2), et Bonaparte reconnut aussitôt quel accroissement de puissance lui promettaient leurs plans. La Diète de Ratisbonne pouvait encore conserver pendant quelque temps son fantôme d'existence; l'Allemagne, de fait, ne serait plus qu'un assemblage géographique d'États indépendants. L'Autriche et la Prusse, les deux plus grands d'entre ces États, devaient, l'une au sud, l'autre au nord, être repoussées le plus possible vers l'est par la nouvelle répartition, et l'Autriche, que Bonaparte considérait comme la plus forte des deux, devait être moins richement partagée que la Prusse, afin qu'un complet équilibre de forces éternisât leur rivalité; par là, aussi bien que par leur éloignement topographique, il détruisait leur influence sur les autres États allemands. Il fallait ensuite former, à l'ouest de l'Empire, un groupe de territoires de toutes grandeurs, dont les plus petits seraient cependant assez vastes pour avoir une existence propre, et les plus grands assez faibles pour ne pouvoir se passer de la protection de la France contre la Prusse et l'Autriche, si jamais une tentative était faite pour ressusciter l'Empire. De la sorte, l'Allemagne, aussi bien que l'Italie, serait, sans incorporation formelle, soumise pour toujours à la volonté souveraine du nouveau Charlemagne.

(1) Paul, nous le savons, avait épousé une princesse wurtembergeoise, et Alexandre une princesse de Baden.
(2) Volume V, p. 396.

Tout cela, bien entendu, ne pouvait se réaliser en quelques semaines, et l'exécution des détails devait s'écarter souvent du plan primitif; mais le point principal, la disparition du Saint-Empire romain et de la nation allemande, était un fait irrévocablement accompli par la signature du traité russe. L'Angleterre renonçait, pour le moment, à toute intervention dans la politique continentale; l'Autriche n'était pas assez forte pour résister avec succès; la Prusse et la Russie s'associaient aux intentions de Bonaparte. Le sort de l'Allemagne était donc décidé; les forces révolutionnaires avaient triomphé des derniers vestiges du moyen âge qui restassent encore en Europe.

Aussitôt après le coup d'État, Boulay de la Meurthe, nous nous en souvenons, avait promis au peuple français, comme fruit béni du 18 brumaire, la protection des lois à l'intérieur et la paix à l'extérieur. Aussitôt après la promulgation de la constitution consulaire, Bonaparte, dans sa première proclamation, avait déclaré que la Révolution, revenue aux principes qui lui avaient donné naissance, était par là terminée. Dans quelle mesure ces fières promesses s'étaient-elles réalisées?

L'ordre intérieur, s'il n'était pas complètement rétabli, était pourtant assuré pour un avenir assez prochain, par les dispositions de la constitution consulaire. L'égalité démocratique, une des premières conditions de la Révolution, était devenue la loi fondamentale de la société française; la propriété, telle qu'elle existait alors, était garantie; l'accès aux plus hautes situations était ouvert au talent; tout privilège de naissance était aboli; nulle prérogative féodale ne créait plus d'exception au droit commun, nulle corporation ne bravait plus l'autorité de l'État et ne portait plus préjudice au bien public; nul privilège ou monopole ne s'opposait plus au mouvement du travail et du commerce; l'unité de la nation, le nivellement de la société étaient accomplis. Sur tous ces points, Bonaparte était, en effet, l'héritier et le continuateur de la Révolution.

Un seul mot, bien harmonieux pourtant pour l'oreille humaine, avait disparu du programme primitif de 1789, c'était le mot de liberté. On serait injuste envers le Premier Consul si l'on n'imputait qu'à lui seul cette disparition; il s'était seulement mal exprimé lorsqu'il avait dit que sa constitution avait ramené la France aux premiers jours de la Révolution, à ces jours de douce illusion où

l'on croyait encore que la liberté et l'égalité pouvaient marcher de pair. Ce n'était pas Bonaparte qui avait le premier dissipé cette erreur, mais bien le développement démocratique de la Révolution elle-même. A dater du mois d'octobre 1789, la poursuite de l'égalité matérielle avait conduit la nation, non à la liberté, mais à la tyrannie anarchique. Bonaparte était alors survenu, et il était devenu le sauveur de la France en substituant l'ordre et la dictature militaire à la Terreur démagogique. Il assura à l'égalité la protection de la loi, en ce sens que désormais tout sujet fut à l'abri des actes illégaux de son voisin; mais il ne donna pas à l'État une liberté plus grande qu'en 1793 et en 1797; le droit personnel de chacun n'était pas garanti contre le pouvoir de l'État, et le citoyen n'avait aucune part régulière à l'administration des affaires publiques. Le Premier Consul était l'unique, et, par conséquent, le tout-puissant représentant de la nation ; après la conclusion de la paix, il travailla sans cesse à étouffer ce qui subsistait encore de discussions parlementaires, à affirmer d'abord son omnipotence pour le temps de sa vie, et bientôt à créer un Empire héréditaire. La nation alors en fut satisfaite ; les douleurs de la Terreur et la jouissance de l'égalité ne lui avaient pas seulement enlevé la liberté, elles lui avaient fait perdre aussi le sentiment de cette liberté. Elle était reconnaissante de ce que son maître l'affranchissait de tout travail politique. Tel était, pour l'état intérieur de la France, le résultat de la période révolutionnaire.

Un examen attentif des relations extérieures conduit à une conclusion semblable. De même que la protection légale était énergique, mais incomplète sur le point principal, la paix était éblouissante, mais bien peu assurée. La cause en était toujours la même : c'était toujours le mépris que Bonaparte témoignait à l'intérieur comme à l'extérieur, avec aussi peu de scrupules que ses prédécesseurs du Comité de Salut public et du Directoire, pour toute liberté et pour tout droit. Grâce à son immense talent, il avait en peu d'années élevé sa puissance à une hauteur si vertigineuse qu'il lui aurait fallu une modération inouïe et un empire sur soi-même presque surhumain pour se poser de son plein gré les bornes qui eussent pu, avec le temps, faire accepter sa prépondérance par le reste du monde. Une telle pensée ne pouvait se faire jour dans son âme insatiable. Ici encore, il était bien l'héritier-né des sou-

venirs démocratiques; les décrets de novembre et de décembre 1792, par lesquels Brissot et Cambon avaient invité tous les peuples à renverser leurs gouvernements, et déclaré en même temps que la possession en revenait de droit à la République française, étaient exactement le programme de la politique de Bonaparte : aux prétendus libérateurs du monde succédait le conquérant universel. Bonaparte ne se distinguait de ces démagogues qu'en ce qu'il concevait et exécutait ses plans avec infiniment plus de talent, et sur une échelle infiniment plus grande Il croyait n'avoir rien fait tant qu'il lui restait quelque chose à faire; autant il calculait ses moyens avec sang-froid et astuce, autant son imagination était ardente pour étendre à la terre entière ses projets ambitieux. Peut-être l'Europe serait-elle restée pendant quelque temps spectatrice silencieuse de ses succès, et aurait-elle accepté qu'il plaçât l'Italie et l'Espagne sous sa dépendance, s'il avait su revêtir sa domination de formes douces et s'était contenté d'une influence dirigeante, au lieu de vouloir exercer une suprématie brutale. Mais il s'était appliqué, au contraire, à montrer au monde, aussi pompeusement que possible, que toute indépendance était enlevée aux États ses vassaux, et il n'avait pas permis à l'inquiétude des autres nations de s'endormir un seul instant. Ce qui surtout lui fut fatal, et à la France avec lui, ce fut d'avoir voulu, à Lunéville, décider aussi de l'avenir de l'Allemagne. Il donna par là à sa tâche une étendue sans bornes, qui lui fit perdre de vue les intérêts de la France, et, en même temps qu'il sacrifiait les forces de ce pays à ses rêves ardents de domination napoléonienne, il s'attira l'irréconciliable inimitié des autres peuples de l'Europe. M. Thiers, son dernier panégyriste, a vanté ses projets pour la transformation de l'Allemagne comme profonds et salutaires; il y a vu un chef-d'œuvre d'habileté politique, parce que Bonaparte, avec la justesse de son coup d'œil, a fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher l'unité de l'Allemagne, le plus grand des dangers pour l'équilibre européen. Indépendamment de l'impression presque comique que l'on éprouve en entendant célébrer le premier Napoléon comme sauveur de l'équilibre européen, il est un fait historique des plus certains, c'est que Napoléon, au lieu d'étouffer par ses mesures le penchant vers l'unité inné chez le peuple allemand, l'a fait sortir, au contraire, d'un sommeil de plusieurs siècles par des mauvais traite-

ments toujours croissants. Malgré sa haute intelligence et son regard perçant, il a suscité lui-même le plus considérable de ses futurs antagonistes, et il a laissé par là une preuve éloquente des bornes posées à ses talents. Il savait mieux que personne tirer parti des forces matérielles et exploiter les passions égoïstes; mais, à côté de ses talents comme général et comme homme d'État, il n'avait nulle idée des pensées morales qui agitent le cœur de l'homme. Nous l'avons vu naguère qualifier le sentiment religieux de faiblesse dont un souverain habile pouvait tirer parti pour s'emparer des hommes et les diriger, sans se figurer que cette faiblesse pourrait un jour lui opposer une force invincible. Il n'avait que du mépris pour les idéologues qui pensaient que le droit et la liberté, loin de nuire au pouvoir souverain, ne pouvaient que le consolider; la suppression de toute liberté était, à ses yeux, le seul remède au danger des agitations politiques. Il manquait également de terme de comparaison pour apprécier les sources et l'énergie de l'enthousiasme national. Il savait bien que la manifestation de cet enthousiasme pourrait devenir gênante pour son autorité; mais ici encore il était convaincu que la force matérielle habilement employée serait un contre-poison suffisant et efficace. Il était impossible de méconnaître les réalités de l'existence plus qu'il ne le faisait en méprisant ainsi les forces idéales. Ne les connaissant pas par lui-même, il les méconnaissait chez les autres hommes, et il entassait ainsi de sa propre main les matériaux qui devaient renverser un jour le fier édifice de sa puissance.

A l'automne de 1801, lorsque le canon des Invalides annonçait la conclusion des grands traités de paix à Paris en fête, lorsque tous les peuples de l'Europe saluaient avec joie le terme d'une longue effusion de sang, lorsque la France entière acclamait le jeune héros avec un reconnaissant enthousiasme, nul, à la vérité, n'osait pressentir la chute d'une telle grandeur. Malheureusement, ces jours heureux ne devaient avoir qu'une courte durée. Pour Bonaparte, il n'était pas de repos, pas de limites. Il venait de clore pour la France l'ère de la Révolution; déjà il songeait à la rouvrir pour l'Europe.

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SIXIÈME VOLUME

LIVRE SEPTIÈME

GUERRE DE LA SECONDE COALITION

CHAPITRE PREMIER. — Stockach et Magnano.

CHAPITRE II. — Cassano et Zurich.

CHAPITRE III. — Naples.

CHAPITRE IV. — Bataille de la Trebbia.

CHAPITRE V. — Le 30 prairial.

CHAPITRE VI. — Novi.

CHAPITRE VII. — Solution en Suisse.

CHAPITRE VIII. — Derniers mois du Directoire.

LIVRE VIII

LE CONSULAT

CHAPITRE PREMIER. — Retour de Bonaparte.

CHAPITRE II. — Le dix-huit brumaire.

CHAPITRE III. — La constitution consulaire.

CHAPITRE IV. — Marengo.

CHAPITRE V. — Lunéville. Le Concordat.

CHAPITRE VI. — Paix générale.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LES SIX VOLUMES

B

C

D

E

F

I

N

O

Q

R

T

U

V

W

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

Coulommiers. — Impr. P. BRODARD et GALLOIS.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 3 fr. 50. Cartonnés : 4 francs. — Volumes in-8 à 5 et à 7 fr. Cartonnés : 6 et 7 fr.

EUROPE

HISTOIRE DE L'EUROPE PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *H. de Sybel*. Traduit de l'allemand par Mlle Dosquet. 6 vol. in-8 . . . . 42 »
Chaque volume séparément. . 7 »

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE, depuis 1815 jusqu'à nos jours, par *Debidour*. 1 vol. in-8. (*Sous presse*.)

FRANCE

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *Carlyle*, traduit de l'anglais. 3 vol. in-12; chaque volume. 3 50

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, résumé historique, par *H. Carnot*. 1 vol. in-12, nouvelle édition. . . . . 3 fr. 50

HISTOIRE DE LA RESTAURATION, par *de Rochau*. 1 vol. in-12, traduit de l'allemand. 3 50

HISTOIRE DE DIX ANS, par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. . . . . 25 »

HISTOIRE DE HUIT ANS (1840-1848), par *Elias Regnault*. 3 vol. in-8. . . . . 15 »

HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 vol. in-8. 42 »
Chaque volume séparément. . 7 »

LA GUERRE DE 1870-1871, par *Boert*, d'après le colonel fédéral suisse Rustow. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

LA FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-8 . . . . 5 »

LES COLONIES FRANÇAISES, par *Paul Gaffarel*. 1 vol. in-8. 3e édition. . . . 5 »

L'ALGÉRIE, par *M. Wahl*. 1 vol. in-8. 5 »

L'EXPANSION COLONIALE DE LA FRANCE, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 19 cartes hors texte . . . . 12 »

LA TUNISIE, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8, avec une carte en couleurs hors texte. 5 fr.

ANGLETERRE

HISTOIRE GOUVERNEMENTALE DE L'ANGLETERRE, DEPUIS 1770 JUSQU'A 1830, par sir *G. Cornewal Lewis*. 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. . . . . 7 »

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE depuis la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*, 1 vol. in-12. 2e édition. 3 50

LES QUATRE GEORGES par *Thackeray*, trad. de l'anglais par Lefoyer. 1 v. in-12. 3 50

LOMBART-STREET, le marché financier en Angleterre, par *W. Bagehot*. 1 v. in-12. 3 50

LORD PALMERSTON ET LORD RUSSEL, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-12. . . . . . 3 50

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES, par *Gladstone*, traduit et précédé d'une introduction, par *A. Gigot*. 1 vol. in-8. . . 5 fr.

ALLEMAGNE

HISTOIRE DE LA PRUSSE, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-12. 5e éd. 3 50

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-12. 3e édition . 3 50

L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE, par *Ed. Bourloton*. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

AUTRICHE-HONGRIE

HISTOIRE DE L'AUTRICHE, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, par *L. Asseline*. 1 vol. in-12. 3e édition . . 3 50

HISTOIRE DES HONGROIS ET DE LEUR LITTÉRATURE POLITIQUE DE 1790 A 1815, par *Ed. Sayous*. 1 vol. in-12. . . 3 fr. 50

ESPAGNE

HISTOIRE DE L'ESPAGNE, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-12 . . . . 3 50

RUSSIE

LA RUSSIE CONTEMPORAINE, par *Herbert Barry*, trad. de l'anglais. 1 v. in-12. 3 50

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA RUSSIE, par *G. Créhange*. 1 vol. in-12. 3 50

SUISSE

LA SUISSE CONTEMPORAINE, par *H. Dixon*. 1 vol. in-12, traduit de l'anglais. 3 50

HISTOIRE DU PEUPLE SUISSE, par *Daendliker*, avec préface de *Jules Favre*. 1 vol. in-8 . . . . 5 »

AMÉRIQUE

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU SUD, depuis sa conquête jusqu'à nos jours, par *Alfred Deberle*. 1 vol. in-12. 2e édition. 3 50

LES ETATS-UNIS PENDANT LA GUERRE 1861-1864. Souvenirs personnels, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-12. . . . . . . 3 50

ITALIE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ITALIE, par *E. Sorin*. 1 vol. in-12. . . . . . . 3 50

Eug. Despois. LE VANDALISME RÉVOLUTIONNAIRE. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol. in-12. 2e édit. précédée d'une notice de *M. Ch. Bigot*, sur l'auteur. . . . 3 50

Jules Barni. HISTOIRE DES IDÉES MORALES ET POLITIQUES EN FRANCE AU XVIIIe SIÈCLE. 2 vol. in-12, chaque vol. . . 3 50

— NAPOLÉON Ier ET SON HISTORIEN M. THIERS. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

— LES MORALISTES FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE. 1 vol. in-12 . . . . 3 50

Emile Beaussire. LA GUERRE ÉTRANGÈRE ET LA GUERRE CIVILE. 1 vol. in-12. 3 50

J. Clamageran. LA FRANCE RÉPUBLICAINE. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

E. de Laveleye. LE SOCIALISME CONTEMPORAIN. 3e édition. 1 vol. in-12. . 3 50

Marcellin Pellet. VARIÉTÉS RÉVOLUTIONNAIRES. 1re série, 1 vol. in-12 avec préface de *A. Ranc*. 3 50
2e série, 1 vol. in-12. . . . . . 3 50

Spuller. FIGURES DISPARUES. 1 vol. in-12. 3 50

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Volumes in-8 brochés.

Cartonnage, 1 fr. de plus par volume. Reliés, 2 fr.

Albany de Fonblanque. L'ANGLETERRE, SON GOUVERNEMENT, SES INSTITUTIONS. Traduit de l'anglais sur la 14e édition par C. Dreyfus, avec introduction par H. Brisson. 1 vol. in-8. . . . . 5 »

Benloew. LES LOIS DE L'HISTOIRE. 1 vol. in-8. . . . . 5 »

E. Deschanel. LE PEUPLE ET LA BOURGEOISIE. 1 vol. in-8 . . . . 5 »

Henrard. HENRI IV ET LA PRINCESSE DE CONDÉ, 1 vol. in-8 . . . . 6 fr.

Du Casse. LES ROIS FRÈRES DE NAPOLÉON Ier. 1 vol. in-8 . . . . . . 10 fr.

Minghetti. L'ETAT ET L'EGLISE. 1 v. in-8. 5 fr.

Louis Blanc. DISCOURS POLITIQUES (1848-1881). 1 vol. in-8. . . . . 7 50

Philippson. LA CONTRE-RÉVOLUTION RELIGIEUSE AU XVIe SIÈCLE. 1 vol. in-8. 10 fr.

Coulommiers. — Imp. P. BRODARD et GALLOIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

PHILOSOPHIE — HISTOIRE

CATALOGUE DES Livres de Fonds

On peut se procurer tous les ouvrages qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires de France et de l'Étranger.

On peut également les recevoir franco *par la poste, sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande des* TIMBRES-POSTE FRANÇAIS *ou un* MANDAT *sur Paris.*

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
PARIS, 6e

MARS 1907

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des élèves et des professeurs et pour les distributions de prix des lycées et collèges.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-16, brochés, à 2 fr. 50.

Cartonnés toile, 3 francs. — En demi-reliure, plats papier, 4 francs.

La *psychologie*, avec ses auxiliaires indispensables, l'*anatomie* et la *physiologie du système nerveux*, la *pathologie mentale*, la *psychologie des races inférieures et des animaux*, les *recherches expérimentales des laboratoires*; — la *logique*; — les *théories générales fondées sur les découvertes scientifiques*; — l'*esthétique*; — les *hypothèses métaphysiques*; — la *criminologie* et la *sociologie*; — l'*histoire des principales théories philosophiques*; tels sont les principaux sujets traités dans cette Bibliothèque.

ALAUX (V.), prof. à l'École des Lettres d'Alger. **La philosophie de Victor Cousin.**
ALLIER (R.). ***La Philosophie d'Ernest Renan.** 2e édit. 1903.
ARRÉAT (L.). ***La Morale dans le drame, l'épopée et le roman.** 3e édition.
— ***Mémoire et imagination** (Peintres, Musiciens, Poètes, Orateurs). 2e édit.
— **Les Croyances de demain.** 1898.
— **Dix ans de philosophie.** 1900.
— **Le Sentiment religieux en France.** 1903.
— **Art et Psychologie individuelle.** 1906.
BALLET (G.). **Le Langage intérieur** et les diverses formes de l'aphasie. 2e édit.
BAYET (A.). **La morale scientifique.** 2e édit. 1906.
BEAUSSIRE, de l'Institut. ***Antécédents de l'hégél. dans la philos. française.**
BERGSON (H.), de l'Institut, professeur au Collège de France. ***Le Rire.** Essai sur la signification du comique. 3e édition. 1904.
BERTAULD. **De la Philosophie sociale.**
BINET (A.), directeur du lab. de psych. physiol. de la Sorbonne. **La Psychologie du raisonnement**, expériences par l'hypnotisme. 4e édit.
BLONDEL. **Les Approximations de la vérité.** 1900.
BOS (C.), docteur en philosophie. ***Psychologie de la croyance.** 2e édit. 1905.
BOUCHER (M.). **L'hyperespace, le temps, la matière et l'énergie.** 2e édit. 1905.
BOUGLÉ, prof. à l'Univ. de Toulouse. **Les Sciences sociales en Allemagne.** 2e éd. 1902.
— **Qu'est-ce que la Sociologie?** 1907.
BOURDEAU (J.). **Les Maîtres de la pensée contemporaine.** 4e édit. 1906.
— **Socialistes et sociologues.** 2e éd. 1907.
BOUTROUX, de l'Institut. ***De la contingence des lois de la nature.** 5e éd. 1905.
BRUNSCHVICG, professeur au lycée Henri IV, docteur ès lettres. ***Introduction à la vie de l'esprit.** 2e édit. 1906.
— ***L'Idéalisme contemporain.** 1905.
COSTE (Ad.). **Dieu et l'âme.** 2e édit. précédée d'une préface par R. Worms. 1903.
CRESSON (A.), docteur ès lettres. **La Morale de Kant.** 2e édit. (Cour. par l'Institut.)
— **Le Malaise de la pensée philosophique.** 1905.
DANVILLE (Gaston). **Psychologie de l'amour.** 4e édit. 1907.
DAURIAC (L.). **La Psychologie dans l'Opéra français** (Auber, Rossini, Meyerbeer).
DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. ***L'organisation de la conscience morale.** *Esquisse d'un art moral positif.* 1906.
DUGAS, docteur ès lettres. ***Le Psittacisme et la pensée symbolique.** 1896.
— **La Timidité.** 3e édit. 1903.
— **Psychologie du rire.** 1902.
— **L'absolu.** 1904.
DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. **Le Sourire**, avec 19 figures. 1906.
DUNAN, docteur ès lettres. **La théorie psychologique de l'Espace.**
DUPRAT (G.-L.), docteur ès lettres. **Les Causes sociales de la Folie.** 1900.
— **Le Mensonge.** *Étude psychologique.* 1903.

Suite le la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

DURAND (de Gros). * **Questions de philosophie morale et sociale.** 1902.
DURKHEIM (Émile), professeur à la Sorbonne. * **Les règles de la méthode sociologique.** 3e édit. 1904.
D'EICHTHAL (Eug.) (de l'Institut). **Les Problèmes sociaux et le Socialisme.** 1899.
ENCAUSSE (Papus). **L'occultisme et le spiritualisme.** 2e édit. 1908.
ESPINAS (A.), de l'Institut, prof. à la Sorbonne. * **La Philosophie expérimentale en Italie.**
FAIVRE (E.). **De la Variabilité des espèces.**
FÉRÉ (Ch.). **Sensation et Mouvement.** Étude de psycho-mécanique, avec fig. 2e éd.
— **Dégénérescence et Criminalité,** avec figures. 3e édit. 1907.
FERRI (E.). * **Les Criminels dans l'Art et la Littérature.** 2e édit. 1902.
FIERENS-GEVAERT. **Essai sur l'Art contemporain.** 2e éd. 1903. (Cour. par l'Ac. fr.).
— **La Tristesse contemporaine,** essai sur les grands courants moraux et intellectuels du XIXe siècle. 4e édit. 1904. (Couronné par l'Institut.)
— * **Psychologie d'une ville.** *Essai sur Bruges.* 2e édit. 1902.
— **Nouveaux essais sur l'Art contemporain.** 1903.
FLEURY (Maurice de). **L'Âme du criminel.** 1898.
FONSEGRIVE, professeur au lycée Buffon. **La Causalité efficiente.** 1893.
FOUILLÉE (A.), de l'Institut. **La propriété sociale et la démocratie.** 4e édition. 1904.
FOURNIÈRE (E.). **Essai sur l'individualisme.** 1901.
FRANCK (Ad.), de l'Institut. * **Philosophie du droit pénal.** 5e édit.
GAUCKLER. **Le Beau et son histoire.**
GELEY (Dr G.). **L'être subconscient.** 2e édit. 1905.
GOBLOT (E.), professeur à l'Université de Lyon. **Justice et liberté.** 2e éd. 1907.
GODFERNAUX (G.), docteur ès lettres. **Le Sentiment et la Pensée,** 2e éd. 1906.
GRASSET (J.), professeur à la Faculté de médecine de Montpellier. **Les limites de la biologie.** 3e édit. 1906. Préface de Paul BOURGET.
GREEF (de). **Les Lois sociologiques.** 3e édit.
GUYAU. * **La Genèse de l'idée de temps.** 2e édit.
HARTMANN (E. de). **La Religion de l'avenir.** 5e édit.
— **Le Darwinisme,** ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine. 6e édit.
HERBERT SPENCER. * **Classification des sciences.** 6e édit.
— **L'Individu contre l'État.** 5e édit.
HERCKENRATH. (C.-R.-C.) **Problèmes d'Esthétique et de Morale.** 1897.
JAELL (Mme). **L'intelligence et le rythme dans les mouvements artistiques,** avec fig. 1904
JAMES (W.). **La théorie de l'émotion,** préf. de G. DUMAS, chargé de cours à la Sorbonne. Traduit de l'anglais. 1902.
JANET (Paul), de l'Institut. * **La Philosophie de Lamennais.**
JANKELEWITCH (S. J.). **Nature et Société.** *Essai d'une application du point de vue finaliste aux phénomènes sociaux.* 1906.
LACHELIER, de l'Institut. **Du fondement de l'induction,** suivi de **psychologie et métaphysique.** 5e édit. 1907.
LAISANT (C.). **L'Éducation fondée sur la science.** Préface de A. NAQUET. 2e éd. 1905.
LAMPÉRIÈRE (Mme A.). * **Rôle social de la femme,** son éducation. 1898.
LANDRY (A.), agrégé de philos., docteur ès lettres. **La responsabilité pénale.** 1902.
LANGE, professeur à l'Université de Copenhague. * **Les Émotions,** étude psycho-physiologique, traduit par G. Dumas. 2e édit. 1902.
LAPIE, professeur à l'Univ. de Bordeaux. **La Justice par l'État.** 1899.
LAUGEL (Auguste). **L'Optique et les Arts.**
LE BON (Dr Gustave). * **Lois psychologiques de l'évolution des peuples.** 7e édit.
— * **Psychologie des foules.** 10e édit.
LÉCHALAS. * **Etude sur l'espace et le temps.** 1895.
LE DANTEC, chargé du cours d'Embryologie générale à la Sorbonne. **Le Déterminisme biologique et la Personnalité consciente.** 2e édit.
— * **L'Individualité et l'Erreur individualiste.** 2e édit. 1905.
— **Lamarckiens et Darwiniens,** 2e édit. 1904.
LEFÈVRE (G.), prof. à l'Univ. de Lille. **Obligation morale et idéalisme.** 1895.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

LIARD, de l'Inst., vice-rect. de l'Acad. de Paris. * **Les Logiciens anglais contemp** 4e éd.
— **Des définitions géométriques et des définitions empiriques.** 3e édit.
LICHTENBERGER (Henri), maître de conférences à la Sorbonne. * **La philosophie de Nietzsche.** 9e édit. 1906.
— * **Friedrich Nietzsche. Aphorismes et fragments choisis.** 3e édit. 1905.
LOMBROSO. **L'Anthropologie criminelle** et ses récents progrès. 4e édit. 1901.
LUBBOCK (Sir John). * **Le Bonheur de vivre.** 2 volumes. 9e édit. 1905.
— * **L'Emploi de la vie.** 6e éd. 1905.
LYON (Georges), recteur de l'Académie de Lille. * **La Philosophie de Hobbes.**
MARGUERY (E.). **L'Œuvre d'art et l'évolution.** 2e édit. 1905.
MAUXION, professeur à l'Université de Poitiers. * **L'éducation par l'instruction** *et les Théories pédagogiques de Herbart.* 1900.
— * **Essai sur les éléments et l'évolution de la moralité.** 1904.
MILHAUD (G.), professeur à l'Université de Montpellier. * **Le Rationnel.** 1898.
— * **Essai sur les conditions et les limites de la Certitude logique.** 2e édit. 1898.
MOSSO. * **La Peur.** Étude psycho-physiologique (avec figures). 3e édit.
— * **La Fatigue intellectuelle et physique**, trad. Langlois. 5e édit.
MURISIER (E.), professeur à la Faculté des lettres de Neuchâtel (Suisse). * **Les Maladies du sentiment religieux.** 2e édit. 1903.
NAVILLE (E.), prof. à la Faculté des lettres et sciences sociales de l'Université de Genève. **Nouvelle classification des sciences.** 2e édit. 1901.
NORDAU (Max). * **Paradoxes psychologiques**, trad. Dietrich. 5e édit. 1904.
— **Paradoxes sociologiques**, trad. Dietrich. 4e édit. 1904.
— * **Psycho-physiologie du Génie et du Talent**, trad. Dietrich. 3e édit. 1902.
NOVICOW (J.). **L'Avenir de la Race blanche.** 2e édit. 1903.
OSSIP-LOURIÉ, lauréat de l'Institut. **Pensées de Tolstoï.** 2e édit. 1902.
— * **Nouvelles Pensées de Tolstoï.** 1903.
— * **La Philosophie de Tolstoï.** 2e édit. 1903.
— * **La Philosophie sociale dans le théâtre d'Ibsen.** 1900.
— **Le Bonheur et l'Intelligence.** 1904.
PALANTE (G.), agrégé de l'Université. **Précis de sociologie.** 2e édit. 1903.
PAULHAN (Fr.). **Les Phénomènes affectifs et les lois de leur apparition.** 2e éd. 1901.
— * **Joseph de Maistre et sa philosophie.** 1893.
— * **Psychologie de l'invention.** 1900.
— * **Analystes et esprits synthétiques.** 1903.
— * **La fonction de la mémoire et le souvenir affectif.** 1904.
PHILIPPE (J.). * **L'Image mentale**, avec fig. 1903.
PHILIPPE (J.) et PAUL-BONCOUR (J.). **Les anomalies mentales chez les écoliers.** (*Ouvrage couronné par l'Institut*). 2e éd. 1907.
PILLON (F.). * **La Philosophie de Ch. Secrétan.** 1898.
PIOGER (Dr Julien). **Le Monde physique**, essai de conception expérimentale. 1893.
QUEYRAT, prof. de l'Univ. * **L'Imagination et ses variétés chez l'enfant.** 2e édit.
— * **L'Abstraction**, son rôle dans l'éducation intellectuelle. 2e édit. 1907.
— * **Les Caractères et l'éducation morale.** 2e éd. 1901.
— * **La logique chez l'enfant et sa culture.** 2e édit. 1907.
— * **Les jeux des enfants.** 1905.
REGNAUD (P.), professeur à l'Université de Lyon. **Logique évolutionniste.** *L'Entendement dans ses rapports avec le langage.* 1897.
— **Comment naissent les mythes.** 1897.
RENARD (Georges), professeur au Conservatoire des arts et métiers. **Le régime socialiste**, *son organisation politique et économique.* 6e édit. 1907.
RÉVILLE (A.), professeur au Collège de France. **Histoire du dogme de la Divinité de Jésus-Christ.** 4e édit. 1907.
RIBOT (Th.), de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, directeur de la *Revue philosophique.* **La Philosophie de Schopenhauer.** 10e édition.
— * **Les Maladies de la mémoire.** 18e édit.
— * **Les Maladies de la volonté.** 21e édit.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16 à 2 fr. 50 le vol.

RIBOT (Th.), de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, directeur de la *Revue philosophique*. * **Les Maladies de la personnalité.** 11e édit.
— * **La Psychologie de l'attention.** 6e édit.
RICHARD (G.), chargé du cours de sociologie à l'Université de Bordeaux. * **Socialisme et Science sociale.** 2e édit.
RICHET (Ch.). **Essai de psychologie générale.** 5e édit. 1903.
ROBERTY (E. de). **L'Inconnaissable, sa métaphysique, sa psychologie.**
— **L'Agnosticisme.** Essai sur quelques théories pessim. de la connaissance. 2e édit.
— **La Recherche de l'Unité.** 1893.
— * **Le Bien et le Mal.** 1896.
— **Le Psychisme social.** 1897.
— **Les Fondements de l'Ethique.** 1898.
— **Constitution de l'Éthique.** 1901.
— **Frédéric Nietzsche.** 3e édit. 1903.
ROISEL. **De la Substance.**
— **L'Idée spiritualiste.** 2e éd. 1901.
ROUSSEL-DESPIERRES. **L'Idéal esthétique.** *Philosophie de la beauté.* 1904.
SCHOPENHAUER. * **Le Fondement de la morale**, trad. par M. A. Burdeau. 7e édit.
— * **Le Libre arbitre**, trad. par M. Salomon Reinach, de l'Institut. 8e éd.
— **Pensées et Fragments**, avec intr. par M. J. Bourdeau. 18e édit.
— **Écrivains et style.** Traduct. Dietrich. 1905.
— **Sur la Religion.** Traduct. Dietrich. 1906.
SOLLIER (Dr P.). **Les Phénomènes d'autoscopie**, avec fig. 1903.
SOURIAU (P.), prof. à l'Université de Nancy. **La Rêverie esthétique.** *Essai sur la psychologie du poète.* 1906.
STUART MILL. * **Auguste Comte et la Philosophie positive.** 6e édit.
— * **L'Utilitarisme.** 4e édit.
— **Correspondance inédite avec Gust. d'Eichthal** (1828-1842)—(1864-1871). 1898. Avant-propos et trad. par Eug. d'Eichthal.
SULLY PRUDHOMME, de l'Académie française. **Psychologie du libre arbitre** suivi de *Définitions fondamentales des idées les plus générales et des idées les plus abstraites.* 1907.
— et Ch. RICHET, professeur à l'Université de Paris. **Le problème des causes finales.** 2e édit. 1904.
SWIFT. **L'Éternel conflit.** 1901.
TANON (L.). * **L'Évolution du droit et la Conscience sociale.** 2e édit. 1905.
TARDE, de l'Institut. **La Criminalité comparée.** 6e édit. 1907.
— * **Les Transformations du Droit.** 5e édit. 1906.
— * **Les Lois sociales.** 4e édit. 1904.
THAMIN (R.), recteur de l'Acad. de Bordeaux. * **Éducation et Positivisme** 2e édit.
THOMAS (P. Félix). * **La suggestion**, son rôle dans l'éducation. 2e édit. 1898.
— * **Morale et éducation**, 2e édit. 1905.
TISSIÉ. * **Les Rêves**, avec préface du professeur Azam. 2e éd. 1898.
WUNDT. **Hypnotisme et Suggestion.** Étude critique, traduit par M. Keller. 3e édit. 1905.
ZELLER. **Christian Baur et l'École de Tubingue**, traduit par M. Ritter.
ZIEGLER. **La Question sociale est une Question morale**, trad. Palante. 3e édit.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-8, brochés à 3 fr. 75, 5 fr., 7 fr. 50, 10 fr., 12 fr. 50 et 15 fr.
Cart. angl., 1 fr. en plus par vol.; Demi-rel. en plus, 2 fr. par vol.

ADAM (Ch.), recteur de l'Académie de Nancy. * **La Philosophie en France** (première moitié du XIXe siècle). 7 fr. 50
ALENGRY (Franck), docteur ès lettres, inspecteur d'académie. * **Essai historique et critique sur la Sociologie chez Aug. Comte.** 1900. 10 fr.
ARNOLD (Matthew). **La Crise religieuse.** 7 fr. 50
ARRÉAT. * **Psychologie du peintre.** 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

AUBRY (Dr P.). **La Contagion du meurtre.** 1896. 3e édit. 5 fr.
BAIN (Alex.). **La Logique inductive et déductive.** Trad. Compayré. 2 vol. 3e éd. 20 fr.
— * **Les Sens et l'Intelligence.** Trad. Cazelles. 3e édit. 10 fr.
BALDWIN (Mark), professeur à l'Université de Princeton (États-Unis). **Le Développement mental chez l'enfant et dans la race.** Trad. Nourry. 1897. 7 fr. 50
BARDOUX (J.). * **Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine.** *Les crises belliqueuses.* (*Couronné par l'Académie française*). 1906. 7 fr. 50
BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, de l'Institut. **La Philosophie dans ses rapports avec les sciences et la religion.** 5 fr.
BARZELOTTI, prof. à l'Univ. de Rome. * **La Philosophie de H. Taine.** 1900. 7 fr. 50
BAZAILLAS (A.), docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. * **La Vie personnelle,** *Étude sur quelques illusions de la perception extérieure.* 1905. 5 fr.
BELOT (G.), agrégé de philosophie. **Etudes de morale positive.** 1907. 7 fr. 50
BERGSON (H.), de l'Institut, professeur au Collège de France. * **Matière et mémoire,** essai sur les relations du corps à l'esprit. 2e édit. 1900. 5 fr.
— **Essai sur les données immédiates de la conscience.** 4e édit. 1904. 3 fr. 75
BERTRAND, prof. à l'Université de Lyon. * **L'Enseignement intégral.** 1898. 5 fr.
— **Les Études dans la démocratie.** 1900. 5 fr.
BINET (A.), directeur de laboratoire à la Sorbonne. **Les révélations de l'écriture,** avec 67 grav. 5 fr.
BOIRAC (Émile), recteur de l'Académie de Dijon. * **L'Idée du Phénomène.** 5 fr.
BOUGLÉ, prof. à l'Univ. de Toulouse. * **Les Idées égalitaires.** 1899. 3 fr. 75
BOURDEAU (L.). **Le Problème de la mort.** 4e édition. 1904. 5 fr.
— **Le Problème de la vie.** 1901. 7 fr. 50
BOURDON, professeur à l'Université de Rennes. * **L'Expression des émotions et des tendances dans le langage.** 7 fr. 50
BOUTROUX (E.), de l'Inst. **Etudes d'histoire de la philosophie.** 2e éd. 1901. 7 fr. 50
BRAUNSCHVIG (M.), docteur ès lettres, prof. au lycée de Toulouse. **Le sentiment du beau et le sentiment poétique.** *Essai sur l'esthétique du vers.* 1904. 3 fr. 75
BRAY (L.). **Du beau.** 1902. 5 fr.
BROCHARD (V.), de l'Institut. **De l'Erreur.** 2e édit. 1897. 5 fr.
BRUNSCHVICG (E.), prof. au lycée Henri IV, doct. ès lett. **La Modalité du jugement.** 5 fr.
— * **Spinoza.** 2e édit. 1906. 3 fr. 75
CARRAU (Ludovic), professeur à la Sorbonne. **La Philosophie religieuse en Angleterre,** depuis Locke jusqu'à nos jours. 5 fr.
CHABOT (Ch.), prof. à l'Univ. de Lyon. * **Nature et Moralité.** 1897. 5 fr.
CLAY (R.). * **L'Alternative,** *Contribution à la Psychologie.* 2e édit. 10 fr.
COLLINS (Howard). * **La Philosophie de Herbert Spencer,** avec préface de Herbert Spencer, traduit par H. de Varigny. 4e édit. 1904. 10 fr.
COMTE (Aug.). **La Sociologie,** résumé par E. Rigolage. 1897. 7 fr. 50
COSENTINI (F.). **La Sociologie génétique.** *Essai sur la pensée et la vie sociale préhistoriques.* 1905. 3 fr. 75
COSTE. **Les Principes d'une sociologie objective.** 3 fr. 75
— **L'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise.** 1900 10 fr.
COUTURAT (L.). **Les principes des mathématiques,** suivis d'un appendice sur *La philosophie des mathématiques de Kant.* 1906. 5 fr.
CRÉPIEUX-JAMIN. **L'Écriture et le Caractère.** 4e édit. 1897. 7 fr. 50
CRESSON, doct. ès lettres. **La Morale de la raison théorique.** 1903. 5 fr.
DAURIAC (L.). * **Essai sur l'esprit musical.** 1904. 5 fr.
DE LA GRASSERIE (R.), lauréat de l'Institut. **Psychologie des religions.** 1899. 5 fr.
DELBOS (V.), maître de conf. à la Sorbonne. * **La philosophie pratique de Kant.** 1905. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 12 fr. 50
DELVAILLE (J.), agr. de philosophie. **La vie sociale et l'éducation.** 1907. 3 fr. 75
DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. * **Religion, critique et philosophie positive chez Pierre Bayle.** 1906. 7 fr. 50
DEWAULE, docteur ès lettres. * **Condillac et la Psychol. anglaise contemp.** 5 fr.
DRAGHICESCO (D.), chargé de cours à l'Université de Bucarest. **L'Individu dans le déterminisme social.** 1904. 7 fr. 50
— **Le problème de la conscience.** 1907. 3 fr. 75

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. ***La Tristesse et la Joie.** 1900. 7 fr. 50
— **Psychologie de deux messies.** *Saint-Simon et Auguste Comte*. 1905. 5 fr.
DUPRAT (G. L.), docteur ès lettres. **L'Instabilité mentale.** 1899. 5 fr.
DUPROIX (P.), prof. à la Fac. des lettres de l'Univ. de Genève. ***Kant et Fichte et le problème de l'éducation.** 2e édit. 1897. (Ouv. cour. par l'Acad. franç.) 5 fr.
DURAND (DE GROS). **Aperçus de taxinomie générale.** 1898. 5 fr.
— **Nouvelles recherches sur l'esthétique et la morale.** 1899. 5 fr.
— **Variétés philosophiques.** 2e édit. revue et augmentée. 1900. 5 fr.
DURKHEIM, professeur à la Sorbonne. ***De la division du travail social.** 2e édit. 1901. 7 fr. 50
— **Le Suicide,** *étude sociologique*. 1897. 7 fr. 50
— ***L'année sociologique** : 9 années parues.

1re Année (1896-1897). — DURKHEIM : La prohibition de l'inceste et ses origines. — G. SIMMEL : Comment les formes sociales se maintiennent. — *Analyses* des travaux de sociologie publiés du 1er Juillet 1896 au 30 Juin 1897. 10 fr.

2e Année (1897-1898). — DURKHEIM : De la définition des phénomènes religieux. — HUBERT et MAUSS : La nature et la fonction du sacrifice. — *Analyses*. 10 fr.

3e Année (1898-1899). — RATZEL : Le sol, la société, l'État. — RICHARD : Les crises sociales et la criminalité. — STEINMETZ : Classification des types sociaux. — *Analyses*. 10 fr.

4e Année (1899-1900). — BOUGLÉ : Remarques sur le régime des castes. — DURKHEIM : Deux lois de l'évolution pénale. — CHARMONT : Notes sur les causes d'extinction de la propriété corporative. *Analyses*. 10 fr.

5e Année (1900-1901). — F. SIMIAND : Remarques sur les variations du prix du charbon au XIXe siècle. — DURKHEIM : Sur le Totémisme. — *Analyses*. 10 fr.

6e Année (1901-1902). — DURKHEIM et MAUSS : De quelques formes primitives de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives. — BOUGLÉ : Les théories récentes sur la division du travail. — *Analyses*. 12 fr. 50

7e Année (1902-1903). — H. HUBERT et MAUSS : Esquisse d'une théorie générale de la magie. — *Analyses*. 12 fr. 50

8e Année (1903-1904). — H. BOURGIN : La boucherie à Paris au XIXe siècle. — E. DURKHEIM : L'organisation matrimoniale australienne. — *Analyses*. 12 fr. 50

9e Année (1904-1905). — A. MEILLET : Comment les noms changent de sens. — M. MAUSS et H. BEUCHAT : Les variations saisonnières des sociétés eskimos. — *Analyses*. 12 fr. 50

EGGER (V.), prof. à la Fac. des lettres de Paris. **La parole intérieure.** 2e éd. 1904. 5 fr.
ESPINAS (A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. ***La Philosophie sociale du XVIIIe siècle et la Révolution française.** 1898. 7 fr. 50
FERRERO (G.). **Les Lois psychologiques du symbolisme.** 1895. 5 fr.
FERRI (Enrico). **La Sociologie criminelle.** Traduction L. TERRIER. 1905. 10 fr.
FERRI (Louis). **La Psychologie de l'association,** depuis Hobbes. 7 fr. 50
FINOT (J.). **Le préjugé des races.** 2e édit. 1905. 7 fr. 50
— **La philosophie de la longévité.** 11e édit. refondue. 1906. 5 fr.
FONSEGRIVE, prof. au lycée Buffon. ***Essai sur le libre arbitre.** 2e édit. 1895. 10 fr.
FOUCAULT, maître de conf. à l'Univ. de Montpellier. **La psychophysique.** 1903. 7 fr. 50
— **Le Rêve.** 1906. 5 fr.
FOUILLÉE (Alf.), de l'Institut. ***La Liberté et le Déterminisme.** 4e édit. 7 fr. 50
— **Critique des systèmes de morale contemporains.** 4e édit. 7 fr. 50
— ***La Morale, l'Art, la Religion,** d'après GUYAU. 5e édit. augm. 3 fr. 75
— **L'Avenir de la Métaphysique fondée sur l'expérience** 2e édit. 5 fr.
— ***L'Évolutionnisme des idées-forces.** 3e édit. 7 fr. 50
— ***La Psychologie des idées-forces.** 2 vol. 2e édit. 15 fr.
— ***Tempérament et caractère.** 3e édit. 7 fr. 50
— **Le Mouvement positiviste et la conception sociol. du monde.** 2e édit. 7 fr. 50
— **Le Mouvement idéaliste et la réaction contre la science posit.** 2e édit. 7 fr. 50
— ***Psychologie du peuple français.** 3e édit. 7 fr. 50
— ***La France au point de vue moral.** 2e édit. 7 fr. 50
— ***Esquisse psychologique des peuples européens.** 2e édit. 1903. 10 fr.
— ***Nietzsche et l'immoralisme.** 2e édit. 1903. 5 fr.
— ***Le moralisme de Kant et l'immoralisme contemporain.** 1905. 7 fr. 50
— ***Les éléments sociologiques de la morale.** 1906. 7 fr. 50

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

FOURNIÈRE (E.). *Les théories socialistes au XIX[e] siècle, de BABEUF à PROUDHON. 1904. 7 fr. 50
FULLIQUET. Essai sur l'Obligation morale. 1898. 7 fr. 50
GAROFALO, prof. à l'Université de Naples. La Criminologie. 5[e] édit. refondue. 7 fr. 50
— La Superstition socialiste. 1895. 5 fr.
GÉRARD-VARET, prof. à l'Univ. de Dijon. L'Ignorance et l'Irréflexion. 1899. 5 fr.
GLEY (D[r] E.), professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris. Études de psychologie physiologique et pathologique, avec fig. 1903. 5 fr.
GOBLOT (E.), Prof. à l'Université de Caen. *Classification des sciences. 1898. 5 fr.
GORY (G.). L'Immanence de la raison dans la connaissance sensible. 5 fr.
GRASSET (J.), professeur à la Faculté de médecine de Montpellier. Demifous et demiresponsables. 1907. 5 fr.
GREEF (de), prof. à l'Univ. nouvelle de Bruxelles. Le Transformisme social. 7 fr. 50
— La Sociologie économique. 1904. 3 fr. 75
GROOS (K.), prof. à l'Université de Bâle. *Les jeux des animaux. 1902. 7 fr. 50
GURNEY, MYERS et PODMORE. Les Hallucinations télépathiques, préf. de CH. RICHET. 4[e] édit. 7 fr. 50
GUYAU (M.). *La Morale anglaise contemporaine. 5[e] édit. 7 fr. 50
— Les Problèmes de l'esthétique contemporaine. 6[e] édit. 5 fr.
— Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction. 6[e] édit. 5 fr.
— L'Irréligion de l'avenir, étude de sociologie. 9[e] édit. 7 fr. 50
— *L'Art au point de vue sociologique. 6[e] édit. 7 fr. 50
— *Éducation et Hérédité, étude sociologique. 7[e] édit. 5 fr.
HALÉVY (Élie), docteur ès lettres, professeur à l'École des sciences politiques. *La Formation du radicalisme philosophique, 3 vol., chacun 7 fr. 50
HANNEQUIN, prof. à l'Univ. de Lyon. L'hypothèse des atomes. 2[e] édit. 1899. 7 fr. 50
HARTENBERG (D[r] Paul). Les Timides et la Timidité. 2[e] édit. 1904. 5 fr.
HÉBERT (Marcel), prof. à l'Université nouvelle de Bruxelles. L'Évolution de la foi catholique. 1905. 5 fr.
— Le divin. *Expériences et hypothèses. Etudes psychologiques.* 1907. 5 fr.
HÉMON (C.), agrégé de philosophie. La philosophie de M. Sully Prudhomme. Préface de M. SULLY PRUDHOMME. 1907. 7 fr. 50
HERBERT SPENCER. *Les premiers Principes. Traduc. Cazelles. 9[e] édit. 10 fr.
— *Principes de biologie. Traduct. Cazelles. 4[e] édit. 2 vol. 20 fr.
— *Principes de psychologie. Trad. par MM. Ribot et Espinas. 2 vol. 20 fr.
— *Principes de sociologie. 5 vol., traduits par MM. Cazelles, Gerschel et de Varigny : Tome I. *Données de la sociologie.* 10 fr. — Tome II. *Inductions de la sociologie. Relations domestiques.* 7. fr 50. — Tome III. *Institutions cérémonielles et politiques.* 5 fr. — Tome IV. *Institutions ecclésiastiques.* 3 fr. 75. — Tome V. *Institutions professionnelles.* 7 fr. 50.
— *Essais sur le progrès. Trad. A. Burdeau. 5[e] édit. 7 fr. 50
— Essais de politique. Trad. A. Burdeau. 4[e] édit. 7 fr. 50
— Essais scientifiques. Trad. A. Burdeau. 3[e] édit. 7 fr. 50
— * De l'Education physique, intellectuelle et morale. 10[e] édit. 5 fr.
— Justice. Traduc. Castelot. 7 fr. 50
— Le rôle moral de la bienfaisance. Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
— La Morale des différents peuples. Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
— Une Autobiographie. Trad. et adaptation H. de Varigny. 10 fr.
HIRTH (G.). *Physiologie de l'Art. Trad. et introd. de L. Arréat. 5 fr.
HOFFDING, prof. à l'Univ. de Copenhague. Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience. Trad. L. POITEVIN. Préf. de Pierre JANET. 2[e] éd. 1903. 7 fr. 50
— *Histoire de la Philosophie moderne. Traduit de l'allemand par M. BORDIER, préf. de M. V. DELBOS. 1906. 2 vol. Chacun 10 fr.
ISAMBERT (G.). Les idées socialistes en France (1815-1848). 1905. 7 fr. 50
JACOBY (D[r] P.). Études sur la sélection chez l'homme. 2[e] édition. 1904. 10 fr.
JANET (Paul), de l'Institut. * Œuvres philosophiques de Leibniz. 2[e] édition. 2 vol. 1900. 20 fr.
JANET (Pierre), professeur au Collège de France. * L'Automatisme psychologique. 5[e] édit. 1907. 7 fr. 50
JAURÈS (J.), docteur ès lettres. De la réalité du monde sensible. 2[e] éd. 1902. 7 fr. 50
KARPPE (S.), docteur ès lettres. Essais de critique d'histoire et de philosophie. 1902. 3 fr. 75

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

LACOMBE (P.). **La psychologie des individus et des sociétés chez Taine.** 1906. 7 fr. 50

LALANDE (A.), maître de conférences à la Sorbonne, ***La Dissolution opposée à l'évolution**, dans les sciences physiques et morales. 1899. 7 fr. 50

LANDRY (A.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. ***Principes de morale rationnelle.** 1906. 5 fr.

LANESSAN (J.-L. de). ***La Morale des religions.** 1905. 10 fr.

LANG (A.). ***Mythes, Cultes et Religion.** Introduc. de Léon Marillier. 1896. 10 fr.

LAPIE (P.), professeur à l'Univ. de Bordeaux. **Logique de la volonté** 1902. 7 fr. 50

LAUVRIÈRE, docteur ès lettres, prof. au lycée Charlemagne. **Edgar Poë.** *Sa vie son œuvre. Essai de psychologie pathologique.* 1904. 10 fr.

LAVELEYE (de). ***De la Propriété et de ses formes primitives.** 5ᵉ édit. 10 fr.

— ***Le Gouvernement dans la démocratie.** 2 vol. 3ᵉ édit. 1896. 15 fr.

LE BON (Dʳ Gustave). ***Psychologie du socialisme.** 5ᵉ éd. refondue. 1907. 7 fr. 50

LECHALAS (G.). ***Études esthétiques.** 1902. 5 fr.

LECHARTIER (G.). **David Hume, moraliste et sociologue.** 1900. 5 fr.

LECLÈRE (A.), docteur ès lettres. **Essai critique sur le droit d'affirmer.** 1901. 5 fr.

LE DANTEC, chargé de cours à la Sorbonne. **L'unité dans l'être vivant.** 1902. 7 fr. 50

— **Les Limites du connaissable**, *la vie et les phénom. naturels.* 2ᵉ éd. 1904. 3 fr. 75

LÉON (Xavier). ***La philosophie de Fichte**, *ses rapports avec la conscience contemporaine*, Préface de E. BOUTROUX, de l'Institut. 1902. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.

LEROY (E. Bernard). **Le Langage.** *La fonction normale et pathologique de cette fonction.* 1905. 5 fr.

LÉVY (A.), maître de conf. à l'Un. de Nancy. **La philosophie de Feuerbach.** 1904. 10 fr.

LÉVY-BRUHL (L.), prof. adjoint à la Sorbonne. ***La Philosophie de Jacobi.** 1894. 5 fr.

— ***Lettres inédites de J.-S. Mill à Auguste Comte**, *publiées avec les réponses de Comte et une introduction.* 1899. 10 fr.

— ***La Philosophie d'Auguste Comte.** 2ᵉ édit. 1905. 7 fr. 50

— ***La Morale et la Science des mœurs.** 2ᵉ édit. 1905. 5 fr.

LIARD, de l'Institut, vice-recteur de l'Acad. de Paris. ***Descartes**, 2ᵉ éd. 1903. 5 fr.

— ***La Science positive et la Métaphysique**, 5ᵉ édit. 7 fr. 50

LICHTENBERGER (H.), maître de conférences à la Sorbonne. ***Richard Wagner, poète et penseur.** 3ᵉ édit. 1902. (Couronné par l'Académie française.) 10 fr.

— **Henri Heine penseur.** 1905. 3 fr. 75

LOMBROSO. ***L'Homme criminel** (criminel-né, fou-moral, épileptique), précédé d'une préface de M. le docteur LETOURNEAU. 3ᵉ éd., 2 vol. et atlas. 1895. 36 fr.

— **Le Crime.** *Causes et remèdes.* 2ᵉ édit. 10 fr.

LOMBROSO et FERRERO. **La femme criminelle et la prostituée.** 15 fr.

LOMBROSO et LASCHI. **Le Crime politique et les Révolutions.** 2 vol. 15 fr.

LUBAC, agrégé de philosophie. ***Esquisse d'un système de psychologie rationnelle.** Préface de H. BERGSON. 1904. 3 fr. 75

LUQUET (G.-H.), agrégé de philosophie. **Idées générales de psychologie.** 1906. 5 fr.

LYON (Georges), recteur de l'Académie de Lille. ***L'Idéalisme en Angleterre au XVIIIᵉ siècle.** 7 fr. 50

MALAPERT (P.), docteur ès lettres, prof. au lycée Louis-le-Grand. ***Les Éléments du caractère et leurs lois de combinaison.** 2ᵉ édit. 1906. 5 fr.

MARION (H.), prof. à la Sorbonne. ***De la Solidarité morale.** 6ᵉ édit. 1907. 5 fr.

MARTIN (Fr.), docteur ès lettres, prof. au lycée Voltaire. ***La Perception extérieure et la Science positive**, essai de philosophie des sciences. 1894. 5 fr.

MAXWELL (J.), docteur en médecine, avocat général près la Cour d'appel de Bordeaux. **Les Phénomènes psychiques.** Recherches, Observations Méthodes. Préface de Ch. RICHET. 3ᵉ édit. 1906. 5 fr.

MULLER (MAX), prof. à l'Univ. d'Oxford. ***Nouvelles études de mythologie.** 1898. 12 fr. 50

MYERS. **La personnalité humaine.** *Sa survivance après la mort, ses manifestations supra-normales.* Traduit par le docteur JANKÉLÉVITCH. 1905. 7 fr. 50

NAVILLE (E.), correspondant de l'Institut. **La Physique moderne.** 2ᵉ édit. 5 fr.

— ***La Logique de l'hypothèse.** 2ᵉ édit. 5 fr.

— ***La Définition de la philosophie.** 1894. 5 fr.

— **Le libre Arbitre.** 2ᵉ édit. 1898. 5 fr.

— **Les Philosophies négatives.** 1899. 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

NAYRAC (J.-P.). **Physiologie et Psychologie de l'attention.** Préface de M. Th. Ribot. (Récompensé par l'Institut.) 1906. 3 fr. 75
NORDAU (Max). * **Dégénérescence,** 7e éd. 1904. 2 vol. Tome I. 7 fr. 50. Tome II. 10 fr.
— **Les Mensonges conventionnels de notre civilisation.** 7e édit. 1904. 5 fr.
— ***Vus du dehors.** *Essais de critique sur quelques auteurs français contemp.* 1903. 5 fr.
NOVICOW. **Les Luttes entre Sociétés humaines.** 3e édit. 10 fr.
— * **Les Gaspillages des sociétés modernes.** 2e édit. 1899. 5 fr.
— * **La Justice et l'expansion de la vie.** *Essai sur le bonheur des sociétés.* 1905. 7 fr. 50
OLDENBERG, professeur à l'Université de Kiel. * **Le Bouddha,** *sa Vie, sa Doctrine, sa Communauté,* trad. par P. Foucher, maître de conférences à l'École des Hautes Études. Préf. de Sylvain Lévi, prof. au Collège de France. 2e éd. 1903. 7 fr. 50
— * **La religion du Véda.** Traduit par V. Henry, prof. à la Sorbonne. 1903. 10 fr.
OSSIP-LOURIÉ. **La philosophie russe contemporaine.** 2e édit. 1905. 5 fr
— * **La Psychologie des romanciers russes au XIXe siècle.** 1905. 7 fr. 50
OUVRÉ (H.), professeur à l'Université de Bordeaux. * **Les Formes littéraires de la pensée grecque.** 1900. (Couronné par l'Académie française.) 10 fr.
PALANTE (G.), agrégé de philos. **Combat pour l'individu.** 1904. 3 fr. 75
PAULHAN. **L'Activité mentale et les Éléments de l'esprit.** 10 fr.
— * **Les Caractères.** 2e édit. 5 fr.
— **Les Mensonges du caractère.** 1905. 5 fr.
— **Le mensonge de l'Art.** 1907. 5 fr.
PAYOT (J.), recteur de l'Académie de Chambéry. **La croyance.** 2e édit. 1905. 5 fr.
— * **L'Éducation de la volonté.** 26e édit. 1907. 5 fr.
PÉRÈS (Jean), professeur au lycée de Caen. * **L'Art et le Réel.** 1898. 3 fr. 75
PÉREZ (Bernard). **Les Trois premières années de l'enfant.** 5e édit. 5 fr.
— **L'Éducation morale dès le berceau.** 4e édit. 1901. 5 fr.
— * **L'Éducation intellectuelle dès le berceau.** 2e éd. 1901. 5 fr.
PIAT (C.). **La Personne humaine.** 1898. (Couronné par l'Institut). 7 fr. 50
— * **Destinée de l'homme.** 1898. 5 fr.
PICAVET (E.), secrét. général du Collège de France, chargé de cours à la Sorbonne. * **Les Idéologues.** (Couronné par l'Académie française.) 10 fr.
PIDERIT. **La Mimique et la Physiognomonie.** Trad. par M. Girot. 5 fr.
PILLON (F.). * **L'Année philosophique,** 17 années : 1890, 1891, 1892, 1893 (épuisée). 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900 à 1906. 16 vol. Chac. 5 fr.
PIOGER (J.). **La Vie et la Pensée,** essai de conception expérimentale. 1894. 5 fr.
— **La Vie sociale, la Morale et le Progrès.** 1894. 5 fr.
PRAT (L.), doct. ès lettres. **Le caractère empirique et la personne** 1906. 7 fr. 50
PREYER, prof. à l'Université de Berlin. **Éléments de physiologie.** 5 fr.
PROAL, conseiller à la Cour de Paris. * **La Criminalité politique.** 1895. 5 fr.
— * **Le Crime et la Peine.** 3e édit. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.
— **Le Crime et le Suicide passionnels.** 1900. (Couronné par l'Ac. française.) 10 fr.
RAGEOT (G.), prof. au Lycée St-Louis. * **Le Succès.** *Auteurs et Public.* 1906. 5 fr.
RAUH, chargé de cours à la Sorbonne. * **De la méthode dans la psychologie des sentiments.** 1899. (Couronné par l'Institut.) 5 fr.
— * **L'Expérience morale.** 1903. (Récompensé par l'Institut.) 3 fr. 75
RÉCEJAC, doct. ès lett. **Les Fondements de la Connaissance mystique.** 1897. 5 fr.
RENARD (G.), professeur au Conservatoire des arts et métiers. * **La Méthode scientifique de l'histoire littéraire.** 1900. 10 fr.
RENOUVIER (Ch.) de l'Institut. * **Les Dilemmes de la métaphysique pure.** 1900. 5 fr.
— * **Histoire et solution des problèmes métaphysiques.** 1901. 7 fr. 50
— **Le personnalisme,** avec une étude sur la *perception externe et la force.* 1903. 10 fr.
— * **Critique de la doctrine de Kant.** 1906. 7 fr. 50
RIBERY, doct. ès lett. **Essai de classification naturelle des caractères.** 1903. 3 fr. 75
RIBOT (Th.), de l'Institut. * **L'Hérédité psychologique.** 8e édit. 7 fr. 50
— * **La Psychologie anglaise contemporaine.** 3e édit. 7 fr. 50
— * **La Psychologie allemande contemporaine,** 6e édit. 7 fr. 50
— **La Psychologie des sentiments.** 6e édit. 1906. 7 fr. 50
— **L'Évolution des idées générales.** 2e édit. 1904. 5 fr.
— * **Essai sur l'Imagination créatrice.** 2e édit. 1905. 5 fr.
— * **La logique des sentiments.** 2e édit. 1907. 3 fr. 75

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

RIBOT (Th.), de l'Institut. **Essai sur les passions.** 1907. 3 fr. 75

RICARDOU (A.), docteur ès lettres. * **De l'Idéal.** (Couronné par l'Institut.) 5 fr.

RICHARD (G.), chargé du cours de sociologie à l'Univ. de Bordeaux. * **L'idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire.** 1903. (Couronné par l'Institut.) 7 fr. 50

RIEMANN (H.), prof. à l'Université de Leipzig. **Les éléments de l'esthétique musicale.** Trad. de l'allemand par M. G. Humbert. 1906. 5 fr.

RIGNANO (E.). **Sur la transmissibilité des caractères acquis.** *Hypothèse d'une centro-epigenèse.* 1906. 5 fr.

RIVAUD (A.), maître de conf. à l'Univ. de Rennes. **Les notions d'essence et d'existence dans la philosophie de Spinoza.** 1906. 3 fr. 75

ROBERTY (E. de). **L'Ancienne et la Nouvelle philosophie.** 7 fr. 50

— * **La Philosophie du siècle** (positivisme, criticisme, évolutionnisme). 5 fr.

— **Nouveau Programme de sociologie.** 1904. 5 fr.

ROMANES. * **L'Évolution mentale chez l'homme.** 7 fr. 50

RUYSSEN (Th.), chargé de cours à l'Université de Dijon. * **Essai sur l'évolution psychologique du jugement.** 5 fr.

SAIGEY (E.). * **Les Sciences au XVIII**e **siècle.** La Physique de Voltaire. 5 fr.

SAINT-PAUL (Dr G.). **Le Langage intérieur et les paraphasies.** 1904. 5 fr.

SANZ Y ESCARTIN. **L'Individu et la Réforme sociale**, trad. Dietrich. 7 fr. 50

SCHOPENHAUER. **Aphor. sur la sagesse dans la vie.** Trad. Cantacuzène. 7e éd. 5 fr.

— * **Le Monde comme volonté et comme représentation.** 3e éd. 3 vol., chac. 7 fr. 50

SÉAILLES (G.), prof. à la Sorbonne. **Essai sur le génie dans l'art.** 2e édit. 5 fr.

— * **La Philosophie de Ch. Renouvier.** *Introduction au néo-criticisme.* 1905. 7 fr. 50

SIGHELE (Scipio). **La Foule criminelle.** 2e édit. 1901. 5 fr.

SOLLIER. **Le Problème de la mémoire.** 1900. 3 fr. 75

— **Psychologie de l'idiot et de l'imbécile**, avec 12 pl. hors texte. 2e éd. 1902. 5 fr.

— **Le Mécanisme des émotions.** 1905. 5 fr.

SOURIAU (Paul), prof. à l'Univ. de Nancy. **L'Esthétique du mouvement.** 5 fr.

— **La Beauté rationnelle.** 1904. 10 fr.

STAPFER (P.), doyen honoraire de la Faculté des lettres de Bordeaux. **Questions esthétiques et religieuses.** 1906. 3 fr. 75

STEIN (L.), professeur à l'Université de Berne. * **La Question sociale au point de vue philosophique.** 1900. 10 fr.

STUART MILL. * **Mes Mémoires.** Histoire de ma vie et de mes idées. 3e éd. 5 fr.

— * **Système de Logique déductive et inductive.** 4e édit. 2 vol. 20 fr.

— * **Essais sur la Religion.** 3e édit. 5 fr.

— **Lettres inédites à Aug. Comte et réponses d'Aug. Comte.** 1899. 10 fr.

SULLY (James). **Le Pessimisme.** Trad. Bertrand. 2e édit. 7 fr. 50

— * **Études sur l'Enfance.** Trad. A. Monod, préface de G. Compayré. 1898. 10 fr.

— **Essai sur le rire.** Trad. Terrier. 1904. 7 fr. 50

SULLY PRUDHOMME, de l'Acad. franç. **La vraie religion selon Pascal.** 1905. 7 fr. 50

TARDE (G.), de l'Institut, prof. au Coll. de France. * **La Logique sociale.** 3e éd. 1898. 7 fr. 50

— * **Les Lois de l'imitation.** 3e édit. 1900. 7 fr. 50

— **L'Opposition universelle.** *Essai d'une théorie des contraires.* 1897. 7 fr. 50

— * **L'Opinion et la Foule.** 2e édit. 1904. 5 fr.

— * **Psychologie économique.** 1902. 2 vol. 15 fr.

TARDIEU (E.). **L'Ennui.** *Étude psychologique.* 1903. 5 fr.

THOMAS (P.-F.), docteur ès lettres. * **Pierre Leroux, sa philosophie.** 1904. 5 fr.

— * **L'Éducation des sentiments.** (Couronné par l'Institut.) 3e édit. 1904. 5 fr.

VACHEROT (Et.), de l'Institut. * **Essais de philosophie critique.** 7 fr. 50

— **La Religion.** 7 fr. 50

WEBER (L.). * **Vers le positivisme absolu par l'idéalisme.** 1903. 7 fr. 50

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

ARISTOTE. **La Poétique d'Aristote**, par HATZFELD (A.), et M. DUFOUR. 1 vol. in-8. 1900. 6 fr.

SOCRATE. ***Philosophie de Socrate**, par A. FOUILLÉE. 2 v. in-8. 16 fr.

— **Le Procès de Socrate**, par G. SOREL. 1 vol. in-8...... 3 fr. 50

PLATON. **La Théorie platonicienne des Sciences**, par ÉLIE HALÉVY. In-8. 1895.............. 5 fr.

— **Œuvres**, traduction VICTOR COUSIN revue par J. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE : *Socrate et Platon ou le Platonisme — Eutyphron — Apologie de Socrate — Criton — Phédon*. 1 vol. in-8. 1896. 7 fr. 50

ÉPICURE. ***La Morale d'Épicure** et ses rapports avec les doctrines contemporaines, par M. GUYAU. 1 volume in-8. 5e édit...... 7 fr. 50

BÉNARD. **La Philosophie ancienne, ses systèmes.** *La Philosophie et la Sagesse orientales.— La Philosophie grecque avant Socrate. Socrate et les socratiques. — Les sophistes grecs.* 1 v. in-8... 9 fr.

FAVRE (Mme Jules), née VELTEN. **La Morale de Socrate**. In-18. 3 50

—**Morale d'Aristote**. In-18. 3 fr. 50

OUVRÉ (H.) **Les formes littéraires de la pensée grecque**. In-8. 10 fr.

GOMPERZ. **Les penseurs de la Grèce**. Trad. REYMOND. (*Trad. cour. par l'Acad. franç.*).

I. *La philosophie antésocratique*. 1 vol. gr. in-8........... 10 fr.

II. **Athènes, Socrate et les Socratiques*. 1 vol. gr. in-8.... 12 fr.

III. *Sous presse*).

RODIER (G.). ***La Physique de Straton de Lampsaque**. In-8. 3 fr.

TANNERY (Paul). **Pour la science hellène**. In-8......... 7 fr. 50

MILHAUD (G.).* **Les philosophes géomètres de la Grèce.** In-8. 1900. (*Couronné par l'Inst.*). 6 fr.

FABRE (Joseph). **La Pensée antique** *De Moïse à Marc-Aurèle*. 2e éd. In-8. 5 fr.

—**La Pensée chrétienne.** *Des Evangiles à l'Imitation de J.-C.* In-8. 9 fr.

LAFONTAINE (A.). **Le Plaisir,** *d'après Platon et Aristote*. In-8. 6 fr.

RIVAUD (A.), maître de conf. à l'Univ. de Rennes **Le problème du devenir et la notion de la matière,** *des origines jusqu'à Théophraste*. In-8. 1906. 10 fr.

GUYOT (H.), docteur ès lettres. **L'Infinité divine** *depuis Philon le Juif jusqu'à Plotin*. In-8. 1906.. 5 fr.

— **Les réminiscences de Philon le juif chez Plotin.** *Etude critique*. Broch. in-8........ 2 fr.

PHILOSOPHIE MÉDIÉVALE ET MODERNE

* DESCARTES, par L. LIARD, de l'Institut 2e éd. 1 vol. in-8. 5 fr.

— **Essai sur l'Esthétique de Descartes**, par E. KRANTZ. 1 vol. in-8. 2e éd. 1897............. 6 fr.

— **Descartes, directeur spirituel**, par V. de SWARTE. Préface de E. BOUTROUX. 1 vol. in-16 avec pl. (*Couronné par l'Institut*). 4 fr. 50

LEIBNIZ. ***Œuvres philosophiques**, pub. par P. JANET. 2e éd. 2 vol. in-8. 20 fr.

— ***La logique de Leibniz**, par L. COUTURAT. 1 vol. in-8.. 12 fr.

— **Opuscules et fragments inédits de Leibniz**, par L. COUTURAT. 1 vol. in-8............ 25 fr.

— **Leibniz et l'organisation religieuse de la Terre,** *d'après des documents inédits*, par JEAN BARUZI. 1 vol. in-8...... 10 fr.

PICAVET, chargé de cours à la Sorbonne. **Histoire générale et comparée des philosophies médiévales**. 1 vol. in-8. 2e éd. 1907. 7 fr. 50

WULF (M. de) **Histoire de la philos. médiévale.** 2e éd In-8. 10 fr.

FABRE (JOSEPH). ***L'imitation de Jésus-Christ**. Trad. nouvelle avec préface. In-8............ 7 fr.

SPINOZA. **Benedicti de Spinoza opera,** quotquot reperta sunt, recognoverunt J. Van Vloten et J.-P.-N. Land. 2 forts vol. in-8 sur papier de Hollande........... 45 fr.

Le même en 3 volumes. 18 fr.

FIGARD (L.), docteur ès lettres. **Un Médecin philosophe au XVIe siècle.** *La Psychologie de Jean*

Fernel. 1 v. in-8. 1903. 7 fr. 50

GASSENDI. **La Philosophie de Gassendi**, par P.-F. THOMAS. In-8. 1889 .... 6 fr.

MALEBRANCHE. * **La Philosophie de Malebranche**, par OLLÉ-LAPRUNE, de l'Institut. 2 v. in-8. 16 fr.

PASCAL. **Le scepticisme de Pascal**, par DROZ. 1 vol. in-8........ 6 fr.

VOLTAIRE. **Les Sciences au XVIIIe siècle.** Voltaire physicien, par Em. SAIGEY. 1 vol. in-8. 5 fr.

DAMIRON. **Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIIIe siècle.** 3 vol. in-8. 15 fr.

J.-J. ROUSSEAU* **Du Contrat social**, édition comprenant avec le texte définitif les versions primitives de l'ouvrage d'après les manuscrits de Genève et de Neuchâtel, avec introduction par EDMOND DREYFUS-BRISAC. 1 fort volume grand in-8. 12 fr.

ERASME. **Stultitiæ laus des. Erasmi Rot. declamatio.** Publié et annoté par J.-B. KAN, avec les figures de HOLBEIN. 1 v. in-8. 6 fr. 75

PHILOSOPHIE ANGLAISE

DUGALD STEWART. * **Éléments de la philosophie de l'esprit humain.** 3 vol. in-16 .... 9 fr.

— * **Philosophie de François Bacon**, par CH. ADAM. (Couronné par l'Institut). In-8..... 7 fr. 50

BERKELEY. **Œuvres choisies.** *Essai d'une nouvelle théorie de la vision. Dialogues d'Hylas et de Philonoüs.* Trad. de l'angl. par MM. BEAULAVON (G.) et PARODI (D.). In-8. 5 fr.

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

FEUERBACH. **Sa philosophie**, par A. LÉVY. 1 vol. in-8..... 10 fr.

JACOBI. **Sa Philosophie**, par L. LEVY-BRUHL. 1 vol. in-8.......... 5 fr.

KANT. **Critique de la raison pratique**, traduction nouvelle avec introduction et notes, par M. PICAVET. 2e édit. 1 vol. in-8.. 6 fr.

—* **Critique de la raison pure**, traduction nouvelle par MM. PACAUD et TREMESAYGUES. Préface de M. HANNEQUIN. 1 vol. in-8.. 12 fr.

— **Éclaircissements sur la Critique de la raison pure**, trad. TISSOT. 1 vol. in-8........ 6 fr.

— **Doctrine de la vertu**, traduction BARNI. 1 vol. in-8......... 8 fr.

— * **Mélanges de logique**, traduction TISSOT. 1 v. in-8..... 6 fr.

— * **Prolégomènes à toute métaphysique future** qui se présentera comme science, traduction TISSOT. 1 vol. in-8......... 6 fr.

—* **Essai critique sur l'Esthétique de Kant**, par V. BASCH. 1 vol. in-8. 1896......... 10 fr.

— **Sa morale**, par CRESSON. 2e éd. 1 vol. in-12 .... 2 fr. 50

— **L'Idée ou critique du Kantisme**, par C. PIAT, Dr ès lettres. 2e édit. 1 vol. in-8........ 6 fr.

KANT et FICHTE **et le problème de l'éducation**, par PAUL DUPROIX. 1 vol. in-8. 1897........ 5 fr.

SCHELLING. **Bruno**, ou du principe divin. 1 vol. in-8........ 3 fr. 50

HEGEL. * **Logique.** 2 vol. in-8. 14 fr.

— * **Philosophie de la nature.** 3 vol. in-8.............. 25 fr.

— * **Philosophie de l'esprit.** 2 vol. in-8.................... 18 fr.

— * **Philosophie de la religion.** 2 vol. in-8............. 20 fr.

— **La Poétique**, trad. par M. Ch. BÉNARD. Extraits de Schiller, Gœthe, Jean-Paul, etc., 2 v. in-8. 12 fr.

— **Esthétique.** 2 vol. in-8, trad. BÉNARD................. 16 fr.

— **Antécédents de l'hégélianisme dans la philos. franç.**, par E. BEAUSSIRE. in-18. 2 fr. 50

— **Introduction à la philosophie de Hegel**, par VÉRA. in-8. 6 fr. 50

—* **La logique de Hegel**, par EUG. NOEL. In-8. 1897.... 3 fr.

HERBART. * **Principales œuvres pédagogiques**, trad. A. PINLOCHE. In-8. 1894........... 7 fr. 50

La métaphysique de Herbart et la critique de Kant, par M. MAUXION. 1 vol. in-8... 7 fr. 50

MAUXION (M.). **L'éducation par l'instruction** *et les théories pédagogiques de Herbart*. 2e éd. In-12. 1906................. 2 fr. 50

SCHILLER. **Sa Poétique**, par V. BASCH. 1 vol. in-8. 1902... 4 fr.

Essai sur le mysticisme spéculatif en Allemagne au XIVe siècle, par DELACROIX (H.), maître de conf. à l'Univ. de Caen. 1 vol. in-8. 1900...... 5 fr.

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, pages 2 à 11.)

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, pages 2 à 11.)

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, pages 2 à 11.)

LES MAITRES DE LA MUSIQUE

Études d'histoire et d'esthétique,

Publiées sous la direction de M. **JEAN CHANTAVOINE**

Chaque volume in-16 de 250 pages environ..................... 3 fr. 50

Collection honorée d'une souscription du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Volumes parus :

* **J.-S. BACH,** par André PIRRO (2[e] *édition*).

* **CÉSAR FRANCK,** par Vincent D'INDY (3[e] *édition*).

* **PALESTRINA,** par Michel BRENET.

BEETHOVEN, par Jean CHANTAVOINE (2[e] *édition*).

En préparation : **Grétry,** par PIERRE AUBRY. — **Mendelssohn,** par CAMILLE BELLAIGUE. — **Moussorgsky,** par J.-D. CALVOCORESSI. — **Orlande de Lassus,** par HENRY EXPERT. — **Wagner,** par HENRI LICHTENBERGER. — **Berlioz,** par ROMAIN ROLLAND. — **Gluck,** par JULIEN TIERSOT. — **Schubert,** par A. SCHWEITZER, etc., etc.

LES GRANDS PHILOSOPHES

Publié sous la direction de M. C. PIAT

Agrégé de philosophie, docteur ès lettres, professeur à l'École des Carmes.

Chaque étude forme un volume in-8° carré de 300 pages environ, dont le prix varie de 5 francs à 7 fr. 50.

***Kant,** par M. RUYSSEN, chargé de cours à l'Université de Dijon. 2[e] édition. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Institut.*) 7 fr. 50
***Socrate,** par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.
***Avicenne,** par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. 5 fr.
***Saint Augustin,** par l'abbé JULES MARTIN. 1 vol. in-8. 5 fr.
***Malebranche,** par Henri JOLY, de l'Institut. 1 vol. in-8. 5 fr.
***Pascal,** par A. HATZFELD. 1 vol. in-8. 5 fr.
***Saint Anselme,** par DOMET DE VORGES. 1 vol. in-8. 5 fr.
Spinoza, par P.-L. COUCHOUD, agrégé de l'Université. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Académie Française*). 5 fr.
Aristote, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.
Gazali, par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Académie Française*). 5 fr.
***Maine de Biran,** par Marius COUAILHAC. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut*). 7 fr. 50
Platon, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
Montaigne, par F. STROWSKI, professeur à l'Université de Bordeaux. 1 vol. in-8. 6 fr.

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

HENRI WELSCHINGER, de l'Institut. — ***Bismarck.** 1 v. in-16. 1900. 2 fr. 50
H. LÉONARDON. — ***Prim.** 1 vol. in-16. 1901........... 2 fr. 50
M. COURCELLE. — ***Disraëli.** 1 vol. in-16. 1901........... 2 fr. 50
M. COURANT. — **Okoubo.** 1 vol. in-16, avec un portrait. 1904.. 2 fr. 50
A. VIALLATE. — **Chamberlain.** Préface de E. BOUTMY. 1 vol. in-16. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE des SCIENCES SOCIALES

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : DICK MAY, Secrétaire général de l'École des Hautes Études sociales.
Chaque volume in-8 de 300 pages environ, cartonné à l'anglaise, 6 fr.

1. **L'Individualisation de la peine**, par R. SALEILLES, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.
2. **L'Idéalisme social**, par Eugène FOURNIÈRE.
3. ***Ouvriers du temps passé** (XVe et XVIe siècles), par H. HAUSER, professeur à l'Université de Dijon. 2e édit.
4. ***Les Transformations du pouvoir**, par G. TARDE, de l'Institut.
5. **Morale sociale**, par MM. G. BELOT, MARCEL BERNÈS, BRUNSCHVICG, F. BUISSON, DARLU, DAURIAC, DELBET, CH. GIDE, M. KOVALEVSKY, MALAPERT, le R. P. MAUMUS, DE ROBERTY, G. SOREL, le PASTEUR WAGNER. Préface de M. E. BOUTROUX,
6. **Les Enquêtes**, pratique et théorie, par P. DU MAROUSSEM. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*)
7. ***Questions de Morale**, par MM. BELOT, BERNÈS, F. BUISSON, A. CROISET, DARLU, DELBOS, FOURNIÈRE, MALAPERT, MOCH, PARODI, G. SOREL (*Ecole de morale*). 2e édit.
8. **Le développement du Catholicisme social** depuis l'encyclique *Rerum novarum*, par Max TURMANN.
9. * **Le Socialisme sans doctrines.** *La Question ouvrière et la Question agraire en Australie et en Nouvelle-Zélande*, par Albert MÉTIN, agrégé de l'Université, professeur à l'École Coloniale.
10. * **Assistance sociale.** *Pauvres et mendiants*, par PAUL STRAUSS, sénateur.
11. ***L'Éducation morale dans l'Université.** (*Enseignement secondaire.*) Par MM. LÉVY-BRUHL, DARLU, M. BERNÈS, KORTZ, CLAIRIN, ROCAFORT, BIOCHE, Ph. GIDEL, MALAPERT, BELOT. (*Ecole des Hautes Etudes sociales*, 1900-1901).
12. ***La Méthode historique appliquée aux Sciences sociales**, par Charles SEIGNOBOS, professeur à l'Université de Paris.
13. ***L'Hygiène sociale**, par E. DUCLAUX, de l'Institut, directeur de l'instit. Pasteur.
14. **Le Contrat de travail.** *Le rôle des syndicats professionnels*, par P. BUREAU, prof. à la Faculté libre de droit de Paris.
15. ***Essai d'une philosophie de la solidarité**, par MM. DARLU, RAUH, F. BUISSON, GIDE, X. LÉON, LA FONTAINE, E. BOUTROUX (*Ecole des Hautes Etudes sociales*). 2e édit.
16. ***L'exode rural et le retour aux champs**, par E. VANDERVELDE, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.
17. ***L'Education de la démocratie**, par MM. E. LAVISSE, A. CROISET, Ch. SEIGNOBOS, P. MALAPERT, G. LANSON, J. HADAMARD (*Ecole des Hautes Etudes soc.*).
18. ***La Lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés**, par J.-L. DE LANNESSAN, député, prof. agr. à la Fac. de méd. de Paris.
19. ***La Concurrence sociale et les devoirs sociaux**, par le MÊME.
20. ***L'Individualisme anarchiste, Max Stirner**, par V. BASCH, professeur à l'Université de Rennes.
21. ***La démocratie devant la science**, par C. BOUGLÉ, prof. de philosophie sociale à l'Université de Toulouse. (*Récompensé par l'Institut.*)
22. ***Les Applications sociales de la solidarité**, par MM. P. BUDIN, Ch. GIDE, H. MONOD, PAULET, ROBIN, SIEGFRIED, BROUARDEL. Préface de M. Léon BOURGEOIS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
23. **La Paix et l'enseignement pacifiste**, par MM. Fr. PASSY, Ch. RICHET, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, E. BOURGEOIS, A. WEISS, H. LA FONTAINE, G. LYON (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
24. ***Etudes sur la philosophie morale au XIXe siècle**, par MM. BELOT, A. DARLU, M. BERNÈS, A. LANDRY, Ch. GIDE, E. ROBERTY, R. ALLIER, H. LICHTENBERGER, L. BRUNSCHVICG (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
25. ***Enseignement et démocratie**, par MM. APPELL, J. BOITEL, A. CROISET, A. DEVINAT, Ch.-V. LANGLOIS, G. LANSON, A. MILLERAND, Ch. SEIGNOBOS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
26. ***Religions et Sociétés**, par MM. TH. REINACH, A. PUECH, R. ALLIER, A. LEROY-BEAULIEU, le baron CARRA DE VAUX, H. DREYFUS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
27. ***Essais socialistes.** *La religion, l'art, l'alcool*, par E. VANDERVELDE.
28. **Le surpeuplement et les habitations à bon marché**, par H. TUROT, conseiller municipal de Paris, et H. BELLAMY.
29. **L'individu, la société et l'état**, par E. FOURNIÈRE.

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 brochés à 3 fr. 50. — Volumes in-8 brochés de divers prix

---

EUROPE

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne, * **Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 à 1878.** 2 vol. in-8. (*Ouvrage couronné par l'Institut.* 18 fr.

DOELLINGER (I. de). **La papauté**, ses origines au moyen âge, son influence jusqu'en 1870. Traduit par A. GIRAUD-TEULON, 1904. 1 vol. in-8. 7 fr.

SYBEL (H. de). * **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, traduit de l'allemand par Mlle DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.

TARDIEU (A.). ***Questions diplomatiques de l'année 1904.** 1 vol. in-12. (*ouvrage couronné par l'Académie française*). 3 fr. 50

FRANCE

Révolution [et Empire]

AULARD, professeur à la Sorbonne. * **Le Culte de la Raison et le Culte de l'Être suprême**, étude historique (1793-1794). 2e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— * **Études et leçons sur la Révolution française.** 5 v. in-12. Chacun. 3 fr. 50

DUMOULIN (Maurice). * **Figures du temps passé.** 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50

MOLLIEN (Cte). **Mémoires d'un ministre du trésor public (1780-1815)**, publiés par M. Ch. GOMEL. 3 vol. in-8. 15 fr.

BOITEAU (P.). **État de la France en 1789.** Deuxième éd. 1 vol. in-8. 10 fr.

BORNARD (E.), doct ès-lettres. **Cambon et la Révolution française.** In-8. 7 fr.

CAHEN (L.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. * **Condorcet et la Révolution française.** 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 10 fr.

DESPOIS (Eug.). * **Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 4e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne. * **Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France** (1789-1870). 1 fort vol. in-8. 1898. (*Couronné par l'Institut.*) 12 fr.

— * **L'Église catholique et l'Etat en France sous la troisième République (1870-1906).** — I. **(1870-1889)**, 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. — II. **(1889-1906)**, paraîtra en 1907.

GOMEL (G.). **Les causes financières de la Révolution française. Les ministères de Turgot et de Necker.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **Les causes financières de la Révolution française; les derniers contrôleurs généraux.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **Histoire financière de l'Assemblée Constituante (1789-1791).** 2 vol. in-8, 16 fr. — Tome I : **(1789)**, 8 fr.; tome II : **(1790-1791)**, 8 fr.

— **Histoire financière de la Législative et de la Convention.** 2 vol. in-8, 15 fr. — Tome I : **(1792-1793)**, 7 fr. 50; tome II : **(1793-1795)**. 7 fr. 50

MATHIEZ (A.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. **La théophilanthropie et le culte décadaire**, 1796-1801. 1 vol. in-8. 12 fr.

— **Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française.** In-16, 1906. 3 fr. 50

ISAMBERT (G.). * **La vie à Paris pendant une année de la Révolution** (1791-1792). In-16. 1896. 3 fr. 50

MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires.** 3 vol. in-12, précédés d'une préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50

CARNOT (H.), sénateur. * **La Révolution française**, résumé historique. In-16. Nouvelle édit. 3 fr. 50

DRIAULT (E.), professeur au lycée de Versailles. **La politique orientale de Napoléon.** SÉBASTIANI et GARDANE (1806-1808). 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 7 fr.

— * **Napoléon en Italie (1800-1812).** 1 vol. in-8. 1906. 10 fr.

SILVESTRE, professeur à l'École des sciences politiques. **De Waterloo à Sainte-Hélène** (20 Juin-16 Octobre 1815). 1 vol. in-16. 3 fr. 50

BONDOIS (P.), agrégé de l'Université. * **Napoléon et la société de son temps** (1793-1821). 1 vol. in-8. 7 fr.

VALLAUX (C.). * **Les campagnes des armées françaises (1792-1815).** In-16, avec 17 cartes dans le texte. 3 fr. 50

Epoque contemporaine

SCHEFER (Ch.), professeur à l'Ecole des sciences politiques. ***La France moderne et le problème colonial**. I. (1815-1830). 1 vol. in-8. 7 fr.

WEILL (G.), maître de conf. à l'Université de Caen. **Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870**. 1 vol. in-8. 1900. (*Récompensé par l'Institut.*) 10 fr.

— ***Histoire du mouvement social en France** (1852-1902). 1 v. in-8. 1905. 7 fr.

— **L'Ecole saint-simonienne**, son histoire, son influence jusqu'à nos jours. In-16. 1896. 3 fr. 50

BLANC (Louis). ***Histoire de Dix ans** (1830-1840). 5 vol. in-8. 25 fr.

GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix. * **Les Colonies françaises**. 1 vol. in-8. 6e édition revue et augmentée. 5 fr.

LAUGEL (A.). * **La France politique et sociale**. 1 vol. in-8. 5 fr.

SPULLER (E.), ancien ministre de l'Instruction publique. ***Figures disparues**, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-16. Chacun. 3 fr. 50

— **Hommes et choses de la Révolution**. In-16. 1896. 3 fr. 50.

TAXILE DELORD. ***Histoire du second Empire** (1848-1870). 6 v. in-8. 42 fr.

TCHERNOFF (J.). **Associations et Sociétés secrètes sous la deuxième République** (1848-1851). 1 vol. in-8. 1905. 7 fr.

ZEVORT (E.), recteur de l'Académie de Caen. **Histoire de la troisième République :**

Tome I. ***La présidence de M. Thiers**. 1 vol. in-8. 3e édit. 7 fr.

Tome II. ***La présidence du Maréchal**. 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.

Tome III. ***La présidence de Jules Grévy**. 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.

Tome IV. **La présidence de Sadi Carnot**. 1 vol. in-8. 7 fr.

LANESSAN (J.-L. de). **L'Etat et les Eglises de France**. *Histoire de leurs rapports, des origines jusqu'à la Séparation*. 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50

— **Les Missions et leur protectorat**. 1 vol. in-16. 1907. 3 fr. 50

WAHL, inspect. général, A. BERNARD, professeur à la Sorbonne. ***L'Algérie**. 1 vol. in-8. 4e édit., 1903. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*) 5 fr.

NOEL (O.). **Histoire du commerce extérieur de la France depuis la Révolution**. 1 vol. in-8. 6 fr.

DUVAL (J.). **L'Algérie et les colonies françaises**, avec une notice biographique sur l'auteur, par J. LEVASSEUR, de l'Institut. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

VIGNON (L.), professeur à l'Ecole coloniale. **La France dans l'Afrique du nord**. 2e édition. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 7 fr.

— **Expansion de la France**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

LANESSAN (J.-L. de). ***L'Indo-Chine française**. Étude économique, politique et administrative. 1 vol. in-8, avec 5 cartes en couleurs hors texte. 15 fr.

PIOLET (J.-B.). **La France hors de France**, notre émigration, sa nécessité, ses conditions. 1 vol. in-8. 1900. (*Couronné par l'Institut.*) 10 fr.

LAPIE (P.), professeur à l'Université de Bordeaux. * **Les Civilisations tunisiennes** (Musulmans, Israélites, Européens). In-16. 1898. (*Couronné par l'Académie française.*) 3 fr. 50

LEBLOND (Marius-Ary). **La société française sous la troisième République**. 1905. 1 vol. 5 fr.

GAISMAN (A.). ***L'Œuvre de la France au Tonkin**. Préface de M. J.-L. de LANESSAN. 1 vol. in-16 avec 4 cartes en couleurs. 1906. 3 fr. 50

ANGLETERRE

MÉTIN (Albert), Prof. à l'Ecole Coloniale. * **Le Socialisme en Angleterre**. In-16. 3 fr. 50

ALLEMAGNE

SCHMIDT (Ch.), docteur ès lettres. **Le grand duché de Berg** (1806-1813) 1905. 1 vol. in-8. 10 fr.

VERON (Eug.). * **Histoire de la Prusse**, depuis la mort de Frédéric II. In-16. 6e édit. 3 fr. 50

— * **Histoire de l'Allemagne**, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. In-16. 3e éd., mise au courant des événements par P. BONDOIS. 3 fr. 50

ANDLER (Ch.), prof. à la Sorbonne. ***Les origines du socialisme d'État en Allemagne**. 1 vol. in-8. 1897. 7 fr.

GUILLAND (A.), professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique suisse. ***L'Allemagne nouvelle et ses historiens**. (NIEBUHR, RANKE, MOMMSEN, SYBEL, TREITSCHKE.) 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.

MILHAUD (G.), professeur à l'Université de Genève. ***La Démocratie socialiste allemande**. 1 vol. in-8. 1903. 10 fr.

MATTER (P.), doct. en droit, substitut au tribunal de la Seine. ***La Prusse et la révolution de 1848.** In-16. 1903. 3 fr. 50
— ***Bismarck et son temps.** I. *La préparation* (1815-1863). 1 vol. in-8. 10 fr.
II. **L'action* (1863-1870). 1 vol. in-8. 10 fr.

AUTRICHE-HONGRIE

BOURLIER (J.). ***Les Tchèques et la Bohême contemporaine.** In-16. 1897. 3 fr. 50
AUERBACH, professeur à l'Université de Nancy. ***Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie.** In-8. 1898. 5 fr.
SAYOUS (Ed.), professeur à la Faculté des lettres de Besançon. **Histoire des Hongrois** et de leur littérature politique, de 1790 à 1815. In-16. 3 fr. 50
*RECOULY (R.), agrégé de l'Univ. **Le pays magyar.** 1903. In-16. 3 fr. 50

RUSSIE

COMBES DE LESTRADE (Vte). **La Russie économique et sociale à l'avènement de Nicolas II.** 1 vol. in-8. 6 fr.

ITALIE

COMBES DE LESTRADE (Vte). **La Sicile sous la maison de Savoie.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
SORIN (Élie). ***Histoire de l'Italie,** depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel. In-16. 1888. 3 fr. 50
GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix. ***Bonaparte et les Républiques italiennes** (1796-1799). 1895. 1 vol. in-8 5 fr.
BOLTON KING (M. A.). ***Histoire de l'unité italienne.** Histoire politique de l'Italie, de 1814 à 1871, traduit de l'anglais par M. Macquart; introduction de M. Yves Guyot. 1900. 2 vol. in-8. 15 fr.

ESPAGNE

REYNALD (H.). ***Histoire de l'Espagne,** depuis la mort de Charles III. In-16. 3 fr. 50

ROUMANIE

DAMÉ (Fr.). ***Histoire de la Roumanie contemporaine,** depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8. 1900. 7 fr.

SUISSE

DAENDLIKER. ***Histoire du peuple suisse.** Trad. de l'allem. par Mme Jules Favre et précédé d'une Introduction de Jules Favre. 1 vol. in-8. 5 fr.

SUÈDE

SCHEFER (C.). ***Bernadotte roi (1810-1818-1844).** 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.

GRÈCE, TURQUIE, ÉGYPTE

BÉRARD (V.), docteur ès lettres. ***La Turquie et l'Hellénisme contemporain.** (*Ouvrage cour. par l'Acad. française*). In-16 5e éd. 3 fr. 50
RODOCANACHI (E.). ***Bonaparte et les îles Ioniennes** (1797-1816). 1 volume in-8. 1899. 5 fr.
MÉTIN (Albert), professeur à l'École coloniale. ***La Transformation de l'Egypte.** In-16. 1903. (Cour. par la Soc. de géogr. comm.) 3 fr. 50

INDE

PIRIOU (E.), agrégé de l'Université. ***L'Inde contemporaine et le mouvement national.** 1905. 1 vol. in-16. 3 fr. 50

CHINE

CORDIER (H.), professeur à l'Ecole des langues orientales. ***Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales** (1860-1902), avec cartes. 3 vol. in-8, chacun séparément. 10 fr.
— **L'Expédition de Chine de 1857-58.** Histoire diplomatique, notes et documents. 1905. 1 vol. in-8. 7 fr.
— ***L'Expédition de Chine de 1860.** Histoire diplomatique, notes et documents. 1906. 1 vol. in-8. 7 fr.
COURANT (M.), maître de conférences à l'Université de Lyon. **En Chine.** *Mœurs et institutions. Hommes et faits.* 1 vol. in-16. 3 fr. 50

AMÉRIQUE

ELLIS STEVENS. **Les Sources de la constitution des États-Unis.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
DEBERLE (Alf.). ***Histoire de l'Amérique du Sud,** in-16. 3e éd. 3 fr. 50

BARNI (Jules). * **Histoire des idées morales et politiques en France au XVIII° siècle.** 2 vol. in-16. Chaque volume. 3 fr. 50
— * **Les Moralistes français au XVIII° siècle.** In-16. 3 fr. 50
BEAUSSIRE (Émile), de l'Institut. **La Guerre étrangère et la Guerre civile.** In-16. 3 fr. 50
LOUIS BLANC. **Discours politiques** (1848-1881). 1 vol. in-8. 7 fr. 50
BONET-MAURY. * **Histoire de la liberté de conscience** (1598-1870). In-8. 1900. 5 fr.
BOURDEAU (J.). * **Le Socialisme allemand et le Nihilisme russe.** In-16. 2° édit. 1894. 3 fr. 50
— * **L'évolution du Socialisme.** 1901. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
D'EICHTHAL (Eug.). **Souveraineté du peuple et gouvernement.** In-16. 1895. 3 fr. 50
DESCHANEL (E.), sénateur, professeur au Collège de France. * **Le Peuple et la Bourgeoisie.** 1 vol. in-8. 2° édit. 5 fr.
DEPASSE (Hector), député. **Transformations sociales.** 1894. In-16. 3 fr. 50
— **Du Travail et de ses conditions** (Chambres et Conseils du travail). In-16. 1895. 3 fr. 50
DRIAULT (E.), prof. agr. au lycée de Versailles. * **Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX° siècle.** In-8. 1900. 7 fr.
— * **La question d'Orient**, préface de G. MONOD, de l'Institut. 1 vol. in-8. 3° édit. 1905. (*Ouvrage couronné par l'Institut*). 7 fr.
GUÉROULT (G.). * **Le Centenaire de 1789.** In-16. 1889. 3 fr. 50
LAVELEYE (E. de), correspondant de l'Institut. **Le Socialisme contemporain.** In-16. 11° édit. augmentée. 3 fr. 50
LICHTENBERGER (A.). * **Le Socialisme utopique,** *étude sur quelques précurseurs du Socialisme.* In-16. 1898. 3 fr. 50
— * **Le Socialisme et la Révolution française.** 1 vol. in-8. 5 fr.
MATTER (P.). **La dissolution des assemblées parlementaires,** étude de droit public et d'histoire. 1 vol. in-8. 1898. 5 fr.
NOVICOW. **La Politique internationale.** 1 vol. in-8. 7 fr.
PAUL LOUIS. **L'ouvrier devant l'Etat.** Etude de la législation ouvrière dans les deux mondes. 1904. 1 vol. in-8. 7 fr.
— **Histoire du mouvement syndical en France** (1789-1906). 1 vol in-16. 1907. 3 fr. 50
REINACH (Joseph), député. **Pages républicaines.** In-16. 3 fr 50
— * **La France et l'Italie devant l'histoire.** 1 vol. in-8. 5 fr.
SPULLER (E.). * **Éducation de la démocratie.** In-16. 1892. 3 fr. 50
— **L'Évolution politique et sociale de l'Église.** 1 vol. in-12. 1893. 3 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

* **DE SAINT-LOUIS A TRIPOLI PAR LE LAC TCHAD,** par le lieutenant-colonel MONTEIL. 1 beau vol. in-8 colombier, précédé d'une préface de M. DE VOGUÉ, de l'Académie française, illustrations de RIOU. 1895. *Ouvrage couronné par l'Académie française (Prix Montyon)*, broché 20 fr., relié amat., 28 fr.

* **HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE,** par Taxile DELORD. 6 vol. in-8, avec 500 gravures. Chaque vol. broché, 8 fr.

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE et LITTÉRATURE ANCIENNES

* **De l'authenticité des épigrammes de Simonide,** par M. le Professeur H. HAUVETTE, 1 vol. in-8. 5 fr.
* **Les Satires d'Horace,** par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 11 fr.
* **De la flexion dans Lucrèce,** par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 4 fr.
* **La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce,** par M. le Prof. GUIRAUD. 1 vol. in-8. 7 fr.

***Recherches sur le Discours aux Grecs de Tatien**, suivies d'une *traduction française du discours*, avec notes, par A. Puech, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1903. 6 fr.

***Les « Métamorphoses » d'Ovide et leurs modèles grecs**, par A. Lafaye, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1904. 8 fr. 50

MOYEN AGE

***Premiers mélanges d'histoire du Moyen âge**, par MM. le Prof. A. Luchaire, Dupont-Ferrier et Poupardin. 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Deuxièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, publiés sous la direct. de M. le Prof. A. Luchaire, par MM. Luchaire, Halphen et Huckel. 1 vol. in-8. 6 fr.

Troisièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, par MM. le Prof. Luchaire, Beyssier, Halphen et Cordey. 1 vol. in-8. 8 fr. 50

Quatrièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, par MM. Jacquemin, Faral, Beyssier. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

***Essai de restitution des plus anciens Mémoriaux de la Chambre des Comptes de Paris**, par MM. J. Petit, Gavrilovitch, Maury et Téodoru, préface de M. Ch.-V. Langlois, prof. adjoint. 1 vol. in-8. 9 fr.

Constantin V, empereur des Romains (740-775). *Étude d'histoire byzantine*, par A. Lombard, licencié ès lettres. Préface de M. Ch. Diehl, prof. adjoint. 1 vol. in-8. 6 fr.

Étude sur quelques manuscrits de Rome et de Paris, par M. le Prof. A. Luchaire, membre de l'Institut. 1 vol. in-8. 6 fr.

Les archives de la cour des comptes, aides et finances de Montpellier, par L. Martin-Chabot, archiviste-paléographe. 1 vol. in-8. 8 fr.

PHILOLOGIE et LINGUISTIQUE

***Le dialecte alaman de Colmar (Haute-Alsace) en 1870**, grammaire et lexique, par M. le Prof. Victor Henry. 1 vol. in-8. 8 fr.

***Études linguistiques sur la Basse-Auvergne, phonétique historique du patois de Vinzelles (Puy-de-Dôme)**, par Albert Dauzat. Préface de M. le Prof. A. Thomas. 1 vol. in-8. 6 fr.

***Antinomies linguistiques**, par M. le Prof. Victor Henry. 1 v. in-8. 2 fr.

Mélanges d'étymologie française, par M. le Prof. A. Thomas. In-8. 7 fr.

A propos du corpus Tibullianum. *Un siècle de philologie latine classique*, par M. le Prof. A. Cartault. 1 vol. in-8. 18 fr.

PHILOSOPHIE

L'imagination et les mathématiques selon Descartes, par P. Boutroux, licencié ès lettres. 1 vol. in-8. 2 fr.

GÉOGRAPHIE

La rivière Vincent-Pinzon. *Étude sur la cartographie de la Guyane*, par M. le Prof. Vidal de la Blache, de l'Institut. In-8, avec grav. et planches hors texte. 6 fr.

LITTÉRATURE MODERNE

***Mélanges d'histoire littéraire**, par MM. Freminet, Dupin et Des Cognets. Préface de M. le prof. Lanson. 1 vol. in-8. 6 fr. 50

HISTOIRE CONTEMPORAINE

***Le treize vendémiaire an IV**, par Henry Zivy. 1 vol. in-8. 4 fr.

TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

PAUL FABRE. **La polyptyque du chanoine Benoît.** In-8. 3 fr. 50

A. PINLOCHE. ***Principales œuvres de Herbart.** 7 fr. 50

A. PENJON. **Pensée et réalité**, de A. Spir, trad. de l'allem. In-8. 10 fr.

— **L'énigme sociale.** 1902. 1 vol. in-8. 2 fr. 50

G. LEFÈVRE. ***Les variations de Guillaume de Champeaux et la question des Universaux.** Étude suivie de documents originaux. 1898. 3 fr.

J. DEROCQUIGNY. **Charles Lamb.** *Sa vie et ses œuvres.* 1 vol. in-8 12 fr.

ANNALES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Rocca, par Emile BOURGEOIS, 1 vol. in-8. 10 fr.
La républ. des Provinces-Unies, France et Pays-Bas espagnols, de 1630 à 1650, par A. WADDINGTON. 2 vol. in-8. 12 fr.
Le Vivarais, essai de géographie régionale, par BURDIN. 1 vol. in-8. 6 fr.

---

*RECUEIL DES INSTRUCTIONS
DONNÉES AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES DE FRANCE
DEPUIS LES TRAITÉS DE WESTPHALIE JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères.

Beaux vol. in-8 rais., imprimés sur pap. de Hollande, avec Introduction et notes.

I. — **AUTRICHE**, par M. Albert SOREL, de l'Académie française. *Épuisé*.
II. — **SUÈDE**, par M. A. GEFFROY, de l'Institut.................. 20 fr.
III. — **PORTUGAL**, par le vicomte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR..... 20 fr.
IV et V. — **POLOGNE**, par M. Louis FARGES. 2 vol.............. 30 fr.
VI. — **ROME**, par M. G. HANOTAUX, de l'Académie française..... 20 fr.
VII. — **BAVIÈRE, PALATINAT ET DEUX-PONTS**, par M. André LEBON. 25 fr.
VIII et IX. — **RUSSIE**, par M. Alfred RAMBAUD, de l'Institut. 2 vol.
Le 1er vol. 20 fr. Le second vol.......................... 25 fr.
X. — **NAPLES ET PARME**, par M. Joseph REINACH, député....... 20 fr.
XI. — **ESPAGNE** (1649-1750), par MM. MOREL-FATIO et LÉONARDON (t. I). 20 fr.
XII et XII *bis*. — **ESPAGNE** (1750-1789) (t. II et III), par les mêmes.... 40 fr.
XIII. — **DANEMARK**, par M. A. GEFFROY, de l'Institut............ 14 fr.
XIV et XV. — **SAVOIE-MANTOUE**, par M. HORRIC de BEAUCAIRE. 2 vol. 40 fr.
XVI. — **PRUSSE**, par M. A. WADDINGTON. 1 vol. (Couronné par l'Institut.) 28 fr.

---

*INVENTAIRE ANALYTIQUE
DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques

Correspondance politique de MM. de CASTILLON et de MARILLAC, ambassadeurs de France en Angleterre (1537-1542), par M. JEAN KAULEK, avec la collaboration de MM. Louis Farges et Germain Lefèvre-Pontalis. 1 vol. in-8 raisin .... 15 fr.

Papiers de BARTHÉLEMY, ambassadeur de France en Suisse, de 1792 à 1797 par M. Jean KAULEK. 4 vol. in-8 raisin. I. Année 1792, 15 fr. — II. Janvier-août 1793, 15 fr. — III. Septembre 1793 à mars 1794, 18 fr. — IV. Avril 1794 à février 1795, 20 fr. — V. Septembre 1794 à Septembre 1796 .... 20 fr.

Correspondance politique de ODET DE SELVE, ambassadeur de France en Angleterre (1546-1549), par M. G. LEFÈVRE-PONTALIS. 1 vol. in-8 raisin .... 15 fr.

Correspondance politique de GUILLAUME PELLICIER, ambassadeur de France à Venise (1540-1542), par M. Alexandre TAUSSERAT-RADEL. 1 fort vol. in-8 raisin .... 40 fr.

Correspondance des Deys d'Alger avec la Cour de France (1759-1833), recueillie par Eug. PLANTET, attaché au Ministère des Affaires étrangères. 2 vol. in-8 raisin avec 2 planches en taille-douce hors texte. 30 fr.

Correspondance des Beys de Tunis et des Consuls de France avec la Cour (1577-1830), recueillie par Eug. PLANTET, publiée sous les auspices du Ministère des Affaires étrangères. 3 vol. in-8 raisin. TOME I (1577-1700). *Épuisé*. — TOME II (1700-1770). 20 fr. — TOME III (1770-1830). 20 fr.

Les introducteurs des Ambassadeurs (1589-1900). 1 vol. in-4, avec figures dans le texte et planches hors texte. 20 fr.

*REVUE PHILOSOPHIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par Th. RIBOT, Membre de l'Institut, Professeur honoraire au Collège de France.
(32[e] année, 1907.) — Paraît tous les mois.
Abonnement : Un an : Paris, **30** fr. — Départements et Etranger, **33** fr.
La livraison, **3** fr.
Les années écoulées, chacune **30** francs, et la livraison, **3** fr.
Tables des matières (1876-1887), in-8. **3** fr. — (1888-1895), in-8. **3** fr. — (1896-1905), in-8. **3** fr.

---

*REVUE GERMANIQUE (ALLEMAGNE — ANGLETERRE ÉTATS-UNIS — PAYS SCANDINAVES)

Première année, 1905. — Paraît tous les deux mois (*Cinq numéros par an*).
Secrétaire général : M. PIQUET, professeur à l'Université de Lille.
Abonnement : Paris, **14** fr. — Départements et Etranger, **16** fr.
La livraison, **4** fr.

---

*Journal de Psychologie Normale et Pathologique

DIRIGÉ PAR LES DOCTEURS

Pierre JANET et **Georges DUMAS**
Professeur au Collège de France. Chargé de cours à la Sorbonne.
(4[e] année, 1907.) — Paraît tous les deux mois.
Abonnement : France et Etranger, **14** fr. — La livraison, **2** fr. **60**.
Le prix d'abonnement est de 12 fr. pour les abonnés de la Revue philosophique.

---

*REVUE HISTORIQUE

Dirigée par MM. G. MONOD, Membre de l'Institut, **et Ch. BÉMONT**
(32[e] année, 1907.) — Paraît tous les deux mois.
Abonnement : Un an : Paris, **30** fr. — Départements et Etranger, **33** fr.
La livraison, **6** fr.
Les années écoulées, chacune **30** fr.; le fascicule, **6** fr. Les fascicules de la 1[re] année, **9** fr.

TABLES GÉNÉRALES DES MATIÈRES

I. 1876 à 1880. 3 fr.; pour les abonnés, 1 fr. 50 | III. 1886 à 1890. 5 fr.; pour les abonnés, 2 fr. 50
II. 1881 à 1885. 3 fr.; — 1 fr. 50 | IV. 1891 à 1895. 3 fr.; — 1 fr. 50
V. 1896 à 1900. 3 fr.; pour les abonnés, 1 fr. 50

---

*ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES

Revue bimestrielle publiée avec la collaboration des professeurs et des anciens élèves de l'Ecole libre des Sciences politiques
(22[e] année, 1907.)
Rédacteur en chef : M. A. VIALLATE, Prof. à l'Ecole.
Abonnement. — Un an : Paris, **18** fr.; Départements et Etranger, **19** fr.
La livraison, **3** fr. **50**.

---

*JOURNAL DES ÉCONOMISTES

Revue mensuelle de la science économique et de la statistique
Paraît le 15 de chaque mois par fascicules grand in-8 de 10 à 12 feuilles.
Rédacteur en chef : G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut
Abonnement : Un an, France et Algérie, **36** fr. Six mois, **19** fr.
Union postale : Un an, **38** fr. Six mois, **20** fr. — Le numéro, **3** fr. **50**
Les abonnements partent de janvier ou de juillet.
Tables des matières (1841 à 1865), in-8. **20** fr. — (1866 à 1904), in-8. **20** fr.

---

*Revue de l'École d'Anthropologie de Paris

Recueil mensuel publié par les professeurs. — (17[e] année, 1907).
Abonnement : France et Étranger, **10** fr. — Le numéro, **1** fr.
TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES, 1891-1900. . . . **2** fr.

REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

(4[e] année, 1907) **Mensuelle**
Abonnement : Un an, France et Belgique, **50** fr.; autres pays, **56** fr.

Bulletin de la Société libre pour l'Étude psychologique de l'Enfant

10 numéros par an. — **Abonnement du 1[er] octobre** : **3** fr.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE
INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de M. Émile ALGLAVE

Les titres marqués d'un astérisque * sont adoptés par le *Ministère de l'Instruction publique de France* pour les bibliothèques des lycées et des collèges.

LISTE PAR ORDRE D'APPARITION

109 VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, OUVRAGES A 6, 9 ET 12 FR.

1. TYNDALL (J.). * **Les Glaciers et les Transformations de l'eau**, avec figures. 1 vol. in-8. 7e édition. 6 fr.
2. BAGEHOT. * **Lois scientifiques du développement des nations.** 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
3. MAREY. * **La Machine animale.** *Épuisé.*
4. BAIN. * **L'Esprit et le Corps.** 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
5. PETTIGREW. * **La Locomotion chez les animaux**, marche, natation et vol. 1 vol. in-8, avec figures. 2e édit. 6 fr.
6. HERBERT SPENCER. * **La Science sociale.** 1 v. in-8. 13e édit. 6 fr.
7. SCHMIDT (O.). * **La Descendance de l'homme et le Darwinisme.** 1 vol. in-8, avec fig. 6e édition. 6 fr.
8. MAUDSLEY. * **Le Crime et la Folie.** 1 vol. in-8. 7e édit. 6 fr.
9. VAN BENEDEN. * **Les Commensaux et les Parasites dans le règne animal.** 1 vol. in-8, avec figures. 4e édit. 6 fr.
10. BALFOUR STEWART. * **La Conservation de l'énergie**, avec figures. 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
11. DRAPER. **Les Conflits de la science et de la religion.** 1 vol. in-8. 10e édition. 6 fr.
12. L. DUMONT. * **Théorie scientifique de la sensibilité. Le plaisir et la douleur.** 1 vol. in-8. 4e édition. 6 fr.
13. SCHUTZENBERGER. * **Les Fermentations.** 1 in-8, 6e édit. 6 fr.
14. WHITNEY. * **La Vie du langage.** 1 vol. in-8. 4e édit. 6 fr.
15. COOKE et BERKELEY. * **Les Champignons.** 1 in-8, av. fig., 4e éd. 6 fr.
16. BERNSTEIN. * **Les Sens.** 1 vol. in-8, avec 91 fig. 5e édit. 6 fr.
17. BERTHELOT. * **La Synthèse chimique.** 1 vol. in-8. 8e édit. 6 fr.
18. NIEWENGLOWSKI (H.). * **La photographie et la photochimie.** 1 vol. in-8, avec gravures et une planche hors texte. 6 fr.
19. LUYS. * **Le Cerveau et ses fonctions.** *Épuisé.*
20. STANLEY JEVONS. * **La Monnaie.** *Épuisé.*
21. FUCHS. * **Les Volcans et les Tremblements de terre.** 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleurs. 5e édition. 6 fr.
22. GÉNÉRAL BRIALMONT. * **Les Camps retranchés.** *Épuisé.*
23. DE QUATREFAGES. * **L'Espèce humaine.** 1 v. in-8. 13e édit. 6 fr.
24. BLASERNA et HELMHOLTZ. * **Le Son et la Musique.** 1 vol. in-8, avec figures. 5e édition. 6 fr.
25. ROSENTHAL. * **Les Nerfs et les Muscles.** *Épuisé.*
26. BRUCKE et HELMHOLTZ. * **Principes scientifiques des beaux-arts.** 1 vol. in-8, avec 39 figures. 4e édition. 6 fr.

27. WURTZ. * **La Théorie atomique.** 1 vol. in-8. 9e édition. 6 fr.
28-29. SECCHI (le père). * **Les Étoiles.** 2 vol. in-8, avec 63 figures dans le texte et 17 pl. en noir et en couleurs hors texte. 3e édit. 12 fr.
30. JOLY.* **L'Homme avant les métaux.** *Épuisé.*
31. A. BAIN. * **La Science de l'éducation.** 1 vol. in-8. 9e édit. 6 fr.
32-33. THURSTON (R.). * **Histoire de la machine à vapeur.** 2 vol. in-8, avec 140 fig. et 16 planches hors texte. 3e édition. 12 fr.
34. HARTMANN (R.). * **Les Peuples de l'Afrique.** *Épuisé.*
35. HERBERT SPENCER. * **Les Bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
36. HUXLEY. * **L'Écrevisse,** introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 2e édition. 6 fr.
37. DE ROBERTY. * **La Sociologie.** 1 vol. in-8. 3e édition. 6 fr.
38. ROOD. * **Théorie scientifique des couleurs.** 1 vol. in-8, avec figures et une planche en couleurs hors texte. 2e édition. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. * **L'Évolution du règne végétal** (les Cryptogames). *Épuisé.*
40-41. CHARLTON BASTIAN. * **Le Cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux.** 2 vol. in-8, avec figures. 2e éd. 12 fr.
42. JAMES SULLY. * **Les Illusions des sens et de l'esprit.** 1 vol. in-8, avec figures. 3e édit. 6 fr.
43. YOUNG. * **Le Soleil.** *Épuisé.*
44. DE CANDOLLE. * **L'Origine des plantes cultivées.** 4e éd. 1 v. in-8. 6 fr.
45-46. SIR JOHN LUBBOCK. * **Fourmis, abeilles et guêpes.** *Épuisé.*
47. PERRIER (Edm.). **La Philosophie zoologique avant Darwin.** 1 vol. in-8. 3e édition. 6 fr.
48. STALLO. * **La Matière et la Physique moderne.** 1 vol. in-8. 3e éd., précédé d'une Introduction par Ch. Friedel. 6 fr.
49. MANTEGAZZA. **La Physionomie et l'Expression des sentiments.** 1 vol. in-8. 3e édit., avec huit planches hors texte. 6 fr.
50. DE MEYER. * **Les Organes de la parole et leur emploi pour la formation des sons du langage.** In-8, avec 51 fig. 6 fr.
51. DE LANESSAN. * **Introduction à l'Étude de la botanique** (le Sapin). 1 vol. in-8. 2e édit., avec 143 figures. 6 fr.
52-53. DE SAPORTA et MARION. * **L'Évolution du règne végétal** (les Phanérogames). 2 vol. *Épuisé.*
54. TROUESSART. * **Les Microbes, les Ferments et les Moisissures.** 1 vol. in-8. 2e édit., avec 107 figures. 6 fr.
55. HARTMANN (R.). * **Les Singes anthropoïdes.** *Épuisé.*
56. SCHMIDT (O.). * **Les Mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques.** 1 vol. in-8, avec 51 figures. 6 fr.
57. BINET et FÉRÉ. **Le Magnétisme animal.** 1 vol. in-8. 4e édit. 6 fr.
58-59. ROMANES. * **L'Intelligence des animaux.** 2 v. in-8 3e édit. 12 fr.
60. LAGRANGE (F.). **Physiol. des exerc. du corps.** 1 v. in-8. 7e éd. 6 fr.
61. DREYFUS. * **Évolution des mondes et des sociétés.** 1 v. in-8. 6 fr.
62. DAUBRÉE. * **Les Régions invisibles du globe et des espaces célestes.** 1 vol. in-8, avec 85 fig. dans le texte. 2e édit. 6 fr.
63-64. SIR JOHN LUBBOCK. * **L'Homme préhistorique.** 2 vol. *Épuisé.*
65. RICHET (Ch.). **La Chaleur animale.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
66. FALSAN (A.). * **La Période glaciaire.** *Épuisé.*
67. BEAUNIS (H.). **Les Sensations internes.** 1 vol. in-8. 6 fr.
68. CARTAILHAC (E.). **La France préhistorique,** d'après les sépultures et les monuments. 1 vol. in-8, avec 162 figures. 2e édit. 6 fr.
69. BERTHELOT. * **La Révol. chimique, Lavoisier.** 1 vol. in-8. 2e éd. 6 fr.
70. SIR JOHN LUBBOCK. * **Les Sens et l'instinct chez les animaux,** principalement chez les insectes. 1 vol. in-8, avec 150 figures. 6 fr.
71. STARCKE. * **La Famille primitive.** 1 vol. in-8. 6 fr.
72. ARLOING. * **Les Virus.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.

73. TOPINARD. * **L'Homme dans la Nature.** 1 vol. in-8, avec fig. 6 fr.
74. BINET (Alf.). ***Les Altérations de la personnalité.** In-8, 2 éd. 6 fr.
75. DE QUATREFAGES (A.). ***Darwin et ses précurseurs français.** 1 vol. in-8. 2e édition refondue. 6 fr.
76. LEFÈVRE (A.). * **Les Races et les langues.** 1 vol. in-8. 6 fr.
77-78. DE QUATREFAGES (A.). ***Les Émules de Darwin.** 2 vol. in-8, avec préfaces de MM. Edm. PERRIER et HAMY. 12 fr.
79. BRUNACHE (P.). ***Le Centre de l'Afrique. Autour du Tchad.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
80. ANGOT (A.). ***Les Aurores polaires.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
81. JACCARD. * **Le pétrole, le bitume et l'asphalte** au point de vue géologique. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
82. MEUNIER (Stan.).***La Géologie comparée.** 2e éd. in-8, avec fig. 6 fr.
83. LE DANTEC.***Théorie nouvelle de la vie.** 3e éd. 1 v. in-8, avec fig. 6 fr.
84. DE LANESSAN. * **Principes de colonisation.** 1 vol. in-8. 6 fr.
85. DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. ***L'évolution régressive en biologie et en sociologie.** 1 vol. in-8, avec gravures. 6 fr.
86. MORTILLET (G. de). * **Formation de la Nation française.** 2e édit. 1 vol. in-8, avec 150 gravures et 18 cartes. 6 fr.
87. ROCHÉ (G.). ***La Culture des Mers** (piscifacture, pisciculture, ostréiculture). 1 vol. in-8, avec 81 gravures. 6 fr.
88. COSTANTIN (J.). ***Les Végétaux et les Milieux cosmiques** (adaptation, évolution). 1 vol. in-8, avec 171 gravures. 6 fr.
89. LE DANTEC. **L'évolution individuelle et l'hérédité.** 1 vol. in-8. 6 fr.
90. GUIGNET et GARNIER. * **La Céramique ancienne et moderne.** 1 vol., avec grav. 6 fr.
91. GELLÉ (E.-M.). ***L'audition et ses organes.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
92. MEUNIER (St.).***La Géologie expérimentale.** 2e éd. in-8, av. gr. 6 fr.
93. COSTANTIN (J.). ***La Nature tropicale.** 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
94. GROSSE (E.). ***Les débuts de l'art.** Introduction de L. MARILLIER. 1 vol. in-8, avec 32 gravures dans le texte et 3 pl. hors texte. 6 fr.
95. GRASSET (J.). **Les Maladies de l'orientation et de l'équilibre.** 1 vol. in-8, avec gravures. 6 fr.
96. DEMENŸ (G.). ***Les bases scientifiques de l'éducation physique.** 1 vol. in-8, avec 198 gravures. 3e édit. 6 fr.
97. MALMÉJAC (F.).***L'eau dans l'alimentation.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
98. MEUNIER (Stan.). ***La géologie générale.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
99. DEMENŸ (G.). **Mécanisme et éducation des mouvements.** 2e édit. 1 vol. in-8, avec 565 gravures. 9 fr.
100. BOURDEAU (L.). **Histoire de l'habillement et de la parure.** 1 vol. in-8. 6 fr.
101. MOSSO (A.).***Les exercices physiques et le développement intellectuel.** 1 vol. in-8. 6 fr.
102. LE DANTEC (F.). **Les lois naturelles.** 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
103. NORMAN LOCKYER.***L'évolution inorganique.** 1 vol. in-8, avec 42 gravures. 6 fr.
104. COLAJANNI (N.). ***Latins et Anglo-Saxons.** 1 vol. in-8. 9 fr.
105. JAVAL (E.).***Physiologie de la lecture et de l'écriture.** 1 vol. in-8, avec 96 gravures, 2e édition. 6 fr.
106. COSTANTIN (J.). ***Le Transformisme appliqué à l'agriculture.** 1 vol. in-8, avec 105 gravures. 6 fr.
107. LALOY (L.).***Parasitisme et mutualisme en agriculture.** Préface du Pr A. GIARD. 1 vol. in-8, avec 82 gravures. 6 fr.
108. CONSTANTIN (Capitaine). **Le rôle sociologique de la guerre et le sentiment national.** Suivi de la traduction de *La guerre, moyen de sélection collective*, par le Dr STEINMETZ. 1 vol. 6 fr.
109. LOEB. **La dynamique de l'apparition de la vie.** Traduit de l'allemand par MM. DAUDIN et SCHAEFFER. 1 vol. avec fig. 9 fr.

RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

qui ne se trouvent pas dans les collections précédentes.

ALAUX. **Esquisse d'une philosophie de l'être.** In-8. 1 fr.
— **Les Problèmes religieux au XIXe siècle.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
— **Philosophie morale et politique.** In-8. 1893. 7 fr. 50
— **Théorie de l'âme humaine.** 1 vol. in-8. 1895. 10 fr.
— **Dieu et le Monde.** *Essai de phil. première.* 1901. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
AMIABLE (Louis). **Une loge maçonnique d'avant 1789.** 1 v. in-8. 6 fr.
ANDRÉ (L.), docteur ès lettres. **Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique.** 1 vol. in-8 (*couronné par l'Institut*). 1906. 14 fr.
— **Deux mémoires inédits de Claude Le Pelletier.** In-8. 1906. 3 fr. 50
ARNAUNE (A.), directeur de la Monnaie. **La monnaie, le crédit et le change,** 3e édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8. 1906. 8 fr.
ARRÉAT. **Une Éducation intellectuelle.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
— **Journal d'un philosophe.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50 (Voy. p. 2 et 5.)
***Autour du monde,** par les BOURSIERS DE VOYAGE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS. (*Fondation Albert Kahn*). 1 vol. gr. in-8. 1904. 5 fr.
ASLAN (G.). **La Morale selon Guyau.** 1 vol. in-16. 1906. 2 fr.
ATGER (F.). **Hist. des doctrines du Contrat social.** 1 v. in-8. 1906. 8 fr.
AZAM. **Hypnotisme et double conscience.** 1 vol. in-8. 9 fr.
BACHA (E.). **Le Génie de Tacite.** 1 vol. in-18. 4 fr.
BALFOUR STEWART et TAIT. **L'Univers invisible.** 1 vol. in-8. 7 fr.
BELLANGER (A.), docteur ès lettres. **Les concepts de cause et l'activité intentionnelle de l'esprit.** 1 vol. in-8. 1905. 5 fr.
BENOIST-HANAPPIER (L.), docteur ès lettres. **Le drame naturaliste en Allemagne.** In-8. *Couronné par l'Académie française.* 1905. 7 fr. 50
BERNATH (de). **Cléopâtre.** *Sa vie, son règne.* 1 vol in-8. 1903. 8 fr.
BERTON (H.), docteur en droit. **L'évolution constitutionnelle du second empire.** Doctrines, textes, histoire. 1 fort vol. in-8. 1900. 12 fr.
BLUM (E.), agrégé de philosophie. ***La Déclaration des Droits de l'homme.*** Texte et commentaire. Préface de M. G. COMPAYRÉ, Inspecteur général. *Récompensé par l'Institut.* 3e édit. 1 vol. in-8. 1905. 3 fr. 75
BOURDEAU (Louis). **Théorie des sciences.** 2 vol. in-8. 20 fr.
— **La Conquête du monde animal.** In-8. 5 fr.
— **La Conquête du monde végétal.** In-8. 1893. 5 fr.
— **L'Histoire et les historiens.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
— ***Histoire de l'alimentation.** 1894. 1 vol. in-8. 5 fr.
BOUTROUX (Em.), de l'Institut. ***De l'idée de loi naturelle dans la science et la philosophie.** 1 vol. in-8. 2 fr. 50.
BRANDON-SALVADOR (Mme). **A travers les moissons.** *Ancien Test. Talmud. Apocryphes. Poètes et moralistes juifs du moyen âge.* In-16. 1903. 4 fr.
BRASSEUR. **La question sociale.** 1 vol. in-8. 1900. 7 fr. 50
BROOKS ADAMS. **Loi de la civilisation et de la décadence.** In-8. 7 fr. 50
BROUSSEAU (K.). **Éducation des nègres aux Etats-Unis.** In-8. 7 fr. 50
BUCHER (Karl). **Etudes d'histoire et d'économie polit.** In-8. 1901. 6 fr.
BUDÉ (E. de). **Les Bonaparte en Suisse.** 1 vol. in-12. 1905. 3 fr. 50
BUNGE (C.-O.). **Psychologie individuelle et sociale.** In-16. 1904. 3 fr.
CANTON (G.). **Napoléon antimilitariste.** 1902. In-16. 3 fr. 50
CARDON (G.). ***La Fondation de l'Université de Douai.** In-8. 10 fr.
CELS (A.). **Science de l'homme et anthropologie.** 1904. 1 v. in-8. 7 fr. 50
CHARRIAUT (H.). **Après la séparation.** *Enquête sur l'avenir des Eglises.* 1 vol. in-12. 1905. 3 fr. 50
CLAMAGERAN. **La Réaction économique et la démocratie.** In-18. 1 fr. 25
— **La lutte contre le mal.** 1 vol. in-18. 1897. 3 fr. 50

CLAMAGERAN. **Études politiques, économiques et administratives.** Préface de M. BERTHELOT. 1 vol. gr. in-8. 1904. 10 fr.
— **Philosophie religieuse.** *Art et voyages.* 1 vol. in-12. 1904. 3 fr. 50
— **Correspondance (1849-1902).** 1 vol. gr. in-8. 1905. 10 fr.
COLLIGNON (A.). **Diderot** 2e édit. 1907. In-12. 3 fr. 50
COMBARIEU (J.). ***Les rapports de la musique et de la poésie** considérés au point de vue de l'expression. 1 vol. in-8. 1893. 7 fr. 50
Congrès de l'Éducation sociale, Paris 1900. 1 vol. in-8. 1901. 10 fr.
IVe Congrès international de Psychologie, Paris 1900. In-8. 20 fr.
Ve Congrès international de Psychologie, Rome 1905. In-8. 20 fr.
Congrès de l'enseignement des Sciences sociales, Paris 1900. 1 vol. in-8. 1901. 7 fr. 50
COSTE. **Économie polit. et physiol. sociale.** In-18. 3 fr. 50 (V. p. 2 et 6).
COUBERTIN (P. de). **La gymnastique utilitaire.** *Défense. Sauvetage. Locomotion.* 2e édit. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
COUTURAT (Louis). ***De l'infini mathématique.** In-8. 1896. 12 fr.
DANY (G.), docteur en droit. ***Les Idées politiques en Pologne à la fin du XVIIIe siècle.** *La Constit. du 3 mai* 1793. In-8. 1901. 6 fr.
DAREL (Th.). **La Folie.** *Ses causes. Sa thérapeutique.* 1901. In-12. 4 fr.
— **Le peuple-roi.** *Essai de sociologie universaliste.* In-8. 1904. 3 fr. 50
DAURIAC. **Croyance et réalité.** 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
— **Le Réalisme de Reid.** In-8. 1 fr.
DEFOURNY (M.). **La sociologie positiviste.** *Auguste Comte.* In-8. 1902. 6 fr.
DERAISMES (Mlle Maria). **Œuvres complètes.** 4 vol. Chacun. 3 fr. 50
DESCHAMPS. **Principes de morale sociale.** 1 vol. in-8. 1903. 3 fr. 50
DESPAUX. **Genèse de la matière et de l'énergie.** In-8. 1900. 4 fr.
— **Causes des énergies attractives.** 1 vol. in-8. 1902. 5 fr.
— **Explication mécanique de la matière, de l'électricité et du magnétisme.** 1 vol. in-8. 1905. 4 fr.
DOLLOT (R.), docteur en droit. **Les origines de la neutralité de la Belgique** (1609-1830). 1 vol. in-8. 1902. 10 fr.
DUBUC (P.). ***Essai sur la méthode en métaphysique.** 1 vol. in-8. 5 fr.
DUGAS (L.). ***L'amitié antique.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
DUNAN. ***Sur les formes a priori de la sensibilité.** 1 vol. in-8. 5 fr.
DUNANT (E.). **Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique** (1798-1803). 1 vol. in-8. 1902. 20 fr.
DU POTET. **Traité complet de magnétisme.** 5e éd. 1 vol. in-8. 8 fr.
— **Manuel de l'étudiant magnétiseur.** 6e éd., gr. in-18, avec fig. 3 fr. 50
— **Le magnétisme opposé à la médecine.** 1 vol. in-8. 6 fr.
DUPUY (Paul). **Les fondements de la morale.** In-8. 1900. 5 fr.
— **Méthodes et concepts.** 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.
***Entre Camarades**, par les anciens élèves de l'Université de Paris. *Histoire, littérature, philologie, philosophie.* 1901, in-8. 10 fr.
ESPINAS (A.). ***Les Origines de la technologie.** 1 vol. in-8. 1897. 5 fr.
FERRÈRE (F.). **La situation religieuse de l'Afrique romaine depuis la fin du IVe siècle jusqu'à l'invasion des Vandales.** 1 v. in-8. 1898. 7 fr. 50
FERRIÈRE (Em.). **Les Apôtres, essai d'histoire religieuse.** 1 vol. in-12. 4 fr. 50
— **L'Ame est la fonction du cerveau.** 2 volumes in-18. 7 fr.
— **Le Paganisme des Hébreux.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
— **La Matière et l'Énergie.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
— **L'Ame et la Vie.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
— **Les Mythes de la Bible.** 1 vol. in-18. 1893. 3 fr. 50
— **La Cause première d'après les données expérim.** In-18. 1896. 3 fr. 50
— **Étymologie de 400 prénoms.** In-18. 1898. 1 fr. 50. (V. p. 11.)
Fondation universitaire de Belleville (La). Ch. GIDE. *Travail intellect. et travail manuel;* J. BARDOUX. *Prem. efforts et prem. année.* In-16. 1 fr. 50
GELEY (G.). **Les preuves du transformisme et les enseignements de la doctrine évolutionniste.** 1 vol. in-8. 1901. 6 fr.

GILLET (M.). **Fondement intellectuel de la morale.** In-8. 3 fr. 75

GIRAUD-TEULON. **Les origines de la papauté** *d'après Dollinger.* 1 vol. in-12. 1905. 2 fr.

GOURD. **Le Phénomène.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

GREEF (Guillaume de). **Introduction à la Sociologie.** 2 vol. in-8. 10 fr.

— **L'évol. des croyances et des doctr. polit.** In-12. 1895. 4 fr. (V. p. 3 et 8.)

GRIVEAU (M.). **Les Éléments du beau.** In-18. 4 fr. 50

— **La Sphère de beauté,** 1901. 1 vol. in-8. 10 fr.

GUEX (F.), professeur à l'Université de Lausanne. **Histoire de l'Instruction et de l'Éducation.** In-8 avec gravures, 1906. 6 fr.

GUYAU. **Vers d'un philosophe.** In-18. 3ᵉ édit. 3 fr. 50

HALLEUX (J.). **L'Évolutionnisme en morale** (*H. Spencer*). In-12. 1901. 3 fr. 50

HALOT (C.). **L'Extrême-Orient.** *Études d'hier. Evénements d'aujourd'hui.* 1 vol. in-16. 1905. 4 fr.

HOCQUART (E.). **L'Art de juger le caractère des hommes sur leur écriture,** préface de J. Crépieux-Jamin. Br. in-8. 1898. 1 fr.

HORVATH, KARDOS et ENDRODI. ***Histoire de la littérature hongroise,** adapté du hongrois par J. Kont. Gr. in-8, avec gr. 1900. Br. 10 fr. Rel. 15 fr.

ICARD. **Paradoxes ou vérités.** 1 vol. in-12. 1895. 3 fr. 50

JAMES (W.). **L'Expérience religieuse,** traduit par F. Abauzit, agrégé de philosophie. 1 vol. in-8°. 2ᵉ éd. 1907. Cour. par l'Acad. française. 10 fr.

JANSSENS (E.). **Le néo-criticisme de Ch. Renouvier.** In-16. 1904. 3 fr. 50

— **La philosophie et l'apologétique de Pascal.** 1 vol. in-16. 4 fr.

JOURDY (Général). **L'instruction de l'armée française,** de 1815 à 1902. 1 vol. in-16. 1903. 3 fr. 50

JOYAU. **De l'Invention dans les arts et dans les sciences.** 1 v. in-8. 5 fr.

— **Essai sur la liberté morale.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

KARPPE (S.), docteur ès lettres. **Les origines et la nature du Zohar,** précédé d'une *Etude sur l'histoire de la Kabbale.* 1901. In-8. 7 fr. 50

KAUFMANN. **La cause finale et son importance.** In-12. 2 fr. 50

KINGSFORD (A.) et MAITLAND (E.). **La Voie parfaite ou le Christ ésotérique,** précédé d'une préface d'Edouard Schuré. 1 vol. in-8. 1892. 6 fr.

KOSTYLEFF. **Esquisse d'une évolution dans l'histoire de la philosophie.** 1 vol. in-16. 1903. 2 fr. 50

— **Les substituts de l'âme dans la psychologie moderne.** 1 vol. in-8. 1906. 4 fr.

LACOMBE (Cᵗ de). **La maladie contemporaine.** *Examen des principaux problèmes sociaux au point de vue positiviste.* 1 vol. in-8. 1906. 3 fr. 50

LAFONTAINE. **L'art de magnétiser.** 7ᵉ édit. 1 vol. in-8. 5 fr.

— **Mémoires d'un magnétiseur.** 2 vol. gr. in-18. 7 fr.

LANESSAN (de). **Le Programme maritime de 1900-1906.** In-12. 2ᵉ éd. 1903. 3 fr. 50

LASSERRE (A.). **La participation collective des femmes à la Révolution française.** In-8. 1905. 5 fr.

LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques.** In-8. 25 c.

LEFÉBURE (Cᵗ). **Méthode de gymnastique éducative.** 1905. In-8. 5 fr.

LEMAIRE (P.). **Le cartésianisme chez les Bénédictins.** In-8. 6 fr. 50

LEMAITRE (J.), professeur au Collège de Genève. **Audition colorée et phénomènes connexes observés chez des écoliers.** In-12. 1900. 4 fr.

LETAINTURIER (J.). **Le socialisme devant le bon sens.** In-18. 1 fr. 50

LEVI (Eliphas). **Dogme et rituel de la haute magie.** 3ᵉ édit. 2 vol. in-8, avec 24 figures. 18 fr.

— **Histoire de la magie.** Nouvelle édit. 1 vol. in-8, avec 90 fig. 12 fr.

— **La clef des grands mystères.** 1 vol. in-8, avec 22 pl. 12 fr.

— **La science des esprits.** 1 vol. 7 fr.

LEVY (L.-G.), docteur ès lettres. **La famille dans l'antiquité israélite.** 1 vol. in-8. 1905. Couronné par l'Académie française. 5 fr.

LÉVY-SCHNEIDER (L.), docteur ès lettres. **Le conventionnel Jeanbon Saint-André (1749-1813).** 1901. 2 vol. in-8. 15 fr.

LICHTENBERGER (A.). **Le socialisme au XVIIIe siècle.** In-8. 7 fr. 50

LIESSE (A.), prof. au Conservatoire des Arts et Métiers. **La statistique.** *Ses difficultés. Ses procédés. Ses résultats.* In-16, 1905. 2 fr. 50

MABILLEAU (L.). ***Histoire de la philos. atomistique.** In-8. 1895. 12 fr.

MAGNIN (E.). **L'art et l'hypnose.** 1 vol. in-8 avec gravures et planches, cart. 1906. 20 fr.

MAINDRON (Ernest). ***L'Académie des sciences** (Histoire de l'Académie; fondation de l'Institut national; Bonaparte, membre de l'Institut). In-8 cavalier, 53 grav., portraits, plans. 8 pl. hors texte et 2 autographes. 6 fr.

MANDOUL (J.). **Un homme d'État italien : Joseph de Maistre.** In-8. 8 fr.

MARGUERY (E.). **Le droit de propriété et le régime démocratique.** 1 vol. in-16. 1905. 2 fr. 50

MARIÉTAN (J.). **La classification des sciences, d'Aristote à saint Thomas.** 1 vol. in-8. 1901. 3 fr.

MATAGRIN. **L'esthétique de Lotze.** 1 vol. in-12. 1900. 2 fr.

MERCIER (Mgr). **Les origines de la psych. contemp.** In-12. 1898. 5 fr.

MICHOTTE (A.). **Les signes régionaux** (répartition de la sensibilité tactile). 1 vol. in-8 avec planches, 1905. 5 fr.

MILHAUD (G.) ***Le positiv. et le progrès de l'esprit.** In-16. 1902. 2 fr. 50

MILLERAND, FAGNOT, STROHL. **La durée légale du travail.** in-12. 1906. 2 fr. 50

MODESTOV (B.). **Introduction à l'Histoire romaine.** *L'ethnologie préhistorique, les influences civilisatrices à l'époque préromaine et les commencements de Rome,* traduit du russe sur MICHEL DELINES. Avant-propos de M. SALOMON REINACH, de l'Institut. 1 vol. in-4 avec 36 planches hors texte et 27 figures dans le texte. 1907. 15 fr.

MONNIER (Marcel). ***Le drame chinois.** 1 vol. in-16. 1900. 2 fr. 50

NEPLUYEFF (N. de). **La confrérie ouvrière et ses écoles,** in-12. 2 fr.

NODET (V.). **Les agnoscies, la cécité psychique.** In-8. 1899. 4 fr.

NOVICOW (J.). **La Question d'Alsace-Lorraine.** In-8. 1 fr. (V. p. 4, 10 et 19.)

— **La Fédération de l'Europe.** 1 vol. in-18. 2e édit. 1901. 3 fr. 50

— **L'affranchissement de la femme.** 1 vol. in-16. 1903. 3 fr.

OVERBERGH (C. VAN). **La réforme de l'enseignement.** 2 vol. in-8. 1906. 10 fr.

PARIS (Comte de). **Les Associations ouvrières en Angleterre** (Trades-unions). 1 vol. in-18. 7e édit. 1 fr. — Édition sur papier fort. 2 fr. 50

PARISET (G.), professeur à l'Université de Nancy. **La Revue germanique de Dollfus et Nefftzer.** In-8. 1906. 2 fr.

PAUL-BONCOUR (J.). **Le fédéralisme économique,** préf. de M. WALDECK-ROUSSEAU. 1 vol. in-8. 2e édition. 1901. 6 fr.

PAULHAN (Fr.). **Le Nouveau mysticisme.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50

PELLETAN (Eugène). ***La Naissance d'une ville** (Royan). In-18. 2 fr.

— ***Jarousseau, le pasteur du désert.** 1 vol. in-18. 2 fr.

— ***Un Roi philosophe:** *Frédéric le Grand.* In-18. 3 fr. 50

— **Droits de l'homme.** In-16. 3 fr. 50

— **Profession de foi du XIXe siècle.** In-16. 3 fr. 50

PEREZ (Bernard). **Mes deux chats.** In-12, 2e édition. 1 fr. 50

— **Jacotot et sa Méthode d'émancipation intellect.** In-18. 3 fr.

— **Dictionnaire abrégé de philosophie.** 1893. in-12. 1 fr. 50 (V. p. 9.)

PHILBERT (Louis). **Le Rire.** In-8. (Cour. par l'Académie française.) 7 fr. 50

PHILIPPE (J.). **Lucrèce dans la théologie chrétienne.** In-8. 2 fr. 50

PHILIPPSON (J.). **L'autonomie et la centralisation du système nerveux des animaux.** 1 vol. in-8 avec planches. 1905. 5 fr.

PIAT (C.). **L'Intellect actif.** 1 vol. in-8. 4 fr.

— **L'Idée ou critique du Kantisme.** 2e édition 1901. 1 vol. in-8. 6 fr.

PICARD (Ch.). **Sémites et Aryens** (1893). In-18. 1 fr. 50

PICTET (Raoul). **Étude critique du matérialisme et du spiritualisme par la physique expérimentale.** 1 vol. gr. in-8. 10 fr.

PINLOCHE (A.), professeur hon^re de l'Univ. de Lille. ***Pestalozzi et l'éducation populaire moderne.** In-16. 1902. (*Cour. par l'Institut.*) 2 fr. 50

POEY. **Littré et Auguste Comte.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

PRAT (Louis). **Le mystère de Platon (Aglaophamos).** 1 v. in-8. 1900. 4 fr.

— **L'Art et la beauté (Kalliklès).** 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.

Protection légale des travailleurs (La). 1 vol. in-12. 1904. 3 fr. 50

Les dix conférences composant ce volume se vendent séparées chacune. 0 fr. 60

REGNAUD (P.). **L'origine des idées éclairée par la science du langage.** 1904. In-12. 1 fr. 50

RENOUVIER, de l'Inst. **Uchronie.** *Utopie dans l'Histoire.* 2e éd. 1901. In-8. 7 50

ROBERTY (J.-E.) **Auguste Bouvier,** pasteur et théologien protestant. 1826-1893. 1 fort vol. in-12. 1901. 3 fr. 50

ROISEL. **Chronologie des temps préhistoriques.** In-12. 1900. 1 fr.

ROTT (Ed.). **La représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses confédérés.** T. I (1498-1559). Gr. in-8. 1900, 12 fr. — T. II (1559-1610). Gr. in-8. 1902. T. III (1610-1626). Gr. in-8. 1906. 20 fr.

SABATIER (C.). **Le Duplicisme humain.** 1 vol. in-18. 1906. 2 fr. 50

SAUSSURE (L. de). ***Psychol. de la colonisation franç.** In-12. 3 fr. 50

SAYOUS (E.), ***Histoire générale des Hongrois.** 2e éd. revisée. 1 vol. grand in-8, avec grav. et pl. hors texte. 1900. Br. 15 fr. Relié. 20 fr.

SCHILLER (Études sur), par MM. Schmidt, Fauconnet, Andler, Xavier Léon, Spenlé, Baldensperger, Dresch, Tibal, Ehrhard, Mme Talayrach d'Eckardt, H. Lichtenberger, A. Lévy. In-8. 1906. 4 fr.

SCHINZ. **Problème de la tragédie en Allemagne.** In-8. 1903. 1 fr. 25

SECRÉTAN (H.). **La Société et la morale.** 1 vol. in-12. 1897. 3 fr. 50

SEIPPEL (P.), professeur à l'École polytechnique de Zurich. **Les deux Frances et leurs origines historiques.** 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. 50

SIGOGNE (E.). **Socialisme et monarchie.** In-16. 1906. 2 fr. 50

SKARZYNSKI (L.). ***Le progrès social à la fin du XIXe siècle.** Préface de M. Léon Bourgeois. 1901. 1 vol. in-12. 4 fr. 50

SOREL (Albert), de l'Acad. franç. **Traité de Paris de 1815.** In-8 4 fr. 50

TEMMERMAN, directeur d'École normale. **Notions de psychologie** appliquées à la pédagogie et à la didactique. In-8, avec fig. 1903. 3 fr.

VALENTINO (Dr Ch.). **Notes sur l'Inde.** In-16. 1906. 4 fr.

VAN BIERVLIET (J.-J.). **Psychologie humaine.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **La Mémoire.** Br. in-8. 1893. 2 fr.

— **Etudes de psychologie.** 1 vol. in-8. 1901. 4 fr.

— **Causeries psychologiques.** 2 vol. in-8. Chacun. 3 fr.

— **Esquisse d'une éducation de la mémoire.** 1904. In-16. 2 fr.

VERMALE (F.). **La répartition des biens ecclésiastiques nationalisés dans le département du Rhône.** In-8. 1906. 2 fr. 50

VITALIS. **Correspondance politique de Dominique de Gabre.** 1904. 1 vol. in-8. 12 fr. 50

WYLM (Dr A.). **La morale sexuelle.** 1907. In-8. 5 fr.

ZAPLETAL. **Le récit de la création dans la Genèse.** In-8. 3 fr. 50

ZOLLA (D.). **Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.** 1894, 1895. 2 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

TABLE DES AUTEURS ÉTUDIÉS

3445. — Imp. Motteroz et Martin